



HAL
open science

**Diversité des consciences ouvrières à l'ère des
pragmatismes : L'ouvrier de l'État-nation versus
l'ouvrier de la Glocalisation. Une étude sur le cas des
ouvriers d'Isdemir, de Petkim et de la TTK en Turquie**

Cem Özatalay

► **To cite this version:**

Cem Özatalay. Diversité des consciences ouvrières à l'ère des pragmatismes : L'ouvrier de l'État-nation versus l'ouvrier de la Glocalisation. Une étude sur le cas des ouvriers d'Isdemir, de Petkim et de la TTK en Turquie. Sciences de l'Homme et Société. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2010. Français. NNT: . tel-00629276

HAL Id: tel-00629276

<https://theses.hal.science/tel-00629276>

Submitted on 5 Oct 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
(EHESS)**

THESE DE DOCTORAT

Discipline : Sociologie

Diversité des consciences ouvrières à l'ère des pragmatismes :

L'ouvrier de l'État-nation versus l'ouvrier de la Glocalisation

Une étude sur le cas des ouvriers d'Isdemir, de Petkim et de la TTK en Turquie

Présentée et soutenue publiquement
par

K. Cem ÖZATALAY

Thèse dirigée par : **François DUBET**

Soutenue le 15 juin 2010

Jury:

Franck COCHOY, Professeur à l'Université de Toulouse 2, Rapporteur.

François DUBET, Directeur d'études à l'EHESS, Directeur de la thèse.

Jean-Pierre DURAND, Professeur à l'Université d'Evry, Président du jury.

Ahmet INSEL, Professeur à l'Université de Galatasaray.

François VATIN, Professeur à l'Université de Paris 10, Rapporteur.

INTRODUCTION	4
PARTIE I	29
QUAND LA TURQUIE FAIT FACE AU NEOLIBERALISME : UNE ETUDE DE CAS SUR LES PRIVATISATIONS DES ENTREPRISES DITES STRATEGIQUES	29
CHAPITRE I	33
LA NEOLIBERALISATION « A LA TURCA » : ENTRE LE NEOLIBERALISME GLOCALISTE ET LE DIRIGISME EURASISTE	33
A) Une palingénésie sociale : La reprise du corps du <i>Marchand</i> chez le patronat musulman	34
a) Du néolibéralisme-en-général à la variété des néolibéralismes.....	34
b) Le moment roll-out du néolibéralisme et l'émergence d'un nouvel éthos du travail islamique	38
B) Le <i>Héros</i> kémaliste à l'épreuve du néolibéralisme	44
a) Une arrière-plan historique : la montée du dirigisme en Turquie.....	44
b) Le coup d'État de 1960 : la restauration institutionnelle du régime militocratique.....	48
c) Le kémalisme entre le choix eurasiste et le néolibéralisme glocaliste	54
CHAPITRE II	65
UN PROGRAMME DE PRIVATISATION, PLUSIEURS « AFFECTS » AUPRES DES « PERSONNES MORALES »	65
A) Les privatisations comme « lutte de classes »	67
a) Première phase de la lutte : Elimination des groupes triomphants des privatisations des années 1990	68
b) Seconde phase de la lutte : Grand règlement de compte	75
B) Polarisation schmitienne de la Turquie sur fond des privatisations	85
a) Traîtres –Patriotes et Héros – Marchands	85
b) Fin des privatisations et proclamation du cessez-le-feu	96
CHAPITRE III	103
LA RECONFIGURATION DE L'ESPACE SYNDICAL TURC PENDANT LE PROCESSUS DE PRIVATISATIONS	103
A) Victoire à la Pyrrhus du syndicalisme nationaliste : Türk Metal et ses politiques d'antiprivatisation.....	104
B) Les politiques d'antiprivatisation du syndicalisme de contestation et le grand capital : de la riposte à l'appui juridique « de facto »	117
C) Syndicalisme de la glocalisation et la privatisation de l'Isdemir : du défi à la tutelle politique de l'armée au consentement de sa tutelle économique	132
CONCLUSION PARTIELLE : LA LUTTE DES PRIVATISATIONS EN TURQUIE ET LE PARADOXE SYNDICALE ...	145
PARTIE II	155
LES AFFECTS ANTAGONIQUES DANS L'ESPACE OUVRIER PENDANT L'ERE DE LA NEO- LIBERALISATION	155
CHAPITRE I	156
PRESENTATION DU TERRAIN DE L'ENQUETE	156
A) L'Institution des mines de charbon de Turquie (la TTK)	157
B) La Société anonyme de fer et d'acier d'Iskenderun (Isdemir)	162
C) La Société anonyme pétrochimique de Petkim (Petkim)	169
CHAPITRE II	177
REDEFINITION DE L'ESPACE OUVRIER A PARTIR DES AFFECTS	177
A) L'aspect global de l'espace ouvrier	177
B) Une génération et deux affects : « ouvrier en sécurité » versus « ouvrier déçu »	180
C) Entre <i>Espoir</i> et <i>Désespoir</i> : une jeunesse ouvrière dans l'ambiguïté.....	186
CONCLUSION PARTIELLE : DE LA PRESENTATION DE L'ESPACE OUVRIER A L'INTRODUCTION AUX DIVERSIFICATIONS D'AFFECT	194
CHAPITRE III	198
UN MONDE OUVRIER PARTAGE ENTRE LA « DECEPTION » ET L'« ESPOIR »	198
A) La <i>Déception</i>	198
a) L'ouvrier déçu face à l'encerclement des « vengeurs »	200
b) Le deuil à l'« institution totale »	220
c) Du discours keynésien à l'État-nationisme mélancolique	229
B) L' <i>Espoir</i>	236
a) L'Espoir comme impulsion d'agir pragmatique, mais restreinte par la Crainte	238

b) L'esprit de la « glocalisation » face aux actes « donquichottesques ».....	245
c) L'ouvrier pragmatique hobbesien à l'épreuve de la « question sociale » et de la « question culturelle »	262
CONCLUSION DE L'ENQUETE DE TERRAIN : UNE CONTRARIETE INEVITABLE ENTRE L'OUVRIER DE L'ÉTAT-NATION ET L'OUVRIER DE LA GLOCALISATION	276
CONCLUSION GENERALE.....	285
ANNEXE I : SOCIOLOGUES ET SOCIOLOGIES, OUVRIERS ET CLASSES	307
A) Les classes : de Marx aux fondateurs de la sociologie – L'histoire d'un malentendu sur une notion <i>maudite</i> mais à la fois <i>sine qua non</i>	307
a) Marx, inventeur de « la théorie des classes sociales » ?	307
b) À la recherche d'une « troisième voie » : la dévalorisation de la notion de classe sous la plume des fondateurs de « la sociologie classique »	318
B) Les va-et-vient de la sociologie vis-à-vis des classes : du stratificationnisme keynésien au « tournant culturel » pragmatique	333
a) La réinvention de la notion selon les besoins de nomenclatures de l'époque keynésienne.....	333
b) Le « tournant culturaliste » et la malédiction de la notion de classe comme expression des totalitarismes	347
ANNEXE II : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE	364
ANNEXE III : LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES	371
A. Liste des tableaux	371
B. Liste des figures.....	371
ANNEXE IV : LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS	373
INDEX.....	379
BIBLIOGRAPHIE.....	382

Introduction

Le mot « ouvrier » n'éveille sans doute pas une vive émotion aujourd'hui pour la majorité de ceux qui l'entendent : ni *joie*, ni *peur*, ni non plus *curiosité*... Peut-être de la *déception* pour quelques-uns, mais plus généralement une insensibilité absolue. Le monde ouvrier, comme le soulignent S. Beaud et M. Pialoux, devient de plus en plus « invisible »¹. C'est étrange, car dans un passé qui n'est pas très lointain, nous croyions avec assurance que la réalité marquée par ce mot signifiait, pour certains d'entre nous, une des sources substantielles d'*espoir* envers l'ordre social en construction, tandis que, pour d'autres, il constituait une des sources de *crainte* menaçant l'ordre social en place.

Pour rendre compte de ce changement affectif auquel nous assistons depuis quelques décennies, nous avons produit une riche littérature en partant de divers arguments, à la fois théoriques et empiriques, énonçant à chaque fois la mort de l'« ouvrier », plus exactement, la mort de l'image qu'on lui attribuait jusqu'alors.

Ce faisant, nous nous sommes interrogés sur la transformation que traversait la société et nous en avons tiré d'abord la conclusion suivante : avec le passage d'une phase industrielle à une phase post-industrielle « la société n'est plus ce qu'elle était jadis » et par conséquent la place que « l'ouvrier » occupait dans la société d'antan fut désormais destinée à disparaître ! Mais on a compris avant longtemps à l'insuffisance d'une telle explication. Le monde ouvrier – au sens large du mot — ne déclinait pas tant du point de vue de la quantité. Cependant, sa présence, même non négligeable, continuait à ne pas éveiller en nous d'émotion, qu'il s'agisse de l'*espoir* ou bien de la *crainte*, même pendant les grands moments de mobilisation ouvrière.

L'interprétation marxienne – sans doute de type idéaliste - expliqua cet état affectif qui se manifestait comme une insensibilité de l'esprit contemporain envers le monde ouvrier du

¹ BEAUD S., PIALOUX M. *Retour sur la condition ouvrière*. Paris : Fayard, 1999.

fait de la faiblesse de « la gauche » dans la « lutte idéologique ». Mais cette situation résultait apparemment moins d'une question de « conscience » que d'un état affectif. En effet, à défaut d'une « vraie conscience », il faudrait attendre au moins l'apparition d'un émoi négatif sous forme de *peur*, de *haine* ou au moins de *crainte*. Cependant, ce ne fut pas le cas. Les mobilisations ouvrières n'éveillaient apparemment auprès de la majorité des gens, depuis quelques décennies, au maximum qu'un *dégoût* lorsqu'elles perturbèrent le déroulement ordinaire de leur vie quotidienne.

Or, ce fait réel nous fit penser que ce n'était pas seulement « la société » qui avait changé, mais en même temps les « individus qui font société ». Plus précisément, l'indifférence de l'esprit contemporain envers le monde ouvrier nous a paru autant la conséquence d'une « société qui n'est plus ce qu'elle était jadis » que celle de « l'individu n'est plus ce qu'il était jadis ». De plus, nous avons constaté, à chaque fois que nous descendions sur le terrain, que l'ouvrier, lui aussi, se vit désormais plus comme un « individu », et nous en avons conclu que « l'ouvrier n'est plus ce qu'il était jadis ».

Ce constat nous a paru suffisamment raisonnable pour rendre compte de la cause de l'indifférence de la majorité de la population envers les questions ouvrières et même envers les ouvriers en tant que tels. Car si l'ouvrier était davantage un « individu », ni sa logique d'action, ni le rôle qu'il assume dans la société ne devraient être distincts du reste des autres « individus ». Cette réflexion bouleverse radicalement l'image de l'ouvrier « inventée » par la pensée sociale d'antan qui fut « reproduite » au plus haut degré surtout dans la société d'après-guerre.

Après avoir surmonté la « fausse conception » de l'ouvrier de la société d'antan, il nous restait encore une question : quel serait le fil conducteur de la logique d'action de cet « individu », y compris l' « ouvrier-individu » ?

Au tournant des années 1980, la première réponse donnée à cette question fut le « choix rationnel » désignant les « individus » comme des créatures « rationnelles » et « calculatrices ». C'est ainsi que parurent de nombreux travaux menés selon ce programme de recherche sur le vote ouvrier, sur les négociations salariales, etc. Cependant, après avoir traversé les années 1990, cette vision calculatrice de l'action de l'« individu » commençait déjà à laisser un goût d'amer. Parce que cette vision dessinait une image très « abstraite » de l'« individu », à l'opposé de l'« individu réel » que nous rencontrons dans la « vie réelle » qui ne se résume pas à une suite de calculs. Tout « individu », y compris « l'ouvrier-individu », était doué d'une « moral » et d'une « culture » qui lui est propre. Il était en même temps un « sujet » introspectif qui se construit jour après jour tout en participant à la construction de la société avec les autres « individus ». C'est ainsi que cet « individu » *pragmatique* et *constructiviste*, en se substituant à la fois à « l'ouvrier faisant partie de sa classe » et à « l'individu calculateur », devint la nouvelle source de nos espoirs et nous scandâmes tous ensemble : « Le Roi est mort, vive le Roi ! »

Pourrait-on aller au-delà du « ne-plus-isme » et de l'« encorisme » ?

L'ambition, dira-t-on, « théorique » de cette recherche n'est pas de remettre en cause pour une énième fois « la pertinence épistémologique » du changement de paradigme de la pensée sociale, y compris celui de la pensée sociologique, auquel nous assistons depuis trois décennies. En parallèle, son ambition « empirique » n'est pas non plus de renforcer l'un des paradigmes sociologiques « rivaux » à travers des « données inédites » recueillies par l'exécution d'une enquête de terrain auprès d'ouvriers.

Plus précisément, cette recherche ne s'inscrit ni sur un point de vue sociologique qui porte sur l'idée que dès l'ouverture de la nouvelle ère dite post-industrielle, post-fordiste ou post-moderne, le concept de « classe » ou de « classe ouvrière » n'est *plus* valable — tendance qualifiée de « ne-plus-isme » — ni non plus sur un point de vue qui insiste

toujours sur la centralité du terme dans l'étude sociologique – qualifié d'« encorisme ». L'intérêt de cette recherche envers le monde ouvrier repose, en dehors de cette dualité, sur une autre motivation qui s'inspire plutôt d'une réflexion qui consiste à dire que « *la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle n'a jamais été* »². Élaborée par Roger Cornu, cette réflexion fournit, pour cette recherche, une source d'inspiration pour repenser la réalité ouvrière actuelle, même si à certains égards on sera en désaccord avec l'auteur de cet énoncé riche d'une multiplicité de significations.

Mais, quant au choix de ne pas se positionner aux côtés de l'un des acteurs du débat « paradigmatique » entre la tendance « ne-plus-iste » et « encoriste », il existe une autre raison bien plus simple et, pour ainsi dire, plus sociologique : le nouveau Roi est pratiquement le roi.

De nos jours, une majorité de sociologues font de l'« individu » le point de départ de leur recherche et privilégie la culture, la morale, la logique d'action et l'identité de celui-ci pour en faire l'objet d'étude. D'ailleurs, la majorité des lecteurs choisit, à son tour, de lire les comptes rendus des enquêtes sociologiques axant leur intérêt sur les logiques d'action de « l'individu ». Être un « individu » correspond aujourd'hui à l'image que la plupart des gens se donnent d'eux-mêmes aussi bien qu'à l'image qu'on leur attribue.

Plus précisément, « l'individu » avec « ses morales », « ses cultures », « ses logiques d'action », « ses identités » et enfin avec « sa promesse de liberté » éveille « sociologiquement » l'émotion de l'esprit de nos jours, de la même manière que « l'ouvrier » avec « sa posture de classe », « ses syndicats et partis politiques », « sa communauté », « son travail productif » et « sa promesse d'égalité » l'éveillait jadis.

Mais malgré cette réalité sociologique suffisamment solide pourrait-on définitivement proclamer que « l'individu » est « la fin » ? Serait-il « la fin » dans le sens que la fin

² CORNU R. Nostalgie du sociologue : 'La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle n'a jamais été'. *Métamorphoses ouvrières* / ed. par J. DENIOT et C. DUTHEIL. Paris : L'Harmattan, 1995, p. 345-353.

signifie l'achèvement définitif du devenir social ? Ou bien serait-il « la fin » dans le sens que la fin signifie l'objectif que l'on se fixe par l'esprit social ? Se pose aussi une autre question dans la même lignée de réflexion : pourquoi alors l'« individu » qu'il soit défini comme une notion épistémologique ou bien comme une entité ontologique, attendit-il aussi longtemps pour enthousiasmer les esprits alors qu'il est aussi âgé que la pensée moderne ?

Cette recherche ne vise bien évidemment pas à répondre spécifiquement aux questions posées ci-dessus. Mais, il est quand même évident que ces questions permettent de s'interroger sur la variation dans le temps et dans l'espace des affects³. Plus précisément, elles fournissent un cadre de questionnement pour parcourir, dans ses grandes lignes sans doute, les moments de « valorisation » et de « dévalorisation » de l'image de l'« ouvrier » - et de la notion de la « classe ouvrière » - auprès de l'esprit social.

L'ouvrier barbare comme motif de peur et de mépris, mais aussi de révolte

Pour la pensée sociale, l'affect éveillé par le mot « ouvrier » ne fut jamais le même, ni dans le temps ni dans l'espace. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, comme l'historien Louis Chevalier le montre, l'« ouvrier » apparaissait aux yeux des *Parisiens de vieille souche*, comme « barbare », « sauvage » ou « apache », en bref, à l'écart de la civilisation⁴. Autrement dit, l'« ouvrier » faisait partie de la « classe dangereuse » menaçant sans cesse à la fois la sécurité de l'ordre en place et la morale de la société ainsi que la sérénité sociale présente.

³ La notion d'affect à laquelle fera fréquemment recours ce travail est emprunté au lexique spinoziste. Selon ce dernier, l'affection correspond aux modifications qui se déroulent au niveau du corps, tandis que les affects sont des idées émergées au niveau de l'esprit, simultanément à ces affections. Autrement dit, la notion d'affection renvoyant à ce qui arrive à une chose singulière a incontestablement une dimension passive, alors que l'affect, en tant que reproduction des affections du corps dans l'ordre de la pensée, tend à l'activité et est donc chargé d'une dimension active et énergétique. Voir RAMOND C., *Dictionnaire Spinoza*. Paris : Ellipses, 2007, p. 16-17.

⁴ CHEVALIER L. *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris, pendant la première moitié du XIX^e siècle*. Paris : Hachette, 1984 [1958], p. 597.

Cette vision à la fois effroyable face au monde ouvrier, mais aussi chargée de connotations méprisantes, même si elle fut largement répandue, ne représentait pas à l'époque une vision communément admise. Par exemple, en partant de la lignée du point de vue de Saint-Simon, on dirait que ceux qui éprouvaient du *mépris* envers la réalité ouvrière à l'époque auraient été les composants d'une classe dirigeante, alors constituée par une « minorité d'oisifs » désirant le rétablissement de l'Ancien Régime. Mais malgré son aversion envers les *couches oisives* de la société, l'« ouvrier », en tant que l'un des constituants de la « *classe industrielle* », ne parut pas non plus aux yeux de Saint-Simon comme une source d'*espoir* ou comme acteur principal de la société en construction. Car la priorité en la matière fut toujours accordée par Saint-Simon à une élite, composée des « *savants* » et des « *chefs d'entreprise* », supposés être les faiseurs principaux des richesses de la société et donc, la strate la plus apte à gouverner le pays⁵.

Quant à Hegel, pour lui, l'« ouvrier » de la première moitié du XIX^e faisait partie de la « *populace* », c'est-à-dire du « *peuple en révolte contre la situation misérable à laquelle il est condamné* »⁶. Autrement dit, l'« ouvrier » désignait, selon Hegel, le « *pauvre en révolte* », face à l'aggravation de la contradiction en termes de distribution des richesses dans la société civile, et aussi au sentiment d'en être exclu. Toutefois selon le philosophe allemand, la *populace* signifiait en même temps une menace contre « *l'unité organique de l'ordre commun* ». Cette existence sinistre de l'« ouvrier » ne plaisait pas du tout à Hegel. La *crainte* qu'il éprouva face à l'existence de la *populace* lui fournit cependant des arguments solides pour formuler « la question sociale » et aussi pour développer l'idée d'« *État* » qui serait tant apte à « réprimer cette révolte » par sa police qu'à « la prévenir » à travers son régime de protection et d'assistance.

⁵ SAINT-SIMON C.-H. de R. *La physiologie sociale – Œuvres choisies*. Paris : Presses universitaires de France, 1965.

⁶ Voir VIEILLARD-BARON J.-L., « Notes », in HEGEL F., *Principes de la philosophie du droit*. Paris : Flammarion, 1999 ; LEFEBVRE J.-P., MACHEREY P. *Hegel et la société*. Paris : Presses universitaires de France, 1987.

Seul Marx peut-être, avec les révolutionnaires communistes et anarchistes, associés à l'époque dans la *Ligue des communistes*, éprouva un certain *espoir* face à cette « classe dangereuse » ou face à ce prolétariat, selon l'expression de Robert Castel, « *quasi exclu du corps social* »⁷ : au tournant du mi-siècle, les *prolétaires* s'identifiaient désormais aux yeux des révolutionnaires à l'image de « fossoyeur » de l'ordre en place.

Mais rapidement, cet *espoir* s'éteignit graduellement, au moins pour Marx - et pour son collaborateur Engels -, en laissant sa place à un sentiment de *déception*.⁸

Dans une lettre envoyée à Marx déjà en 1858, Engels exprimait sa *déception* comme suit : « *Après cette histoire on peut vraiment conclure que le mouvement prolétarien anglais, sous sa vieille forme traditionnelle chartiste doit sombrer définitivement avant de pouvoir évoluer en une forme vivace nouvelle* ». Il ajoutait qu'il s'y formait néanmoins « *un prolétariat bourgeois à côté de la bourgeoisie* »⁹.

En effet, comme Seymour Lipset l'a souligné, l'« ouvrier » anglais a acquis la « citoyenneté politique » et la « citoyenneté économique » plus tôt par rapport aux ouvriers des autres pays plus ou moins industrialisés et par conséquent son intégration à la société globale fut réalisée plus rapidement¹⁰. Au tournant du XX^e siècle l'image de l'« ouvrier » était entièrement transformée, ainsi que sa réalité concrète : dans le sens que Hegel donne à ces termes, on peut dire que la *populace* qui constituait jusqu'alors une *classe* (Klasse), - c'est-à-dire un group d'individus dont les liens se sont désagrégés par rapport au reste de la société -, fut transformée en un *état* (Stand), qui « *représente l'intégration de l'individu dans un ensemble auquel il appartient organiquement, et par*

⁷ CASTEL R. *Les métamorphoses de la question sociale – Une chronique du salariat*. Paris : Fayard, 1995, p. 323.

⁸ Pour une discussion élaborée sur l'usage varié de la notion de « classe » - et plus particulièrement celle de « classe ouvrière »- chez Marx et aussi sur la perte progressive de fonction de la notion au sein de son édifice théorique : voir *Annexe I*, p. 305-316.

⁹ MARX K., ENGELS F. *Correspondance – Tome V*. Paris : Editions sociales, 1975, p. 222.

¹⁰ LIPSET S. M. *Consensus and conflict : essays in political sociology*. New Brunswick : Transaction Books, 1985, p. 219-251.

l'intermédiaire duquel il devient lui-même membre d'une collectivité »¹¹. La transformation de l'« ouvrier » signifiait moins « une évolution » qu'« une métamorphose » dont l'affect qu'il éveillait auprès de l'esprit de l'époque était varié : la *déception* pour ceux qui étaient désireux de renverser immédiatement l'ordre en place, ou la *sécurité* pour ceux qui souhaitaient le sauvegarder tel quel ou bien le sauvegarder tout en le réformant.

De la crainte à la sécurité : La naissance de l'ouvrier de l'État-nation

L'image de « dangereux », de « barbare », et de « fossoyeur de l'ordre en place », celui « *qui n'a que ses deux bras, qui mange aujourd'hui ce qu'il a gagné hier [...] [et enfin] qui cherche [...] à se maintenir à la surface, à sauver ce qu'il y a d'humain en lui, et il ne peut le faire qu'en se révoltant* »¹², c'est-à-dire de l'« ouvrier » fut donc progressivement effacée dans les esprits, au fur et à mesure que « *les droits sociaux qui sont les fruits des luttes ouvrières, lie le monde du travail à l'État national* » et que « *cette intégration est confirmée par l'élargissement de la fonction étatique de gestion sociale* »¹³.

Ce processus de transformation marqua aussi la date de naissance de l'*ouvrier de l'État-nation*. L'État-nation qui, à travers sa fonction de gestion sociale, pouvait seul protéger son ouvrier des effets inhumains du capitalisme sauvage et lui permettait de s'intégrer dans l'usine aussi bien que dans la société globale. L'*ouvrier de l'État-nation*, désormais citoyen, conserve à tous coups une certaine fidélité envers les objectifs nationaux fixés par l'État lui-même, qu'ils soient économiques, politiques ou militaires.

C'est en toute vraisemblance cette réalité solide qui poussa Max Weber, ayant toute conscience de l'exploitation dans les relations de production, à favoriser la « question politique » au détriment de la « question sociale » et à privilégier « le sentiment

¹¹ LEFEBVRE, MACHEREY, *op. cit.*, p. 44-45.

¹² ENGELS F. *La Situation de la Classe Laborieuse en Angleterre*. Paris : Editions Sociales, 1973, p. 162-163

¹³ GALLISSOT R. *et al. Ces migrants qui font le prolétariat*. Paris : Méridiens Klincksieck, 1994. p. 5.

subjectif » et « les fins ciblées » des individus pendant les processus de « communalisation » et de « sociation » au détriment des activités économiques au motif qu'ils lui parurent substantiellement plus « rationnels en finalité »¹⁴.

D'autre part, c'est cette même réalité solide qui mena Maurice Halbwachs, en tant que durkheimien convaincu, à réaliser des études empiriques au sein du monde ouvrier, et qui l'éleva plus tard au rang de précurseur de la « sociologie des classes sociales », en vue de démontrer l'« harmonie sociale » désormais établie entre les parties au sein des relations de travail.

Il faut y chercher aussi les motivations pour lesquelles Lénine rompit avec les mencheviks pour fonder « une organisation de combat d'avant-garde » en dehors du monde ouvrier. Ce monde ouvrier qui, ayant pris largement rang parmi les mencheviks, n'hésitera pas plus tard à apporter son soutien à l'État russe dans sa décision à participer à la Première Guerre mondiale. Il faut également y chercher les raisons du drame vécu par Rosa Luxembour, dont les idées « antimilitaristes » et « antinationalistes », s'appuyant sur la « puissance révolutionnaire des ouvriers », se retrouvèrent marginalisées au sein du monde ouvrier allemand et aussi censurées au sein de son parti, le Parti social-démocrate, le plus puissant parti d'ouvrier européen à l'époque, qui se contenterait de suivre d'abord l'assassinat de Luxembour et ses camarades et ensuite l'arrivée pas à pas au pouvoir du national-socialisme en Allemagne. En fin de compte, la *déception* éprouvée face à cette même réalité ouvrière représenta l'une des plus fondamentales préoccupations de toute ambition théorique critique de l'École de Francfort.

L'ouvrier « invisible » entre deux guerres

Durant l'intervalle de temps entre la veille de la Première Guerre mondiale et la fin de la Seconde Guerre mondiale, le mot d'« ouvrier » n'évoquait plus une image différente de

¹⁴ Pour l'impossibilité logique de trouver une théorie de stratification chez Weber : voir. *Annexe I*, p. 321-329.

celle de son État. Qu'il soit fasciste ou libéral, voire socialiste, chaque État-nation ayant un certain niveau d'industrialisation fut désormais capable d'enthousiasmer son « ouvrier » selon son propre but « national » et, en fin de compte, le monde ouvrier de chaque pays représentait l'image par excellence de son propre État-nation. L'image que l'*ouvrier de l'État-nation* donna désormais de lui était « respectable » au fur et à mesure qu'il s'engageait dans les fins fixées par les dirigeants de l'État. Mais au cours de ce processus, la grande crise économique de 1929 marqua sans doute un tournant.

La période post-1929 signifia avant tout le retour de l'enfer du *Héros* sur le devant de la scène. L'idéal type du *Héros* (*Helden*) fut défini par son opposition à l'idéal type du *Marchand* (*Händler*) par Werner Sombart en 1915¹⁵. À la différence de la logique d'action *intéressée* du *Marchand* qui ne cesse jamais de parler des « droits », le *Héros*, selon Sombart, en avançant toujours les vertus tels que le courage, l'obéissance et l'altruisme, - héritées apparemment de la noblesse d'antan, et plus particulièrement de son esprit chevaleresque -, insistait sur la priorité des « tâches ». D'après Sombart, c'était l'État lui-même, à travers des dirigeants politiques, qui devrait imposer les buts selon lesquels les citoyens devraient faire le sacrifice de leurs vies, de leurs propres buts, de leurs projets et de leurs rêves pour mener à bien les tâches nationales¹⁶. Autrement dit, dans une société gouvernée par le *Héros* de Sombart, les citoyens, y compris les ouvriers-citoyens, effectueraient leurs actes sous la tutelle des règles fixées par l'État selon les fins collectives.

Dans la période post-1929 tous les *Héros* – représentés par le grand corps d'État - de divers pays ne présentèrent bien évidemment pas tout à fait les mêmes conduites que celles du *Héros* allemand. Mais, sans négliger toutes leurs différences, on pourrait quand

¹⁵ SOMBART W. *Händler und Helden: Patriotische Besinnungen*. Munich : Duncker Humblot, 1915. Cité par REINERT H., REINERT E. S. *Creative Destruction in Economics: Nietzsche, Sombart, Schumpeter. Friedrich Nietzsche: Economy, and Society* / ed. par J.G.BACKHAUS, W. DRECHSLER. Springer. 2006, p. 55-85.

¹⁶ RINGER F. *The Decline of the German Mandarins - The German Academic Community, 1890–1933*. Cambridge ; Massachusetts : Harvard University Press, 1969.

même avancer qu'ils partageaient, de manière plus ou moins accentuée, de nombreux points communs qui pourraient être énumérés de la sorte : la sacralisation des valeurs nationales et de la souveraineté de l'État-nation, l'implantation d'un dispositif de sélection méritocratique, l'élan de la rationalisation de l'appareil de gestion, la mise en place des relations professionnelles corporatistes, l'intronisation de l'industrialisme, du planisme et du dirigisme. Et plus important encore, la dévalorisation de l'esprit marchand, avec hardiesse – notamment dans les pays où le passage du féodalisme au capitalisme fut réalisé par la main de l'État – ou avec la modestie – dans les pays où cette transition fut réalisée par les dynamiques de la société civile.

Le retour du *Héros* signifiait aussi un tournant pour le devenir de l'*ouvrier de l'État-nation*. Comme François Vatin et Thierry Pillon le soulignent, « *la stabilisation effective du groupe ouvrier comme espace social relativement homogène et statistiquement identifiable* » ne pourrait être datée des années 1930-1950. Dans le sillage de la mise en œuvre des stratégies de développement industriel planifiées, « *c'est dans les années 1930 qu'apparaît l'ouvrier-masse ou l'ouvrier 'fordien' concentré dans ces 'forteresses ouvrières'* »¹⁷. L'*ouvrier de l'État-nation* ne devint pas seulement un des constituants « stables » et « identifiables » de la société des pays industrialisés. Dans tous les pays qui avaient démarré effectivement leur processus d'industrialisation dans cette période, l'idéaltype d'*ouvrier de l'État-nation* apparut aussi comme l'achèvement du processus de prolétarianisation de chaque nouvel ouvrier inséré dans la vie active.

Il faudrait aussi ajouter que d'être plus « stable » et plus « identifiable » n'avait guère rendu l'*ouvrier de l'État-nation* plus « visible » au sens affectif du terme. Tout au long du demi-siècle, surtout entre 1930 et 1950, son image parfois « soumise », parfois « dissidente », mais souvent « coopérante » pour l'instauration du régime corporatiste fut déjà loin de faire naître une émotion distincte dans les cœurs. De même, l'expérience à

¹⁷ PILLON T., VATIN F. *Traité de sociologie du travail*. Toulouse : Ed. Octares, 2003, p. 309.

courte durée du *Front Populaire* des ouvriers français qui se manifeste au premier regard comme exception dans ce tableau, s'acheva par la consolidation des relations entre les ouvriers et l'État-nation : c'est pendant cette expérience que l'« ouvrier français » communiste et socialiste, adopta le drapeau national à égalité avec le drapeau rouge ; que *La Marseillaise* se mêla à *L'Internationale* ; et que, dans le discours unitaire, on en fit appel à Jeanne d'Arc.

En effet, cette période d'« invisibilité » du monde ouvrier s'acheva, dira-t-on à l'exception des pays anglo-saxons, par l'établissement d'une relation de solidarité entre l'*ouvrier de l'État-nation* et le *Héros* contre l'*assujettissement* à l'esprit marchand. Quant au *Grand Capital* industriel, à condition que ses activités entrepreneuriales soient protégées par les barrières douanières et aussi qu'elles soient subventionnées par l'État, il ne se fut apparemment guère plaint ni de la présence du *Héros* au « volant », ni de son aversion contre l'esprit marchand. Il se situait, en tant que partie prenante de la « *classe industrielle nationale* », hors de portée de cette aversion qui visait dans la pratique les petits patrons, les commerçants, les rentiers, etc., mais bien plus encore, de l'image « *avide* », « *libre* » et « *cosmopolite* » du « *juif* ».

L'ouvrier citoyen « respectable » d'après-guerre

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, l'« ouvrier » avait acquis, peut-être pour la première fois depuis son apparition sur la scène de l'histoire moderne, une image qui lui était propre et qui était « respectable » auprès de l'esprit de sa propre époque.

Dans l'après-guerre une phase de redémarrage était inévitable. Les pays européens, ceux dont l'industrie nationale fut largement détruite lors de la guerre devaient faire un effort en la matière pour rattraper les États-Unis, de même que les pays « sous-développés » devaient tenter de rejoindre les « pays avancés ». Du fait de la réduction de la population active due à la guerre — et par conséquent à défaut d'un réservoir de main d'œuvre —, la

force de travail devint appréciable dans les pays européens, plus qu'elle ne le fut jamais depuis. Dans ces circonstances, il a fallu réévaluer et, pour ainsi dire, « rebaptiser », le travail de l'ouvrier. Le rôle de locomotive de la sociologie du travail en France tout au long de la refondation de la sociologie pendant la période d'après-guerre n'était bien évidemment pas indépendant des exigences de l'époque décrite ci-dessus de même que ne l'est pas le bond des études d'histoire sociale après les années 1960...

Force est de constater que, concernant les pays « sous-développés », surtout ceux qui n'avaient pas participé à la Seconde Guerre mondiale, donc qui gardaient toujours un vaste réservoir de main d'œuvre, l'industrialisation, le développement et l'urbanisation constituèrent longtemps les thèmes principaux des préoccupations politiques et académiques. Ceux-ci l'emportèrent toujours sur la question ouvrière, même si la vaste présence du monde ouvrier fut conçue comme l'un des indices du niveau de développement.

Cependant, il ne serait pas pertinent de réduire la « réévaluation » de l'image de l'« ouvrier » seulement aux exigences de la « phase de démarrage » industriel d'après-guerre. Car après une interruption de presque un demi-siècle, l'« ouvrier » redevint dans cette période, surtout suite au tournant des années 1960, « visible » par le biais de son « action syndicale » qui suscitait un certain enthousiasme au sein de la société. Même si ce « réveil » fut souvent considéré par les syndicalistes comme les « gains historiques du mouvement ouvrier » et l'« évolution qualitative et quantitative de la classe ouvrière », le « réveilleur » était, semble-t-il, davantage un économiste et un homme d'action britannique qui avait passé ses années au sein du parti libéral et qui n'avait eu aucune hésitation à dire avec toute évidence que « *la lutte des classes me trouvera du côté de la bourgeoisie instruite* ». ¹⁸

¹⁸ KEYNES J. M. *The Collected Writings of John Maynard Keynes – Vol. IX*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 297.

C'est John Maynard Keynes, après avoir assisté à la grande crise économique de 1929 entraînée par le capitalisme de « laissez-faire » et à la substitution *de facto* de ce dernier par un capitalisme interventionniste depuis le début des années 1930, qui avait centré son effort intellectuel sur l'élaboration d'une théorie capable de rendre compte et aussi de perfectionner la transformation en cours. Les efforts intellectuels de Keynes ne restèrent ni inutiles ni sans récompense. Portant sur les politiques de la demande, la théorie de Keynes fournit la base aux politiques économiques mises en œuvre pendant l'après-guerre dans le monde capitaliste et par conséquent à la « révolution » dite keynésienne qui y vit le jour. Même s'il ne représenta pas une rupture par rapport au corporatisme d'État des années 1930, le modèle keynésien apportait quelques nouveautés non négligeables. Par exemple selon le régime d'accumulation de capital keynésien, « *les fins poursuivies n'ont plus réellement d'importance ; seul le caractère régulier de la régulation est pris en compte* »¹⁹.

Le *Héros* « chevaleresque » de Sombart fut remplacé par le *Héros* « régulateur » de Keynes ainsi que la logique d'action « instrumentaliste » et « négociatrice » de l'*ouvrier de l'État-nation* de l'après-guerre se substitua à la logique d'action « finaliste » et « altruiste » de l'*ouvrier de l'État-nation* des années 1930.

Le nouveau régime d'accumulation, dont la variante adoptée par les pays sous-développés fut l'industrialisation par substitution d'importations (l'ISI), favorisait pour son fonctionnement – et plus particulièrement pour mieux réguler la demande agrégée — la présence de syndicats ouvriers relativement forts et habiles à la négociation ainsi que la présence de grands conglomérats pour ce qui est du monde des affaires. Le corporatisme tripartite proposé par le keynésianisme signifia, pour ainsi dire, l'achèvement de l'intégration de l'« ouvrier » au capitalisme d'État-nation et la cohabitation du *Capital* et

¹⁹ MÉDA D. *Le travail – Une Valeur en voie de disparition*. Paris : Aubier, 1995, p. 135

du *Travail* sous l'*arbitrage* de l'État, même si ce dernier favorisait souvent le *Capital* pendant la distribution des gains productifs.

L'« ouvrier » n'était plus seulement le composant indispensable du processus de production, mais aussi il devint l'« acteur » irremplaçable du mode de régulation capitaliste en vigueur. C'est ainsi que le vieux slogan social-démocrate britannique, « *Marx for Sundays, and Keynes for working days* »²⁰, fut réactualisé et commença à régir l'esprit du monde ouvrier au moins jusqu'à l'arrivée de la crise du keynésianisme.

La raison pour laquelle cette période est qualifiée d'« âge d'or » du monde ouvrier, fut apparemment moins l'augmentation des gains économiques ouvriers que l'image « digne » que l'*ouvrier de l'État-nation* pouvait désormais donner de lui dans la société.

Plus l'action ouvrière devenait importante dans la reproduction du régime d'accumulation du capital en vigueur, plus elle éveillait envers elle-même une vive émotion – qu'elle soit positive ou soit négative — chez les autres membres de la société. En tant qu'un des trois principaux acteurs du dispositif économique keynésien – avec le grand corps d'État et le grand capital industriel –, l'*ouvrier de l'État-nation* suscitait désormais beaucoup d'*espoir* chez ceux qui croyaient en la priorité du développement national. Quant à ceux qui aspiraient à une transformation fondamentale de la société, la puissance d'agir de grande envergure – ou bien en voie d'expansion — du mouvement syndical nourrissait l'*espoir* d'un avenir plus égalitaire. L'affect qui rapprochait ces deux groupes l'un de l'autre pendant les années 1960 fut l'*espoir* envers l'*ouvrier de l'État-nation*. De surcroît ce sentiment fut valable sans doute pour la marche globale de la société.

Par contre, aux yeux de ceux qui ne profitaient pas suffisamment des bénéfices du dispositif keynésien, l'*ouvrier de l'État-nation* représenta toujours un *ennemi* et devint une source de *crainte*. Ce sentiment émergea plus violemment dans des pays en voie de

²⁰ GAGNON M.-J. Syndicalisme et classe ouvrière. Histoire et évolution d'un malentendu, *Lien social et Politiques*, 2003, n° 49, p. 24

développement où l'ISI était en vigueur. Car le modèle d'ISI donnait souvent lieu à l'implantation d'un corporatisme à la fois inégalitaire et réduit dont la portée de la protection sociale et des subventions assurées par l'État ne touchaient qu'une minorité de la population qui dépendait ou de la grande industrie ou bien du corps d'État.

L'arrivée du Néolibéralisme et la déception de l'ouvrier de l'État-nation

D'abord la crise du keynésianisme dans les années 1970 et ensuite le démarrage en trombe du néolibéralisme à partir des années 1980 bouleversèrent radicalement, pour ainsi dire, le statu quo keynésien ainsi que l'image « respectable » de l'*ouvrier de l'État-nation*. Considéré, depuis les années 1930, comme producteur des richesses nationales et, depuis les années 1950, comme acteur principal du développement économique national par quelques uns, et comme l'avant-garde de la transformation sociale en cours pour d'autres, l'image attribuée à l'*ouvrier de l'État-nation* fut radicalement changée : le discours néolibéral dénonça la manière d'être et la manière d'avoir de l'*ouvrier de l'État-nation* en opposition dorénavant avec les intérêts de la nation et avec les contraintes de l'économie contemporaine. Autrement dit, l'image tracée par le keynésianisme, désignant l'*ouvrier de l'État-nation* comme « acteur irremplaçable de l'économie nationale », fut désormais remise en cause par le néolibéralisme qui l'accusait d'être un « parasite de l'économie ».

Les politiques de démarrage du néolibéralisme favorisaient une économie d'exportation envisageant d'instaurer un nouveau dispositif économique dans lequel les dynamiques de marché se substitueraient au rôle régulateur de l'État à travers la mise en œuvre des privatisations, la libéralisation des commerces et la réduction des déficits budgétaires. La mise en œuvre de toutes les politiques proposées par le néolibéralisme nécessitait en premier lieu la suppression des institutions keynésiennes, y compris le corps syndical trop étendu.

Ce processus pourrait être décrit dans le sillage des dualités désignées séparément dans des contextes historiques différents par Werner Sombart et par Albert Hirschmann, comme une tentative de retour sur le devant de la scène des *intérêts* pour remplacer les *passions* qui menaient le monde depuis la grande crise de 1929 et aussi comme une ambition du *Marchand* pour prendre sa revanche sur le *Héros*. Ce retour désignait, toutefois, une réémergence du principe de *liberté* – désignant dans la pratique la *liberté marchande* - qui était remarquablement dévalorisé depuis pas mal de temps parmi les principes fondateurs de la société capitaliste, plus particulièrement face au principe d'*égalité* – désignant dans la pratique, selon la conception de François Dubet, *l'égalité méritocratique des chances*.

Ce retour du *Marchand* tout en s'attaquant aux institutions du keynésianisme, y compris les syndicats ouvriers, entraîna un fort sentiment de *déception* chez l'*ouvrier de l'État-nation*.

Voici qu'apparaît l'un des questionnements principaux de cette recherche : Comment réagit l'*ouvrier de l'État-nation* après avoir fait face à la récupération de sa dignité par le néolibéralisme ? Pourquoi - et comment - oriente-t-il ses critiques envers les nouveaux prolétaires vécus comme les porte-parole du néolibéralisme ? Depuis quand a disparu *de facto* aux yeux de l'*ouvrier de l'État-nation* la frontière entre la défense des « intérêts de classe » et des « intérêts nationaux » ? Comment les arguments de la défense du statu quo keynésien entraînent-ils un positionnement réactionnaire entraînant parfois un discours raciste ? En partant de quels arguments l'*ouvrier de l'État-nation* considère-t-il le *Héros* comme son allié ?

Le néolibéralisme « encastré » et l'ouvrier de la Glocalisation plein d'espoir

L'État-providence keynésien, même à ses plus belles heures, ne fut jamais un paradis pour tous. Après la crise keynésienne des années 1970 qui résulte du « rendement

décroissant » des facteurs de production – ou, si l'on veut, de « la baisse tendancielle du taux de profit » -, les parties de la population qui avaient ressenti le plus de *frustration* devant le dispositif « en panne » de l'État-providence, constituèrent plus tard les plus fervents supporters des politiques visant à supprimer les institutions keynésiennes.

Dans cet ensemble de population, peut-être à l'exception de certains pays européens continentaux ayant des régimes de protection sociale de type corporatiste de grande envergure, la proportion des travailleurs ne fut jamais négligeable et ce groupe d'ouvrier fut toujours enclin à se positionner aux côtés du *Marchand* durant la lutte de ce dernier contre le règne du *Héros*.

La grande vague migratoire entraînée par la mise en œuvre des politiques initiales du néolibéralisme, dites politiques d'*ajustement structurel*, avait créé une grande dynamique de prolétarianisation, à l'échelle mondiale, des milieux ruraux vers les métropoles. Entrés dans la vie active sans ou presque sans profiter de la protection de l'État-providence et subissant une situation de précarité, ces nouveaux prolétaires ne montrèrent jamais un mécontentement précis ni face à la dégradation de l'image de l'*ouvrier de l'État-nation*, ni non plus face aux politiques néolibérales dans son ensemble. Au contraire, on dirait que les partis politiques favorables au néolibéralisme ne seraient jamais venus au pouvoir gouvernemental sans avoir obtenu le soutien des nouveaux prolétaires.

Si l'on part des critères du keynésianisme dont l'unité de référence est l'organisation collective, y compris les syndicats ouvriers, on note qu'étant en dehors des combats syndicaux ou bien souscrivant tendanciellement aux syndicats les plus coopératifs, le nouveau prolétaire pourrait être considéré comme « invisible ». Mais d'autre part, selon les critères du néolibéralisme dont l'unité de référence est l'« individu », le nouveau prolétaire était, et est encore, « visible » sur le devant la scène à la fois par sa contribution aux sphères « ré-libéralisées » de l'économie ainsi que par ses choix politiques en faveur de la substitution de l'encadrement institutionnel néolibéral aux institutions keynésiennes.

De surcroît, son soutien « sous-entendu » au processus de néolibéralisation aurait gagné un caractère explicite avec le passage de la phase « destructive » du néolibéralisme à celle « re-constructive » - et « encastrée » dans la société locale - qui fut déclenchée sur le fond des dynamiques de globalisation après les années 1990.

Le tournant des années 1990 marqua ainsi la naissance de *l'ouvrier de la Glocalisation*. Celui-ci se différait à bien des égards autant de l'ouvrier « quasi-exclu du corps social » du XIX^e siècle que de l'ouvrier « sous la protection paternaliste de l'État » du XX^e siècle. Il n'était pas dépourvu de tous ses acquis de citoyenneté économique et politique tel que l'était l'ouvrier « quasi-exclu » du XIX^e, mais n'était pas pour autant pourvu de l'emploi, du salaire et de droits sociaux sous la garantie de l'État comme l'était l'ouvrier de l'État-nation du XX^e siècle.

En outre, à la différence du prolétaire du XIX^e siècle qui était censé être dépouillé de la morale et de la religion « imposée » par la société, pour *l'ouvrier de la Glocalisation* ces dernières sont devenues indispensables dans sa manière d'être et aussi dans sa manière d'avoir. Et aussi, à la différence de *l'ouvrier de l'État-nation* qui identifiait ses intérêts avec les intérêts nationaux et ses valeurs avec les valeurs républicaines, *l'ouvrier de la Glocalisation* présente souvent une posture critique face au discours état-nationiste aussi bien que face au discours républicain.

Enfin la distinction entre « nous » et « les autres » faite par *l'ouvrier de la Glocalisation* ne correspond ni à celle de l'ouvrier quasi-exclu du XIX^e siècle, ni non plus à celle de l'ouvrier de l'État-nation. Pour le prolétaire du XIX^e siècle « les autres » étaient représentés largement par ceux qui étaient attachés fermement à la civilisation bourgeoise, mais aussi à celle de l'Ancien régime. Quant à *l'ouvrier de l'État-nation*, « les autres » faisaient allusion, dans les circonstances normales, au « grand capital », et parfois aux « puissances étrangères », surtout pendant les moments de crise internationale.

La distinction tracée par *l'ouvrier de la Glocalisation* est radicalement différente de celles des idéaux types d'ouvrier précédents : ceux qui font obstacle à la consolidation du processus de globalisation néolibérale et inévitablement à la fortification de ses valeurs « authentiques », représentent à ses yeux « les autres ». Toutes sortes de défenseurs du statu quo keynésien et de l'état-nationisme, mais aussi des mouvements sociaux radicaux qui remettent en cause la transformation socio-économique en cours et aussi le processus de « ré-enchantement » du monde lui paraissent souvent comme « les autres », menaçant son « nous ».

Éprouvant largement de *l'espoir* concernant la marche actuelle de la société, même si cela constitue apparemment un paradoxe avec la précarité dans laquelle il vit, *l'ouvrier de la Glocalisation* est souvent qualifié d'« inconscient » surtout par ceux qui ressentent de la *déception* face à la transformation néolibérale. En d'autres termes, pour celui qui s'inscrit dans la tendance « encoriste », *l'ouvrier de la Glocalisation* serait considéré comme un « ouvrier » qui se trouve loin de présenter les comportements répondant à ses « vrais intérêts » de classe²¹.

Au contraire, par un tenant du point de vue « ne-plus-iste », éprouvant, lui aussi, plus ou moins de *l'espoir* face à la marche en cours de la société, *l'ouvrier de la Glocalisation* serait conçu comme un « individu » ayant la capacité de distinguer ce qu'il convient à sa propre « réalité » et les actions – ou les actes – de ce dernier seraient vues comme archétypales de la « réalité sociale » en « construction ».

²¹ C'est une évidence que les marxistes –ou les marxistes – se positionnent en bon nombre parmi les auteurs de telles critiques. Doués vraisemblablement d'un « idéalisme » - et plus exactement d'un « idéologisme » distinguant la « conscience » de l'« être social », à l'opposé de telles approches, Frank Fischbach avance pertinemment que « *Le concept marxien d'idéologie ne relève (...) pas d'une problématique de l'illusion, et encore moins de la manipulation* ». Mais bien au contraire pour Marx, « *la production des idées, des représentations et de la conscience (...) est le langage de la vie réelle* » : *il s'agit bien de l'expression d'un contenu réel de vie dans le langage de l'idéalité, d'un redoublement de ce contenu réel au moyen et sous la forme de son expression dans l'élément idéal de la représentation* ». Voir FISCHBACH F. L'idéologie chez Marx : de la « vie étriquée » aux représentations « imaginaires ». *Actuel Marx*, 2008/1, n° 43, p. 12-28.

Donc, on dirait que celui qui s'inscrit dans la tendance « encoriste » est enclin à « mésestimer » la « logique d'action » de l'*ouvrier de la Glocalisation* en faveur de celle de l'*ouvrier de l'État-nation*, tandis que le « ne-plus-iste » est, à son tour, enclin à « surestimer » la « logique d'action » du premier au détriment de celle du seconde.

Il est évident que la « logique d'action » de l'*ouvrier de la Glocalisation* l'emporte aujourd'hui de plus en plus sur celle de l'*ouvrier de l'État-nation*. Mais la suprématie actuelle du premier sur le second ne paraît pas aussi solide et irréversible que celle imposée par l'*ouvrier de l'État-nation* lorsqu'il se substitua à l'ouvrier « quasi-exclu » du XIX^e siècle. Car la possibilité du retour du *Héros* – ou bien la re-implantation d'un capitalisme illibéral – avec sa logique d'action suite à une éventuelle crise du capitalisme néolibéral est remarquablement plus grande qu'une éventuelle ré-expulsion du monde ouvrier hors du corps social.

Plus précisément, la démarcation en termes de « logiques d'action » entre l'*ouvrier de la Glocalisation* et l'*ouvrier de l'État-nation* concerne apparemment les conséquences institutionnelles du « double mouvement », comme le formule Karl Polanyi dans *La Grande Transformation*²², qui gouverne la société capitaliste moderne depuis le XIX^e siècle : un mouvement d'épanouissement des marchés et un contre-mouvement parallèle en vue d'encadrer ces premiers.

Au même degré que le mouvement d'épanouissement des marchés – surtout en un mode globalisé — engendre l'apparition de l'*ouvrier de la Glocalisation*, la genèse de l'*ouvrier de l'État-nation* fut le fruit du contre-mouvement de la régulation étatique de l'économie et de la société. Mais il ne faut pas penser que le contre-mouvement de la régulation du capitalisme fut définitivement annihilé par l'épanouissement des marchés du au processus de globalisation. Un simple regard sur les nouvelles superpuissances émergentes du système mondial, représentées plus particulièrement par la Chine, la Russie et l'Inde,

²² POLANYI K. *La Grande Transformation*. Paris : Gallimard, 1983.

suffit à faire suggérer que le *Héros* ne s'est pas disqualifié dans la mesure où le proclame le *Marchand*.

Un autre questionnement de la recherche concerne donc la logique d'action de l'*ouvrier de la Glocalisation* : Comment s'engage l'*ouvrier de Glocalisation* dans le processus de construction du néolibéralisme ? Jusqu'à quel degré montre-t-il une contrariété contre l'*ouvrier de l'État-nation* ? De quelle manière et jusqu'à quel point adopte-t-il le principe de *liberté* ? En partant de quels arguments l'*ouvrier de la Glocalisation* considère-t-il le *Marchand* comme son allié ?

En effet, on pourrait formuler la question principale de la recherche ainsi : comment comprendre et de quelle manière interpréter le différend actuel entre l'*ouvrier de l'État-nation* et l'*ouvrier de la Glocalisation* ?

L'éclatement du monde ouvrier vis-à-vis de la tension entre le Marchand et le Héros : le cas de la Turquie

C'est une banalité aujourd'hui de rappeler que la Turquie est un pays hybride situé géographiquement au carrefour de civilisations. Toutefois, ce qui est banal est souvent vrai. Sa position géographique fait de la Turquie un pays intéressant. Même s'il est depuis longtemps loin d'influer sur le déroulement des choses — idéelles et matérielles — sur la planète, ce pays fut cependant ouvert aux influences réelles ou virtuelles des nouveaux courants d'idées, des mouvements politiques alternatifs et des dynamiques socioéconomiques et culturelles venant de n'importe quelle direction, que ce soit de son Ouest ou de son Est, de son Nord ou de son Sud.

En effet, dans ce pays, les faits sociaux corollaires de la modernité cohabitent avec ceux qui sont corollaires de la postmodernité. L'Occident y coexiste avec l'Orient. La démocratie y voisine avec le totalitarisme. Cependant, il est évident que toutes ces coexistences contiennent des tensions insurmontables. La fierté de la République s'y

heurta souvent à l'aspiration à revitaliser l'Empire ; le mode de vie occidentaliste proposé par le projet républicain engendra progressivement une résistance chez ceux qui voulaient vivre une modernisation conforme à leurs valeurs traditionnelles ; le processus de construction de la nation fut perturbée par ceux qui souhaitaient sauvegarder leurs identités authentiques, etc.

Il ne serait toutefois pas faux d'avancer que parmi toutes ces tensions, celle qui concerne la contradiction entre le *Héros* et le *Marchand* y occupe toujours une place privilégiée depuis le déclenchement du processus de modernisation. La tension autour de la question hirschmannienne « *lesquelles mèneront [la Turquie], les intérêts ou les passions ?* » a toujours préoccupé les esprits. Mais il est incontestable que cette tension a gagné une ampleur inédite depuis le tournant du XXI^e siècle lorsque le néolibéralisme prit une nouvelle tournure, les superpuissances émergentes s'imposèrent alors de plus en plus. Enfin la période post-11 septembre signala la restructuration des équilibres mondiaux.

Les privatisations des entreprises publiques dites stratégiques dues au programme néolibéral sont venues à l'ordre du jour en Turquie dans la même période en exerçant une influence remarquablement violente sur la tension présente entre le *Héros* et le *Marchand* aussi bien que sur le différend entre l'*ouvrier de l'État-nation* et l'*ouvrier de la Glocalisation*. De fait, la mise en œuvre du processus de privatisation après 2000 en Turquie était une période fournissant des matériaux très abondants pour rendre compte du différend qui oppose l'*ouvrier de l'État-nation* et l'*ouvrier de la Glocalisation*.

Tout au long de deux premiers chapitres de la première partie de la thèse, on essaiera de décrire d'abord les différents moments de la néolibéralisation dans le contexte de la Turquie et après on tentera d'analyser la « lutte de classes » qui s'est déroulée autour des privatisations après 2000 entre le mouvement de marché – représenté désormais par l'entrepreneuriat en essor tourné vers l'exportation et intégré aux dynamiques de globalisation - et le contre-mouvement de régulation – représenté par le Grand corps de

l'État ainsi que par le grand Capital. L'objectif de ces chapitres est de montrer comment rivalisent le *Héros* et le *Marchand* pendant le tournant du XXI^e siècle et quelles sont les conséquences idéologico-politiques de cette divergence sur l'espace sociale.

Le dernier chapitre de cette partie est consacré aux attitudes variées des syndicats d'ouvrier vis-à-vis du même processus : le rapprochement à l'égard des privatisations entre le syndicalisme nationaliste et le syndicalisme de contestation en s'opposant ensemble contre le syndicalisme de la glocalisation en germe est l'objet d'étude de ce chapitre.

Dans la deuxième partie de la recherche, à travers les données recueillies lors de la réalisation de l'enquête de terrain auprès des mineurs de Zonguldak, des ouvriers de pétrochimie de Petkim et des ouvriers de la sidérurgie d'Isdemir, on étudiera le différend qui oppose l'*ouvrier de l'État-nation* et l'*ouvrier de la Glocalisation*. Après avoir présenté les particularités historiques des trois entreprises dans le premier chapitre, l'espace ouvrier sera ensuite précisé en reposant sur les affects antagonistes éprouvés par les ouvriers enquêtés face, à la fois à la marche de la société et à la transformation des conditions de travail : l'*espoir*, la *déception*, la *sécurité* et la *désespoir* se révèlent comme quatre affects que les ouvriers ressentent largement durant le processus de néolibéralisation. L'*espoir* et la *sécurité* sont deux affects propres à l'*ouvrier de la Glocalisation*, tandis que l'*ouvrier de l'État-nation* éprouve dans la plupart des cas de la *déception* et du *désespoir*.

Le second et dernier chapitre de la deuxième partie est réservé à l'étude de plus près des affects dominants de deux idéaux-types ouvriers : est d'abord analysé l'affect de *déception* de l'*ouvrier de l'État-nation* qui le conduit ou à se positionner aux côtés du *Héros* ou bien à verser dans le défaitisme, puis l'affect d'*espoir* de l'*ouvrier de la Glocalisation* qui le rapproche de plus en plus du *Marchand* tout en maintenant toujours diverses sources de *crainte* censées menacer la réalisation de ses espérances. Enfin, on

tentera de montrer que l'*ouvrier de la Glocalisation* est autant « acteur » pendant la construction de la société contemporaine que le fut, à l'époque, l'*ouvrier de l'État-nation*, mais aussi de révéler que l'*ouvrier de l'État-nation* fut autant « subordonné » dans la société d'antan que l'*ouvrier de la Glocalisation* l'est aujourd'hui.

PARTIE I

Quand la Turquie fait face au néolibéralisme : Une étude de cas sur les privatisations des entreprises dites stratégiques

« Je ne pense pas que le peuple soit assez conscient du danger que contiennent les privatisations. La venue au pouvoir de l'AKP (Parti de la justice et du développement) le montre explicitement. Puisque le peuple est inconscient et ne sait pas ce qui est bon ou non pour lui, il ne donne pas son soutien aux ouvriers. (...) En fait, dès qu'advient des privatisations, pour y faire face, la confédération syndicale de Türk-Is aurait dû déclencher un mouvement de grande ampleur, y compris la préparation d'une grève générale. Mais elle est restée jusque-là très passive. Les ouvriers eux-mêmes sont responsables de la passivité de la confédération. Parce qu'ils n'ont pas exercé une pression par le bas sur la direction du syndicat. À défaut d'un mouvement efficace opposé aux privatisations, les médias ont manipulé facilement notre peuple ignorant de son propre intérêt. En fin de compte, nous sommes tous ensemble les responsables de la réalisation de ces privatisations. » (Yüksel Semerci, ouvrier pétrochimique à Petkim et adhérent du syndicat ouvrier de Petrol-Is).²³

« Le point de vue du syndicat de Çelik-Is sur la privatisation est différent de celui autres syndicats. Dans le monde d'aujourd'hui, la privatisation des entreprises publiques se met en place même en Chine. En parallèle, la privatisation est déjà inscrite dans le cadre programmatique de chaque parti se situant sur la scène politique en Turquie, y compris le parti au gouvernement. Dans ces circonstances, si ce n'est pas de la frime, c'est n'importe quoi de dire que « nous sommes contre la privatisation ». C'est pourquoi à l'encontre de la tendance hégémonique dans le mouvement syndical, nous en avons conclu qu'il faut élaborer un modèle alternatif de privatisation, le plus possible en faveur de l'ouvrier. (...) En face du processus de privatisation, un syndicalisme rejetant tout dialogue avec l'entrepreneur, à mon avis, ne peut en aucun cas sauvegarder les droits des ouvriers. En fait, ils n'arrivent pas à le faire. Par exemple, à Erdemir, après la privatisation, les contrats de travail de 1 000 ouvriers bien payés furent résiliés. » (Ali

²³ AKDEMİR Ö., Petkim için mücadele sürecek, *Evrensel*, (2007, le 6 avril), Disponible sur: http://www.evrensel.net/haber.php?haber_id=7723. [consulté le 22 février 2009].

Cengiz Gul, Le président de la branche locale d'Iskenderun du syndicat ouvrier sidérurgique de Çelik-Is)²⁴.

Les deux énoncés cités ci-dessus résument en quels points se produisent les désaccords des ouvriers à propos des privatisations : l'un définit la privatisation comme danger, l'autre la considère comme une règle de la nouvelle économie mondiale. L'un accuse le parti au gouvernement d'être coupable et qualifie d'« ignorant » le peuple qui a porté l'AKP (Parti de la justice et du développement) au pouvoir. L'autre propose une stratégie n'étant ni en contradiction avec les tendances du parti au gouvernement, ni avec celles des entrepreneurs, ni non plus avec celles de la majorité du peuple. L'un critique la plus grande confédération syndicale, Türk-Is (Confédération des syndicats ouvriers de Turquie), de n'avoir pas déclenché un mouvement assez efficace apte à arrêter des privatisations, l'autre accuse cette même confédération d'avoir produit l'illusion d'une posture opposée aux privatisations et d'être le responsable des licenciements dus à celles-ci, etc.

Ces divergences d'opinion qui prennent forme dans les stratégies syndicales sont souvent vues au sein des milieux intellectuels, académiques ou politiques en Turquie comme l'expression des idéologies concurrentes et alternatives en lutte pour l'hégémonie.

En fait, il est évident que, dans le pays, se déroule une lutte sur l'appréciation du néolibéralisme et de ses pratiques. De plus, il n'y pas lieu à objecter à l'idée que cette lutte idéologique traverse toute la société, y compris le monde ouvrier.

Mais, dès lors que l'on suppose l'existence d'une seule « vraie conscience ouvrière » et que l'on commence à désigner et à classifier l'espace ouvrier selon cette « vraie conscience », il faut s'y arrêter. Car une telle approche dont les traces sont saisies aussi dans l'énoncé cité ci-dessus de l'ouvrier de Petkim, néglige explicitement le rapport

²⁴ Entretien réalisé le 15 juin 2006 à Iskenderun.

solide entre l'idée acquise par telle ou telle personne « morale » ou « physique » et les propres conditions matérielles qui ont fermement à voir avec l'affect que cette personne éprouve lors de la rencontre avec telle ou telle idée.

En effet, comme le souligne Yildirim Koç, spécialiste de l'histoire syndicale en Turquie et ancien consultant du président de la confédération Türk-Is où il travaille actuellement comme éducateur syndical, la majorité des syndicalistes ne façonne leur attitude et leur comportement non pas selon leur point de vue idéologico-politique, mais selon leur propre savoir-faire, leur propre habileté et leur propre expérience de même qu'en tenant compte des attentes et des tendances présentes des ouvriers membres du syndicat²⁵.

Plus précisément, si l'on admet l'existence des clivages au sein du monde ouvrier, un programme de recherche qui se prétend « matérialiste » doit nécessairement accepter qu'il existe de multiples « conditions ouvrières », de multiples « consciences ouvrières » et enfin de multiples « logiques d'action ouvrière » au lieu de désigner ces clivages en fonction d'une division de type idéaliste entre ceux qui ont la « vraie » conscience ouvrière et ceux qui ne l'ont pas. D'où, dans notre cas concret, la nécessité de considérer la divergence de postures des ouvriers dans un moment donné face aux privatisations et face à la néolibéralisation de l'économie turque en tenant compte des situations ouvrières de plus en plus différenciées tant dans les relations d'emploi et de travail que dans la société.

Je me permets donc de mettre en relief tout d'abord les dynamiques spécifiques de pluralisation et de fragmentation qui traversent les subjectivités ouvrières, à la lumière de la mise en place du processus *sui generis* de néolibéralisation en Turquie.

²⁵ KOÇ Y. *Teslimiyetten Mücadeleye Türk-Is (1980-1992)*. Ankara : Öteki Yayınevi, 1995, p. 23. Mais il faut noter que Yildirim Koç, pendant l'étude du mouvement syndical - de tendance islamiste - de Hak-Is, lui-même aussi, s'éloigne paradoxalement de la perspective qu'il a proposée dans l'introduction de son étude sur l'histoire de Türk-Is. Voir KOÇ Y. *Seriaçılar İşçi Hakları ve Hak-Is*. Ankara : Öteki Yayınevi, 1995.

CHAPITRE I

La néolibéralisation « à la turca » : entre le néolibéralisme glocaliste et le dirigisme eurasiste

Le néolibéralisme s'est longtemps conçu comme un « bloc monolithique » dont la logique d'action ne se repose que sur le principe « plus de marché, moins d'État ».

Selon la version critique de cette perception, après avoir été testé pour la première fois au Chili - après le coup d'État de 1973 qui avait renversé le gouvernement socialiste de Salvador Allende -, le néolibéralisme aurait été mis en vigueur dans le « premier monde » par les gouvernements de Thatcher et de Reagan et devenu, avant longtemps, un programme global avec le consensus de Washington. Selon cette même perception, le néolibéralisme n'aurait pas cessé depuis son émergence de dominer le monde entier au nom du « capital monopolistique transnational » autant sur le plan économique que sur les plans politiques et culturels.

En revanche, la version « non hostile » au néolibéralisme, tout aussi totalisante que la version critique, a longtemps continué à défendre que plus le néolibéralisme arrive à réduire l'État, plus les marchés se développent parallèlement aux libertés individuelles et aux démocraties politiques.

Depuis peu de temps, se révèlent de nouveaux travaux qui tiennent désormais compte de la diversité des expériences et des conséquences économiques, sociales et politiques dégagées pendant la mise en œuvre des programmes néolibéraux dans différents pays.

Étant donné que cette partie de la recherche vise à comprendre avant tout les spécificités du déroulement du programme de privatisation en Turquie, il faudra d'abord tenir compte de la modification institutionnelle et de la transformation des rapports de force en fonction de l'implantation du néolibéralisme.

A) Une palingénésie sociale : La reprise du corps du *Marchand* chez le patronat musulman

a) Du néolibéralisme-en-général à la variété des néolibéralismes

La prise en considération des spécificités locales et nationales des processus de néolibéralisation provenait sans doute d'une nécessité : car, même si toutes les transformations néolibérales qui se sont déroulées dans divers pays tout au long des trois dernières décennies révélaient des points communs – tels que l'implicite croyance idéologique à la logique de marché, l'obéissance aux circonstances et aux contraintes économiques internationales et l'adoption de techniques gouvernementales comme les privatisations et la restriction monétaire — comme Jamie Peck et Adam Tickell le soulignent, elles étaient quand même chargées séparément de caractéristiques de l'histoire politique locale ou nationale, du contexte institutionnel et du cadre culturel de référence²⁶.

De plus, le néolibéralisme lui-même aussi avait subi des modifications dans le temps de la part des technocrates qui gèrent les politiques des « institutions globales de gouvernances » telles que le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, etc.

Dans ce cadre, l'étude comparative dirigée par Marion Fourcade-Gourinchas et Sarah Babb sur les processus variés de l'implantation du néolibéralisme dans quatre pays différents (le Chili, la Grande-Bretagne, la France et le Mexique) fournit sans doute à ce propos des données riches²⁷. Selon les résultats de cette étude, les circonstances antérieures au déclenchement de la néolibéralisation de ces quatre pays se distinguent les unes des autres essentiellement par ces variables : (a) le taux de croissance

²⁶ PECK J., TICKELL A. Conceptualizing Neoliberalism, Thinking Thatcherism. *Contesting Neoliberalism* / ed. par H. LEITNER, J. PECK et E. S. SHEPPARD. New York : Guilford Press, 2007, p. 29.

²⁷ FOURCADE-GOURINCHAS M., BABB S. L. The Rebirth of the Liberal Creed: Paths to Neoliberalism in Four Countries. *American Journal of Sociology*, 2002, Vol. 108, n° 3. p. 533-579.

économique de chaque pays; (b) le volume des désaccords sociaux et l'habileté de chaque État-nation à maîtriser ces conflits ; (c) le taux d'inflation de chaque économie²⁸.

Suivant ces variables, Fourcade-Gourinchas et Babb concluent que le Chili et la Grande-Bretagne, ayant d'une part des taux de croissance relativement faibles (respectivement, 2,3 % et 2,7 % entre les années 1961 et 1974 tandis que celui du Mexique était 6,7 % et celui de France 5 %), d'autre part étant inaptes à maîtriser les conflits sociaux et politiques en augmentation et, enfin, subissant l'aggravation de l'inflation, sont passés au néolibéralisme par le biais de politiques rudes tandis que la transition en France et au Mexique fut à bien des égards « molle » et relativement indolore. Par conséquent, tandis que la transition en Chili et en Grande-Bretagne a eu lieu dans un climat « hyperpolitique » et conflictuel, en France et au Mexique, d'après ces deux sociologues états-uniennes, la transformation était plutôt « pragmatique » et « technocratique » (Voir Tableau I).

²⁸ *ibid.*, p. 538-539.

	Chili	Grande-Bretagne	Mexique	France
Crise de balance des paiements	Oui	Oui	Oui	Oui
Inflation	Hyperinflation	Élevée par rapport aux voisins	Faible	Moyenne par rapport aux voisins
Conflit social (grèves)	Très fort	Fort	Faible	Moyen
Soutien des cercles d'affaire pour les idées néolibérales	Fort	Fort	Composite	Faible
Origine des idées néolibérales	Politique	Politique	Technocratique	Technocratique
Ouverture internationale	Très rapide après la transition	Déjà beaucoup ouverte avant la transition	Progressive avant et après la transition	Progressive avant et après la transition
Résultat	Transition idéologique 1973-1979	Transition idéologique (1976) 1979-1983	Transition pragmatique 1985-... ...	Transition pragmatique 1978 et 1983-...

Tableau I : Comparaison des transitions néolibérales

(Source : FOURCADE-GOURINCHAS M., BABB S. L. The Rebirth of the Liberal Creed: Paths to Neoliberalism in Four Countries, *American Journal of Sociology*, 2002, Vol. 108 N° 3, p. 572)

Quand on considère le cas de la Turquie en recourant aux variables auxquelles recourent Fourcade-Gourinchas et Babb, on peut apercevoir au premier regard que la néolibéralisation turque a une ressemblance plus prononcée avec les transitions britannique et surtout chilienne que française ou mexicaine.

Car la néolibéralisation fut déclenchée en Turquie, comme dans le cas du Chili, suite à un coup d'État militaire qui mit fin à l'instabilité politique et sociale du pays liée aux luttes se déroulant autant dans le parlement (entre les partis kémalistes et libéraux conservateurs) que dans les rues (entre la gauche révolutionnaire et la droite ultranationaliste-fasciste). Et ce processus continua, comme en Grande-Bretagne, avec les

attaques contre les syndicats ouvriers et contre les prestations sociales et l'accompagnement d'une lutte idéologique menée par les chroniqueurs libéraux qui devinrent de plus en plus dominants dans les médias.

Mais, d'autre part, le modèle de développement par substitution d'importations (ISI) n'y avait échoué comme dans le cas du Chili et, de plus, ni le développementisme n'y était mis en question rigoureusement, comme en Grande-Bretagne, avant le coup d'État militaire de 1980. Alors que les taux de croissance économique du Chili et de la Grande-Bretagne étaient respectivement de 2,3 % et de 2,7 % en moyenne entre les années 1961 et 1974²⁹, l'économie turque avait crû avec une moyenne annuelle de 6,7 % entre 1963 et 1977³⁰. Cette tendance avait été renversée seulement pendant les trois dernières années de la décennie 1970 où l'instabilité politique préoccupait plus les esprits que l'échec du modèle de l'ISI.

Kenan Evren, chef de la junte militaire, dans son premier discours après le coup d'État de 1980, orienta ses critiques de prime abord aux politiciens qui restaient incapables de résoudre les conflits sociaux et l'instabilité politique tandis que le pays devrait se préoccuper de l'embarras économique. D'ailleurs, juste à l'aube des législatives « post-putsch » de 1983, le chef de la junte recommanda au peuple, à la télévision, de voter pour le MDP (Parti de la démocratie nationaliste) dont le leader Turgut Sunalp était un général en retraite, et, en aucun cas, de voter pour l'ANAP (Parti de la mère patrie) dont le leader, Turgut Özal, était un tenant ambitieux du néolibéralisme. Même si l'ANAP de Turgut Özal emporta les législatives en obtenant 45,14 % des suffrages – contre 23,27 % pour le MDP –, l'armée et la bureaucratie civile ne cédèrent pas sans réserve la direction de l'économie aux mains des technocrates néolibéralistes alors que Pinochet l'avait tout

²⁹ D'ailleurs, Allende était arrivé au pouvoir au Chili grâce aux couches populaires chiliennes touchées par l'échec du modèle de développement par l'ISI.

³⁰ SÖNMEZ M., *Türkiye Ekonomisinde Bunalım*. İstanbul : Belge Yayinlari, 1982, p. 61.

entière déléguée aux *Chicago Boys*³¹. C'est pourquoi le Chili acheva sa transition néolibérale en six ans alors que les privatisations occupaient encore l'ordre du jour de Turquie 25 ans après le coup militaire. En d'autres termes, si le néolibéralisme est défini, comme l'indique Richard Peet, essentiellement par son antipathie substantielle pour le keynésianisme — et pour le développementisme —, on peut ajouter que, pour ces derniers, ni la direction de l'armée turque ni la haute bureaucratie civile n'avaient jamais une aversion apriorique.

Tout cela ne revient sans doute pas à dire que le processus de néolibéralisation n'a pas effectivement débuté en Turquie après le coup d'État de 1980 où la stratégie de l'ISI fut remplacée par la stratégie orientée vers l'exportation, mais seulement à dire que l'armée turque bien qu'elle adopte le programme néolibéral dans ses grandes lignes, avait quand même quelques réserves à propos de la mise en application de cette transition — notamment en ce qui concerne le programme de privatisation des entreprises publiques qui signifiait une transformation concernant les rapports de pouvoir avec les politiciens civils. Et ces réserves seront de plus en plus prononcées, surtout après la moitié des années 1990 lorsque le néolibéralisme sera articulé avec le processus de « globalisation ».

b) Le moment roll-out du néolibéralisme et l'émergence d'un nouvel éthos du travail islamique

Juste avant d'avoir constaté les échecs au Mexique en 1994-1995 et en Asie du Sud-est en 1997, les technocrates des institutions globales avaient déjà commencé à interroger les programmes économiques proposés « d'en haut » aux pays dits en développement qui ne donnent généralement pas de bons résultats et par conséquent qui endommagent la crédibilité de l'imaginaire néolibéral. Dans le sillage des discours de la « Troisième Voie » de la « nouvelle gauche » de Tony Blair et de Bill Clinton, la Banque mondiale fut

³¹ Les *Chicago Boys* étaient un groupe d'économistes chiliens, formés à l'Université de Chicago et influencés par Milton Friedman et Arnold Harberger. Ils dirigeraient surtout après 1975 l'économie chilienne pour la dictature militaire du général Augusto Pinochet.

la première qui changea de cap et commença, dès lors, à élaborer ses politiques en se focalisant moins sur le « marché libre » que sur la « politique d'État » et le « changement institutionnel »³². Cette nouvelle approche s'appuyait principalement sur les notions telles que « la bonne gouvernance », « l'intervention favorable au marché », « le capital social », etc. Autrement dit, le cliché néolibéral de « plus de marché, moins d'État » qui n'avait jamais été réalisé en pratique, fut remplacé par des notions présumées « plus réalistes et plus pragmatiques ». Ce tournant permet à Peck et Tickell de distinguer le moment de « *roll-out* » de la néolibéralisation de celui de « *roll-back* » : plus précisément, si le moment « *roll-back* » du néolibéralisme est la phase où la néolibéralisation vise à réduire, voire à abolir les formes institutionnelles et sociales associées au keynésianisme, le moment « *roll-out* » du néolibéralisme est la phase où le néolibéralisme vise à restructurer les formes institutionnelles et étatiques³³ (Voir Tableau II).

Le changement de cap du néolibéralisme parallèlement à l'essor des dynamiques de mondialisation capitaliste alla de pair avec la renaissance des identités locales et celle des minorités. Selon Manuel Castells, ce qui caractérisait la transformation des années 1990, en parallèle à la restructuration que connaissait le capitalisme dont les évidences étaient la décentralisation et la mise en réseau des entreprises, le déclin concomitant de l'influence du mouvement ouvrier, le démantèlement de l'État-providence, la diversification de plus en plus large des cadres géographiques et culturels de l'accumulation de capital, etc. fut que « *les individus se [regroupèrent] de préférence autour d'identités primaires : religieuses, ethniques, territoriales, nationales* » et que « *la quête d'une identité, collective ou individuelle, attribuée ou construite, devint la source première de signification sociale* »³⁴.

³² KIELY R. *The Clash of Globalisations*. Leiden; Boston : Brill, 2005, p. 87.

³³ PECK, TICKELL. *op. cit.*, p. 33.

³⁴ CASTELLS M. *La société en réseaux*. Paris : Fayard, 1998, p. 25.

	Le moment roll-back du néolibéralisme... la phase destructive et de la dérégulation	Le moment roll-out du néolibéralisme... la phase créative et de la re-régulation
Mode d'intervention	Recul de l'État	Gouvernance
Régulation de marché	Dérégulation	Re-régulation expérimentale
Style politique	Conviction idéologique	Compréhension pragmatique
Agents du changement	Politiciens avant-gardistes	Technopoles
Programme idéologique	Explicitement programmatique	Institutionnellement encadré
Front	Politique économique	Politique sociale et pénale
Imposition	Réductions sélectives	Régression systémique
Politique monétaire	Monétarisme rigoureux	Prudence
Dépense publique	Réductions	Responsabilité fiscale
Régime du marché du travail	Chômage de masse	Plein employabilité
Relations d'emploi	Retranchement	Workfare (Politiques de réactivation et de réinsertion)
Politique sociale	Désyndicalisation	Flexibilité
Régulation financière	Libéralisation	Standards et codes
Éthos du développement	Ajustement structurel	Capital social
Tableau II : <i>Roll-Back</i> et <i>Roll-Out</i> moments du néolibéralisme : Traits stylisés		
(Source : PECK J., TICKEL A. Conceptualizing Neoliberalism, Thinking Thatcherism, <i>Contesting Neoliberalism</i> / ed. par H. LEITNER, J. PECK et E.S. SHEPPARD. New York : Guilford Press, 2007, p. 34.)		

Les gérants de la « gouvernance globale » durent dorénavant remanier le programme de néolibéralisation en tenant compte de cette nouvelle réalité et découvrir, pour la mise en place du néolibéralisme, les nouveaux partenaires locaux dont l'émergence avait, en réalité, beaucoup à voir avec les résultats du moment *roll-back* – c'est-à-dire la phase destructive et dérégulatrice - du néolibéralisme.

Dans le cas de la Turquie, les nouveaux partenaires du néolibéralisme furent représentés majoritairement par les patrons des petites et moyennes entreprises Anatoliennes dont la plupart restaient toujours enclines à la culture islamique. Le développement des PME avait été borné jusque-là par la structure monopolistique et oligopolistique des marchés dominés par les conglomérats publics et privés depuis la mise en place de la stratégie d'ISI — et perpétuant aussi pendant la phase *roll-back* de la néolibéralisation³⁵ : dans ces circonstances, le patronat des PME s'engagea rapidement dans la transformation néolibérale et inventa simultanément un « éthos islamique » conformément au nouvel éthos du développement basé sur la notion de « capital social ». Ce nouvel éthos qui est construit sur la notion d'« homo islamicus » et qui contient à la fois des accents « anti-étatistes » et « anti-oligarchiques » fit écho même auprès de nouveaux prolétaires qui étaient venus dans de grandes villes avec leurs valeurs traditionnelles et religieuses par l'effet de l'exode rural massif des années 1980³⁶.

Par ailleurs, dans la même période, une autre dynamique patronale prit son essor grâce à l'acquisition d'entreprises publiques « non stratégiques » à travers les privatisations, et aussi grâce aux adjudications publiques lancées par les gouvernements de l'ANAP³⁷ (entre 1983-1989) pour la délégation de constructions d'infrastructures.

³⁵ Dans la même période, le mouvement kurde né en 1978 dans des circonstances du monde bipolaire adoptant un discours « anticolonialiste » et ayant pour objectif de créer un « État-nation indépendant », changeait sa stratégie d'indépendance d'antan pour une nouvelle stratégie portant sur la « reconnaissance identitaire » conformément à la nouvelle conjoncture globale. Néanmoins, à la différence du mouvement islamiste, les revendications du mouvement kurde désormais « identitaire », mais loin de reposer sur des réseaux économiques mondiaux en essor, restèrent dans la plupart de cas sans écho auprès des acteurs globaux. En parallèle, à l'échelle nationale, l'identité islamiste fut favorisée dans les villes habitées majoritairement par les Kurdes, de la part même de l'armée, pourtant tenante de la laïcité, afin de neutraliser les revendications identitaires kurdes.

³⁶ Les traits de l'éthos du travail basé sur les principes islamiques seront abordés plus largement entre les pages 87 et 91.

³⁷ L'ANAP (Parti de la mère patrie) était un parti politique de centre-droit, de tendance libérale fondé en 1983 par Turgut Ozal un ancien consultant de la Banque mondiale (entre 1971-73) et employé en tant que cadre supérieur dans de grands conglomérats turcs jusqu'au coup d'État de 1980. Son parti, bien qu'il ne soit pas un parti « islamiste », n'était pas aussi intransigeant que les partis kémalistes au sujet de la défense de la « laïcité ». L'ANAP fut au pouvoir de 1983 à 1989 sous le leadership de Turgut Özal – et aussi entre

Les deux partis politiques, le Parti de la prospérité (le RP) de Necmettin Erbakan³⁸ et le Parti de la juste voie (le DYP) de Tansu Çiller, qui gagnèrent le soutien de ces deux dynamiques patronales, fondèrent un gouvernement de coalition en 1996 après les législatives du 24 décembre 1995³⁹. Tandis que le RP poursuivit une stratégie d'évolution « d'en bas vers le haut », le DYP, qui faisait partie des gouvernements depuis 1991, avait déjà créé des « îlots » dans les profondeurs de l'appareil d'État – surtout en bénéficiant des moyens de l'organisation de police — au motif de « lutter contre la terreur ».

Ce gouvernement de coalition avec le soutien des dynamiques patronales « périphériques » et aussi avec son organisation paramilitaire clandestine établie dans la « profondeur » de l'État dérangea épouvantablement l'armée : l'écroulement de ce bloc gouvernemental fut déclenché par le mystérieux accident de la circulation à Susurluk en novembre 1996⁴⁰, et l'opération s'acheva par le mémorandum de l'armée datant du 28 février 1997 qui « incite » les deux partis politiques à dissoudre le gouvernement. Cette

1989 et 1991 quand Ozal était président de la République — et enfin, de 1997 à 1998 avec Mesut Yilmaz au poste de premier ministre. Mais à la différence de Turgut Özal qui était un politicien charismatique et courageux à tant du point de sa politique intérieure qu'extérieure, Mesut Yilmaz a suivi une ligne politique plutôt en faveur du statut quo. Enfin, le parti obtint 5,12 % de voix aux élections législatives de novembre 2002 tandis que l'AKP arrivait au pouvoir en obtenant 34,63 % des voix. Malgré son déclin par la suite, l'ANAP, sous la présidence de Turgut Özal, a joué un rôle prépondérant dans le processus de ré-libéralisation de l'économie du pays tout au long des années 80. Les politiques menées dans cette période en Turquie caractérisées principalement par l'effort de réconcilier les valeurs conservatrices du peuple et l'idée du « changement », se sont appelés plus tard l'« özalisme ». Pour la mise en usage de cette notion. Voir. HALL S., DU GAY P. *Questions of cultural identity*. Londres : Sage Publication, 1997, p. 73-76.

³⁸ Necmettin Erbakan, une des figures importantes de la scène politique de Turquie depuis plus de trois décennies, était à l'avant-garde du mouvement islamiste en Turquie. Son parti, le RP, après avoir gagné les élections municipales en 1991 dans des métropoles comme Istanbul et Ankara, devint le premier parti à la suite des législatives de 1995. Mais, tandis que le patronat musulman élaborait à l'époque une stratégie de développement plus pragmatique et plus réaliste, le RP, sous le leadership d'Erbakan, était encore loin de se comporter conformément à cette nouvelle lignée et le discours du parti était encore chargé des connotations propres au monde bipolaire. Cette contradiction ouvrit la voie à l'émergence d'un fractionnement dans le parti entre les « traditionnels » et les « réformistes ». L'AKP sera fondé plus tard de la part des « avant-gardistes » de cette deuxième fraction.

³⁹ Fondé en 1983 par Süleyman Demirel, le DYP (Parti de la Juste Voie) était un parti de centre-droite et retirait un fort soutien de la campagne. En dépit du fait que son programme économique et politique est presque identique à celui de l'ANAP, les deux partis firent la compétition pour le pouvoir politique. En 1993, Demirel a succédé à Turgut Özal comme Président de Turquie et a été remplacé à la tête du parti et comme Premier Ministre par Tansu Çiller. Les réformes économiques sont devenues la pierre d'angle de la politique du DYP sous sa direction.

⁴⁰ Pour plus d'informations sur cet accident de la circulation, voir la note de bas 83, page 67.

intervention passa dans l'histoire politique de la Turquie comme le « coup d'État post-moderne ».

L'État-major, lors d'un briefing en date de 11 juin 1997, justifia l'intervention militaire, ainsi : « *On a appris par des sources fiables que lors des adjudications de privatisation, les sociétés ayant des tendances réactionnaires et intégristes étaient favorisées et que ces sociétés s'intéressent aux adjudications concernant les secteurs d'activité ayant une importance stratégique, y compris l'énergie, et enfin qu'elles s'efforcent de s'unir pour être plus puissantes* »⁴¹. En fait, ce cadre d'argumentation déterminerait la logique d'action de l'armée lors des privatisations des entreprises dites stratégiques qui auront lieu à partir de l'an 2000.

Quant aux victimes de l'intervention « post-moderne » du 28 février, le DYP deviendrait dès lors un acteur insignifiant de la scène politique et la fraction patronale qui lui avait donné son soutien fut majoritairement disqualifiée dans l'espace économique soit lors de la première phase des privatisations ayant lieu après 2000, soit lors des opérations menées de la part du TMSF (*Fonds d'assurance des dépôts d'épargne*) après la crise financière de 2001. Le RP, à son tour, se divisa en deux : le pôle « traditionnel » continua son chemin avec le SP (Parti de la félicité), sur la lignée tracée par Erbakan tandis que le pôle « réformiste » fonda un nouveau parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement) qui ajustera de manière pragmatique les valeurs islamiques aux exigences du processus de globalisation néolibérale dont le cadre d'exécution avait déjà été remanié par les institutions globales de gouvernance. Ce remaniement, comme on l'a déjà souligné ci-dessus, se soldera par la production d'une multiplicité de stratégies de développements économiques ancrés dans les valeurs locales. Comme attendu, le MÜSIAD, en tant que la plus grande association du patronat musulman, donnera désormais son soutien au

⁴¹ Cité par DOGAN A. E. Siyasal Yansimalariyla Islami Sermayenin Gelisme Dinamikleri. *Mülkiye Dergisi*, 2006, Vol. 30, n° 252, p. 63.

programme pragmatique de Tayyip Erdogan au lieu de celui traditionnel de Necmettin Erbakan.

Mais la période post-28 février entraîna au sein du bloc kémaliste des tensions qui furent marquées par l'émergence des signes de la crise globale du néolibéralisme et de la crise hégémonique du nouvel ordre mondial construit jusqu'alors sous la tutelle des États-Unis depuis la fin du monde bipolaire.

B) Le Héros kémaliste à l'épreuve du néolibéralisme

a) Une arrière-plan historique : la montée du dirigisme en Turquie

Le kémalisme en tant qu'idéologie éclectique et pragmatique de la bureaucratie civile et militaire qui domine l'État turc – entre 1923 et 1946 [1960] en tant que « dirigeant » et de 1960 jusqu'à nos jours comme « gardien »⁴² —, n'a jamais élaboré un programme macroéconomique *sui generis* indépendant des contraintes de l'économie mondiale capitaliste et de l'évolution des rapports de force dans la politique internationale. Plus exactement, bien qu'il existe toujours – du moins depuis des années 30 — une tendance « dirigiste » au sein des élites kémalistes – et que cette tendance devient plus ou moins hégémonique surtout pendant les périodes de crises économiques issues de l'expansion libérale —, on ne peut quand même pas parler d'un choix apriorique du kémalisme pour le dirigisme.

On peut se rappeler que le choix initial des fondateurs de la République était de toute évidence pour le libéralisme. Après avoir poursuivi des politiques économiques libérales entre 1923 et 1929, les cadres kémalistes lui substituèrent l'étatisme par obligation, du

⁴² La périodisation de l'histoire de la Turquie en Première République (1923-1960) et Deuxième République (1960-...) se réfère au critère de fondement constitutionnel du régime politique et de la position attribuée à l'armée dans ce régime constitutionnel ainsi que la composition du bloc au pouvoir. Autrement dit, bien que la qualification de « Deuxième République » appartienne aux leaders du putsch de 1960, indépendamment de leurs argumentations, cette expression est assez opérationnelle pour comprendre l'histoire récente de la République turque.

fait de l'éclatement de la grande crise de 1929⁴³. Car le ralentissement du commerce international suite à la crise mondiale avait exigé l'« intériorisation » du cycle marchand et la mise en vigueur des politiques de l'ISI, basée sur des intrants domestiques⁴⁴. Menée avec succès jusqu'en 1939 - surtout en termes d'industrialisation -, cette économie planifiée dirigée de la part de la haute bureaucratie d'État devint impraticable dans la conjoncture de la Seconde Guerre mondiale. Bien que la Turquie n'ait pas participé à la guerre, la bureaucratie opta quand même pour l'augmentation des dépenses militaires au prix du renoncement à la mise en place du Second plan quinquennal.⁴⁵

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la bureaucratie kémaliste se trouva encore une fois à un carrefour : ou continuer avec le bloc occidental en libéralisant à nouveau l'économie et le régime politique du pays ou bien s'en exclure. Mais en fait, ce n'était pas un dilemme réel. Car la République devait son existence à une décision déjà prise en 1923 par Mustafa Kemal et ses camarades en faveur du capitalisme occidental.

Dans la lignée du choix initial de Mustafa Kemal, la direction de l'État – qui était représentée au Parlement par le CHP (le Parti républicain du peuple), seul parti politique du système unipartite - entreprit juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale de réintégrer l'économie turque à l'économie mondiale capitaliste : de cette manière, la Turquie devint un pays membre du FMI (Fonds monétaire international) en 1947, elle fut admis au sein des pays qui bénéficieront des aides américaines dans le cadre du Plan Marshall en 1948 et elle fit parti de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)⁴⁶.

⁴³ Ce tournant obligatoire sera plus tard considéré par l'historiographie kémaliste de tendance « dirigiste » comme ouverture de l' « âge d'or » de la République tandis que l'historiographie libérale l'appréciera dans la plupart des cas comme rupture par rapport au développement des marchés et par conséquent celui de la démocratie libérale dans le pays.

⁴⁴ GÜLALP H. *Kapitalizm Sınıflar ve Devlet*. Istanbul : Belge Yayinlari, 1993, p. 31.

⁴⁵ SÖNMEZ, *op. cit.* p. 37-38.

⁴⁶ Ce processus de réintégration de l'économie turque à l'économie mondiale capitaliste sera remis en question plus tard surtout par les kémalistes de tendance « dirigiste ».

Quant au programme économique mis en vigueur en Turquie entre 1947 et 1953, il se basait fondamentalement sur les politiques de soutien au développement agricole et à l'exportation. Prenant en considération les besoins de denrées alimentaires en Europe d'après-guerre et la présence de vastes terres inexploitées en Turquie, ces politiques promettaient aux propriétaires fonciers – majoritairement aux petits propriétaires fonciers qui s'occupaient de la production céréale - et aux commerçants exportateurs d'accumuler du capital rapidement⁴⁷. Si l'on tient compte du fait que la proportion de la population rurale par rapport à la population totale était de 81,6 % en 1945 et 77,5 % en 1955, les politiques de soutien au développement agricole et à l'exportation des produits agricoles favorisaient, pour la première fois depuis 1929, les dynamiques de capitalisation dans la province du pays.

Ce programme prévoyait aussi l'orientation des dépenses publiques vers les investissements d'infrastructures dans les domaines des transports et des communications et enfin, pour mener à bien ce programme, l'obtention de ressources financières nécessaires par le moyen du crédit extérieur⁴⁸. La mise en place de ce programme entraîna inévitablement un changement radical dans la composition de la scène politique du pays pendant les années 1950.

Aux législatives de 1950, de 1954 et de 1957 qui suivirent le passage du régime politique unipartite au multipartisme en 1946, ces tranches de population « provinciales » trouveraient pour la première fois l'occasion de se représenter largement au niveau parlementaire à travers les gouvernements du Parti démocrate (DP)⁴⁹. C'était un fait nouveau car entre les années 1920 et 1950, plus de 46 % des députés élus à l'Assemblée

⁴⁷ KAZGAN G. *Tanzimat'tan XXI. Yüzyıla Türkiye Ekonomisi*. Istanbul : Altın Kitaplar, 1999, p. 95.

⁴⁸ GÜLALP, *op. cit.*, p. 33.

⁴⁹ Le Parti Démocrate a été fondé le 7 juin 1946 par deux hommes politiques issus du parti kémaliste (le CHP) au pouvoir : Celal Bayar (ancien premier ministre sous Atatürk et İnönü, futur président de la République) et Adnan Menderes (futur premier ministre). Au moment où le Parti démocrate a été fondé il était le principal opposant au CHP. Portée au pouvoir en 1950, cette formation sera renversée par un coup d'État de l'armée le 27 mai 1960. On lui reproche alors d'être autoritaire et de ne pas respecter les fondements de la République. Adnan Menderes et deux députés du DP sont exécutés après avoir été condamnés à mort.

nationale venaient de la bureaucratie d'État dont le taux dans la population active du pays variait entre 3 et 6 %⁵⁰.

Mais cette période de re-libéralisation et de croissance qui correspondait à la période de reconstruction économique européenne d'après-guerre ne dura pas longtemps. En 1953, la Turquie avait déjà abouti aux limites de la production agraire et les revenus d'exportations entrèrent dans une phase de récession, subissant ainsi la crise des devises à laquelle faisait face l'économie mondiale capitaliste.

Dans ces circonstances, la direction de l'économie turque dut redresser les barrières douanières pour pouvoir protéger l'économie domestique. Et le cycle de l'accumulation du capital basée sur la dynamique « provincial / périphérique » du pays et orientée vers l'exportation des années 1947-1953 fut graduellement remplacée par un nouveau régime d'accumulation du capital qui substituait les importations par les productions de l'industrie manufacturière sous la protection des barrières douanières.

Soutenu aussi par le FMI et le monde capitaliste occidental, ce nouveau régime d'accumulation fut implanté de manière institutionnalisée dans le pays après le coup d'État militaire de 1960. Autrement dit, l'armée kémaliste usa de ce processus de restructuration du capitalisme mondial afin d'éliminer les dynamiques périphériques de plus en plus présentes sur la scène politique depuis 1946 et ayant plus ou moins d'objections contre la domination de la bureaucratie civile et militaire⁵¹.

⁵⁰ Voir JACOBY T. *Class and State in Turkey's First Republic* [En ligne] Intervention présentée lors de *Annual Meeting of the American Political Science Association*, tenue à Philadelphie, le 27 août 2003. 28 pages. Disponible sur : http://www.allacademic.com/meta/p63379_index.html [consulté le 6 juin 2009]

⁵¹ Ce coup d'État militaire était autant destiné à éliminer les dynamiques d'opposition unie au sein du Parti Démocrate d' Adnan Menderes qu'à empêcher la réémergence du nationalisme kurde en Turquie. Car en Irak le coup d'État de 1958 contre le pouvoir royal de Faysal sous la direction du général Abdul Karim Qasim avait entraîné la possibilité de l'élaboration d'une constitution reposant sur l'égalité des kurdes et des arabes dans ce pays voisin. En mettant fin au pacte de Bagdad dont la Turquie faisait aussi partie -avec l'Iran et l'Irak- ainsi que le Pakistan, les Etats-Unis et le Royaume Unis, le général Qasim avait fait appel à Moustafa Barzani, leader politique exilé du mouvement kurde irakien et père de Massoud Barzani -actuel président du gouvernement autonome kurde-, pour qu'il retourne au pays et qu'il participe à la formation d'une nouvelle constitution promulguant les mêmes droits qu'aux arabes. Après être retourné au pays, Moustafa Barzani fit un appel aux kurdes qui vivaient sous la domination de quatre pays différents

***b) Le coup d'État de 1960 : la restauration institutionnelle du régime
militocratique***

Le coup d'État de 1960 signifia pour la Turquie l'ouverture d'une nouvelle période dont le cadre constitutionnel et institutionnel fournira un fondement sur lequel auront lieu deux interventions militaires (en 1971 et en 1980) et enfin, pour ce qui est de notre investigation, les conflits autour de la néolibéralisation.

Avant tout, grâce à la Constitution de 1961 l'armée créa un cadre juridique pour l'exercice de sa tutelle sur les pouvoirs exécutifs et législatifs. Fondé selon l'article n° 111 de cette Constitution, *Le Conseil National de Sécurité* (le MGK), composé de quatre membres issus du système démocratique (président de la République, Premier ministre, ministres de la Défense et des Affaires étrangères) et des cinq commandants de l'armée, opérera dorénavant comme un « gouvernement de l'ombre » des militaires plutôt qu'un conseil de consultation.

Dans le même axe, fut fondée le 25 avril 1962, conformément aux dispositions de la Constitution de 1961, *la Cour Constitutionnelle* qui décidera plus tard de la fermeture de plusieurs partis politiques. Puisque la nouvelle constitution avait remplacé l'expression « *la souveraineté appartient sans réserve à la nation* » de l'article 4 de la constitution par l'expression « *la souveraineté appartient sans réserve à la nation turque* », les pas faits par des partis politiques postérieures qui toucheront à la question kurde pourront

(Turquie, Iran, Syrie ainsi qu'Irak), pour tenir une conférence nationale. Irrité ces faits, le parquet de la République de Turquie, sans avoir des preuves concrètes, déclencha en 1959 un procès contre 50 intellectuels kurdes de Turquie. A la suite de la mort de l'un de ces 50 intellectuels lors de l'enquête, cette affaire passa dans l'histoire récente de la République comme « l'Affaire des 49 ». Cette attitude continuera même après le coup d'État de 1960. La déclaration publiée au quotidien suédois *Dagens Nyheter* en date du 16 novembre 1960 de Cemal Gürsel, président du Comité National qui dirigeait le processus de putsch du 27 mai 1960, était significative puisqu'elle démontre l'antipathie de la junte au pouvoir pour les kurdes : « *S'ils ne sont pas raisonnables, s'ils ne restent pas calmes ces turcs montagnards* [C. Ö. : Afin de leur nier le droit à une nation à part, l'idéologie officielle de l'État turc appela longtemps les kurdes « turcs montagnards »], *l'armée n'hésitera pas à bombarder et à détruire leurs villes et leurs villages. Ce bain de sang serait si violent qu'ils seront anéantis avec leurs pays* ». Cité par BESIKÇI I. *Türk Tarih Tezi, Günes Dil Teorisi ve Kürt Sorunu*. Ankara : Çağlar Matbaası, 1977, p. 197.

facilement devenir la cause pour une décision de dissolution auprès de la *Cour constitutionnelle*. De la même façon, « la menace contre le fondement laïque de la République » présentera un second propos sur lequel *La Cour constitutionnelle* pourra baser ses décisions d'interdiction.

En assurant une légitimité constitutionnelle à la structure dualiste du pouvoir – entre le parlement ou les « élus » et la bureaucratie militaire et civile ou les « nommés » -, ce nouveau cadre politique institutionnel qui se perpétua de 1961 jusqu'à nos jours, sera désigné, à peu près plus de deux décennies après son adoption, comme « régime prétorien »⁵² ou « régime sous tutelle militaire »⁵³.

En fait, l'article 35 de la loi du service interne de l'armée, adopté en 1961, démontrait clairement le point de vue des militaires à propos de la relation entre l'armée et la politique : « *le devoir des forces armées est de surveiller et de protéger la patrie turque et la République de Turquie établie constitutionnellement* ». Comme Levent Ünsaldi l'indique, « *cet article, qui attribue aux forces armées un droit permanent de supervision dans la gestion du pays, fut souvent interprété sans difficulté en sorte qu'il fournit une sorte de légitimité à de nombreuses interventions militaires. Ainsi, dans leur premier communiqué, les généraux du coup d'État de 1980 se justifiaient 'en vertu de la loi*

⁵² Le prétorianisme, dont l'origine étymologique vient de la garde impériale romaine, renvoie à une situation dans laquelle le secteur militaire d'une société donnée exerce une influence politique abusive, recourant à la force ou menaçant de le faire. Selon Ahmet Insel, le « pouvoir prétorien » survit en Turquie avec un régime parlementaire puissant mais étant en concurrence avec ce dernier. Voir INSEL A. Pretoryen güçler ve rejim [en ligne]. *Radikal İki*, (2007, le 25 février) Disponible sur :

http://www.radikal.com.tr/ek_haber.php?ek=r2&haberno=6776 [Consulté le 7 juin 2009]

⁵³ Pour la mise en usage de ces conceptualisations en vue de qualifier la spécificité de l'État turc, il fallait aux intellectuels observer d'abord le coup d'État militaire de 1980 et après le « coup post-moderne » ou bien « coup d'État virtuel » du 28 février 1997. Mais pendant les années 60, en dehors de ses victimes, le coup d'État de 1960 et plus particulièrement la nouvelle constitution de 1961 fut considéré comme « progressif » dans les cercles intellectuels puisqu'il régula les relations professionnelles en adoptant le droit de grève des syndicats ouvriers en développement. En effet, le nouveau régime d'accumulation du capital reposait sur l'industrialisation, le développement planifié et les politiques de demande et l'existence des syndicats ayant des droits de grève ne contredisaient pas, du moins formellement, ce modèle.

interne sur les fonctions de l'armée, qui lui donne la mission de sauvegarder la République turque' »⁵⁴.

Par ailleurs, il faut ainsi noter que la supervision de l'armée constitutionnellement légitimée dès la période post-1960 ne concernait pas seulement la sphère politique, mais aussi l'espace économique.

Dogan Avcioğlu et la revue de *Yön*, en tant que porte-parole de la tendance « dirigiste » du kémalisme, défendaient instamment que la Turquie doit poursuivre un modèle de développement portant sur un « capitalisme d'État » ou bien un « capitalisme illibéral », en cas de besoin, au prix de l'éloignement du monde occidental. Bien que dans la période post-1960 les livres d'Avcioğlu – et aussi ceux des auteurs de la revue mensuelle *Kadro* des années 1930⁵⁵ – occupaient des places prioritaires dans les programmes des écoles militaires, la stratégie économique de la direction de l'armée concernait dans la période post-1960 moins l'échelle macro que micro. Autrement dit, au lieu de défier les tendances économiques globales, et donc le marché en tant que tel, ce qui importait pour la direction de l'armée, semble-t-il, c'était (a) de favoriser les industriels présumés fidèles au projet républicain, (b) d'établir avec ces derniers des liens d'interdépendance, et enfin (c) de s'introduire dans le marché en tant qu'acteur économique.

En effet, cette stratégie (micro)économique était tout à fait conforme avec les tendances de l'économie capitaliste mondiale qui était en train de se restructurer à la lumière des

⁵⁴ ÜNSALDI L. Le système de valeurs de l'armée turque. *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*. 2004, n° 37, p. 177-208.

⁵⁵ L'un des fondateurs de l'approche d'« économie sociale de marché », Wilhelm Röpke présentait les intellectuels qui se réunissaient autour de la revue *Kadro* dans les années 30 en Turquie de la sorte: « *Le mouvement actuel d'industrialisation en Turquie en est un bon exemple. Il est fortement influencé par l'idéologie du cercle d'intellectuels à Ankara, qui se groupe autour de la revue « Kadro » (cadre) et ressemble à l'ancien « cercle de la Tat » en Allemagne, à la seule différence que le cercle du « Kadro » est encore davantage inspiré par la Russie. Le cercle du Kadro est, tout comme le cercle de la Tat, extrêmement nationaliste/anti-capitaliste mais en même temps, comme leur modèle russe, antiromantique et technique-rationaliste* ». Publié (en allemand) dans *Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft*, Vol. 70, p. 370-386, 1934. Traduction française par Michaël Girod en 2004 [En ligne]. Disponible sur : http://www.unil.ch/webdav/site/ihes/shared/bibliotheque_virtuelle/roepke.fr.pdf [Consulté le 9 juin 2009]

politiques keynésiennes et du « credo industrialiste » dont la version préconisée aux pays tardivement industrialisés fut le développement par l'ISI.

Avant tout, l'ISI sapa le réseau de petites et moyennes entreprises (PME) qui avait été développée dans les provinces du pays tout au long des années 1940 et 1950 : tandis qu'on dénombrait 160 000 entreprises — employant 10 salariés et plus — en 1963, dont 178 produisant 50 % de la production totale, après 1967, 287 entreprises sur 3 328 réalisaient 68 % de la production totale⁵⁶. Pendant les années 1960 et 1970, le taux de faillites des PME augmenta sans cesse. Mais il faut noter que cette tendance n'empêcha paradoxalement pas l'entrée de nouvelles entreprises de petites tailles sur le marché à la place de celles qui avaient fait faillite. Par conséquent, la confrontation entre les petites et moyennes entreprises et les grands conglomérats, serait transférée aux temps de la néolibéralisation.

D'autre part, en tant que stratégie de développement fondée sur l'économie domestique, l'ISI prévoyait fondamentalement la production industrielle des biens de consommation. Pour le fonctionnement de cette stratégie, l'État devait assumer les tâches de construire l'infrastructure et de produire les intrants nécessaires. En ce sens, les activités publiques et privées étaient complémentaires les unes des autres⁵⁷.

Étant donné que la condition de la production des biens de consommation de la part des entreprises privées dépendait directement de l'obtention des intrants fabriqués par le secteur public, la bureaucratie d'État put facilement contrôler et dominer les marchés. C'est ainsi que les grands groupes industriels purent se développer dans cette période en collaboration avec la bureaucratie d'État, tandis que les petites entreprises loin de bénéficier des subventions publiques s'efforçaient de se débrouiller pour ne pas tomber dans la faillite.

⁵⁶ AHMAD F. Military intervention and the Crisis in Turkey. *MERIP Reports*, 1981, n° 93, p. 12.

⁵⁷ ERCAN F. Çeliskili Bir Süreklilik Olarak Sermaye Birikimi – 1. *Praksis*, 2002, n° 5, p. 61.

Quand on regarde de plus près les traits communs des patrons des grands conglomerats industriels en plein essor dans cette période, on constate certains points remarquables : à la différence des patrons des petites et moyennes entreprises dont les familles furent majoritairement d'origine rurale, comme le montre Ayse Bugra dans son travail novateur sur les relations entre les milieux d'affaires et l'État en Turquie, les patrons des conglomerats industriels venaient des familles ayant des rapports étroits avec les cadres fondateurs de la République – que ce soit en tant que commerçant ou bien en tant que fonctionnaire. En parallèle, ils représentaient un groupe bien « éduqué » par rapport aux autres couches de la société aussi bien que par rapport aux patronats des autres pays dont le niveau d'industrialisation est équivalent à la Turquie⁵⁸. Donc, on peut dire que pour la bureaucratie, il y avait deux critères principaux pour soutenir un patron d'un quelconque conglomerat industriel : (a) de venir d'une famille de confiance, (b) d'avoir un capital culturel élevé.

Le TÜSIAD (*L'Association des industriels et des entrepreneurs de Turquie*), fut ainsi fondé en 1971 par des patrons issus des « familles de confiance » et ayant des « capitaux culturels » élevés⁵⁹.

La relation entre l'armée et le TÜSIAD fut souvent considérée de trois manières différentes : l'« historiographie kémaliste », de type dirigiste, a qualifié le TÜSIAD de *Marchand* qui égare les cadres « révolutionnaires » de leur trajectoire juste, l'« historiographie libérale » a souvent qualifié le TÜSIAD de « bourgeoisie dépendante » ou de « bourgeoisie naissante » inapte à proclamer sa domination comme ce fut le cas en Occident, et enfin « l'historiographie marxiste » a coutumièrement qualifié le TÜSIAD de « classe dominante », du moins depuis les années 1950, se servant

⁵⁸ BUGRA A. *State and Business in Modern Turkey: A comparative study*. New York : State University of New York Press, Albany, 1994, p. 63-65.

⁵⁹ TÜSIAD, association du patronat à laquelle les cadres kémalistes faisaient relativement confiance, sera mis au défi de la part du MÜSIAD fondé en 1990 par les patrons « musulmans » en plein essor depuis le tournant du « roll-out » du néolibéralisme grâce à leurs « capitaux sociaux », mais souvent en conflit avec la bureaucratie kémaliste.

de l'armée selon ses propres intérêts. Mais la fondation et le développement de l'OYAK (*Fonds de solidarité et d'aide mutuelle des forces armées*) comme troisième et dernier pilier de la stratégie économique post-1960 des militaires montre que la relation entre l'armée et le TÜSIAD n'est ni si « unidirectionnelle » ni si « extrinsèque ».

L'OYAK fut fondé selon une loi spéciale (loi n° 205) le 3 janvier 1961, c'est-à-dire juste après le coup d'État de 27 mai 1960. Cette loi spéciale avait été adoptée par le gouvernement militaire alors sous le contrôle du *Comité de l'unité nationale* à une date qui précédait la tenue de la première session de l'*Assemblée constituante* et aussi l'adoption de la Constitution de 1961⁶⁰. Le statut légal d'OYAK touchait à la fois le droit public et le droit privé. Ce double statut permettait à OYAK, selon Ismet Akça, de bénéficier à la fois des privilèges du droit public et du droit privé : par exemple la mutuelle suit le droit privé pour exécuter des activités à but lucratif dans les marchés, tandis qu'elle règle les relations entre le comité exécutif et les membres selon le droit public et aussi sous la compétence de la juridiction militaire⁶¹. En d'autres termes, OYAK est créé à la fois comme *Héros* et comme *Marchand*, plus exactement comme une institution *Héros-marchand*.

Bénéficiant des cotisations obligatoires des membres des forces armées, OYAK fut aussi exonéré de nombreuses obligations fiscales : la mutuelle des militaires était dispensé de l'impôt sur les sociétés, les revenus du fond étaient exemptés de l'impôt sur les bénéfices, les transactions du fond étaient exonérées du timbre fiscal de l'État, etc. Dans ces circonstances, le holding des militaires s'agrandit rapidement et devint en presque trois décennies le holding le plus rentable du pays, présent dans des secteurs aussi variés que l'automobile, les cimenteries, l'agroalimentaire, les pesticides, le pétrole, le tourisme, les

⁶⁰ AKÇA I. *Putting the Military in its place in Turkey*, 459 p. Thèse [non publiée] : Sciences politiques et relations internationales : Université du Bosphore – Istanbul : 2006, p. 314.

⁶¹ *ibid.* p. 316.

assurances, la banque, l'immobilier, les supermarchés, la haute technologie et enfin, depuis 2005, la sidérurgie.

Les sociétés affiliées du holding dont le nombre étaient de 15 en 1971, passèrent à 22 en 1978, 24 en 1982, 25 en 1990 et 36 en 2002⁶². À travers ses filiales, OYAK établit des liens organiques aussi bien avec les groupes étrangers tels que Renault, AXA, Steag AG, Goodyear qu'avec les grands conglomérats industriels domestiques comme Koç Holding, Sabanci Holding, Eti, Yasar Holding, Gama, etc. En plus des partenariats avec le secteur privé domestique et étranger, OYAK devint aussi l'actionnaire d'entreprises industrielles ou financières publiques comme Ziraat Bankasi, Halk Bankasi et SSK (Institution de l'assurance sociale). C'est pourquoi Taha Parla appuie à juste titre sur le fait que le régime établi après le coup d'État de 1960 reposait sur les intérêts de trois forces sociales qui sont organiquement liés les uns aux autres : (1) les forces armées (2) la haute bureaucratie civile et (3) les conglomérats industriels⁶³.

c) Le kémalisme entre le choix eurasiste et le néolibéralisme glocaliste

La phase destructive du néolibéralisme, déclenché effectivement après le coup d'État de 12 septembre 1980 – c'est-à-dire de nouveau à l'initiative de l'armée -, ne contredisait en aucun cas la structure institutionnelle - et les rapports de domination - établie dans la période post-1960. Parce que cette structure institutionnelle oligopolistique et monopolistique ne pâtit ni du monétarisme, ni de la désyndicalisation, ni du retranchement de l'État-providence qu'exige la libéralisation. Tout au contraire, toutes ces politiques renforçaient de plus en plus le statu quo. Mais après que les nouveaux acteurs économiques et politiques, domestiques et globaux se furent introduits dans le processus après le déclenchement du moment « roll-out » de la néolibéralisation, les choses prirent une nouvelle tournure.

⁶² *ibid.* p. 325.

⁶³ PARLA T. Mercantile militarism in Turkey / 1960 – 1998. *New Perspectives on Turkey*. 1998, n° 19, p. 37.

Le coup d'État « post-moderne » ou « virtuel » du 28 février 1997, bien qu'il se conclut par la résiliation du gouvernement de coalition en tâche de RP-DYP, engendra, au contraire de l'attente des militaires, la naissance de l'AKP qui prit le pouvoir tout seul après les élections de 2002 avec un suffrage de 34,29 % en sa faveur. Face à ces faits qui se déroulèrent au détriment de l'armée et de la bureaucratie - et indirectement du TÜSIAD -, au sein du front kémaliste, une tendance dirigiste recommença à gagner du terrain.

En fait, il serait faux de rendre compte de l'émergence de cette tendance dirigiste au tournant du XXI^e siècle seulement du fait du déroulement des événements domestiques ou bien par la résistance désespérée des forces de statu quo. Car la légitimité de cette tendance dirigiste prenait sa source autant dans un genre d'interprétation du kémalisme que dans les changements d'équilibre international dans la période post-11 septembre que dans les impasses même du moment « roll-out » du néolibéralisme qui sapaient depuis un certain temps « le nouvel ordre mondial » façonné sous l'hégémonie états-unienne.

En comparant les globalisations du XXI^e siècle et du XX^e siècle, Jan Nederveen Pieterse attire l'attention sur la substitution de l'axe global Nord-Sud de la dernière décennie par un nouvel axe Orient-Sud en plein essor. Selon Pieterse, les États-Unis, l'Europe et le Japon avaient pris la vague précédente de la mondialisation, notamment entre 1980 et 2000. Mais leurs dominations dans l'économie, dans le commerce, dans la finance et dans la sécurité sont aujourd'hui en train de disparaître : les règles établies par les États-Unis à travers le *Consensus de Washington* en économie, de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) en commerce, de l'étalon dollar et du *Fonds monétaire international* (FMI) en finance, de l'hégémonie militaire états-unienne en sécurité sont toutes mises à mal aujourd'hui⁶⁴. Les pactes commerciaux internationaux comme l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA), la *Coopération économique pour l'Asie-Pacifique*

⁶⁴ NEDERVEEN PIETERSE J. Globalization the next round: Sociological perspectives. *Futures*, 2008, Vol. 40, p. 707.

(APEC) et l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) qui avaient joué des rôles importants dans les années 1990 ont désormais perdu leurs positions dominantes face aux nouveaux pactes commerciaux établis entre les pays du Sud et de l'Est tels que la *Communauté économique des pays de l'Amérique du Sud* (MERCOSUR) élargie par la participation du Venezuela et du Cuba, et l'*Association des nations de l'Asie du Sud-Est* (ASEAN) en collaboration avec le Japon, le Corée du Sud et la Chine. Ces nouvelles collaborations entre les pays du Sud et de l'Est ont précisément affaibli les anciennes relations commerciales inégalitaires entre le Nord et le Sud ou le Centre et le Périphérie de façon telle que 43 % du commerce global des pays du Sud a déjà lieu dans l'espace intra-Sud.

Carolyn Whelan décrit cette nouvelle route commerciale de la sorte : « *[il] s'étend depuis le pouvoir industriel et les classes moyennes naissantes de la Chine, et depuis la puissance logicielle de l'Inde dans le Sud, jusqu'à la richesse minérale de l'Afrique du Sud, tête de pont pour le reste du continent africain, et à travers les océans Indien et Pacifique jusqu'à l'Amérique du Sud qui est riche en pétrole et aussi en minerais et fertile en agriculture* »⁶⁵. Une autre tendance de changement dans le même sens que la transformation des routes commerciales se manifeste en ce qui concerne les *Investissements directs à l'étranger* (IDE) : les flux d'IDE entre l'Union européenne, les États-Unis et le Japon (flux Nord-Nord) sont en baisse tandis qu'on observe ces dernières années une forte augmentation des flux vers l'Asie du sud-est et tout particulièrement à destination de la Chine. Cette dernière est devenue en 2004 la première destination pour les IDE à la place des États-Unis qui occupaient cette place depuis l'après-guerre.

Enfin, l'hégémonie américaine est remise en question de plus en plus par le monde non occidental depuis le 11 septembre. L'expression la plus concrète de cette objection fut la

⁶⁵ WHELAN C. Developing countries' economic clout grows. *International Herald Tribune*. (2004, le 10 juillet). Disponible sur: <http://virtual2002.tau.ac.il/users/www/61641/Reading%20Material/Economics/Developing%20countries.doc>

fondation de l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS). Cette organisation intergouvernementale qui est considérée comme contrepoids à l'OTAN regroupe six pays asiatique sous la direction de la Chine et la Russie. En outre, les pays tels que l'Iran et l'Inde à titre d'« observateurs» participent aux travaux de cette structure dont les acquis se placent essentiellement dans le domaine de la sécurité. Si on tient ainsi compte des tentatives d'établir les collaborations pour leurs sécurités des pays latino-américains à leurs tours, on peut prévoir que la multipolarité sera la règle au XXI^e siècle. Tous ces changements sont schématisés par Pieterse comme ci-dessous :

	Caractéristiques des années 1990	Caractéristiques des années 2000
Commerce	Domination du commerce Nord-Sud	Croissance du commerce Est-Sud
	Domination des pactes commerciaux sous la direction des Etats-Unis	ZLÉA, APEC, OMC, Cycle de Doha : dépassés ou dans l'impasse
	Tendance à des pactes régionaux ou globaux	Déplacement vers les traités bilatéraux de libre-échange dans le commerce Nord-Sud
Finance	Sous la domination du capital financier, enclin à la crise	La mise en réserve d'un surplus de dollar par des économies nouvellement industrialisées (NIE)
	Économies en développement sous la discipline du FMI & de la Banque mondiale	L'avertissement des Etats-Unis par le FMI pour le motif que ses politiques menacent la stabilité économique.
	Domination du dollar	Déclin du dollar à titre de monnaie de réserve mondiale
	Les Etats-Unis : Première destination pour les IDE	La Chine : Première destination pour les IDE
	Blocage du fonds monétaire asiatique	<i>Thai Bond Market Association</i>
	Domination des marchés financiers occidentaux	Nouvelles sources financières en dehors de l'occident
	Banques d'investissement	Gestion alternative, nouveaux instruments financiers
Institutions	FMI - Banque mondiale - OMC	Dépréciation des programmes de prêts du FMI (70 milliards de dollars en 2003, 20 milliards de dollars en 2006)
	Libéralisme social, réduction de la pauvreté	Dépréciation de la Banque mondiale
	Complexe « Wall Street – Trésor public- FMI »	Trésor public affaibli
	Le Consensus de Washington	Le Non-Consensus de (post)Washington
Hégémonie	Hégémonie dynamique et redresseur des Etats-Unis	Les Etats-Unis, coincés dans de nouvelles guerres, et en déficit
	« Eclatement des civilisations »	Riposte musulmane violente
	Sécurité sous tutelle des Etats-Unis	Nouveaux axes sécuritaires et nouveaux pôles

Tableau III : Tendances de la globalisation au XXI^e siècle

(Source : PIETERSE J. N. Globalization the next round: Sociological perspectives, *Futures*, 2008, Vol. 40, p. 714)

Le retour des pays asiatiques (particulièrement la Russie, la Chine et l'Inde) sur la scène globale en tant que superpuissances émergentes, résulte sans doute moins des politiques néolibérales que de leurs stratégies nationales de développement. Autrement dit, à

l'arrière-plan du miracle de ces pays, le rôle régulateur de l'État l'emporte toujours sur les dynamiques de marché.

Parmi ces pays, surtout la trajectoire de la Russie est la plus intéressante du point de vue des élites kémalistes parce qu'après avoir poursuivi des politiques de libéralisation et de décentralisation préconisée par les institutions globales de gouvernance dans la période postsocialiste sous la direction de Boris Eltsine, ce pays fit face en 1998 à une sérieuse crise économique. Cette crise a incontestablement été un moment important dans la prise de conscience des dynamiques nouvelles d'une économie financière globalisée, conduisant à une relecture critique des politiques préconisées durant les années 1990 et à une mise en cause directe du FMI et de son action⁶⁶.

À la suite de ces politiques, le réveil, pour surmonter la crise, et le raffermissement de l'État et ses compétences pour intervenir dans les marchés entraîna des taux de croissance inédits. Entre 1999 et 2005, la Russie connut une croissance économique moyenne supérieure à 6 % du fait de l'accompagnement des politiques de « nouveau centralisme » et de l'idéologie « dirigiste ».

Cette transformation est commentée par Vladimir Gelman de la sorte : *« Depuis le début des années 2000, la situation évolue dans le sens du Léviathan de Hobbes : la fragmentation du pays a été stoppée et inversée grâce à la restauration de l'autorité d'un État désormais centralisé. Après avoir perdu les leviers de contrôle pendant une décennie, le Centre domine aujourd'hui les régions en s'élevant au-dessus d'elles et en les absorbant. Mais à la différence du modèle de Hobbes, la souveraineté n'est pas déléguée « de bas en haut » sur la base d'un contrat social ; elle est créée par la victoire*

⁶⁶ SAPIR J. La crise financière russe d'août 1998, tournant de la transition en Russie? [En ligne] *Document de travail : N° 01-1 CEMI (EHES)*, 2001. 67 pages. Disponible sur : <http://cemi.ehess.fr/docannexe.php?id=966>

des dirigeants du Kremlin dans un 'jeu à somme nulle' et consolidée 'de haut en bas', sur la base d'un 'consensus imposé' »⁶⁷.

En effet, surtout après le processus de recentralisation des années 2000, il s'est formé en Russie, selon la conceptualisation de Sheila M. Puffer et Daniel J. McCarthy, un « *state-managed, network capitalism* » qui consiste en la coexistence de trois formes de réseaux, basées sur le capitalisme de marché, sur le capitalisme de « siloviki »⁶⁸ et sur le capitalisme oligarchique, ayant des relations respectives entre eux, le tout vivant dans le milieu tentaculaire de l'État⁶⁹.

Mais comme de nombreuses recherches le soulignent, le pilier des « siloviki » l'emporte sur les autres réseaux soit au Kremlin soit dans les secteurs clés de l'économie russe de telle façon que les membres des « siloviki » occupent à la fois les positions importantes au Kremlin et dans le gouvernement et les conseils d'administration des entreprises publiques et des entreprises privatisées⁷⁰. C'est pourquoi en partant du poids de la fraction des « siloviki » dans les processus de prise de décision, le régime politique en vigueur en Russie est qualifié de « militocratie » par Olga Kryshтанovskaya et Stephen White⁷¹.

La notion de « militocratie » reprise par Kryshтанovskaya et White fut élaborée pour la première fois en 1954 par Stanislav Andreski, sociologue polono-britannique, dans son travail *Military organization and society*. Selon Andreski, la militocratie qui constitue

⁶⁷ GELMAN V. Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000. *Critiques internationales*, 2007, Vol. 1, n° 34, p. 123.

⁶⁸ Les « siloviki » (« silovik » au singulier) sont les élites russes, dont beaucoup issus de l'armée, de la police ou bien des services de renseignement. Politiquement, les « siloviki » apparaissent comme la composante « étatiste » (favorable au contrôle de l'État sur l'économie) au sein du gouvernement et de la bureaucratie russe.

⁶⁹ PUFFER S. M., MCCARTHY D. J. Can Russia's state-managed, network capitalism be competitive? Institutional pull versus institutional push. *Journal of World Business*, 2007, Vol. 42, p. 4.

⁷⁰ BREMMER I., CHARAP S. The Siloviki in Putin's Russia: Who They Are and What They Want. *The Washington Quarterly*, 2006-2007, Vol. 30, n° 1, p. 85.

⁷¹ KRYSHтанOVSKAYA O., WHITE S. Putin's Militocracy. *Post-Soviet Affairs*, 2003, Vol. 19, n° 4, p. 289-306.

une des quatre expressions du militarisme signifie « *la présence d'une influence excessive et d'une intimidation des militaires sur les autorités civiles* »⁷².

La renaissance du dirigisme kémaliste – ou du néo-kémalisme — après les années 2000 était sans doute inspirée des expériences de ces nouvelles superpuissances émergentes, surtout celle de l'expérience particulière de la « militocratie » russe. D'une part, les pressions politiques de l'Union européenne (UE) concernant la question kurde, arménienne et chypriote ainsi que l'ajournement récurrent de l'adhésion de la Turquie à l'UE, d'autre part, l'émergence de la probabilité de la fondation d'un État kurde au nord de l'Irak après l'occupation des États-Unis, et enfin l'ascension inévitable, du moins dans le système parlementaire, de l'AKP firent un effet de l'« après-coup »⁷³ auprès des cadres kémalistes civiles et militaires : ils concevaient la période parcourue en l'identifiant avec les dernières années de l'Empire ottoman : sous l'occupation de l'ennemi, dirigée par le sultan – à la fois calife — « traître » et le peuple dans l'« ignorance », inapte à distinguer le vrai et le faux, etc. Dans ce « tableau sombre », l'axe eurasiatique était considéré comme une échappatoire.

Dans le livret intitulé *Sur la restructuration de l'État*, saisi lors de l'opération contre l'organisation putschiste clandestine, surnommée « Ergenekon », les objectifs du mouvement se résumaient de la sorte :

⁷² ANDRESKI S. *Military Organization and Society*. Berkeley ; Los Angeles : University of California Press, 1968. En 1992, à travers la comparaison des militarismes européens avec des militocraties latino-américaines ou africaines, Andreski distinguait le second du premier en constatant que s'il s'agit pour la militocratie d'une domination gouvernementale des militaires – particulièrement de l'armée — sur l'autorité civile, dans le cas du militarisme il s'agit de la militarisation de toute la société – c'est-à-dire la préparation de la nation à la guerre par l'inculcation des vertus militaires et des attitudes guerrières. De cette manière, Andreski en conclut que le militarisme existait en Europe, par exemple, à l'aube des deux guerres mondiales, mais sans avoir des gouvernements militocratiques. À l'inverse, bien qu'il existât plusieurs gouvernements militocratiques dans les pays d'Amérique latines, ceux-ci ne reposaient pas, dans la plupart de cas, sur la militarisation de la société. Pour cette distinction : voir ANDRESKI S. *Wars, Revolutions and Dictatorships - Studies of Historical and Contemporary Problems from a Comparative Viewpoint*. Londres : Routledge, 1992, p. 179-180

⁷³ Freud emploie le terme de « l'après-coup » pour marquer le remaniement après coup par le psychisme d'événements passés, ce qui leur confère « un sens et même une efficacité ou un pouvoir pathogène ». Voir LAPLANCHE J., PONTALIS J.-B. *Vocabulaire de la psychanalyse*. Paris : PUF, 2004, p. 34

- (a) *Réorganiser la souveraineté d'État de la République de Turquie et les mécanismes indépendants de processus décisionnel et les baser sur le peuple,*
- (b) *Pour améliorer et consolider le pouvoir de sanction des Forces armées turques et pour la rendre indépendante face aux puissances du monde ; partant de la notion de « défense nationale totale » de manière à se reposer sur la mobilisation de toutes les ressources de Turquie, y compris les ressources humaines, fonder une organisation spéciale de guerre et une organisation indépendante de renseignement, accélérer la construction d'une industrie de la défense nationale, mettre fin à la dépendance de la Turquie aux importations d'arme de certains centres et à ce propos diversifier les fournisseurs,*
- (c) *Conformément aux deux premiers articles, ranimer la politique étrangère régionale d'Atatürk et de façon à obtenir le soutien du nouvel axe de pouvoir représenté par la Russie, la Chine et l'Inde en Asie développer les politiques aptes à répondre à la menace d'un nouveau Sèvres venant de l'Ouest. Pour effectuer ces trois tâches, il est essentiel que soient réorganisés les mécanismes indépendants de processus décisionnel de la nation. Une politique étrangère se concentrant sur la région et sur le choix de l'Eurasie créerait un environnement international pour une telle politique⁷⁴.*

On ne saurait peut-être jamais les rapports réels entre les cadres supérieurs de l'État-major des forces armées et cette organisation clandestine dont parmi les présumés membres il y a plusieurs généraux en retraite. Mais ce qui est évident, c'est que cette dernière a exercé une influence précise sur le climat idéologique du pays lors des privatisations – surtout entre 2002 et 2007 — qui se conclurent, sauf quelques exceptions,

⁷⁴ Voir SARP I., Pentagon kurdurdu [En ligne] *Star*, (2006, le 27 mai) Disponible sur : <http://www.stargazete.com/politika/ergenekon-gercegi-2-51510.htm>

par l'obtention des entreprises publiques dites stratégiques par des groupes « de confiance » selon les critères en vigueur depuis la fondation de la République. Une autre dimension remarquable de ce processus était l'insistance de l'OYAK pour emporter l'adjudication d'Erdemir, géant sidérurgique du pays, et la centralité de la sidérurgie pour l'industrie de la défense.

Enfin, il faut aussi ajouter que le seul message de soutien international aux inculpés de l'affaire Ergenekon fut transmis par Alexandre Douguine, fondateur russe du courant dit « néo- Eurasisme »⁷⁵. Bien qu'il soit actuellement dans l'opposition sur la scène politique russe, ses idées eurasistes ont une influence certaine, et elles ont séduit de larges franges du personnel politique et militaire, ainsi que des membres issus des « siloviki » de l'entourage de Vladimir Poutine⁷⁶.

Pour conclure, on peut constater que les privatisations des années 2000 ont eu lieu en Turquie dans un milieu où se confrontent non seulement les dynamiques de marchés et les cadres bureaucratiques, mais aussi deux modèles de capitalisme en concurrence à l'échelle mondiale : le « néolibéralisme constructive et glocaliste » et le « dirigisme eurasiste ». Dans le cas de la Turquie, le premier fut soutenu particulièrement par le patronat « musulman » des petites et moyennes entreprises en essor depuis les années 1990, dont le représentant sur la scène politique était l'AKP, et le second par les

⁷⁵ Les eurasistes se démarquent des nationalistes classiques et des slavophiles par leurs approches supposant que l'identité russe est née d'une fusion originale entre les éléments slave et turco-musulman et que la Russie constitue un « troisième continent » situé entre l'Occident et l'Asie. Selon le néo- Eurasisme de Douguine, « *la civilisation thalassocratique, anglo-saxonne, protestante, d'esprit capitaliste, serait irréductiblement opposée à la civilisation continentale, russe- eurasienne, orthodoxe et musulmane, d'esprit socialiste. L'Occident, là où le soleil se couche, représente le déclin, la dissolution. L'Eurasie représente la renaissance, c'est le pays des dieux, puisque c'est là que le soleil se lève* ». DOUGUINE A. *Le prophète de l'Eurasisme*. Lucan ; Paris : Avatar, 2006, p. 15-16.

⁷⁶ On peut quand même établir un parallèle entre le déroulement des relations entre Poutine et Douguine et entre l'État-major et l'Ergenekon. À la fois Poutine et l'État-major des forces armées turques profitent apparemment de l'existence des courants eurasistes et anti-occidentalistes pour légitimer leurs pouvoirs disproportionnés aux yeux du monde occidental aussi bien qu'à celui des dissidents domestiques. En d'autres termes, ils poursuivent apparemment des politiques de contrepoids sous la menace d'« il y a pire que le pire ».

cadres supérieures de la bureaucratie militaire et civile avec le soutien *ipso facto* du patronat des grands conglomérats industriels.

CHAPITRE II

Un programme de privatisation, plusieurs « affects » auprès des « personnes morales »

La mise en pratique du programme de privatisation en Turquie remonte à 1986. Alors que l'adoption du premier règlement juridique (Loi n° 2983) sur la privatisation daté du 29 février 1984 et que la première vente est réalisée en 1986, l'exécution des pratiques prévues dans le programme de privatisation avance très lentement, du moins jusqu'aux années 2000.

Entre les années 1986 et 2000, seules quelques petites et moyennes entreprises publiques avaient pu être privatisées, n'engendrant qu'un revenu de 4,6 milliards de dollars américains. La faiblesse de cette somme est manifeste quand on la compare avec celle des pays d'Amérique latine où l'adoption des programmes de privatisations correspondait quasiment aux mêmes années que la Turquie : entre les années 1990 et 2000 les gains dus aux privatisations s'élevèrent à 72 milliards de dollars au Brésil, 25 milliards de dollars au Mexique et 23 milliards de dollars en Argentine⁷⁷.

La lenteur et la faiblesse des gains dus aux privatisation en Turquie furent longtemps considérés comme le résultat d'une situation propre aux pays dont le système politique est fragmenté entre différents acteurs et ayant une tradition bien établie d'intervention de l'État⁷⁸. Cette optique supposait en général que le retard de ce processus résultait des conflits interinstitutionnels issus de différentes fractions de la bureaucratie d'État : par exemple les conflits entre les institutions tels que La Cour constitutionnelle ou Le Trésor public fondés pendant la période de l'ISI (Industrialisation par la substitution

⁷⁷ *Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 1999-2000*. New York : United Nations Publications, 2000.

⁷⁸ Par exemple voir ERCAN M., ÖNIS Z. Turkish Privatization: Institutions and Dilemmas. *Turkish Studies*, 2001, Vol. 2, n° 1, p. 109-134.

d'importations) et les institutions comme l'Administration de Privatisation dont la fondation succède à l'adoption des politiques néolibérales.

En bref, pour les tenants de cette approche, le retard des privatisations est majoritairement à mettre sur le compte de la difficulté de la restructuration de l'État dans des pays récemment industrialisés comme la Turquie et qui sont ainsi marqués par le manque de la démocratie dans les processus de gestion.

Mais la faiblesse relative de ces propositions fut démontrée par les faits : à partir des années 2000, sans que les conflits entre les diverses institutions bureaucratiques ne soient définitivement terminés, ni le pays que ne fasse un bond extraordinaire en terme d'industrialisation, ni non plus que la démocratie ne soit implantée irrémédiablement dans tous les domaines de la gestion, les privatisations furent mises en œuvre successivement. Les gains de privatisation qui correspondaient à une somme de 4,6 milliards de dollars entre les années 1986 et 2000, passèrent, en 2008, à 34,1 milliards dollars. De plus, sur ce total, 24,6 milliards de dollars furent obtenues entre 2005 et 2008 (Voir Figure I).

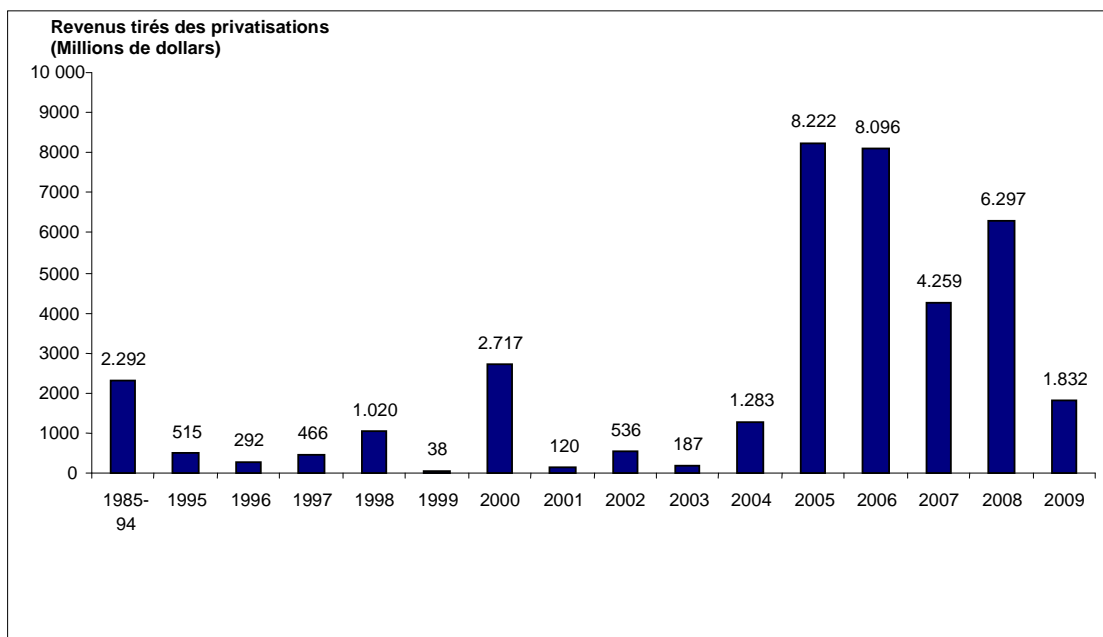


Figure I : Privatisations en Turquie (1985-2009)

Donc, pour mieux « situer » les diversifications d'opinion et d'action des ouvriers en matière des privatisations, il faut regarder de plus près la mise en vigueur du processus de privatisation en Turquie. Cela permettra de saisir à la fois les raisons du retard de 14 ans et les aspects fondamentaux de la spécificité du capitalisme et de l'État turc, mais aussi la polarisation de la société sur la base de distinctions idéologico-politique de plus en plus aiguë, surtout depuis les années 2000, affectant synchroniquement celle du monde ouvrier.

A) Les privatisations comme « lutte de classes »

Les privatisations n'ont lieu nulle part dans le monde sans engendrer des polarisations idéologiques et politiques : la question des privatisations – ainsi que celle des « nationalisations » —, représente tout au long de l'histoire du capitalisme, pour reprendre l'expression de Heidrun Abromeit⁷⁹, « le football de la politique » dont les principaux « adversaires » changent de place selon le temps et le lieu, plus particulièrement selon la position conjoncturellement occupée par l'acteur concerné dans les rapports de pouvoir. On connaît ainsi des exemples d'interruption des privatisations par les partis d'opposition de « droite » alors que leurs agendas politiques les prévoient, de même qu'elles sont parfois exécutées avec détermination par des partis de « gauche » dont les lignes d'action, normalement, ne les incluent pas.

Malgré tous ces va-et-vient — et parfois en engendrant des actes de pillages des richesses à travers des « privatisations à la russe » surtout dans des pays postsocialistes en

⁷⁹ ABROMEIT H. Privatisation in Great Britain. *Annals of Public and Cooperative Economics*, 1986, Vol. 57, n° 2. p. 153-179.

transition⁸⁰ —, la dénationalisation des entreprises publiques s'est en grande partie accomplie dans le monde entier entre les années 1985 et 2000.

Quant à la Turquie, à l'inverse de la tendance global, c'est à partir de l'an 2000 qu'eurent réellement lieu les privatisations des grandes entreprises publiques dites « stratégiques ». Autrement dit, bien qu'il s'agissait de la dénationalisation des entreprises publiques à petite ou moyenne échelle dans les secteurs tels que le ciment ou le textile ainsi que les ports et les centrales électriques avant l'an 2000 et que s'épanouissait une nouvelle fraction patronale « quasi mafieuse » dans cette période grâce aux privatisations, pour ainsi dire, « à la russe », il serait faux de parler d'un processus de privatisation d'envergure avant le tournant des années 2000.

Mais il faut aussi indiquer que, même après 2000, les privatisations prévues ne se déroulèrent pas sans heurts ; les motifs les ayant retardés pendant 14 ans n'ayant pas disparus. C'est pourquoi, en regardant de plus près le déroulement de la procédure de privatisation à travers quelques exemples concrets, on pourra mieux comprendre les enjeux des conflits qui opposent tout d'abord les fractions des couches dominantes du pays, puis le reste de la société.

a) Première phase de la lutte : Elimination des groupes triomphants des privatisations des années 1990

En 2000, la privatisation de *PO (Petrol Ofisi)*, premier distributeur local de carburants du pays, marquait l'ouverture « effective » du processus de privatisation en Turquie. En fait, la préparation à la privatisation de *PO* remontait à 1983 lorsque la compagnie devint une

⁸⁰ Mais il est évident que les pillages et les corruptions dus aux opérations de privatisation étaient aussi à l'ordre du jour des pays occidentaux dits développés. Par exemple, comme David Hall le souligne, en Grande-Bretagne, il y eut, seulement pour l'année 1996, 130 procès ouverts contre des politiciens pour fraude dans le secteur public –surtout apparues lors des privatisations. Cette situation serait l'une des plus importantes raisons de la défaite des conservateurs aux législatives de 1997. Simultanément, en France on a témoigné –et on en témoigne encore- de nombreux procès lancés contre les corruptions liés aux opérations de « gestion déléguée » aux sociétés privées du service public local. Voir HALL D. Privatisation, multinationals, and corruption. *Development in Practice*, Vol. 9, n° 5, 1999, p. 539-556.

société anonyme. Inscrit dans le programme de privatisation en 1990, 51 % des actions de PO furent mis en vente en 1998.

Dans le cadre de cette adjudication de 1998, l'offre la plus haute (1 160 millions de dollars) fut proposée par le consortium d'*Akmaya-Orteks* fondé par *Garipoglu Corporate Groupe* qui avait déjà obtenu la *Sumerbank*⁸¹ lors de l'enchère de privatisation en 1995. Mais, le *Haut Conseil de Privatisation* qui se tint sous la présidence de Mesut Yilmaz, premier ministre et président de l'ANAP à l'époque, élimina le consortium du *Garipoglu Corporate Groupe*, et décida de céder PO au consortium qui se trouvait au troisième rang.

En 2003, lors de l'interpellation auprès de la *Commission de la recherche des corruptions de l'Assemblée nationale*, l'ancien premier ministre Mesut Yilmaz défendit cette décision ainsi : « À l'époque, nous nous étions renseignés auprès du MIT (*Organisation du renseignement national*) et de la *Préfecture générale de Police*. Il s'agissait de renseignements très importants. Il [Hayyam Garipoglu, le président du *Garipoglu Corporate Groupe*, C.Ö.] avait des crimes de toute sorte. Il n'était pas un homme correct. C'est pour ce motif que nous ne lui avons pas cédé PO. »⁸²

En fait, on savait que Hayyam Garipoglu avait des rapports cordiaux avec Alaaddin Çakici⁸³, dont le nom était évoqué fréquemment pendant l'« Affaire de Susurluk »⁸⁴. D'ailleurs, l'enrichissement rapide de Garipoglu correspondait notamment à la période où

⁸¹ En tant que banque et compagnie publique industrielle, *Sumerbank* avait été fondé par la directive de Mustafa Kemal en 1932. *Sumerbank* fut longtemps considérée comme le symbole du programme du développement économique de type dirigiste attribué au kémalisme.

⁸² 'Mesut Yilmaz 5.5 saat anlatti' [en ligne], *Radikal*, (2003, le 14 juin). Disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=78300>

⁸³ Alaaddin Çakici est l'un des chefs de la mafia turque. Après avoir commencé sa « carrière » au sein des Loups gris, une organisation turque d'extrême droite particulièrement violente, Çakici est toujours resté à la disposition de divers trafics tout en bénéficiant de l'appui de certains secteurs des services secrets turcs.

⁸⁴ En novembre 1996, un accident de la circulation à Susurluk (petite ville d'Anatolie occidentale) avait en effet dévoilé la complicité entre un mafioso d'extrême droite, un député du DYP (Parti de la juste voie, alors l'une des parties prenantes de la coalition gouvernementale) et un chef de police. Cette affaire avait déclenché un vaste mouvement social de protestation (la campagne « une minute d'obscurité pour la clarté totale »), récupérée par les puissants médias et encouragée discrètement par l'armée.

le DYP (le Parti de la juste voie) de Tansu Çiller était, soit au gouvernement, soit faisait partie de la coalition gouvernementale. C'était une période où s'épanouissait synchroniquement la « bande de Susurluk » dont « la légitimité » reposait, pour les tenants de cette organisation, sur le thème idéologique de « la guerre contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ».

Au premier regard, le blocage de la vente de *PO* à une société qui était suspectée d'avoir des rapports obscurs avec une bande illégale pourrait être considéré comme correct. Mais le déroulement des faits a montré que le but de cette opération n'était pas aussi simple. La candidature du groupe *Dogus*⁸⁵, qui avait fait la seconde offre la plus élevée dans l'adjudication, fut écartée par le *Haut conseil de Privatisation* en faveur du candidat au troisième rang, c'est-à-dire le consortium composé de l'*Is Bankasi* (*Is Bank*)⁸⁶, du *Bayindir Holding*⁸⁷, du *Park Holding* et du *PUIS* (Syndicat des employeurs du secteur des produits pétroliers).

Grâce à une interview que Kamuran Çortuk, le chef de la direction du *Bayindir Holding*, donna à *Hurriyet*, nous comprenons que la participation de l'*Is Bankasi* au consortium en question avait eu lieu seulement deux jours avant l'adjudication, lors des négociations de

⁸⁵ Le *Dogus Holding* (Groupe *Dogus*) est un des trois plus grands conglomérats du secteur privé en Turquie, avec un portefeuille de 50 sociétés réparties dans divers secteurs d'activité tel que la finance, l'automobile, la construction, le tourisme et les médias. Quant au positionnement du groupe vis-à-vis de la politique, depuis que Ferit Sahenk remplace en 2001 son père Ayhan Sahenk, à la tête du *Groupe Dogus*, on observe que les relations du conglomérat avec l'AKP se développent sur un axe coopératif mais bien évidemment sans se distancier trop de l'armée.

⁸⁶ Fondé le 26 août 1924 à la suite de la directive de Mustafa Kemal, *Is Bankasi* fut la première banque privée de la République. En tant que fondateur de la banque, Mustafa Kemal avait légué ses propres actions, juste avant son mort, au Parti républicain du peuple – au CHP. Alors que le CHP ne bénéficie pas de revenus de ces actions, il conserve un pouvoir exécutif sur l'administration de la banque.

⁸⁷ Le *Bayindir Holding* qui fut un élan après sa fondation au début des années 1980 par ses activités dans les secteurs du tourisme, de la finance et de la construction, appartenait à Kamuran Çortuk, l'un des trois personnages connus pour leur proximité avec Suleyman Demirel. Demirel était un homme d'État de centre droit qui dirigea sept fois le gouvernement (entre 1965 et 1993) et fut le neuvième président de la République (après la mort d'Ozal, entre 1993 et 2000). Avant d'être élu à la présidence de l'État, il avait cédé son poste de président du Parti de la juste voie (le DYP) à Tansu Çiller avec qui il se fâchera par la suite. Quant à Kamuran Çortuk et son holding, on constata la fin de sa période de prospérité après la retraite de Demirel de son poste de président de l'Etat.

sûreté financière entre les parties⁸⁸. Le déroulement du processus dévoile que la raison pour laquelle l'*Is Bankasi*, dont 28 % des actions appartiennent depuis sa fondation au CHP (le Parti républicain du peuple), rejoignit le consortium deux jours avant l'adjudication portait apparemment sur un motif négatif. Car, le rejet de *Is Bankasi* d'assurer à ses partenaires (c'est-à-dire à *Bayindir Holding* et à *Park Holding*) le financement nécessaire pour l'achèvement de la vente⁸⁹ constitua la première raison de l'annulation de l'adjudication ainsi que des clauses inédites dénoncées, après la mise à terme de l'enchère, par le *Conseil de la concurrence* pour les propriétaires potentielles de l'entreprises⁹⁰. Enfin, malgré l'intention de l'*Administration de privatisation* de céder 51 % des actions de *PO* à l'un de ces trois consortiums, cette adjudication fut annulée en raison des interventions du *Haut conseil de Privatisation* et du *Conseil de la concurrence* ainsi que l'entrave créée par *Is Bankasi* d'assurer le crédit nécessaire à ses partenaires.

Pour mettre définitivement hors jeu le *Garipoglu Corporate Groupe* ; en vertu d'une décision du *Conseil des ministres* datant de 21 décembre 1999, la Sumerbank qui appartenait alors à ce groupe, fut cédée au *Fonds d'assurance des dépôts d'épargne* (le TMSF). Par la suite, cette banque, héritage de Mustafa Kemal, fut vendue en 2001 par le TMSF avec un prix symbolique (50 milliards de livres turques, c'est-à-dire à peu près moins de cent mille de dollars)⁹¹ à *OYAK Holding*, conglomérat établi après coup d'État de 1960 à l'initiative de l'armée turque en tant qu'« institution d'entraide » pour les

⁸⁸ ERK N. 'Çöörtük: Yasalara uyduk Petrol Ofisi'ni Aldık' [en ligne]. *Hürriyet*, (1998 le 23 juillet). Disponible sur : <http://webarsiv.hurriyet.com.tr/1998/07/23/57039.asp>

⁸⁹ Selon la nouvelle publiée par *Hürriyet*, en résultat de l'objection de quatre membres d'issu du CHP, le comité de direction de la banque a rejeté d'assurer le montant dont les deux holdings avaient besoin. Voir : SEVINÇ S. Petrol Ofisi'ni alanlar parayı denklestiremiyor [En ligne]. *Hürriyet* (1998, le 8 octobre). Disponible sur : <http://webarsiv.hurriyet.com.tr/1998/10/08/70782.asp>

⁹⁰ Pendant le déroulement de l'adjudication, *Le conseil de la concurrence* (Rekabet Kurulu) a prévenu l'*Administration de privatisation* (l'OIB) de ne pas céder le 51 % des actions de PO sans sa permission. Après avoir résisté un certain temps à cette demande, l'OIB a du faire une demande auprès du *Conseil de la concurrence*. Tenu le 30 juillet 1998 le *Conseil* a déclaré cinq nouvelles clauses telles que la continuation de la représentation de l'Etat dans la comité de direction avec droit de veto jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle réglementation légale relative aux oléoducs de l'Armée; l'obligation faite à la direction de PO de tenir au courant le Conseil concernant les modifications de prix ; l'exigence d'avoir pris la permission du Conseil avant la vente des actions, etc.

⁹¹ Il faut évoquer que cette banque avait été achetée par Garipoglu à 110 millions de dollars en 1995.

membres et ex-membres de l'armée et actuellement dirigé par un comité de direction composée de huit membres dont cinq sont originaires de l'armée⁹².

Quant à la privatisation de *PO*, 51 % des actions de la société furent remis aux enchères le 3 mars 2000 et cédées sans problème au consortium de l'Investissement pétrolier d'*Is-Dogan*, arrivé au premier rang de la deuxième adjudication. Cette fois-ci, ni *l'Is Bankasi* ne ferait obstacle à son partenaire *Dogan Holding*⁹³ en termes de financement, ni le *Conseil de la concurrence* n'insisterait sur les clauses dénoncées par lui-même au cours de l'adjudication de 1998⁹⁴.

Un deuxième exemple qui va dans le même sens que celui de la privatisation de *PO* est celui de l'adjudication de privatisation de *Petkim*, en 2003. Lors cette adjudication, l'offre la plus élevée (605 millions de dollars) avait été proposée par la société *Standart Kimya* qui appartenait au groupe d'*Uzan*⁹⁵. Mais, juste une semaine après la mise en œuvre de cette adjudication qui devait se solder par la vente de la société pétrochimique au *Groupe Uzan*, le Ministère de l'Énergie, alors sous le gouvernement d'AKP (Parti de

⁹² HÜR A. Oyak Holding ve TSK [en ligne], *Yeni Şafak* (2007, le 21 juin). Disponible sur : <http://www.yenisafak.com.tr/yorum/?i=51484>

⁹³ Le *Dogan Holding* avait été fondée le 22 septembre 1980 par Aydin Dogan qui avait déjà obtenu un succès commercial en tant que l'un des concessionnaires du *Koç Holding*, le plus puissant holding de la Turquie, dans les années 1970. *Dogan Holding* est aujourd'hui leader en Turquie dans le domaine pétrolier et les médias. La famille Dogan est devenue l'un des plus puissants acteurs du grand capital, d'une part, à travers des mariages dans la haute bourgeoisie (les membres de la famille Dogan se sont mariés avec les membres des grandes familles bourgeoises telles que la famille Sabancı ou la famille Boyner) et d'autre part, avec la puissance dans les médias qu'elle représente. Arzuhan Dogan Yalçındag, une des filles d'Aydin Dogan, est, depuis 2007, la présidente du conseil d'administration du TÜSIAD (L'Association des industriels et des entrepreneurs de Turquie) qui est considéré comme le club des grands patrons.

⁹⁴ Par exemple, la clause qui oblige la continuation de la représentation de l'Etat au moins cinq ans dans le comité de direction de *PO* fut pratiquement négligée après la privatisation.

⁹⁵ Le *Groupe Uzan* était l'un des conglomérats dont la fortune se développa rapidement à travers des contrats attribués au groupe par les gouvernements au cours des années 80 et aussi par le biais des privatisations emportées par le groupe lors des années 90. Ainsi, l'évolution du *Groupe Uzan* ressemble à celle du *Garipoglu Corporate Group* ou du *Bayindir Holding* ainsi que plusieurs autres « nouveaux riches » des années 1980. Mais à la différence de ceux-ci, le *Groupe Uzan* a mené des politiques agressives à travers son propre groupe de média contre les gouvernements postérieurs à celui de l'ANAP. Au tournant des années 2000, en observant la fin « malheureuse » des « nouveaux riches » des 1980, Cem Uzan, chef de la direction du groupe, s'est lancé dans la politique à la veille des législatives de 2002. Son parti, le « Parti jeune » (le GP), avec une idéologie populiste et des thèmes anti-américain et nationaliste a obtenu un bon résultat avec 7,25 % des votes. C'est dans ces circonstances que le *Groupe Uzan* participa à l'adjudication de *Petkim* en 2003.

la justice et du développement), a nationalisé les centrales électriques du *Groupe Uzan* telles que *Çukurova Elektrik* et *Kepez Elektrik* dont les actions avaient été déjà achetées par le groupe en 1993 lors de privatisations⁹⁶. Dans ces circonstances, le *Groupe Uzan* n'a pas pu régler ses engagements concernant la privatisation de *Petkim* et le processus s'acheva par l'annulation de la vente et l'ouverture d'une seconde adjudication pour la privatisation de cette société pétrochimique en 2007.

Ces deux exemples montrent ostensiblement que l'enjeu du conflit autour des privatisations dépasse le cadre d'explication portant simplement sur les tensions interinstitutionnelles ou sur les défauts du cadre juridique vis-à-vis de la transformation socio-économique en cours. Car, la question principale des privatisations fut, dans le cas de la Turquie, « à qui céder » l'entreprise publique « stratégique » en privatisation, et la centralité de cette question engendrait (a) dans l'absence d'un candidat « correct » l'ajournement des privatisations en invoquant des lacunes juridiques comme c'était le cas jusqu'aux années 2000 (b) dans la présence d'un « faux » candidat, comme on le constate surtout dans les premières années des 2000, la création des motifs « légitimes » — de telle ou telle manière — pour annuler l'adjudication et former un candidat « correct » pour la prochaine adjudication. Dans ce cas-là, une autre question se pose : « qui détermine qu'un candidat est « correct » ou « faux » ?

Nous savons que cette « autorité » n'est pas l'*Administration de privatisation* qui n'a apparemment jamais d'autre objectif que de mener à bien le programme de privatisation le plus vite possible. Quant au *Conseil de la concurrence*, fondé avec le statut d'« autorité administrative indépendante » en 1997 du au processus d'entrée de la Turquie dans l'*Union douanière européenne*, cette institution, du moins sur le papier, indépendante du gouvernement ainsi que des groupes d'intérêts semble faire partie du jeu de « deux poids,

⁹⁶ Il ne faut pas oublier que ces opérations menées par les gouvernements contre certains groupes n'étaient jamais ni sans fondement juridique ni totalement injuste. Mais ce qui importe à l'égard de notre discussion c'est la mise en place d'une politique de « deux poids, deux mesures » dans le timing et dans le choix de la cible des opérations.

deux mesures » lors des adjudications de *PO* en 1998 et en 2000⁹⁷. Une même attitude est valable pour ce qui est du *Haut conseil de Privatisation*⁹⁸ qui avait mené une politique du « double standard » durant la privatisation de *PO*. D'ailleurs, depuis l'interpellation de Mesut Yılmaz, le premier ministre à l'époque, auprès de la *Commission de la recherche des corruptions de l'Assemblée nationale* nous savons que les institutions comme le *MIT (Organisation du renseignement national)* et la *Préfecture générale de Police* dont les domaines d'activité principaux, au moins sur le papier, ne sont ni politique ni économique intervinrent effectivement dans le processus.

En reprenant le constat de l'économiste John Kay suite à l'affaire *Enron*⁹⁹, « *Government is usually a company's most effective ally in keeping competitors out* »¹⁰⁰, on pourrait dire en premier lieu que ces premières adjudications des entreprises publiques dites stratégiques (de *PO* et de *Petkim*) s'achèvent précisément en faveur de certains groupes ayant des liens plus étroits avec les autorités alors au pouvoir tandis que la majorité des candidats vaincus finit par être effacée de l'espace économique, ou du moins par devenir des acteurs faibles et discrédités. Mais cette première conclusion est encore loin d'éclaircir l'originalité des privatisations, pour ainsi dire, « à la turca » ayant des effets à la fois idéologiques et politiques et exerçant une influence précise sur les clivages ouvriers.

⁹⁷ Le *Conseil de la concurrence* qui a pour objectif de faire fonctionner les forces du marché et de garantir le respect des règles de la concurrence fut critiqué de ne pas être suffisamment indépendant de la politique et des groupes d'intérêts comme d'autres « hauts conseils » indépendants fondés presque dans les mêmes années dans le but d'établir la « bonne gouvernance » dans le pays. Par exemple, selon un chroniqueur de tendance libérale, les hauts conseils deviennent en Turquie « camouflage d'Etat » en reproduisant les dispositifs de l'« économie de la rente » ainsi que l'« idéologie de la sécurité nationale » et les « politiques nationales ». Voir : BAYRAMOGLU A. Üst kurullar meselesi [En ligne], *Yeni Safak* (2003, le 13 septembre). Disponible sur : <http://yenisafak.com.tr/arsiv/2003/eylul/13/abayramoglu.html>

⁹⁸ Le *Haut Conseil de Privatisation* se compose du Premier Ministre, du Premier Ministre Adjoint, du Ministre d'Etat nommé par le Premier Ministre, du Ministre d'Etat chargé de la privatisation, du Ministre de Finances et du Ministre de l'Industrie et du Commerce.

⁹⁹ Enron qui fut l'une des plus grandes entreprises américaines par sa capitalisation boursière, fit faillite, en décembre 2001, en raison des pertes occasionnées par ses opérations spéculatives sur le marché de l'électricité.

¹⁰⁰ KAY J. Look and learn from Enron [En ligne], *Financial Times* (2002 le 9 avril). Disponible sur : <http://www.johnkay.com/2002/04/09/look-and-learn-from-enron/>

b) Seconde phase de la lutte : Grand règlement de compte

Pour avancer dans l'analyse, il faut donc prendre en considération les privatisations mises en œuvres pendant la période du gouvernement de l'AKP, car 72,2 % de la somme totale des gains suites aux privatisations, c'est-à-dire 24,6 milliards de dollars, furent obtenus entre les années 2005 et 2008 sous la direction de ce parti dont la ligne idéologico-politique fait toujours l'objet de controverses autant en Turquie que dans le monde entier.

Commençons par le cas de la privatisation de *Tüpras* : la première l'adjudication pour la « vente en bloc » des 65,76 % des actions publiques de *Tüpras*, septième raffinerie européenne, possédant quatre sites de raffinage, tous localisés en Turquie, a eu lieu le 13 janvier 2004.

Parmi deux consortiums celui de *Zorlu-Tafnet (Efremov Kautschuk GMBH)*, qui proposa une offre de 1 302 millions de dollars – contre la proposition de 1 216 millions de dollars du *Groupe d'entreprise d'Anadolu* - emporta l'adjudication. Le partenaire turc de *Tafnet*, sixième compagnie pétrolière russe, était *Zorlu Holding*, ancienne société commerciale de textile fondée en 1953. *Zorlu Holding* était considéré comme l'un de plus puissants des « tigres anatoliens »¹⁰¹ dont la caractéristique était de s'être développé surtout après les années 1980 lorsque la Turquie a changé sa stratégie de développement industriel en substituant le modèle orienté vers l'exportation au modèle de l'ISI. Mais le trait le plus distinctif du conglomérat était d'avoir des liens étroits avec l'AKP, alors au gouvernement.

Malgré les confirmations successives de l'*Administration de privatisation* et du *Conseil de concurrence* pour la vente des participations publiques du *Tüpras* au consortium

¹⁰¹ Les « tigres anatoliens », par analogie avec les tigres asiatiques, dont la plupart sont issus de la région centrale économiquement la plus pauvre et culturellement la plus conservatrice, du moins jusqu'aux 1980, de Turquie, sont composés d'industriels et commerçants remarquables par leurs activités d'exportation sur le marché européen et mondial.

concerné, l'achèvement du processus fut perturbé cette fois-ci par le procès intenté par le syndicat ouvrier Petrol-Is, majoritaire dans l'entreprise.

Les motifs principaux pour lesquels le syndicat ouvrier avait plaidé auprès du Tribunal administratif d'Ankara (Ankara Idari Mahkemesi), étaient l'incompatibilité de l'opération de vente avec « l'intérêt public » et avec « l'objectif spécial fixé par la loi de la privatisation N° 4046 », c'est-à-dire les objectifs (a) d'augmenter la production, l'efficacité et la croissance économiques ; (b) de réduire le support financier fourni aux « entreprises économiques publiques » par le trésor. Mais le dossier incluait aussi des arguments sur les « irrégularités formelles » du processus de l'adjudication.

Du fait des irrégularités formelles, le *Tribunal administratif d'Ankara* décida d'abord de la suspension de l'exécution et après de l'annulation de la vente et enfin le *Conseil d'État* rejettera définitivement en juin 2004 le pourvoi en cassation fait par l'*Administration de Privatisation*. Comme ce cas le montre, le syndicat ouvrier – Petrol-Is — et le pouvoir juridique ont joué un rôle décisif sur l'annulation de l'adjudication de 2004 de Tüpras.

Après l'échec de la première l'adjudication pour la « vente en bloc » des 65,76 % des actions publiques du *Tüpras*, l'*Administration de Privatisation* décida de diminuer la proportion des actions pour la prochaine « vente en bloc » et de mettre 14,76 % des titres de *Tüpras* en bourse par le moyen de l'offre public de vente¹⁰².

¹⁰² Cette offre publique de vente en date du 3 mars 2005 – c'est-à-dire six mois avant de la seconde adjudication du *Tüpras* — fit, elle aussi, l'objet d'un procès lancé par le syndicat Petrol-Is. Ce procès fit l'actualité, du fait de la présumée irrégularité du fonctionnement du processus de l'offre publique et du fait de la personnalité contestée de l'investisseur qui obtint les titres en question. Car l'annonce officielle de l'offre publique fut faite par l'*Administration de privatisation* le 1er mars, c'est-à-dire deux jours avant de l'opération, mais on apprit plus tard que la société de courtage (Global Menkul Degerler [*Global Securities*]) qui était mandatée pour l'offre publique, et l'investisseur israélien (Sami Ofer) qui acheta les titres offerts, en étaient au courant depuis des mois. On savait que le patron de la société de courtage Global Securities — cousin de l'ancien Premier ministre ANAP Mesut Yilmaz —, Mehmet Kutman avait des relations étroites avec les dirigeants de l'AKP. D'autre part, le premier milliardaire en dollar d'Israël en 2008 selon le classement du magasin Forbes, Sami Ofer bénéficia d'une plus-value (variant selon les différentes estimations entre 400 et 750 millions de dollars) en raison de l'augmentation de la valeur des titres de *Tüpras* six mois plus tard du fait du nouveau prix établi lors de la vente en bloc de 51 % des actions de l'entreprise lors de la seconde adjudication.

La seconde adjudication du *Tüprás* a eu lieu le 12 septembre 2005 avec la participation de neuf investisseurs. Malgré l'échec lors de la première adjudication de *Tüprás* suite au verdict du Conseil d'État, *Zorlu Holding* était encore l'un des candidats de l'enchère avec son partenaire polonais PKN Orlen SA. Mais ce consortium fut éliminé dès le premier tour. Le vainqueur de l'adjudication de *PO*, *Doğan Holding* participa à l'enchère sous le nom de *Partenariat Commerciale de Petrol Ofisi* avec son associé *Partenariat Commerciale de Tüprás Aquisition* dirigé par la famille Ofer, détentrice de 14,76 % des titres de *Tüprás* depuis l'offre publique de la vente. En outre, *OYAK Holding* de l'armée se présenta au concours au motif d'empêcher « *la cession des valeurs stratégiques aux étrangers* »¹⁰³. Mais l'adjudication fut emportée par le consortium de *Koç-Shell* : le taux de participation des partenaires au consortium étaient successivement *Groupe Koç* 90 % (*Koç Holding* 80 %, *Aygaz* 7 %, *Opet* 3 %) et *Shell* 10 % (*Shell Overseas* 9.9 %, *The Shell Co. Of Turkey* 0.1 %).

Ce qui est intéressant dans cette adjudication, ce fut le débat qui la précéda à propos de « *la vente des entreprises publiques stratégiques aux étrangers* » et qui se déroula dans les médias jusqu'au jour de l'enchère. Dans le contexte spécifique de l'adjudication de *Tüprás*, parmi les neuf candidats, le *Groupe Koç*, *OYAK Holding* et *Dogan Holding* étaient relativement privilégiés, et considérés comme des candidats « corrects » par les tenants de la vente aux « capitalistes nationaux » telle que le quotidien *Cumhuriyet* dont la ligne éditoriale est de tendance kémaliste. Surtout à la suite de l'adjudication de *Tüprás* les médias du *groupe Dogan* ont prit, à leurs tous, part à la campagne anti-AKP, mais en portant moins sur le discours nationaliste problématisant la vente des entreprises stratégiques aux étrangers que sur la fraude et la corruption politique.

Mais l'aspect le plus bizarre de cette campagne menée par *Dogan Media Group* était qu'elle ciblait les relations entre le gouvernement d'AKP et la *famille Ofer*. Autrement

¹⁰³ «Oyak'ı Kaptırmayacak», *Cumhuriyet*, (2005, le 8 septembre), p. 1

dit, *Dogan Holding* s'attaquait au gouvernement AKP en mettant en accusation ses relations avec son propre ex-partenaire lors de l'adjudication de *Tüpras*, c'est-à-dire avec la *famille Ofer*. Mais bien évidemment, la vente des 51 % des actions de *Tüpras* à *Koç Holding* – avec qui *Dogan Holding* avait des relations étroites – resta toujours épargnée par les critiques lancées par les médias du *Doğan Holding*.

Quant au processus de la vente, le syndicat Petrol-Is fit, évidemment, un procès auprès de la 13^e chambre du Conseil d'État afin d'arrêter l'exécution de la privatisation. Après que cette demande fût rejetée par le Conseil d'État, le syndicat ouvrier demanda un pourvoi en cassation auprès de l'*Assemblée générale des sections du contentieux administratif*. Cette assemblée suprême du Conseil d'État, en révisant le jugement de la 13^e chambre, décida, le 1^{er} mars 2006, d'arrêter l'exécution de la vente de *Tüpras* au groupe Koç-Shell.

Suite à la décision juridique d'arrêt de la cession des titres publics de *Tüpras* au groupe Koç-Shell, le syndicat Petrol-Is commença à attendre le retrait des dirigeants du groupe Koç-Shell de la direction de *Tüpras*. Mais ce fut en vain. Car la décision finale appartenait au pouvoir de l'exécution, c'est-à-dire au *Haut conseil de privatisation* qui demanda encore une fois auprès du Conseil d'État un jugement à propos du fondement de l'opération de privatisation en question. La 13^e chambre du *Conseil d'État* confirma encore une fois sa décision affirmant que l'opération était conforme aux lois. Sur quoi, le syndicat porta de nouveau le dossier à l'*Assemblée générale des sections du contentieux administratif*. Mais étant donné que cette autorité juridique, à la différence de sa précédente décision, confirma le verdict de la 13^e chambre du *Conseil d'État* il ne restait plus d'obstacle devant la privatisation de *Tüpras*. On n'apprit jamais la cause « juridique » pour laquelle l'*Assemblée générale des sections du contentieux administratif* a changé d'avis dans l'intervalle entre les deux recours, mais ce qui était manifeste c'était que la plus grande entreprise publique de Turquie passait désormais sous le contrôle du Koç Holding, groupe créé par Vehbi Koç en 1920 donc du même âge

que la bureaucratie d'Ankara et qui ne fut évidemment pas considéré comme un « faux » candidat pour Tüpras.

Lors du conflit autour de la privatisation de Tüpras, il apparut deux discours qui affecteraient le climat politique du pays même dans la période qui la suivit : le premier fut prononcé par les ouvriers syndiqués de Tüpras, ainsi « *Tüpras est la patrie, la patrie n'est pas à vendre !* » et « *AKP, le traître !* »¹⁰⁴, l'autre par le premier ministre Tayyip Erdogan pendant son allocution sur la privatisation de Tüpras devant les membres de l'Union des constructeurs, « *Le Conseil d'État dresse des obstacles devant nous. Nous combattons contre l'oligarchie bureaucratique. Ou nous surmonterons ces obstacles, ou bien nous avancerons avec ceux qui nous comprennent* »¹⁰⁵.

Ces deux discours sont importants parce que pendant la période 2005 – 2007 la polarisation politique des citoyens – ou bien au sens schmittien du terme, la distinction ami-ennemi — en Turquie est formée — surtout en ce qui concerne les thèmes économiques — sous l'effet de cette dualité : pour les uns, l'ennemi était l'AKP, accusé d'être traître à la patrie étant donné qu'il défendait la minimisation de l'État selon les attentes « des puissances étrangères », pour les autres, l'ennemi était l'« oligarchie bureaucratique », faisant obstacle au développement du bien-être du peuple afin de préserver ses privilèges d'antan.

En fait, l'émergence de cette polarisation remontait à l'adjudication de privatisation des 55 % des actions du Türk Telekom qui avait eu lieu le 1^{er} juillet 2005. La privatisation du Türk Telekom était à l'ordre du jour des gouvernements depuis 1995. Mais toutes les tentatives des gouvernements précédents s'étaient heurtées au mur de la bureaucratie

¹⁰⁴ LEVENTOGLU Ö., TEMIZKAN S. En büyük satış [En ligne]. *Birgün*, (2005, le 13 septembre).

Disponible sur:

http://www.birgun.net/worker_index.php?news_code=1126561077&year=2005&month=09&day=13

¹⁰⁵ 'Bürokratik Oligarsi' [En ligne], *Milliyet*, (2006, le 6 avril). Disponible sur:

<http://www.milliyet.com.tr/burokratik-oligarsi/siyaset/haberdetayarsiv/07.02.2010/152378/default.htm?ver=41>

juridique. La *Cour Constitutionnel* avait déjà deux fois rejeté la tentative de privatisation de ce monopole du secteur d'activité de la communication. Quant aux réglementations réalisées par les gouvernements, ceux-ci avaient été arrêtés par le *Conseil d'État*. Après que ces obstacles juridiques furent surmontés par les gouvernements, la première adjudication pour la vente des 20 % des actions publiques du Türk Telekom avait été réalisée en 2000, mais étant donné que le taux de garantie était élevé (100 millions de dollars) malgré la modicité du taux des actions offertes, l'adjudication, à défaut de candidat, s'était terminée par un échec¹⁰⁶.

La seconde adjudication de privatisation datant de 2005 concernait les 55 % de la participation publique du Türk Telekom et cette fois-ci quatre groupes y étaient présents à titre de candidat : Groupe Koç – Carlyle (*consortium du Koç Holding et la société d'investissement américain Carlyle, dont George Bush fut l'un des membres du comité de direction*), Turktell (*compagnie d'investissement de Turkcell, principal opérateur GSM de Turquie associée alors en grande partie à Çukurova Holding*), Çalik-Etisalat (*consortium composé du Çalik Holding, un des holdings proches de l'AKP et de l'Etisalat, compagnie originaire des Émirats arabes unis, un des plus grands fournisseurs de télécommunication du Moyen Orient*) et enfin Oger Telecom-Telecom Italia Mobile (*consortium composé de la compagnie saoudite, Saudi Oger, dont le fondateur est Rafiq Hariri, ancien premier ministre libanais assassiné et Telecom Italia*).

Les deux candidats dont font parties des compagnies « ancrées » de la République, Groupe Koç-Carlyle et Turktell, ont été éliminés lors du premier tour de l'adjudication et enfin le saoudite Oger Telecom a emporté l'enchère avec une offre de 6 650 milliards de dollars. L'opération de cession du Türk Telekom à l'Oger Telekom se termina après 4,5 mois par rapport à la date de réalisation de l'adjudication, mais sans résoudre les discordes autour de cette privatisation. En outre, l'identité « saoudite » de l'Oger

¹⁰⁶ ERTUGRUL N. I. T'nin Öyküsü. *Mülkiye Dergisi*, 2001, Vol. 25, n° 228, p. 83-132.

Telekom était très convenable pour être opposée sur le plan symbolique au nationalisme kémaliste « arabophobe » donnant lieu parfois au mépris de l' « islam arabe ».

L'adjudication de privatisation de Türk Telekom fit l'objet de 17 procès lancés auprès des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat pour l'annulation de la vente. En plus des syndicats de travailleurs affiliés à diverses confédérations du secteur de la communication tels que Haber-Sen, Türk Haber-Sen, Birlik Haber-Sen, Türkiye Haber-Is, la Chambre d'ingénieurs en électricité (EMO) et La Fédération d'associations de consommateurs (TÜDEF) firent de nombreux procès contre la décision de la vente de l'*Administration de privatisation*. Quant aux partis politiques, à côté des partis d'extrême gauche qui ne sont pas représentés à l'Assemblée nationale, le CHP et le MHP (Parti d'action nationaliste) présentèrent séparément des attaques agressives contre le gouvernement d'AKP en mettant en question cette opération de privatisation. Le CHP qui était resté indifférent à la privatisation de PO et de Tüpras, porta le dossier de Türk Telekom devant la Cour Constitutionnel.

En ce qui concerne le mouvement opposé à la vente de Türk Telekom à la société saoudite, les discours prononcés par les opposants me paraît plus important à l'égard de l'investigation. En argumentant la raison pour laquelle le syndicat Türk Haber-Sen avait ouvert un procès contre cette vente auprès du Tribunal administratif, après avoir défini Türk Telekom comme « sol de la patrie » et comme « moteur du développement technologique de la Turquie », Ismail Karadavut, président du syndicat Türk Haber-Sen – affilié à Türk Kamu-Sen, confédération syndicales des employés publiques, de tendance d'extrême droite —, dit que cette vente ne signifiait guère une privatisation, mais bien clairement une « étrangérisation ». Il finit ses paroles en défendant l'idée que cette vente est un cadeau offert par le gouvernement d'AKP « au capital arabe »¹⁰⁷. Haluk Koç vice-président du groupe parlementaire du CHP, alla plus loin quand il considéra la vente de

¹⁰⁷ 'Telekom'a iptal davasi' [En ligne], *Hürriyet* (2005, le 5 juillet). Disponible sur: <http://arama.hurriyet.com.tr/arsivnews.aspx?id=332434>

Telekom ainsi : « Avec cette vente, on s'est fait kidnapper Türk Telekom. Ne sous-estimez pas la vente Türk Telekom. Sachez bien qu'un pays privé de ses propres moyens de communication restera privé de ses propres moyens de guerre. Qui fait partie de cet enlèvement ? Qui sont les associés de cette compagnie ? Cette compagnie a-t-elle à voir avec la diaspora arménienne ? Pourquoi le processus d'adjudication a-t-il été caché des yeux du peuple ? Ils auront beaucoup d'ennuis avec cette affaire. Ainsi apparaissent, l'un après l'autre, les dossiers que traitera la Haute Cour de Justice »¹⁰⁸.

Au sein de cette polarisation aiguë, les critiques lancés par la *Chambre d'ingénieurs en électrique* (EMO) en coopération avec la *Chambre d'ingénieurs en mécanique* (MMO) et le syndicat de *Haber-Is* -affilié du KESK, première confédération syndicale des employés publics, formée en 1995 essentiellement par les travailleurs originaire du mouvement révolutionnaire des années 1970 — essayant de dépasser la dualité « domestique/étranger » pour problématiser la privatisation dans le cadre de l'intérêt public ne serait guère entendus ni par l'opinion publique ni par le gouvernement.

En effet, la privatisation de l'Erdemir (Société Anonyme des usines de fer et d'acier d'Eregli) revint à l'ordre du jour dans le sillage des débats autour des affaires de Sami Ofer et d'Oger Telekom et autour de la dualité domestique/étranger.

L'adjudication des 46.12 % des actions de l'Erdemir eu lieu le 4 octobre 2005 avec la participation de six investisseurs dans le climat idéologique décrit ci-dessus. Alors que les géants sidérurgiques globaux tels que Mital et Arcelor y étaient présents, ils s'en sont retirés lors des premiers rounds de l'adjudication. Les deux groupes qui se sont affrontés dans la dernière étape du concours étaient l'Ataer Holding du Groupe OYAK et le Partenariat commercial d'Eregli, construit par l'initiative du TOBB (l'Union des Chambres et des Bourses de Turquie). Enfin, après que le Partenariat commercial

¹⁰⁸ 'İtalya'da Telekom bayramı' [En ligne], *Aksam* (2005, le 3 juillet)
<http://arsiv.aksam.com.tr/arsiv/aksam/2005/07/03/ekonomi/ekonomiprn1.html>

d'Eregli quittât l'enchère face de l'offre de 2.77 milliards de dollars de l'Ataer Holding, l'adjudication prit fin avec « la victoire » de la mutuelle de l'armée.

Les paroles exprimées par Coskun Ulusoy, directeur général de l'OYAK juste après l'enchère reflétaient la motivation de son groupe : « *Une mère, dont je ne me souviens plus le nom, dans la lettre qu'elle nous avait envoyée écrivait comme ça : 'Je vous envoie le titre de propriété de ma maison, pourvu que vous achetiez l'Erdemir' »*¹⁰⁹. Quant à Rifat Hisarciklioglu, président du TOBB et vaincu de l'enchère en question, il disait, à son tour, ainsi : « *Quel bonheur que l'Erdemir soit resté dans les mains d'une société turque ! (...) Il n'y aura jamais un autre drapeau que le drapeau national turc qui flotte à l'Erdemir. Cette nation est très grande »*¹¹⁰.

Mais ce qui était le plus intéressant concernant cette opération de privatisation, c'était le changement d'attitude, avant et après de la vente, du syndicat Türk-Metal, affilié de la confédération Türk-Is, qui avait la majorité aux installations d'Eregli de l'Erdemir. Ayant ouvert le premier procès quand le gouvernement avait inscrit l'Erdemir dans le portefeuille de privatisation, le syndicat Türk-Metal changea de ton après la vente de l'entreprise publique au Groupe OYAK. Pour montrer ce changement, l'expression utilisée par İlhami Erdoğan, président de la branche d'Eregli du syndicat concerné, juste après avoir entendu le résultat de la vente est significative: « *Nous nous sommes consolés par le fait que le gagnant de l'adjudication soit une institution nationale. Nous nous sommes tous sentis soulagés avec ce résultat »*¹¹¹. L'énonciation du même syndicaliste après la visite Lakshmi Mittal, détenteur du Mittal Steel, à l'OYAK afin de négocier les conditions de partenariat, allèrent dans le même sens : « *Cela ne nous fait rien, qu'OYAK*

¹⁰⁹ 'Erdemir Oyak'in' [En ligne], *Star* (2005, le 5 octobre). Disponible sur: <http://www.stargazete.com/ekonomi/erdemir-oyakin-40799.htm>

¹¹⁰ *ibid.*

¹¹¹ 'Oyak bizi teselli etti, yüregimize su serpti' [En ligne], *Kdz. Eregli Demokrat* (2005, le 7 octobre). Disponible sur: http://www.ereglidtv.net/arsivsite/haber/haber_ayrinti.asp?haber_no=11079

trouve un partenaire adjoint, sauf qu'il ne quitte pas le volant. L'ouvrier de l'Erdemir fait confiance d'abord en son syndicat, après en son employeur »¹¹².

En effet, à la différence de privatisation du Türk Telekom qui avait fait l'objet de 17 procès lancés par diverses institutions pour tenter d'annuler la vente, dans le cas d'Erdemir, seule la Chambre d'ingénieurs en mécanique (MMO) fit des recours auprès du Conseil d'État pour l'annulation de la cession de l'installation sidérurgique à l'Ataer Holding. Alors que la 13^e chambre du Conseil d'État avait jugé, d'abord, qu'il y avait inadéquation formelle dans la décision de confirmation prise par le Conseil de concurrence, à la fin du déroulement du processus juridique, le *Conseil d'État* et l'*Assemblée générale des sections du contentieux administratif* finirent par rejeter la demande d'annulation de la privatisation en question.

C'est ainsi que l'an 2005 est passé, dans l'histoire récente de la République de Turquie, comme « année de privatisations ». La tentative de créer une polarisation idéologico-politique dans le sillage des controverses autour du thème d'« offre des richesses 'nationales' aux étrangers » avait atteint son but : parmi les 34 entreprises publiques privatisées tout au long de l'an 2005, 33 ont été achetées par des consortiums dominés entièrement ou majoritairement par des compagnies dites « domestiques », « ancrées » et « fiables » de la République¹¹³.

Celle qui faisait l'exception, concernait la privatisation du Türk Telekom et cette exception fut proclamée, au sein du front anti-AKP, comme preuve de la « trahison de la patrie » par les plus radicaux ou comme preuve de la « corruption gouvernementale » par les plus modérés. Ces tentatives de stigmatisation qui auront même des conséquences sur le plan politique, social et aussi humanitaire méritent d'être regardées de plus près.

¹¹² 'Kiz isteyene kapi kapatilmaz' [En ligne], *Kdz.Eregli Demokrat* (2005, le 17 octobre). Disponible sur: http://www.ereglidtv.net/arsivsite/haber/haber_ayrinti.asp?haber_no=11270

¹¹³ 'Özellestirmede yerli sermaye damgasi' [En ligne], *NTVMSNBC* (2005, le 7 novembre). Disponible sur: <http://arsiv.ntvmsnbc.com/news/348333.asp>

B) Polarisation schmitienne de la Turquie sur fond des privatisations

a) Traîtres –Patriotes et Héros – Marchands

La formation idéologique d'une distinction schmitienne d'ami-ennemi dans le pays surtout à partir de la deuxième moitié des 2000 ne consistait pas simplement en une opposition au gouvernement d'AKP. Plus exactement, les traîtres présumés à la patrie n'étaient pas composés seulement de la direction de l'AKP et de ses supporters.

Par exemple, juste deux jours après des célébrations du Newroz¹¹⁴ le 21 Mars 2005 à Mersin où avait eu lieu une tentative de brûler le drapeau national turc de la part de quelques enfants kurdes, la déclaration de l'État-major turc distinguait les amis et les ennemis ainsi : « *La nation turque (...) n'a jamais été confrontée à une telle trahison de la part de ses propres soi-disant citoyens. Qu'il soit ami ou ennemi tout le monde devrait savoir très bien que ni l'unicité indivisible de ce pays ni le glorieux drapeau national turc, symbole de cette unité et unicité, n'est jamais sans protection. D'abord la glorieuse nation turque et les Forces armées turques issues du sein de cette nation, sont prêtes, comme leurs ancêtres, à protéger et à sauvegarder leur pays et leur drapeau et, s'il le faut, à combattre pour cela jusqu'à la dernière goutte du sang* »¹¹⁵.

La communication de l'État-major ouvrit la voie à l'émergence d'une atmosphère hystérique de fidélité au drapeau national dans tout le pays hormis les régions et les villes habitées majoritairement par des kurdes. Une ferveur de patriotisme embrasa le pays et

¹¹⁴ La fête traditionnelle du Nouvel An kurde.

¹¹⁵ On apprendra plus tard que la personne qui avait donné le drapeau turc lors de la manifestation aux enfants kurdes, âgés d'entre 12 et 14 ans, était Ali Kutlu, membre de l'organisation pro-kémaliste et putschiste, Union des forces patriotiques (VKGB-Vatansever Kuvvetler Güç Birliği) et un des inculpés du « procès Ergenekon ». Ce procès viserait une organisation clandestine avec des ramifications dans les milieux militaires, selon le réquisitoire, ayant pour but de répandre la terreur dans le pays afin de renverser le gouvernement et par conséquent de remplacer le positionnement traditionnellement défini du pays sur l'axe occidental par un axe eurasien dominé actuellement par la Russie et la Chine. Dans le cadre de ce procès, déclenchée en 2007 par la découverte d'une caisse de grenades, dans la petite maison d'un officier à la retraite, le magistrat a saisi une série de documents révélant l'existence d'une organisation clandestine « Ergenekon », regroupant universitaires, ex-militaires, journalistes, syndicalistes, dirigeants de quelques partis politiques et d'associations.

l'emblème national devint omniprésent. Des milliers de drapeaux furent gratuitement distribués dans les rues et les chaînes de télévision placèrent l'emblème en vignette au coin des écrans. Balcons, terrasses, autobus municipaux, taxis, banques, commerces furent ornés du symbole national.

Cette atmosphère hystérique était si impétueuse qu'une semaine après du déclenchement de la ferveur nationaliste, à Trabzon, ville au nord du pays, eut lieu une tentative de lynchage - avec des slogans tel que « ils vont brûler le drapeau turc » - envers quatre activistes du TAYAD, association de famille des prisonniers politiques, alors qu'ils distribuaient dans les rues des tracts concernant les conditions de détention dans des prisons en Turquie. Cette tentative de lynchage n'était pas un cas exceptionnel et quelques centaines de tentatives de lynchage auront lieu en un an et demi particulièrement dans des villes qui accueillent le plus des migrants en provenance des régions kurdes.

De même que ces tentatives étaient, d'une part, comme Zeynep Gambetti le souligne, l'expression de la tendance globale « vigilantistes » de la « société civile » propre à la période post-11 septembre¹¹⁶ dans l'exemple de Turquie, en guerre depuis presque deux décennies autour de la question kurde, mais d'une autre part, concernaient aussi fermement les buts de certains groupes idéologico-politiques de polariser la société autour de la distinction patriotes-traîtres.

Un dernier symptôme de cette même hystérie apparut lors du procès de l'écrivain turc Orhan Pamuk, en date du 16 décembre 2005. Après avoir déclaré « *un million d'Arméniens et 30 000 Kurdes ont été tués sur ces terres, mais personne d'autre que moi n'ose le dire* » dans une interview à un journal suisse, Pamuk avait été mis en examen pour insulte délibérée à l'identité turque par une cour d'Istanbul. Lors de l'audience

¹¹⁶ GAMBETTI Z. Linç girişimleri, neoliberalizm ve güvenlik devleti. *Toplum ve Bilim*, 2007, n° 109, p. 7-34.

préliminaire, Pamuk subit la violence verbale de la part de la foule rassemblée devant le tribunal qui le contestait en le traitant de : « *traître* », « *intello vendu* », etc. Sur la banderole dépliée par un autre groupe placé devant le tribunal il était écrit ceci : « *Enfants de missionnaire : O. Pamuk, H. Dink, H. Cemal, M. Belge, H. Sahin, E. Katircioglu, I. Berkan* »¹¹⁷.

Cette polarisation idéologique évoquait à bien des égards le climat idéologique de l'Allemagne du « Deuxième Reich »¹¹⁸ où la distinction « ami / ennemi » coïncidait avec la distinction *Héros / Marchand* comme éléments prépondérants de la croissance de la vague nationaliste : il y avait, d'une part, les *Marchands-traîtres* ne pensant jamais à autre chose que leurs intérêts individuelles¹¹⁹ même si ces derniers étaient en contradiction avec l'intérêt national, d'autre part, les *Héros-patriotes* attachés fermement aux valeurs et aux gains de la république.

En fait, ce discours tirait ses arguments d'une interprétation de l'historiographie kémaliste. Selon cette dernière, la dégénération du projet kémaliste correspondait au moment d'égarement des cadres révolutionnaires de la République par le *Marchand* d'origine « stambouliote ». Ce moment d'égarement fut décrit par Dogan Avcioğlu, l'une des plus éminentes figures intellectuelles kémalistes de la période d'après le coup d'État militaire de 1960, de la sorte : « *Etant en collaboration avec le Palais et les forces d'occupation pendant la Guerre d'indépendance turque, les gens issus des milieux*

¹¹⁷ Hrant Dink, journaliste et écrivain turc d'origine arménienne, dont le nom se trouvait sur cette banderole juste à côté de celui de Pamuk serait assassiné le 19 janvier 2007 à Istanbul, presque un an après cet événement. Quant aux autres noms, ils appartenaient aux intellectuels qui étaient jugés pour avoir critiqué la décision de justice qui interdit la tenue d'une conférence universitaire sur les Arméniens.

¹¹⁸ Pour le climat intellectuel de l'Allemagne du « Deuxième Reich » : voir *Annexe I*, p. 322-323

¹¹⁹ Par exemple, selon ce discours : Orhan Pamuk était « traître » parce qu'il avait exprimé ses paroles sur la question kurde et arménienne « pour pouvoir plaire aux étrangers et en fait pour pouvoir emporter le prix Nobel » ; Tayyip Erdogan était « traître » parce qu'il essayait de vendre les ressources nationales aux « étrangers » et à ses clientèles, d'une part, pour affaiblir le pouvoir des « puissances nationales », d'autre part, pour enrichir son entourage autant que lui-même et ses proches ; Ahmet Türk, coprésident du DTP (Parti de la société démocratique), le dernier parti politique construit pour soutenir les revendications des kurdes, était « traître » parce qu'il servait, « en vérité », au projet de « Grand Moyen-Orient » des Etats-Unis qui lui promet un pouvoir autonome au détriment de la souveraineté de la République de Turquie, etc.

d'affaire ont occupé Ankara Palas¹²⁰ en 1924. A défaut de cadres, les dirigeants du 'Bab-i Ali' (Sublime Porte)¹²¹, si loin du peuple, ont dominé le gouvernement à Ankara » ou bien « Les lieux tels que Ankara Palas et Karpiç¹²², dès l'an 1924, sont accaparés par la bourgeoisie de Sisli¹²³ et les cadres de Bab-i Ali. Sisli n'a pas raté l'occasion de consolider sa situation en ouvrant ses salles à la disposition des cadres révolutionnaires et aussi en leurs donnant leurs propres filles. Ces mariages se sont affermis en résultat du lancement dans le commerce de certains révolutionnaires, rassemblés autour de l'Is Bankasi »¹²⁴.

Dans la conjoncture des années 2000, Yalçın Küçük, un des anciens écrivains de la revue kémaliste *Yön* publiée entre 1961 et 1967 sous la direction de Dogan Avcioğlu, entreprenait l'invention d'une historiographie « ethnoracial » de ce phénomène d'« égarement ». Selon sa thèse, inspirée implicitement de celle de Werner Sombart, la République avait été déviée de sa « vraie » trajectoire par l'intervention des juifs « converties », dont la majorité, des Sabbatéens¹²⁵, étaient « par nature » des marchands par excellence. Après avoir mené des recherches onomastiques pour prouver les origines

¹²⁰ *Ankara Palas* était le premier hôtel de luxe construit à Ankara, nouveau capital de la jeune République, en 1927. Qualifié de « fenêtre donnant sur l'Occident » par Mustafa Kemal, *Ankara Palas* était un symbole important de la République avec ses caractéristiques architecturales et sa mission historique, politique et artistique. Le premier bâtiment du Parlement étant situé juste en face, c'est là que les députés réunis prirent les décisions capitales qui ont marqué l'histoire du pays et que les bals de la république eurent lieu parfois sous la présidence de M. Kemal en personne.

¹²¹ Bab-i Ali était le siège du gouvernement du Sultan à l'époque ottomane, dont le nom venait de la porte d'honneur monumentale du Grand Vizirat à Istanbul.

¹²² Situé au coin du parlement et d'*Ankara Palas*, *Karpiç* était un restaurant exploité par un immigré russe nommé Ivan Karpiç. A l'époque, ce restaurant accueillait majoritairement les hommes d'affaires, les hauts cadres du gouvernement, les chefs de la diplomatie des pays étrangers et les riches du pays.

¹²³ Sisli était l'un des quartiers d'Istanbul dont l'expansion avait eu lieu au XIX^e siècle suite au grand incendie de Péra en 1870. Les Levantins se déplacèrent vers le nord, notamment dans les quartiers actuels de Feriköy, Osmanbey, Harbiye, Pancaldi, Halaskargazi et Sisli, soit une bande assez étroite s'étendant de la place du Taksim jusqu'à la mosquée de Sisli, sur plusieurs kilomètres. Plusieurs congrégations religieuses en profiteront aussi pour reconstruire dans un espace moins confiné qu'à Péra, des établissements scolaires ou des hôpitaux, avec des églises et d'autres dépendances. Une autre cause du développement de cette région, au moins dans sa partie ouest, est l'industrialisation que le pays a connue vers la fin du XIX^e siècle.

¹²⁴ Ces énoncés sont tirés des articles publiés au début des années 1960 dans la revue kémaliste *Yön*. Cité par ATILGAN G. Karpiç'te 'Kandırılan' İhtilalci. *Praksis*, 2002, n° 5, p. 264.

¹²⁵ Les Sabbatéens sont les disciples du messie Juif auto-proclamé Sabbataï Tsevi, né dans l'empire ottoman, qui se convertit à l'Islam en 1666.

« juives » des « traîtres » actuels et avoir partagé périodiquement ses résultats au travers de ses livres et de ses articles ainsi que d'un programme de télévision consacré à ses recherches, Yalçın Küçük finit son parcours dans une maison de détention dans le cadre du procès Ergenekon inculpé d'avoir participé au mouvement putschiste.

Cette polarisation idéologique évoquait autant le climat de l'Allemagne du « Deuxième Reich » qu'un compte-rendu d'une recherche sur le développement économique de la région Anatolienne, publié en septembre 2005, qui proclamerait l'émergence du « calvinisme islamique » sur les terres du pays.

La recherche menée par *European Stability Initiative* sous la direction de Hakan Altınay, dont l'intitulé exact « *Les Calvinistes Islamiques - Changements et conservatisme en Anatolie centrale* » problématisait essentiellement la transformation des valeurs traditionnelles des patrons « conservateurs » avec son rapport à l'essor économique vécu par l'Anatolie centrale au cours des dernières années¹²⁶.

Quant à l'expression de « calvinisme islamique », elle n'était pas inventée par les chercheurs, mais appartenait personnellement à certains patrons interviewés. Par exemple, l'un des interviewés dans cette recherche, Sükrü Karatepe, ancien maire métropolitain de Kayseri, affirmait que « *pour comprendre Kayseri*¹²⁷, il fallait lire *Max Weber* », un autre, Celal Hasnalçaci, propriétaire d'une usine de textile et président de la succursale kayssariote de l'*Association des industriels et des hommes d'affaires indépendants* (MÜSIAD), disait que « *l'ascension des capitalistes anatoliens est due à leur éthique protestante du travail: aucun gaspillage, aucune spéculation, que du ré-investissements des profits.* »¹²⁸

¹²⁶ ALTINAY M. H. *Les Calvinistes islamiques. Changements et conservatisme en Anatolie centrale*. Berlin, Bruxelles, Istanbul : European Stability Initiative, 2005. Disponible sur : http://www.esiweb.org/index.php?lang=fr&id=156&document_ID=72

¹²⁷ Ville située dans la région de Cappadoce au pied du mont Erciyes et en disposant de plusieurs zones industrielles réparties autour de la ville, Kayseri est actuellement centre industriel de l'Anatolie.

¹²⁸ ALTINAY, *op. cit.* p. 25.

En fait, MÜSIAD fondée en 1990 à l'initiative d'un groupe de patrons « musulmans » s'efforçait depuis plus d'une dizaine d'année de former un « ethos du travail » basé sur les principes islamique et de le propager au sein des patrons qui privilégient leurs identités religieuses. Dans cet effort, le point de référence fut toujours le « Marché de Médine », établi par le prophète Mohammed après l'Hégire¹²⁹ en 622. Selon Mustafa Özel, le fonctionnement de ce marché censé être attaché aux valeurs religieuses reposait essentiellement sur deux principes : (1) personne ne fera sien un endroit fixe dans la place du marché, (2) les marchands ne seront pas taxés. Ces principes seraient interprétés par le même auteur en ce qui concerne la vie économique d'aujourd'hui comme suit : (1) l'autorité politique agira dans la vie économique de manière à empêcher la formation de la recherche de rente, (2) les dispositions relatives au marché seront prises de façon à le rendre séduisant pour les producteurs et pour les vendeurs ; c'est ainsi que, d'une part, la vie économique deviendra plus dynamique, et, d'autre part, le peuple, en tant que client, pourra bénéficier des biens dans des conditions plus avantageuses.¹³⁰

Cet effort en vue de conceptualiser un nouvel éthos du travail islamique portait particulièrement sur la distinction tracée entre *homo æconomicus* et *homo islamicus*. Selon Ibrahim Warde, auteur de *Islamic Finance in the Global Economy*, *Homo islamicus* se distinguait de *Homo æconomicus* par son altruisme. Parce que, pour le premier le bien-être de la communauté dont fait parti chaque « musulman » était toujours supérieur à l'intérêt individuel et l'attitude conforme aux normes religieuses l'emportait sur l'attitude simplement façonnée par « choix rationnel »¹³¹.

Cette différence d'attitude se concrétise, dans une certaine mesure, dans la méthode proposée par Sayyid Abul Ala Maududi, fondateur du parti politique islamique

¹²⁹ L'émigration du prophète avec les premiers musulmans de Mecque à Médine.

¹³⁰ ÖZEL M. Adam Zengin Olur mu?. *Is Hayatında İslam İnsanı (Homo Islamicus)*, MÜSIAD Arastirma Raporu, n° 9, 1994, p. 6.

¹³¹ WARDE I. *Islamic Finance in the Global Economy*. Edinburgh : Edinburgh University Press, 2000, p. 44.

pakistanaï Jamaat-e-Islami, en ce qui concerne le règlement de la question de la dette publique : les gouvernements, disait Maududi, doivent parfois recourir à la dette publique face à des circonstances imprévues. Dans les économies modernes cette procédure opère à travers des instruments qui incorporent l'intérêt au prêt. Mais selon Maudidi, il est possible de régler ce processus conforme aux valeurs islamiques : selon ce modèle, au moment où le gouvernement informe l'opinion publique à propos de ses besoins monétaires, le peuple et les institutions pourraient spontanément faire don à la trésorerie publique. Parce que pour Maudidi, dans un système qui remplace l'intérêt par le système *Zakat*¹³², le peuple, déjà dégagé du joug des rentiers, serait économiquement si prospère qu'il n'hésiterait pas à offrir une partie de son surplus au gouvernement¹³³.

Cependant, parmi les interprétations du modèle économique islamique, l'accentuation faite sur la réduction de l'intervention de l'État sur le marché, semble être une interprétation propre aux pays là où, d'une part, le patronat « musulman » a besoin de plus de liberté dans le marché et d'autre part la communauté musulmane a le sentiment de subir une discrimination de la part de l'État.

La recherche menée par Nancy J. Davis et Robert V. Robinson dans sept pays dont la majorité de la population est musulmane démontre que les interprétations des enquêtés musulmans sur la fonction de l'État dans l'économie varient selon plusieurs facteurs à la fois économiques et politiques. Par exemple, le soutien des musulmans pour la loi religieuse au Bangladesh s'appuie fondamentalement sur l'attente de formation d'un gouvernement islamique « musclé » visant la nationalisation des entreprises privées tandis que dans des pays plus prospères tels que l'Arabie saoudite et Jordanie ne se révèle

¹³² Le troisième des piliers de l'islam, la Zakat oblige les musulmans riches de calculer chaque année lunaire (hégire) une partie de leurs richesses et la donner aux gens les plus pauvres de leur communauté.

¹³³ MAUDUDI S. A. *Sood o Adhunik Banking*. Dhaka : Bangladesh, Adhunik Prokashoni, 1987. Cité par FAROOQ M. O. *Self-Interest, Homo Islamicus and Some Behavioral Assumptions in Islamic Economics and Finance* [En ligne]. Septembre 2006. Disponible sur : http://www.globalwebpost.com/farooqm/writings/islamic/i_econ_fin/homo-islamicus.doc

point une tendance similaire¹³⁴. D'une autre part, la même recherche indique que dans des régimes politiques où il existe une répression envers les musulmans – ou bien envers les mouvements islamiques —, ces derniers sont moins favorables à la protection des pauvres et des démunis de la part de l'État et ils préfèrent plutôt le foisonnement des organisations non gouvernementales islamiques pour mettre en place une sous-économie conforme aux valeurs religieuses et apte en même temps à protéger les plus démunis de la communauté¹³⁵.

Ces exemples démontrent qu'il serait plus judicieux de supposer l'ajustement des valeurs islamiques à la réalité concrète d'une économie déterminée dans l'espace et dans le temps plutôt que de parler d'un modèle économique islamique à part. Mais dire cela ne revient, bien évidemment, pas à dire que les réseaux de solidarité islamique ne jouent aucun rôle dans le processus de la « réinvention » d'un modèle économique islamique dont l'unité de référence serait *homo islamicus* censé être rationnel dans le marché mais en même temps sensible aux besoins de sa communauté.

En fait, comme Michael Piore et Charles Sabel l'avaient souligné en 1984, la « flexibilisation » de la production dans la période post-fordiste entraînait la revitalisation des liens associés avec le passé préindustriel¹³⁶. Et, les liens de solidarité communautaire islamique, revitalisés dans des pays dont la majorité de la population est musulmane, servait à la fois aux petits ou moyens commerçants pour qu'ils puissent accumuler du capital avec une vitesse inédite dans l'économie de plus en plus ouverte aux marchés mondiaux et aux nouveaux prolétaires pour qu'ils puissent se débrouiller dans la vie économique sans perdre l'espoir d'une ascension sociale.

¹³⁴ DAVIS N. J., ROBINSON R. V. The Egalitarian Face of Islamic Orthodoxy: Support for Islamic Law and Economic Justice in Seven Muslim-Majority Nations. *American Sociological Review*, 2006, Vol. 71, n° 2, p. 180.

¹³⁵ *ibid.*, p. 185.

¹³⁶ PIORE M., SABEL C. *The Second Industrial Divide - Possibilities for Prosperity*. New York : Basic Books, 1984, p. 275.

Dans le cas de la Turquie, le MÜSIAD, organisation la plus puissante du patronat musulman, et le Hak-Is, confédération des syndicats ouvriers de tendance islamique, furent toujours d'accord pour condamner le modèle du développement étatiste de la période d'antan critiqué comme « désencastrée » de la société¹³⁷. Bien qu'elles soient divergentes et, dans une certaine mesure opposées, concernant les relations professionnelles, ces deux organisations¹³⁸ n'envisageront jamais les opérations de privatisation comme la vente des ressources publiques aux compagnies privées dans un « esprit du marchand », mais plutôt comme des pas en avant vers une économie mieux intégrée dans la sphère sociale et plus conforme au modèle d'économie islamique réinventée à la lumière de l'exemple de « Marché de Médine ».

C'est pourquoi les attaques idéologiques des Kémalistes et aussi de grands médias pour déprécier le gouvernement d'AKP et son leader Tayyip Erdogan auprès de la conscience populaire en le qualifiant de « marchand » n'atteignirent jamais la cible prévue. À l'inverse, plus s'accroissait l'ampleur de telles critiques, plus la majorité du peuple s'unifiait autour de l'AKP.

C'est à ce point que se révélait la différence conjoncturelle de la Turquie par rapport à l'Allemagne du « Deuxième Reich » où la suite des événements s'était achevée par l'implantation du fascisme dans des conditions de crise économique. L'économie turque avait déjà atteint un taux de croissance remarquable entre les années 2002 et 2006 (7.9 % en 2002, 5.9 % en 2003, 9.9 % en 2004, 7.6 % en 2005 et enfin 6 % en 2006) sous le gouvernement d'AKP. Autrement dit, la direction de l'économie turque pouvait facilement donner de l'espoir à la fois aux patrons accumulant du capital avec une vitesse assez rapide et aux ouvriers embauchés dans les entreprises de ces patrons. C'est-à-dire

¹³⁷ BUGRA A. Labour, Capital and Religion: Harmony and Conflict among Constituency of Political Islam in Turkey. *Middle Eastern Studies*, 2002, Vol. 38 n° 2, p. 192.

¹³⁸ À la différence du MÜSIAD qui préconise un modèle des relations professionnelles de types « paternalistes » propres aux pays de l'Asie du Sud-Est, le Hak-Is se positionne plutôt pour un modèle « associatif et redistributif » inspiré du modèle européen. Voir BUGRA, *ibidem*.

au sens initial du mot, être marchand ne signifiait pas une « immoralité » dans cette conjoncture précise.

Par ailleurs, la réinvention du « marchand musulman » par les porte-parole du patronat islamique devait beaucoup à l'historiographie « anti-étatiste » qui s'épanouissait en Turquie particulièrement depuis les années 1980. Comme on le sait, avant les années 1980, avec sa démocratie relativement établie, la Turquie était largement vue comme exception par rapport aux autres pays du Tiers Monde gouvernés par des régimes autoritaires, et le point de départ « occidentaliste » du kémalisme était habituellement considéré comme l'origine de cette exceptionnalité¹³⁹. Mais le coup d'État militaire du 12 septembre, en bouleversant la perception d'antan, conduisit plusieurs intellectuels et universitaires, majoritairement de tendance de gauche et libérale, à la refonte de l'« historiographie » de la République.

Ces tentatives de réécriture de l'histoire du pays problématisaient avant tout, comme les historiens kémalistes, l'exceptionnalité de l'État turc et des relations État-Société en Turquie. Cette nouvelle historiographie fut basée essentiellement sur l'axiome qu'il existe en Turquie un État central et autonome personnifié auprès de la bureaucratie civile et militaire subjuguant systématiquement les dynamiques de la société civile. En supposant « la continuité historique » de la « tradition d'État fort »¹⁴⁰ et du « patrimonialisme »¹⁴¹ de l'Empire ottoman à la République de Turquie, cette approche essayait de définir la contradiction *sui generis* du pays entre l'État (la bureaucratie civile et militaire essayant de sauvegarder sa domination) et la société civile (avant tout la

¹³⁹ GÜLALP, *op. cit.*, p. 23.

¹⁴⁰ Pour la conceptualisation de « tradition d'État fort » : voir HEPER M. *The State Tradition*. Washington : The Eothen Press, 1985 et HEPER M. *The 'Strong State' and Democracy: The Turkish Case in Comparative and Historical Perspective. Democracy and Modernity* / ed. par S. N. Eisenstadt. Leiden : E. J. Brill, 1992.

¹⁴¹ En empruntant à Weber la notion de *patrimonialisme*, cette historiographie s'en servit pour expliquer la non-émergence d'un « marché capitaliste autonome » dans les frontières de l'Empire ottoman. Ainsi serait-il possible, pour cette approche, de particulariser la source du pouvoir de l'Empire ottoman (et après de la République turque) comme autonome –ou n'est déterminée à agir que par soi-même– et sans se baser sur les relations de production et les rapports de domination sociale.

« bourgeoisie » — et après les autres victimes de la domination patrimonialiste — essayant de se dégager du joug de l'État.

Cette historiographie et ses dérivés devinrent à grande vitesse « hégémonique » du moins dans les cursus universitaires métropolitains et dans les médias puisqu'elle coïncidait avec les prémisses de la rhétorique néolibérale ayant pour objectif de supprimer les dispositifs interventionnistes de l'État-providence. Mais elle était en même temps « dissidente », comme Galip Yalman à juste titre le souligne¹⁴², puisqu'elle remettait en cause à bien des égards l'historiographie officielle de l'État.

D'où, l'historiographie kémaliste qui était hégémonique, dans la mesure où elle coïncidait avec les besoins du régime d'accumulation du capital dite de l'ISI mis en vigueur après le coup d'État militaire de 1960, perdit sa prééminence en face de celle « anti-étatiste » après le coup d'État militaire de 1980 qui déclencha le processus de « néolibéralisation » en Turquie.

C'est ainsi que, le *Marchand*, damné auparavant par l'historiographie kémaliste en tant que diable égarant le *Héros* de sa trajectoire native, essaierait de revenir sur scène en tant que porteur d'un nouvel ethos en vue de renverser ou au moins de reculer le pouvoir despotique et de développer la démocratie.

Mais le déroulement des faits démontra avant longtemps que ni le *Héros* ne portait en lui les qualités qui lui étaient attribuées par l'imaginaire kémaliste, ni non plus que le *Marchand* n'était aussi ambitieux pour l'élargissement des libertés comme le suppose l'historiographie « anti-étatiste ».

¹⁴² YALMAN G. L. Tarihsel Bir Perspektiften Türkiye'de Devlet ve Burjuvazi: Rölativist Bir Paradigma mı Hegemonya Stratejisi mi ?. *Praksis*, 2002, n° 5, p. 7.

b) Fin des privatisations et proclamation du cessez-le-feu

En 2006, la tension idéologico-politique entre les parties ne cessait de s'aggraver. Mais à la différence du 2005 où les privatisations furent les principaux points à l'ordre du jour autour duquel se construisent les pôles, en 2006 la tension s'était accrue du fait des actions violentes qui se succédèrent : le 5 février 2006, Andrea Santoro, prêtre catholique missionnaire de l'église Sainte-Marie à Trabzon – la ville nord du pays où avait eu lieu le premier tentative de lynchage l'année précédente – fut assassiné aux cris d'« Allah Akbar » (Allah est grand) par un lycéen, de l'âge de 16 ans ; le siège du quotidien kémaliste *Cumhuriyet* à Istanbul fut visé trois fois entre les 5 et 12 mai 2006 par des attentats à la bombe sans faire de victime ; enfin, le 17 mai 2005, La 2^e chambre du Conseil D'État, bastion présumé de la laïcité pour ses décisions prises contre le port du voile, fut visée par des tirs d'armes à feu encore aux cris d' « Allah Akbar » par un assaillant âgé de 29 ans. Un des membres de la chambre fut tué et quatre autres blessés.

Tous ces attentats furent interprétés par le pôle anti-AKP comme des offensives commises par les islamistes contre le fondement laïc de la République et par le pôle opposé comme des attaques commises par des provocateurs pour défaire la sérénité sociale¹⁴³. Quoi qu'il en soit des commentaires, les funérailles du magistrat Mustafa Yücel Özbilgin furent suivies par plus de 20 000 personnes et le cortège funèbre se transforma en meeting contre le gouvernement AKP. Les manifestants, parmi lesquels figuraient des militaires de haut rang, réunis devant le mausolée d'Atatürk scandèrent « *La Turquie est laïque et le restera !* », « *Gouvernement, démission !* », « *Premier ministre, assassin !* », « *Les mollahs, en Iran !* », « *À bas la charia !* ».

¹⁴³ En effet, les attentats envers le Conseil d'État et le quotidien *Cumhuriyet* furent inscrits plus tard dans le réquisitoire du procès Ergenekon selon lequel ces actes violents avaient été faits afin d'enthousiasmer les sensibilités laïques de la société, d'approfondir la polarisation idéologique dans le pays et enfin d'user le gouvernement, par ordre de Veli Küçük, général de brigade à la retraite et un des principaux suspects du procès en question.

À côté de ces événements, un autre enjeu important qui exerce une influence précise sur l'hyperpolitisation du pays était l'élection présidentielle qui approchait. En fait, les élections présidentielles étaient toujours l'un des principaux enjeux de la sphère politique en Turquie. Car depuis l'adoption de la constitution de 1982 rédigée après le coup d'État militaire, « le pouvoir d'État » est essentiellement partagé entre l'armée, le gouvernement et le président de la République. Selon ce partage, la légitimité de l'armée repose, depuis le coup d'État de 1960, sur la mission de sauvegarder le régime, la légitimité du gouvernement s'appuie sur le soutien du peuple et enfin le président de la République en tant qu' « autorité irresponsable » accomplit la tâche de concilier ces deux forces¹⁴⁴.

Mais surtout, c'est la largeur des compétences et des champs d'actions cédées au président de la République qui transformait ce poste en enjeu particulièrement entre les « élus » et les « nommés » : selon l'article 104 de la constitution de 1982, le président de la République est désigné la seule autorité compétente — et exempté de tout contrôle de la légalité pour ses décisions — de promulguer les lois ou bien de les renvoyer à l'Assemblée nationale en vue d'une nouvelle délibération s'il l'estime nécessaire, de soumettre à référendum les lois portant révision constitutionnelle ou de saisir la Cour constitutionnelle pour les annuler, de nommer le premier ministre et les ministres, de nommer le Chef d'état-major général, de présider le Conseil de sécurité national, de signer les décrets, de nommer les membres et le président du Conseil de contrôle d'État, de désigner les membres du Conseil de l'enseignement supérieur et les recteurs d'université, de nommer les membres de la Cour constitutionnelle ainsi qu'un quart des membres du Conseil d'État, etc.

En bref, le poste de présidence de la République ne représente pas un enjeu moins important que le destin des grandes entreprises industrielles dites stratégiques. En plus,

¹⁴⁴ KAHRAMAN M. Fonksiyonlari Itibariyle Türkiye'de Cumhurbaşkanlığı ve Cumhurbaşkanlığı Seçimi Tartışmaları. *Dumlupınar Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*, 2007, n° 19, p. 157.

l'intention personnelle de Tayyip Erdogan de devenir le président de la République approfondit un peu plus le mécontentement du front anti-AKP.

Pour que se desserre ce nœud gordien, il fallut atteindre l'an 2007 où l'aggravation de la polarisation idéologico-politique conduisit les masses de plus en plus excitées dans les rues : le 19 janvier 2007, la Turquie fut bouleversée par l'assassinat de Hrant Dink. Fondateur et directeur de publication et chroniqueur en chef de l'hebdomadaire *Agos*, édité à Istanbul en arménien et en turc, Dink fut tué par balle de la part d'un jeune de Trabzon devant le siège de l'Agos. Par la suite, quelques centaines de milliers de personnes, formant un gigantesque cortège endeuillé, traversèrent Istanbul pour accompagner la dépouille du journaliste jusqu'au cimetière arménien avec un message : « *Nous sommes tous des Arméniens, nous sommes tous Hrant* ». Concernant l'attitude prise face à cet assassinat le front anti-AKP avait été scindé en deux : tandis que les grands médias avait fait des annonces et des programmes pour augmenter la participation aux funérailles de Dink, l'aile radical de ce front entreprenait la préparation de manifestations dites « meetings de la République ».

À l'accompagnement du lancement de la campagne du quotidien *Cumhuriyet*¹⁴⁵, intitulée « *Avez-vous conscience du danger ? Les horaires seront décalés de 100 ans !* », la première de ces manifestations eut lieu à Ankara le 14 avril 2007, deux jours avant le début du processus d'élection présidentielle. Organisé par l'Association de la pensée ataturquiste (ADD)¹⁴⁶, ce premier meeting rassembla environ cent mille personnes.

Malgré l'amplification des contestations, l'AKP ne prit pas de recul et déclara, le 24 avril, la candidature à la présidence d'Abdullah Gül, ministre des Affaires étrangères du cabinet au gouvernement. Lors du premier tour (élection au parlement tenue le 27 avril),

¹⁴⁵ Le représentant d'Ankara et quelques principaux chroniqueurs de ce quotidien seraient plus tard arrêtés dans le cadre du procès Ergenekon.

¹⁴⁶ Le président de cette association, Sener Eruygur, ancien commandant de la gendarmerie et général d'armée à la retraite, sera arrêté dans le cadre du procès Ergenekon en qualité d'un des principaux suspects.

Gül reçut 357 voix sur les 367 qui lui étaient nécessaires pour être élu. Il fallut aller au second tour, mais en raison du « mémorandum électronique » produit vers 23 heures de la même journée par l'armée, le second tour n'eut jamais lieu.

Dans ce mémorandum, après avoir appuyé sur ses préoccupations liées aux évolutions politiques du pays, l'État-major déclarait qu'il « *demeurait profondément résolu à assumer les responsabilités que lui confère la loi afin de protéger les caractéristiques immuables de la République de Turquie* ». En s'adossant au mémorandum de l'armée, le second des meetings se déroula dans un climat plus motivé avec un record de participation le 29 avril à Istanbul et les troisièmes le 5 mai à Manisa et à Çanakkale, villes ouest du pays et enfin le quatrième rassemblement le 13 mai à Izmir.

Enfin après les interventions successives faites d'abord par l'État-major sur Internet et après l'invalidation du premier tour de la présidentielle par la Cour constitutionnelle, le gouvernement AKP décida d'organiser des élections législatives anticipées le 22 juillet 2007, et d'ajourner la présidentielle à la suite de la constitution du nouveau parlement.

Le quotidien britannique *The Daily Telegraph* commenta cette crise sous le titre « *Turkish distraction* » en avançant que « les choses tant triviales » telles que le port du voile de la femme du candidat présidentiel en Turquie, entraînaient des grands combats qui nuisent en fin de compte au pays.

En fait, ni ceux qui descendent dans les rues à maintes reprises pour défendre « le laïcisme », ni ceux qui s'unissent autour de l'AKP pour défendre « la démocratie » ne percevaient cette crise tant « triviale » que désigne le quotidien britannique. Mais toutefois la résolution de la crise, du moins en apparence, se réalisa en quelques jours de manière à confirmer le simplisme du commentaire de *The Daily Telegraph*.

Le tournant fut le moment où eut lieu la rencontre du premier ministre Tayyip Erdogan et du chef d'Etat-major des forces armées turques Yasar Büyükanit à Dolmabahçe. Le 4 mai

2007, cette rencontre dont le contenu resta confidentiel s'inscrira dans l'histoire politique récente du pays comme « le compromis du Dolmabahçe ».

La plus importante conséquence de ce compromis sera sans doute le déclenchement de l'affaire Ergenekon. Le 12 juin 2007, la police « découvrit » un dépôt de grenades et d'explosifs dans un bidonville à Ümraniye. Cette opération sera considérée comme premier acte de l'affaire Ergenekon, car les explosifs saisis par la police étaient les mêmes que ceux utilisés dans les attentats contre le Conseil d'État et le quotidien *Cumhuriyet*. Dans la période qui suit le « compromis de Dolmabahçe », l'État-major restera résolument indifférent face aux arrestations des suspects relatifs à l'affaire Ergenekon parmi lesquels il se trouve même des généraux en retraite ainsi que des recteurs d'université, des journalistes, des syndicalistes, des hommes d'affaires, des personnages mafieux, etc. En outre, il donnera implicitement le visa à la présidence de la République d'Abdullah Gül dont l'épouse portait le voile.

Le changement de ton du pôle militaire ne concernait pas seulement son positionnement en face du gouvernement AKP, mais aussi en face du « capital étranger ». Le 19 juin 2007, OYAK Holding, mutuelle de l'armée, vendit 100 % des actions de sa propre banque (Oyakbank) à l'ING (Internationale Nederlanden Groep), société financière internationale de bancassurance d'origine néerlandaise. Coskun Ulusoy, directeur général d'OYAK, défendit cette vente avec ces mots : « *Les armées ne gèrent pas la banque ! Le soldat n'a rien à voir avec la banque !* »¹⁴⁷.

Mais la vente de la banque par OYAK à une institution étrangère fit l'objet d'une remise en question de la sincérité de l'institution : car, lors de la précédente réunion des concessionnaires d'OYAK tenue le 17 septembre 2005, le directeur général d'OYAK,

¹⁴⁷ Mais comme l'économiste Güngör Uras le souligne en faisant allusion à l'achat d'Erdemir par Oyak Holding, une mutuelle en tant que système financière avait normalement davantage besoin d'une banque que d'un conglomérat sidérurgique. Voir URAS G. Oyak yönetimi bankayı mecburiyetten sattı [En ligne], *Milliyet* (2007, le 20 juin). Disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/2007/06/20/yazar/uras.html>

vêtue d'un t-shirt rouge et blanc symbolisant le drapeau national turc, avait déclaré qu'ils déclanchaient désormais l'« *action du capital national* » après avoir énoncé que « *les étrangers qui achètent les sociétés et les banques turques ont des liens avec les États étrangers. C'est-à-dire, notre État vend ses sociétés et ses banques, les États étrangers les achètent !* »¹⁴⁸. Les auditeurs enthousiasmés par ces paroles scandaient « *OYAK est turc et le restera !* ». Deux ans après cette réunion Coskun Ulusoy expliquait par la chaleur de l'été d'Antalya le fait qu'il avait porté dans cette réunion le t-shirt « rouge et blanc »¹⁴⁹.

L'imaginaire kémaliste expliquerait sans doute ce changement d'attitude de l'armée par l'égarement des cadres « révolutionnaires » de leur trajectoire sous l'influence du *Marchand*. Mais comme ce phénomène d'égarement se présente continuellement depuis la proclamation de la République, cette approche ne suffira évidemment pas à comprendre la réalité.

D'autre part, le développement du processus de privatisation en Turquie montre que l'imaginaire libéral qui espère l'affaiblissement du poids de la bureaucratie civile et militaire sur la société et l'épanouissement de la démocratie avec l'aboutissement des réformes néolibérales ne reflète pas non plus la réalité. Car ainsi que l'armée continue à maintenir sa position dominante sur la sphère politique, grâce aux privatisations, elle transforme aussi sa mutuelle en un conglomérat dont le taux de rentabilité est le premier parmi les grandes holdings du pays. Autrement dit, l'élargissement du « marché » n'affaiblirait guère la position de l'armée, mais au contraire cette dernière, désormais en tant que géant sidérurgique, y deviendrait même l'un des acteurs prééminents du marché.

¹⁴⁸ URAS, *ibidem*.

¹⁴⁹ 'Kırmızı beyaz tisört sadece spor için' [En ligne], *Yeni Şafak* (2007, le 22 juin) Disponible sur : <http://yenisafak.com.tr/ekonomi/?t=22.06.2007&c=3&i=51742&K%FDrm%FDz%FD/beyaz/ti%FE%F6rt/sadece/spor/i%E7in>.

Les privatisations « à la turca » en entraînant l'émergence d'un cadre institutionnel hybride ne satisfait ni exactement les tenants du « marché libre » ni non plus les avocats du dirigisme. Autrement dit, cette lutte n'est emportée ni par le *Héros* ni par le *Marchand*, mais peut être par le *Héros-marchand*.

Après avoir précisé les zigzags du déroulement du programme de privatisation à la lumière de certains traits de la néolibéralisation « à la turca », nous pouvons désormais nous pencher sur les positions variées des syndicats ouvriers, dont les membres, les ouvriers, étaient, en fait, concernés au premier chef par les conséquences sociales des politiques néolibérales, y compris les privatisations.

CHAPITRE III

La reconfiguration de l'espace syndical turc pendant le processus de privatisations

Tout au long de la période où la privatisation fut un enjeu primordial au sein du mouvement syndical en Turquie, on peut distinguer trois discours syndicaux concurrents allant de pair avec l'éclatement du monde ouvrier : (a) la posture « contre la privatisation » dans la mesure où les privatisations se concluent par la cession des entreprises publiques aux groupes privés « non-nationaux » et/ou controversés ; (b) la posture « contre la privatisation » sans condition et sans réserve ; et enfin (c) la posture « pour la privatisation » à condition qu'elle n'exclue pas l'initiative, la volonté et enfin les intérêts des ouvriers.

L'attitude du syndicat Türk Metal pendant la privatisation de l'Erdemir est typique du premier positionnement: d'abord, la résistance contre la privatisation de l'entreprise publique jusqu'au jour de l'adjudication, puis l'agrément après la vente à l'OYAK. Quant au syndicat Petrol-Is, il montre une attitude rigide tout au long des privatisations des entreprises publiques (PO, Tupras, Petkim, etc.), quoiqu'il en soit du résultat de l'adjudication. Donc, ce syndicat représentait l'archétype par excellence de la deuxième posture. Et enfin, le comportement participatif lors des processus de privatisation (particulièrement à Kardemir, à Isdemir) du syndicat Çelik-Is désigne le modèle de référence permettant de préciser les traits de la troisième démarche syndicale. Donc, il serait utile de regarder de plus près ces trois discours syndicaux en tenant compte des attitudes concrètes de ces trois syndicats, dont deux (Türk Metal et Petrol-Is) sont affiliés à la confédération syndicale de Türk-Is, et un à la confédération syndicale de Hak-Is.

Ce faisant, je me permettrai d'abord d'essayer de relier ces trois attitudes vis-à-vis des privatisations à trois traditions syndicales différentes faisant surface dans trois périodes différentes du pays qui se diffèrent aussi bien par le régime d'accumulation de capital dominant que par le cadre institutionnel correspondant à ce dernier.

A) Victoire à la Pyrrhus du syndicalisme nationaliste : Türk Metal et ses politiques d'antiprivatisation

Ayant pour but de construire un État-nation capitaliste sur les terres maintenues après la Première Guerre mondiale, la République de Turquie a été proclamée par une élite nationaliste qui partait à la fois d'un cadre institutionnel hérité de l'empire Ottoman et d'un cadre de pensée portant sur un mode d'interprétation de l'expérience occidentale. Mais force est de constater que les changements de la conjoncture internationale exercèrent toujours une influence décisive sur le façonnement -et à chaque moment du déroulement historique re-façonnement- des institutions de la République ainsi que sur la formation des luttes politiques et sociales internes. L'évolution des relations professionnelles en Turquie n'était pas exemptée de cette règle.

L'un des cadres institutionnels que les fondateurs de la République avaient hérité de l'Empire concernait sans doute l'interdiction syndicale : régulant le droit de grève au détriment de l'abolition de la liberté syndicale, la « Loi sur le droit de grève » (Tatil-i Esgâl Kanûn-i Muvakkati) adoptée par le parlement ottoman en 1909¹⁵⁰ fut conservée par les cadres kémalistes *de facto* jusqu'en 1936, date à laquelle fut adopté le « Code du Travail », et *de jure* en 1947.

¹⁵⁰ Les ouvriers de l'Empire avaient quand même continué à s'organiser selon la « Loi des associations ». Mais le pays perdrait presque 4 millions de sa population soit dans les guerres, soit pendant l'échange de population obligatoire dans les années qui suivent l'éclatement de la Première Guerre mondiale. Selon Çağlar Keyder, les ouvriers constituaient une proportion à ne pas mésestimer au sein des grecques orthodoxes qui ont du quitter le pays due à l'échange massive de population. Voir KEYDER Ç. *Dünya Ekonomisi İçinde Türkiye (1923-1929)*. Ankara : Yurt Yayinlari, 1982. Enfin, quand la République a été proclamée, ces associations ouvrières étaient déjà affaiblies et elles furent définitivement interdites avec l'adoption de La loi sur le Maintien de l'ordre (Takrir-i Sükûn) en date de 1925.

Le « Code du Travail » de la République fut élaboré par les cadres kémalistes sous l'influence de l'idéologie du « corporatisme autoritaire » alors en développement dans le monde occidental surtout en Allemagne et en Italie. Pour montrer l'esprit de ce code du travail, l'allocution auprès de l'Assemblée Nationale de Recep Peker, alors secrétaire générale du CHP, est frappante : *grâce aux mesures prises d'un jour à l'autre, nous supprimons l'esprit du type d'Etat libéral contentieux, conflictuel et endommageant l'unité nationale dans le pays*, disait Peker, *et à la place de cela, nous inoculons à notre vie le solidarisme et l'unitarisme de l'esprit du type d'État national*. Par la suite, en qualifiant de muraille, le nouveau code du travail, construit pour empêcher le fractionnement des citoyens sur la base de classes, Recep Peker appuyait sur le fait que ce cadre légal servirait à la régulation d'une vie harmonieuse et équilibrée en Turquie selon le type d'État national¹⁵¹.

L'adoption d'un « Code du Travail », 13 ans après la proclamation de la République, ne résultait sans doute pas des revendications ouvrières, mais du besoin de la bureaucratie et comme partie intégrante du processus d'industrialisation déclenché par la main de l'État dans les années 1930 suite à la grande crise économique.

Ces années seraient qualifiées par l'historien social Sehmus Güzel de période de la « production de l'ouvrier industriel en serre »¹⁵². Sous la protection du nouveau Code du travail –donc, sous la protection de l'État- qui régule les *relations professionnelles individuelles*, l' « ouvrier national » sera privé des droits en ce qui concerne les *relations professionnelles collectives*. Autrement dit, selon ce code du travail, les deux acteurs principaux des relations professionnelles, tout comme les employeurs et les employés,

¹⁵¹ GÜLMEZ M. *Meclislerde İşçi Sorunu ve Sendikal Haklar (1909-1961)*. Ankara : Öteki Yayınevi, 1995, p. 177-179.

¹⁵² GÜZEL M. S. *İşçi Tarihine Bakmak*. Istanbul : TÜSTAV Yayinlari, 2007, p. 19.

étaient condamnés à jouer les seconds rôles, tandis que l'État assumait le rôle prééminent¹⁵³.

Enfin à la suite de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie, ayant pour ambition de se positionner dans le monde occidental avec le passage du régime politique unipartite au multipartisme, remania, en 1946, la « Loi des associations » qui interdisait jusqu'alors nettement la construction d'organisations en vue de défendre les intérêts professionnels, et ensuite adopta, en 1947, la loi relative à la création des syndicats. Mais il faut constater que l'esprit de cette loi, qui légalisait la formation des organisations syndicales mais sans renoncer à l'interdiction du droit de grève, n'allait pas aussi loin que celui du Code du Travail.

Le ministre de Travail du gouvernement CHP, Sadi Irmak, en résumant le cadre de la proposition de loi dans la session concernée à l'Assemblée Nationale, avança qu'il existe trois types de syndicat : celui qui agit « contre » l'État, celui qui agit « sous l'ordre de » l'État et enfin celui qui agit « avec » l'État. Par la suite, Irmak précisa que cette proposition de loi avait choisi le troisième type de syndicat comme point de repère et qu'elle contenait des articles visant à empêcher la politisation des organisations ouvrières¹⁵⁴.

Cette sensibilité pour distinguer les types des syndicats provenait, d'une part, de l'agacement qu'éprouva le gouvernement en 1946 suite à la fondation de plusieurs syndicats à l'initiative des premiers partis communistes légaux du nouveau régime multipartite tels que le TSP (le Parti Socialiste de Turquie) et le TSEKP (le Parti socialiste des travailleurs et des paysans de Turquie), et d'autre part, de l'ambition kémaliste de superviser les relations professionnelles ainsi que le marché du travail. En

¹⁵³ MAKAL A. Cumhuriyet'ten 21. Yüzyıla Türkiye'de Çalışma İlişkileri. *Güncel Sosyal Politika Tartışmaları – Cahit Talas Anısına* / ed. par. B. Ceylan-Ataman. Ankara : Ankara Üniversitesi SBF Yayınları, 2007, p. 517.

¹⁵⁴ GÜLMEZ, *op. cit.* p. 227-232.

d'autres termes, selon cette loi, il était impossible de revitaliser le « syndicalisme de 46 » (le mouvement syndical sous l'initiative du TSP et TSEKP interrompu avec l'interdiction judiciaire à la fin de l'an 1946), mais, par contre, pourrait « librement » faire surface en Turquie un nouveau syndicalisme agissant avec l'État.

Après avoir fourni un cadre légal, le CHP entreprit de former, d'abord, ses propres réseaux syndicaux dans les entreprises -majoritairement dans le secteur public- et de préparer les syndicalistes pour fonder une confédération nationale. De fait, fut fondé en 1952 la Türk-Is (La Confédération des syndicats ouvriers de Turquie) en tant que première confédération ouvrière nationale légale de la République. Mais de même que le CHP a été mis en échec dans les premiers législatives du régime multipartite en 1950, le projet de relier la direction de la confédération syndicale au CHP échoua du moins jusqu'aux années 1980. Malgré les attentes du CHP, les directions successives de la confédération poursuivirent des politiques syndicales, jusqu'aux années 1980, dont les trois traits peuvent être précisés ainsi :

(1) Donner la priorité à la syndicalisation dans le secteur public qui domine l'économie du pays soit par l'ampleur de ses activités et par sa capacité d'emploi, soit par son importance stratégique aux yeux de la bureaucratie civile et militaire,

(2) Quoi qu'il en soit de ses lignes idéologico-politique, faire bon ménage avec les gouvernements¹⁵⁵ –qui représentent lors de leurs mandats l'État, c'est-à-dire le plus grand « employeur » de l'économie- pour pouvoir signer des contrats collectifs de travail dans les meilleures conditions,

¹⁵⁵ Au sein de la Türk-Is, il y aurait toujours une tendance proposant de substituer une politique en faveur du CHP à la politique « sans couleur ». Mais ces propositions demeureront minoritaire du moins jusqu'aux années 1980. KOÇ Y. *Türkiye'de İşçiler ve Sendikalar (Tarihten Sayfalar)*. Ankara : Yol-Is Yayını, 2000, p. 150.

(3) Du fait du peu d'importance des gouvernements, dans les circonstances de crise politique, se positionner en dernière analyse aux côtés de l'armée et de la bureaucratie civile.

Cette stratégie à trois piliers opéra avec succès jusqu'aux années 1980. Etant donné qu'au moins les deux tiers des ouvriers inclus dans la portée du contrat collectif de travail étaient embauchés dans le secteur public, en tant que confédération syndicale « de confiance » aux yeux de la bureaucratie civile et militaire, la Türk-Is resta toujours dominante et finit par devenir la plus grande et la plus puissante organisation ouvrière du pays.

D'autre part, tout au long de la période de l'ISI, l'État eut toujours une capacité économique –et aussi une vocation politique– pour alimenter en son sein une condition ouvrière supérieure à la condition ouvrière du secteur privé ainsi qu'à la condition paysanne. C'est pourquoi, à la différence des ouvriers du secteur privé syndiqués au sein de la Türk-Is, les oppositions envers les fondements de la stratégie de la confédération ne furent jamais suffisamment soutenues par la majorité des ouvriers du secteur public.

Quant à l'attitude de la confédération vis-à-vis des coups d'État militaire, elle témoigna d'une régularité constante : la confédération salua le coup d'État de 27 mai 1960 en le qualifiant de « *le lever de soleil de la révolution* » et en obligeant son président, Nuri Başer, connu pour son soutien au *Parti démocrate* d'Adnan Menderes avant le putsch, à se démissionner de son poste¹⁵⁶. Après l'intervention du 12 mars 1971, il serait énoncé dans une déclaration de la confédération qu' « *il est impossible de dire que les Forces armées turques qui ont montré jusqu'à présent les exemples les plus sublimes de la fidélité à l'ordre constitutionnel, et enfin au régime démocratique, ont réalisé cette intervention sans cause nécessaire et suffisante* »¹⁵⁷.

¹⁵⁶ KOÇ Y. 27 Mayıs'zede İşçiler. *Mülkiye Dergisi*, 1994, Vol. 18, n° 164, p. 21 et *Türkiye Sendikacılık Ansiklopedisi*, Vol. 3. Istanbul : Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, 1996, p. 331.

¹⁵⁷ *Türk-Is 9. Genel Kurul Çalışma Raporu*. Ankara : Türk-Is Yayinlari, 1973, p. 15-18.

Enfin, après le coup d'État de 12 septembre 1980, Türk-Is demeura la seule organisation syndicale dont les activités furent exemptées d'interruption. Ibrahim Denizer, président de la Türk-Is, lors de l'inauguration de la 12^e Assemblée générale de la confédération affirma le point de vue de la direction syndicale à propos de l'intervention militaire ainsi : *« L'opération du 12 septembre n'est pas un coup d'État, mais une opération pour la libération. Dans la philosophie de cette opération se trouve l'idée de rétablir sur une base solide la structure fondamentale de l'État et le régime démocratique déstabilisé. Nous devons consentir à la tâche de soutenir ceux qui s'approprient cette philosophie »*¹⁵⁸. En allant plus loin, la Türk-Is donna même un ministre au gouvernement militaire qui dirigera le pays entre 1980 et 1983.

Le soutien de l'administration de la confédération pour la junte était tout à fait conforme à la tradition de la Türk-Is qui n'avait jamais contré l'armée et n'avait jamais négligé dans sa logique d'action la raison d'État. Mais quant à « faire bon ménage avec les gouvernements », cela changea pour la première fois en face de l'ANAP de Turgut Özal. En fait, juste avant la fondation de son parti, Özal avait proposé à Kaya Özdemir, secrétaire général de l'éducation de Türk-Is, de faire partie de l'équipe fondatrice de l'ANAP. En raison de l'opposition de Sevket Yılmaz, élu en 1982 Président de Türk-Is, Kaya Özdemir refusa cette proposition¹⁵⁹.

Après cette date-là, les directions successives de la confédération substituèrent à la ligne conventionnelle « non partisan » de la Türk-Is, un nouvelle axe « sélectif » vis-à-vis des partis politiques dont le critère était dans la plupart de cas la défense du corps d'Etat plutôt que les intérêts du travail. Mais étant donné que les politiques économiques néolibérales mises en œuvres après les années 1980 engendraient une résistance spontanée au sein du monde ouvrier syndiqué et particulièrement au sein des ouvriers du secteur public, il devint de plus en plus difficile de tracer une ligne de démarcation entre

¹⁵⁸ *Belgelerle Türk-Is Tarihi (1980-1992)*. Ankara : Türk-Is Yayinlari, 2002, p. 39.

¹⁵⁹ KOÇ Y. *Türk-Is Tarihinden Portreler*. Ankara : Türk-Is Yayinlari, 1999, p. 150.

les revendications issues de la raison d'État et celles de l'intérêt des ouvriers syndiqués du secteur public. On vit même, durant les années de privatisation de l'après 2000, un syndicat affilié à la Türk-İs, de tendance d'extrême droite, et un autre, traditionnellement de tendance sociale-démocrate, se rejoindre sur la ligne de défense du dirigisme kémaliste pour pouvoir contrer la privatisation. Si le syndicat de Türk Metal représente l'exemple le plus représentatif du premier courant, le cas du syndicat de Petrol-İs est sans doute l'archétype de la seconde tendance. En fait, après les années 1980, plus la proportion de l'emploi public diminue par rapport à l'emploi total¹⁶⁰, plus s'atténueront les désaccords intra-confédération concernant les projections syndicales et les perspectives idéologico-politique entre les syndicats affiliés de la Türk-İs. Le point de jonction des syndicats de tendances variées au sein de la confédération fut exprimé le 25 novembre 1989 par le président de Türk-İs de la sorte : « *Nous, les ouvriers, allons sauvegarder les entreprises publiques qui sont nos patrimoines économiques. Pour cela, nous allons poursuivre, un par un, chaque méthode, chaque moyen, chaque combat. Tout le monde doit tenir compte de cette réalité. (...) Je veux tout d'abord mentionner que, nous, en tant que mouvement ouvrier, croyons, en principe, que l'État doit occuper une place décisive dans la vie économique. (...) En tant que moteur de l'industrialisation en Turquie, en tant que porteur de civilisation dans toutes les provinces, en bref, en tant que porteur de l'État partout, les entreprises publiques subissent aujourd'hui une opération d' « étrangérisation ». C'est au nom de la privatisation que s'opère cette opération. Derrière ce plan, annoncé souvent comme le plus grand mouvement réformateur de notre histoire, se trouve en vérité un effort en vue d'offrir les valeurs et les propriétés patrimoniales de notre nation à la disposition des intérêts étrangers* »¹⁶¹.

¹⁶⁰ L'emploi public comptant pour 40 % dans l'emploi total en 1970 diminuera successivement à 36 % en 1980 et 21.6 % en 1997. Voir ÇETİK M., AKKAYA Y. *1990'li Yillarda Türkiye'de Endüstri İlişkileri – Arastırma Raporu*. İstanbul : Tarih Vakfı, 1999, p. 64-65.

¹⁶¹ Cité par KOÇ, *Teslimiyetten Mücadeleye...*, op. cit., p. 192-193.

Ce discours du président de la confédération synthétisait les revendications de deux traditions syndicales « ennemies », du moins jusqu'aux années 1980, dans le secteur public : la première tradition correspond au discours du « syndicalisme nationaliste » prenant sa source dans le cadre institutionnel des relations industrielles de type « corporatisme d'État » des années 1940, et la seconde correspond au discours du « syndicalisme de contestation » qui s'épanouit en Turquie dans le sillage du cadre institutionnel mis en vigueur suite au coup d'État de 1960, inspiré dans une certaine mesure du modèle keynésien de « corporatisme tripartite » de l'Europe continentale¹⁶².

Le syndicat de *Türk Metal* représentait sans doute le plus éminent défenseur de la tradition du « syndicalisme nationaliste » dans la confédération Türk-Is. La fondation de Türk Metal remonte en 1963 où trois syndicats d'entreprise avaient construit une fédération affiliée de la Türk-Is en vue de s'organiser dans le secteur de métallurgie. Dans le règlement de la fédération syndicale se trouvaient des critères tels que « se situer contre l'idéologie communiste », « être pour l'unicité indivisible de l'État et de la nation » et enfin « rejeter le syndicalisme de classe »¹⁶³. Mais le positionnement décisif de ce mouvement sur l'axe du syndicalisme nationaliste eut lieu après l'Assemblée générale de l'organisation tenue le 17 novembre 1973 où la fédération prit le nom de

¹⁶² Mais comme Yüksel Akkaya et Mete Çetik le soulignent à juste titre, à la différence des corporatismes européens ayant une proportion élevée de salariés couverts par une convention collective ; les facteurs tels que la faiblesse de taux des salariés syndiqués parmi tous les salariés et encore la faiblesse de taux de salariés couverts par une convention collective parmi tous les salariés syndiqués ne permettent pas d'identifier les relations industrielles en Turquie avec celles en vigueur en Europe. Voir ÇETIK, AKKAYA. *1990'li Yillarda*, op. cit. p. 130-131. Le corporatisme « inégalitaire » et/ou « limité » de Turquie excluait, et exclut toujours, la grande majorité des couches salariées dont le nombre a particulièrement accru après les années 1980 et qui se trouve toujours démunis de couverture de convention collective. Selon le calcul d'Aziz Çelik et Kuvvet Lordoglu, le taux de salariés couverts par une convention collective en Turquie n'était que 8 % en 2004. Voir ÇELİK A., LORDOĞLU K. *Türkiye'de Resmi Sendikalaşma İstatistiklerinin Sorunları Üzerine. Çalışma ve Toplum*, 2006, Vol. 2. p. 11-30. Autrement dit, comme Jeremy Seekings l'indique, dans la plupart des pays en développement en fonction de la mise en œuvre d'une forme du « corporatisme inégalitaire », le régime de la protection sociale en vigueur ne peut couvrir que les employés du secteur industriel qui représentent effectivement une petite minorité de la population totale. Voir SEEKINGS Jeremy, *Prospects for Basic Income in Developing Countries : A Comparative Analysis of Welfare Regimes in the South* [En ligne] 54 p. 2005, CSSR Working Paper N° 104. Disponible sur: http://www.sarpn.org.za/documents/d0001202/P1333-CSSR_Seekings

¹⁶³ SÖNMEZSOY R. *Türk İşçi Hareketinin Lokomotifleri Türk Metal Sendikası Tarihi*. Ankara : Türk Metal Sendikası Yayını, p. 15. Cité par AKKAYA Y. *Milliyetçi Hareket Partisi ve Sendikacılık. Özgür Üniversite Forumu*, 2001, n° 13, p. 122-183.

Türk Metal. De 1975 jusqu'en 2009, ce syndicat sera dirigé sous la présidence de Mustafa Özbek, actuellement l'un des inculpés de l' « Affaire Ergenekon » et avant de faire sa carrière dans le syndicalisme, l'un des anciens dirigeants du MHP (Parti de l'action nationaliste), dont la perspective syndicale consistait à la « *fondation dans chaque secteur d'activité d'un seul syndicat auquel chaque ouvrier adhère obligatoirement* »¹⁶⁴.

Dans la période antérieure au coup d'État militaire de 1980 le nombre d'adhérents de Türk Metal fut de presque 15 000. Ce nombre augmentait régulièrement d'abord grâce à la coopération avec le syndicat d'employeurs de la métallurgie (MESS), et ensuite grâce à l'interdiction des autres syndicats concurrents, suite au coup d'État de 1980. En 1980, il passa à 50 000, en 1986 à 130 000, en 2003 à 228 000 et enfin en 2009 à 343 000. A présent, 51,15 % des ouvriers métallurgistes syndiqués sont adhérents de Türk Metal¹⁶⁵. Avec son ampleur quantitative, Türk Metal est actuellement le plus grand syndicat ouvrier au sein de la confédération Türk-Is et aussi dans le mouvement syndical national : selon les statistiques de 2009, plus de 10 % des ouvriers syndiqués à l'échelle nationale (presque 8 % si on tient compte des fonctionnaires d'État syndiqués) sont adhérents à Türk Metal, ce qui correspond à 15,33 % des syndiqués de la Türk-Is¹⁶⁶. Si l'on tient compte du fait que Türk-Is est composé de 33 syndicats affiliés¹⁶⁷, dont 19 syndicats n'ont chacun qu'un taux d'adhérent de moins de 2 % par rapport au nombre d'adhérents total de la confédération, les adhérents de Türk Metal avec cinq autres grands syndicats constituent 61,06 % de la confédération. D'une autre part, le nombre d'adhérents des syndicats dont les directions actuelles ont une tendance plus ou moins précise en vue de

¹⁶⁴ AGAOGULLARI M. A. Aşırı Milliyetçi Sag. *Geçis Sürecinde Türkiye* / ed. par C. SCHICK et A. TONAK. Istanbul : Belge Yayinlari, 1990, p. 218

¹⁶⁵ Concernant l'émergence et la reproduction de l'administration autocratique de Türk Metal, voir NICHOLS T., SUGUR N., DEMIR E. Beyond cheap labour: Trade unions and development in the Turkish metal industry. *The Sociological Review*, 2002, Vol. 50, n° 1, p. 23-47.

¹⁶⁶ ÇALISMA VE SOSYAL GÜVENLIK BAKANLIGI, 2821 Sayili Sendikalar Kanunu Gereginde Iskollarındaki İşçi Sayilari ve Sendikaların Üye Sayilarina Iliskin 2009 Temmuz Ayı İstatistikleri Hakkında Teblig , *Resmi Gazete*, (2009, le 17 juillet) n° 27291.

¹⁶⁷ Sont exclus de ce compte, deux syndicats affiliés de Türk-Is dont la sphère d'activité est la République turque de Chypre du nord.

poursuivre le « syndicalisme de contestation » ne représente qu'environ 11 % dans Türks-Is¹⁶⁸. Dans ce tableau, l'administration de la confédération, toujours fidèle au syndicalisme d'État, était amplement ouverte aux influences du syndicalisme nationaliste soutenu par Türk Metal.

Le positionnement du Türk Metal face aux privatisations était tout à fait conforme aux prémisses du syndicalisme nationaliste : « *L'action nationaliste ne considère pas le travail et le capital comme des ennemis en conflit, chacun de leur côté pour anéantir l'autre, mais comme des frères, complémentaires l'un l'autre. Ce qui est fondamental c'est qu'ils accèdent à la paix éternelle sous la main équitable et puissante de l'État* »¹⁶⁹. Dans ce modèle portant sur les relations professionnelles de type « corporatisme autoritaire » emprunté aux expériences de l'Espagne de Franco et du Portugal de Salazar, de même que l'État peut superviser les syndicats ouvriers conçus de plus en plus comme des monopoles, il est aussi muni des dispositifs nécessaires pour contrôler les affaires du secteur privé. En bref, pour faciliter la supervision de l'État, ce modèle proposait de créer des acteurs monopolistiques qui font parties des relations industrielles.

L'approche de Türk Metal envers les privatisations avait été élaborée par le biais de l'adaptation de cet ancien modèle aux circonstances actuelles. Le point de vue du syndicat ne proposait jamais de se positionner *a priori* contre les privatisations. Le critère qui importait le plus pour le Türk Metal était de prendre en considération l'« intérêt national » pour chaque opération de privatisation.

Quand la première ministre de l'époque Tansu Çiller porta à l'ordre du jour les privatisations en 1993, Mustafa Özbek disait, en tant que président de Türk Metal, que

¹⁶⁸ Ces 10 syndicats de la confédération (Deri-Is, Petrol-Is, Hava-Is, Basın-Is, Kristal-Is, TÜMTIS, Denizciler Sendikası, Ağaç-Is, Liman-Is, Tez Koop-Is) sont choisis en ne prenant en considération que leurs pratiques combatives dans la rue face à la proposition de loi du gouvernement d'AKP relative à la sécurité sociale et à la sécurité sanitaire en 2008. Donc, en raison du caractère relativement flou de ce critère, ce constat doit être considéré comme suggestif.

¹⁶⁹ MILLİYETÇİ HAREKET PARTİSİ. *Büyük ve Güçlü Türkiye İçin Milliyetçi Hareket Partisi – Seçim Bildirisi*. Ankara : 1973, cité par AKKAYA, Milliyetçi Hareket Partisi ve..., op. cit.

son syndicat était favorable à la privatisation et pourrait annoncer sa candidature lors de la privatisation de *Turkish Airlines*¹⁷⁰. Dans la même lignée, en 1994, le syndicat répondit de manière positive à la proposition de Çiller pour la vente de l'*Erdemir* à Türk Metal par la voie de la privatisation¹⁷¹. Mais en raison des obstacles juridiques et aussi bureaucratiques, il n'était pas encore temps pour la privatisation des entreprises dites stratégiques.

Mais après les élections de 2002 qui furent emportées par l'AKP, Türk Metal et son président Mustafa Özbek changèrent radicalement de discours avec l'émergence d'une nouvelle conjoncture idéologico-politique. Özbek deviendrait dans peu de temps l'un des fervents de la « vision eurasiste ». En fait, les liens de Türk Metal avec la géographie eurasienne remontaient à 1994. Selon les informations diffusées sur le site Internet du syndicat, « *Étant l'un des syndicats les plus puissants en Turquie et donnant une grande importance à la solidarité ouvrière internationale, le syndicat Türk Metal avait développé des relations fermes avec les syndicats métallurgiques des pays du bloc soviétique déjà au temps de la guerre froide. (...) En fait, Mustafa Özbek affirma à maintes reprises que les ouvriers des pays eurasiatiques doivent s'unir contre le capital global. (...) Ces relations internationales seront de plus en plus affirmées après l'effondrement de l'Union soviétique. Cependant les syndicats métallurgiques de la Fédération de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie et de Moldavie, en indiquant leurs désirs de devenir adhérent à la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM), ont demandé, à ce propos, l'aide de Türk Metal* ». Mais après que le FIOM ait refusé la demande d'adhésion de ces syndicats, Mustafa Özbek « *a suggéré l'idée de former une 'Fédération eurasienne internationale des syndicats des ouvriers de la métallurgie'. Cette proposition est accueillie favorablement* ». Suite à la réunion de la fondation tenue à Chypre du nord entre le 6 et le 12 février 1994 avec la participation de

¹⁷⁰ Voir KOÇ Y. Özelleştirme ve Sendikaların Alternatif Yaratma Çabaları, *Mülkiye Dergisi*, 1995, Vol. 20, n° 177, p. 33.

¹⁷¹ *ibid.*, p. 34-35.

syndicalistes issus de 17 pays, la fondation officielle de la fédération fut déclarée le 13 février 1994 à Ankara¹⁷².

Mais il faut noter que les travaux tournés vers l'Eurasie de Mustafa Özbek gagnèrent en ampleur notamment après les années 2000 : en 2003 il créa ainsi une chaîne de télévision dont le nom est *Radio Télévision de l'Eurasie* (ART), en 2004 il fonda *Le Centre de recherches sur la sécurité nationale de Turquie* (TUSAM) qui focalise ses travaux particulièrement sur l'Eurasie et le monde turcophone, en 2006 il établit une association pro-kémaliste, « Ma Turquie », avec la participation de généraux en retraite (Hursit Tolon, Alaettin Parmaksiz), de l'ancien Président la République turque de Chypre du nord (Rauf Denktaş), de chroniqueurs (Mustafa Balbay du quotidien Cumhuriyet) etc.

Concernant les privatisations, la posture du syndicalisme nationaliste d'après 2000 était d'être favorable au principe de la privatisation, mais pas pour l'« étrangérisation » des « patrimoines ». Puisque l'AKP, accusé de ne pas prendre en considération les intérêts nationaux, est qualifié par ce courant de « traître » en mettant la Turquie sous la menace des forces étrangères globales, cette perspective se traduisait facilement par un positionnement contre la privatisation. Avant l'adjudication de privatisation de l'Erdemir où Türk Metal était le syndicat représentatif, à l'image des représentants des syndicats de gauche tels que le Haber-Sen affilié du KESK et le Petrol-Is affilié du Türk-Is, Mustafa Özbek en faisant allusion à la privatisation de l'Erdemir déclara que « *Là, il s'agit moins d'une question ouvrière que d'une question de patrie et d'avenir. Ils vendront 46 % de l'Erdemir à l'étranger. L'étranger qui s'approprie 46 % des actions deviendra le dirigeant* »¹⁷³.

¹⁷² TÜRK METAL. Uluslararası Avrasya Metal İşçileri Federasyonu Tarihçesi [En ligne], Disponible sur : <http://www.turkmetal.org.tr/page.php?ID=5>. [Consulté le 10 juin 2009]

¹⁷³ 'Geleceğimiz satılıyor' [En ligne], *Evrensel* (2005, le 31 mai). Disponible sur : <http://www.evrensel.net/05/05/31/sendika.html>

Après la vente de l'Erdemir, y compris les mines de fer de Divrigi et l'Isdemir ainsi que sept entreprises publiques¹⁷⁴, à l'OYAK, lors du panel intitulé « *Applications de privatisation et recherches de nouvelles solutions – Importance de l'entreprise nationale* » organisé par Türk Metal, Mustafa Özbek parla de la sorte : « *Nous avons applaudit devant la télévision la vente de l'Erdemir à l'OYAK. Y a-t-il une entreprise plus nationale que l'OYAK ? On trouve les forces armées turques derrière elle. C'est une entreprise qui a la vocation de protéger la Turquie pendant ses moments difficiles. Je considère l'obtention de l'Erdemir par l'OYAK comme une gifle aux bandes de la privatisation, de la part du capital national, du travail national et enfin de ceux qui possèdent les valeurs nationales. Un front national s'est construit pour l'Erdemir et cette opération s'inscrit en lettres d'or dans l'histoire de la privatisation. Nous nous vantons d'avoir vu le capital turc s'unir. Il est probable que certains considèrent comme contradictoire notre attitude contre la privatisation et contre la vente de l'Erdemir avant l'adjudication et notre attitude actuelle. Mais en fait ce n'est pas contradictoire* »¹⁷⁵.

Si l'on prend en considération le fait que parmi 34 entreprises publiques privatisées en 2005, 33 sont été obtenues par des consortiums dominés entièrement ou majoritairement par des conglomérats dites « domestiques », « ancrées » et « fiables » de la République, il faut confirmer le succès de la ligne syndicale nationaliste poursuivie par Türk Metal, même si à la fin de ce processus son président fut envoyé à la prison. Cette fin de Mustafa Öztürk fait immédiatement venir à l'esprit les mots d'Alparslan Türkeş, fondateur du MHP (Parti de l'action nationaliste) et ancien leader politique du président du Türk Metal, exprimés dans une lettre adressé à Kenan Evren, chef de la junte, après avoir été emprisonné, suite au coup d'État de 1980 : « *Que c'est bizarre. Mes idées sont au pouvoir, et je suis en prison* ».

¹⁷⁴ KAYA M. Milli Sendikanin Milli Görevleri [En ligne], *Radikal*, (2009, le 28 juillet). Disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalHaberDetay&Date=28.7.2009&ArticleID=946959>

¹⁷⁵ 'Özbek Erdemir'in satisini alkislamis' [En ligne], *Evrensel*, (2005, le 22 octobre). Disponible sur : <http://www.evrensel.net/05/10/22/sendika.html#2>

B) Les politiques d'antiprivatisation du syndicalisme de contestation et le grand capital : de la riposte à l'appui juridique « de facto »

Le syndicat Petrol-Is est le successeur du *Syndicat des ouvriers de fuel-oil d'Istanbul* (*Istanbul Akaryakıt İşçileri Sendikası*) fondé le 6 septembre 1950. A la différence du syndicat Türk Metal dont les ouvriers fondateurs étaient issus de l'Anatolie centrale et porteurs de la tradition conservatrice de cette région, le *Syndicat des ouvriers de fuel-oil d'Istanbul* avait été fondé par des ouvriers stambouliotes sur des principes de préférence démocratiques. Le but de ce syndicat avait été indiqué dans son règlement d'organisation ainsi : « *de protéger et de développer les droits et les intérêts économiques, sociaux et culturels de ses membres sans dévier des principes démocratiques, d'assurer le fonctionnement sans limite et sans interruption de la démocratie à l'intérieur du syndicat, de s'efforcer de supprimer les obstacles empêchant la base de devenir compétente et puissante* »¹⁷⁶. Mais il y eut sans doute un autre facteur qui exerça plus d'influence sur le processus de formation de l'approche du syndicalisme du *Syndicat des ouvriers de fuel-oil d'Istanbul* : peu de temps après la formation du syndicat, ses fondateurs entrèrent en contact avec des syndicalistes étrangers : ils participèrent ainsi à plusieurs réunions organisées par la *Fédération internationale des ouvriers du pétrole (IFPW)*.

En 1956 le syndicat changea de nom et devint *Syndicat des ouvriers du pétrole de Turquie*, avec le sigle *Petrol-Is* et en 1958 adhéra à la fois à la Türk-Is et à l'IFPW. Petrol-Is adopta, lors de sa 9^e Assemblée Générale, exactement le même emblème que celui du *Syndicat des ouvriers du pétrole, de la chimie et de l'atome* en activité à Denver aux Etats-Unis et le syndicalisme de type américain devint la ligne dominante de cette organisation ouvrière¹⁷⁷. Mais pour que la ligne syndicale de ce syndicat devienne plus

¹⁷⁶ *Türkiye Sendikacılık Ansiklopedisi*, op. cit. p. 521.

¹⁷⁷ *ibid.* p. 522.

précise, il fallut attendre le coup d'État de 1960 qui remania fondamentalement les relations professionnelles selon les besoins de la stratégie de développement de l'ISI.

La constitution de 1961 élaborée suite au putsch militaire du 27 mai en adoptant le principe d' « État social », contient des articles concernant les droits économiques et sociaux : le droit de former le syndicat de son choix ou d'y adhérer fut placé sous la protection constitutionnelle. Mais plus important encore, en reconnaissant le droit de grève et le droit des contrats collectifs, cette constitution signifiait un tournant pour le développement du mouvement syndical en Turquie. Après avoir mis en vigueur en 1963 la nouvelle loi relative aux syndicats (N° 274) et la nouvelle loi relative au contrat collectif de travail, à la grève et au lock-out (N° 275), on connut une augmentation remarquable du nombre d'ouvriers syndiqués et aussi du nombre des syndicats. Selon les données de la Türk-Is, tandis que les contrats collectifs de travail signés en 1963 ne couvraient que 9 462 ouvriers (5 968 dans le secteur public et 3 494 dans le secteur privé), en 1964 le nombre d'ouvriers sous le parapluie du contrat collectif de travail passa à 434 672¹⁷⁸.

Mais ce nouveau cadre institutionnel engendra en même temps l'émergence de disputes au sein du mouvement syndical jusqu'alors représenté largement par la Türk-Is. Car avec la légalisation du droit de grève il était désormais possible de s'organiser dans le secteur privé, mais pour s'y organiser, la ligne syndicale de la Türk-Is, façonnée essentiellement selon le fonctionnement « patrimonialiste » du secteur public en Turquie, n'était en aucun cas convenable à une sphère soumise aux règles de marché. Autrement dit, en reprenant la distinction d'Albert Hirschmann, à la différence de l'activité syndicale dans le secteur d'État où les « passions [patrimoniales] » l'emportent sur les « intérêts [nus] », l'activité syndicale dans le secteur privé devait prendre comme point de repère les « intérêts », et « faire bon ménage avec les gouvernements » y entraînait toujours les pertes au regard

¹⁷⁸ TÜRK-IS. 10. Genel Kurula Sunulan Çalışma Raporu. Ankara : Türk-Is Yayini, 1976, s. 263.

des intérêts ouvriers. En bref, un syndicalisme de marchandage combatif était devenu un besoin immédiat pour les ouvriers du secteur privé ayant pour but de profiter du cadre institutionnel tracé par la nouvelle législation relative aux relations professionnelles.

La grève de Pasabahçe¹⁷⁹, déclenchée le 31 janvier 1966, signifia un tournant pour saisir nettement l'incompétence de la ligne syndicale de la Türk-Is pour signer de bons contrats de travail collectif dans le secteur privé : sans tenir compte des revendications des ouvriers grévistes, l'administration de la Türk-Is avait signé un contrat collectif avec le syndicat d'employeurs le 21 mars. Mais Kristal-Is (Syndicat des travailleurs du verre, du ciment, de la céramique et du sol), syndicat représentatif à Pasabahçe, déclara que ni le syndicat, ni les ouvriers, ne le reconnaissaient et qu'ils continuaient la grève. Le 28 mars l'administration de la confédération demanda au syndicat de mettre fin à la grève. Kristal-Is ne renonça pas à sa décision antérieure, s'opposant ainsi à l'administration de la confédération. Bien que ce combat ne se termina pas en faveur des revendications des grévistes de Pasabahçe, cette situation eut pour effet de former un comité de grève composé de représentants de divers syndicats opposants de Türk-Is dont les sphères d'activité étaient plutôt le secteur privé.

Un an après de cette grève, trois syndicats affiliés de Türk-Is et composants le comité de grève de Pasabahçe, le Maden-Is (Syndicat des ouvriers de la métallurgie), le Lastik-Is (Syndicat des ouvriers du caoutchouc) et le Basın-Is (Syndicat des métiers graphiques), quittèrent leur confédération, avec la participation du syndicat indépendant Gıda-Is (Syndicat des ouvriers de l'alimentation) et fondèrent une nouvelle confédération ouvrière : DISK (Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires).

¹⁷⁹ À Pasabahçe, quartier d'Istanbul situé dans l'arrondissement de Beykoz, à l'extrême nord du Bosphore sur la rive asiatique, se trouvait la première usine de l'industrie du verre turque. En 1934, 11 ans après l'établissement de la République, l'industrie du verre fut programmée dans le premier plan industriel. Is Bankasi, première banque privée de la République, assumait la « tâche » de fonder en 1936 le « Sisecam » qui est encore la principale compagnie de verre de la Turquie.

A la différence de Türk-Is dont la ligne reposait sur un syndicalisme « non-partisan » et indépendant vis-à-vis des partis politiques, DISK a envisagé dès le départ de mener en même temps une lutte politique portant sur les droits reconnus par la Constitution de 1961. C'est ainsi qu'un syndicalisme de contestation vit le jour en Turquie.

La fondation de DISK qui focalisait principalement ses activités syndicales sur la région de Marmara et sur le secteur privé, ne suscita pas l'émergence d'une concurrence et d'une querelle avec Türk-Is concernant la syndicalisation du secteur public. Mais quant au secteur privé, s'y déroulèrent des luttes violentes (parfois sanglantes) particulièrement dans le secteur d'activité métallurgique entre le Maden-Is affilié de DISK et le Türk Metal affilié de Türk-Is.

Petrol-Is, à son tour, fut un des syndicats solidaires de la grève de Pasabahçe et prit place dans le comité de grève, à travers ses représentants, avec les syndicats qui fonderont plus tard DISK. En effet, tous ces syndicats avaient été sanctionnés de la part de l'administration de la Türk-Is par la suspension temporaire de leurs adhésions à la confédération. Mais malgré sa position contestataire, en tant qu'organisation ouvrière syndiquée largement dans le secteur public, le Petrol-Is ne quitta pas Türk-Is en expliquant que la fondation d'une nouvelle confédération aurait endommagé l'unicité des ouvriers. Cette décision n'empêcha quand même pas Petrol-Is de soutenir les campagnes politiques organisées par DISK. C'est pourquoi il n'est pas faux d'inclure Petrol-Is dans la tradition syndicale de contestation.

En ce qui concerne la position politique prise par ce syndicat, parallèlement à l'attitude politique post-1971 de DISK, elle consistait, en gros, à supporter le CHP qui était presque toujours dans l'opposition au parlement entre 1965 et 1980 à l'exception de trois gouvernements de courte durée : en 1974-1975 (pour une période de 10 mois), en 1977 (pour une période de 1 mois) et enfin en 1978-1979 (pour une période de 22 mois).

En fait, la déclaration d’İsmet İnönü, leader du CHP entre 1938 et 1972, comme quoi son parti se situe à la « gauche du centre »¹⁸⁰, avait été affirmée avec la venue de Bülent Ecevit au leadership du CHP en 1973 en s’appuyant sur un discours plutôt de gauche populiste et nationaliste. Non seulement le mouvement syndical de contestation, mais aussi le mouvement étudiant, les partis socialistes légaux ou clandestins et enfin l’intelligentsia de gauche, presque tous les opposants du pays -à quelques exceptions- étaient d’accord sur le fait que le CHP se positionnait, après la venue d’Ecevit, à gauche bien que sa portée soit insuffisante et partielle.

Dans ce climat, poursuivant une ligne syndicale de contestation dans la vie économique, le Petrol-İs prépara en 1972 une campagne politique en vue de mobiliser le gouvernement pour la fondation d’une industrie nationale de guerre et donna le soutien à l’opération militaire à Chypre de l’armée turque lancée le 20 juillet 1974 quand le leader du CHP, Bülent Ecevit, était le premier ministre.

Le passage du syndicat d’une ligne proche du CHP à une autre plus radicale eut lieu dans la seconde moitié des années 1970. Après que les forces paramilitaires affiliées au MHP – et aussi aux formations faisant partie de l’appareil répressif de l’État- augmentèrent, surtout dans la deuxième période des années 1970, leurs actions violentes contre la gauche, les groupes révolutionnaires, les minorités ethniques et religieuses et aussi contre les leaders du courant syndical de contestation, le Petrol-İs adopta une attitude politique anti-fasciste. Lors de sa 17^e Assemblée Générale tenue à l’aube du coup d’État de 1980, le syndicat pétrochimique remania son règlement d’organisation dans la direction des principes du « syndicalisme de classe et de masse » en prenant position pour la transformation radicale de l’ordre socio-économique et politique en place.

¹⁸⁰ İsmet İnönü avait expliqué en 1965 les raisons pour laquelle le CHP se trouvait « à la gauche du centre » à travers deux arguments complémentaires : « ...le CHP, pour ce qui est de son corps est un parti étatiste et pour cette raison il adopte bien évidemment une compréhension à la gauche du centre », « ...En fait, depuis que nous nous sommes dit laïcs, nous sommes à la gauche du centre ». Ces deux principes, c’est-à-dire, l’étatisme et le laïcisme étaient considérés en 1965 par la grande majorité de la population, y compris la plupart des syndicalistes, en Turquie comme un des points de repères de la gauche.

En bref, à la veille du coup d'État de 1980, au sein de la Türk-Is dont la ligne correspond dans ses grandes lignes à un syndicalisme d'État, coexistaient comme « frères ennemis », d'une part, le Türk Metal comme représentant du « courant syndical nationaliste » dont la tradition remonte aux années 40, et le Petrol-Is comme composant du « courant syndical de contestation » apparu dans le cadre institutionnel keynésien des années 60 d'autre part.

Après le coup d'État de 1980, les travaux syndicaux de DISK furent interrompus et les syndicalistes de la confédération furent arrêtés par la junte militaire. Quant à la Türk-Is, seule confédération ouvrière dont les travaux syndicaux ne furent pas interdits, Petrol-Is fut l'un des trois syndicats affiliés de la confédération subissant la répression de la junte militaire. Mais les répressions que subit le syndicat étaient insignifiantes par rapport à celles des syndicats affiliés de DISK, et le Petrol-Is put reprendre ses travaux après trois mois de suspension¹⁸¹. En effet, dans la période post-1980 Petrol-Is devint le plus puissant mandataire du courant syndical de contestation : l'organisation des premiers grèves après le coup d'État de 1980 en 1987, la conduite d'une grève de la faim par les syndicalistes en vue de protester contre les « applications anti-démocratiques et politiques de fauteur de guerre du pouvoir » en 1990 et l'organisation d'un rassemblement de masse pour s'opposer au « crime de pensée » en 1994, étaient quelques unes des actions réalisées par le syndicat. Par ailleurs, avec son centre de recherche, fondé en 1984, Petrol-Is, en collaboration avec les universitaires sociaux-démocrates et marxistes joua un rôle déterminant dans la formation des politiques syndicales du courant de contestation.

Quant aux traits du point de vue du syndicat sur la néolibéralisation en Turquie, ils étaient déjà présents avant le coup d'État du 12 septembre 1980. Car Petrol-Is fut l'un de deux syndicats de Türk-Is, qui se positionna contre le « train de mesures économiques du 24

¹⁸¹ Le nombre de syndicalistes adhérents à DISK qui font l'objet de poursuites après le 12 septembre 1980 fut de 1 744. Démunie de la majorité de ses ressources humaines et matérielles cette confédération ne put reprendre ses travaux syndicaux qu'en 1991.

janvier 1980 » élaboré par Turgut Özal, alors conseiller économique du gouvernement Demirel.

En ce qui concerne ces mesures économiques, les remarques faites par Petrol-Is qui furent insérées dans le compte-rendu du travail préparé pour le 17^e Assemblée Générale du syndicat on peut relever ceci : *« Doué de larges pouvoirs de contrôle, Turgut Özal a exécuté dans les divers temps plusieurs travaux cruciaux en tant que personnage de confiance du secteur et homme des monopoles. (...) Après être revenu des Etats-Unis il fut promu à la présidence du MESS (Syndicat des employeurs de la métallurgie). Lors de son dernier poste, il a trouvé l'occasion de montrer combien il est l'ennemi du travail. (...) Turgut Özal, dès le départ, avait décidé d'utiliser les recettes du FMI et de la Banque mondiale et de les exécuter selon les directives de ces derniers et sous leurs contrôles. (...) Le premier train de mesures fut annoncé à l'accompagnement d'une série de décrets du cabinet dans le Journal officiel le 25 janvier 1980. Si nous les abordons comme un tout, ces décrets sont exactement conformes aux recettes du FMI et de la Banque mondiale »*¹⁸².

Le compte-rendu, présenté lors de l'Assemblée Générale du syndicat en 1983, considérait le coup d'État, bien évidemment sans lui faire face nettement, ainsi : *« En ce qui concerne la gestion et le cheminement de l'économie, la conviction commune en Turquie est que l'environnement qui résulte du 12 septembre a beaucoup contribué au succès de la mise en place des mesures du 24 janvier. Plus exactement, il est possible de rencontrer des gens issus de divers milieux qui disent que les mesures du 24 janvier n'auraient jamais de succès si l'intervention du 12 septembre n'avait pas eu lieu »*¹⁸³. Donc, on peut constater que le syndicat Petrol-Is appuya dès le début sur le lien entre *« le train des mesures économiques du 24 janvier »* et *« le coup d'État militaire du 12 septembre »*. De plus, en tant qu'architecte des mesures économiques du 24 janvier, Turgut Özal fut perçu

¹⁸² Cité par KOÇ, *Teslimiyetten...*, op. cit. p. 28.

¹⁸³ *ibid.* p. 56.

par le syndicat, comme (a) l'homme du FMI et de la Banque mondiale et le collaborateur des États-Unis, ainsi que comme (b) le responsable (avec ces derniers) du coup d'État militaire.

Mais les peuples de Turquie n'avaient pas la même conviction que Petrol-İs. Malgré les incitations des chefs de la junte militaire, à la télévision, à ne pas voter pour l'ANAP, les élections législatives de 1983 furent emportées par ce parti sous la direction de Turgut Özal. Ce dernier était sans doute un *Chicago Boy*, fervent défenseur du monétarisme rigoureux, de la réduction des dépenses publiques et aussi de la désyndicalisation. Autrement dit, il était l'homme par excellence du « roll-back » néolibéralisme.

L'attitude rigide et inflexible d'Özal face aux revendications de Türk-İs désarticulait radicalement le fonctionnement patrimonialiste d'antan des relations professionnelles dans le secteur public. En plus, la diminution continue du niveau des salaires réels depuis 1980 engendrait la colère des ouvriers syndiqués soit contre le gouvernement soit contre l'administration de la confédération¹⁸⁴. De ce fait, Türk-İs, pour la première fois depuis sa fondation, prit une décision au détriment d'un parti politique en 1986 et mena une campagne anti-ANAP lors des élections organisées cette année-là. Malgré l'attitude de Türk-İs, en assurant une croissance économique de 5.2 % en moyenne, Turgut Özal resta au pouvoir jusqu'en 1991. Mais après avoir connu une défaite pendant les élections municipales de 1989 et face aux mobilisations ouvrières dites « les actions de printemps de 1989 » qui continuèrent pendant toute la période des négociations du contrat collectif de travail, l'ANAP changea de cap et dans les deux dernières années de son gouvernement retourna « avec réticence » à des politiques populistes¹⁸⁵. C'est ainsi que les revenus réels des ouvriers industriels montrèrent une tendance à l'augmentation jusqu'à la crise économique de 1994.

¹⁸⁴ Si l'on prend « 100 » comme base d'indexation du salaire réel de 1963, les salaires réels avaient reculé en 1980 à 85.7 et en 1986 à 57.2. Voir ÇETİK, AKKAYA, *op. cit.* p. 58.

¹⁸⁵ BORATAV K. *Türkiye İktisat Tarihi : 1908-2002*. Ankara : Imge Yayinlari, 2003, p. 176.

Le recul de l'ANAP à travers les élections et aussi les gains ouvriers obtenus suite aux mobilisations syndicales furent interprétés par le syndicalisme de contestation comme le « retour de la classe ouvrière » sur le devant de la scène et comme la substitution de la ligne syndicale de « résignation » de Türk-Is par une nouvelle ligne de « combat ». C'est dans cette atmosphère de triomphe que les analyses syndicales sur le coup d'État de 1980 et la néolibéralisation du pays sont devinrent plus systématiques et confiantes. On peut les résumer ainsi : (a) le coup d'État de 1980 en Turquie s'était fait dans la même logique que le coup d'État de Pinochet au Chili et les gouvernements d'Özal n'étaient pas autre chose que le prolongement du gouvernement militaire d'entre 1980-83 ; (b) l'économie de la Turquie fut plongée dans la crise avant 1980 puisqu'elle était dirigée selon les intérêts d'une poignée des holdings capitalistes « compradores » et les mesures du 24 janvier avaient pour but de faire payer la crise aux ouvriers en faveur de ces holdings capitalistes ; (c) en remplaçant la « ligne de compromis » conventionnelle de la Türk-Is par une « ligne combative », le mouvement syndical a repoussé, du moins temporairement, l'attaque néolibérale ; (d) pour mener à bien cette renaissance ouvrière et pour contrer définitivement les attaques néolibérales, il faut surmonter le syndicalisme du « contrat collectif » d'antan et rendre plus efficace le mouvement syndical sur la scène politique.

Dans l'histoire de Türk-Is cette période fut sans doute marquée par la montée du syndicalisme de contestation au sein de la confédération. Juste avant la 15^e Assemblée Générale de la confédération, tenue du 11 au 17 décembre 1989, les titres de quelques nouvelles et des commentaires publiés dans les quotidiens et hebdomadaires nationaux sont assez parlants¹⁸⁶ : « *Résurgence de DISK au sein de Türk-Is* » (Milliyet, 9/10/1989), « *Le poids des sociales démocrates dans Türk-Is* » (Cumhuriyet, 21/11/1989), « *Elan sociale démocrate à Türk-Is* » (Gunes, 21/11/1989), « *Pour la première fois dans*

¹⁸⁶ Cité par KOÇ. *Teslimiyetten...*, op. cit, p. 195.

l'histoire de Türk-Is, parmi les délégués la majorité est à gauche » (2000'e Dogru, 26/11/1989).

Mais cet air optimiste et sûr de soi fut rapidement dissipé car la visée de la transformation néolibérale allait au-delà de simplement faire payer aux ouvriers syndiqués la crise, et ses conséquences sociales, mais visait aussi un changement culturel qui ferait glisser le sol sous les pieds du mouvement syndical.

Dans la période post-1980, la Turquie échangea le modèle des substitutions d'importations (ISI) pour un autre modèle dit « modèle d'accumulation orienté vers l'exportation ». La politique de suppression du contrôle des changes avait permis l'élargissement des activités aptes à rapporter des devises, notamment les exportations. Tout au long de la période de l'ISI les subventions d'État avaient été accordées à l'industrie à grande concentration de capital qui était aussi sous la protection douanière. Mais dans la période post-80, elles s'orientaient désormais vers l'industrie à forte densité de main-d'œuvre ayant un potentiel d'exportation et potentiellement accessible aux petites et moyennes entreprises (les PME). C'est pourquoi l'argument qui consiste à dire que, les politiques néolibérales ne servaient qu'aux grands conglomérats industriels d'antan dont la production fut orientée essentiellement envers le marché domestique, ne correspondait guère à la réalité.

Et plus important encore, les mesures du 24 janvier avaient transformé vigoureusement la composition démographique du pays et par conséquent la composition du marché du travail. La population rurale de la Turquie représentait déjà en 1975 67.1 %, et en 1980 64.1 % de l'ensemble de la population¹⁸⁷. Mais, du fait des mesures du 24 janvier, la démission de l'État de ses fonctions antérieures concernant l'agriculture entraînaient une grande vague migratoire vers les grandes villes industrielles et ainsi vit le jour, pour la

¹⁸⁷ KOCAMAN T. *Türkiye'de İç Göçler ve Göç Edenlerin Nitelikleri (1965-2000)*. Ankara : DPT, 2008. 120 p. Disponible sur : <http://ekutup.dpt.gov.tr/nufus/kocaman/icgoc.pdf>

deuxième fois, après 1950, une immense vague de prolétarisation. La population urbaine avait déjà atteint 51.3 % en 1990. En présentant une progression régulière, ce taux atteignit 57 % en 2000, 70 % en 2007 et 74.9 % en 2008¹⁸⁸. Enfin parmi ceux qui ont migré vers les villes, la grande majorité est devenue « travailleur salarié »¹⁸⁹. Mais à la différence du processus de prolétarisation entre 1950-1980, les nouveaux prolétaires des années post-1980 finissaient en grande majorité leurs parcours en étant embauché dans des PME. Selon les estimations sur le secteur manufacturier, 197 304 PME (comptant entre 1 et 250 salariés) qui représentent en 1992 99.5 % de l'ensemble d'entreprises manufacturières, employaient 62.5 % du total du secteur dont plus de la moitié de cette somme (35 %) appartenaient aux micro-entreprises, c'est-à-dire aux entreprises de moins de 10 salariés¹⁹⁰. Si l'on tient compte de la vaste présence d'une économie informelle en Turquie dont les salariés sont exclus de tous ces calculs, on peut estimer que la transformation du marché du travail est encore plus drastique.

En bref, quand le « roll-back » moment de la néolibéralisation s'est terminé, essentiellement en 1989, le marché du travail avait déjà subi une grande transformation, et quand le mouvement syndical battait son plein au tournant des 1980 et 1990, il pouvait désormais représenter une très petite portion seulement des ouvriers.

Colin Crouch décrivait le dilemme principal du syndicalisme conventionnel dans la période néolibérale de la sorte : ou défendre ses bastions traditionnels, c'est-à-dire donner la priorité à la sauvegarde de sa présence dans les secteurs à grande concentration de capital et dans le secteur public au prix de tourner le dos au reste de la force de travail ou bien focaliser ses travaux syndicaux dans des nouveaux secteurs précaires du marché du

¹⁸⁸ TÜİK, 2008 Nüfus Sayımı Sonuçları, *Türkiye İstatistik Kurumu Haber Bülteni*, n° 14, 2009.

¹⁸⁹ Par exemple, selon la recherche menée par l'Organisation de Planification d'Etat sur les migrations internes en Turquie, entre 1995 et 2000, le 85.20 % des migrants internes est devenu travailleur. Voir KOCAMAN, *op. cit.*, p. 51.

¹⁹⁰ WACQUEZ B., GRAY T. *Les petites et moyennes entreprises en Turquie – Problématique et politiques*. Paris : OCDE, 2004, p. 25.

travail en risquant de perdre son efficacité dans les relations professionnelles corporatistes et par conséquent sa crédibilité chez sa base syndicale traditionnelle¹⁹¹.

La fraction du syndicalisme de contestation dans la Türk-Is — et DISK après avoir repris ses travaux à partir de l’an 1991 —, dont les comportements syndicaux furent façonnés selon les règles des relations industrielles corporatistes — ont opté pour le premier choix. C’est-à-dire au lieu de déclencher une restructuration pour un syndicalisme d’en bas dans les nouveaux lieux de travail de plus en plus décentralisés, près des ouvriers désorganisés – comme c’était le cas par exemple au Brésil du moins dans les années 1980¹⁹²—, le syndicalisme de contestation souhaita mener en Turquie une stratégie reposant, d’une part, sur son corps syndical traditionnel et d’autre part poursuivant un syndicalisme en vue d’exercer le plus possible une influence sur les partis politiques dans la direction des intérêts des ouvriers syndiqués. C’est ainsi que les politiques d’antiprivatisation sont devenues l’ordre du jour primordial de Petrol-Is.

Ce choix plutôt pragmatique de Petrol-Is en particulier, et du syndicalisme de contestation en général — trouva un écho même dans les cercles des intellectuelles de gauche. Au début, ces milieux apportèrent leurs pleins soutiens à la centralité de la politique d’antiprivatisation en prenant en considération l’importance de la résistance aux politiques néolibérales de « désyndicalisation ». Mais dans la deuxième moitié des années 1990 –surtout après le coup d’Etat postmoderne de 1997-, un autre argument apparut : la pertinence de la défense des sphères économiques sous le règne de la « démarchandisation » dans le capitalisme, c’est-à-dire la défense du secteur public pour le dépassement ou bien, du moins, pour le repoussement du capitalisme néolibéral¹⁹³.

¹⁹¹ CROUCH C. The Snakes and Ladders of Twenty-First-Century Trade Unionism. *Oxford Review of Economic Policy*, 2000, Vol. 16, n° 1, p. 74-75.

¹⁹² Voir CABANES R. Le syndicalisme entre corporatisme, clientélisme, paternalisme et mondialisation, *Tiers-Monde*, 2002, Vol. 43, n° 171, p. 606-611.

¹⁹³ Pour les approches marxistes qui défendent le secteur public dans le capitalisme en se référant à la thèse de « démarchandisation » : Voir ÇULHAOĞLU M. Özel Mülkiyete Karsi Kamu Mülkiyeti. *Sosyalist Politika*, 1997, n° 15. ; ÖNGEN T. Kapitalizmin Yeniden Yapilanma Döneminde Kamunun Yeri ve Geleceği. *Kamu Girişimciliği / Dünyada ve Türkiye’de Kamu Girişimciliğinin Geçmiş Bugünü ve Geleceği*

En fait, le coup d'Etat postmoderne du 28 février 1997 qui visait d'une part le Parti de la Juste Voie de Tansu Çiller, successeur d'Özal aux yeux des tenants de la défense du secteur public¹⁹⁴, et le Parti de la Prospérité de Necmettin Erbakan, censé être l'animateur de la revitalisation de l'Islam au détriment du laïcisme kémaliste d'autre part, refaçonna le climat idéologico-politique du pays. Car après l'intervention du 28 février, non seulement les « syndicats ennemis » au sein de la Türk-Is mais aussi les « forces sociales ennemies » des années 1970 et 1980 firent alliance : les confédérations syndicales telles que DISK et Türk-Is déclarèrent leurs soutiens communs à cette intervention militaire conjointement avec le TÜSIAD, organisation patronale qui étaient qualifiés autrefois de la part du syndicalisme de contestations de « *club d'une poignée des holdings capitalistes compradores* », ainsi que le TESK (*Confédération des commerçants et artisans de Turquie*) et le TOBB (*Union des chambres de commerce, d'industrie, de commerce maritime et des bourses de marchandises de Turquie*).

Toutes ces organisations s'unirent apparemment sur un axe idéologico-politique dit « gauche du centre » dont les deux traits avaient été déjà tracés par Ismet İnönü en 1965 : l'étatisme et le laïcisme. Mais aussi on peut constater que cet axe idéologico-politique était l'expression d'un front établi pour défendre le mode de régulation des relations professionnelles basées sur un « corporatisme inégalitaire » d'antan face aux revendications des nouvelles forces sociales faisant surface notamment dans la phase « roll-out » du néolibéralisme : de même que les grands conglomérats industriels étaient

Uluslararası Sempozyumu Bildiriler Kitabı. Istanbul : TMMOB Yayını, 1997 ; ARIN T. Sosyal Hakların Emek Gücünün Meta Niteliği Üzerindeki Etkileri, *Kamu Girişimciliği / Dünyada ve Türkiye'de Kamu Girişimciliğinin Geçmişi Bugünü ve Geleceği Uluslararası Sempozyumu Bildiriler Kitabı*. Istanbul : TMMOB Yayını, 1997. Pour une défense de la théorie de la « démarchandisation » dans le contexte français, voir HARRIBÉY J.-M. Economie politique de la démarchandisation de la société. *Actuel Marx*, 2008, Vol. 2, n° 44, p. 76-91.

¹⁹⁴ Turgut Özal, et « özalisme », représentait le diable notamment au regard de l'approche qui défend les politiques antiprivatisations dans le but de sauvegarder les sphères de « démarchandisation ». Parce que Özal qui n'était bien évidemment pas l'« ami du travail », était essentiellement l'ennemi du keynésianisme et de sa variante l'ISI. En tant que croyant libéral néoclassique, il avait donné une grande importance à supprimer les motifs culturels propres aux sphères dites de « démarchandisation » de l'économie pour contrer la tradition corporatiste du capitalisme turc. Pour cela, il s'est efforcé systématiquement de substituer le « clientélisme » au « patrimonialisme », ou bien l'« intérêt individuel » aux « passions collectives » dans la gestion des relations économiques et sociales.

encerclés par les tigres anatoliens en plein essor qui étaient déjà intégrées à travers des réseaux d'une part aux marchés mondiales et d'autre part aux PME du pays; les ouvriers industriels qualifiés et syndiqués, à leurs tours, étaient entourés par une masse ouvrière embauchée majoritairement dans des PME et dans des industries intensives en travail dont les conditions ouvrières étaient bien plus précaires par rapport à celles des industries intensives en capital sur lesquelles ne se reposent que le mouvement syndical. En effet, au cœur de cette coalition tripartite on trouvait l'armée en tant qu'auteur de l'intervention du 28 février et la haute bureaucratie civile dont le pilier juridique sera le plus important allié de Petrol-Is pendant sa lutte antiprivatisation.

Petrol-Is lança, entre 2003 et 2008, 37 procès pour la suspension ou bien l'annulation de l'exécution des opérations de privatisation concernant le secteur pétrochimique auprès des tribunaux administratifs. Mais comme l'avocat du syndicat Gökhan Candogan le souligne, les décisions d'annulation ou de suspension des tribunaux se fondaient particulièrement sur des raisons formelles, surtout après les années 2000¹⁹⁵. Autrement dit, la prétention du syndicat concernant la « contrariété à l'intérêt public » et la demande d'annulation définitive de la privatisation de l'entreprise concernée n'était pas prise en compte par les tribunaux. De ce fait, parallèlement à la montée du néokémalisme étatnationiste -et du nationalisme en général- à compter de la mi-décennie des 2000, les réquisitoires du syndicat contre les opérations de privatisation désormais reposèrent sur « l'intérêt national ».

En 2005, quand la privatisation de Tupras était à l'ordre du jour, le syndicat déclencha une action ouvrière dite « garde du pays » en plantant symboliquement une tente de garde dans la place centrale de la ville d'Aliaga. Lors du lancement de la manifestation Ibrahim Dogangül, président de la branche d'Aliaga de Petrol-Is, parla ainsi : « *Celui qui possède Tupras, possède la Turquie. Si nous sommes pour l'industrialisation de notre pays et*

¹⁹⁵ SANYER R. Özelleştirmeler ondan sorulur [En ligne], *Radikal*, (2005 le 21 mars). Disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=147127> .

pour la création de réservoirs d'emploi, nous devons nous opposer aux privatisations. Étant sous notre responsabilité cette tente de garde du pays appartient à celui qui aime son pays. Nous attendons que tout notre peuple y monte la garde. Aujourd'hui notre pays se trouve divisé en deux : ceux qui aiment leurs pays sont ceux qui s'opposent à la privatisation. Quant aux tenants de la privatisation, eux, ils sont ceux qui n'aiment pas leurs pays. Tout le monde doit agir selon cela »¹⁹⁶.

Après l'adjudication de privatisation de Petkim le 5 juillet 2007, Petrol-Is continua apparemment de plus en plus dans la vague nationaliste. Cette adjudication qui concernait 51 % des actions de Petkim avait été conclue par le succès du partenariat commercial de TranscentralAsia Petrochemical Holding, composé de sociétés russes, kazakhs et malaises. Mais juste après la mise à terme de l'adjudication, les médias dénoncèrent le fait que Ruben Vardanian, possesseur de la société d'*Investment Troïka Dialog* qui était la composante russe du consortium, soit d'origine arménienne. Dans le réquisitoire du procès lancé au lendemain de l'adjudication par le syndicat Petrol-Is en vue de la suspension de l'exécution de l'opération de privatisation du Petkim, se trouvaient ces expressions : « *La mise en évidence du fait que Investment Troïka Dialog, investisseur financier du consortium acheteur appartienne à un homme d'affaire ayant une position importante dans la diaspora arménienne, a émergé des questions cruciales relatives à l'adjudication concernée* »¹⁹⁷. De fait, grâce à ce procès Petrol-Is a réussi à empêcher la vente de Petkim à un consortium dont l'une des sociétés affiliées appartenait à un homme d'affaire d'origine arménien. Le *Haut Conseil de Privatisation* décida donc d'offrir Petkim au consortium Socar&Turcas-Injas, qui arrivait au second rang de l'adjudication et dont les composantes étaient des sociétés azéries et turques. Le procès lancé par Petrol-

¹⁹⁶ PETROL-IS ALIAGA. Aliaga'da Memleket Nöbeti Başladı [En ligne], *Communiqué de presse publié le 8 septembre 2005*. Disponible sur : http://www.petrol-is.org.tr/subeler/aliaga/basin/eylem/aliaga_eylem_2005/aliaga_eylem_080905.htm

¹⁹⁷ Le réquisitoire du procès du syndicat Petrol-Is est disponible sur : http://www.petrol-is.org.tr/hukuk/davadilekceleri/060707_petkim.htm

Is pour l'annulation de la vente de Petkim à ce consortium turco-azérie fut rejeté par les tribunaux.

En bref, le bilan de la lutte d'antiprivatisation de Petrol-Is était, semble-t-il, paradoxal : alors qu'il avait débuté sa lutte contre le néo-libéralisme en « altérisant » les grands holdings « domestiques », développés jusqu'alors grâce aux subventions de l'État et à la protection douanière; il finit cette lutte en faisant des procès successifs auprès des tribunaux administratifs pour l'annulation d'opérations de privatisation dont les décisions juridiques servaient en réalité à la transmission des entreprises publiques aux grands holdings « domestiques » et non « étrangers » -ou censés être « inaptes à tenir compte des intérêts nationaux ». C'est pourquoi il n'est pas très facile de prétendre que Petrol-Is a présenté une ligne alternative au sein de Türk-Is, particulièrement face à la ligne d'antiprivatisation nationaliste du syndicat Türk Metal. Il s'agissait plutôt d'une convergence des syndicalismes « nationaliste » et « de contestation » en matière de défense du secteur public, des entreprises dites stratégiques, et enfin de l'État-nation corporatiste.

C) Syndicalisme de la glocalisation et la privatisation de l'Isdemir : du défi à la tutelle politique de l'armée au consentement de sa tutelle économique

Le syndicat Çelik-Is fut fondé le 17 novembre 1965 à Karabük Zonguldak en vue de s'organiser dans l'industrie métallurgique et sidérurgique. En fait, une partie des fondateurs de ce syndicat autonome était issue des travaux syndicaux menés depuis des années au sein de Kardemir, première grande installation sidérurgique publique de la Turquie mise en activité en 1939 due au plan d'industrialisation adopté après les 1930.

Après avoir implanté le syndicat à Kardemir, cette équipe avait déclenché un travail syndical à Erdemir, seconde grande installation sidérurgique publique mise en activité en 1965, dans la période où la construction de l'entreprise n'était pas encore terminée. Mais

les travaux des syndicalistes avaient beaucoup dérangé l'employeur et ce dernier n'a pas hésité à licencier les pionniers syndicalistes. De ce fait les syndicalistes désormais licenciés avaient décidé de participer à Türkiye Maden-Is, alors affilié à la Türk-Is et l'un des syndicats fondateurs à venir de DISK. Mais cette participation n'a pas assuré leur retour au travail. Par conséquent, après être retournés à Karabük, ils déclenchèrent des travaux pour former un nouveau syndicat dont le nom fut Çelik-Is.

Çelik-Is décida, dès le départ, de focaliser ses travaux sur le secteur public et particulièrement sur les entreprises du TDI (*Entreprises sidérurgiques de Turquie*). Si l'on tient compte du fait que le syndicat Türk Metal, lui aussi, a fait ses premiers pas syndicaux dans les mêmes années, on peut déduire que les ouvriers fondateurs du Çelik-Is souhaitaient former un troisième courant syndical dans le secteur métallurgique qui se démarque à la fois de Türk Metal (syndicalisme nationaliste) et de Türkiye Maden-Is (syndicalisme de contestation).

Çelik-Is continua ses travaux syndicaux sans être affilié à une confédération jusqu'en 1991. De fait, hormis Erdemir où la représentativité syndicale oscillait entre Türk Metal et Türkiye Maden-Is entre 1965-1980, Çelik-Is avait à son tour réussi à maintenir la représentativité syndicale au sein des entreprises du TDI, soit à Kardemir, soit à Isdemir qui avait été mise en activité en 1975.

En 1991, Çelik-Is, jusqu'alors autonome, décida de s'unir avec Öz Demir-Is, un autre syndicat du secteur, qui était alors affilié à la confédération Hak-Is, et à la fin du processus de fusion le nouveau syndicat dont le nom était Öz Çelik-Is (puis encore une fois Çelik-Is après 2002) opta pour faire partie à cette confédération. Puisque les politiques du syndicat vis-à-vis des privatisations furent façonnées à la suite des années 1990, l'influence de la tradition syndicale de la Hak-Is n'était pas négligeable.

La confédération syndicale de Hak-Is fut fondée en 1976, sous la tutelle du *Parti du Salut National* (le MSP) de Necmetin Erbakan, par l'union des syndicats indépendants dont les sphères d'activité étaient des régions de l'Anatolie à faibles niveaux d'industrialisation et avec un réservoir ouvrier culturellement plutôt conservateur¹⁹⁸.

Necati Çelik qui dirige cette confédération ouvrière en tant que président durant 14 ans, entre 1980 et 1994, considéra plus tard la relation entre le MSP et la Hak-Is à l'époque ainsi : « *Dans les années de fondation, les dirigeants de Hak-Is étaient des gens ayant une attitude positive par rapport au MSP. Le MSP avait, à son tour, une sympathie pour la Hak-Is. (...) Mais je ne pense pas que la réduction de cette relation à une ligne d'identification soit une approche bien intentionnée et réaliste. S'il faut, en tout cas, établir un lien, il faut le chercher dans la sphère sociale et politique. Les conditions sociales et politiques qui ont fait émerger le MSP sont les mêmes que celles qui font naître la Hak-Is* »¹⁹⁹.

Quoi qu'il en soit la qualité de la relation entre ces deux organisations, le Hak-Is avait adopté entre 1977-1980, conformément au cadre programmatique du MSP une ligne syndicale dont le but fondamental était formulé de la sorte : « *La Confédération de Hak-Is a pour objet d'être fidèle aux valeurs morales, d'assurer le respect des principes de la vérité et du droit, d'installer la paix du travail sur la fraternité employeur-employé, de refonder la grande Turquie en reposant sur la fraternité de la population présente, de révaluer le travail par l'implantation du système de juste salaire, d'aider à une industrialisation de grande ampleur et à grande vitesse et aussi à l'implantation du système de la quote-part d'entreprise* »²⁰⁰.

Après que le MSP fût prohibé au lendemain du coup d'État de 1980, la Hak-Is, désormais relativement dégagée de la tutelle de ce parti, mit en cause sa ligne syndicale d'antan.

¹⁹⁸ *Türkiye Sendikacılık Ansiklopedisi*, op. cit., p. 527

¹⁹⁹ *ibidem*. p. 527

²⁰⁰ *ibidem*.

Mais la transformation radicale de cette confédération ouvrière fut possible avec l'émergence d'une nouvelle conjoncture dans la période post-1990²⁰¹. Autrement dit, de même qu'avec l'ouverture de la phase « roll-out » du néolibéralisme, le patronat culturellement traditionaliste des PME anatoliens remplaça son ancienne attitude politique plus tôt « pessimiste » et « morose » par une nouvelle attitude plus « optimiste » et plus « motivée », le syndicalisme des ouvriers culturellement traditionaliste subit un changement dans le même sens que le patronat conservateur des PME.

La nouvelle compréhension qui fut le fil conducteur de ce changement était simple : aboutir à une synthèse signifiante et puissante entre les valeurs locales et les principes universels et/ou globaux.

En effet, cette recherche de synthèse entre le local et le global de la Hak-Is était tout à fait conforme à la fois aux modèles de développement économique – « moins standardisé » mais « plus ancré » dans la culture locale - proposés depuis le « roll-out » du néolibéralisme par les institutions globales de la gouvernance, et aussi aux nouveaux paradigmes de plus en plus hégémonique dans la pensée sociale reposant sur le « constructivisme », le « pragmatisme » et le « néo-institutionnalisme ». De plus, comme le néologisme de « glocalisation » de Roland Robertson le souligne, une telle recherche de synthèse était autant ouverte à la « particularisation de l'universalisme » qu'à l'« universalisation du particularisme »²⁰². Donc cela n'était pas, non plus, en contradiction avec l'idéal universaliste de l'Islam qui avait été jeté aux marges de la raison universelle depuis que le « modernisme occidental » domine le monde.

C'est dans cet esprit que la Hak-Is remania son approche syndicale et, c'est ainsi qu'un « syndicalisme de la glocalisation » vit le jour.

²⁰¹ YAZICI E. *Osmanlı'dan Günümüze Türk İşçi Hareketi*. Ankara : Aktif Yayınevi, 1996, p. 172.

²⁰² ROBERTSON R. *Globalization : social theory and global culture*. Londres : Sage, 1992, p. 102-103.

La 8^e Assemblée Générale de la confédération tenue en 1995 signifia sans doute un tournant qui précisa les principes de ce nouveau syndicalisme. Un des articles de Salim Uslu, président de la confédération de 1995 jusqu'à nos jours, publié en 1994 sur la question syndicale, dans la revue officielle de l'organisation, est important car il montre le point de départ de ce nouveau courant syndical : dans le fondement des questions sociales, économiques et politiques en Turquie, constatait Uslu, *« se trouve l'esprit tutélaire du système qui est en vigueur depuis 70 ans. En d'autres termes, dans la formation et l'accumulation des questions qui deviennent aujourd'hui des culs-de-sac, nous ne pouvons pas négliger le rôle fondamental de la domination de la bureaucratie militaire et civile qui tient en main le privilège et l'autorité de déterminer le vrai et le faux dans les sphères politiques, sociales et juridiques, dans les sciences, dans les arts et dans la culture, y compris dans le goût vestimentaire, et qui considère les citoyens ou bien les pensées, les croyances et les institutions auxquelles adhèrent certains de ses citoyens, comme des accusés potentiels. C'est cette structure qui, de façon à renverser les revendications qui vont du bas vers le haut, mets en œuvre toutes sortes de réformes et de changements du haut vers le bas par une approche jacobine »*²⁰³.

Selon le point de vue d'Uslu les questions du syndicalisme turc n'étaient pas exemptées de ce système en impasse : *« C'est cette approche jacobine de l'intelligentsia bureaucratique militaire et civile qui a instauré la législation syndicale découlant des lois syndicales n° 2821 et n° 2822 et considérant les syndicats comme des unités départementales de la bureaucratie d'État. Si les syndicaux ont une faute – ils en ont sans doute —, cela vient du fait qu'ils renoncent à être des organisations de la société civile et aussi au fait qu'ils consentent à obéir à la tutelle oppressive de la bureaucratie »*²⁰⁴.

²⁰³ USLU S. Türk Sendikalarina ne mi oldu ? *Hak-Is Dergisi*, 1994, n° 27, p. 96.

²⁰⁴ *ibid.*

En bref, cette nouvelle approche syndicale de Hak-Is se basait essentiellement sur une posture antiétatiste suggérant que plus l'envergure de la société civile est développée au détriment de l'interventionnisme de l'État jacobin, plus les relations de travail - et toutes les relations sociales - seront « encastrées » dans la culture de la société et par conséquent plus démocratiques.

Autrement dit, dans la phase « roll-out » du néolibéralisme, il était désormais possible de changer le monde à travers la transformation démocratique et culturelle de la société et pour ce faire il fallait, d'une part, décliner la tutelle de la bureaucratie civile et militaire sur la société et, d'autre part, rétablir les nouvelles institutions régulatrices en adaptant les modèles universaux à la réalité locale.

La posture de Hak-Is vis-à-vis des privatisations fut façonnée lors de sa 8^e Assemblée Générale tenue en 1995 à la lumière de l'approche globale citée ci-dessus. C'est dans cet état d'esprit que Hak-Is fait sien les principes suivantes : (a) il ne faut pas s'opposer aveuglement à la privatisation, mais il faut quand même résister aux opérations de privatisation exécutées avec des intentions idéologiques ; (b) l'idée comme quoi toutes les entreprises publiques sont totalement inutiles n'est pas vraie, l'État doit être pionnier dans certains secteurs d'activité ; (c) il faut tenir compte, pendant les privatisations, moins de l'intérêt économique que de l'intérêt public, de l'intérêt social et des attributs stratégiques ; (d) il faut élaborer des modèles pour les privatisations qui donnent la priorité aux communautés régionales, aux travailleurs, aux producteurs et aux consommateurs ; (e) il faut ne pas permettre au grand capital de devenir de plus en plus puissant et monopolistique à travers les privatisations ; (f) il faut donner la priorité le plus possible aux entrepreneurs locaux face aux étrangers ; (g) il ne faut pas sacrifier les ouvriers de l'entreprise à privatiser²⁰⁵.

²⁰⁵ HAK-IS. 8. *Olagan Genel Kurul Çalışma Raporu*. Ankara :Hak-Is Yayini, 1995, p. 264-265.

C'est à la lumière de cette approche que la confédération a concrétisée dans la même année ses pratiques de privatisation. Lors de la privatisation de l'*Institution pour la production et la distribution de la viande et du poisson* (l'EBK), Öz Gıda-Is, syndicat affilié de Hak-Is dans le secteur agroalimentaire, a joué un rôle pionnier dans la formation du Partenariat Commercial de Viande et Poisson en vue d'acheter cette entreprise publique. Ce partenariat commercial se composait des éleveurs, des bouchers, des chambres commerciales, des travailleurs et des retraités de la société publique à privatiser et enfin de la confédération Hak-Is et de ses syndicats affiliés.

Le *Haut Conseil de Privatisation* qui avait d'abord vendu l'EBK à ce partenariat commercial fondé par l'initiative de la confédération ouvrière, suite à la réaction de l'opposition d'antiprivatisation, renoncerait à cette vente. En plus, Hak-Is qui était alors participante de la *Plate-forme de la démocratie* composée de 19 organisations professionnelles, y compris deux autres confédérations ouvrières Turk-Is et DISK, dut s'en retirer suite à l'accusation des membres de la plate-forme pour avoir fait « partie du pillage de privatisation »²⁰⁶.

Dans la même année, le cas de Kardemir fut une seconde expérience de privatisation de ce courant syndical. Après la crise économique de 1994 le gouvernement décida de fermer Kardemir au motif qu'il avait enregistré une perte de cinq milliards lors de la seule année 1994. Cette décision de fermeture de l'entreprise prise par le gouvernement avait entraîné une grande mobilisation dans la région avec la participation du syndicat représentatif à Kardemir (Öz Çelik-Is qui prendra plus tard le nom de Çelik-Is), les organisations de la société civile, les chambres d'industrie et de commerce et aussi la communauté locale de Karabük. Face à cette mobilisation qui a duré au long de sept mois, le gouvernement a substitué une nouvelle décision à celle de la fermeture : les

²⁰⁶ KOÇ. *Seriatçılar, İşçi Hakları ve Hak-Is*, op. cit, p. 155. Après l'annulation de la vente de l'EBK à ce partenariat commercial fondé par Hak-Is, les 27 entreprises sur 35 de l'EBK furent vendues séparément à des entreprises qui ne les exploitèrent pas par la suite de l'achat ou bien furent fermées par l'État lui-même.

actions de Kardemir furent vendues en bloc à un prix symbolique de « 1 livre turc » au partenariat commercial construit par les travailleurs et le syndicat représentatif de Kardemir, les commerçants, les industriels et le peuple de Karabük. Après la réalisation de l'opération de vente de l'entreprise sidérurgique, les actions de Kardemir furent dispersées parmi les composantes du partenariat commercial de la sorte : 51,8 % des actions appartenaient désormais aux ouvriers du Kardemir, 24,2 % à la Chambre de l'industrie et du commerce de Karabük, 1,3 % à l'Association des artisans et artistes de Karabük et Safranbolu, 22,7 % à la communauté locale. Par conséquent, le nouveau conseil d'administration de l'entreprise privatisée était composé de sept personnes dont quatre membres représentaient les ouvriers, deux membres les industriels et les commerçants et enfin un membre la communauté locale²⁰⁷.

En fait, le syndicat Öz Çelik-Is affilié de la Hak-Is n'était pas favorable à la privatisation de Kardemir depuis le début et comme le président de la branche de Karabük du syndicat l'a dit, le syndicat avait « *recouru à une telle méthode juste pour empêcher la fermeture de l'entreprise* »²⁰⁸. Mais après avoir commencé à exploiter l'entreprise, le courant syndical de la glocalisation privilégia « le cas de Kardemir » comme exemple de privatisation en faveur des travailleurs. Car, de même que Kardemir a cessé d'être déficitaire après la privatisation, ni l'emploi ni le taux de syndicalisation n'a diminué dans l'entreprise comme c'était le cas dans plusieurs exemples de privatisation. D'où, bien que le front antiprivatisation ne fût pas si heureux de cette expérience, il n'eut pas son mot à dire parce que la stratégie poursuivie par le syndicat avait empêché à la fois la fermeture d'une installation industrielle et la disparition d'un réservoir ouvrier.

Du fait de cette expérience Öz Çelik-Is (depuis 2002, Çelik-Is) ne s'opposa pas en bloc à la privatisation d'Isdemir quand cela vint à l'ordre du jour en 1998. Le président du

²⁰⁷ ERSÖZ H. Y. Özellestirmede Çalışanların Mülkiyet Sahipliği : Kardemir Örneği, *ÇMIS*. 2001, Vol. 15, n° 5, p. 18-21.

²⁰⁸ 'İşçinin Kardemir Mucizesi', *Hürriyet* (1996, le 14 aout).

syndicat, Feridun Tankut, dit à l'époque que « *en tant que syndicat, nous n'allons pas faire obstacle à la privatisation d'Isdemir. Nous ne permettrons pas à nos amis ouvriers de descendre dans la rue. Mais si vous n'y ferez pas de l'investissement, laissez venir ceux qui en feront. Ce qui nous intéresse, ce n'est pas l'identité du patron de l'usine, mais c'est la survie de l'usine et le gagne-pain du travailleur* ».

En fait, nous observons que Çelik-Is, à l'encontre des autres courants syndicaux implantés dans le pays, en considérant *a priori* comme nécessité ou bien comme phénomène irréversible la mise en œuvre des privatisations – ou bien en favorisant, semble-t-il, tacitement la réduction de l'État –, a poursuivi une ligne syndicale qui vise à maximiser les gains ouvriers pendant le processus de privatisation. C'est dans cet esprit que le syndicat fonda un consortium en 1999 avec la participation des organisations non gouvernementales d'Iskenderun et déclara la candidature de ce consortium pour la privatisation d'Isdemir. Mais, Isdemir, dont la fondation ne remontait qu'à 1975, n'était pas autant discrédité en termes de technologie que Kardemir et cette entreprise publique n'était pas encore mise au rancart par les dirigeants de l'économie.

Cette démarche positive fournit quand même au syndicat la possibilité de négocier avec l'autorité publique les conditions de la privatisation. Lors des négociations, Öz Çelik-Is a proposé quatre conditions nécessaires pour le consentement du syndicat au processus de la privatisation : (a) l'obtention de la protection de l'emploi pour tous les travailleurs et la sauvegarde de leurs droits essentiels ; (b) la suppression du travail en sous-traitance dans la nouvelle structure de l'entreprise et le passage des travailleurs sous-traitants à un statut stable ; (c) la cession sans frais de 11 % d'actions d'Isdemir aux ouvriers ; (d) la réalisation des investissements de base nécessaires pour la fabrication du produit plat d'acier et pour la continuité de la production.

Cette attitude coopérative du syndicat fut considérée comme une « trahison à la lutte ouvrière » dans les milieux syndicaux et la stratégie adoptée par le syndicat comme celle

d'un « suppôt du capital ». Il est certain, qu'en tant qu'affilié à Hak-Is, Çelik-Is favorisait moins l'État que le capital privé comme employeur capitaliste. Mais l'insuffisance de tous ces commentaires sur ce courant syndical était, semble-t-il, que la confédération concernée partait de la réalité concrète des nouveaux prolétaires qui n'avaient aucun intérêt immédiat à défendre la survie des entreprises publiques en tant que telles. En construisant ses stratégies, ce courant syndical adoptait comme point de repère la condition de travail de plus en plus précaire de la majorité du monde ouvrier et non la condition ouvrière des protégés. Par exemple, en introduisant dans les clauses proposées à l'autorité publique, « la suppression du travail en sous-traitance dans la nouvelle structure de l'entreprise » Çelik-Is avait pu gagner le soutien des milliers d'ouvrier sous-traitant embauchés dans des conditions de précarité au sein d'Isdemir.

Pour montrer les deux conséquences contradictoires de cette stratégie, variant selon la qualification et le statut de chaque ouvrier, les remarques de Turan Fevzi Kazıcı, un des ouvriers licenciés d'Isdemir en 2002, sont significatives : *« Le chiffre du personnel de l'entreprise qui était de 10.657 en 2002, a diminué aujourd'hui à presque 6 000. (...) Les licenciements continuent sans arrêt, même à présent. Les ouvriers ont été licenciés pour des prétextes accessoires tels que « vous n'êtes pas conforme à la tâche proposée » ou bien « votre performance est insuffisante ». Les ouvriers qui sont licenciés, tous travaillaient dans cette entreprise depuis au moins 15 ans. Ils étaient à la fois qualifiés et expérimentés. Le syndicat Öz-Çelik a une grande responsabilité dans ces licenciements. Il n'a jamais protégé ses membres »*²⁰⁹.

De fait, de la même manière que ceux qui furent licenciés par l'administration de l'entreprise, un grand nombre d'ouvriers anciens furent mis en retraite, en bénéficiant d'indemnités de licenciement après la privatisation. Pour ceux qui décidèrent de rester dans l'usine, leurs revenus mensuels furent réduits de presque 40 %.

²⁰⁹ '2002'den 2008'e ISDEMİR AS'nin geldigi durumun son özeti' [En ligne], *Evrensel* (2008, le 11 avril). Disponible sur : http://www.evrensel.net/haber.php?haber_id=28780. [Consulté le 30 octobre 2008].

Quant aux ouvriers qui sont passés du statut de sous-traitant à un statut plus stable après la privatisation, la situation était largement différente. Un ouvrier que j'avais interviewé à Isdemir m'a raconté ce changement de la sorte : « *J'y travaillais depuis 2000, attaché au sous-traitant. Notre condition de travail était insupportable. Nous n'avions pas de congé et ne pouvions non plus obtenir nos salaires à l'heure. Oui, un sous est un sous, et on en gagnait très peu. Après être passé au statut stable, je peux dire que ma situation est devenue plus décente. Notre syndicat a contribué pour beaucoup à ce changement de statut. Maintenant, je gagne plus, j'ai des jours de congé. Je sais que la situation était mieux avant la privatisation pour ceux qui étaient dans le statut stable. Mais pour moi le passé est passé. Je préfère comparer ma situation actuelle avec les conditions de travail qui existent à l'extérieur. Et je vois que ma situation n'est pas mal, ni par rapport à l'extérieur ni par rapport au passé.* »²¹⁰

Enfin, un autre pilier de cette même stratégie élaborée par le syndicalisme de la glocalisation était d'introduire dans le processus de privatisation les parties de la population privées des gains du corporatisme inégalitaire propre au modèle de l'ISI en Turquie. Dès que la privatisation venait à l'ordre du jour, de manière à construire des partenariats avec la participation des industriels et des commerçants dont la majorité sont les patrons des PME ainsi que les représentants de la communauté locale, Çelik-Is pouvait transformer la question de la privatisation de l'entreprise publique en un projet de développement local. En revanche, dans la majorité des cas de privatisation, s'il n'y eut pas de fermeture d'installation industrielle publique, les politiques syndicales d'antiprivatisation demeuraient généralement isolées de l'appui de la communauté locale.

C'était, en fait, tout à fait la même stratégie à laquelle recourut l'AKP lors de l'exécution des réformes néolibérales²¹¹ et c'est pourquoi il ne sera pas faux de dire, en reprenant les

²¹⁰ Entretien réalisé le 17 juin 2006 à Isdemir.

²¹¹ La « réforme de l'assurance sociale et de la santé » adoptée en 2008 par le gouvernement d'AKP était l'un des exemples qui allait dans le même sens. L'ancien règlement de protection sociale en Turquie qui se rapprochait du modèle « conservateur corporatiste » de welfare, comme le constatent Ayfer Karayel et

termes de l'ancien président de Hak-Is quand il interpréta le lien entre le MSP et Hak-Is entre 1977 et 1980, que les conditions sociales et politiques qui ont fait émerger l'AKP sont les mêmes que celles qui font naître le syndicalisme de la glocalisation de Hak-Is.

Pour reprendre le cas de la privatisation d'Isdemir, après que l'autorité publique eût accepté les conditions avancées par le syndicat Öz Çelik-Is, Isdemir fut d'abord fusionné avec Erdemir en 2002 et par la suite cette dernière fut vendue à l'OYAK en 2005. Enfin cette expérience de privatisation fut considérée par Çelik-Is comme une victoire de la stratégie adoptée par le syndicat.

Mais, même si le Çelik-Is présente cette privatisation comme une victoire, il y eut tout de même de nombreuses conséquences à la privatisation d'Isdemir, en contradiction avec les points de la démarche du syndicalisme de la glocalisation. À la différence du cas de Kardemir, après la privatisation le syndicat n'eut aucun pouvoir sur l'administration d'Isdemir. À la différence du cas de Kardemir, cette privatisation ne portait pas sur un modèle qui donne la priorité à la communauté locale ou bien aux travailleurs. À la différence du cas de Kardemir, cette privatisation permit au grand capital – dans ce cas à l'OYAK - de devenir de plus en plus puissant et monopolistique dans le marché. À la différence du cas de Kardemir, après la privatisation la majorité des ouvriers anciens, fut soit licencié par l'employeur, soit mis en retraite en tenant compte de la baisse des salaires. En fin de compte, il y avait une contradiction parce que la confédération Hak-Is avait défini ses principes de refondation en objectant la tutelle de la bureaucratie civile et militaire sur la société. Mais cette opération de privatisation s'était achevée par la victoire

Antoine Math, tout en présentant de fortes similarités avec d'autres pays du sud de l'Europe : nombreux travailleurs non déclarés dans le secteur informel et donc exclus des assurances sociales ; inégalités de protection entre catégories professionnelles ; très forts déséquilibres dans la protection selon les risques sociaux par exemple entre la vieillesse et d'autres risques longtemps ignorés comme le chômage, la famille ou la pauvreté. C'est pourquoi, la transformation du régime de la protection sociale inégalitaire d'antan dans la direction des principes néolibéraux qui consistent en marchandisation du système d'assurance mais en procurant en même temps un minimum de protection sociale à chaque citoyen, malgré l'opposition des mouvements sociaux, pour ainsi dire, des protégés, avait été soutenue par la grande majorité de la population. Pour l'évolution du processus de la réforme, voir KARAYEL A., MATH A. Le système des retraites en Turquie : vers un processus de réformes sans fin ?. *Chronique internationale de l'IRES*, 2007, n° 108, p. 40-60.

de la compagnie de l'armée dont la puissance politique devint de plus en plus affermie par sa puissance économique en plein essor.

Conclusion partielle : la lutte des privatisations en Turquie et le paradoxe syndicale

La Turquie a parcouru une période de privatisations, où les contradictions économiques, politiques et aussi culturelles déjà accumulées au sein de la formation sociale furent vomies avec violence par de nombreux acteurs. Le poids des contradictions globales du monde capitaliste sur la violence de ces conflits, n'est pas négligeable : les facteurs tels que les impasses du capitalisme néolibéral qui deviennent de plus en plus évidente et la transformation du monde unipolaire en une nouvelle structure multipolaire furent décisifs sur la formation des choix idéologico-politiques des acteurs qui vivaient dans un pays qui se situe géographiquement et aussi culturellement au carrefour des dynamiques globales.

Les privatisations sont toujours, selon Heidrun Abromeit, « le football de la politique ». Et de même que, Simon Kuper, écrivain et chroniqueur sportif au *Financial Times*, soulignait dans son livre « *Football Against The Enemy* »²¹² que « le football est plus que le football » car il a la capacité, à la fois, de déclencher et de mettre fin à des guerres, de susciter les élans révolutionnaires et de maintenir les dictateurs au pouvoir, la privatisation en tant que le football de la politique, dans le cas de Turquie, est aussi plus que la privatisation.

Si l'on veut bien filer la métaphore d'Abromeit, les « deux équipes » qui se défièrent lors de cette rencontre étaient, apparemment, le *Héros* dont la stratégie était de sauvegarder et enfin de consolider le « corporatisme » d'antan, et le *Marchand* dont la stratégie était de supprimer tous ceux qui sont constitués par les premiers au détriment du « libre arbitre ». En fin de compte, en tant que bénéficiaires du modèle de développement par l'ISI, les premiers légitimaient leurs programmes idéologico-politiques à travers les apparitions successives de puissances centrifuges en Asie et aussi en Amérique latine, et en tant que

²¹² KUPER S. *Football Against the Enemy*. Londres : Orion, 1996.

bénéficiaires du modèle de développement en vigueur orienté vers l'exportation, les seconds légitimaient leurs programmes idéologico-politiques en s'appuyant sur la thèse de l'irréversibilité du néolibéralisme glocaliste.

Ce contraste se renforça avec leurs appréciations divergentes du processus de modernisation du pays : pour les premiers, la fondation et l'évolution de la République sur les décombres d'une empire expirant, sous la pression de nations impérialistes et enfin avec un peuple dont la majorité était loin de distinguer le vrai du faux, était considérée comme une épopée ; tandis que pour les seconds ce n'était rien d'autre qu'une histoire de persécution dont l'auteur fut une élite jacobine, empoisonnée par un nationalisme aveugle, entravant le développement authentique du pays, étouffant le libre arbitre et empêchant la marche des dynamiques réelles vers un plus grand bien-être socio-économique et moral.

Cette polarisation n'était pas autre chose que l'affirmation la plus immédiate, dans le cas de la Turquie, de la dynamique à la fois complémentaire et contradictoire du « double mouvement », comme le formule Karl Polanyi dans *La Grande Transformation*²¹³, qui gouverne la société capitaliste moderne depuis le XIX^e siècle : un mouvement d'épanouissement des marchés et un contre-mouvement parallèle en vue d'encadrer ces premiers. Un point de vue plus historicisant –et plus marxiste– considère ce double mouvement ainsi : le capitalisme chemine sur un étroit sentier entre deux gouffres, celui de l'effondrement, si l'encadrement de l'activité économique est insuffisant, et celui de l'étouffement, s'il est excessif²¹⁴.

Il est évident, de toute façon, qu'au moment de la crise du capitalisme, la facette contradictoire de ce double mouvement l'emporte manifestement sur celle complémentaire, et la montée des contradictions internes du capitalisme rend de plus en

²¹³ POLANYI K. *op. cit.*

²¹⁴ Voir JOSHUA I. Une grille de lecture de la crise financière. *Savoir/Agir*. 2008, n° 3.

plus manifeste la lutte de classes entre les parties prenantes ayant des intérêts antagoniques au sujet du mode de régulation capitaliste.

Les privatisations ont été mises à l'ordre du jour en Turquie dans une période où l'économie mondiale, structurée selon la démarche néolibérale, était touchée par la crise de la « nouvelle économie » (en 2001) aux États-Unis et où l'insuccès des mesures préventives qui susciteront plus tard la crise financière globale (en 2007) devenait de plus en plus manifeste. Mais, d'autre part, c'était aussi une période marquée autant par l'essor des économies asiatiques et latino-américaines que par l'essoufflement de la croissance dans les vieilles sociétés industrielles. Ainsi, la privatisation a remis en cause, en Turquie, le modèle de développement et le rôle de l'État dans ce modèle.

Apparemment, deux propositions concurrentes s'affrontaient : (a) ceux qui favorisaient le modèle de développement sud-asiatique défendaient que la priorité devrait être donnée à l'industrie intensive en travail dont la production est orientée vers l'exportation. Mais l'État actuel, avec sa tendance dirigiste et collaboratrice avec l'industrie intensive en capital ne promouvant pas assez une telle stratégie de développement, les privatisations devaient servir à la fois à la suppression de la structure oligopolistique et monopolistique des marchés internes et à la restructuration institutionnelle de l'État. Cette tendance était soutenue majoritairement par les milieux d'affaires dits « tigres anatoliens » et par l'AKP, leurs représentants dans le parlement ; (b) ceux qui favorisaient le modèle de développement eurasiatique défendaient à leurs tours que la priorité devait être donnée aux industries intensives en capital et dites stratégiques, car l'essor de l'industrie intensive en travail n'entraîne que la consolidation de la dépendance de l'économie turque aux marchés globales, actuellement dominés par les nations impérialistes occidentales et de leurs compagnies transnationales. Donc, il fallait, soit arrêter les privatisations des entreprises stratégiques, ou bien les privatiser en les confiant aux grands industriels de confiance fidèles à l'État-nation kémaliste. Mais ce qui est fondamental pour que l'État de Turquie sorte de sa situation actuelle ignoble, c'était de

disqualifier, quel qu'en soit le moyen, les collaborateurs des forces de globalisation, c'est-à-dire l'AKP et les forces sociales qui l'appuyaient.

La première stratégie était adoptée par le *Marchand* pariant sur « la restructuration de l'État par la voie des privatisations », tandis que la seconde stratégie était poursuivie tout au long du processus par le *Héros* ayant pour but de libérer le pays de l'effondrement.

En fin de compte, quand on considère le bilan des privatisations en Turquie, on observe avec évidence que ce conflit ne fut emporté ni par le *Marchand* ni par le *Héros* : à l'encontre des attentes du *Héros*, alors que les entreprises publiques dites stratégiques ont été confiées aux grands industriels de confiance fidèles à l'État-nation kémaliste à travers des privatisations, la Turquie n'a pas changé de cap ni en termes de géostratégie, ni en termes de modèle de développement. De même, à l'encontre des attentes du *Marchand*, bien que la Turquie ait mené à bien les privatisations, cela n'a engendré ni la restructuration des institutions étatiques selon les inclinations des industriels exportateurs qui représentent le groupe numériquement majoritaire du patronat turc, ni la disparition de la structure oligopolistique et monopolistique des marchés internes.

Plus exactement les puissances politiques et économiques du *statu quo*, c'est-à-dire l'armée, son conglomérat OYAK et le grand capital, en profitant avec succès de la tension idéologico-politique entre le *Marchand* et le *Héros*, ont réussi, en apparence, le pari de mener à bien les privatisations sans endommager les équilibres de pouvoir économique et politique en vigueur dans le pays depuis le coup d'État militaire du 27 mai 1960. C'est pourquoi, il ne serait pas faux d'en conclure que le processus de privatisation s'est conclu en Turquie par le succès du *Héros-marchand* sans défaire ni le caractère « militocratique » ou « prétorien » du régime politique en vigueur, ni le caractère « oligarchique » du pouvoir économique, ni non plus la ligne géopolitique « occidentaliste » du pays.

Quant aux syndicats et à leurs attitudes face aux privatisations, on constate une typologie plus précise : les courants syndicalistes de type nationaliste et de type contestataire qui devaient leurs existences aux relations professionnelles façonnées successivement sous le « corporatisme d'État » des années 1940-50 et sous le « corporatisme tripartite » des années 1960-70 ont lutté contre les privatisations tandis que le syndicalisme de la glocalisation des années 1990 a poursuivi une ligne plus coopérative.

Cette divergence d'attitude entraîna un réalignement au sein du mouvement syndical. De même que le syndicalisme nationaliste opérait, sous la protection de la bureaucratie d'État et le grand capital, pour paralyser l'évolution du syndicalisme de contestation tout au long des années 1960 et 1970, avec le déclenchement de la conjoncture « roll-out » du néolibéralisme, le syndicalisme nationaliste et le syndicalisme de contestation établirent un « pacte tacite » contre l'évolution du syndicalisme de la glocalisation. Autrement dit, les deux courants syndicaux issus des corporatismes inégalitaires et se positionnant pour la survie des relations professionnelles corporatistes d'antan, firent face au nouveau syndicalisme qui prenait sa source dans des relations professionnelles remaniées pendant le processus de la néolibéralisation du pays²¹⁵.

Mais il est ainsi difficile de conclure que le mouvement syndical, avec ses composantes corporatistes et libérales, a eu une influence déterminante sur le déroulement du processus de privatisation. Ainsi, les stratégies poursuivies par les syndicats lors des privatisations ont suscité dans la plupart des cas des résultats en opposition avec leurs motivations originelles.

²¹⁵ En ce point, il faut souligner que, l'évolution du syndicalisme de la glocalisation a été bornée par la structure du marché de travail façonné dans l'ère néolibéral pour qui la réduction du « coût de production » -donc la réduction des coûts salariaux- était la principale condition pour l'exportation des produits. C'est pourquoi le syndicalisme de la glocalisation, démunis des possibilités de se syndicaliser au sein des petites et moyennes entreprises en abondance depuis la néolibéralisation de l'économie, ne représenta jamais un mouvement ouvrier inédit. En bref, son existence « alternative » n'agissait que dans de grandes entreprises industrielles où il concurrençait les autres courants syndicaux.

Par exemple le syndicat Petrol-Is en tant que l'un des représentants du courant syndical de contestation avait construit sa stratégie de privatisation pendant les années 1990 en partant de la constatation que les privatisations ont, dans le fond, pour but de transférer les entreprises publiques les plus rentables à la disposition d' « une poignée de holdings capitalistes » qui avaient tout le pouvoir économique dans les mains. Pour empêcher les opérations de la vente par la voie des adjudications de privatisation, le syndicat Petrol-Is mena une ligne de combat plutôt dans la sphère juridique. Cela découlait, d'une part, d'une nécessité, parce que le syndicat avait perdu le soutien de la communauté locale – majoritairement composée des nouveaux prolétaires en précarité— dans les régions où se situaient les installations pétrochimiques à privatiser. C'est pourquoi l'ampleur des actions syndicales restait insuffisante pour arrêter les privatisations. D'autre part, l'adoption de la thèse de l'existence des sphères de « démarchandisation » dans le secteur public, plus particulièrement dans la bureaucratie juridique, censée être relativement isolées de l'influence des marchés, avait fait croire au syndicat, semble-t-il, que la lutte juridique pouvait permettre l'annulation des opérations de privatisation.

Mais on constata, à la fin du processus, que c'était un « mauvais calcul » : les procès ouverts par le syndicat ont servi, d'une part, à l'élimination des investisseurs capitalistes dont les identités étaient controversées aux yeux des puissances du statu quo, et d'autre part, au gain de temps de ces derniers pour trouver des candidats « corrects ». Autrement dit, ces procès concernant les opérations de privatisation lancés par le Petrol-Is servirent paradoxalement à faciliter le transfert des entreprises publiques les plus rentables à la disposition des grands holdings qui présentaient leurs « adversaires » selon la distinction tracée entre « nous » et « eux » par le syndicalisme de contestation surtout pendant la deuxième moitié des années '80.

La position finale du syndicalisme de la glocalisation n'était pas moins paradoxale que celle du syndicalisme de contestation. Parce que ce courant syndical formé dans l'ère néolibéral, en faisant sien, semble-t-il, le credo néolibéral « plus de marché, moins

d'État », avait prévu que la réduction de l'État à travers des privatisations engendrerait l'affaiblissement de la tutelle de la bureaucratie civile et militaire sur la société, le déclin de la structure oligopolistique et monopolistique des marchés, le renforcement du « libre arbitre » et de la démocratie et enfin les conditions de l'épanouissement d'un mouvement syndical indépendant de l'État. Mais le déroulement des faits a montré que les privatisations de la néolibéralisation « à la turca » n'ont affaibli ni la tutelle de la bureaucratie civile et militaire, ni le pouvoir monopolistique du grand capital sur l'économie.

De même que Petrol-Is, successeur du syndicalisme de contestation dont le présumé « adversaire » était « le grand capital », après la privatisation de Tupras, a dû se mettre à la table de négociation pour signer le contrat collectif de travail avec les représentants de Koç Holding, conglomérat privé prééminent de Turquie, Çelik-Is, successeur du syndicalisme de la glocalisation dont le présumé « adversaire » était « la bureaucratie civile et militaire », après la privatisation d'Isdemir a dû, à son tour, se mettre à la table de négociation avec les représentants de l'OYAK, société de l'armée prenant son essor particulièrement dans la période de la néolibéralisation. Ce résultat était autant paradoxal qu'ironique, parce que les politiques poursuivies par chacun de ces syndicats lors des privatisations avaient contribué « objectivement » à la réalisation de ce résultat.

Le syndicalisme nationaliste, quant à lui, paraît parvenir à sa fin qui consiste à assurer soit la sauvegarde des entreprises publiques sous la direction de l'État, soit la cession de celles-ci aux grands conglomérats dits « nationaux ». Mais dans le cas du syndicalisme nationaliste, on observe cette fois-ci que le président du syndicat Türk Metal, protagoniste de ce courant syndical, fut emprisonné dans le cadre du procès Ergenekon. C'est pourquoi cette victoire du syndicalisme nationaliste ne peut être considérée que comme une victoire à la Pyrrhus.

En bref, les privatisations n'ont donné lieu ni à l'aggravation inédite de la liquidation des syndicats présents – parce que ces derniers étaient déjà en crise depuis le renoncement au modèle de l'ISI et aux relations professionnelles façonnées selon les besoins de ce régime d'accumulation de capital —, ni à la libération définitive de ceux-ci de la tutelle de l'État. En revanche, ils ont préféré s'adapter aux nouvelles circonstances.

Par exemple, après avoir signé le premier contrat collectif de travail avec Koç Holding, Mustafa Öztaskin, président du syndicat Petrol-Is, s'exprimait le 2 avril 2007 de la sorte : « *Dans le secteur public, les négociations de contrats de travail avançaient toujours hors de toutes volontés libres des parties prenantes. Elles s'achevaient dans la plupart des cas sous l'effet des interventions politiques. C'est-à-dire que nous n'étions parfois pas au courant des contenus finals des articles. En revanche tout au long de ce processus de négociations de contrat collectif de travail, nous avons mis en considération chaque article durant des heures et parfois durant des jours. De surcroît, nous avons su sauvegarder les principes fondamentaux de notre précédent contrat signé avec l'employeur public. (..) Je souhaite que ce contrat soit bénéfique pour nos institutions, pour nos employés, pour notre pays, et pour nous tous.* »²¹⁶ Ces énoncés montraient, malgré le licenciement de 828 ouvriers par l'employeur après la privatisation, la joie du président d'un syndicat « anti-privatisationniste » d'avoir signé un contrat sans devoir mener une pratique syndicale combative contre l'employeur.

Quant aux syndicats représentatifs à Erdemir – et à sa branche Isdemir —, successivement Türk Metal et Çelik-Is qui étaient, pour des motifs variés, contents de la vente du conglomérat sidérurgique à l'OYAK, ils consentirent avec réticence à la décision du nouvel employeur de diminuer les salaires de 35 % en 2009. Coskun Ulusoy, le directeur général de l'OYAK, a justifié par la crise globale la nécessité pour l'employeur de proposer la diminution de salaire : « *Nous avons expliqué la situation*

²¹⁶ Communiqué de presse du syndicat Petrol-Is datant du 2 avril 2007.
http://www.petrol-is.org.tr/duyuru/duyuru2007/Nisan_2007/mrkz_02042007.htm

actuelle de l'entreprise aux syndicalistes à Isdemir et à Erdemir. Nous leurs avons déclaré qu'à défaut de prendre ces mesures, nous devrions licencier 1400 ouvriers rien qu'à l'Erdemir. Le nombre des licenciements serait plus élevé à l'Isdemir. Les deux syndicats ouvriers dont les idées sont antagonistes ont signé en même temps les contrats de réduction de salaire. Nous avons résisté à la crise pendant 7 mois mais enfin nous avons dû diminuer les salaires »²¹⁷. Mais, contrairement à ce que laisse penser le discours du directeur général de l'OYAK, selon le rapport des 500 grandes entreprises industrielles de Turquie, publié par la Chambre d'Industrie d'Istanbul (ISO), Isdemir qui se classait 15^e dans le classement en 2007, s'est hissé au 11^e rang en 2008 et Erdemir est passé du 6^e rang au 4^e en un an²¹⁸. De même, selon le rapport de l'exportation publié par l'Assemblée des exportateurs de Turquie (TIM), Isdemir a augmenté son volume d'exportation de 293 % en 2008²¹⁹.

En d'autres termes, des syndicats de courants divers étaient aussi loin de s'imposer lors du déroulement des privatisations que pendant la période d'après-privatisation. Mais cela ne doit être pas conçu comme le résultat des attitudes malintentionnées et vicieuses de syndicalistes qui auraient été en vérité les « suppôts du capital ». Parce que les syndicalistes, comme on l'a déjà souligné, agissent selon leurs propres savoir-faire, leurs propres habiletés et leurs propres expériences mais toujours en tenant compte des attentes et des tendances présentes des ouvriers membres du syndicat : ainsi, ni le positionnement « pour », ni « contre » les privatisations des syndicalistes ne peut être compris sans tenir compte des tendances présentes des ouvriers syndiqués, ni non plus de leurs soumissions ou de leurs insoumissions aux contrats collectifs de travail qui sont apparemment au détriment des ouvriers. Autrement dit, les syndicalistes ne peuvent pas consentir aux

²¹⁷ 'Oyak, askere iki anahtarı garantiledi, 3 milyar dolarla dünyada maden avına çıktı' [En ligne], *Hürriyet*, (2009 le 16 juin). Disponible sur : <http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/11873618.asp>

²¹⁸ 'Sömürünün Devleri' [En ligne], *Evrensel*, (2009, le 23 juillet). Disponible sur : http://www.evrensel.net/haber.php?haber_id=54977

²¹⁹ AKKAS C., SEZER M. Sampiyonluktan İşçiye yüzde 35 ücret indirimi kaldı [En ligne]. *Evrensel* (2009, le 2 juillet). Disponible sur : http://www.evrensel.net/ekonomi.php?txt_arsiv_tarihi=20090704

propositions patronales posées sur la table des négociations en cours sans tenir compte de la réaction possible de la majorité des ouvriers qu'ils représentent.

C'est pour cette raison que j'essayerai dans la prochaine partie de cette recherche de regarder de plus près la réalité plurielle des ouvriers – et leurs affectivités variées - pour pouvoir éclaircir à la fois l'alliance établie pendant les privatisations entre le syndicalisme de contestation et le syndicalisme nationaliste pour défendre le secteur public en adoptant un discours nationaliste – et parfois raciste -, et à la fois l'attitude favorable aux privatisations en se référant parfois au discours néolibérale du syndicalisme de la glocalisation. Autrement dit, en recourant aux données de l'enquête de terrain, je chercherai les réponses essentiellement à cette question : « *Pourquoi et comment l'ouvrier de l'État-nation corporatiste se distingue-t-il autant de l'ouvrier de la glocalisation ?* »

PARTIE II

**Les *affects* antagoniques dans l'espace ouvrier pendant
l'ère de la néo-libéralisation**

CHAPITRE I

Présentation du terrain de l'enquête

Les trois entreprises qui constituent le terrain de cette enquête, l'Institution des mines de charbon de Turquie (la TTK), la Société anonyme de fer et d'acier d'Iskenderun (Isdemir) et la Société anonyme pétrochimique de Petkim (Petkim), diffèrent les unes des autres sur trois plans : les secteurs d'activité qu'elles représentent, le rôle qu'elles jouent dans l'histoire de l'industrialisation en Turquie et enfin les conditions ouvrières qui y restent attachées. Mais ces trois firmes possèdent cependant certains points communs qu'il est important de souligner : elles ont des traditions syndicales relativement implantées, emploient des milliers d'ouvriers de qualification presque équivalente et sont affectées par l'idée – ou la réalité concrète – de la privatisation ou de la menace de fermeture.

Ce sont ces différences et similarités qui m'ont mené à faire de ces entreprises le champ de l'exploration. J'y ai recueilli des renseignements qui m'ont permis de questionner les clivages en vigueur du cosmos ouvrier – surtout ceux qui existent dans les entreprises massivement syndiquées – et de mettre en évidence le profil d'un segment au moins du monde ouvrier en Turquie.

Ce chapitre a pour but de présenter le terrain de l'enquête et de familiariser le lecteur à l'univers de l'échantillon de la recherche. Je me contenterai d'abord de mettre en évidence quelques caractéristiques de ces entreprises, de leur environnement culturel et de leur historicité, en bref, de leurs conjonctures spécifiques. Par la suite je présenterai les résultats d'une analyse factorielle de correspondances multiples qui éclaircissent les diversités en termes d'*affect* et de *puissance d'agir* des ouvriers enquêtés face au processus de privatisation.

A) L'Institution des mines de charbon de Turquie (la TTK)

Entreprise publique fondée en 1983 dans le but d'exploiter les bassins miniers de Zonguldak²²⁰ s'étendant sur une superficie d'environ 6 885 kilomètres carrés, la TTK regroupe les puits construits sur les bassins miniers d'Armutçuk, de Kozlu, d'Üzülmez, de Karadon et d'Amasra, ainsi qu'un établissement de la direction générale. S'il existe quelques entreprises privées²²¹ sur les bassins miniers de Zonguldak, la TTK continue toujours à être le cœur économique de la région²²² avec l'installation sidérurgique d'Erdemir (Société anonyme des usines de fer et d'acier d'Eregli) en activité depuis 1965. En effet, malgré son déclin manifeste, la TTK avait en 2008 une capacité d'emploi de 11 397 salariés, dont 9 474 employés comme ouvriers et les autres comme fonctionnaires.

La date récente de fondation officielle de la TTK ne doit pas étonner le lecteur : parallèlement aux activités minières, la présence de l'État en tant qu'employeur dans la zone remonte au premier quart du XIX^e siècle. La fondation de la TTK comme « personne civile » ne représente qu'une étape nouvelle dans le processus²²³. Il est donc important de

²²⁰ Ainsi que l'existence de divers axiomes, selon une hypothèse répandue, le nom de cette ville, située sur la côte l'ouest de la mer Noire, est construit étymologiquement par la composition du terme « zone » en français et « Göldag » (le nom d'une montagne qui se trouve dans la région). Puisque les mines auraient fait historiquement partie des terres de l'Empire ottoman acquises par François 1^{er}, le nom de la région fut donné par les Français qui s'y trouvaient – pour exercer leurs charges officielles concernant les activités minières ou ayant simplement des objectifs commerciaux. Cette présence française dans les bassins miniers de Zonguldak s'est affermie avec la fondation de la Société anonyme ottomane d'Héraclée (Eregli Sirketi Osmaniyesi) en 1867 qui fut principalement financée par le capital français à travers la Banque ottomane (voir QUATAERT D. *Miners and the State in The Ottoman Empire The Zonguldak Coalfield 1822-1920*. New York ; Oxford : Berghahn Books, 2006, p. 29) pour finalement se transformer en 1919 en occupation de la région par les troupes françaises aux termes de l'Armistice de Mondros (signé le 30 octobre 1918 à la fin de la première guerre mondiale).

²²¹ Les sociétés privées exploitent les bassins miniers qui leur sont temporairement cédés par l'État, à la suite d'un contrat d'exploitation avec partage de la production.

²²² Même si la TTK est toujours, en matière d'emploi, l'une des plus grandes sociétés en Turquie, elle connaît, au cours des trois dernières décennies un remarquable déclin de sa capacité : le nombre de ses employés qui atteignait 38 200 en 1985 a été réduit de près de la moitié en 1995 (soit 21 300 personnes), a encore diminué de nos jours avec un taux de recul 71 % par rapport aux débuts des années 1980, soit 11 397.

²²³ Les noms des institutions publiques qui dirigent l'exploitation des houillères de Zonguldak, de 1848 à nos jours, sont les suivants, par ordre chronologique : [pendant la période de l'Empire ottoman] entre 1848 et 1865, le Trésor privé du Sultan (Hazine-i Hassa) ; entre 1865 et 1908, le ministère de la Marine (Bahriye Nezareti) ; entre 1908 et 1920, le ministère du Commerce et des Travaux publics (Ticaret ve Nâfia Nezareti) – à l'exception des années de la première guerre mondiale pendant lesquelles l'exploitation des mines fut cédée aux Allemands – [pendant la période de la République] 1921-1940, la direction de

remarquer qu'au lieu de parler d'un fort engagement des mineurs envers la TTK comme personne civile, il serait plus judicieux de souligner l'identification entre les mineurs – qui à la fois sauvegardent majoritairement leur identité villageoise²²⁴ – et les mines qui existaient déjà depuis plus d'un siècle²²⁵. C'est sans doute cette identification si forte qui donna lieu en 1991, à la suite de la grève des ouvriers due à la rupture des négociations pour le renouvellement du contrat collectif de travail, à la « Grande marche des mineurs » à laquelle la participation des villageois du bassin ouvrier de Zonguldak était significative²²⁶.

Dans cette zone, le rapport professionnel ne s'était jamais déroulé sans médiation. Autrement dit, les patrons et les ouvriers ne s'étaient jamais mis en relation

l'Économie du Bassin (Havza Ekonomi Müdürlüğü) [*les sociétés du secteur privé (natives ou étrangères) étaient présentes dans le bassin jusqu'en 1940 où a eu lieu la nationalisation des mines*] entre 1940 et 1957 Etibank & Entreprise de Charbon d'Eregli (Eregli Kömür İşletmesi/EKİ), entre 1957 et 1983, l'Entreprise de charbon de Turquie (TKI/Türkiye Kömür İşletmesi) et enfin de 1983 à nos jours l'Institution des mines de charbon de Turquie (TTK/Türkiye Taskömürü Kurumu).

²²⁴ En ce qui concerne la continuité de l'identité villageoise à côté de celle d'ouvrier à Zonguldak, voir QUATAERT D., DUMAN Y. A Coal Miner's Life during the Late Ottoman Empire. *International Labor and Working-Class History*, 2001, n° 60, p. 154 ; KAHVECI E. The Miners of Zonguldak. *Work and Occupation in Modern Turkey* / ed. par E. KAHVECI, N. SUGUR, and T. NICHOLS. Londres : Mansell Publishing, 1996, p. 191–194.

²²⁵ Les travaux d'extraction des mines de charbon, au sens commercial du terme, ont été réalisés pour la première fois dans le bassin par des mineurs ukrainiens venus d'Autriche en 1836 par l'entremise de l'ambassadeur Ahmet Fethi Pacha. Voir ÖGRETEN Ahmet, Eregli Kömür Havzasında Bahriye Nezareti Döneminde Madenler ve Madenciler (1865-1908) *ZKÜ Sosyal Bilimler Dergisi*, 2007, Vol. 3, N° 5, p. 139-178. Cette date est confirmée par d'autres travaux historiographiques réalisés sur la région. Voir QUATAERT D. Zonguldak Maden İşçilerinin Hayati, 1870-1920. *Toplum ve Bilim*, 1999-2000, n° 83, p. 80-90 et GÜRBOGA N. *Mine Workers, The State and War : The Eregli-Zonguldak Coal Basin as The Site of Contest, 1920-1947*, 518 p. Thèse [non publiée] : Histoire moderne turque : Université du Bosphore – Istanbul, 2005.

²²⁶ Le 30 novembre 1990, les mineurs associés au Syndicat général des ouvriers miniers (Genel Maden İşçileri Sendikası/GMİS) cessèrent leur activité suite à un désaccord avec la direction de la TTK sur les négociations du contrat collectif de travail concernant 48 000 ouvriers alors employés dans les entreprises publiques de la TTK et de MTA (L'Administration générale de recherche en exploration minérale). Le désaccord entre le syndicat et le gouvernement avait été aggravé par des décisions de l'État telles que la fermeture ou la privatisation des puits. Dans ce contexte, le gouvernement de l'époque proposa au syndicat d'assumer l'exploitation des mines. Le syndicat affirma qu'il accepterait cette proposition à condition que l'État rembourse à l'avance les dettes de l'entreprise, qu'il mette de côté une somme équivalente aux indemnités légales de licenciement des ouvriers et qu'il améliore les conditions de production des bassins miniers. L'État rejeta les conditions avancées par le syndicat et à défaut de trouver une solution entre les parties, le 22 décembre 1990 le syndicat décida d'organiser une marche depuis Zonguldak jusqu'à la capitale de Turquie, Ankara. Ainsi, la « Grande marche des mineurs » fut lancée le 5 janvier 1991 avec la participation de quelque 70 000 mineurs et villageois. Même si cette action ne représente pas une rupture dans le mouvement ouvrier, elle a, de toute évidence, pris sa place dans l'histoire des mouvements sociaux en Turquie. Pour une monographie au style journalistique de ce mouvement, voir KARAKAS S. N. *Eylem Günlüğü Zonguldak Maden Grevi ve Yürüyüşü*. Istanbul : Metis, 1992.

professionnelle directement : l'État jouait soit le rôle d'entrepreneur soit celui de tuteur. Cette présence de l'État en tant que « patron paternaliste » représente un paramètre indispensable de la « conscience ouvrière » des ouvriers du bassin minier et sans doute un facteur décisif sur la formation de la tradition syndicale qui y existe depuis 1946²²⁷.

À ce stade, il serait judicieux de donner quelques détails supplémentaires sur le village d'Eregli couvrant les puits charbonniers d'Armutçuk et sur l'agglomération minière de Kandilli où débuta l'étape de cette enquête qui s'est déroulée à Zonguldak.

Faisant administrativement partie de Zonguldak et doté de ressources minérales riches, le village d'Eregli était prédominant parmi les autres villages de Zonguldak concernant les activités minières : le premier puits de charbon y fut creusé, la première société charbonnière y fut constituée et enfin le premier syndicat ouvrier minier y fut créé... Mais après cet âge d'or, le bassin minier d'Eregli (ou les houillères d'Armutçuk), est aujourd'hui en perte de vitesse. Inexistante avant l'ouverture des houillères d'Armutçuk, l'agglomération minière de Kandilli totalisant une population d'environ 30 000 habitants, composés de 5 000 mineurs et de leurs familles, a perdu presque la moitié de sa population au cours des vingt dernières années à cause des politiques du gouvernement qui visaient à une réduction de la capacité d'emploi dans les mines.

La réduction concernait non seulement la capacité d'emploi, mais aussi les investissements productifs nécessaires ainsi que les infrastructures de la zone résidentielle : l'annulation du projet de centrale électrique de tribunes à vapeur en 1974, la fermeture de l'hôpital destiné aux mineurs en 1980, la clôture de trois des quatre

²²⁷ Dans le secteur de l'activité minière, le premier pas de l'organisation professionnelle fut fait par l'État lui-même : « L'union ouvrière de Zonguldak » (Zonguldak Amele Birliği), fondée en 1923 à la suite de la directive – datée du 10 septembre 1921 de Mustafa Kemal alors président du gouvernement d'Ankara, portait plutôt un caractère d'association sociale d'entraide. Outre cette association qui existe encore aujourd'hui sous la tutelle du ministère du Travail et de la Protection sociale, la première organisation ouvrière, au vrai sens du terme, y est créée en 1946, portant le nom de « l'association des ouvriers miniers du bassin houiller d'Eregli » (Eregli Kömür Havzası Maden İşçileri Derneği). Cette dernière assure une base pour le développement du syndicalisme dans le bassin, aboutissant finalement au Syndicat général des ouvriers miniers de Turquie (GMIS) qui possède actuellement la représentativité syndicale auprès de l'employeur public. Voir *Türkiye Sendikacılık Ansiklopedisi*, op. cit., p. 336

« économat »²²⁸ ainsi que la perte des écoles primaires et secondaires confiées au ministère de l'Éducation nationale en 1983 jusqu'alors dirigées par l'entreprise minière dans une autonomie particulière et enfin l'abandon en 2000 du chemin de fer qui reliait Kandilli à Ereğli. En fin de compte, quand s'ajoute le retrait des fonctions sociales de la TTK à la réduction de l'emploi dans les mines, le résultat est dramatique : Kandilli qui s'était développé à travers l'exploitation de ses riches bassins miniers jusqu'aux années 1970, vit à présent sous la menace de devenir peu à peu un « village fantôme ».

Ce processus et ses effets déjà mentionnés, surtout en termes d'emploi, doivent être compris en fonction de la restructuration de l'industrie minière à l'échelle mondiale en particulier concernant la période après 1970, même si auparavant le secteur était relativement autonome.

En Europe occidentale, l'on sait que *l'âge d'or* du charbon, débuté au XIX^e siècle, était arrivé à son terme en 1958 où « *les politiques énergétiques passent alors du souci de la quantité à celui de la maîtrise des coûts, les productions plafonnent et les premières fermetures de puits sont annoncées* »²²⁹. Entre 1960 et 1975, la diminution de l'emploi dans le secteur, due à la période de récession de l'industrie minière de charbon occidentale, était frappante : de 7,2 % à 2 % de la population active industrielle en Belgique, de 5,6 % à 2,7 % en République fédérale d'Allemagne, de 4,1 % à 1,9 % en France, et de 4,5 % en 1965 à 2,9 % en 1975 en Grande-Bretagne²³⁰. À l'époque, la récession du charbon qui frappait le secteur minier dans presque tous les pays occidentaux n'avait guère touché la charbonnerie en Turquie : avec le passage à la stratégie du développement par l'ISI (l'industrialisation par substitution d'importations) à la suite du coup d'État militaire de 1960, l'ère du « développement planifié » débutait, attribuant au secteur des mines de charbon un rôle important. Visant la mise en place de nouvelles installations sidérurgiques, le premier Plan de développement à cinq ans

²²⁸ Les « économats » sont des magasins ayant pour but de fournir aux ouvriers d'une entreprise précise – qui se situe généralement loin du centre de ville – des biens essentiels tels que l'alimentation, l'habit ou le chauffage.

²²⁹ MICHEL J. Les réactions syndicales à la régression charbonnière en Europe occidentale : France, Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne Fédérale de 1958 à 1974. *BTNG-RBHC*, 1988, Vol. 19, n° 1-2, p. 131-132.

²³⁰ *ibid.* p. 132

(1963-1967) ainsi que le deuxième (1968-1972) favorisaient largement les investissements publics dans le secteur charbonnier qui pouvait ainsi réussir à éviter les effets de la crise charbonnière mondiale. On peut donc parler d'une subsistance de l'âge d'or de la charbonnerie en Turquie entre les années 1960 et 1972 alors qu'en Europe la récession était en vigueur.

Cette autonomie relative de l'activité minière en Turquie est néanmoins perdue de vue avec l'ouverture d'un nouveau processus de production capitaliste à partir de la deuxième moitié des années 1970. Le processus de la globalisation des marchés énergétiques a ainsi manifestement relié – ou au moins synchronisé – le destin de la charbonnerie turque à l'échelle mondiale.

Comme le démontre clairement Suzanne Dansereau, scientifique canadienne spécialiste de l'économie politique de l'industrie des mines, le processus de la libéralisation globale engendre plusieurs transformations dans cette industrie : i) le changement des objectifs de l'investissement qui se révèle par le déplacement des entreprises des pays dits stables du Nord vers les pays du Sud (comme les rapports de l'Organisation internationale du Travail l'indiquent, les investissements dans l'industrie minière augmentèrent en Amérique du Sud de 18 % à 39 % entre 1990 et 2001, comme à en Afrique du Sud où l'augmentation est passée de 12 % à 28 % dans la même période²³¹). ii) une différenciation, selon les pays, en matière d'organisation de la production qui varie en fonction du régime politique ou de la spécificité historique du pays autant que de ses gisements miniers. iii) à l'inverse d'une diversification dans l'organisation de travail, on observe une similarité quant aux conditions d'emploi caractérisées par l'emploi massif d'ouvriers non qualifiés et mal payés²³².

La restructuration du secteur minier à l'échelle mondiale, qui signifie incontestablement une détérioration de la condition ouvrière, ne correspond nullement à un malaise en termes de productivité : selon le rapport élaboré par l'Organisation internationale du travail (OIT) en 2002, la productivité a augmenté de 210 % dans les mines de charbon

²³¹ ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, *L'évolution de l'emploi, du temps de travail et de la formation dans les industries extractives*. Genève : Bureau International du Travail, 2002.

²³² DANSEREAU S. Globalization and Mining Labour : Wages, Skills and Mobility, *Minerals & Energy – Raw Materials Report*, 2006, Vol. 21, n° 2, p. 9.

australiennes entre les années 1985 et 2000. Au Canada et en Inde, un gain de productivité est réalisé, respectivement, de 103 % et de 154 %, ainsi que, à moindre échelle, dans des pays tels que le Sri Lanka (54 %), le Mexique (48 %), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (40 %) et l'Allemagne (24 %). Le rapport souligne également qu'aux États-Unis la productivité s'est accrue de 15 % dans le secteur minier non métallique²³³.

Quant au secteur minier en Turquie, la situation est un peu complexe : il n'y a eu lieu ni à la fermeture de mines comme dans plusieurs pays européens²³⁴, ni à des investissements afin d'augmenter la productivité dans le secteur d'activité comme certains pays du Sud. Ainsi la TTK ressemble-t-elle plutôt à « une lampe à pétrole » qui s'éteint graduellement pour cause de « perte de carburant », non à cause de l'épuisement des réservoirs du bassin, mais surtout en raison du manque d'investissements de modernisation.

En 2006, lors de ma visite de cette entreprise et de son environnement, la TTK était rongée par une ambiguïté profonde, renforcée par de nombreux discours divergents notamment sur l'avenir du secteur d'activité et sur celui de l'entreprise publique elle-même. Face à cette incertitude, chaque ouvrier interrogé présentait son affect en partant de ses conditions singulières et de sa posture, pour ainsi dire, idéologique.

B) La Société anonyme de fer et d'acier d'Iskenderun (Isdemir)

À la différence de la ville de Zonguldak qui avait été réellement fondée après la mise en activité des mines de charbon, Iskenderun, la ville faisant administrativement partie

²³³ ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, *op. cit.* p. 5. Le cas des États-Unis en cette matière est significatif : comme Lois Plunkert le souligne, tandis que l'emploi dans les mines a été réduit de moitié au cours des années 1980, la production minière a, de nouveau, battu son plein en 1989 grâce à la modernisation du processus de travail. Voir. PLUNKERT L. M. The 1980's: a decade of job growth and industry shifts. *Monthly Labor Review*. 1990, Vol. 113, n° 9, p. 6.

²³⁴ À la différence de la Grande-Bretagne où Margaret Thatcher avait mis en œuvre avec vigueur des idées et des pratiques néolibérales imposant la fermeture ou la privatisation des mines, ou de la France où le processus de fermeture définitive des mines avait eu lieu dans un climat moins tendu qu'en Grande-Bretagne, en Turquie, la tentation du pouvoir politique pour la fermeture ou la privatisation des mines de Zonguldak fut repoussée par le mouvement ouvrier minier au début des années 1990. Sur ce recul du gouvernement, l'effet des interrelations clientélistes en vigueur entre les partis politiques et les organisations ouvrières ainsi que les intérêts de la bureaucratie de l'État n'étaient sans doute pas sans importance.

d’Hatay²³⁵ et hébergeant la Société anonyme de fer et d’acier d’Iskenderun (Isdemir), possède une histoire riche et variée qui remonte à des milliers d’années.

Établie au bord du golfe d’Iskenderun sur une superficie de 8,6 millions de mètres carré à 17 kilomètres du centre de la ville, l’entreprise sidérurgique d’Isdemir était déjà une entreprise privée, après que « sa personne civile » a été cédée à Erdemir (Société anonyme des usines de fer et d’acier d’Eregli) en 2002 et que Erdemir a été privatisée en bloc en 2005 – à la date de la réalisation de l’enquête. Elle employait presque 6 000 ouvriers. Le nouveau propriétaire de l’entreprise, le Ataer Holding, était affilié au OYAK Holding qui fut établi par l’initiative de l’armée turque²³⁶.

Avant d’exposer la situation des ouvriers sidérurgistes, il me paraît nécessaire de donner quelques informations sur le passé de cette région de peuplement puisque cette dernière constitue le réservoir principal de la force de travail de la société d’Isdemir qui fut mise en activité en 1975.

Iskenderun connut son âge d’or avec la reconstruction de la ville par Alexandre le Grand en 333 avant Jésus-Christ. « Iskenderun », traduction d’« Alexandrette » en turc, tire donc son nom du fameux empereur macédonien de l’Antiquité. Dans le déroulement de l’histoire, après avoir changé plusieurs fois de mains, elle se trouva à partir du XVI^e siècle sous la domination des Ottomans, mais faisant administrativement partie d’Alep.

Pendant la période de transition de l’Empire ottoman à la République turque, cette ville historique fut d’abord victime des pratiques de purification ethnique (envers les non-musulmans, surtout envers les Arméniens)²³⁷ puis fut l’objet d’un litige international entre la Turquie, la Syrie et la France. La région connut ainsi de remarquables tensions

²³⁵ La ville d’Hatay est située au sud-est de la Turquie. Elle est bordée au nord-ouest par la province d’Adana, au nord par celle d’Osmaniye, au nord-est par celle de Gaziantep, à l’est et au sud par la Syrie et à l’ouest par la Méditerranée. Elle occupe une superficie totale de 5 403 km² et comprend une population de 1 386 224 habitants selon les résultats du recensement de 2007 réalisé par l’Institut de statistiques de Turquie (TUIK/Türkiye İstatistik Kurumu).

²³⁶ La spécificité inédite du rapport de l’armée turque à l’économie était abordée dans les chapitres précédents.

²³⁷ Au sujet de ces violences ethniques : voir PEKESEN B. The exodus of Armenians from the Sanjak of Alexandretta in the 1930s. *Turkey Beyond Nationalism: Towards Post-Nationalist Identities* / ed. par H.-L. KIESER. Londres : I. B. Tauris, 2006, p. 57-66.

sociales et culturelles parmi ses habitants : entre Turques et Arabes, entre noseïris (ou alaouites)²³⁸ et sunnites et enfin entre musulmans et non-musulmans.

À l'issue de la première guerre mondiale, la conférence de San Remo, le 25 avril 1920, avait placé la Cilicie et la Syrie sous mandat français. Par la suite, la France créa d'abord l'État du Grand-Liban afin de contenter les maronites. En deuxième lieu, elle procéda à une partition en quatre entités : Damas, l'État des alaouites, le gouvernement d'Alep (avec Alexandrette) et enfin l'État du djebel druze²³⁹. Lorsque la situation permit aux nationalistes turcs de fonder un État-nation sur les terres actuelles de la République de Turquie, la France opta pour une entente avec le gouvernement kémaliste et l'accord d'Ankara fut signé le 21 octobre 1921. Il prévoyait la fondation d'un régime spécial concernant le sandjak (ou province) d'Alexandrette²⁴⁰. En 1939, cette région fut intégrée à la Turquie sous le nom d'Hatay – à la suite d'un référendum d'autodétermination dont la légitimité est remise en question jusqu'à nos jours – engendrant un immense mouvement d'émigration de sa population d'origine arabe et arménienne vers la Syrie.

Iskenderun, ville portuaire stratégique, fut toujours la cible des politiques de turquification menées successivement depuis 1915, d'abord par les Jeunes-Turcs puis par les Kémalistes²⁴¹. En 1975, lorsque l'entreprise sidérurgique y entama sa production, la population de la région se composait donc principalement, d'une part, d'alaouites turquifiés « en apparence » – voire dans la sphère publique – ayant tendance à soutenir les partis politiques kémalistes probablement pour pouvoir persévérer dans leur existence

²³⁸ La communauté des alaouites ou alawites, également appelés noseïris ou nusayris, est une branche – mais une branche lointaine – du chiisme. Après l'effondrement de l'Empire ottoman, un État, sous mandat français, dont l'élément fondateur était l'identité alaouite est fondé dans la région incluant les villes de Lazkiye (Lattaquié), d'Antakya (Antioche) et d'Iskenderun (Alexandrette). Établi sur une superficie de 6 500 mètres carrés, cet État possédait, à la fin de l'année 1933, une population de 334 173 dont 213 066 étaient des noseïris. Voir MASSIGNON L. Nusayriler. *Islam Ansiklopedisi - Vol. 9*. Istanbul : MEB, p. 365-370. Selon Martin Kramer, l'indépendance de cet État alaouite était due aux Français, pour deux raisons : 1) les missionnaires et les orientalistes français de l'époque avaient convaincu que les alaouites représentaient des chrétiens « perdus » ; 2) considérant hérétiques les alaouites, la population majoritaire « arabo-sunnite » de la région ayant une motivation à la fois nationaliste et islamiste ne voulait guère accepter la domination française. Voir KRAMER M. Syria's Alawis and Shi'ism. *Shi'ism, Resistance, and Revolution* / ed. par M. KRAMER. Colorado : Westview Press, 1987, p. 237-254.

²³⁹ PEKESEN, *op. cit.* p. 58.

²⁴⁰ YILMAZ R. Le sandjak d'Alexandrette, baromètre des relations entre la Turquie et la Syrie. *Outre-Terre*, 2006, Vol. 14, n° 1, p. 111-112.

²⁴¹ DÜNDAR F. The settlement policy of the Committee of Union and Progress 1913-1918. *Turkey Beyond Nationalism: Towards Post-Nationalist Identities*, *op. cit.* p. 37-42.

contre « la menace » de la majorité sunnite, et d'autre part de Turcs, installés de force par l'État afin d'augmenter la population turque dans la région dite stratégique ou natifs de la région, mais n'ayant pas totalement assimilés les politiques laïcistes/modernisatrices menées par les fondateurs de la République. Il se trouvait donc principalement à Iskenderun des alaouites arabes, mais « apparemment » turquifiés, et des sunnites « apparemment » Turcs, mais plus ou moins sous l'influence de la tendance islamiste²⁴². Autrement dit, il s'agissait d'un réservoir de la force de travail traumatisé par les faits historiques précédant la mise en activité d'Isdemir.

Une autre distinction importante entre Isdemir et les mines de la TTK concerne sans doute la place que ces deux entreprises occupent, chacune, dans le processus d'industrialisation en Turquie : la mise en activité d'Isdemir correspond à la période récente de la République (1975)²⁴³ pendant laquelle la stratégie du développement de l'ISI était en vigueur, tandis que l'extraction de mines dans le bassin de Zonguldak remonte au milieu du XIX^e siècle, quand survivait encore l'Empire ottoman. Il est clair que cette distinction ne peut pas être abordée sans prendre en considération les changements technologiques qui surgissent à l'échelle mondiale dans l'évolution du capitalisme.

En empruntant à Carlota Pérez le concept de « paradigme technicoéconomique » et sa périodisation du développement économique à travers des « cycles à long terme »²⁴⁴, ce décalage historique peut être commenté dans son rapport à l'histoire de l'innovation : i) la

²⁴² Cette généralisation ne dénie ni l'existence des alaouites qui demeurent à distance des politiques kémalistes, ni celle des sunnites passablement laïcistes, mais elle n'envisage de souligner que les tendances prépondérantes.

²⁴³ Il faut ainsi noter que la construction des installations d'industrie lourde en Turquie, y compris celle d'Isdemir, a dû beaucoup à l'Union soviétique : juste après le coup d'État militaire de 1960, la Turquie n'avait pas pu trouver le soutien financier et technologique dont elle en avait besoin pour son développement industriel auprès des pays occidentaux et cet état de fait avait donné lieu à un rapprochement entre le pays affilié à l'OTAN et le leader du bloc socialiste. Selon Semih Vaner, en plus de la nécessité de sortir de l'isolement né des rebondissements successifs de la crise chypriote, cette politique de rapprochement était également dictée par le besoin de développer l'économie et l'industrie turque. Grâce aux accords de coopération, l'assistance soviétique permit la réalisation de divers projets d'envergure en Turquie tels que le combinat acier-fer d'Iskenderun (un des plus grands projets que les Soviétiques aient financé en dehors du bloc socialiste), la raffinerie d'Aliaga, près d'Izmir, les usines d'aluminium à Seydisehir, etc. Voir VANER S. *La Turquie entre l'Occident-Patron et le 'Grand Voisin du Nord'*. *L'URSS vue du tiers monde* / ed. par Z. LAIDI. Paris : Karthala, 1984, p. 117-118

²⁴⁴ PEREZ C. *Technological Revolutions and Financial Capital the dynamics of bubbles and golden ages*. Cheltenham ; Northampton : Edward Elgar, 2002.

mise en activité des puits miniers du bassin de Zonguldak correspond à l'ère de la seconde révolution technologique du capitalisme (apparue à partir de 1829) portant sur la technologie du moteur à vapeur dans l'industrie et les transports dont les intrants clés sont le fer et le charbon, ii) l'ouverture de l'installation sidérurgique à Iskenderun correspond chronologiquement à l'ère de la cinquième révolution technologique du capitalisme global (à partir de 1971) s'appuyant désormais sur la technologie informatique où les technologies du troisième cycle (dont les intrants clés sont l'acier, le cuivre et les alliages) et du quatrième cycle (le pétrole, les gaz, les matériaux synthétiques) étaient transférées aux pays sous-développés ou en voie de développement.

Donc, à la différence des mines de charbon de Zonguldak qui avaient été mises en activité presque à la même période que les mines de charbon du reste du monde, la production d'Isdemir, débutée en 1975²⁴⁵, était déjà « tardive » non seulement par rapport aux pays développés qui étaient passés à l'utilisation de la technologie informatique – par conséquent la sidérurgie avait perdu son rôle clé dans le développement industriel – mais aussi par rapport aux pays en voie de développement où le modèle hégémonique d'industrialisation, dite l'industrialisation de l'ISI, avait déjà atteint ses limites²⁴⁶. En fin de compte, Isdemir n'avait été mise en exploitation qu'à la veille de l'éclatement de la seconde crise sidérurgique occidentale²⁴⁷. En ce sens, cette entreprise sidérurgique et les ouvriers qui y étaient employés, durent brusquement faire face, sans trouver la chance de bénéficier des bienfaits de la période de ISI, d'abord au coup d'État de 1980 et

²⁴⁵ À ce propos, il faut noter qu'Isdemir était chronologiquement la troisième installation sidérurgique de Turquie. La première, Kardemir (la Société anonyme de fer et d'acier de Karabük) fut fondée en 1939 et la deuxième, Erdemir (la Société anonyme de fer et d'acier d'Eregli), en 1965.

²⁴⁶ PEREZ C. Changement technologique et opportunités de développement, une cible mouvante, *Revista de la Cepal*, 2005, n° extra 85, p. 178. Au cours des années 1970, la Turquie, comme tous les pays tardivement industrialisés, avait été influencée par les effets de la crise structurelle du capitalisme mondial. Mais à la veille des années 1980, le modèle de l'ISI était désormais devenu tout à fait caduc à cause de ses propres contradictions internes, ne permettant plus l'accumulation de capital. ALTIOK M. Yeni Liberal Istikrar ve Yapisal Uyum Programlari : Türkiye Ekonomisinde Sermaye Birikimi ve Kriz . *Praksis*, 2002, n° 5, p. 85.

²⁴⁷ La première crise sidérurgique qui s'était déroulée au cours des années 1960 était un court intermède par rapport aux deuxième et troisième crises du secteur. La deuxième crise, survenue entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1980, fut la plus longue et la plus violente : 327 141 métallurgistes perdirent leurs postes dans les pays occidentaux entre les années 1978 et 1988. Voir CONRAD C. A. Taking Stock: The History of European Steel Crisis Policy. *The journal of European economic history*, 2005, Vol. 34, n°1, p. 283-306.

immédiatement après aux effets de la mise en œuvre des politiques néolibérales, ayant aussi pour but de bouleverser les conditions de travail de la période antérieure.

Pendant la nouvelle période qui débuta avec le coup d'État militaire de 1980 et se prolongea sous le gouvernement de l'ANAP (le Parti de la Mère Patrie), la Turquie avait échangé le modèle de l'ISI contre un autre dit « modèle d'accumulation orienté vers l'exportation ». Dans l'industrie, à la place des secteurs dépendants de l'importation, la Turquie se concentrait désormais sur les secteurs qui possédaient un grand potentiel d'exportation. Dans la première moitié des années 1980, les subventions pour les secteurs orientés vers l'exportation avaient déjà atteint 20 % du coût total de production.

Tous ces changements socio-économiques nécessitaient de nouveaux slogans tels que « le changement », « la réforme » ou « la restructuration ». Le premier ministre de l'époque, Turgut Özal, élu en 1983 contre le candidat de l'armée²⁴⁸, a mené des politiques agressives contre les acquis des ouvriers syndiqués, notamment ceux qui avaient été employés dans le secteur public, et contre les institutions interventionnistes et l'appareil bureaucratique de l'État²⁴⁹. La double visée de ces politiques s'est particulièrement cristallisée dans le programme de privatisation faisant pour la première fois partie du cinquième Plan de développement à cinq ans (1985-1989) qui devint plus tard l'un des enjeux majeurs surtout pour les acteurs sociaux du pays²⁵⁰.

Avant le 2 mars 1998, date à laquelle Isdemir s'est inscrite dans le programme de privatisation, cette entreprise, comme ses semblables dans le secteur public, avait dû se débrouiller seule, sans bénéficier de fonds publics pour les investissements de base nécessaires. La difficulté financière dont la direction de l'entreprise souffrait avait été redoublée en raison de coûts salariaux relativement élevés, notamment depuis 1989 et

²⁴⁸ L'armée avait alors donné son soutien à un autre candidat, Turgut Sunalp, et à son « Parti de la démocratie nationaliste » ayant pour but de suivre la ligne politique des militaires.

²⁴⁹ Simultanément, le pouvoir des syndicats sur le marché du travail a été réduit par de nouvelles lois édictées à la suite du coup d'État de 1980 : les salaires sont réduits nettement d'un index de 100 en 1979, à 71 en 1982 et à 68 en 1985. Voir ERAYDIN A., ERENDIL A. The role of female labour in industrial restructuring : new production processes and labour market relations in the Istanbul clothing industry. *Gender, Place and Culture*, 1999, Vol.6, n° 3, p. 261.

²⁵⁰ C'est pourquoi, l'alliance *de facto* entre la bureaucratie de l'État et certains syndicats contre l'AKP (Parti de la justice et du développement), parti au gouvernement et héritier de la ligne politique de l'ANAP, n'est pas accidentelle.

l'obtention par les ouvriers sidérurgistes à l'issue d'une grève de 137 jours, de gains remarquables, surtout en termes de salaire.

Dans ces conditions, quand le gouvernement proposa de céder les droits de propriété d'Isdemir à une autre entreprise publique, Erdemir, afin de privatiser ces deux installations publiques en une seule opération, le syndicat Çelik-İs²⁵¹, qui y avait la représentativité syndicale et possédait alors le titre « Öz Çelik-İs », accepta sans aucune hésitation. Ce faisant, le syndicat se séparait lui-même du reste du mouvement syndical qui s'était toujours fermement opposé à la privatisation.

À Isdemir, les conséquences de la privatisation furent diverses : d'une part, le nombre d'emplois diminua de 10 657 en 2002 à presque 6 000 après la privatisation. Puis, la plupart des « vieux » ouvriers qui avaient une conscience relativement revendicative, furent licenciés, en bénéficiant d'indemnités. Les revenus mensuels des « vieux » ouvriers qui avaient décidé de rester à l'usine furent réduits de presque de 40 %.

Mais d'autre part, la majorité des jeunes ouvriers qui, avant la privatisation, étaient employés par des petites sociétés sous-traitantes avec des conditions de travail très précaires, ont pu trouver, avec l'achèvement de la privatisation, des postes relativement stables sous la direction d'Isdemir et en augmentant leurs revenus mensuels. À la différence de la majorité des cas de privatisation en Turquie, le Çelik-İs a réussi à sauvegarder sa représentativité dans l'entreprise en bénéficiant du fait que 11 % des actions de la société d'Isdemir était cédée à « La fondation des travailleurs d'Isdemir » (Isdemir Çalışanları Vakfı) dont faisaient partie tous les ouvriers actifs de l'usine.

²⁵¹ Ayant la représentativité syndicale à Isdemir, le syndicat Çelik-İs (Syndicat des ouvriers de fer, d'acier, de métal et des produits métalliques), successeur depuis 2002 du syndicat d'Öz Çelik-İs (Syndicat des ouvriers de la métallurgie et de l'industrie d'automobile), s'appuie essentiellement sur l'unification de deux traditions syndicales ouvrières différentes : l'une est celle de la tradition du syndicalisme « autonome » (dans le contexte du syndicalisme turc, l'autonomie signifie ne pas être affilié à une confédération syndicale), représentée par le Çelik-İs (Syndicat des ouvriers de la sidérurgie) et l'autre est celle de la tradition du syndicalisme de type « islamique », représentée par l'Öz Demir-İs (Syndicat authentique des ouvriers de la sidérurgie, de la métallurgie et de l'industrie de l'automobile). Dans les années 2000, cette synthèse a donné lieu à la création d'un syndicalisme inhabituel qui se montre relativement modeste face aux patrons, adapté aux valeurs traditionnelles du peuple contre les élites bureaucratiques modernisatrices, opposé au protectionnisme état-nationiste, en faveur de la mondialisation libérale, donc tout à fait harmonieuses avec l'AKP au gouvernement depuis 2001.

Quant au processus de production, les investissements de base nécessaires qui avaient été abandonnés depuis plus d'une décennie étaient ainsi repris. Des « investissements de modernisation et de transformation », selon la dénomination de la nouvelle direction de l'usine, de trois milliards de dollars en vue de rendre l'entreprise apte à produire *le produit plat d'acier*, sont partiellement achevés en 2008.

Quand je me suis rendu à Isdemir en 2006 pour réaliser l'enquête de terrain, j'ai observé auprès des ouvriers et des syndicalistes la présence d'une vague d'espoir pour le futur de l'entreprise ainsi que pour le leur, portée par la conviction de travailler désormais dans une entreprise parfaitement adaptée aux conditions du capitalisme mondialisé et d'être affiliés à un syndicat totalement en harmonie avec le parti au gouvernement.

C) La Société anonyme pétrochimique de Petkim (Petkim)

Abritant la Société anonyme pétrochimique de Petkim, Aliaga, ville industrielle se situant au bord de la mer Égée à 60 kilomètres d'Izmir, se démarque largement des villages voisins dans lesquels les principales activités économiques sont le tourisme et l'agriculture. Même si elle possède d'immenses richesses historiques et naturelles, Aliaga est devenue une région industrielle depuis l'installation de l'industrie pétrochimique de Petkim en 1984.

Adoptée dans les termes de la Constitution de 1961 comme une zone réservée à l'industrie lourde, la ville a connu une grande transformation depuis les années 1970 : aujourd'hui avec un site industriel de quarante fondations industrielles ainsi que de 1 577 lieux de travail, Aliaga est devenue l'un des plus importants centres industriels en Turquie. Les diverses fondations industrielles sont destinées à accomplir des activités variées : l'installation pétrochimique de Petkim et ses dix-sept ateliers liés, la raffinerie de Tüpras (Türkiye Petrol Rafineleri A.S.)²⁵², PO (Petrol Ofisi)²⁵³, les chantiers de

²⁵² Créée en 1983, la société Tüpras est la septième raffinerie européenne possédant quatre sites de raffinage, tous localisés en Turquie : Batman, Izmit, Izmir et Kirikkale. Elle est placée sous la tutelle de l'Administration de la privatisation depuis 1990. Après l'échec de l'appel d'offres lancé en 2004, la deuxième adjudication en 2005 pour la mise en vente des 51 % du capital encore détenu par l'État turc a suscité l'intérêt de nombreux groupes turcs et étrangers (13 sociétés requalifiées). Le consortium composé du holding Koç (premier groupe turc actif dans le secteur avec OPET, quatrième distributeur de carburants,

démolition de navires, l'usine à papier de Viking (Viking Kagit A.S.), l'usine de fertilisants chimiques de Ege (Ege Gubre San. A.S.), les usines de sidérurgie, les laminoirs et les sociétés de transport maritime. Mais parmi ces fondations industrielles, celles de pétrochimie et de sidérurgie ont sans doute des places privilégiées employant 16 000 travailleurs, soit près d'un tiers de la population d'Aliaga.

Par ailleurs, ce centre industriel effectue 22 % de l'exportation totale de la région égéenne et produit 1 à 1,3 % du PIB de la Turquie. Dans ces indices, la proportion du secteur pétrochimique est sans conteste dominant : la production pétrochimique effectuée à Aliaga représente presque 25 % de la production chimique totale, dont Petkim assure une grande part.

Avant de décrire la situation socio-économique actuelle des ouvriers de Petkim, il me paraît judicieux de rapidement présenter l'histoire de la zone de peuplement d'Aliaga et de son environnement ainsi que les spécificités historiques de cette entreprise, pour pouvoir fournir une base à la compréhension des tendances idéologiques, politiques et culturelles des ouvriers pétrochimistes en question.

Le nom du village vient d'une ferme nommée « la ferme d'Aliaga » (Aliaga Çiftliği) qui fut construite sur les terres de la ville actuelle d'Aliaga. Selon les différentes hypothèses, cette ferme fut établie soit au XV^e siècle par Ali Bey, le frère de Saruhan Bey, fondateur du beylicat (ou de la principauté) des Saruhanides, soit au XVI^e siècle par l'un des soldats du sultan Murad IV, nommé Ali Ağa, qui avait accompagné le sultan ottoman pendant l'expédition militaire de Bagdad et qui avait acquis ces terres en récompense de son

et Aygaz, leader sur le marché du GPL) et de Shell est devenu le nouveau propriétaire de la raffinerie. Voir MISSION ECONOMIQUE D'ISTANBUL TURQUIE. *Raffinage et pétrochimie en Turquie*. Fiche de Synthèse, mai 2008. Disponible sur :

http://www.missioneco.org/turquie/documents_new.asp?V=7_PDF_146352.

²⁵³ Le PO (Petrol Ofisi), compagnie pétrolière turque établie par l'État en 1941 afin d'importer et de distribuer le carburant et les produits pétroliers dont les entreprises publiques et privées ainsi que les utilisateurs finaux ont besoin, était, et l'est toujours, le premier distributeur local de carburants. Privatisée en 2000, OMV (Österreichischen Mineralölverwaltung, compagnie pétrolière autrichienne privée) acquiert 34 % de Petrol Ofisi pour 780 millions d'euros auprès du groupe privé Dogan Holding, le plus grand actionnaire de la société depuis la privatisation, qui cherchait alors un partenaire stratégique. Après la privatisation, le nombre d'employés de 3 838 a diminué pour atteindre celui de 1 100 et le syndicat Petrol-Is (le Syndicat des ouvriers des industries pétrolières, chimiques et de caoutchouc) a disparu.

héroïsme. Mais ce qui est certain, c'est que jusqu'au XIX^e siècle, la région d'Aliaga n'était pas une zone de peuplement massif.

Quant au XIX^e siècle, qui correspond à la période du déclin de l'Empire ottoman, la « ferme d'Aliaga », comme plusieurs fermes semblables de l'ouest de l'Anatolie, fut saisie par la famille Baltazzi, une puissante famille levantine d'origine vénitienne²⁵⁴, proche du sultan et alors pionnière dans les activités financières à Istanbul²⁵⁵. Au cours de la période des Baltazzi, « la ferme d'Aliaga » était désormais un castel incluant une chapelle privée et un cimetière chrétien ainsi qu'une zone d'hébergement de trois cents domiciles dont les propriétaires furent exilés au terme de la période dite des « luttes nationales » (1919-1923) après la signature du Traité de Lausanne²⁵⁶ imposant un échange de populations entre la Grèce et la Turquie.

Comme le souligne Renée Hirschon dans son livre intitulé *Crossing The Aegean* édité en 2004, la contrainte imposée à la population grecque orthodoxe de Turquie et à la population musulmane de Grèce de se plier à un « échange de populations obligatoire » en 1923 – qui se réalisait en fait *de facto* depuis l'éclatement des guerres balkaniques (1912-1913) – avait radicalement changé les aspects de la vie dans la région égéenne en

²⁵⁴ Le terme *Levantins* dont l'origine étymologique vient du terme *Levant* en français qui signifie région où le soleil se lève, voire l'Orient, rentre dans l'usage à partir du XVI^e siècle pour désigner des résidents de l'Empire ottoman et de ses États successeurs, d'ascendances européennes. Dans la langue turque, ce terme est utilisé pour désigner des gens d'origine européenne qui se sont installés dans des villes portuaires telles qu'Izmir ou Istanbul. Les Levantins de Turquie sont toujours considérés comme un groupe culturellement distinct des communautés minoritaires et même des Européens. Les Levantins, dans la plupart des cas d'origines anglaises, italiennes, françaises, hongroises ou slaves, jouaient un rôle dominant dans les affaires de l'État et le commerce au cours de la période du déclin de l'Empire ottoman. Voir OBAN ÇAKICIOĞLU R. Levanten Kavramı ve Levantenler Üzerine Bir İnceleme. *Türkiyat Araştırmaları Dergisi*, 2007, n° 22, p. 337-355.

²⁵⁵ SAHINKAYA S. XIX. Yüzyıl Osmanlı İmparatorluğu'nun İktisadi Yapısı: Sanayileşme ve Bankacılık Özelinde Değinmeler. *Mülkiye Dergisi*, 1999, Vol. 23, n° 218, p. 95 ; ILGEN A. Bati Anadolu'nun Dünya Ekonomisiyle Bütünleşme Sancıları ve Azinliklerin Rolü (1876-1908). *Avrasya Dosyası*, 2007, Vol. 9, n° 3, p. 137.

²⁵⁶ Quant à l'année 1923, les succès des nationalistes turcs sous le leadership de Mustafa Kemal ont poussé les puissances alliées à accepter une révision des accords de paix de 1920 (traité de Sèvres). Un nouveau traité fut signé le 24 juillet 1923 à Lausanne (en Suisse) entre la Turquie d'une part, et la France, l'Italie, l'Angleterre, le Japon, la Grèce, la Roumanie, le royaume de Serbie, le royaume de Croatie et les Slovènes d'autre part. Ce traité dont le cadre porte essentiellement sur la reconnaissance des frontières de la Turquie moderne, prévoyait un échange de populations massif entre la Grèce et la Turquie.

laissant derrière elle des traces ineffaçables qui existent toujours aujourd'hui²⁵⁷. En 1913, 20 % de la population de la région géographique de la Turquie moderne était chrétien ; vers la fin de 1923, cette proportion était tombée à 2,5 %²⁵⁸.

L'échange de populations – peut-être conjoncturellement inévitable – lié au processus de division dramatique d'un grand empire en divers États-nations, avait donné lieu à des effets socialement, politiquement et économiquement variés. Par exemple, à la différence des émigrés grecs orthodoxes d'Anatolie qui avaient assumé des rôles importants dans la vie politique et sociale en Grèce moderne, les contributions des immigrants musulmans en Turquie étaient négligeables. Selon Çağlar Keyder, cette occurrence résultait de la différence de ces deux communautés en termes d'effectifs, de niveaux d'éducation et de qualification : les Grecs issus de l'Asie Mineure constituaient non seulement une énorme population par rapport aux natifs en Grèce (25 %), mais ils représentaient aussi un groupe globalement plus éduqué et plus aisé que les indigènes du pays²⁵⁹. En revanche, les musulmans qui étaient venus en Turquie ne constituaient que moins de 4 % de la population totale et, privés du capital culturel et économique, n'ont guère eu d'impact sur l'évolution politique et sociale du pays²⁶⁰.

D'autre part, pour les immigrants musulmans issus de Grèce, qui étaient majoritairement des nomades et des paysans, venir sur les terres fertiles de la région égéenne en bord de mer signifiait l'augmentation de leur niveau de vie et l'occasion de retrouver la paix qu'ils avaient perdue depuis longtemps dans leur pays natal. Cela eu des effets visibles sur le rapport entre l'État turc et les immigrants balkaniques qui étaient venus non seulement de Grèce, mais aussi de Bulgarie, de Yougoslavie ou de Roumanie pendant les années qui suivirent²⁶¹. Après l'élimination de la population non musulmane (des

²⁵⁷ HIRSCHON R. 'Unmixing Peoples' in the Aegean Region. *Crossing the Aegean : an appraisal of the 1923 compulsory population exchange between Greece and Turkey* / ed. par R. HIRSCHON. New York, Oxford : Bregahn, 2004, p. 3-13.

²⁵⁸ KEYDER Ç. The Consequences of the Exchange of Populations for Turkey. *Crossing the Aegean...*, op. cit. p. 43.

²⁵⁹ Pour les impacts des descendants de l'Asie mineure en Grèce, voir YERASIMOS S. Les politiques balkaniques de la Grèce et de la Turquie depuis la fin de la guerre Froide. *Turkish Review of Balkan Studies*, 2002, Vol. 7, p. 35.

²⁶⁰ *ibid.* p. 43.

²⁶¹ Au cours de la période 1923-1939, se déplacèrent, des pays balkaniques vers la Turquie, environ 800 000 personnes, dont 384 000 de Grèce, 198 688 de Bulgarie, 117 095 de Roumanie et enfin 115 210 de

Arméniens, et concernant la région égéenne surtout des Grecs), ses propriétés foncières furent saisies par l'État turc et distribuées aux Turcs natifs ainsi qu'aux immigrés issus des terres balkaniques, donnant inévitablement lieu à l'émergence d'un rapport paternaliste entre ces nouveaux citoyens de la République et l'État, dont les dirigeants étaient la bureaucratie militaire et civile²⁶².

La ville d'Aliaga n'est pas exempte de ce phénomène historique : les trois cents domiciles qui avaient jadis appartenus à la population grecque orthodoxe de la région furent cédés majoritairement aux immigrés balkaniques. En 1924, les premiers immigrés de l'échange de population furent installés par l'État dans un quartier qui s'appela plus tard « Kazım Dirlik Mahallesi ». Les immigrés de Bulgarie, venus au cours des années 1936 et 1937, s'installèrent dans un autre quartier du village appelé « Kurtulus Mahallesi ». Finalement, compte tenu de l'augmentation de la population à la suite des nouvelles vagues d'immigration venant de Bulgarie et de Yougoslavie dans les années 1951 et 1952, Aliaga était enfin devenue une ville officiellement habilitée à organiser sa propre municipalité. À l'époque, les habitants du lieu vivaient de la pêche et majoritairement de l'agriculture, comme dans tous les villages égéens.

Pour une profonde transformation des conditions de vie des habitants de la ville, il fallut attendre le coup d'État militaire en 1960 : adoptant une nouvelle stratégie de développement qui porte sur l'ISI, y compris un développement économique planifié, l'État choisit Aliaga ainsi que quelques autres villes pour ses investissements pétrochimiques dont l'enjeu le plus important était de construire une raffinerie pétrolière. Ainsi « la raffinerie d'Izmir » qui prit plus tard, juste après la fondation de Tüpras en 1983, le titre de « raffinerie d'Izmir de Tüpras », était mise en activité en 1972. Après la mise en activité de Tüpras, les autres investissements pétrochimiques et sidérurgiques se succédèrent : Petkim, PO, les installations de remplissage de gaz naturel et les dépôts du

Yougoslavie. Voir ÜLKER E. Assimilation of the Muslim communities in the first decade of the Turkish Republic (1923-1934). *European Journal of Turkish Studies* [En ligne].2007. Disponible sur : <http://www.ejts.org/document822.html>

²⁶² Il ne faut pas s'étonner que le néo-kémalisme des années 2000 s'implante particulièrement bien sur les côtes ouest du pays : la fidélité des citoyens de cette région envers l'armée qui se réclame fondatrice de la République prend sans doute sa source dans les faits historiques se déroulant au cours des premières années de la République.

gaz naturel liquéfié, etc. Le passage de la route nationale d'Izmir-Çanakkale/Istanbul par Aliaga a sans doute augmenté la concentration des investissements industriels en donnant lieu à la construction de fours à arc d'aciérie et d'usines sidérurgiques de tailles diverses juste au sud de la ville.

Finalement, à partir des années 1980, Aliaga – qui correspond administrativement à un district – une des villes les plus développées de Turquie – la troisième –, était désormais devenue un centre d'attraction pour l'exode rural. Le point de départ de cette migration était en premier lieu les régions intérieures de l'ouest du pays. Mais, cette vague migratoire a inévitablement ouvert la voie, notamment dans les années 1990, à la formation d'une population cosmopolite dans la ville ainsi qu'à celle de nouvelles inégalités en termes d'emploi. Alors que les plus éduqués et qualifiés des nouveaux prolétaires des années 1980 avaient réussi à être employés dans les usines publiques telles que Tüpras, Petkim ou PO, les prolétaires des années 1990 ne pouvaient trouver que des postes dans le secteur privé en s'enfermant dans une précarité permanente. Cette contradiction engendra plus tard une distance remarquable à la fois économique, culturelle et idéologico-politique entre les ouvriers du secteur public, notamment ceux de pétrochimie, et ceux du secteur privé de divers segments d'activité quand les privatisations furent lancées.

À ce stade, il faut ajouter que l'euphorie des ouvriers pétrochimiques des années 1990 est l'aboutissement de leur lutte : la première embauche à Petkim correspondait juste au lendemain du putsch de 1980 dont les résultats défavorables sur le monde du travail ont été partiellement abordés plus haut. Le niveau de salaires dans le secteur d'activité de la pétrochimie, s'élevant perpétuellement au cours des années 1963-1975, subit une chute vertigineuse entre les années 1980 et 1984, puis reprit dès la fin de la décennie après les mobilisations ouvrières de 1989, dites « mouvements du printemps de 1989 »²⁶³ qui continuèrent pendant toute la durée des négociations du contrat collectif de travail²⁶⁴. Dans le cas des ouvriers de Petkim, les années 1991 et 1992 principalement, sont marquées par la mobilisation : en mars 1991, pour contester la dissolution des

²⁶³ *Türkiye Sendikacılık Ansiklopedisi*, op. cit. p. 531.

²⁶⁴ On avait déjà évoqué le cas des ouvriers d'Isdemir qui avaient bénéficié de salaires satisfaisants après avoir mené une grève de 137 jours en 1989.

négociations du contrat collectif de travail entre le syndicat représentatif de Petrol-Is²⁶⁵ et le syndicat de l'entrepreneur public (Kamu-Is), les 6 300 ouvriers de Petkim entamèrent un mouvement collectif dont le premier pas consistait à ne pas quitter le lieu de travail pendant 48 heures, puis développé par des marches et des manifestations au cours desquelles les ouvriers se sont confrontés à plusieurs reprises avec les forces de sécurité ainsi que par des actions plus pacifistes visant à retarder le travail. Finalement, le litige pris fin en décembre 1992 par la signature du contrat²⁶⁶. C'est pourquoi, l'euphorie relative des ouvriers pétrochimiques de Petkim propre à la dernière décennie ne peut être mentionnée sans prendre en compte les luttes revendicatives menées par les ouvriers au début des années 1990.

Alors que l'inscription de Petkim dans le programme de privatisation intervenait trois ans après de la date de la mise en activité de l'installation d'Aliaga²⁶⁷, il fallut attendre jusqu'à la fin des années 1990 pour que la privatisation de l'entreprise soit réellement mise à l'ordre du jour. Cependant, la société pétrochimique de Petkim, comme toutes les entreprises privatisables, resta longtemps privée des investissements nécessaires pour

²⁶⁵ Le syndicat des ouvriers de caoutchouc, de la chimie et du pétrole, dont l'abréviation est Petrol-Is, est actuellement le plus grand syndicat ouvrier dans le secteur d'activité pétrochimique. Affilié à la plus grande confédération des syndicats en Turquie, à la Türk-Is (Confédération des syndicats ouvriers de Turquie), Petrol-Is a une histoire qui remonte au mois de septembre 1950. À cette date, s'est réalisée la fondation du « Syndicat des ouvriers de combustibles liquides d'Istanbul ». Adoptant, lors du congrès du 3 juin 1956, la proposition de changement du titre du syndicat en « Syndicat des ouvriers du pétrole » dont l'abréviation est Petrol-Is, ce syndicat a poursuivi jusqu'au coup d'État militaire de 1960 une ligne syndicale de type dit « américain » se reposant sur une perspective du syndicalisme de salaire et sur une politique « au-dessus des partis politiques » qui était hégémonique alors dans tous les syndicats affiliés à la Türk-Is. Après le putsch de 1960, surtout à partir du dernier quart de la décennie concernée, la perspective syndicale de l'organisation ouvrière a été vigoureusement critiquée par ses propres membres et à la suite de la 12^e assemblée Plénière du syndicat (du 8 au 12 avril 1968), un changement de perspective vu le jour : le syndicat, désormais rapproché de la ligne de la Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires (Devrimci İşçi Sendikaları Federasyonu / DISK), a décidé de mobiliser sur un axe qui se situait près de la ligne politique du CHP (Parti républicain du peuple). Quant à aujourd'hui, se situant toujours sur la même ligne, Petrol-Is représente le pionnier des syndicats sur l'axe du CHP au sein de la confédération Türk-Is dans laquelle la plupart des syndicats sont encore fidèles à la perspective syndicale « au-dessus des partis politiques » mais se comportant toujours selon la raison d'État.

²⁶⁶ *Türkiye Sendikacılık...*, op. cit. p. 519-520.

²⁶⁷ Petkim possédait jusqu'en 2001 deux installations : la première avait été établie en 1965 à Yarımca due au Premier Plan à Cinq Ans et avec le temps, cette première usine devenant insuffisante face à la demande domestique perpétuellement en hausse, fut établie une seconde installation à Aliaga en 1985. Juste après la mise en activité de cette deuxième installation, la Petkim fut incluse dans le programme de privatisation. En 2001, l'installation de Yarımca, dont l'infrastructure technologique était épuisée, fut cédée à Tüpras pour qui le processus de privatisation était en cours. Depuis cette date Petkim n'avait plus qu'une seule installation, celle d'Aliaga.

répondre à la demande croissante et perdit enfin graduellement sa part de marché : de 67 % en 1990 à 25 % en 2007²⁶⁸.

À la différence d'Isdemir où le syndicat représentatif Çelik-Is avait mené une politique sans affronter en bloc la privatisation par une participation active au processus, le syndicat Petrol-Is, représentatif à Petkim, s'était toujours positionné contre la privatisation. Cette opposition s'est montrée à plusieurs reprises dès les années 2000 : d'abord contre la privatisation de Tüpras, puis contre celle de PO et enfin contre la privatisation de Petkim. Mais il faut noter que la méthode principale de lutte poursuivie par le syndicat Petrol-Is tout au long de cette période consistait essentiellement à faire de nombreux procès contre l'Administration de privatisation (Özelleştirme İdaresi Başkanlığı/ÖİB) auprès du tribunal administratif. Même si ces procès n'empêchèrent pas définitivement l'achèvement des privatisations, il est évident qu'ils servirent au syndicat à retarder la réalisation des ventes.

Quand je me suis rendu à Aliaga pendant l'été 2005 pour mon enquête de terrain, Petkim n'avait pas encore été privatisé, mais le processus était toujours à l'ordre du jour. Après la mise en échec de l'adjudication de privatisation en 2003, l'ouverture d'une nouvelle adjudication pour la vente de Petkim n'était guère avancée²⁶⁹. Par ailleurs, le syndicat Petrol-İs avait déjà perdu la partie en 2000 contre l'Administration de privatisation à propos de la privatisation de PO où fut totalement liquidée la représentativité syndicale par les nouveaux propriétaires de la société. Et enfin, le processus de privatisation de Tüpras était presque achevé, malgré l'annulation du résultat de l'adjudication en 2004. Dans ces circonstances incertaines, les ouvriers enquêtés étaient en plein émoi, dont la caractéristique commune était l'ambivalence affective, oscillant entre la déception et, dans une certaine mesure, la défaite.

²⁶⁸ MISSION ECONOMIQUE D'ISTANBUL TURQUIE, *op. cit.*

²⁶⁹ Petkim est enfin privatisée en 2007. La société est désormais possédée à 2 040 millions de dollars par Socar & Turcas-Injaz OGG Joint Venture reposant sur un consortium établi entre les sociétés turque et azérie. Le procès fait par le syndicat Petrol-Is contre cet acte de vente est conclu en faveur de la privatisation et la société Petkim est actuellement exploitée par ce joint venture.

CHAPITRE II

Redéfinition de l'espace ouvrier à partir des affects

Il faut tout d'abord préciser que ni les questionnaires ni les interviews réalisés dans le cadre de cette recherche n'avaient pour but de mettre directement en question comment les ouvriers définissent les clivages émergés au sein du monde ouvrier. Dès le début, j'ai préféré les considérer plutôt comme le résultat des diversifications subjectives dues aux affects que chaque ouvrier éprouve face à ses « rencontres ». Il m'a donc d'abord fallu, à travers des questionnaires et des entretiens, recueillir les données qui permettraient de distinguer les affects, c'est-à-dire « les idées des idées » des ouvriers contactés, et par la suite d'interpréter ces derniers pour pouvoir élaborer des réflexions en tant que « idées des idées des idées » sur les clivages actuels du monde ouvrier en Turquie.

Je me permets donc d'exposer les résultats de cette enquête en deux temps : d'abord, en présentant les données obtenues par l'intermédiaire des questionnaires de façon à fournir un tableau global des clivages intérieurs du monde ouvrier et, dans un deuxième temps, en essayant d'approfondir la réflexion sur chaque fraction ouvrière à partir des entretiens réalisés auprès des ouvriers.

A) L'aspect global de l'espace ouvrier

Pour commencer par l'exposition globale de l'espace ouvrier, il faut tout d'abord préciser qu'elle englobe à la fois les réponses recueillies concernant les « idées des idées », c'est-à-dire les données concernant les affects subjectifs des ouvriers, et les données objectives ou complémentaires telles que l'âge, le diplôme, le niveau de revenu, le lieu de travail, l'ancienneté dans l'entreprise, le lieu de naissance, etc. L'espace ouvrier présenté ci-dessous ne devrait donc pas être perçu comme un espace objectivement construit – ou en construction – par les répondants du questionnaire eux-mêmes, mais à l'inverse un espace créé par l'auteur de cette enquête pour pouvoir mieux comprendre – et mieux présenter au lecteur – les divergences actuelles des ouvriers.

Pour mettre en relief les divergences subjectivées des ouvriers, mais aussi pour tenir compte, dans un même plan, des données complémentaires relativement objectives, je me suis servi, dans un premier temps, d'une analyse des correspondances multiples réalisées à travers le logiciel *PASW Categories*. Cette méthode m'a permis d'évaluer numériquement les relations entre plusieurs variables nominales de l'enquête et de les présenter par le biais de cartes perceptuelles dans un cadre de référence plus grand. Cette analyse m'a paru convenable puisqu'elle permettait d'observer sur une même carte la dispersion des réponses subjectives d'ouvriers dont l'âge, le diplôme, le salaire, l'ancienneté, etc. sont différents les uns des autres.

S'il faut donner quelques renseignements à propos du questionnaire appliqué, 245 personnes, ouvriers et syndicalistes, ont répondu à 90 questions fermées contenant à la fois des questions à choix multiples et des questions « vrai ou faux ». Quant aux données mises en examen par le biais de l'analyse des correspondances multiples, elles peuvent être classifiées en deux catégories selon le type de questions : celles dont les réponses exigent une réflexion – et donc, reflètent une affectivité – et celles qui n'en exigent guère. Les réponses de la première catégorie forment les variables dépendantes de l'analyse tandis que celles de la deuxième catégorie sont considérées comme variables indépendantes.

Dans ce cadre, les variables dépendantes et indépendantes de l'analyse des correspondances multiples sont apparues ainsi :

Variables indépendantes de l'analyse	Variables dépendantes de l'analyse	
<p><u>Réponses données aux questions à choix multiples suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Quel est le nom de l'entreprise où vous travaillez ? - Dans quel secteur d'activité se situe votre entreprise ? - Quel est le statut légal de votre entreprise ? - Depuis quand travaillez-vous dans cette entreprise ? - Combien gagnez-vous par mois ? - Quel est le titre du dernier diplôme que vous avez obtenu ? <p><u>Réponses données aux questions vrai ou faux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - J'ai mon propre appartement. - J'ai un ordinateur chez moi. - Je fréquente souvent les supermarchés pour faire mes achats. - Je pars régulièrement des vacances. - J'utilise une carte de crédit pour régler mes achats. 	<p><u>Réponses données aux questions à choix multiples suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mes journées sont... (Complétez par l'expression qui vous convient le mieux) → (de la routine, variés ou autre) - Penser à demain est... (Complétez par l'expression qui vous convient le mieux) → (inutile, utile ou autre) - Après le travail, je... (Complétez par l'expression qui vous paraît la plus correcte) → (pense au travail, ne pense jamais travail ou pense parfois au travail) - En travaillant, je... (Complétez par l'expression qui vous paraît la plus correcte) → (ressens de la fierté, non ou partiellement) - Parmi les expressions ci-dessous la quelle décrit le mieux la menace la plus grande pour votre travail et pour votre bien-être ? - Est-ce que vous vous êtes déjà solidarisé avec les combats revendicatifs des ouvriers d'autres entreprises ? - Appréciez-vous les slogans lancés par les ouvriers en cas de privatisation tels que « On n'a ni la terre nationale à céder, ni l'usine à vendre » ou « Cette usine est la patrie, la patrie n'est pas à vendre » ? - Indiquez les partis politiques, quel que soit son leader, contre lesquels vous voterez et auxquels vous n'adhérez jamais... - Considérez-vous que vous avez atteint la position que vous méritiez dans la vie ? - Afin de parvenir à la position que vous méritiez dans la vie... (Complétez par l'expression qui vous paraît la plus correcte) - L'ascension de la délinquance dans la société résulte de... (Complétez par l'expression qui vous semble la plus correcte) - Si vous receviez une proposition pour aller travailler à l'étranger avec un salaire trois fois plus élevé qu'ici et tous les droits sociaux, y compris le droit au logement, l'accepteriez-vous ? 	<p><u>Réponses données aux questions « vrai ou faux » suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Je suis né à l'endroit où se trouve mon lieu de travail. - Je voudrais travailler dans cette entreprise si je venais au monde à nouveau. - Je trouve mon salaire satisfaisant. - Je trouve satisfaisants les droits sociaux fournis par mon entreprise. - Je subis un stress lié au travail. - Ma vie professionnelle pourrait radicalement changer dans quelques années. - Je me sens angoissé les premiers jours de la semaine de travail. - Les dirigeants de mon entreprise ne se rendent pas compte de la production. - Le pouvoir des ouvriers sur la production devrait être augmenté. - Les droits syndicaux pourraient être gagnés non pas à force de luttes et de manifestations, mais par la négociation et le dialogue. - Chacun est l'architecte de sa propre destinée. - Pour le développement du pays, l'État doit se retirer de l'économie. - La sérénité sociale qui existe dans les villes de l'ouest du pays est visiblement sous la menace due à l'immigration kurde. - Le fait que la situation économique et sociale des ouvriers d'antan soit plus avantageuse que celle d'aujourd'hui résulte de la combativité des syndicats et des ouvriers à l'époque. - La survie de l'État devance les droits de l'homme et la démocratie.

Tableau IV : Variables dépendantes et indépendantes retenues dans l'étude des clivages ouvrières.

La diversité des questions dont les réponses sont inscrites, dans l'analyse, en tant que variables dépendantes est remarquable dès le premier regard : le choix des questions thématiquement diversifiées, parfois sans rapport les unes avec les autres, cherche les traces du discours idéologique présentes en filigrane dans les réponses de chaque personne questionnée. Mais il est quand même possible de ranger ces questions sous deux catégories : par exemple, un premier type de questions interpelle principalement les affects des ouvriers en termes de rapports au travail (la routine, le stress, la fidélité, la

dignité ou le mépris au travail, etc.), tandis qu'une autre espèce de questions consiste à interroger les ouvriers sur leurs rapports à la société globale (leur perception de l'État, du syndicalisme, de la démocratie, leur engagement pour des partis politiques, leurs valeurs morales ainsi que leur opinion sur la réorganisation de l'économie et de la société, etc.).

Avant d'exposer les résultats de l'analyse des correspondances multiples il faut souligner qu'il ne s'agit pas d'une vérification des hypothèses précédemment établies par l'enquêteur – bien sûr au-delà des choix des questions –, mais le recours à cette analyse résulte plutôt d'un effort pour comprendre les divergences affectives des ouvriers par le biais des réponses recueillies.

B) Une génération et deux affects : « ouvrier en sécurité » versus « ouvrier déçu »

Les résultats de cette analyse peuvent être étudiés à partir du Figure II sur lequel quatre secteurs du graphique se dégagent : le secteur (I) occupe l'espace gauche et supérieur du tableau rassemblant les réponses des ouvriers enquêtés qui considèrent avoir « atteint la position qu'ils méritent dans la vie », être « satisfaits de leur salaire et de leurs droits sociaux », « loin de se sentir angoissés les premiers jours de la semaine de travail et d'éprouver du stress au travail », « sans problème vis-à-vis de leurs supérieurs dans l'entreprise », « pour un syndicalisme modéré », « sans ambition pour l'augmentation du pouvoir des ouvriers sur la production » et « à la même distance à l'égard des partis politiques ». Il faut aussi ajouter que ces réponses appartiennent aux ouvriers dont les salaires sont les plus élevés (plus de 1 400 livres turques (TL) par mois) de l'échantillon de l'enquête.

Quant aux projections de ces ouvriers sur « l'avenir », elles montrent que loin d'être craintifs, ils se sentent à l'aise et relativement en sécurité. Par ailleurs, le choix qu'ils font en faveur de « l'affaiblissement des valeurs morales et religieuses » au lieu de « l'aggravation des inégalités sociales et de la pauvreté » pour rendre compte de

l'ascension de la délinquance révèle leurs tendances idéologiques de type « conservatrices ».

De surcroît, l'importance accordée par ces ouvriers à « l'effort individuel » pour atteindre la position que chacun mérite dans la vie montre évidemment qu'il existe aussi chez ce groupe un certain degré d'individualisme. Donc, on peut dire que les ouvriers dont les réponses se concentrent dans le secteur (I) du schéma constituent un groupe : (a) se trouvant actuellement relativement à l'aise et en sécurité, (b) caractérisé par un taux d'ancienneté dans l'entreprise relativement élevé, (c) partageant la conviction d'avoir atteint la position qu'il méritait dans la vie grâce à ses efforts individuels, (d) s'inquiétant de voir que, selon eux, l'affaiblissement des valeurs morales et religieuses engendre l'ascension de la délinquance dans la société, (e) se positionnant pour un syndicalisme modéré et indifférent de l'augmentation du pouvoir des ouvriers sur la production, (f) neutre face aux positions partisans des partis politiques, sans déguiser son avis favorable pour le parti « conservateur libéral » – ou, comme on le qualifie souvent, « islamo-conservateur » – au gouvernement, c'est-à-dire pour l'AKP (Parti de la justice et du développement)²⁷⁰.

²⁷⁰ Comme Thierry Zarccone le souligne il s'agit de diverses et de nombreuses dénominations élaborées pour qualifier ce parti politique : « *Parti islamiste, parti d'islamistes, parti de l'islam politique, islam modéré, néo-islamisme, démocratie musulmane... il est vu en Turquie comme un parti d'origine islamique... et se définit officiellement comme démocrate conservateur* ». Voir ZARCONE Thierry, *La Turquie moderne et l'Islam*. Paris : Flammarion, 2004, p. 255.

D'autre part, l'affirmation : « la plus grande menace pour les ouvriers c'est la volonté des patrons de diminuer les salaires pour augmenter leur marge bénéficiaire » étant partagée par cet idéaltype d'ouvrier, on comprend qu'il est conscient de la « lutte des classes » ou de la « contradiction des classes ». Mais il est clair que cela ne le conduit pas à militer pour une ligne du syndicalisme combatif face aux entrepreneurs. Au contraire, il poursuit, semble-t-il, un itinéraire plutôt « pragmatique » et individuel.

Il faut cependant noter que la réponse qui importe le plus pour notre questionnement spécifique, c'est-à-dire en ce qui concerne la variation d'affects des ouvriers, est la suivante : « Je voudrais travailler dans cette entreprise si je venais au monde de nouveau ». Si l'on aborde cet énoncé dans le secteur (I) du schéma en tenant compte aussi de la réponse « oui » à la question « Considérez-vous que vous avez atteint la position que vous méritiez dans la vie ? », il ne serait pas faux de les considérer appartenir à un idéaltype d'ouvrier dont l'affect dominant est « la joie ». Mais s'il faut spécifier le genre de joie qu'éprouve cette catégorie ouvrière, celui qui lui convient le mieux est sans doute « la sécurité » qui est définie par Spinoza de la sorte : « *La sécurité est une joie née de l'idée d'une chose future ou passée à propos de laquelle toute incertitude est levée* »²⁷¹. Autrement dit, cette combinaison de réponses appartient au groupe d'ouvriers « en sécurité » dont la « puissance d'agir », soit vis-à-vis du travail soit vis-à-vis de la société globale, est conjoncturellement en augmentation.

Quant au secteur (II) occupant la partie droite et supérieure du graphique, la combinaison des énoncés qui s'y situent montre sans équivoque que l'on fait face à une sphère d'idées remarquablement distinctes de celles du secteur (I). Mais avant d'aborder ces distinctions à l'égard des « idées » et des « idées des idées », il faut tout d'abord noter que les auteurs des énoncés du secteur (II), font partie du groupe ouvrier dont l'ancienneté dans l'entreprise est relativement importante, comme les ouvriers du secteur (I). De même, les auteurs de la combinaison de réponses du secteur (II) ne diffèrent pas non plus fondamentalement de ceux du secteur (I) en termes de revenus : quand l'ouvrier du secteur (I) affirme qu'il gagne « plus de 1 400 TL » par mois, le niveau de salaire mensuel de l'ouvrier du secteur (I) se situe « entre 1 250 et 1 399 TL ». À cet égard, nous

²⁷¹ SPINOZA B. *Ethique*. Paris: Editions de l'éclat, 2005. p. 211.

pouvons dire que l'ouvrier du secteur (I) et celui du secteur (II) représentent les ouvriers de l'échantillon de cette enquête « les plus aisés » économiquement. Nous remarquons ainsi qu'avec ses habitudes de consommation (usage de la carte de crédit, fréquentation des supermarchés, vacances régulières, etc.) et ses possessions (propriété immobilière, automobile, ordinateur individuel, etc.), l'ouvrier du secteur (II) semble être le plus adapté de notre échantillon au mode de vie propre à la « classe moyenne ».

Représenté majoritairement par les pétrochimistes – de Petkim – cet idéaltype d'ouvrier se différencie aussi du reste de l'échantillon par son attitude au travail : il ne témoigne pas d'une fidélité inconditionnelle au travail et se montre insatisfait de travailler en tant qu'ouvrier « col bleu » comme le montre l'énoncé suivant : « En travaillant, je ne me sens pas du tout utile. Si j'étais cadre dans l'entreprise je me sentirais plus utile ».

En suivant la distinction proposée par Christian Baudelot, Michel Gollac et leurs collaborateurs dans *Travailler pour être heureux ?* nous pouvons constater que le bonheur se manifeste, pour l'ouvrier du secteur (I) de l'échantillon, par « *quelque chose qu'on peut trouver et posséder (...). Pour 'être' heureux, il faut d'abord avoir* »²⁷². En revanche, pour l'ouvrier du secteur (II) les verbes « faire » ou « être » ont plus d'importance, semble-t-il, que le verbe « avoir » dans la poursuite du bonheur.

Mais « la tristesse » ou « l'insatisfaction » de ce groupe d'ouvriers ne proviennent sans doute pas uniquement de la subjectivité de la conception du bonheur. Plus précisément, la tristesse et l'insatisfaction de cette catégorie d'ouvriers résultent moins de leur rapport au travail que de leurs relations avec la société globale.

Avant tout, à la différence de l'ouvrier du secteur (I), il ne s'agit pas chez cet idéaltype d'ouvrier d'une indifférence ou d'une distance vis-à-vis de la politique : au contraire il est expressément favorable au principal parti d'opposition de type « nationaliste », « social-démocrate » et « laïque », c'est-à-dire le CHP (Parti républicain du peuple). Pour lui en effet, « *la plus grande menace pour le bien-être ouvrier c'est le programme néolibéral et les privatisations menés par les gouvernements* » et pour résister aux privatisations « *un*

²⁷² BAUDELLOT C., GOLLAC M. *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*. Paris : Fayard, 2003, p. 60.

point de vue nationaliste est indispensable puisque ce sont les mêmes puissances impérialistes qui envisagent de privatiser les entreprises publiques et de diviser le pays selon les identités ethniques et religieuses ».

Mais bien qu'il aspire vivement à résister collectivement contre les attaques néolibérales, cet idéaltype d'ouvrier se sent de plus en plus faible au fur et à mesure que le mouvement syndical dont il fait partie est bousculé, depuis presque les dix dernières années.

La tristesse qu'il éprouve aujourd'hui provient du décalage entre ses espoirs d'antan et ce qu'il peut « être » aujourd'hui. Ce sentiment est le résultat du décalage entre ses aspirations pour le présent et pour le futur et ce qu'il peut réellement « faire ». Ayant l'expérience de luttes collectives menées à maintes reprises, portées sur des espoirs communs, cette catégorie ouvrière est aujourd'hui loin de se réaliser ou de réaliser ses espoirs. De ce fait, l'affect dominant qui correspond le mieux à son expérience en cours, me semble-t-il, est « *la déception* » qui est définie par Spinoza comme « *une Tristesse qu'accompagne l'idée d'une chose passée qui s'est produite contre notre Espoir* »²⁷³. Car ce groupe d'ouvriers ressemble, à bien des égards, à celui travaillant à l'usine Peugeot de Sochaux Montbéliard dépeint par Beaud et Pialoux, faisant « *son deuil de la société d'antan* ».

Pour conclure, j'ai jusque-là essayé de présenter la partie supérieure du graphique avec ses secteurs (I) et (II) qui correspondent aux divers idéaltypes d'une même génération d'ouvriers – c'est-à-dire les « vieux » ouvriers – dont les affects éprouvés face à la réalité actuelle sont respectivement « la sécurité » et « la déception ». Une semblable diversification en termes d'affect peut être observée chez les ouvriers de la nouvelle génération dont les idéaltypes peuvent être analysés à travers des combinaisons d'idées placées dans les secteurs (III) et (IV) du graphique.

²⁷³ SPINOZA, *op. cit.* p. 212.

C) Entre *Espoir* et *Désespoir* : une jeunesse ouvrière dans l'ambiguïté

Les secteurs inférieurs du graphique de l'espace ouvrier regroupent les réponses données majoritairement par les ouvriers dont l'ancienneté dans l'entreprise est soit de « 0 à 9 ans » soit de « 10 à 14 ans » – employés en grande partie à la TTK et à Isdemir – qui représentent respectivement 21,9 % et 19,4 % – 41,3 % au total – de l'échantillon. Sur la question du niveau de revenus, ces ouvriers sont encore les moins bien lotis de l'échantillon : on aperçoit les mentions de « Revenu : entre 1 000-1 249 TL » dans le secteur (III) (partie gauche inférieure) et « Revenu : moins de 1 000 TL » dans le secteur (IV) (partie droite inférieure) du graphique. Ces deux secteurs se différencient l'un de l'autre moins par les conditions objectives de travail que par les jugements des ouvriers face à la société globale et face à leur travail.

L'idéaltype de l'ouvrier dont les traits se dégagent des énoncés situés dans le secteur (III) du graphique est en opposition avec celui de l'ouvrier du secteur (II). Il en diffère avant tout par son mode de vie et son statut social : à la différence de l'ouvrier du secteur (II), il ne fréquente jamais les supermarchés, ne possède ni propriété immobilière, ni automobile, ni ordinateur à la maison et enfin ne part jamais, ou presque jamais, en vacances. Donc, si le mode de vie de l'ouvrier du secteur (II) évoque celui des classes moyennes urbaines, ce n'est évidemment pas le cas pour l'ouvrier du secteur (III).

Cette distinction concerne moins les différences de revenus entre ces deux catégories que leurs statuts sociaux : tandis que l'ouvrier du secteur (II) affirme qu'il « n'est pas né à l'endroit où se trouve son entreprise », l'ouvrier du secteur (III) vient d'un village proche de son entreprise. Autrement dit, après avoir suivi le processus de « prolétarianisation », l'ouvrier du secteur (II) semble achever sa trajectoire ouvrière par un certain degré de « moyennisation ». En revanche, l'ouvrier du secteur (III) est encore loin d'achever son propre processus de prolétarianisation et garde ses liens ruraux. Si l'on tient compte des énoncés concernant le rapport des ouvriers au travail, on remarque que l'idéaltype de l'ouvrier du secteur (III) s'écarte explicitement de celui du secteur (II) par son niveau d'attachement à son lieu de travail : cet écart se révèle à travers des énoncés de l'ouvrier du secteur (III) tels que : « je suis fier d'être embauché dans ce lieu de travail » et « je

suis curieux de mon entreprise même en dehors du temps de travail ». Autrement dit, l'attachement de l'ouvrier au travail est renforcé par la continuité des liens ruraux et au contraire il est atténué par le niveau de citadinité ou de moyennisation de l'ouvrier.

Cet écart concernant l'attachement au travail peut aussi être interprété au regard de la différence de génération : car, comme on l'a déjà indiqué, l'idéaltype du secteur (III) – et de même celui du secteur (IV) – éclaire les traits des ouvriers dont l'ancienneté dans l'entreprise est moindre. Pour cette génération ouvrière, relativement jeune et inexpérimentée, l'entrée dans la vie active représente l'accès à un statut autonome et à l'affirmation de valeurs à partir desquelles vont s'élaborer des attentes et se constituer des projets de vie. Comme l'indique Claude Dubar, loin de se limiter à une transaction économique, le travail représente pour ces jeunes un lieu central de reconnaissance où se jouent en partie la définition et l'estime de soi et où s'élabore une identité sociale et professionnelle largement inachevée²⁷⁴.

L'écart entre ces deux générations ouvrières correspond toutefois à une rupture en termes de valeurs qu'engendre la transformation radicale de la condition ouvrière : à la différence des ouvriers travaillant depuis longtemps, les jeunes subissent systématiquement, depuis le début de leur vie active, la crainte du chômage, la concurrence dans le travail, etc. Quelles que soient les raisons « objectives » de leurs idées, il est indiscutable que les jeunes ouvriers du secteur (III) se distinguent radicalement des « vieux » ouvriers du secteur (II) en termes d'affects éprouvés face aux circonstances qu'ils subissent.

Les choix politiques de ces deux groupes d'ouvriers révèlent au premier regard un des aspects de cette distance : l'ouvrier du secteur (III) déclare qu'il ne votera jamais pour le CHP, tandis que c'est le parti politique le plus soutenu par l'ouvrier du secteur (II). Dans un sens similaire, le positionnement de ces deux idéaltypes face aux privatisations est totalement inverse : à la différence de l'ouvrier du secteur (II) qui considère comme indispensable un point de vue nationaliste pour contrer les privatisations, pour l'ouvrier du secteur (III) : « Ceux qui arguent les intérêts nationaux pour s'opposer aux

²⁷⁴ DUBAR C. *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*. Paris : Presses universitaires de France, 2000.

privatisations défendent en vérité leurs propres privilèges ». En parallèle, l'ouvrier du secteur (III) déclare nettement que « l'État doit se retirer de l'économie ».

Les jugements ségrégationnistes et de tendance raciste tels que : « La plus grande menace pour les ouvriers c'est la migration issue des régions les plus pauvres du pays » et « les Kurdes menacent la sérénité sociale » de l'ouvrier du secteur (III) sont influencés par la condition ouvrière dont il dépend ainsi que par le climat idéopolitique mondial. Mais pour ce qui est de la dimension des relations de travail, comme l'écrit Philippe Bataille, « le point le plus crucial concerne l'accès à l'emploi »²⁷⁵. On estime aujourd'hui que dans le monde entier une personne sur trente-cinq est migrante, vivant et travaillant dans un autre pays que celui d'où elle est originaire. En fait, l'on sait que le processus de la globalisation néolibérale va de pair avec l'aggravation des questions portant sur l'immigration dont la plus éminente est sans doute l'amplification du racisme.

Si, pour les pays occidentaux, le durcissement des attitudes racistes se manifeste dans la plupart des cas entre les citoyens « de souche » du pays d'accueil et les citoyens issus d'immigrations internationales, en Turquie, la question raciale liée aux vagues migratoires se révèle majoritairement dans les relations entre ceux qui se disent « Turcs » et ceux qui se disent « Kurdes ». Car, depuis les années 1990, on constate en Turquie un mouvement de migration « interne » à grande échelle, depuis les villages kurdes vers les grandes villes. Selon le rapport intitulé « *A report by the parliamentary committee established for studying and determining necessary measures to the problems of villagers who emigrated because of village evacuations in the East and Southeast* », élaboré en 1998 par la Commission parlementaire turque, 3 848 villages et hameaux kurdes ont été évacués pour des raisons de « sécurité » entre 1989 et 1998 et 400 000 paysans kurdes ont été déplacés. Les sources indépendantes affirment quant à elles que trois à quatre millions de personnes ont été déplacés de force de leurs villages d'origine vers les métropoles de Turquie.

Ce mouvement s'est poursuivi dans les années 2000, au point qu'Istanbul, comme le politologue Cengiz Aktar l'affirme dans un entretien, est devenu désormais,

²⁷⁵ BATAILLE P. *Le racisme au travail*. Paris : La Découverte, 1997, p. 37.

numériquement, « la plus grande ville kurde ». C'est pourquoi il n'est pas étonnant de saisir les motifs racistes dans les paroles des jeunes ouvriers pour qui les nouveaux venus kurdes dans des villes industrielles telles que Zongudak, Iskenderun ou Aliğa représentent d'éventuels concurrents sur le marché du travail. Bien plus, leurs tendances racistes sont renforcées par le fait que la majorité de ces jeunes exécute son service militaire dans le sud-est du pays où se déroule toujours la guerre entre l'armée turque et le PKK, ou fait face à la réalité de la guerre à travers les expériences de ses amis du même âge.

Sur l'ascension de la délinquance, deux énoncés de cet idéaltype sont remarquables : le premier propose que la délinquance « résulte des restrictions limitant l'exercice du pouvoir de la police » et le second avance qu'elle provient « de la corruption gouvernementale. C'est par la tête que pue le poisson ». Conformément à ses idées sur la délinquance, conçue comme une conséquence des défauts de l'autorité, cet idéaltype considère la démocratie et les droits de l'homme comme accessoires, car selon lui : « la survie de l'État précède les droits de l'homme et la démocratie ».

Toutes les idées de ce groupe d'ouvriers considérées ci-dessus se confondent avec le choix de vote pour le MHP (Parti d'action nationaliste), qualifié coutumièrement d'extrême droite nationaliste. Plus exactement, sa ligne politique repose, du moins depuis une décennie, sur un étatisme totalitaire combiné à un conservatisme individualiste, dans le but de se positionner au centre de la scène politique. En effet, représentant le deuxième groupe parlementaire le plus fort au sein de la Grande assemblée nationale de Turquie (TBMM) et partie prenante de la coalition gouvernementale tripartite après les élections de 1999, quatrième parti à l'issue des élections de 2002 et troisième en 2007, le MHP semble réaliser ses objectifs. Mais il ne faut quand même pas négliger cette remarque de Tanil Bora, faisant valoir que ce n'est pas le MHP qui se rapproche du « centre », mais plutôt le « centre » qui tend de plus en plus vers la ligne du MHP, surtout à partir de la deuxième moitié des années 1990²⁷⁶.

²⁷⁶ BORA T. *Devlet ve Kuzgun – 1990'lardan 2000'lere MHP*. Istanbul : Iletisim Yayinlari, 2007.

L'expression « afin de parvenir à la position que l'on mérite dans la vie » fut complétée, par la majorité de ce groupe d'ouvriers, par deux énoncés : (i) « C'est la famille et l'environnement qui déterminent la position méritée de la personne » et (ii) « C'est à la grâce de Dieu que se détermine la position méritée de la personne ». Mais sur fond d'appui familial et environnemental ou de grâce divine, pour ce groupe d'ouvriers « chacun est, en dernière analyse, l'architecte de sa propre destinée ».

D'un point de vue classique sur l'islam, les accents mis par ce groupe d'ouvriers à la fois sur la notion de « Dieu » – ou sur la notion d'Allah – et sur celle d'« individu » peuvent être considérés comme incompatibles. Mais il est clair qu'avec l'ouverture de l'ère de la « globalisation » néolibérale et de la « désorganisation » de la structure de la société d'antan, ces deux notions ont cessé d'être contradictoires. Car, dans le cas de la Turquie, l'État en tant que moteur des activités économiques – des années 1930 jusqu'aux années 1980 – a néanmoins cédé cette fonction à la société civile où n'étaient guère en vigueur la séparation entre les sphères religieuse et séculière.

D'autre part, le nouveau dispositif supranational, global et total, formé pas à pas après la chute du mur de Berlin a offert à l'islam une nouvelle occasion de s'épanouir, dont l'un des traits principaux est toujours l'« universalisme », pourtant bien évidemment enserré jusque-là dans une position « défensive » et « réactionnaire » sous le joug de la domination des « nationalismes séculiers » face au « péril du communisme ». Autrement dit, la nouvelle ère des « empires » basés sur des « civilisations » a convié l'islam sur le devant de la scène, pour y participer ou pour y résister²⁷⁷. En Turquie, l'islam est remanié par l'AKP comme idéologie d'un « nouvel empire en germe »²⁷⁸ pour pouvoir lui trouver

²⁷⁷ En ce qui concerne la redéfinition de l'islam dans la période de l'après guerre froide, il ne faut pas prendre à la légère l'influence des thèses élaborées dans les années 1990 par Francis Fukuyama et par Samuel Huntington sur le nouveau climat idéologico-politique mondial dont la réalité est acceptée autant par le néoconservatisme occidental que par le néoislamisme moyen-oriental. La logique de cette politique de polarisation basée, comme Bryne S. Turner l'indique à juste titre, sur la « distinction ami-ennemi » de Carl Schmitt, n'est pas si loin, d'après moi, de celle de la période de la guerre froide. Plus précisément, ce qui est modifié, ce ne sont que les « noms » des « amis » et des « ennemis », mais pas la logique de la politique globale. Voir SCHMITT C. *La notion de politique*. Paris : Flammarion, [1932] 1999 ; TURNER B. S. Sovereignty and Emergency Political Theology, Islam and American Conservatism. *Theory Culture Society*, 2002, Vol. 19, n° 4, p. 103-119. ; et THORNTON W. H. Cold War II : Islamic Terrorism as Power Politics. *Antipode*, 2003, Vol. 35, n° 2, p. 205-211.

²⁷⁸ Pour les débats sur la transformation de la politique étrangère de Turquie, voir CONSTANTINIDES S. Turkey : The Emergence of a New Foreign Policy The Neo-Ottoman Imperial Model. *Journal of Political*

une place parmi les « empires » puissants du futur proche. En revanche, au Moyen-Orient, il est devenu une idéologie de résistance supranationale contre le nouveau dispositif mondial.

Même si l'islam est devenu l'objet principal des débats idéologiques en Turquie, il serait faux de le voir unique et homogène, et de ne considérer qu'un seul type d'attachement à cette religion de la part de ses adeptes. Au-delà de l'existence de la secte des Alevis, on observe, au sein du courant sunnite, une hétérogénéité de plus en plus forte au fur et à mesure que l'on se rapproche des vies singulières des personnes. Dans son analyse sur la scène politique turque des années 1990, Ferhat Kentel affirme que « *derrière tout aspect homogène, voire totalitaire, il se trouve des combinaisons très variées faites au niveau des différentes sociabilités (quartier, région, université, travail, chômage, etc.) ou encore au niveau individuel. Dans ce sens, il ne sera pas faux de dire que ces identités possèdent des liens directs entre l'individu et la communauté totalitaire et que derrière l'image d'uni-dimensionnalité ou d'homogénéité, se trouve une pluralité difficile à mettre dans des moules* ». ²⁷⁹ En d'autres termes, en conformité avec la conjoncture globale, plus la Turquie est intégrée dans le nouveau dispositif économique et politique mondial, plus les gens qui se disent « musulmans » s'adaptent aux règles « individualistes » de l'économie libérale de « laissez-faire ». Mais il est évident que cela ne les oblige pas à se positionner en même temps pour un « libéralisme politique ».

En dernier lieu, la diminution du poids de l'État dans l'économie et l'ouverture de l'économie aux marchés mondiaux ont métamorphosé les moyens d'ascension sociale en Turquie. Le nouveau contexte, rendant possible l'exportation vers n'importe quelle région du monde y compris les pays musulmans, était totalement favorable aux commerçants et aux petits et moyens industriels jusqu'alors majoritairement de tendance

and Military Sociology, 1996, Vol. 24, n° 2, p. 323-334 ; YAVUZ M. H. Turkish identity and foreign policy in flux : The rise of Neo-Ottomanism. *Middle East Critique*, 1998, Vol. 7, n° 12, p. 19-41. ; LAÇINER S. Özalism (Neo-Ottomanism) : An Alternative in Turkish Foreign Policy ? *Journal of Administrative Sciences*, 2003, Vol 1, n° 1-2, p. 161-202. ; WALKER J. W. Turkey's Imperial Legacy : Understanding Contemporary Turkey through its Ottoman Past. *Perspectives on Global Development and Technology*, 2009, Vol. 8, n° 2-3, p. 494-508.

²⁷⁹ KENTEL F. Recompositions du religieux en Turquie : pluralisme et individualisation. *Cemoti*, N° 26 [En ligne], mis en ligne le 29 mars 2004. Disponible sur : <http://cemoti.revues.org/document132.html>. [consulté le 15 juillet 2008].

« conservatrice »²⁸⁰. C'est ainsi qu'à la différence des capitalistes traditionnels de Turquie formés grâce aux subventions publiques et sous la protection de l'État, une nouvelle fraction patronale a vu le jour, pour ainsi dire « par le bas », dans la période néolibérale. Ces nouveaux patrons, dits « Tigres Anatóliens », s'épanouissent aussi par le biais des liens de solidarité communautariste qui leur ont ouvert les portes des nouveaux marchés internationaux en fournissant des savoir-faire et, le cas échéant, des crédits. Pour le recrutement également, ces entreprises en développement, favorisent ces liens plutôt que le principe de la méritocratie d'antan. Il est inutile de dire que lors du processus de recrutement, pour les entrepreneurs comme pour les ouvriers, la famille et l'entourage jouent toujours un rôle clé pour accéder aux réseaux communautaristes.

Finalement, la catégorie ouvrière située dans le secteur (III) du graphique, montre une logique d'action qui n'est pas réductible à un seul trait : (i) musulman contre le laïcisme jacobin, (ii) nationaliste, et parfois raciste, contre les revendications identitaires du mouvement kurde, (iii) libéral contre ceux qui s'opposent aux privatisations et à la mondialisation en proposant la défense des intérêts nationaux, (iv) individualiste contre les projections sociétales collectivistes, (v) étatiste contre les tenants des droits de l'homme et de la démocratie, etc.

Cette combinaison d'idées montre avec clarté qu'il s'agit d'un idéaltype dont les tendances se confondent avec les aspirations de type « néoconservateur » qui dominent l'esprit global de l'époque actuelle. Ces aspirations, corrélées à la réalité d'un poste relativement stable, rendent cette catégorie d'ouvriers de plus en plus pleine d'espoir, un espoir qui, selon la définition de Spinoza, correspond à « *une Joie inconstante, née de l'idée d'une chose future ou passée dont l'issue est en quelque sorte incertaine* ». Car, dans le contexte de la Turquie, plus le néolibéralisme donne l'espoir d'une ascension sociale aux gens naguère exclus du dispositif méritocratique basé sur un corporatisme inégalitaire, plus il devient solide et légitime.

²⁸⁰ La progression permanente, surtout depuis des années 1980, des petites et moyennes entreprises en Turquie justifie clairement les thèses de Robert Reich pour qui la nouvelle forme dominante d'organisation de l'économie est celle des petites et moyennes entreprises, organisées en réseaux de dimension mondiale. Voir REICH R. *L'économie mondialisée*. Paris : Dunod, 1993.

Quant au secteur (IV) du graphique (partie droite inférieure), il regroupe les ouvriers employés dans des conditions les plus précaires, les plus vulnérables de l'ensemble de l'échantillon. Cette catégorie ouvrière dont la majorité travaille dans la société de charbonnerie privée, le groupe énergétique de Hema implanté à Zonguldak, gagne moins de 1 000 TL par mois.

La fondation de cette société ne remonte pas à une date très ancienne. Par suite des politiques de désengagement de l'État dans les activités économiques, l'une des houillères de TTK-Armutçuk fut louée en 2005 au groupe énergétique de Hema. Pour réaliser les investissements de production nécessaires, ce groupe énergétique privé, affilié à Hattat Holding, employait environ 800 ouvriers avec un niveau de salaire peu ou prou équivalent au salaire minimum en vigueur – soit 488,70 TL en 2005. Il faudrait cependant noter que malgré les promesses de l'administration de la société « de créer une base énergétique dans la région » et « d'augmenter les salaires après avoir achevé les investissements », les mineurs, à la fois jeunes et inexpérimentés de cette catégorie, ne faisaient guère confiance à leur direction.

De toute évidence, ce groupe d'ouvriers est mécontent de ses conditions de travail : « Il se sent angoissé les premiers jours de la semaine de travail », « il subit un stress lié au travail », « il trouve insuffisant son revenu et ses droits sociaux », « il pense que les dirigeants de son entreprise ne se rendent pas compte de la production », « s'il venait à nouveau au monde, il ne voudrait en aucun cas travailler dans cette entreprise », etc. Le mécontentement se manifeste aussi dans les énoncés concernant son rapport à la société globale : l'ouvrier de cette catégorie « ne peut pas prévoir son lendemain », « il ne pense pas avoir atteint la position qu'il méritait dans la vie », etc.

Pour argumenter son échec dans la vie, il se plaint du manque d'égalité des chances dans la société. Mais puisqu'il ne garde guère d'espoir que sa situation ne s'améliore dans le temps, « s'il recevait une proposition pour aller travailler à l'étranger, il l'accepterait sans aucune hésitation ».

On comprend de ces positions qu'il ne vote ni pour l'AKP, ni pour le MHP. Cela peut être le résultat de l'héritage idéopolitique qui lui a été légué par sa famille ou par son

entourage, mais ce choix peut aussi provenir de son expérience personnelle. Autrement dit, son choix idéopolitique peut être la cause, aussi bien que la conséquence de l'« échec » professionnel qu'il subit. Il peut être soit la cause de « l'échec » en fermant toutes les portes d'un poste relativement stable, soit une conséquence de ses expériences personnelles vécues à divers moments de sa vie (au village, dans son quartier, à l'école, parmi ses amis, pendant sa recherche d'emploi, etc.). Mais ce qui est certain, c'est que cet idéaltype souffre dans la vie et dans le travail en raison de son choix politique.

Du point de vue de la solidarité ouvrière, cet idéaltype devance les autres : il donne – quelquefois ou toujours – un coup de main à ses camarades de classe dans leurs luttes revendicatives. Quant à la question des privatisations, il s'y oppose mais, à la différence de l'ouvrier du secteur (II), il ne considère pas que le discours nationaliste soit une manière d'y résister.

Si « la formation de la classe ouvrière » faisait l'objet de cette étude, il serait judicieux de qualifier la catégorie ouvrière du secteur (IV) de « pionnier conscient » de la « classe ouvrière en formation ». Mais ce travail ayant la prétention d'être une analyse *hic et nunc* des actions du moment, s'intéresse donc avant tout aux affects, en tant que différentielles des puissances d'agir, éprouvés par des personnes face aux changements.

Dans cette perspective, quand nous tenons compte de l'affect que l'ouvrier du secteur (IV) éprouve conjoncturellement face au travail et à la société globale, nous constatons que c'est le désespoir qui lui pèse le plus. En d'autres termes, l'on peut dire que, plus cet idéaltype devient désespéré, plus diminue sa puissance d'agir et plus verse dans le défaitisme.

Conclusion partielle : de la présentation de l'espace ouvrier à l'introduction aux diversifications d'affect

Les premières constatations de cette enquête réalisée auprès des ouvriers de trois secteurs d'activité différents, de trois régions géographiques différentes et enfin issus de trois historicités différentes ont permis de constituer quatre idéaltypes ouvriers dont les

« puissances d’agir » diffèrent en fonction des affects éprouvés par chacun face au travail et à la société globale : ce sont successivement, « l’ouvrier en sécurité » (secteur I), « l’ouvrier déçu » (secteur II), « l’ouvrier plein d’espoir » (secteur III) et enfin « l’ouvrier désespéré » (secteur IV).

L’augmentation et la diminution des « puissances d’agir » de ces quatre idéaltypes à la fois face au travail et face à la société globale peuvent être présentées ainsi :

	Dans son rapport au travail		Dans son rapport à la société globale	
	Affect	Puissance d’agir	Affect	Puissance d’agir
Ouvrier en sécurité (I)	Sécurité	↑↑	Sécurité	↑↑
Ouvrier déçu (II)	Déception	↓	Crainte	↓
Ouvrier plein d’espoir (III)	Espoir	↑	Sécurité	↑
Ouvrier désespéré (IV)	Désespoir	↓↓	Désespoir	↓↓

Tableau V : La variation des puissances d’agir des ouvriers

Le tableau ci-dessus qui expose l’augmentation et la diminution de la puissance d’agir des diverses « fractions ouvrières » construites au travers des informations obtenues par le truchement du questionnaire réalisé, exige sans doute plus d’éclaircissement.

Depuis sa seconde refondation – c’est-à-dire depuis la fin de la seconde guerre mondiale – la sociologie a recherché les segmentations du monde ouvrier, en problématisant d’abord les différences de qualification et de génération, ensuite les scissions entre les ouvriers « de souche » et les ouvriers « issus de l’immigration ». Quant aux sociologues des pays « sous-développés », leur priorité fut jusqu’aux années 1980 de discuter la présence ou non d’une aristocratie ouvrière à part. Enfin depuis quelques

décennies, l'on observe que les thèmes tels que différences de sexe, de race ou d'ethnicité ont été au centre des études sur les divisions du monde ouvrier.

On peut ajouter à celles-ci les études qui interrogent les fragmentations selon « les types d'intégration professionnelle »²⁸¹, ou qui les problématisent selon les divers positionnements face aux marchés globaux – plus précisément, selon les points forts et les points faibles des qualifications des travailleurs face aux marchés de plus en plus globalisés – et également face aux mécanismes de l'engagement social – c'est-à-dire selon les contextes sociaux qui les intègrent ou les excluent²⁸².

Quant à notre échantillon, il n'inclut que les ouvriers d'industrie, en particulier d'industrie dite « stratégique », composés presque totalement d'hommes, de citoyens qui se disent « Turcs » et parfois « musulmans », de « cols bleus » dont les qualifications sont quasi identiques. Donc la fragmentation de l'espace ouvrier de cette enquête n'a guère à voir avec les discriminations entre les sexes, entre les races ou entre les ethnies alors que ces dernières exercent toujours une influence considérable sur le fonctionnement du marché de travail en Turquie.

La seule différenciation frappante dans l'espace ouvrier que nous étudions est la distinction entre les générations : car plusieurs inégalités qui se dégagent – par exemple en termes de droits sociaux, de revenus et de possessions – sont liées aux différences intergénérationnelles. Mais il n'y a apparemment guère de possibilité de reproduction de

²⁸¹ Par exemple, Serge Paugam catégorise les salariés français selon leur forme d'intégration professionnelle en quatre groupes : ceux qui sont proches de (i) l'intégration assurée [*Engagement social / Stabilité de l'emploi (+); Satisfaction dans le travail (+)*], (ii) l'intégration incertaine [*Engagement social / Stabilité de l'emploi (-); Satisfaction dans le travail (+)*], (iii) l'intégration laborieuse [*Engagement social / Stabilité de l'emploi (+); Satisfaction dans le travail (-)*], et enfin (iv) l'intégration disqualifiante [*Engagement social / Stabilité de l'emploi (-); Satisfaction dans le travail (-)*]. Voir PAUGAM S. *Le salarié de la précarité : les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*. Paris : Presses universitaires de France, 2007.

²⁸² Quand François Dubet, à son tour, essaie de classifier le monde des salariés français selon les axes de l'exclusion et de la nation, il définit quatre groupes : (1) Les compétitifs (ceux qui sont employés dans des entreprises et des secteurs tournés vers l'exportation, les technologies de pointe et une forte valeur ajoutée du travail et de la connaissance) ; (2) Les précaires (ceux qui travaillent souvent au sein de petites entreprises, au poste le moins qualifié, le plus pénible et le plus exposé à la concurrence de la main-d'œuvre des pays pauvres) ; (3) Les protégés (ceux dont le niveau de revenus est moins fixé par le marché que par la capacité politique des corporations concernées) ; et enfin (4) Les exclus (ceux qui dépendent des prestations sociales et des économies informelles où se développent des rapports de classes sauvages. Voir DUBET F. *Que faire des classes sociales? Lien social et Politiques – RIAC*, 2003, n° 49, p. 77.

ces inégalités intergénérationnelles puisque les anciens sont au seuil de la retraite et que les jeunes admettent largement l'irréversibilité de la condition ouvrière. Néanmoins, j'ai essayé de montrer plus haut que les jeunes ouvriers autant que les anciens se différencient, au sein même de ces groupes, autant par leurs jugements que par leurs affects face à la métamorphose de la condition ouvrière et de la société globale. Dès lors, il faut aller au-delà de simples explications se basant sur les variables classiques telles que l'âge, les revenus, les diplômes, la qualification, etc.

CHAPITRE III

Un monde ouvrier partagé entre la « déception » et l'« espoir »

A) La Déception

L'affect de déception avec l'accompagnement de celui de frustration qu'éprouvent les ouvriers ne signifie sans doute pas un nouveau thème d'interrogation pour l'investigation sociologique.

Par exemple, quand ils interrogeaient le rapport entre le vote ouvrier et la « frustration relative », Goldthorpe et Lockwood constataient déjà en 1963 que « ... dans la mesure où ses aspirations [celles d'une catégorie ouvrière C. Ö.] vers une amélioration de son statut social (et non une simple amélioration de niveau de vie) ne sont pas reconnues par les groupes au statut desquels il prétend, la révision de ses idées politiques est une des conséquences possibles de son enrichissement et de ses aspirations, dont il faut tenir compte pour évaluer la physionomie future de la clientèle des partis »²⁸³.

Voire Ted Gurr dans son *Why men rebel?* systématisait en 1970 la raison pour laquelle les individus entrent dans l'action collective à l'aide de la notion de « frustration relative » qu'il emprunta à Tocqueville²⁸⁴. La frustration relative (*relative deprivation*) avait été redéfinie par Gurr, comme l'écart perçu par les individus entre les biens auxquels ils estiment avoir droit (*value expectations*) et ceux qu'ils pensent pouvoir obtenir (*value capabilities*).

Il est évident que la déception et la frustration en tant que « déplaisirs pratiques » — au sens kantien du terme — n'étaient jamais considérées comme des affects si loin l'un de

²⁸³ GOLDTHORPE J. H., LOCKWOOD D. Affluence and the British class structure. *Sociological Review*, Vol. 11, n° 2, 1963.

²⁸⁴ GURR T. *Why Men Rebel?* Princeton ; NJ : Princeton University Press, 1970.

l'autre. Mais quand je distingue « l'ouvrier déçu » des autres idéaux types ouvriers, j'ai fait allusion moins à la frustration, tension psychologique engendrée par un obstacle qui empêche le sujet d'atteindre un but ou de réaliser un désir, qu'à la déception, fait d'être déçu, trompé dans son attente et dans son espérance. Il me paraît qu'il s'agit d'une distinction entre ces deux affects: car à la différence du sentiment de frustration qui émerge au moment où le trajet d'un individu conçu relativement stable –du moins, sur le papier- est entravé par un obstacle à l'encontre de sa volonté, quant au sentiment de déception, il apparaît plutôt lorsque le sol sur lequel reposait même le trajet lui-même glisse avec brusquerie sous les pieds de la personne concernée.

Lors de l'enquête de terrain, j'ai interviewé de nombreux ouvriers dont l'affect qu'ils éprouvent, était la déception qui se manifeste souvent dans un discours nationaliste mélancolique, parfois triste et résigné, parfois véhément et séditionnaire. Cela évoquait, d'une part, les motifs du désenchantement politique des français interprétés par Gilles Lipovetsky comme la suivante : « *Dans notre modèle colbertiste-jacobin-interventionniste, l'économie de marché, la culture du profit, n'ont jamais été acceptées. La puissance publique est reconnue comme l'appareil suprême de l'unité et de la cohésion sociale, l'instance productrice du bien public et du lien social. Or la mondialisation heurte de front le modèle de l'état producteur de la nation (...) ce qui explique l'ampleur de la déception (...) Les Français vivent la globalisation économique comme un violence faite contre eux, véritable menace de disparition de leur identité nationale* »²⁸⁵. Mais d'autre part, de surcroît aux citoyens de l'Hexagone, les ouvriers déçus de notre échantillon se sentaient, semble-t-il, le malheur d'être en passe de devenir une petite minorité tant au sein de la société globale qu'au sein du monde ouvrier en résultat de la nouvelle vague de prolétarianisation en sortant de la structure inégalitaire du corporatisme propre au modèle de l'ISI d'antan.

²⁸⁵ Voir LIPOVETSKY G. *La société de déception*. Paris : Editions Textuel, 2006, p. 63.

a) L'ouvrier déçu face à l'encerclement des « vengeurs »

J'ai rencontré Ibrahim Dogangul dans le siège local d'Aliaga du syndicat Petrol-Is. Il était âgé de quarante-cinq ans ou plus comme à peu près tous les ouvriers du Petkim. Il y travaillait depuis 1982. Après avoir exercé le mandat de délégué syndical central d'entreprise tout au long de huit ans, il était déjà le président de la branche syndicale locale d'Aliaga depuis deux ans et demi en 2005 où nous nous rencontrons.

Les deux sujets qui occupaient une place centrale dans notre conversation, étaient, d'une part, la lutte d'antiprivatisation des ouvriers de la pétrochimie et, d'autre part, les élections régionales du 28 mars 2004. Ce dernier qui s'est conclu par la victoire de l'AKP à Aliaga était important pour la stratégie menée par le syndicat parce que le Petrol-Is avait déjà donné la priorité à la lutte d'antiprivatisation dans la sphère juridique et les votes du peuple d'Aliaga pour l'AKP dont l'une des priorités est de mener à bien les privatisations remettaient en cause la légitimité des revendications du syndicat.

« Les 5000 des 22.500 ouvriers qui travaillent dans la ville d'Aliaga sont embauchés au sein du Tupras et du Petkim et sont à la fois membres du syndicat Petrol-Is. Et la moitié de ces ouvriers syndiqués à Petrol-Is habitent, avec leurs familles, à Aliaga. 2.500 familles présentent une proportion importante dans la population totale d'Aliaga qui compte environ 40.000 habitants. Donc, le 25 % de la population totale se compose de nos adhérents et de leurs familles qui sont, normalement, en opposition non seulement à l'AKP, mais à tous les partis politiques privatisationnistes. Mais dans une telle ville qui devient un bastion contre la privatisation et ayant une tradition sociale-démocrate, la prise du pouvoir régional par l'AKP a soulevé l'étonnement. Il apparaît un tableau qui fait penser que les ouvriers soient hypocrites. (...) Il s'agit sans doute d'une augmentation parmi nos adhérents qui votent pour l'AKP. Ça, c'est une réalité. Mais c'est une réalité qu'il ne faut pas en exagérer la portée. Quand les votes AKP sont redoublés partout en Turquie, y compris aux villages d'Aliaga, il ne s'agissait pas d'une

telle croissance au centre de ville d'Aliaga. (...) Même les résultats sortis des urnes qui se situent à proximité des logements ouvriers du Petkim n'indiquaient pas une croissance proportionnelle en faveur de l'AKP ».

Mais bien qu'Ibrahim Dogangul insiste sur le fait que les taux de vote pour l'AKP parmi les adhérents du Petrol-Is ne sont pas significativement augmentés, il acceptait ainsi qu'il existe un décalage remarquable entre les ouvriers publics et les autres ouvriers de la région et aussi la communauté locale d'Aliaga : « *Au sein des employés du Petkim, il y a des ouvriers d'origine d'Aliaga, mais ils ne sont pas très nombreux. En fait, il existe une indignation envers nous au sein de la communauté local pour le motif que 'Petkim a pollué notre mer, de surcroît il n'a pas embauché nos enfants'. (...) Nous avons beaucoup souffert de ce regard inamical lors du processus de privatisation. Ce peuple dont la majorité soit ouvrier, pensait toujours que l'ouvrier du secteur public gagne beaucoup et il en gagne sans mérite. Le fait que les ouvriers du Petkim habitent, ou dans les logements ouvriers isolés de l'habitat du peuple local, ou bien dans les grandes villes voisines telles que Manisa et Izmir aggravait ce point de vue inhospitalier. Les ouvriers du Petkim se sont souvent vus comme des étrangers par la communauté locale. »*

En fait, l'hostilité contre la condition ouvrière du secteur public n'était pas un fait propre à la communauté locale d'Aliaga et aux ouvriers privés non-syndiqués de la région. La transformation institutionnelle et aussi le changement de l'environnement idéologique après le coup d'État de 1980 ont suscité l'émergence d'un jugement défavorable auprès de la majorité de la population envers la condition de travail des ouvriers publics en particulier et des ouvriers syndiqués en général²⁸⁶. De surcroît, les facteurs tels que la segmentation inédite du marché de travail depuis les deux dernières décennies et l'éclatement de la condition ouvrière affaiblissent notablement la solidarité entre divers segments du monde ouvrier. Cette situation est décrit de la sorte par Saim, ouvrier de

²⁸⁶ Voir ADAMAN F., BUGRA A., INSEL A. Societal Context of Labor Union Strategy – The Case of Turkey. *Labor Studies Journal*, Vol. 34, n° 2, p. 168-188.

mine du TTK âgé de 39 ans, lors de notre entretien : *« Il y a un sentiment de vengeance du bas vers le haut. Ceux qui sont sans boulot réagissent contre ceux qui ont un boulot au salaire minimum; ces derniers contre ceux qui travaillent dans des boites syndiquées, etc. Quand tu lui demandes si 'il est hostile à l'ouvrier qui gagne plus que lui', il te répond qu'il ne l'est pas. Mais en vérité il le déteste ».*

Il faut quand même noter que le décalage qu'éprouvent les ouvriers du Petkim par rapport à la communauté locale et aux ouvriers du secteur privé de la région avait quand même quelques particularités que je ne les ai pas observé aux cas du TTK et de l'Isdemir. Cette situation est confirmée par les ouvriers du Petkim eux-mêmes. Selon les données que j'ai recueillies lors de l'exécution des questionnaires, l'estimation la plus pessimiste en matière de la solidarité de la communauté locale vers les revendications des ouvriers de l'entreprise concernée appartenait aux ouvriers du Petkim. Seulement les 33,3 % des ouvriers enquêtés du Petkim ont coché « oui » à l'expression « La communauté locale soutient toujours nos luttes revendicatives », tandis que ce taux est les 42,9 % parmi les ouvriers du TTK et les 54,3 % parmi les ouvriers de l'Isdemir. Ce pessimisme se voit plus nettement quand on considère les différences entre l'effectif observe et l'effectif attendu de la réponse « oui » dans l'ensemble de l'échantillon. La valeur de l'écart des réponses des ouvriers du Petkim compte de -9,4, alors que celle-là est 0,1 pour les ouvriers du TTK et 8,1 pour les ouvriers de l'Isdemir (Voir Figure III).

Ces particularités qui rendent de plus en plus « désencastré » le Petkim de la localité proviennent apparemment des politiques de l'embauche que l'administration de l'entreprise avait poursuivi depuis 1982.

Âgé de 43 ans, Yusuf est l'un des 3000 ouvriers embauchés en 1982 dans l'entreprise. Il est diplômé du lycée professionnel et il a obtenu son poste après avoir réussi le concours organisé par l'administration de l'entreprise. Il raconte le processus de son recrutement comme la suivante : *« Pendant la période où j'ai déposé ma candidature pour travailler*

à Petkim il n'y avait pas beaucoup de diplômés en lycée professionnel. C'est-à-dire le nombre de candidats n'était pas très élevé. En plus, il n'existait pas à l'époque le favoritisme partisan pendant l'embauche comme ceux-là signifient la règle aujourd'hui. Parce que le concours a été organisé au lendemain du coup d'État de 1980 où les partis politiques qui mènent toujours des politiques d'encadrement partisan et qui exercent conventionnellement le favoritisme en faveur de leurs sympathisants n'étaient pas présents sur les lieux ».

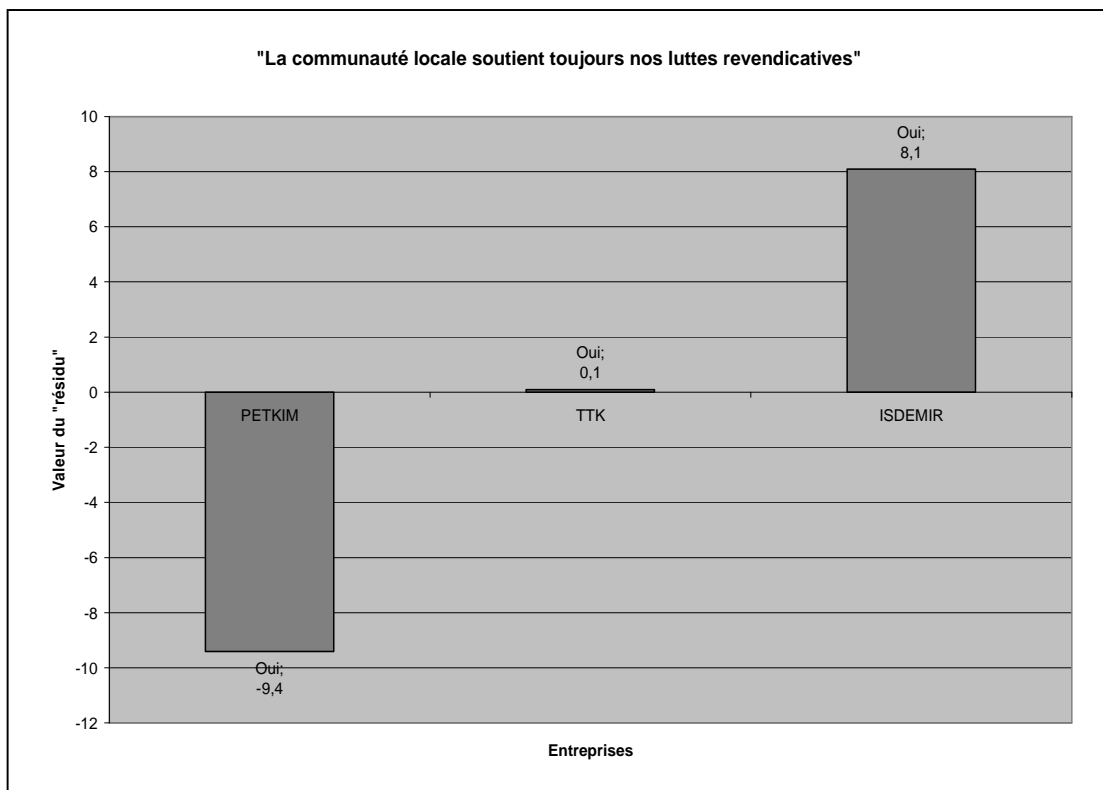


Figure III : Estimation des ouvriers à propos de la solidarité de la communauté locale avec la cause ouvrière

Ces énoncés reflètent, d'une part, l'aspiration d'un ouvrier de la pétrochimie pour une société qui fonctionne selon l'idéale méritocratique dont l'unité de référence soit le diplôme, et aussi la croyance qu'il tire de sa propre expérience que l'armée donne plus

d'importance à la sélection méritocratique scolaire que les partis politiques de la sphère démocratique, d'autre part.

En fait, une telle manière de comparaison entre les militaires et civiles se manifeste largement dans les pays ayant une tradition militocratique. Manfred Halpern, John J. Johnson et Lucien W. Pye, dans leur ouvrage collectif sur le rôle de l'armée dans les pays sous-développés, avaient démontré déjà en 1962 que la supposition de l'existence une dualité binaire entre les militaires et les civiles se reposait essentiellement sur deux idéaux-types construites de manière discursive: les officiers supérieures de l'armée y sont supposés avoir « un point de vue rationnel », dotée « d'habiletés et de valeurs techniques et administratives modernes », être attaché à « la méritocratie » et enfin avoir assumé « une mission au-delà des intérêts régionaux, provinciaux et économiques » ; tandis que les politiciens civiles sont souvent stigmatisés pour leurs comportements de « corruption, népotisme et fraude »²⁸⁷. Au-delà de la pertinence à la réalité de cette dualité idéologiquement construite, ce qui nous importe, c'est qu'il existe une croyance forte, particulièrement, au sein des anciens ouvriers pour une telle interprétation.

En effet, les 3000 candidats pour les postes d'ouvrier qui venaient de diverses villes -en grande partie de l'ouest- du pays se sont embauchés à Petkim. Mais privé d'un lycée professionnel, la ville d'Aliaga dont la majorité de la population s'occupait à l'époque principalement de l'agriculture, ne bénéficiait pas de l'opportunité d'emploi qui est offerte par cette entreprise publique. En plus, après la mise en activité du Petkim, Aliaga en tant que ville du côté égéenne perdait irréversiblement la chance de devenir un centre touristique, comme le deviennent ses villes voisines. C'est pourquoi les principes de la méritocratie scolaire, qui sont considérés comme instrument de la « justice sociale » par les cadres kémalistes républicaines -comme partout dans le monde surtout tout au long de la période d'après-guerre-, signifieraient aux yeux de la communauté locale, notamment

²⁸⁷ *The Role of the Military in Underdeveloped Countries* / ed. par JOHNSON J. J. Princeton ; New Jersey : Princeton University Press, 1962.

après le Petkim, une source de l'injustice et de l'inégalité. Cette opposition sera traduite plus tard en une dualité en termes de valeurs même entre les diverses générations ouvrières.

Les portes du Petkim sont ouvertes « effectivement » pour la première fois aux habitants d'Aliaga en 1989. Ce processus est décrit par Dogangul de la sorte: « *Le FMI avait imposé à l'époque un modèle d'emploi public encourageant le système de sous-traitance. Dans ce cadre, à peu près 800 ouvriers sans qualification dont la majorité venait des villages d'Aliaga et de Bergama sont graduellement embauchés au sein du Petkim. Ils étaient des amis qui réalisaient les tâches secondaires et qui travaillaient comme débardeur, portier, serviteur, ouvrier de nettoyages, etc. Mais au début du mois de janvier en 2004, dû au changement de la politique d'emploi du gouvernement, il est arrêté désormais l'embauche dans le secteur public par la voie de la sous-traitance. Ainsi, il apparaît que ces ouvriers ne peuvent plus être employés au sein du Petkim. La syndicalisation de ces amis dans notre organisation n'a servi malheureusement qu'à l'accélération du processus de leur licenciement. En effet, il n'en reste aujourd'hui que 20 ouvriers qui travaillent en sous-traitance à la tâche de débardage et 25 au quai.* »

Le décalage entre la communauté ouvrière du Petkim et la communauté locale d'Aliaga sera aggravée avec la grande vague migratoire vers la ville en fonction de la croissance industrielle sans cesse de la région même après les années 1990 (Voir Figure IV).

Mais les nouveaux prolétaires qui représentaient en 2000 les 70 % de la population totale de la ville d'Aliaga²⁸⁸ seraient embauchés dans les nouvelles entreprises industrielles du

²⁸⁸ Quand on considère la nouvelle structure démographique de la ville, on constate que le taux des habitants autochtones d'Aliaga ne représente désormais que 19,3 pour cent et les nouveaux venus issus de la région égéenne les 37,7 pour cent dans l'ensemble de la population. Quant au reste de la population, c'est-à-dire les 43 pour cent de la nouvelle population d'Aliaga, il est composé des gens issus de diverses régions: les 10,2 pour cent sont issus de la Région de la mer Noire, les 11,8 pour cent des régions de l'Anatolie orientale et de l'Anatolie du sud-est, les 9,3 pour cent de la Région de l'Anatolie centrale, les 6,3 cent de la Région de Marmara, les 3,0 pour cent de la Région méditerranéenne et enfin les 2,4 pour cent sont issus des pays étrangers. Voir ISIK S. The Population Features in Izmir-Aliaga District. *Aegean Geographical Journal*. Vol. 14, n° 1-2, 2005, p. 29-44.

secteur privé –soit dans les PME soit dans les grandes entreprises industrielles- en bénéficiant des salaires remarquablement plus modestes que les ouvriers du secteur public et aussi en subissant les conditions de travail plus précaires et plus dures.

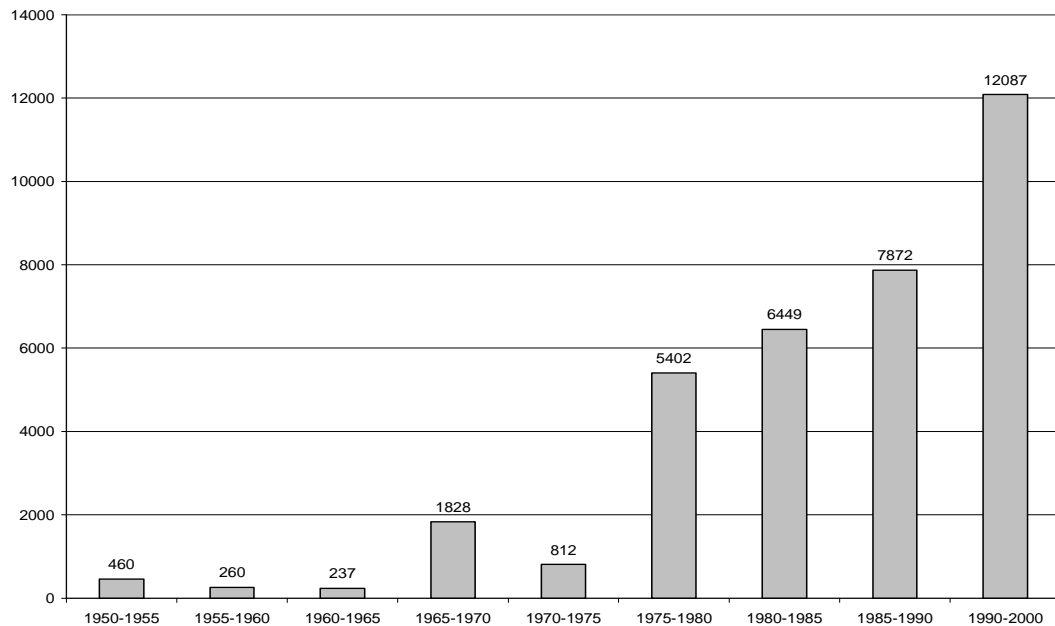


Figure IV : Croissance de la population d'Aliaga

Source : ISIK S. The Population Features in Izmir-Aliaga District,
Aegean Geographical Journal, 2005, Vol. 14, p. 33

A ce point, il faut souligner que la distance entre les « ouvriers 'vieux' » et les « nouveaux prolétaires » résultait non seulement des inégalités de revenu ou de la différence des conditions de travail, mais aussi de la morale et des valeurs que ces deux groupes adoptent séparément et les mettent en pratique. Autrement dit, la distinction entre ces deux groupes d'ouvrier est, semble-t-il, moins quantitative que qualitative. J'ai observé nettement les traces du décalage en termes de valeurs qui existe entre ces deux générations ouvrières lors de la conduite de l'enquête de terrain.

L'un des points sur lequel les ouvriers se distinguent les uns des autres concernait l'appréciation du mérite de la personne dans la vie. D'une part, il s'agissait d'une distance entre générations ouvrières quand elles évaluent leurs propres situations en termes de mérite, et leurs points de vue radicalement différaient aussi sur les facteurs qui exercent le plus d'influence sur le mérite de la personne, d'autre part. Mais avant de passer à la considération des données de l'enquête de terrain, il serait plus adéquat de faire quelques remarques sur la question du mérite.

Le mérite, constate François Dubet dans *l'Injustices*, est une norme de justice qui apparaît comme la seule manière de construire des inégalités justes dans une société qui, par ailleurs, valorise l'égalité fondamentale des individus. Et il ajoute que « *sans le mérite, il n'y aurait pas d'autre critère que la naissance ou le tirage au sort pour répartir les individus dans une échelle de stratification* »²⁸⁹. En effet, la notion de mérite se manifeste comme une notion clé pour la société capitaliste qui s'est basée à la fois sur une assertion d'égalité « formelle » entre ses membres et sur les relations économiques enclines, par sa nature, à produire des inégalités « réelles ».

C'est pourquoi lors de la considération de l'évolution du capitalisme, on peut constater que chaque « nouveau » régime d'accumulation du capital a dû élaborer sa propre conception du mérite pour pouvoir légitimer son existence auprès des citoyens et aussi pour paralyser la conception du mérite d'antan. Mais il n'y avait bien évidemment pas trop de choix : pendant les moments « étatistes » du capitalisme, on observe dans la majorité des cas que la conception du mérite scolaire l'emporte sur la conception du mérite économique, tandis que pendant les moments « libéraux », la conception du mérite économique pèse le plus. On peut cependant observer que pendant les moments hésitants de sa marche historique en zigzag du capitalisme ; il apparaît parfois un espoir auprès de la pensée sociale pour trouver une troisième voie démarquée à la fois d'une conception

²⁸⁹ DUBET F. *et al.*, *Injustices – l'expérience des inégalités au travail*. Paris : Seuil, 2006, p. 21.

du mérite définie selon les besoins utilitaristes des marchés, et aussi celle définie selon les besoins de la « cage de fer » de la bureaucratie.

Voici que la notion de méritocratie fut inventée par le sociologue britannique Michael Young dans une telle conjoncture flottante. Fondateur de « *Institut of Community Studies* » et activiste du « *Labour Party* », Young avait écrit en 1958 une fiction satirique, dont l'intitulé *The Rise of Meritocracy* qui porte le regard sur l'an 2033 où une inexorable sélection sociale divise la société entre les méritants et les manuels²⁹⁰. Inventée dans l'ambition de critiquer la conception du mérite « individualiste » de la disposition distributive de l'étatisme keynésien – mais aussi afin de défendre la tradition de solidarité des familles ouvrières et des couches populaires alors en disparition et de théoriser les points de démarche d'un « socialisme de proximité » —, la notion de méritocratie gagnerait avant longtemps, à l'encontre de la critique du sociologue britannique, un sens positif à mesure qu'elle corresponde à la perception du mérite en vigueur. Car du moins depuis les années 30, et surtout dans la période qui s'ouvre après la Seconde guerre mondiale, la méritocratie dont le point de référence soit le succès scolaire était déjà en disposition pour combiner l'égalité et la liberté dans les sociétés capitalistes.

Pour la remise en question du mérite scolaire, il faudrait attendre les débuts des années 1970 où le keynésianisme fut en état de crise. Les critiques envers l'idée de méritocratie reposaient sur deux diverses conceptions de la notion : la première perspective critique considérait la notion comme *système de justice distributive*, et la seconde perspective la considérait comme *système politique*²⁹¹. Quant aux arguments avancés contre la méritocratie, ils peuvent être énumérés comme suit : (1) Distribution selon le mérite est arbitraire et destructive²⁹² ; (2) Justice distributive est incompatible avec les règles du

²⁹⁰ YOUNG M. *The Rise of Meritocracy*. New Brunswick : Transaction Publishers, [1958] 1994.

²⁹¹ LONGORIA R. T. *Meritocracy and Americans' Views on Distributive Justice*. Lanham ; Md : Lexington Books, 2009, p. 17.

²⁹² L'auteur le plus important des critiques sur cette lignée est sans doute John Rawls. La théorie de la justice de Rawls portait sur la recherche d'une reconstruction logique de l'État-providence selon la démarche de la théorie économique néo-classique. L'originalité de la démarche de Rawls, tient dans ce

marché²⁹³ ; (3) Justice distributive est très coûteuse et nuisible²⁹⁴ ; (4) Méritocratie promeut un pouvoir élitiste au détriment de la démocratie²⁹⁵.

En bref, si la conception du mérite scolaire prenait sa source dans l'évolution de l'appareil bureaucratique de l'État rationnel, la conception du mérite économique, à son tour, dans les règles utilitaristes du marché. Quant aux théories du mérite, à côté de celles qui portent séparément sur les logiques de fonctionnement de deux sphères – *idem* le rationalisme du mécanisme bureaucratique et l'utilitarisme des marchés —, elles s'efforcent, surtout dans les périodes de crise, de formuler « une troisième voie » de manière à réconcilier ces deux logiques à travers d'une perspective « institutionnaliste ». Mais ces périodes de crise – qui présentent à la fois les périodes de crise d'hégémonie — se révèlent ainsi une tension entre les citoyens en termes de valeurs, y compris la conception du mérite.

C'est ainsi que : « ... *les vainqueurs du mérite scolaire sont portés à critiquer les vainqueurs du mérite économiques, alors que les seconds voient dans les diplômes des sortes de rentes* »²⁹⁶. Cette confrontation correspond dans la phase « roll-out » du néolibéralisme, en reprenant encore une fois la distinction tracée par Marilia Amorim en

qu'on pourrait appeler son « a-moralité », c'est-à-dire au fait que l'État-providence procède du comportement des agents rationnels, exempts de sentiments « moraux », de la théorie néo-classique. Donc, privé d'une moralité, la méritocratie approfondissait en vérité, selon Rawls, les inégalités présentes dans la société. En plus, en négligeant la présence du rôle de la famille, elle demeurait loin d'établir une justice équitable. Voir : RAWLS J. *A Theory of Justice*. Cambridge : Harvard University Press, 1971.

²⁹³ À la lumière des thèses de Frederich Hayek, les tenants du libre marché ont avancé avec insistance l'idée que la sélection des marchés n'a rien à voir avec l'instrument de mesure du mérite scolaire. Donc, pour eux, il faudrait substituer le « mérite économique » au « mérite scolaire ».

²⁹⁴ John Roemer, dans son livre *Equality of Opportunity*, propose de définir l'égalité des chances, à la différence des prémisses méritocratiques qui négligent la corrélation entre l'origine sociale de la personne et sa position actuelle, en tenant compte à la fois des facteurs externes (donc indépendants du contrôle des individus) et des choix individuelles. La place d'un individu dans un groupe plutôt que dans un autre ne peut relever de sa responsabilité; en revanche sa propre situation par rapport aux autres membres de ce même groupe résulte manifestement de ses propres choix autonomes. Tout *welfare* système qui ne prend pas en considération les effets des choix individuels de chaque personne, selon Roemer, sera inévitablement coûteux et nuisible. Voir : ROEMER J. *Equality of Opportunity*. Cambridge : Harvard University Press, 1998.

²⁹⁵ Voir DAHL R. A. *Democracy in the United States: Promises and Performance*. Chicago : Rand McNally, 1967.

²⁹⁶ DUBET *et al.*, *op. cit.*, p. 23.

ce qui concerne les formes des savoirs, à une lutte d'hégémonie entre « le logos » (savoir démonstratif –[qu'on apprend à l'école]-) et « le mépris » (savoir pratique –[qu'on apprend dans la vie réelle]-).

Lors de l'enquête de terrain j'ai rencontré à la fois les ouvriers "vieux" dont la plupart est fermement attachée aux principes méritocratiques –ou selon l'expression de F. Dubet, à l'« égalité méritocratique des chances »- et les ouvriers nouveaux qui sont majoritairement pour la mise en place d'une équité apte à compenser les inégalités provenant de leurs origines socialement différenciées. Cette diversification intergénérationnelle se manifeste autant dans les énoncés variés des ouvriers sur l'évaluation du facteur le plus important afin de parvenir à la position méritée dans la vie que dans l'évaluation de leur estime de soi en termes de mérite.

En premier lieu on peut constater que la nouvelle génération ouvrière a une faible croyance en l'idée de l'« égalité des chances » qui était le credo de l'idéal méritocratique en Turquie, du moins, depuis les années 1930 où le dirigisme s'est implanté dans le pays. Seulement les 24,5 % des ouvriers dont l'ancienneté est moins de 9 ans et les 29,8 % des ouvriers dont l'ancienneté est entre 10 et 14 ans ont coché l'énoncé « *c'est grâce à l'existence de l'égalité des chances, l'individu pourrait acquérir sa position méritée dans la vie* ». En revanche, le taux des ouvriers dans le groupe dont l'ancienneté est plus de 20 ans qui opte cet énoncé est les 53,7 %. Une corrélation qui va dans le même sens se révèle aussi lors de l'évaluation de l'énoncé « *c'est l'effort personnel de l'individu qui détermine sa position méritée dans la vie* » : plus le coefficient de l'ancienneté de l'ouvrier est élevé, plus la croyance en mérite comme résultat de l'« égalité des chances » augmente, alors que plus le coefficient de l'ancienneté est faible, plus la croyance en mérite comme résultat de l'« effort personnel » est étendue dans l'échantillon (Voir Figure V).

Enfin, un décalage similaire intergénérationnel se montre entre les évaluations des ouvriers sur l'énoncé « *chacun est l'architecte de sa propre destinée* » : les 52,8 % des ouvriers dont l'ancienneté est moins de 9 ans et les 56,8 % des ouvriers de 10-14 ans expriment qu'ils en ont d'accord tandis que ce taux n'est que 26,7 % au sein des ouvriers de 15-19 ans et 23,9 % au sein des ouvriers dont l'ancienneté est plus de 20 ans (Voir Graphique VI). Cette différenciation donnant lieu à un décalage intergénérationnel au sein du monde ouvrier signifie en même temps l'encerclement des ouvriers "vieux" dont le nombre en baisse par les ouvriers nouveaux. Doğan, âgé de 26 ans et ouvrier de la mine en secteur privé à Ereğli, exprime son mécontentement sur l'« injustice » présente entre les ouvriers protégés et précaires de la sorte :

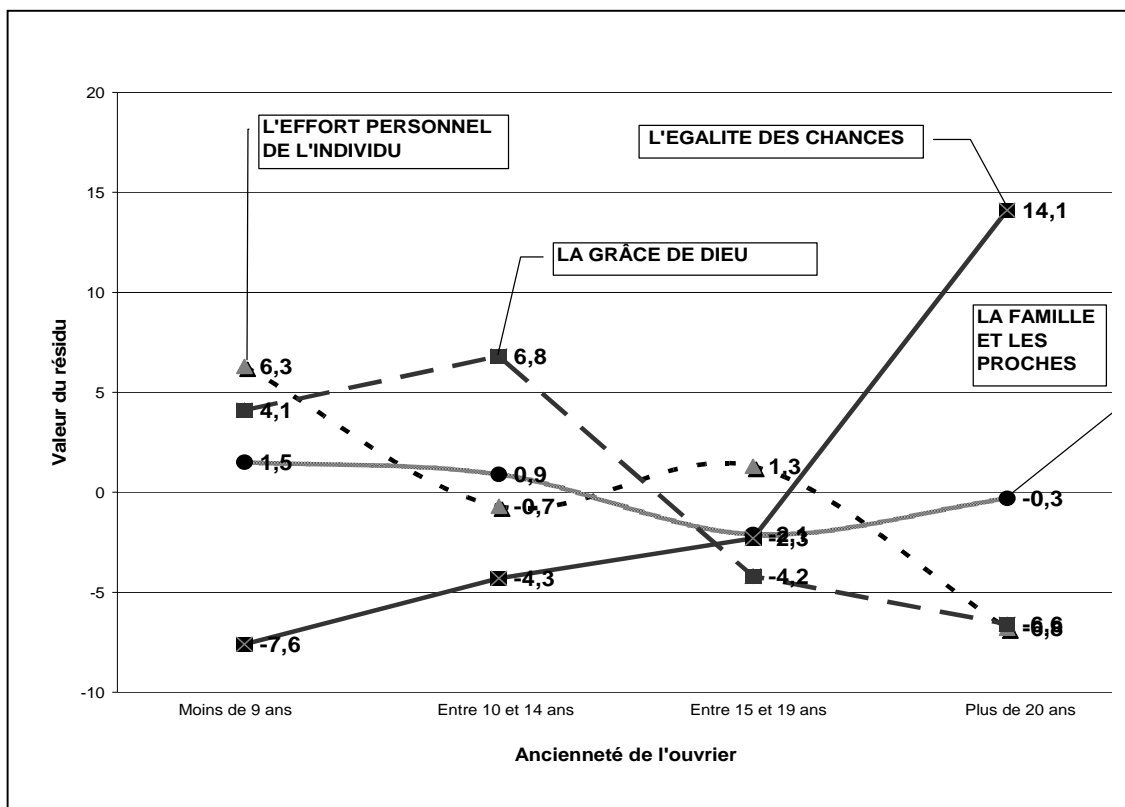


Figure V: Estimation des enquêtés sur le facteur prééminent pour parvenir à la position qu'on mérite dans la vie

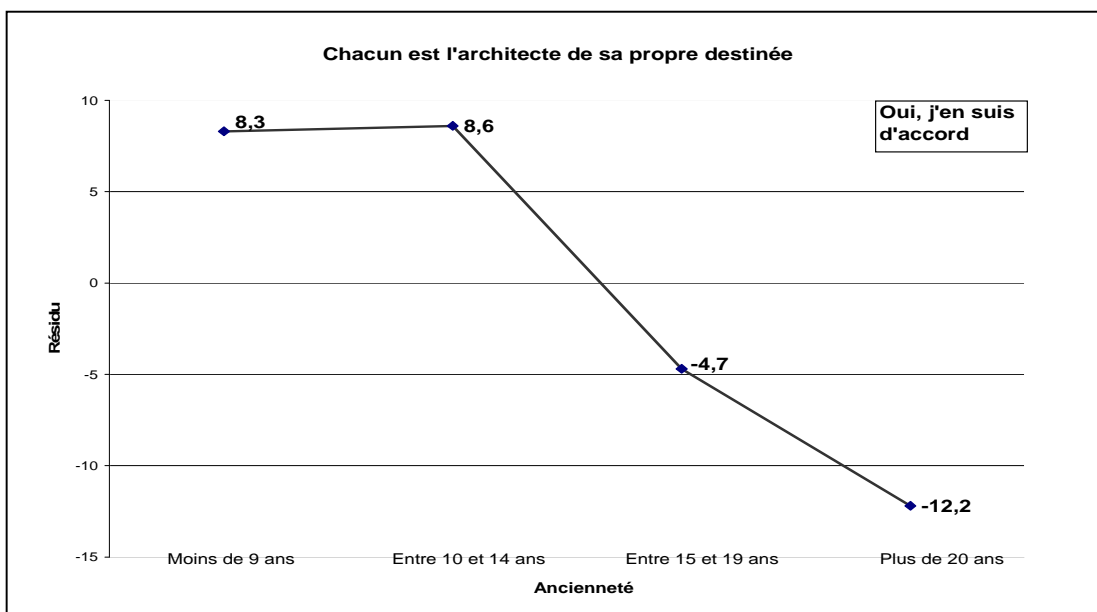


Figure VI : Logique d'action individualiste et ancienneté de l'ouvrier

« Il s'agit d'une grande injustice en termes de salaire entre le secteur public et le secteur privé. En plus, les résultats de la rémunération des ouvriers du secteur public influencent défavorablement notre pouvoir d'achat. Par exemple à l'Erdemir ou au TTK, les salaires ouvriers sont plus élevés par rapport à celles des autres ouvriers et cela augmente directement les prix des biens. Par exemple un jean compte de 60-70 livre turc. Cela résulte du niveau élevé des salaires des ouvriers publics. C'est pourquoi, nous nous disons le bas peuple. Nous sommes des opprimés. Je ne travaille pas moins que les ouvriers du TTK et tout en gagnant moins qu'eux. »

Quand je lui demande sa formation scolaire il m'a répondu qu'il avait quitté le lycée professionnel, et a ajouté : *« Oui, je sais que c'était la faute à moi. J'avais fait mon*

secondaire dans le village, à Kandilli. Puis, j'ai participé au concours du lycée professionnel qui se situe à la ville d'Ereğli. Et je l'ai réussi. Mais je fis bien de temps à autre l'école buissonnière. Pourquoi ? Parce que, j'ai supposé avoir parvenu à la liberté. J'étais loin de ma famille dans une ville plus développée que mon village d'origine. Et je recevais aussi quelques sous de mes parents. J'ai voulu vivre librement à ma guise. Enfin, en résultat de l'absentéisme j'ai dû abandonner l'école. (...) Oui je suis contrit de ne pas avoir continué à l'école. Mais à vrai dire, si je n'avais pas abandonné l'école et je faisais même des études dans une fac de deux ans, ma vie professionnelle ne serait pas si différente. Je pourrais probablement être embauché dans cette entreprise où je travaille, au mieux, comme technicien. Dans notre boîte, il y a des techniciens qui ne gagnent pas plus que moi. (...) Vous savez, aujourd'hui le diplôme ne vaut pas grand-chose. Pendant mon embauche, mon diplôme était moins déterminant que l'entremise de mon grand frère. (...) J'ai un autre frère qui travaille à l'étranger, en Allemagne. Il a fait du zèle en personne pour y aller. En effet, il a trouvé un poste là-bas. Moi aussi je veux y aller. Je pense profiter de l'avantage d'avoir un proche en Allemagne. »

Comme ces énoncés le montrent, à la différence de l'ouvrier de la pétrochimie âgé de 43 ans qui se plaint de la corrosion des principes de l'« égalité méritocratique des chances », l'ouvrier de la mine en secteur privé âgé de 26 ans s'inscrit dans une autre logique d'action radicalement différente qui porte essentiellement sur le « savoir pratique », construit « sur la route » ou « en action », en bref, sur un posture pragmatique.

Le point de repère d'un tel pragmatisme avait été décrite par Necmi Erdogan en se reposant sur les données obtenus lors de son étude sur les représentations culturelles des « pauvres » en Turquie, de la sorte: « *La culture des pauvres en Turquie ne présente pas des mouvements sociaux spécifiques semblables à ceux de l'Amérique Latine où les pauvres agissent collectivement dans des organisations comme les « barrios », les « coopératives de consommation », les « cantines » etc. Ainsi, sauf certaines exceptions, il n'est pas fréquent, dit en Anglais, « hustling » dans le contexte des ghettos américains*

d'affirmer des activités souterraines comme la prostitution, la drogue, le pickpocket etc. Au contraire, en Turquie l' « art de se débrouiller » est dominant et étendu »²⁹⁷.

La dominance de l'« art de se débrouiller » au sein des ouvriers nouveaux, dont le point de départ soit le « capital social » de l'individu, contredit manifestement avec la logique d'action de la génération ouvrière ancienne qui adopte le « capital culturel » comme l'échelon du mérite. En effet, on peut constater que, plus augmente le poids des ouvriers nouveaux « pragmatiques et individualistes » au sein du monde ouvrier, plus s'aggrave la déception des ouvriers «vieux» « idéalistes de l'égalité méritocratique ».

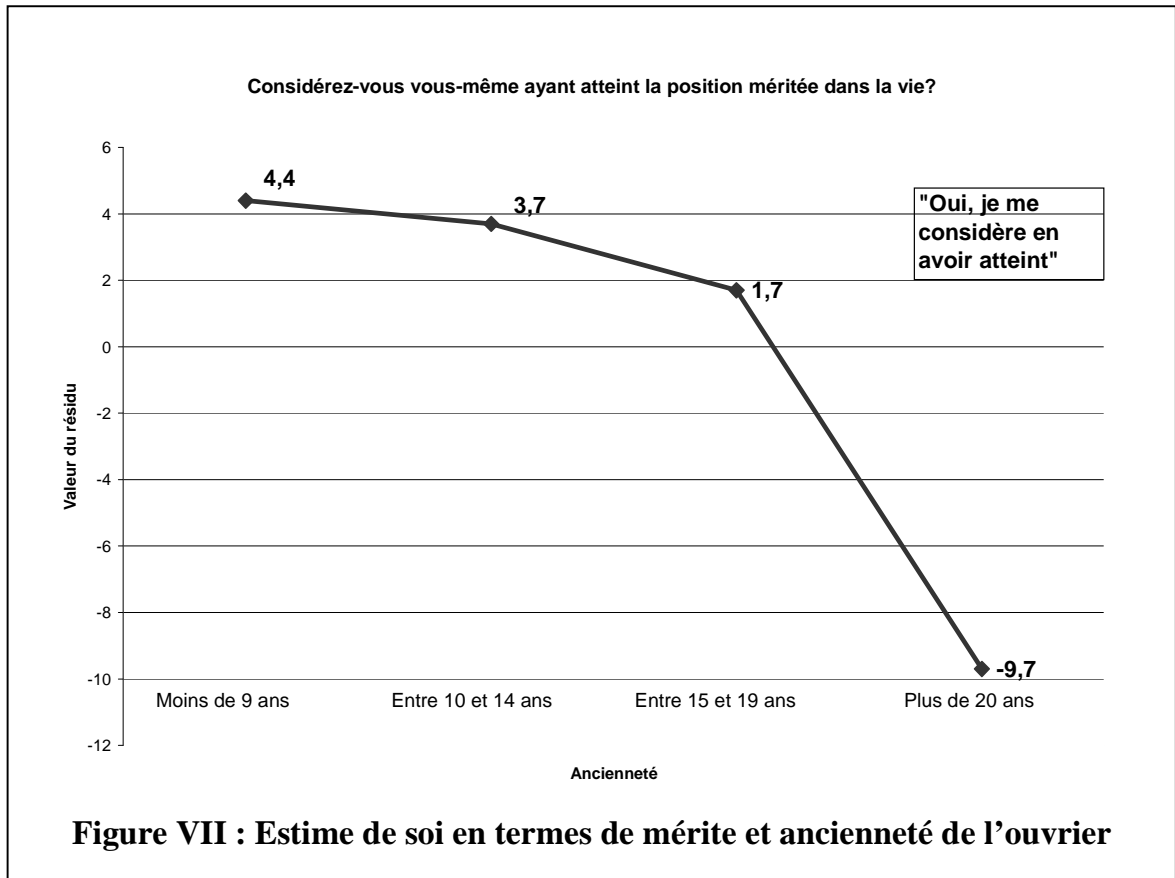
Cette situation ressemble, d'une certaine mesure, à la déception éprouvée par le TÜSIAD, club des grands capitalistes « instruits », progressivement encerclé depuis le déclenchement du « roll-out néolibéralisme » par les nouveaux capitalistes issus des PME en élan grâce à leurs capitaux sociaux et de plus en plus présents sur la scène politique à travers de leur association, MÜSİAD.

Albert O. Hirschmann avait déjà indiqué en 1970 que pendant les moments de « frustration », les individus –ou les collectivités- manifestent leurs insatisfactions de trois manières : la défection (*exit*), la prise de parole (*voice*) et la fidélité malgré tout (*loyalty*)²⁹⁸. Mais étant donné qu'à la différence du sentiment de frustration qui émerge au moment où le trajet d'un individu –ou d'une collectivité- est entravé par un obstacle à l'encontre de sa volonté, le sentiment de déception apparaît plutôt lorsque le sol sur lequel reposait le trajet lui-même aussi glisse sous les pieds de l'acteur ; les insatisfactions des ouvriers «vieux» enquêtés se traduisaient en majorité par « la défection ». L'un des plus frappants indicateurs de l'attitude de « défection » apparaît dans l'évaluation de l'estime de soi en termes de mérite des ouvriers «vieux».

²⁹⁷ ERDOGAN N. Garibanların dünyası : Türkiye'de yoksulların kültürel temsilleri üzerine ilk notlar. *Toplum ve Bilim*, 2001, n° 89, p. 15.

²⁹⁸ HIRSCHMAN A. O. *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Cambridge ; MA : Harvard University Press, 1970.

Les 50,9 % des ouvriers dont l'ancienneté soit moins de 9 ans et les 51,2 % des ouvriers de 10-14 ans se considèrent ayant atteint la position méritée dans la vie, tandis que ce taux diminue à 46,5 % pour les ouvriers de 15-19 ans et enfin à 32,3 % pour les ouvriers dont l'ancienneté est plus de 20 ans (Voir Graphique VII).



Les ouvriers relativement nouveaux en subissant aux conditions de travail relativement plus précaires et en gagnant relativement moins que les ouvriers "vieux", sont en revanche plus satisfaits de leurs positions actuelles dans la vie professionnelle. En tenant compte que ce groupe d'ouvrier donne la priorité à l' « effort personnel de l'individu » pour parvenir à la position méritée dans la vie, cette satisfaction provient, semble-t-il, d'une évaluation subjective –et pragmatique- que font les ouvriers nouveaux des situations dans lesquelles ils sont individuellement impliqués ainsi que de leurs positions

réelles dans l'environnement social. En revanche, les ouvriers “vieux” –surtout ceux dont l’ancienneté sont plus de 20 ans-, quant à eux, ils se sentent manifestement déçus.

Iskender, âgé de 45 ans et ouvrier du Petkim déclare son plus grand regret dans la vie par ces mots : *« Ainsi que Mustafa Kemal le souligne ‘dans la vie, le vrai guide est la science’. Mais la vie, elle aussi, est un vrai guide. C’est-à-dire la vie est instructive. Moi, je viens d’une famille ouvrière. Mon père et même mon grand-père étaient ouvriers. Je ne suis pas des gens qui deviennent ouvriers postérieurement. Par conséquent, ma famille m’a éduqué pour que je puisse gagner ma vie le plus tôt possible en ayant un métier. C’est pourquoi ils m’ont envoyé au lycée professionnel. À vrai dire, je n’avais pas alors la chance de choisir. Cela signifie pour moi toujours une source de frustration et de souffrance. J’aurais beaucoup voulu faire mes études universitaires. Je pense que je pourrais avoir un diplôme de licence. Mais c’est passé, malheureusement c’est passé... »*

Possédant actuellement un appartement, une voiture et un niveau de revenu suffisant du moins pour faire vivre sa famille dignement dans des conditions qui ne sont pas très loin des standards de la classe moyenne, le regret d’Iskender provient apparemment de son statut social plutôt que son pouvoir économique. Au demeurant, quand il compare sa situation économique avec celles des autres ouvriers, il en conclut que *« si vous prenez en considération la condition de travail des millions de travailleurs totalement en précarité, en tant qu’ouvriers syndiqués du secteur public, nous sommes incontestablement avantageux par rapport à eux en termes de situation économique. Oui, je l’accepte. Nous sommes économiquement à l’aise »*.

C’est pourquoi il ne serait pas faux de dire que ce qui pousse cet ouvrier de la pétrochimie dans la déception, c’est plutôt la « dégradation » relative du statut « ouvrier » dans la société globale. Mais il faut aussi ajouter que la plainte de cet ouvrier de la pétrochimie ne consiste pas seulement en « dégradation » du statut ouvrier: *« A nos jours même le diplôme de l’université ne signifie plus une assurance pour avoir un poste*

protégé, constate Iskender comme plusieurs ouvriers interviewés et ajoute, je me suis marié un peu tard par rapport à mes amis ouvriers et mon enfant n'est pas encore à l'âge adulte. Mais quand je regarde les enfants de mes amis, leurs situations ne sont évidemment pas prometteuses. La question de précarité touche même les jeunes qui sont diplômés de l'université. (...) Je sais que mon enfant ne travaillera jamais dans les conditions de travail que je vis. Non seulement mon enfant, mais aucun des jeunes gens qui s'épanouissent actuellement dans les écoles ne trouveront pas des postes protégés comme nous ».

En effet, comme plusieurs de ses collègues et comme la plupart des membres modestes de la classe moyenne, il a conscience qu'il ne fournira pas à son enfant les conditions d'un parcours scolaire réussi à mesure qu'exige le marché de travail actuel qui devient de plus en plus compétitif sous l'effet de la globalisation de l'économie.

C'est pour cela qu'il ne faut pas penser que le mécontentement des tenants de l'« égalité méritocratique des chances », dont la majorité est composée des classes moyennes modestes, y compris les ouvriers protégés, vise seulement à la libéralisation du marché scolaire. De surcroît, les nouvelles couches ascendantes de la société dues à la phase « roll-out du néolibéralisme » deviennent, elles aussi, des cibles concrètes du mécontentement méritocratique.

Plus précisément, les réseaux identitaires – majoritairement culturo-religieux — de solidarité qui servaient de base arrière pour l'ascendance des « tigres Anatoliens » et des PME affiliées dans l'économie de plus en plus globalisée, s'est parallèlement opéré dans le « marché scolaire » un parcours alternatif pour les enfants des familles provinciales massivement conservatrices, n'ayant guère trouvé jusque-là la chance d'obtenir la réussite scolaire à travers de l'« école républicaine ».

Dans ce cadre le rôle des « écoles de Fethullah Gülen » était sans doute primordial : le mouvement de Fethullah Gülen²⁹⁹ était, selon l'interprétation de Jean-François Bayart, « un tantinet postmoderne et New Age dans son style, d'une part, amplifia la conciliation entre l'islam, la République et l'idéologie comtienne du Progrès à laquelle s'était essayé Said Nursî³⁰⁰, et, d'autre part, lui donna une dimension transatlantique, régionale et globale, à la faveur du démantèlement de l'Empire soviétique (1991) et du moment néolibéral (1980-2009) »³⁰¹. Après avoir construit d'un réseau d'entraide parmi le « patronat musulman » pour subvenir aux investissements dans le « marché scolaire », plus de 300 institutions éducatives privées – écoles primaires, lycées, écoles complémentaires pour la préparation des lycéens au concours d'entrée dans l'université, les foyers étudiants et enfin les universités – seraient fondées en Turquie et dans 50 divers pays du monde à l'initiative de Gülen³⁰².

Ayant pour but de former les « nouvelles élites » — ou bien selon l'expression de Nilufer Göle les « contre-élites » — qui sont aptes à surmonter la dualité moderniste entre « la science » et « la religion », ou bien entre ce qui est « positif » et ce qui est « spirituel » par l'intermédiaire de la morale supposée intrinsèque à l'Islam, et aussi qui sont doués des capacités intellectuelles et techniques nécessaires pour être compétitif dans la vie professionnelle actuelle, les écoles de Gulen sont devenues avant longtemps un pôle d'attraction pour les familles conservatrices, majoritairement d'origine provinciale, qu'elles soient riches ou pauvres. En effet, l'inscription à l'ordre du jour de la question du « port du voile à l'université » dans les années 1990 concernait fermement les conséquences du succès scolaire des jeunes filles lycéennes qui étaient issues, en majorité, des écoles de Gulen.

²⁹⁹ Né le 27 avril 1941 à Erzurum en Turquie, Fethullah Gülen est imam, écrivain et penseur.

³⁰⁰ Said Nursî (ou Bediüzzaman) fut un penseur islamique d'origine kurde, vécu entre 1878 et 1960 et auteur de *Risale-i Nur Collection*, commentaire coranique de 6.000 pages.

³⁰¹ BAYART J.-F. L'Islam républicain. L'intervention présentée lors du 10e Congrès de l'Association française de science politique tenue à Grenoble, les 7-9 septembre 2009.

³⁰² MICHEL T. Fethullah Gülen as Educator. *Turkish Islam and the secular state: The Gülen movement* / ed. par M. H. YAVUZ, J. L. ESPOSITO. Syracuse ; N.Y. : Syracuse University Press, 2003.

C'est ainsi que se conjuguent spontanément dans un même discours la défense de l' « égalité méritocratique des chances » et la défense de l' « école républicaine laïque ».

Yusuf, ouvrier du Petkim de 43 ans, que nous connaissons déjà son point de vue privilégiant l'armée par rapport aux partis politiques pour que la première est censée avoir donné plus d'importance à la sélection méritocratique scolaire, considère comme positif l'interdiction du « port du voile à l'université » et il affirme qu'il soutient fermement la continuité de cette application. Selon son collègue Sabri, âgé de 43 ans, « *l'interdiction du port du voile à l'université est indispensable* » parce que chaque institution a ses propres règlements et « *quand on veut s'en servir, on doit respecter les règles déjà établies* ».

Un autre ouvrier du Petkim, Iskender, se positionne lui aussi en faveur de l'interdiction mais ayant en même temps certains doutes : « *C'est un sujet qu'il faut discuter à part. C'est-à-dire, il faut y examiner en détail le concept de laïcité. Je sais que les universités sont les lieux où fait surface cette question mais je ne trouve pas non plus juste d'aborder l'interdiction du port du voile seulement à l'échelle universitaire. Je dois vous dire que je ne suis en aucun cas pour l'abolition de l'interdiction du voile. Mais en ce disant, je trouve incohérent que des kémalistes aux forces armées et au CHP tous ces acteurs font de la défense de la laïcité le symbole principal de l'opposition. (...) Je ne suis pas tout à fait content de faire partie de ce camp inconséquent. Mais en dernière analyse, comme je l'ai déjà dit, je suis quand même pour l'interdiction du porte du voile à l'université* ».

D'où l'on peut conclure que pour tous ces ouvriers “vieux” embauchés au sein du Petkim et issus majoritairement de l'ouest de la Turquie où le projet républicain est historiquement plus largement soutenu de la part de la population autochtone par rapport à celle des autres régions du pays du moins jusqu'aux années 1990, la privatisation des entreprises publique et la marchandisation des écoles vont de pair avec la corrosion des valeurs républicains. En parallèle, les nouveaux acteurs tels que le nouveau patronat

conservateur musulman visant à posséder les entreprises publiques à privatiser, les jeunes filles voilées ayant pour objectif de faire leurs études supérieures au sein des universités et enfin la nouvelle génération ouvrière en précarité qui vote largement pour l'AKP dont la ligne politique inclut les privatisations ainsi que la suppression de l'interdiction du voile à l'université leurs paraissent appartenir à un même camp « ennemi » menaçant leurs bien-être et leurs modes de vie ainsi que leurs valeurs.

Pour contrer « cette menace », l' « ouvrier déçu » du Petkim préfère dans la plupart des cas, dira-t-on, mener une stratégie de combat se reposant sur la défense du cadre institutionnel d'antan qui devient de plus en plus « une forteresse assiégée ». Enfin, pour la défense des institutions propres au régime d'accumulation de l'ISI identifiées depuis pas mal de temps par l'Etat-nation, l'ouvrier déçu ancien –et son organisation syndicale– se rapproche effectivement des autres forces sociales, y compris la bureaucratie civile et militaire, la « bourgeoisie instruite » et aussi les couches moyennes républicaines en décadence depuis la montée inédite des dynamiques sociaux périphériques due à l'ouverture de l'ère de globalisation.

b) Le deuil à l' « institution totale »

À la différence des ouvriers “vieux” du Petkim ayant la chance de faire durer une vie, pour ainsi dire, en circuit fermé au sein de la communauté locale d'Aliaga, la déception des ouvriers “vieux” du TTK paraît plus violente. Car le fait que l'institution de mines de charbon emploie en son sein à la fois les ouvriers “vieux” et nouveaux engendre l'émergence jour après jour des contradictions de valeurs et de normes même au milieu de la communauté ouvrière. C'est pour cela, tandis que la défection des ouvriers du Petkim se traduit, dans la pratique, par l'articulation des revendications ouvrières à celles des revendications des autres forces sociales, pour ainsi dire, de *statu quo*, mais sans perdre entièrement l'autonomie de la mobilisation syndicale et sans renoncer aux revendications traditionnelles du mouvement ouvrier, dans le cas des ouvriers du TTK,

les ouvriers “vieux” encerclés même dans les frontières de l’entreprise par des ouvriers nouveaux éprouvent une déception qui se conclut parfois par la solitude.

Ouvrier de mine aux puits d’Ereğli, Saim dont nous avons déjà cité plus haut l’énoncé qu’ « *il y a un sentiment de vengeance du bas vers le haut* » explique cette situation de la sorte : « *Mon père est arrivé ici par migration. Nous sommes d’origine de Kastamonu³⁰³. Moi, j’y suis arrivé à mon tour en 1977. J’ai terminé l’école spéciale d’apprentissage de TTK. En 1986 je me suis embauché au sein de l’entreprise comme fondeur et depuis j’y travaillais dans divers départements. (...) Pour employer sous terre dans les mines, l’administration cherchait autrefois les gens au mieux diplômés d’école primaire et les gens qui avaient fait plus d’études ne s’employaient pas pour les tâches comme sapement ou échafaudage. Ceux-ci dont la plupart était diplômé de l’école spéciale d’apprentissage de l’entreprise s’embauchaient en revanche dans des ateliers. En 2000, à peu près 4000 personnes sont embauchées à TTK. Mais cette fois-ci l’administration n’a pas fait une distinction parmi les candidats selon leurs niveaux d’éducation. Les positions ouvertes sont distribuées parmi les candidats en fonction du tirage au sort. Cette méthode a précisément augmenté le poids des ruraux natifs au sein du personnel. (...) Mais quand le changement de méthode d’embauche s’ajoute au recul de l’institution des mines de la sphère sociale (la fermeture de l’hôpital destinée aux mineurs, la clôture trois de quatre « économat » et ainsi que les écoles primaires et secondaire spéciales de TTK, etc.), je dois constater que la qualité du personnel s’est remarquablement affaiblie. Je ne le dis pas ça pour mépriser les nouveaux, mais les ouvriers migrants d’antan faisaient du zèle pour faire éduquer leurs enfants et pour s’adapter le mieux possible à la culture ouvrière antérieurement implanté dans l’entreprise. Mais ce n’est plus le cas pour le nouveau personnel de l’entreprise. Malheureusement, le niveau culturel de l’entreprise est fortement baissé. Et les*

³⁰³ Une autre ville de la région de la mer Noire, Kastamonu se situe à 271 kilomètres de Zonguldak.

conséquences de ce changement se révèlent explicitement dans des relations quotidiennes entre les personnes ».

Quand je demande à Salim comment il est affecté de cette transformation culturelle, il m'explique ses sentiments par les mots assez clairs : *« Ceux qui étaient dernières porteurs de la propre culture de TTK, c'étaient les gens du même âge que moi. Nous avions des écoles, des cinémas, des économats à part. Nous nous sommes formés dans de telles conditions. Vous pouvez facilement distinguer les gens de ma génération quand ils parlent ou bien quand ils agissent. (...) Mais aujourd'hui, s'il faut dire la vérité, je me sens avoir perdu mon ambition professionnelle. Peut-être je représente une autre culture. Je ne le sais pas exactement, mais je suis devenu de plus en plus dégoûté de travailler à TTK. Ça donne la peine de témoigner de nombreuses malpropretés sans pouvoir les changer. C'est fatigant de se buter dans ces circonstances. C'est pourquoi je dis souvent que si quelqu'un me proposait aujourd'hui de devenir retraité avec une allocation équivalente à la moitié de mon salaire actuel, je l'accepterais sans aucune hésitation. »*

La défection de Salim qui est partagée ainsi par plusieurs ouvriers relativement « vieux » de TTK se diffère de celle des ouvriers « vieux » du Petkim : à la différence des secondes, étant donné que les ouvriers «vieux» du TTK éprouvent même dans l'entreprise l'encerclement par les ouvriers nouveaux portant de valeurs pragmatiques si loin d'eux-mêmes ne croient plus en cause ouvrière d'antan. Parce que, pour eux, le programme institutionnel d'autrefois de plus en plus corrodée par les politiques néolibérales ne procède plus comme dispositif d'intégration permettant aux nouveaux embauchés de s'adapter rapidement à la culture institutionnelle qui faisait des mineurs du TTK une communauté à part entière dans la communauté globale. Autrement dit, avec ses institutions économiques et sociales d'antan, le TTK comme « État dans l'État », selon l'expression que reprennent plusieurs ouvriers «vieux» de mine, n'existe plus.

Cette expression « État dans l'État » me fait directement venir à l'esprit la notion d'« institution totale » d'Erving Goffman. D'après la définition fournie par le sociologue américain, une institution totale, comme on le sait, signifie « *un lieu de résidence ou de travail où un grand nombre d'individus, placés dans une même situation, coupés du monde extérieur pour une période relativement longue, mènent ensemble une vie recluse dont les modalités sont explicitement et rigoureusement réglées* »³⁰⁴. Il est évident que Goffman avait défini la notion d'« institution totale » pour pouvoir élaborer « une théorie de la structure du moi » à travers l'investigation sociologique dans les établissements tels que les hôpitaux psychiatriques et les prisons. Mais on peut quand même avancer l'idée que le TTK d'antan, avec ses institutions (hôpitaux, écoles, supermarchés, pavillons ouvriers, cinémas, etc.) qui rendaient la vie ouvrière relativement isolée du reste de la communauté globale, présentait une « institution totale » aux yeux de l'ouvrier de l'ancienne génération.

Un ingénieur issu du village de mine de Kandilli, Namık raconte la culture ouvrière d'antan par le biais de ces mots : « *A l'époque le peuple de Kandilli se composait des gens solidaires entre eux qui étaient à la fois simples et dignes. La ville possédait des 'écoles spéciales' donnant l'accès à l'éducation de haute qualité pour les enfants des mineurs. Ceux qui furent diplômés de ces écoles ont récolté les bénéfices d'y étudier en ayant majoritairement réussi le concours d'entrée à l'université. Nous nous vantions de 'la posture de Kandilli' qui représente 'la culture, la solidarité, l'entraide et la dignité'. Nous avons déjà un cinéma quand ce dernier n'existait pas encore même dans certaines des grandes villes. Nous avons un terrain de football et un terrain de basket. En 1965 nous avons déjà des supermarchés. On les appelait 'économat'. Je ne sais pas le sens exact de ce mot mais ceci venait de l'économie, je suppose. Les employés habitaient dans des pavillons et payaient seulement des petites redevances à l'entreprise pour*

³⁰⁴ GOFFMAN E. *Asiles – Etudes sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*. Paris : Les Éditions de Minuit, 1968, p. 41.

l'hébergement. L'eau et le charbon étaient gratuits. (...) Tous ceux-ci signifient aujourd'hui des souvenirs âpres. Kandilli continue à dégénérer et à reculer jour après jour. Il ne nous reste qu'à se souvenir de ces beaux temps anciens ».

Le deuil des mineurs anciens à l' « institution totale » actuellement en déclin ne provient pas seulement d'une comparaison entre la situation actuelle de la condition ouvrière et la condition ouvrière du passé, mais aussi de l'impasse qu'ils éprouvent quand ils font réflexion sur le futur.

Ali est âgé de 45 ans ; il est diplômé du lycée professionnel et il travaille depuis 1978 dans les mines de charbon du TTK à Ereğli – Kandilli. Sa première tâche dans l'entreprise était à la sous terre. Par la suite d'une période d'apprentissage d'un an et demi il fut titularisé en qualité de maître ouvrier. A l'issue de son service militaire en 1984, Ali s'est désormais embauché dans l'atelier de fonderie où il travaillerait jusqu'en 1995. Depuis la fermeture de l'atelier de fonderie concerné, il est devenu le chef de maintenance dans l'entreprise.

Pour lui l'âge d'or des ouvriers de mine s'est déjà achevé et le futur n'est pas rose pour les mineurs: *« Nous observons que le trend d'ouverture tendanciel des mines privés est plus fort que jamais. Les mineurs de ces nouvelles entreprises privées sont employés dans des conditions précaires avec des salaires très modestes et sans avoir la sécurité de travail. Cela montre évidemment que se déroulera avant longtemps la privatisation de la majorité des mines en Turquie. Les salaires et les standards de vie des mineurs se baisseront à un taux sans précédent. Je ne suppose pas qu'un quelconque mineur pourra désormais envoyer son enfant dans une université après la privatisation des mines ».*

Un autre mineur qui travaille depuis 1985 au TTK, dont la projection vers le futur est autant sombre qu'Ali, Rafet pense que *« dans le futur soit on fermeront les mines, soit on*

les privatiseront ». D'après lui, la régression continue de l'entreprise démontre cet avenir inévitable des mines.

Mais le pessimisme était plus violent chez les mineurs les plus jeunes. Nihat est l'un des mineurs nouveaux embauchés en 2000 dans l'entreprise. Son grand-père et son père, eux aussi, ils étaient des mineurs. Après avoir travaillé dans le secteur privé en sidérurgie et en restauration, il trouve finalement un poste relativement stable au TTK. De même qu'il accepte les avantages d'avoir un contrat de travail dans le secteur public, il considère toutefois comme un point sombre la situation actuelle des ouvriers de mine : « *Quand je regarde le TTK, j'aperçois qu'il est énormément exploité par les cadres et par les politiciens au long des années. L'usurpation continue même aujourd'hui. Parfois nous nous disons que cette entreprise soit privatisée pour que se cessent les actes de fraude et de corruption. Mais d'autre part, nous tenons compte aussi de la précarité à laquelle nous ferons face après la privatisation. Nous ne savons pas quoi faire et quoi soutenir. A vrai dire, nous sommes dans un défaitisme* ».

Puisque les réponses concernant le futur que j'ai recueillies furent explicitement pessimistes et embarrassées, j'ai ressenti le besoin de me renseigner à propos de leur point de vue sur l'avenir du mouvement ouvrier. Car je savais que sinon qu'ils n'ont une tradition syndicale combative, les mineurs avaient déjà réalisé en 1991 « la grande marche des mineurs » grâce à laquelle ils ont pu obtenir des gains significatifs.

Selon Salim cette grande action ouvrière datant de 1991 résultait d'une conjoncture précise qui n'existe plus : « *Juste avant la mobilisation, les salaires des mineurs étaient inférieurs à l'allocation de retraite. Cela permettait aux syndicalistes, y compris Semsî Denizer, alors président du syndicat Maden-Is, de s'organiser sans difficulté au sein des ouvriers. En plus, étant donné que le régime de 'retraite obligatoire' n'était pas encore l'ordre du jour dans le secteur public, il y avait de nombreux ouvriers "vieux" ayant une expérience militante. D'où, je pense que cette mobilisation ouvrière fut le résultat de la*

pression de la base. Cela ne vient sans doute pas à réduire les rôles des leaders syndicalistes. Ils, à leurs tours, ont très bien lu l'émoi des ouvriers. Enfin, cette mobilisation correspondait à une conjoncture où l'ANAP, parti au pouvoir à l'époque, avait perdu toute sa légitimité. C'est pourquoi, les partis d'opposition n'ont pas hésité à donner le soutien aux revendications des mineurs. (...) Mais aujourd'hui, même si 'cent Semsî Denizer' viennent et appellent les mineurs à marcher contre le gouvernement actuel, ils ne peuvent engager au maximum 2000 ouvriers dans l'action ».

Kemal, lui aussi, est autant pessimiste que Salim sur la capacité d'action des mineurs d'aujourd'hui. Il travaille au TTK depuis 1978 où il y était embauché en tant qu'agent de sécurité. Après la cession des tâches secondaires y compris la sécurité aux entreprises sous-traitantes en 1986, il est désormais nommé dans le travail de bureau où il continuait à travailler quand nous nous rencontrons. Il compare le mineur faisant parti de la grande marche en 1992 et le mineur d'aujourd'hui de la sorte : *« En 1990, je gagnais un somme moins du salaire minimum. Peux-tu penser cela ? L'ouvrier de mine travaillait alors dans des conditions vraiment épouvantables. Il restait sur sa faim. Les négociations du contrat de travail ne se passaient pas au mieux. S'ajoutait à cela, l'attitude ennemie envers le mineur de Turgut Özal. Qui était Özal ? L'homme des Etats-Unis. (...) Quand nous sommes allés à la grève, le TTK employait alors 38 milles ouvriers. Il s'agissait ainsi de quatre ou cinq milles ouvriers de l'Administration générale de recherche en exploration minérale (Le MTA). On était à peu près 42 ou 43 milles personnes. Mais depuis les années 1990 la situation est radicalement transformée. Si nous ignorons les ouvriers du MTA, 30 milles ouvriers furent obligatoirement retraités seulement au TTK contre 4000 milles ouvriers naguère embauchés. (...) En revanche, le mineur de charbon gagne aujourd'hui presque trois fois plus que le salaire minimum, de surcroît en obtenant cinq primes par an. Dans ces conditions-là, le mineur du TTK qui gagne 1200-1300 livres tandis que son voisin ne touche que 380 livres, n'entre pas en action. En fait, cela c'est*

l'état de la société globale en Turquie. Tout le monde se résigne et baisse les bras au lieu de lutter pour améliorer sa situation ».

Mais selon Kemal, la raison pour laquelle les ouvriers deviennent de plus en plus passifs n'est pas seulement économique. Car les couches éduquées de la société n'ont pas moins de responsabilités sur la « résignation ouvrière » que « syndicalistes jaunes » : *« En 1992, le mouvement étudiant soutenait entièrement le mouvement des mineurs lors de leur combat. Quand j'observe aujourd'hui la jeunesse étudiante, je vois qu'elle n'est pas davantage en état de mobilisation. Si le mouvement étudiant ne joue plus un rôle prééminent parmi les mouvements sociaux actuels, cela c'est principalement la faute aux enseignants de notre temps. Je vois que ces derniers sont désormais perdus leurs idéaux et devenus de plus en plus dégénérés. Au moment où les enseignants ne cherchent à satisfaire que leurs intérêts personnels au lieu de propager la science à l'ensemble de la société, comment attendre que la société aille mieux ! A vrai dire j'ai perdu tout mon espoir d'un monde meilleur ».*

Les énoncés de Kemal montrent l'envergure de l'engagement de l'ouvrier « vieux » en faveur des principes méritocratiques : il attend des intellectuels, plus précisément des universitaires, en tant que membres d'une « aristocratie des lettres et de la culture », en bref, d'une « aristocratie naturelle » qu'ils interviennent en premier lieu lorsqu'il y a des querelles autour de la condition ouvrière et qu'ils forment les étudiants ayant la conscience de la « lutte de classes » ainsi que la conscience « anti-impérialiste ». Mais à mesure que les universitaires d'aujourd'hui représentent apparemment les « intellectuelles désengagées » pour la majorité, du moins en matière de la question sociale, ils paraissent comme des « égoïstes intéressés » aux yeux de l'ouvrier « vieux ». En revanche, se montrant « désintéressée » et n'attendant pas explicitement de contrepartie matérielle en tout restant fermement fidèle aux valeurs méritocratiques, la haute bureaucratie militaire et civile apparaît-elle ainsi comme seule dynamique existante

dans la société ayant des mêmes ambitions idéales que les syndicats ouvriers du secteur public.

La raison de cette coalition tacite entre la haute bureaucratie de l'État et les travailleurs du secteur public s'appuie aussi sur un manque de foi envers le combat syndical des ouvriers du secteur privé : *« Je ne pense pas que les ouvriers du secteur privé d'aujourd'hui puissent créer un nouveau mouvement ouvrier fort, dit Kemal et continue, parce qu'ils sont démunis de la sécurité de travail. Lorsque le patron décide de les licencier, ils n'ont guère d'appui réel, sinon juridique, pour lui résister. Dans ce cas-là, l'ouvrier du secteur privé a toujours le souci de ne pas perdre son poste actuel quoi qu'il en soit les conditions de travail. Donc, il n'est pas envisageable d'attendre d'eux la mise sur pied d'un mouvement ouvrier inédit ».*

Il faut préciser que ce manque de foi provient, d'une part, d'une évidence historique que la dynamo du mouvement ouvrier en Turquie était toujours l'ouvrier du secteur public, et d'une évidence conjoncturelle que la flexibilisation des relations de travail depuis trente dernières années rend la condition ouvrière de plus en plus fragile dans le secteur privé, d'autre part. Mais ce qui nous importe le plus à l'égard de notre investigation, c'est qu'il existe une forte conviction chez les ouvriers "vieux" en Turquie qu'un mouvement ouvrier efficace ne peut se développer que sous le patronage de l'État-arbitre.

En effet, l'effet corrosif de la globalisation néolibérale sur l'Etat-nation qui, selon la conviction générale, assumait jusqu'alors le rôle d'arbitre dans les relations professionnelles pousse inévitablement le mouvement syndical, largement établi en Turquie dans le secteur public, à se positionner au sein du camp « anti-libéral » dont les revendications principales se dressent dans une idéologie nationaliste.

c) Du discours keynésien à l'État-nationisme mélancolique

C'est particulièrement après 1944 où John Maynard Keynes présenta sa fameuse conférence de Bretton Woods, la défense du « corporatisme tripartite » était devenu le discours hégémonique autant au sein des cercles universitaires que des milieux syndicaux.

Les aspects principaux de cet « âge d'or » du corporatisme tripartite, en ce qui concerne notre propos, étaient, d'une part, la transformation keynésienne des relations de marché de l'emploi et celles de marché des biens et des services, et la réorganisation de la production sur les principes tayloristes, d'autre part.

Adoptées, d'une manière ou d'autre par des pays occidentaux, les politiques keynésiennes permettaient de mettre en œuvre une variété des dispositifs en ce qui concerne la gestion de la demande économique : ou, directement, à travers les dépenses d'infrastructure, de défense, de services publics, ou bien indirectement, à travers la redistribution des revenus par le biais de l'imposition, de la gestion des taux d'intérêt et de l'emploi massif dans le secteur public.

Quant aux pays dits « sous-développés », la mise en place des politiques keynésienne se traduisait, comme on le sait, par un modèle dit « industrialisation par la substitution d'importations » (ISI). Quels que soient les distinctions entre les keynésianismes des pays industrialisés et les modèles de l'ISI des pays « sous-développés », toutes ces pratiques feraient quand même à quelques points de repère commun qui étaient le développement économique conçu sur la base de l'État-nation et l'organisation des relations professionnelles en présence des syndicats relativement fort.

C'est en raison de ce parallélisme qu'il apparaît peu de différence aux yeux des ouvriers «vieux» entre la défense de la condition ouvrière du corporatisme tripartite -et de son syndicalisme à la keynésien- postulant la présence d'un État-arbitre et la défense de

l'État-nation dont les piliers étaient de plus en plus corrodés par l'effet du néolibéralisme et de la globalisation. Autrement dit, on peut parler d'une large intersection commune entre les arguments « nationalistes » ou « état-nationiste » et les repères revendicatifs « à la keynésien » avancés par les ouvriers "vieux".

Selon Rafet, mineur dans les puits de Kozlu, les raisons de la propagation du discours nationaliste au sein des ouvriers "vieux" étaient comme la suivante : « *Pendant la période de la grève des mineurs, Ishak Alaton³⁰⁵, ambitieux défenseur en faveur de la fermeture des mines, nous avait proposé que, tout en continuant à toucher nos salaires, nous élevions le saumon ou que nous nous chômons justement au lieu d'insister sur la continuation de la production dans les mines. Qui est Alaton ? Il vendait les systèmes de chauffage dans le marché domestique et il cherchait à l'époque à importer le charbon de l'Afrique. Dans les circonstances normales, l'importation de l'énergie à bon marché ne pose sans doute pas de problème. Mais que tu feras pendant les temps de crise ? Par exemple, on peut se rappeler la crise de gaz naturel que nous avons récemment vécu. Rappeler-vous le panique éprouvé par la Turquie quand l'Iran et la Russie ont temporairement interrompu le transfère du gaz. Si une guerre éclate un jour, comment la Turquie recevra-t-elle l'énergie dont elle a besoin ? Comment ce pays se débrouillera dans ce cas-là, s'il vend ou s'il ferme tous ses houillers ? (...) Je peux vous donner un exemple qui montre clairement les effets de la privatisation. Ça fait à peu près trois ou quatre ans, je suis allé à Cide³⁰⁶. On m'a raconté qu'il y avait une entreprise publique de panneaux de particules de bois. Juste avant l'adjudication, le candidat entrepreneur promet à la population locale que l'entreprise embauchera les enfants de la ville même après la privatisation et c'est ainsi qu'il bénéficie du crédit dont il a besoin pour l'achat*

³⁰⁵ Ishak Alaton (né le 2 novembre 1927) est un homme d'affaires juif turc et le partenaire fondateur du groupe d'Alarko qui, ce dernier, fait partie de cette dizaine de conglomérats familiaux, parfois implantés dans trente métiers différents (ciment, assurance, agroalimentaire, automobile, banques, énergie, BTP, équipements électriques) formant depuis un demi-siècle l'ossature de l'économie turque à l'abri d'un protectionnisme un peu lénifiant.

³⁰⁶ Cide est une ville et un district de la province de Kastamonu situé dans la région de Mer Noire en Turquie.

et qu'il remporte l'adjudication. Mais après avoir exploité l'entreprise concernée tout au long de deux ans, il l'a soudainement fermé sous le motif de faillite et il l'a vendu à une autre société ayant dans la recherche d'investir dans la région pour réaliser les projets touristiques. Quand j'étais là, il y avait déjà une installation touristique privée à la place de l'usine privatisée. Comme cet exemple le montre, la privatisation n'est pas d'autre chose que le pillage des richesses nationales. C'est pourquoi, cela devient une question de patrie. Il est évident qu'après la privatisation et la fermeture des entreprises publiques, il est désormais impossible de les rouvrir. En ce qui concerne le secteur d'énergie la question est plus vitale. Si les pays producteurs de l'énergie cessent à l'avenir de vendre leurs ressources, qu'est-ce que tu feras alors ? Aujourd'hui les gouvernements vendent les entreprises publiques en vue d'obtenir la liquidité pour rembourser les dettes du pays. Mais qu'est-ce que tu feras quand il ne te reste plus rien à vendre ? La conséquence inévitable de ce processus est la transformation du pays de plus en plus dépendant. »

Un autre ouvrier de mine, Ali explique la correspondance entre les émotions nationalistes et les revendications ouvrières, à son tour, de la sorte : *« Dans ce pays, le système dit l'économie libérale ou l'économie de marché libre est de plus en plus implanté surtout en fonction des privatisations. (...) La vente des terres et des entreprises aux étrangers a engendré l'idée que le contrôle de la production serait désormais entre les mains des autres États et des autres nations. Car l'ouvrier pense qu'au fur et à mesure que l'étranger décide d'interrompre la production, il perdrait son poste et son gagne-pain. Cette manière de penser n'est sans doute pas tout à fait sans fondement. Ce pays a été créé par nos ancêtres. Nous avons dirigé nous-mêmes ce pays jusqu'aux années 1980. Mais après cette date, avec l'implantation des règles du marché libre le cours des choses est entièrement changé. (...) Il y a aussi une autre dimension importante. Quand nous examinons les pays développés qui nous préconisent sans arrêt la privatisation, nous voyons que dans leurs économies nationales les taux du secteur public ne soient jamais*

moins de 40 %. (...) En revanche, chez nous, le taux du secteur public a chuté aujourd'hui, malheureusement, à moins de 20 %. »

La solution proposée par Kemal pour qui la production minière représente une importance cruciale pour la patrie est comme la suivante : *« La Turquie est l'un de quelques pays ayant des riches réservoirs miniers. Mais il est évident que nous n'en profitons pas assez. C'est pourquoi nous importons actuellement du gaz naturel, du pétrole, etc. D'ailleurs, nous aussi, nous avons du pétrole sous nos pieds. Mais nous n'en extrayons pas. En ce cas-là, nous, en tant que les gens de gauche et de droite, tous nous devons mettre à l'ordre du jour la notion d'État-nationisme (Ulusalcilik). Il nous faut de mobiliser toutes les ressources du pays pour que nous puissions repousser les monopoles énergétiques étrangères. En 1995, quand nous étions en grève lors du mandat du gouvernement de Tansu Çiller, une société américaine avait acheté les houillères de charbon en Russie bien qu'il fallait y faire un grand investissement. En revanche, à l'époque, le gouvernement de Çiller menait une politique pour la fermeture des houillères en Turquie. Pourquoi ? Parce que ce gouvernement voulait que nous achetions du charbon de la société américaine en Russie. C'était la trahison ça. C'est pourquoi il nous faut un programme national à la lumière duquel ce pays doit être restructuré ».*

Quand je lui demande la raison pour laquelle la majorité de la population dont la plupart est composée de travailleurs et de travailleuses vote pour les partis politiques, pour ainsi dire, « privatisationnistes » en Turquie, Kemal me répond comme la suivante : *« Ces gens sont privés même de la confiance en soi. Ils sont totalement ignorants. Il faut qu'ils en soient éclairés. Il faut qu'ils soient éduqués. Sinon ils continueront à manger la soupe que leur est offerte. En plus, à l'heure actuelle, ils oublient immédiatement ceux qu'il leur arrive. En ce qui concerne l'état-nationisme, rien ne fait normalement obstacle pour qu'ils l'adoptent. Mais ils doivent d'abord se renseigner. (...) Moi, personnellement, je ne suis pas contre le capital national, ni non plus contre les entrepreneurs qui investissent avec huile de coude, mais contre ceux qui vivent de l'État. »*

Ces énoncés, cités ci-dessus, des mineurs interviewés fait penser à première vue qu'ils adoptent une attitude, avec la conceptualisation des politologues, plutôt « sociotropique »³⁰⁷ qu'« égocentrique » -ou qu'« égotropique »-. Car, tous les arguments proposés par les ouvriers s'appuient apparemment plutôt sur les « ambitions collectives » que sur les « intérêts personnels » : le bien-être de la nation et celui de l'ensemble des ouvriers, la continuité du développement national, la mise un terme à la dépendance de la nation vis-à-vis les puissances étrangères, la défense de l'état-nationisme, etc. Par ailleurs, ce même discours considère l'attitude égoïste et individualiste actuellement en vigueur des autres – c.-à-d. de la majorité de la population — comme résultat du maintien du peuple dans l'ignorance par les dominants.

Une telle méfiance se manifeste aussi dans les jugements de ces mêmes ouvriers envers les revendications identitaires, particulièrement celles du mouvement kurde. « *La Turquie n'a pas de temps à perdre avec les questions du passé, telles que la question kurde ou la question arménienne, dit Kemal et ajoute, il faut remarquer que la Turquie est en train de s'épuiser. Ça suffit ! Qu'ils laissent tomber de s'occuper de ces sujets ! La Turquie doit dépenser son énergie désormais pour améliorer son industrie, plus particulièrement son industrie de défense. Qu'ils arrêtent d'intervenir aux affaires intérieures de la Turquie ! Qu'ils ne fassent pas ça ! Il n'y a pas de question arménienne dans ce pays, ni non plus de question kurde. Je n'accepte pas celles-là. Dommage... C'est vraiment dommage. Je suis le citoyen de la République de Turquie comme tout ceux qui y vivent. Nos citoyens d'origine kurde font toujours la même erreur. »*

L'ennui de Rafet vis-à-vis les revendications du mouvement kurde n'est pas la moindre : « *Chacun peut avoir un point de vue politique différent. Par exemple, l'un peut défendre*

³⁰⁷ L'attitude « sociotropique », notion élaborée originellement en 1977 par Paul Everett Meehl, renvoie au jugement politique argumenté en partant des intérêts de l'ensemble de la société tandis que l'attitude « égotropique » se repose principalement sur le jugement provenant du vécu personnel. Pour la notion « attitude sociotropique » Voir MEEHL P. E. The Selfish Voter Paradox and the Thrown-Away Vote Argument. *American Political Science Review*, Vol. 71, n° 1, 1977, p. 11-30.

le fascisme, l'autre le communisme comme le meilleur système politique pour la Turquie. Ici, il s'agit de la conduite de la Turquie et des positions politiques concurrentes. Si quelqu'un est de droite, il ne qualifie généralement pas de traîtres les gens de gauche. Mais quand un kurde vient d'annoncer qu'il veut fonder un État indépendant à part, c'est une question de patrie. Cela n'a rien à voir avec les querelles politiques. Donc, en tant que patriotes de gauche et de droite, il nous faut lutter ensemble contre les revendications diviseur. »

Quand on considère l'ensemble de l'échantillon, on peut constater qu'il s'agit d'une corrélation qui ne peut pas être ignorée entre l'ancienneté de l'ouvrier dans l'entreprise et la réponse positive à la question « *Appréciez-vous les slogans d'anti-privatisation tels que 'on n'a ni la terre nationale à céder, ni l'usine à vendre' ou 'cette usine est la patrie, la patrie n'est pas à vendre' »*. Autrement dit, plus augmente la variable d'ancienneté de l'ouvrier, plus augmente le nombre des ouvriers qui cochent l'expression d'« *Un point de vue nationaliste est indispensable pour résister aux privatisations puisque ce sont les mêmes puissances impérialistes qui envisagent de privatiser les entreprises publiques et de diviser le pays selon les identités ethniques et religieuses »*. (Voir Graphique VIII)

En effet, pour l'ouvrier « vieux » qui avait vécu son expérience ouvrière dans une entreprise publique en étant membre d'un syndicat musclé dont les activités étaient sous la protection et à la fois sous le contrôle de l'État, la transformation néolibérale et la nouvelle organisation globale de l'économie signifient pour lui toujours les facteurs qui érodent sa condition ouvrière. Parce que cet ouvrier, dont la logique d'action est plutôt « logocentrique », sait très bien qu'au fur et à mesure que l'État-nation et sa structure corporatiste tripartite, en vigueur du moins depuis les années 1960 en Turquie, sont graduellement minés par les dynamiques de la globalisation néolibérale et perdra définitivement les avantages que lui procurait la condition ouvrière qu'il connaît d'expérience.

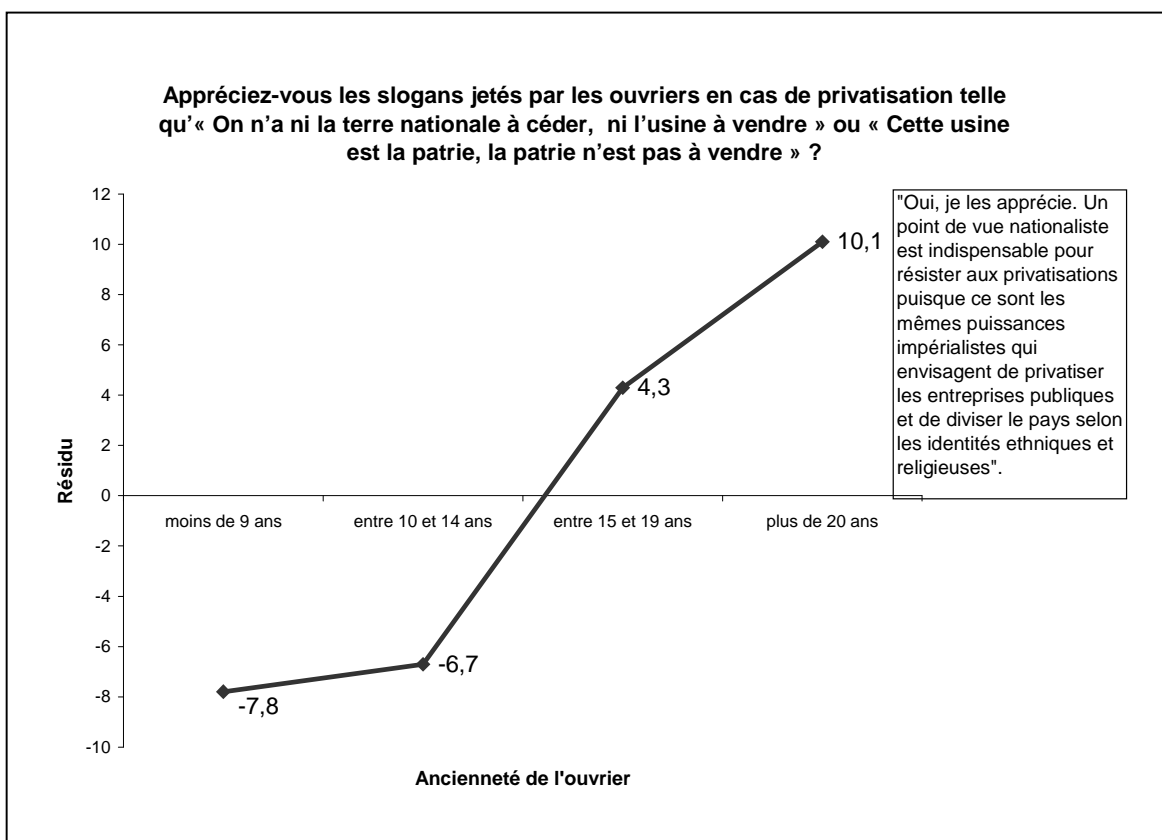


Figure VIII : Etat-nationalisme et ancienneté de l'ouvrier

Donc, le fait que le discours « sociotropique » l'emporte sur le discours « égotropique » chez l'ouvrier « vieux » concerne tant la décalage entre sa propre « logique d'action » logocentrique et celle pragmatique de l'ouvrier nouveau que la vigueur du changement qu'il témoigne pendant sa récente expérience individuelle dans la société et dans le lieu de travail. En d'autres termes, son engagement dans un discours nationaliste et collectiviste résulte apparemment de son désir de « persévérance dans son être », qui rapproche de plus en plus ce groupe d'ouvrier déçu des autres forces de statu quo de l'État-nation, subissant en commun les attaques permanentes des dynamiques de globalisation. C'est pourquoi il ne sera pas faux de lui qualifier d'*Ouvrier de l'État-*

nation pour qui il est désormais impossible de distinguer l'idée « la patrie qui-est-en-danger » de l'idée « le bien-être ouvrier en déclin ».

Enfin, si nous acceptons pour base la constatation de Lipovetsky selon qui la fidélité au modèle « colbertiste-jacobin-interventionniste » est l'un des caractéristiques des citoyens de l'Hexagone, l'*ouvrier de l'État-nation* en Turquie représente d'une certaine mesure l'ouvrier « à la française » qui essaie parfois désespérément de tenir bon non seulement contre le déclin de l'interventionnisme économique et du corporatisme tripartite, mais aussi contre la pragmatisme –et l'américanisation- de la société. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que cet idéal-type ouvrier –et son organisation syndicale- se positionna aux côtés des « héros » contre les « marchands » pendant leur affrontement dont le résultat déterminera, du moins pour un délai délimité, laquelle mènera la Turquie : les « passions » ou les « intérêts » ?

B) L'Espoir

Richard Rorty, l'un des représentants majeurs de la pensée pragmatique contemporaine, souligne qu'« *On peut dire du pragmatisme ce que Novalis disait du romantisme : qu'il est 'une apothéose du futur' »*³⁰⁸. Parce que « *le pragmatisme, dit Rorty, s'efforce de remplacer la connaissance par l'espoir* ».

La tendance du pragmatisme à substituer l'espoir à la connaissance n'était bien évidemment pas indépendante des circonstances sociohistoriques auxquelles elle est associée. On peut rappeler qu'au début du XX^e siècle, l'éclatement de la grande crise économique de 1929 fut la preuve, notamment parmi les intellectuels anglo-saxons, de l'insuffisance de la « main invisible » du marché à établir un « équilibre général ». C'est ainsi que le pragmatisme [philosophique] – et l'institutionnalisme [économique] — avait conjointement acquis pour la première fois une position relativement prédominante dans

³⁰⁸ RORTY R. *L'Espoir au lieu du savoir – Introduction au pragmatisme*. Paris : Editions Albin Michel, 1995, p. 23.

les sciences humaines, notamment aux États-Unis. Mais avant longtemps cette suprématie du pragmatisme fut mise à mal par la montée du keynésianisme pour qui la « Raison technique » ou une raison convenablement exercée permettrait de construire une civilisation meilleure et plus sensée. En effet, pendant « les trente glorieuses » le *logos* l'emportait précisément sur le *métis* aussi bien que la *connaissance* sur l'*espoir* tant dans la vie pratique qu'intellectuel.

Avec dorénavant le préfixe « néo », la réapparition de cette « ancienne » philosophie sur le devant de la scène devint possible suite au surgissement de certains syndromes de la crise du capitalisme néolibéral – ou bien les points noirs du néolibéralisme destructif et dérégulateur — au tournant des années 1990. Mais cette fois-ci le pragmatisme – et l'institutionnalisme – représentait une objection tout autant à son adversaire historique – c'est-à-dire contre la raison utilitariste du libéralisme néoclassique – qu'au keynésianisme et sa raison technique. C'est ainsi qu'à partir de la phase « roll-out » du néolibéralisme, « l'espoir » qui remet en cause à la fois la domination de « la raison » et celle de « l'intérêt », devint encore une fois l'impulsion hégémonique de toute sorte de pratiques, y compris les « pratiques théoriques ».

En refusant de subordonner la morale à des principes et à des règles, le pragmatisme plein d'espoir a privilégié le futur en tant que « *cadre de sélection et de motivation des choix devant lesquels nous place le présent* »³⁰⁹. Parce que le rapport au temps est conçu par le pragmatisme comme « *une possibilité d'accomplissement embrassant un nombre étendu de possibilités en sommeil, sur un mode qui est essentiellement celui d'une construction ou d'une invention* »³¹⁰.

Mais l'espoir conçu par le pragmatisme comme impulsion d'agir enclin à « la construction sociale de la réalité » est limité par un autre affect intrinsèque à sa propre

³⁰⁹ COMETTI J.-P. Le pluralisme pragmatiste et la question du relativisme. *Archives de Philosophie*, Vol. 61, n° 1, 2001, p. 32.

³¹⁰ *Ibidem*.

définition : « *Il n'y a pas d'Espoir sans Crainte*, disait Spinoza dans l'*Ethique*, ni de Crainte sans Espoir »³¹¹. Parce que pour le philosophe néerlandais, ces deux affects, l'espoir et la crainte, supposent que « *la conscience d'être confrontés à des puissances, à des hommes, et à des événements insondables, plus fort que la résistance qu'on saurait leur opposer* »³¹². C'est dans cet état d'affect que fut déclenchée la « période irréversible » de la globalisation et prit ainsi son élan la phase « roll-out » du néolibéralisme, et par conséquent la société de la post-guerre-froide a été conçue par les sociologues à la fois comme une « société de l'espoir » où l'individu est désormais intronisé faiseur de la société avec son libre-arbitre, délimité sans doute par son environnement social, et comme une « société du risque » où ce même individu était systématiquement menacé par la communauté ou par une foule d'agresseurs anonymes³¹³.

Pendant la réalisation des entretiens auprès des ouvriers « plein d'espoir », surtout à Isdemir, j'ai observé à plusieurs reprises la double facette de cet état d'affect contemporain.

a) L'Espoir comme impulsion d'agir pragmatique, mais restreinte par la Crainte

J'ai rencontré Metin, ouvrier d'Isdemir âgé de 47 ans, dans l'atelier où il travaille actuellement. Portant la barbe rasée selon la tradition islamique, Metin représentait en sa personne la plupart des caractéristiques de l'« ouvrier en plein d'espoir » ainsi que de l'ouvrier « en sécurité ».

Il se distinguait clairement par sa propre trajectoire de vie des ouvriers de son âge de la mine de Zonguldak ou de la pétrochimie d'Aliaga qui sont majoritairement fidèles à l'idéal méritocratique républicain sublimant l'éducation et se plaignant de n'avoir pas

³¹¹ SPINOZA, *op.cit.*, p. 211.

³¹² BODEI R. *Géométrie des passions – Peur, espoir, bonheur: de la philosophie à l'usage politique*. Paris : Presses universitaires de France, 1997, p. 20.

³¹³ PARETTI-WATEL P. *Sociologie du risque*. Paris : Armand Colin, 2000, p. 15.

trouvé l'occasion de suivre des études : *« Moi, j'étais diplômé de la faculté d'éducation. J'ai été nommé, deux ou trois fois, professeur au secondaire par le Ministère de l'éducation. Mais je n'ai pas voulu exercer ce métier que je n'aimais pas du tout. J'ai préféré travailler ici comme ouvrier ».*

Après être embauché à Isdemir, Metin s'était lancé, selon son expression, directement dans le combat syndical : *« J'ai commencé à travailler ici en 1976. À l'époque, il y avait des querelles très violentes parmi les syndicats concurrents. C'était avant le 12 septembre. Il y avait une polarisation idéologique dans le pays et cela traversait les scissions syndicales. Je me rappelle plusieurs bagarres sanglantes dont, moi aussi, j'étais partie prenante, entre les syndicats concurrents, tous ayant pour but de s'imposer dans l'entreprise ».*

Metin était alors membre du syndicat ÖZ Demir-Is qui fut l'un des composants de la tradition syndicale de type « islamique » dont les principes fondateurs avaient été formulés, à l'époque, par Necmettin Erbakan dans un état d'esprit, pour ainsi dire, morose et rétrograde. Mais, ni le syndicat d'Öz Demir-Is – affilié alors à la confédération « islamiste » de Hak-Is—, ni non plus le syndicat de Maden-Is – affilié à la confédération « de gauche » de DISK— n'avait pu obtenir la représentativité dans l'entreprise en face du syndicat autonome de Çelik-Is. Après avoir exercé de longues années un militantisme syndical en opposition, Metin adhère en 1989 au nouveau syndicat ÖZ Çelik-Is, fondé à la suite de la fusion d'Öz Demir-Is et de Çelik-Is.

En effet, il commence à militer au sein de cette nouvelle organisation ouvrière qui détenait la représentativité dans l'entreprise jusqu'à la date où nous nous rencontrons. Mais, malgré la position prééminente du syndicat Çelik-Is, dont il est actuellement membre, il se plaint quand même de l'indifférence de la majorité des ouvriers jeunes devant les questions syndicales : *« À vrai dire, le mouvement syndical n'est plus tel qu'il était pendant notre jeunesse. Il n'y a plus de solidarité entre les ouvriers. Par manque de*

solidarité, je veux dire qu'il n'y a plus de regroupements parmi les ouvriers qui soient capables de s'opposer à la direction actuelle du syndicat lorsque les circonstances l'exigent. Autrefois, tout le monde militait au sein des regroupements ouvriers construits selon le point de vue politique dont il se sentait proche. Les élections syndicales étaient très serrées. Les gens se préoccupaient des questions communes. Mais à l'heure actuelle, les élections syndicales sont désormais devenues une routine pour les ouvriers. Plusieurs d'entre eux ne savent même pas quel est le jour de l'élection jusqu'à ce qu'il vienne ».

Ces paroles de l'ouvrier interviewé ne contiennent, bien évidemment, aucun signe d'espoir envers un futur meilleur grâce aux luttes syndicales collectivement menées. Au contraire, il se plaint manifestement des postures « je-m'en-fichistes » de ses jeunes collègues. Mais, en fait, il attribue, lui aussi, peu de poids aux syndicats concernant l'amélioration du bien-être ouvrier : *« Aujourd'hui les combats parmi et dans les syndicats ont peu à voir avec les vraies questions du lieu de travail ou bien du secteur d'activité, mais plutôt avec les postures partisans. En tenant compte des contraintes économiques globales je pense aujourd'hui que quelque soit sa ligne, aucun syndicat ne peut changer grande chose au sort des ouvriers ».*

Son espoir se manifeste plutôt quand il parle de la situation de l'entreprise qui avait été cédée en 2002 à Erdemir dans l'objectif de privatiser d'un seul coup les deux installations sidérurgiques : *« Je dois tout d'abord dire que le sort d'Isdemir a positivement changé après 2002. Oui, il est évident que les travailleurs anciens ont subi une perte de revenu et notre salaire a diminué au niveau de l'an 2000. Mais le changement de statut de l'entreprise a fait du bien aux nouveaux ouvriers, plus particulièrement aux jeunes ouvriers qui travaillaient naguère pour Isdemir en sous-traitance. D'ailleurs, je peux dire que les ouvriers assument plus de responsabilités dans la production. Autrefois, il y avait des ouvriers qui touchaient des salaires même sans exécuter aucune tâche grâce à leurs relations positives avec l'administration. Il n'existe plus de pareils cas. Par ailleurs, on a investi beaucoup pour moderniser l'usine ce qui a donné lieu à*

l'augmentation de la capacité de production et à la diversification de la gamme de produits. (...) D'après moi, le futur d'Isdemir est très encourageant. Quand l'entreprise dépendait de l'État, nos salaires étaient plus satisfaisants tandis que la productivité d'Isdemir et sa contribution dans l'économie nationale étaient négligeables. Mais je pense que, à partir de maintenant, Isdemir contribuera plus à la production nationale et ses ouvriers seront plus à l'aise ».

Agé de 36 ans et électricien à Isdemir depuis 1990, Vahap, résume, à son tour, ce qu'il y a de positif à travailler actuellement à Isdemir : *« Depuis 2002, l'administration d'Isdemir poursuit une politique centrée tout d'abord sur ses employés. La philosophie de management d'Isdemir porte sur l'homme et son progrès. C'est pourquoi, la formation professionnelle des travailleurs occupe une place prioritaire aux yeux des cadres de l'entreprise. Quant aux relations parmi le personnel, je dois dire qu'elles sont très bonnes notamment depuis la privatisation. Avant la privatisation, les travailleurs étaient plus égoïstes et ne partageaient guère leurs amitiés, leurs connaissances, leurs expériences avec les autres, surtout avec les plus jeunes. Par exemple celui qui est plus ancien et expérimenté ne voulait pas enseigner ses connaissances à celui qui était nouveau. Mais maintenant ce n'est plus le cas. Il n'y a plus de hiérarchie parmi les ouvriers. A mon avis, les gens deviennent plus facilement amis et solidaires ».*

Les différences d'interprétation sont assez manifestes entre Metin et Vahap en ce qui concerne l'amitié et la solidarité dans l'entreprise. En fait, il faut tenir compte du fossé des générations entre ces deux ouvriers dont le premier est rentré 14 ans avant le second dans l'entreprise. Cette différence d'ancienneté devient plus signifiante quand on tient compte de la variété des expériences syndicales de ces deux ouvriers : car, la génération de Vahap n'a vécu ni les luttes revendicatives chargées des confrontations idéo-politiques du dernier quart des années 70 ni non plus la grève de 1989 -de 137 jours- menée par les ouvriers d'Isdemir. En fin de compte, la diminution proportionnelle des ouvriers « vieux » due à la privatisation donne lieu apparemment à la solitude des ceux-ci dans

l'entreprise tandis que les plus jeunes s'imposent de plus en plus dans les relations interpersonnelles.

Mais quand on revient sur la projection dans l'avenir, Vahap n'est pas moins optimiste que Metin : *« Je suis content de travailler à Isdemir. (...) Je me sens très avantagé quand je compare mes conditions de travail avec l'extérieur. D'autre part, je dois avouer que nos salaires ne sont pas assez satisfaisants. (...) Mais je suis dans l'attente de parvenir à un futur meilleur au sein d'Isdemir. Car, après la mise en activité des installations de fabrication du produit plat d'acier et après la mise en bourse des actions de l'entreprise, dont 11 % nous appartient, je crois parvenir à un niveau de vie meilleur. C'est ça que j'espère ».*

Mahmut, âgé de 40 ans et diplômé du lycée professionnel, appartient, comme Vahap, à la génération ouvrière, pour ainsi dire, post-90. Il raconte son processus d'embauche ainsi : *« J'ai été embauché là en 1990. Cette année-là, on a recruté à Isdemir 500 travailleurs, déjà diplômés des écoles d'artisanat. (...) Je dois dire que je suis entré dans cette entreprise avec des standards de travail relativement élevés. C'était juste après la grève de '89. Notre condition ouvrière était bonne jusqu'en 1994. Puis elle a commencé à se dégrader jour après jour. Mais malgré la tendance à la décadence, même aujourd'hui nous possédons encore une position privilégiée pour contexte turc ».*

Bien que son salaire ne soit plus aussi satisfaisant qu'il l'était entre 1990 et 1995, la raison pour laquelle Mahmut se considère, à l'instar de Vahap, comme bien loti en travaillant à Isdemir n'est pas très différent de celle de son collègue : *« Aujourd'hui, Isdemir, juste derrière Erdemir, est la seconde plus puissante entreprise sidérurgique de Turquie. L'usine qui produira la tôle dont la Turquie a besoin est Isdemir. Par la suite de l'achèvement des investissements, je pense que s'améliora de plus en plus la situation de cette entreprise. Erdemir répond actuellement à 20 % de la demande sidérurgique de la Turquie. Même après la mise en activité des nouvelles unités de production d'Isdemir, il*

est évident que nous ne pourrions pas répondre à la demande totale du pays. Mais la voie de cette entreprise est ouverte. Elle n'aura jamais de problème de marché. Ceux qui travaillent actuellement ici vivront peut-être quelques difficultés durant le processus de transformation en cours. Mais il est déjà apparu de nombreux indices comme quoi cette entreprise battra son plein dans les cinq ou dix ans à venir ».

Mais après avoir formulé ses projections d'avenir optimistes, Mahmut change soudainement de ton et commence à exprimer ses soucis : *« Il se trouve des cadres de qualité et d'expérience à la direction d'Isdemir. Je pense qu'ils vont normalement réussir. Mais vous savez, c'est la Turquie ! Personne ne sait exactement ce qui lui arrivera. La politique y exerce toujours une grande influence sur l'économie. Dès lors qu'éclate une crise politique, la crise économique lui succède. Il faut se rappeler le cas du 57^e gouvernement : une somme de 7 milliards de dollars s'est évaporée le jour où le gouvernement est tombé. Je pense que les groupes de rentiers et des puissances obscures jouent un rôle décisif à l'arrière-plan de tels événements ».*

Comme les paroles de Mahmut l'indiquent, l'ouvrier « plein d'espoir » n'a pas de problème avec l'administration de son lieu de travail qui lui promet une « meilleure condition ouvrière » au fur et à mesure que l'entreprise se modernise selon les exigences de l'économie globale. Il n'a pas non plus de problème avec le gouvernement actuellement au pouvoir – c'est-à-dire avec l'AKP — qui poursuit une ligne politique tout à fait conforme aux besoins et aux tendances du processus de globalisation. Mais il constate aussi qu'il existe des puissances « néfastes » dans le pays qui menace directement ses espoirs, plus précisément, qui sont potentiellement prêtes à faire tout pour diminuer la probabilité de la réalisation de ses espoirs.

Pour le dire plus précisément, à la différence de l'« ouvrier déçu » qui lutte en vue de sauvegarder ce qu'il possédait déjà, « l'ouvrier plein d'espoir » se mobilise plutôt pour sauvegarder son espoir, dont il n'est jamais sûr qu'il se réalise.

C'est dans cet état d'affect que ce dernier se positionne, derrière le discours du « changement » promettant de supprimer le statu quo qui l'excluait jusqu'alors de son destin. Mais cependant il n'hésite pas non plus à s'opposer, parfois violemment, contre qui lui paraît dangereux relativement à la réalisation de son espoir. Dans ce cas-là, de même que la source de son espoir ne s'appuie que sur les promesses virtuelles, la source de ses craintes repose, à son tour, sur une peur socialement construite mais parfois sans correspondre à une menace réelle et concrète.

C'est ainsi qu'apparaissent aux yeux de l'ouvrier « plein d'espoir », tout aussi menaçant les uns que les autres, une tentative de coup d'état militaire contre le gouvernement, une grève menée contre le patronat ou une mobilisation identitaire contre les lois « négationnistes » en vigueur du fait qu'ils perturbent le déroulement régulier des activités exécutives, etc. Quand on revient sur le plan individuel, on observe cette fois-ci que notre ouvrier fait face à une large gamme de crainte dont, peut-être le plus important, est lié à la perte de l'emploi.

Tous ces espoirs et toutes ces craintes font naître chez lui une logique d'action « soumise » aux rapports de force réelle tout en engendrant une posture politique métissée : il se montre (i) comme musulman démocrate contre le laïcisme jacobin ; (ii) comme nationaliste, et parfois raciste, contre les revendications identitaires du mouvement kurde ; (iii) comme libéral convaincu contre ceux qui s'opposent aux privatisations et à la mondialisation en proposant la défense des intérêts nationaux ; (iv) comme individualiste contre les projections sociétales collectivistes ; (v) comme étatiste contre les tenants des droits de l'homme et de la démocratie, etc. Évoquant un amalgame d'identités, les résultats idéologico-politiques relatifs à cet état d'affect méritent d'être considérés de plus près.

b) L'esprit de la « glocalisation » face aux actes « donquichottesques »

Dans une période qui est gouvernée par les imprévisibilités accompagnées d'une asymétrie de puissance entre les dominants et les dominés là où l'« art de se débrouiller » est clairement devenue la règle principale des conduites humaines, comme on l'a déjà souligné dans la première partie, les personnes ne s'intéressent plus à « *chercher d'où provient l'idée, mais où elle conduit* ». La question capitale est désormais pour la majorité d'eux de « *s'adapter à la réalité imprévisible du monde* ». Donc à la différence de l'attitude logocentrique de la période keynésienne et à la différence de la conduite s'inscrivant dans la logique du « choix rationnel » de la phase « roll-back » du néolibéralisme, les personnes physiques et morales contemporaines, conformément au fonctionnement de la phase « roll-out » du néolibéralisme, basent désormais leurs conduites sur *le savoir pratique, de l'urgence, construites « sur la route » ou « en action »*.

Lors de la réalisation des entretiens avec les ouvriers relativement nouveaux, j'ai trouvé de nombreux indices de l'argumentation pragmatique qui, d'une part, accepte la macro réalité comme donnée irréversible, et d'autre part, accentue sur l'importance d'agir de façon mieux adaptée à cette dernière, mais bien évidemment sans renoncer aux valeurs intrinsèques à la culture locale.

Par exemple, Mahmut, dont nous avons déjà fait la connaissance plus haut, soutient la ligne politique du syndicat Çelik-Is vis-à-vis les privatisations dans une telle logique : « *Notre syndicat a élaboré une politique qui lui est propre et l'a mis en œuvre avec résolution. Nous pouvions bien sûr nous opposer de front aux privatisations. Nous pouvions bien sûr déclencher une mobilisation sociale contre la privatisation dans une ambiance tendue et grand-guignolesque au prix d'affrontement avec la police et la gendarmerie. Mais tout cela ne nous apporterait, bien évidemment, rien. Les deux objectifs clés pour nous étaient la continuité de la production et la permanence de*

l'activité syndicale dans l'entreprise. Nous avons constaté une expérience de privatisation à Petrol Ofisi, à douze kilomètres d'ici. Là-bas, le syndicat représentatif a insisté sur les slogans tels que « Nous ne le laisserons pas privatiser Petrol Ofisi! », « Nous ne le laisserons pas détruire », etc. Oui, cette ligne de combat a entraîné une unité d'action pour une durée déterminée, mais bon, à la fin du processus, les employés n'ont gagné presque rien. Au contraire, une centaine de travailleurs ont été mis à la porte juste après la privatisation. Comme cet exemple le montre, il faut parfois renoncer à certaines choses. Nous, nous sommes intervenus ici sur le processus de privatisation en espérant une conséquence un minimum de pertes. Car les privatisations font partie aujourd'hui des programmes électoraux de tous les partis politiques. Ainsi, si le gouvernement AKP avait été remplacé par un autre gouvernement, ce nouveau gouvernement aurait continué, lui aussi, les privatisations. Il n'est pas possible aujourd'hui, pour n'importe quel gouvernement, d'échapper aux privatisations. C'est la règle du monde qui se globalise de plus en plus : L'État rapetissera, il cédera ses tâches productives au secteur privé et il ne s'occupera que de ses tâches sociales. Nous savons que la logique de management du secteur privé est totalement différente de celle de l'État. Quand cette entreprise a été mise en activité pour la première fois, le chiffre du personnel était de 24 000. Mais avant la privatisation c'était une entreprise en déficit. Maintenant, ce chiffre est réduit à 6 000. En revanche, l'entreprise n'enregistre plus de pertes comme c'était le cas avant la privatisation. Il est évident qu'il faut débarrasser les entreprises mal gérées de la tutelle de l'État ».

Toutes les expressions ci-dessus font penser que derrière l'espoir de l'ouvrier interviewé se trouve, d'une part, la capacité d'adaptation de son entreprise aux dynamiques de globalisation, qui sont considérés par lui-même comme irréversibles, et, d'autre part, la capacité d'adaptation de son syndicat aux nouvelles règles des relations professionnelles refaçonnées selon les exigences de la globalisatio,.

S'inscrivant dans la même lignée que Mahmut, le point de vue d'Ali Cengiz Gul, le président de la branche locale d'Iskenderun du syndicat ouvrier sidérurgique de Çelik-Is, essaie, à son tour, de formuler un syndicalisme qui soit favorable au rendement, à la réduction du taux de démission, à l'investissement et à la croissance. Après avoir objecté l'identification du renforcement du secteur public à la progression du syndicalisme, il ajoute ainsi : *« N'y a-t-il pas des syndicats dans les sociétés privées ? S'il y en a sans doute ! A part pas dans les micro-entreprises, les syndicats peuvent remplir leurs fonctions dans le secteur privé. Il n'y a pas une règle qui interdit le syndicalisme dans le secteur privé. Toutes les grandes confédérations ouvrières s'y organisent, y compris notre syndicat. Oui, là-bas, il ne faut pas attendre que soit très élevé le niveau de couverture des contrats collectifs. Mais la présence des syndicats est quand même très importante dans les sociétés privées autant pour les travailleurs que pour les entrepreneurs. Parce que les syndicats sont des organisations qui facilitent en même temps le processus de management. Grâce aux syndicats, les patrons peuvent réduire le temps de résolution des problèmes concernant les relations professionnelles. Plus précisément, au lieu de s'occuper séparément et à part de tous leurs employés, ils ne négocient qu'avec le représentant de tous les employés. Ce n'est pas plus productif, non ? Même dans une entreprise de 100 employés, la présence du syndicat diminuera le poids des tâches du patron. Si les employés assument plus de responsabilités, la productivité n'augmentera pas davantage, non ? D'après moi, il faut désormais laisser en arrière l'idée démodée qui identifie la privatisation et la désyndicalisation. Je le répète, aujourd'hui même dans de plus petites entreprises, la voie du syndicalisme est ouverte. Mais la clé de l'implantation syndicale dans de telles entreprises, c'est le dialogue. [...] Un syndicalisme rejetant tout dialogue avec l'entrepreneur, à mon avis, ne peut en aucun cas sauvegarder les droits des ouvriers ».*

Après avoir abordé les paroles d'Ali Cengiz Gul, on peut rajouter encore quelques traits propres à la conduite pragmatique : (a) étant donné que les privatisations sont la

règle de l'économie mondiale en vigueur, en vue de l'implantation syndicale, il faut dorénavant donner la priorité au secteur privé qui est largement composé de PME ; (b) puisque les petites et moyennes entreprises locales sont très fragiles face à la concurrence globale, il ne faut pas s'attendre à y trouver des contrats collectifs de très haut niveau ; et enfin (c) pour persuader un patron de PME de la nécessité de la présence syndicale dans l'entreprise, il faut se servir d'une méthode privilégiant « le dialogue » et redéfinir les fonctions du syndicat pour qu'il puisse jouer dans l'entreprise un rôle attendu de « partenaire social ».

En ce qui concerne notre investigation, il n'est pas question d'interroger la pertinence de cette stratégie syndicale en vue d'améliorer la condition ouvrière³¹⁴, mais plutôt de donner une grille de lecture du discours hégémonique de l'ouvrier « plein d'espoir » contemporain. Donc, pour avancer dans l'étude du discours des ouvriers il sera plus pertinent d'inclure dans le processus de réflexion les résultats des questionnaires effectués lors de l'enquête.

Tout d'abord, on peut regarder de plus près l'ouvrier en plein d'espoir dans son rapport au syndicalisme. Parmi les ouvriers interrogés ceux qui cochent « *Les droits syndicaux pourraient être gagnés non pas à force de lutte et des manifestations, mais à travers la négociation et le dialogue* », seuls 48,2 % (avec un effectif observé inférieur de 5,2 points par rapport à l'effectif attendu) donnent une réponse positive à la question « vrai ou non » concernant l'énoncé « *Le pouvoir des ouvriers sur la production devrait être augmenté* ». En revanche, 88,4 % des enquêtés qui sont encore favorables à l'augmentation du

³¹⁴ Dans la partie précédente, quand nous abordons les premiers contrats de travail de deux entreprises (Erdemir-Isdemir et Pektim) signés postérieurement aux privatisations, nous avons vu que la méthode de « dialogue » et la conduite de « partenariat social » n'entraînent pas toujours un contrat de collectif de travail de haut niveau. En fait, il y a une large littérature en la matière qui attire l'attention sur les inconvénients des stratégies pragmatiques de type « partenariat social » pendant la mise en œuvre des négociations collectives. Voir KELLY J. Social Partnership Agreements in Britain: Labor Cooperation and Compliance. *Industrial Relations*, 2004, Vol. 43, n° 1, p. 267–292.; BACON N., BLYTON P. Trade union responses to workplace restructuring: exploring union orientations and actions. *Work Employment Society*, 2004, Vol. 18, p. 749-773; FROST A. C. Reconceptualizing Local Union Responses to Workplace Restructuring in North America. *British Journal of Industrial Relations*, 2001, Vol. 39, n° 4, p. 539 – 564.

pouvoir sur la production des ouvriers ne croit pas, à son tour, à la résolution des problèmes professionnels par la méthode du dialogue avec les entrepreneurs.

Une corrélation parallèle apparaît quand on tient compte du point de vue des ouvriers envers leurs supérieurs hiérarchiques. Seulement 32,7 % - avec un effectif observé inférieur de 9,9 points à celui attendu - des enquêtés privilégiant le « dialogue » pendant les relations professionnelles se plaignent de l'incompétence de leurs supérieurs. En fin de compte, il est évident que pour cet idéal-type ouvrier, plus il est plein d'espoir et moins il remet en cause sa position dans la hiérarchie administrative de son entreprise.

D'une autre part, on peut observer une volonté évidente chez cette même catégorie ouvrière des années post-90 de garder une distance précise à l'égard de la tradition syndicale « combative » qui précède leur propre syndicalisme basé désormais essentiellement sur la coopération avec les employeurs. Or, 61,7 % des ouvriers favorisant le dialogue dans les relations professionnelles n'adoptent pas l'idée que *la situation socioéconomique des ouvriers d'antan était plus avantageuse parce qu'ils s'inscrivaient dans une logique d'action plus combative* ; tandis que les 83,9 % des enquêtés, appréciant toujours la tradition combative du mouvement ouvrier de jadis, ne partagent pas un tel optimisme concernant la méthode du « dialogue ».

Vu les résultats du questionnaire cités ci-dessus, il apparaît une grande distance à l'égard de la perspective syndicale entre les deux générations ouvrières dont l'expérience ouvrière et la perception du fonctionnement des relations professionnelles sont assez distinctes l'une de l'autre.

Une autre différence qui va dans le même sens entre les deux générations peut être perçue lors de la comparaison de leur appréciation concernant la perception de la solidarité et de l'individualisme. Parmi les ouvriers « de dialogue » ceux qui pensent que « chacun est l'architecte de sa propre destinée » représentent un taux de 48,8 % et un effectif observé

supérieur de 14,1 points par rapport à l'effectif attendu. Par ailleurs, 68,2 % des ouvriers « individualistes » se positionne en faveur du « dialogue » pour résoudre les problèmes professionnels.

En parallèle, ces derniers se distinguent de la génération qui les précède également quand ils expriment leurs points de vue sur le facteur influant le plus sur la réussite de la personne dans la vie. Selon les résultats de l'enquête, il y a une corrélation positive entre ceux qui privilégient « l'effort personnel » - avec un effectif observé supérieur de 4,2 points par rapport à l'effectif attendu- avec « la grâce de Dieu » - ayant un effectif observé également supérieur de 3,8 points par rapport à celui d'attendu dans l'échantillon - et ceux qui avancent « la négociation » et « le dialogue » pendant le règlement des querelles liées aux relations professionnelles.

Une corrélation asymétriquement positive se voit entre les ouvriers enclins aux méthodes combatives pendant la résolution des problèmes de travail et ceux qui considèrent toujours « l'existence de l'égalité des chances dans la société » comme le plus important facteur de la réussite de chaque personne dans la vie. (Voir Graphique IX). Pour mieux préciser, l'ouvrier « de dialogue » pense également qu'avant tout, l'effort personnel et après, la grâce de Dieu sont des facteurs décisifs pour que la personne puisse atteindre la position méritée dans la société, tandis que l'ouvrier « de combat » accentue en la matière sur la nécessité de « l'existence de l'égalité des chances ».

Cette différenciation correspond bien évidemment à une grande distance entre les deux catégories ouvrières en termes de système de valeurs concernant le mérite et la logique d'action aussi bien que l'estime des autres, comme on le verra plus bas.

En répondant à la question « Vrai ou Faux » pour l'énoncé « *L'une des raisons les plus importantes du sous-développement de notre pays, c'est le fait que nos gens ne sont pas assez durs à la tâche* », 84,3 % des ouvriers « de dialogue » - avec un effectif observé

supérieur de 11,1 points par rapport à celui d'attendu - exprime qu'il en est tout à fait d'accord, tandis que 67,2 % des ouvriers de « combat » cochent la case « faux ». En d'autres termes, l'ouvrier « de combat », bien évidemment déçu face au déroulement actuel des choses, est enclin à percevoir le « sous-développement » du pays comme résultante de facteurs externes censés être transcendants aux individus tels que l'ordre économique-politique en place, en revanche, l'ouvrier « de dialogue » plein d'espoir, se montre moins hésitant à accuser ses collègues et ses concitoyens de ne pas être « assez durs à la tâche ».

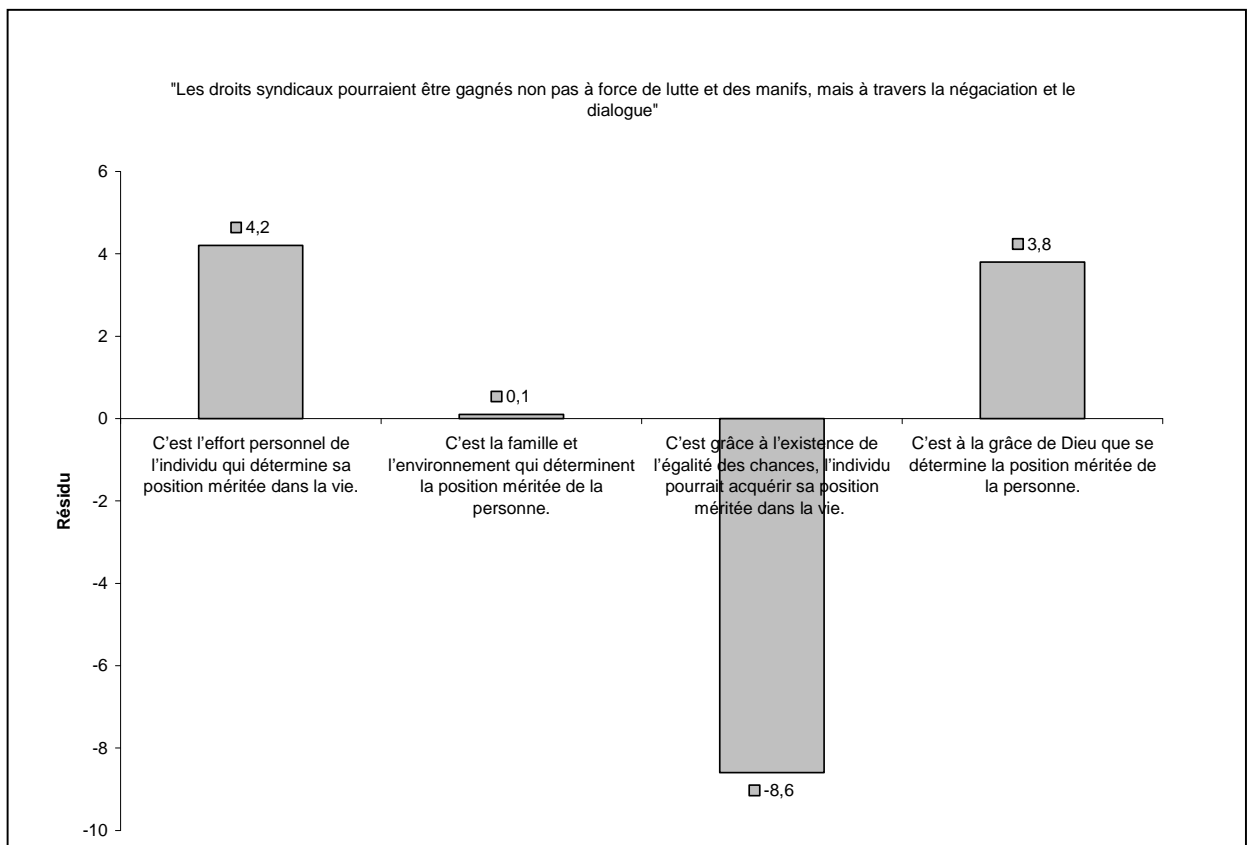


Figure IX : « Ouvrier de dialogue » et le facteur de la réussite individuelle dans la vie

D'ailleurs, pour l'ouvrier « de dialogue » plein d'espoir, les gens qui ne sont pas assez durs à la tâche -et par conséquent qui ralentissent le développement du pays - se concentrent plutôt dans les entreprises publiques. C'est pourquoi, à la différence de l'ouvrier déçu « de combat », il ne s'oppose pas de front aux privatisations. Pendant la réalisation des entretiens, j'ai écouté, surtout à TTK et à Isdemir, de nombreuses paroles de reproche adressées à ceux qui sont actuellement rémunérés – ou bien à ceux qui avaient été auparavant rémunérés — au sein d'entreprises publiques sans rien faire concrètement.

L'apparition de telles réflexions avait été généralement considérée dans des milieux syndicaux comme la conséquence des efforts idéologiques des tenants du néolibéralisme pour légitimer les privatisations auprès de l'opinion publique. Alors qu'il est vrai à un certain degré, cet argument a quand même quelques faiblesses qui le rendent insuffisant pour expliquer l'engagement de la majorité de la population – y compris la majorité des ouvriers relativement précaires des années post-90- dans le camp « privatisationniste », ou bien du moins l'indifférence de ces derniers vis-à-vis des revendications des « antiprivatisationnistes ».

En fait, comme on l'a déjà souligné, les entreprises publiques et le corporatisme inégalitaire de la période de l'ISI propre à la Turquie n'assuraient guère d'intégrer la majorité de la population en son sein. Par ailleurs, il y avait dans les entreprises publiques de nombreux employés appelés dans la langue quotidienne « *travailleur du distributeur automatique de billets* », désignant ainsi les personnes embauchés dans le secteur public par le biais des réseaux clientélistes et rémunérés sans exécuter aucune tâche réelle, même parfois sans fréquenter le lieu de travail. De plus, plusieurs cas ont démontré que les entreprises publiques sont bel et bien devenues les « prébendes » des élites politiques et administratives. À ce point, on peut évoquer l'énoncé défaitiste du jeune ouvrier de la mine qui résume en quelques mots le dilemme principal auquel la majorité des ouvriers fait actuellement face : « *Parfois nous souhaitons que cette entreprise soit privatisée pour*

que cessent les actes de fraude et de corruption. Mais d'autre part, nous tenons compte aussi de la précarité à laquelle nous ferons probablement face après la privatisation ».

La logique de l'action pragmatique donne apparemment l'une des clés de l'élimination du dilemme, dont se plaint le jeune ouvrier défaitiste de la mine. C'est ainsi que s'implante une prédilection pour l'adaptation au déroulement des faits et pour la défense de son propre intérêt autant qu'il est possible dans les nouvelles circonstances. Autrement dit, ni l'objection à la présence des travailleurs dits « du distributeur automatique de billets » embauchés dans le secteur public, ni non plus la tendance de certains ouvriers et de certains syndicalistes à culpabiliser ces derniers ne peut être perçue seulement comme l'effet de l'hégémonie idéologique du néolibéralisme. Car aucune idée ou aucun discours idéologique n'est capable d'exister dans la société sans correspondre aux besoins ou aux souffrances concrètes de telle ou telle couche sociale. De plus, quand il s'agit de sociétés ayant des régimes politiques plus ou moins démocratiques, la survie de tel ou tel discours idéologique dépend de l'appui d'une proportion significative de la population dont les intérêts matériels correspondent plus ou moins avec la transformation promise par ce même discours.

À partir d'une telle perception, on peut avancer que ceux qui étaient exclus du corps social, structuré jadis à la fois selon les besoins de l'ISI et aussi selon les tendances de l'idéal méritocratique républicain, n'hésitent guère à s'engager dans le nouveau discours de « changement institutionnel » du néolibéralisme glocaliste qui leur promet la construction d'un monde nouveau, désormais accessible, en s'appuyant sur les principes d'individualisme et sur les dynamiques de globalisation, mais à la fois en ré-encadrant l'économie dans l'ensemble des relations qui tissent la société. D'où il n'est pas surprenant de constater que les ouvriers les plus ouverts à s'engager dans le discours « glocaliste » propre au moment « roll-out » du néolibéralisme font majoritairement partie de la population locale de la ville où s'est située l'entreprise publique à privatiser, -ou bien celle déjà privatisée.

Parmi les ouvriers qui affirment qu'ils sont tout à fait d'accord avec l'idée comme quoi « *pour le développement du pays, l'État doit se retirer de l'économie* », 56,9 % répond à la question « d'où il vient » l'endroit où leur entreprise est installée. En ce qui concerne le moyen de la réussite individuelle dans la vie, les ouvriers « natifs » favorisent dans la plupart de cas « l'effort personnel de l'individu » - avec un effectif observé supérieur de 8,3 points par rapport à l'effectif attendu-. Et l'effectif observé de ceux qui cochent l'expression « *Grâce à l'existence de l'égalité des chances, l'individu pourra acquérir sa position méritée dans la vie* » sur le questionnaire parmi les ouvriers « natifs », reste, à son tour, 7,8 points inférieur par rapport à l'effectif attendu. (Voir Graphique X).

En fin de compte, on pourrait en conclure qu'à la différence des ouvriers qui, en venant pour la plupart de cas de l'extérieure de la ville où se trouve l'entreprise publique, y avaient été placés selon les concours méritocratiques, les ouvriers natifs sont fréquemment enclins à privilégier « l'effort personnel » comme critère du mérite. Par conséquent, ces derniers n'hésitent pas non plus à soutenir le dépouillement de l'État de ses fonctions économiques, cet État qui est incapable, à leurs yeux, d'apprécier les capacités réelles des individus.

Cette distinction en termes de logiques d'action et simultanément d'intérêts matériels entraîne parmi les ouvriers une diversification de points de vue et de perspectives sur l'appréciation de la globalisation et des valeurs traditionnels.

Les ouvriers plus anciens relativement « protégés » ayant une expérience syndicale plutôt combative et une logique d'action plutôt « logocentrique » et « méritocratique » considère la globalisation comme une menace qui vise leur propre bien-être et celui de leur providence, c'est-à-dire de l'État-arbitre façonné pendant la période de l'ISI. Dans cette perspective, ceux qui ne s'opposent pas de front à la globalisation paraissent à l'ouvrier de l'État-nation, soit comme « ignorants » inaptes à distinguer le vrai du faux en faveur de la nation et des intérêts de la force de travail, soit comme « traîtres »

intentionnellement enclins à affaiblir les institutions et les valeurs républicaines en faveur de leurs intérêts personnelles et en faveur de ceux qui appartiennent aux « ennemis » internes et externes de la nation et du travail.

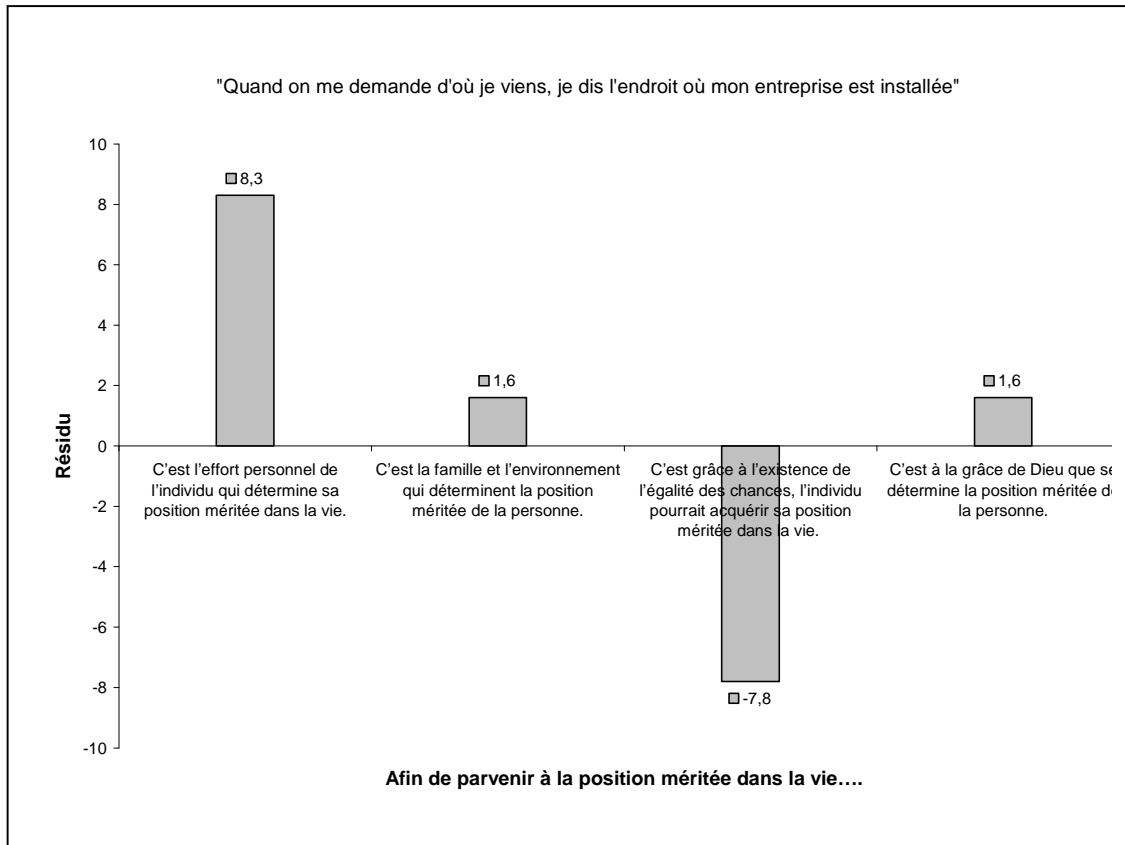


Figure X : « Ouvrier natif » et la perception du facteur principal de la réussite individuelle dans la vie

À la différence des appréciations hostiles d'ouvrier « vieux », la globalisation est considérée par l'ouvrier jeune « plein d'espoir » comme un phénomène inédit capable d'ouvrir pour la première fois les portes de la prospérité et de la richesse aux exclus de la société d'antan. Une fois que ces portes s'ouvrent par les dynamiques de globalisation, c'est à la personne d'atteindre ou non la position méritée dans la vie. C'est ainsi que l'effort de la personne, sans doute avec « la Grâce de Dieu », apparaît à ses yeux comme

le critère le plus capital du mérite. De même que l'ouvrier déçu cherche à se démarquer par sa « conscience », de l'ouvrier « plein d'espoir », ce dernier s'oppose, à son tour, à l'ouvrier « vieux » au motif qu'il s'aveugle face aux injustices réelles que révèle l'ordre méritocratique aussi bien que face à la marche actuelle du monde. Mais la critique la plus sévère que l'ouvrier « plein d'espoir » adresse aux tenants de l'ordre méritocratique est qu'ils s'opposent de front aux privatisations pour pouvoir maintenir leurs « positions privilégiées » assurées jusqu'à maintenant par l'État lui-même.

Mahmut interprète la tendance des syndicats à identifier la lutte contre les privatisations avec la défense de l'Etat-nation ainsi : *« Les syndicalistes qui fabriquent des discours nationalistes pour s'opposer aux privatisations sont en vérité, selon moi, à la recherche du maintien leurs propres avantages. Par exemple, dans notre entreprise la privatisation a été mise en œuvre par le gouvernement avec la collaboration du syndicat. En effet, l'ouvrier d'Isdemir n'a pas beaucoup souffert de la privatisation. Supposons qu'une société française, après avoir déposé sa candidature, emporte l'adjudication de Tekel (La Régie des tabacs). Que ferait-elle de ses produits ? Comment les mettrait-elle à profit ? Elle les vendrait à l'extérieur ? Non, elle ciblerait, elle aussi, le marché intérieur. Elle serait taxée, elle aussi, par l'État. Elle embaucherait, elle aussi, les ouvriers de la Turquie. Donc, pourquoi tous ces soucis et tous ces fracas ? Ils produisent des arguments imaginaires tels que la patrie est en danger. Tous ces syndicats ne pensent qu'à leurs propres positions privilégiées, pas à autre chose... »*

Mais force est de constater que tous les critiques envers la posture d'opposition de front contre la privatisation chez les ouvriers « plein d'espoir » ne reposent pas sur le décalage qui est censé exister entre le discours adopté par le groupe d'opposants et la vraie cause de leur positionnement. Par exemple, la critique de Faruk remet moins en cause le décalage entre le discours et la réalité des opposants que leurs logiques d'action.

Avant la privatisation, Faruk travaillait comme ouvrier en sous-traitance au sein d'Isdemir. Tandis qu'il gagnait environ 600 livres en 2005, à compter du premier janvier de l'année 2006, après avoir obtenu un statut relativement stable dans l'entreprise suite à la privatisation, son salaire est passé à 1.100 livres turques. Donc, il est en toute vraisemblance l'un des « gagnants » de la privatisation.

Selon son point de vue, semblablement à plusieurs ouvriers d'Isdemir, le syndicat de Çelik-Is était devenu de plus en plus puissant dans l'entreprise après la privatisation alors que les syndicats opposants de front aux privatisations se sont entièrement écartés à la fin du processus : *« Rappelez-vous la privatisation de Petrol Ofisi. Le président du syndicat en question affirmait que la privatisation de l'entreprise n'était en aucun cas acceptable. Cette attitude donnait sans doute dans le donquichottisme. Sa situation évoquait celle de Don Quichotte qui se bat contre les moulins à vent. En effet, qu'est-ce qu'il lui arriva ? Lors de la manifestation contre la privatisation à Ankara, il a été jeté de côté par les forces de sécurité. Il a dû regarder le déroulement du processus de privatisation de Petrol Ofisi, sans aucune initiative, à la télévision. Les ouvriers syndiqués, y compris les syndicalistes, furent malheureusement mis à la porte juste après la privatisation. Donc il était en vain de s'opposer de front à ce phénomène qui devient la règle de notre temps. Dans un pays comme la Turquie qui veut se positionner dans le monde globalisé, un syndicalisme raisonnable aurait dû se comporter différemment ».*

Je n'ai pas eu l'occasion de me renseigner à propos de la réaction de ce même ouvrier face à la décision du nouvel employeur d'Isdemir de diminuer les salaires de 35 % en 2009. Pourtant, dans une telle logique de pensée qui considère en tout cas comme « irréversibles » les circonstances « réelles », il n'est pas très difficile de supposer qu'il s'est convaincu au prétexte de la « crise globale » avancée par l'employeur pour légitimer la réduction des salaires. Mais dans les énoncés de Faruk, ce qui importe le plus pour notre investigation, c'est l'analogie qu'il a établie entre la conduite contre la privatisation du syndicalisme de contestation et le donquichottisme.

On peut se rappeler qu'Alfred Schütz avait essayé, en 1946, d'analyser le problème de la réalité à travers le Don Quichotte de Cervantes. À la lumière des thèses de William James, le fondateur de l'idée d'une sociologie phénoménologique notait qu'« *il existe plusieurs, probablement un nombre infini d'ordres de réalité, chacun possédant son style d'existence spécifique et indépendant propre ; ils sont nommés par James 'sous-univers'* »³¹⁵ et demandait « *Comment se fait-il que Don Quichotte puisse continuer à accorder l'accent de réalité à son sous-univers imaginaire s'il se heurte à la réalité fondamentale (paramount) dans laquelle il n'existe pas de châteaux, d'armées ni de géants mais simplement des auberges, des troupeaux de moutons et des moulins à vent ?* »³¹⁶. Mais le vrai problème de Schutz était, comme le souligne Panagiotis Christias, plutôt de montrer comment les différents personnages ayant des sous-univers imaginaires différents « *arrivent à communiquer, comment une communauté de sens est possible étant donné que chaque individu, ou chaque groupe, vit à l'intérieur d'une sphère de réalité qui lui est propre* »³¹⁷.

Pour revenir à l'analyse de notre propre échantillon qui reflète dans une certaine mesure les aspects du monde ouvrier éclaté pendant l'ère de la globalisation, le sous-univers imaginaire du syndicalisme de contestation est impitoyablement désapprouvé par les ouvriers, pour ainsi dire, pragmatiques qui possèdent tout un autre sous-univers imaginaire façonné pendant le moment « roll-out » du néolibéralisme de la même manière que Sancho Panza critique Don Quichotte tout au long des pages de l'œuvre classique de Cervantes. Cela correspond bien évidemment à la remise en cause de la suprématie du *logos* par le *sens commun* ancré dans la pratique, et des passions « chevaleresques » implantés dans les « institutions totales » telles que les casernes, les universités, les « forteresses » bureaucratiques, les entreprises publiques, les syndicats

³¹⁵ SCHÜTZ A. Don Quichotte et le problème de la réalité. *Sociétés*, 2005, Vol. 89, n° 3, p. 9.

³¹⁶ *ibid.* p. 10.

³¹⁷ CHRISTIAS P. La 'Grammaire Sociale' et le sens de la réalité - Le Don Quichotte d'Alfred Schütz. *Sociétés*, 2005, Vol. 89 n°. 3, p. 76.

keynésiens, etc., par la réalité brutale qu'éprouve quotidiennement Mademoiselle, Madame et Monsieur le-Tout-le-Monde durant les années 1990.

C'est ainsi que selon ces derniers, pour reprendre les mots de Danielle Perrot, « *Don Quichotte fournit le modèle d'une pathologie qui consiste dans une attitude de surinvestissement à l'égard de soi-même et de ses œuvres, menant à la défense de causes perdues d'avance, au prix d'un déni stérile de la réalité. Tant qu'il y aura des temps troublés, avec d'anciens mythes vacillants, affirme Dominique Barbier, il y aura des "chevaliers", des héros, des prophètes, des fous, pour combattre l'esprit du temps en se tournant vers un futur qui ne serait que l'avènement d'un passé mythique* »³¹⁸.

Dans cet état d'esprit l'ouvrier « plein d'espoir » s'oriente vers ceux qui lui promettent des gains concrets à la fois matériels et moraux en échange de son soutien en vue de supprimer ou de transformer les institutions républicaines dirigées jusque-là sans lui, par l'aristocratie des lettres et de la culture sous la tutelle de l'aristocratie des armes. Il fait ainsi partie du défi lancé par les portes paroles de la globalisation et du marché libre contre le dirigisme « inégalitaire » de la bureaucratie civile et militaire de l'État-nation.

Cette tendance se voit plus clairement surtout lorsqu'on s'intéresse à la diversification des votes ouvriers. Par exemple, les résultats du questionnaire concernant la relation entre les variables de « l'ancienneté dans l'entreprise » et « l'antipathie envers l'AKP », montrent que ceux qui cochent la case « *Quelque soit son leader, l'AKP ne pourrait jamais obtenir mon vote* » représentent 32,7 % dans la catégorie ouvrière dont l'ancienneté est de moins de 9 ans et 31 % dans la catégorie ouvrière dont l'ancienneté est entre 10 et 14 ans. Ce même taux, qui indique l'antipathie envers le parti au gouvernement, montre une tendance croissante au fur et à mesure que l'ancienneté dans

³¹⁸ BARBIER D. *Don Quichottisme et Psychatrie*. Toulouse : Privat, 1987, cité par PERROT D (ed.). *Don Quichotte au XX^e siècle*. Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise Pascal, 2003, p. 10.

l'entreprise augmente : 53,3 % pour la catégorie dont l'ancienneté est entre 15 et 19 ans et 63,1 % pour la catégorie dont l'ancienneté est de plus de 20 ans (Voir Graphique XI).

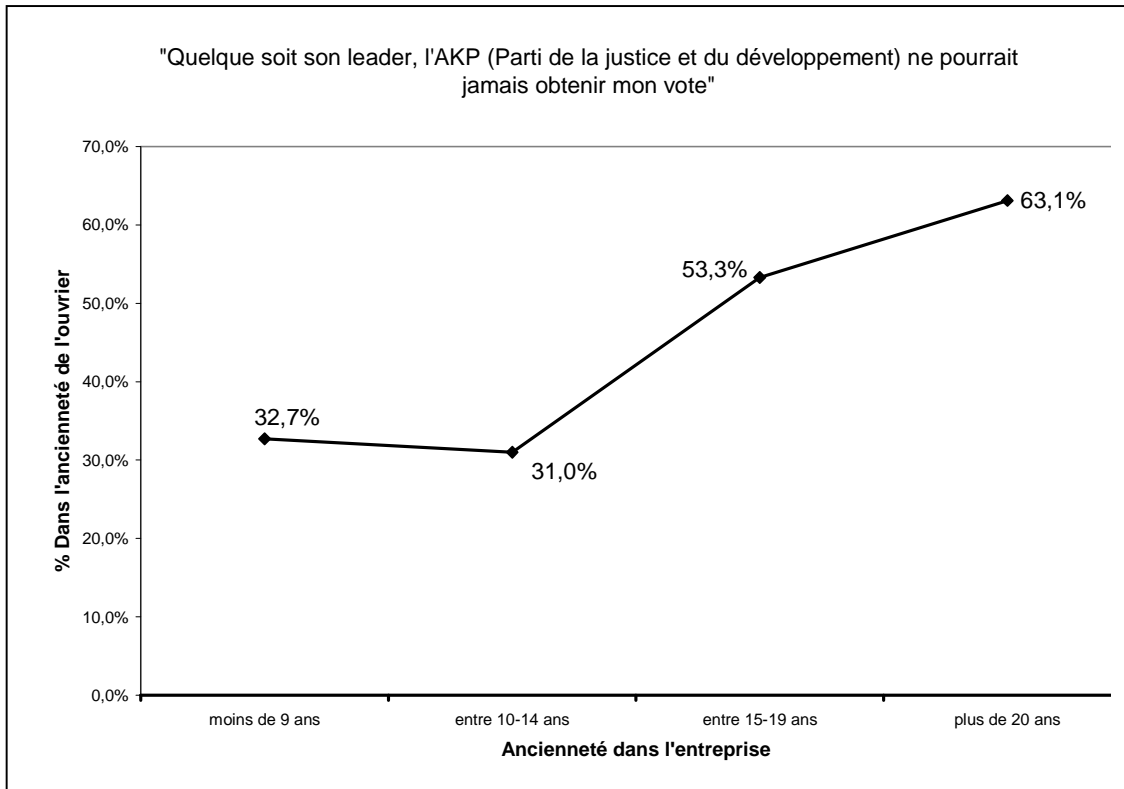


Figure XI : Aversion contre l'AKP et l'ancienneté de l'ouvrier

Ce résultat est tout à fait conforme avec le décalage intergénérationnel en termes de valeurs et de conditions de travail que j'ai essayé de montrer tout au long des chapitres précédents. Or, l'AKP en tant que porte-parole par excellence de l'esprit de la « glocalisation » cher au moment « roll-out » du néolibéralisme est majoritairement considéré par les membres de l'ancienne génération ouvrière comme une menace à la fois contre leurs bien-être et contre leur système de valeurs, tandis que ce même parti

politique actuellement au gouvernement obtient le soutien d'environ deux tiers des ouvriers relativement jeunes.

On constate en même temps que 71,7 % des ouvriers enquêtés n'ayant pas d'antipathie envers le parti au gouvernement, ne nourrit pas non plus d'antipathie envers ses supérieurs hiérarchiques dans l'entreprise. En parallèle, 67,3 % de cette même catégorie ouvrière, garde ses distances avec le syndicalisme de contestation d'antan qui remettait en cause l'ordre socioéconomique en cours. Mais tous ces indices ne reviennent pas à dire que l'ouvrier « plein d'espoir » est entièrement indifférent à l'existence des contradictions parmi les patrons et les ouvriers. Or, 54 % des ouvriers qui ne sont pas hostiles à l'AKP répond à la question « *Laquelle décrit la plus importante menace pour votre travail et pour votre bien-être ?* » en cochant l'énoncé, « *la plus grande menace pour les ouvriers c'est la volonté des patrons de diminuer les salaires pour augmenter leurs marges bénéficiaires* », tandis que le taux de cette réponse reste à un taux de 29,4 % pour les ouvriers qui ne sont pas hostiles au CHP pour qui « *la plus grande menace pour le bien-être ouvrier c'est le programme néolibéral et les privatisations menées par les gouvernements* ».

Autrement dit, le patronat, plus particulièrement celui qui est dépendant de l'élite bureaucratique, représente l'adversaire pour l'ouvrier « plein d'espoir » sympathisant de l'AKP, tandis que le gouvernement –actuellement dans les mains de l'AKP- le représente pour l'ouvrier « déçu » dont le « sous-univers » est plus proche de celui du CHP, et sans doute de celui de la bureaucratie civile et militaire. L'opposition contre l'AKP –et contre ses politiques- est autant centrale pour ce second « sous-univers » que 67,6 % des ouvriers qui déclare ne jamais voter pour AKP dans l'échantillon de l'enquête, appartiennent au groupe qui n'est pas hostile au CHP. En revanche dans le groupe hostile au CHP, le taux de ceux qui sont sympathisants de l'AKP ne reste qu'à un niveau de 40,7 %. Donc, on peut en conclure que l'hostilité envers l'AKP des sympathisants du CHP est bel et bien plus violente que l'hostilité envers le CHP des sympathisants de

l'AKP. Cependant, pour mieux comprendre les clivages politiques au sein de l'univers de l'échantillon de cette recherche il faut aussi inclure le MHP dans l'analyse. Car, étant donné que l'affect d'espoir, qui de par sa nature va de paire avec l'affect de crainte, le « sous-univers » de la catégorie ouvrière « plein d'espoir » devient accessible aux influences idéologiques du MHP au fur et à mesure que la crainte l'emporte sur l'espoir.

c) L'ouvrier pragmatique hobbesien à l'épreuve de la « question sociale » et de la « question culturelle »

Avant de passer aux caractéristiques des ouvriers n'étant pas hostiles au MHP dans l'échantillon, force est de constater que 85,1 % des ouvriers qui ne sont pas *a priori* contre l'AKP, ne sont pas non plus contre le MHP. Cela revient à dire que seulement 14,9 % des sympathisants de l'AKP présentent une posture décisive contre le MHP et qu'il y a une large intersection dans l'échantillon de l'enquête entre les sympathisants de l'AKP et du MHP (Voir Graphique XII). Malgré cette intersection significative, on peut aussi constater que la diminution des incertitudes entraîne le renforcement du sentiment de « sécurité » et la prédilection de l'ouvrier « plein d'espoir » pour l'AKP tandis que l'augmentation des incertitudes – et par conséquent des « craintes » - renforce sa sympathie pour le MHP. Mais, malgré cette différence tendancielle, le lecteur doit tenir compte de l'existence des sympathisants du MHP qui votent « en cas de besoin » pour l'AKP, et vice versa. Même si les électeurs de ces deux partis ne sont pas pour autant séparés les uns des autres par des frontières infranchissables, on peut quand même essayer de dévoiler certains thèmes qui incitent le rapprochement des ouvriers « plein d'espoir » envers le MHP.

Les préoccupations qui influent le plus sur le rapprochement entre les ouvriers jeunes « plein d'espoir » et le MHP apparaissent, selon les résultats du questionnaire, moins en fonction de craintes socio-économiques qu'idéologiques. A défaut de données assez significatives concernant la condition ouvrière de l'ouvrier sympathisant du MHP, on

constate que parmi ceux qui affirment être d'accord avec l'énoncé « *la survie de l'Etat précède les droits de l'homme et la démocratie* », les tenants des idées du MHP représentent, au sein de l'échantillon, le groupe dont la valeur de l'« effectif observé » est supérieur de 20,1 points par rapport à l'« effectif attendu ». Par ailleurs, 91,7 % de ceux qui avancent l'idée que les « *restrictions limitant l'exercice du pouvoir de la police* » sont la cause de l'ascension de la délinquance dans la société, sont des sympathisants du MHP. 78,8 % de ces derniers pensent d'ailleurs que « *l'armée est la garantie de l'indépendance de la Turquie* ».

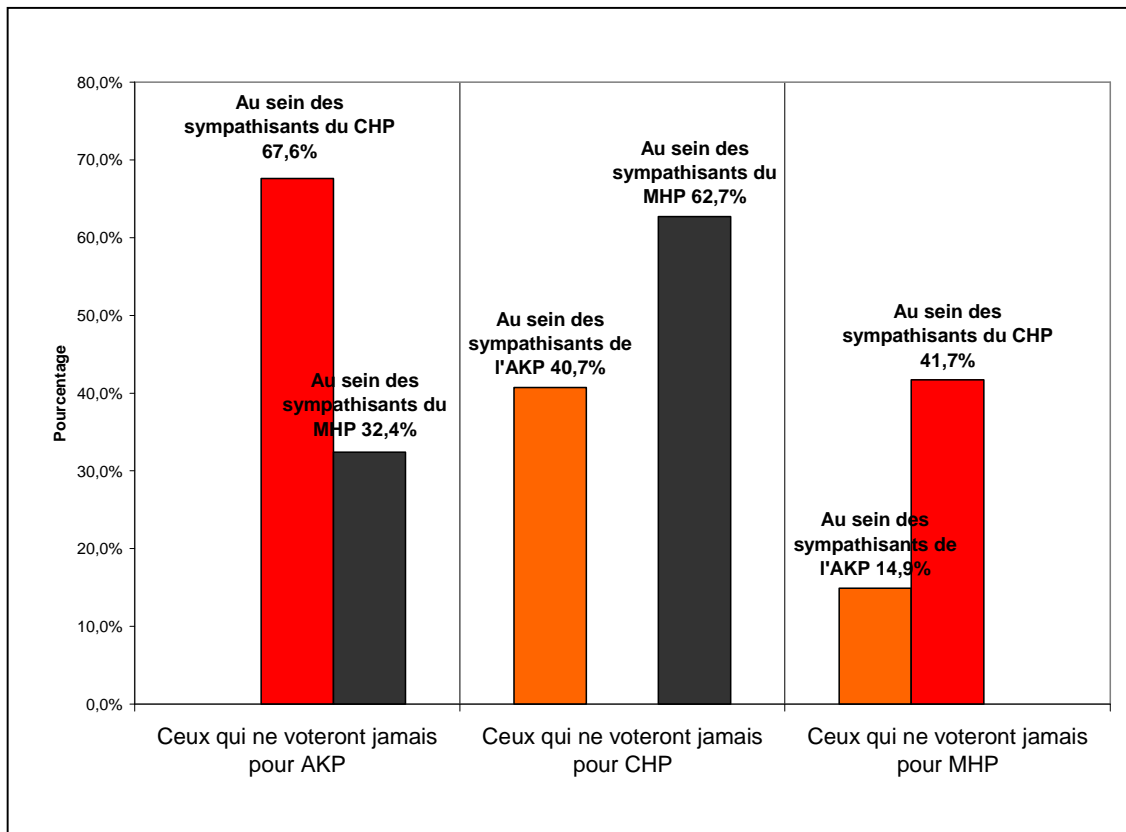


Figure XII : Qui ne vote en aucun cas pour qui ?

Ces données font penser que ce groupe d'ouvrier serait, dans une certaine mesure, pour l'État-Léviathan formulé par Thomas Hobbes³¹⁹.

Les résultats du questionnaire révèlent par ailleurs que trois ouvriers sur quatre qui ne se positionnent pas contre le MHP suivent l'idée suivante : « *chacun est l'architecte de sa propre destinée* ». Cela représente un taux significativement élevé par rapport à la moyenne de l'échantillon. L'accent mis par ce groupe d'ouvrier sur l'« individualisme » ne contredit pas non plus la conception de l'individu hobbesien, dont l'une des caractéristiques est la solitude, qui est pour lui-même le centre du monde et le principal à ses yeux, c'est la réalisation de ses projets.

Parmi ceux qui affirment qu'ils ne se sont jamais solidarisés avec les ouvriers des autres entreprises, une proportion de 81,7 % appartient à ce même groupe d'ouvrier. Il n'est pas surprenant non plus que 85 % des ouvriers qui font partie de ce groupe coche sur le questionnaire l'énoncé suivant comme vrai : « *Ceux qui arguent les intérêts nationaux pour s'opposer aux privatisations défendent en vérité leurs propres intérêts et privilèges* ». Tous ces données montrent que le monde ouvrier est perçu par le jeune ouvrier pragmatique hobbesien comme une « jungle » gouvernée par le principe « *bellum omnium contra omnes* »³²⁰.

A ce point, on peut se rappeler le fait que le « sous-univers » de l'ouvrier « plein d'espoir » est soumis en même temps à l'influence de l'affect de « crainte » puisque la source de l'affect d'« espoir » porte principalement sur « *l'idée d'une chose future ou passée, dont l'issue est en quelque sorte incertaine* ». Par conséquent, la croissance de l'incertitude – ou bien seulement de l'idée de l'incertitude – fait naître apparemment chez

³¹⁹ Après avoir défini positivement l'Etat-Léviathan en en faisant le lieu assuré de la manifestation de la cohésion sociale, le philosophe anglais, comme on le sait, défend l'idée qu'avec l'émergence du Léviathan, les ennemis naturels pourraient être transformés en associés artificiels sous la rigide autorité du Souverain - Léviathan.

³²⁰ « La guerre de tous contre tous ».

l'ouvrier « plein d'espoir », d'une part, le besoin d'être protégé par une figure paternelle toute-puissante, et d'autre part la méfiance - et parfois la haine - envers l' « autre ».

Pour la catégorie hobbesienne de l'échantillon, l' « autre » comme objet de la méfiance et de la haine s'incarne le plus dans la figure du Kurde. Plus d'un sympathisant du MHP sur deux (51,6 %) agrée à l'idée que « *la sérénité sociale qui existe dans les villes de l'ouest du pays est visiblement sous la menace de la migration kurde* ». Quant à ceux qui pensent que « *chacun est l'architecte de sa propre destinée* », 54,1 % d'entre eux considère, à son tour, le même énoncé comme exacte de la même façon que 54,5 % de ceux qui cochent la case « *la survie de l'État précède les droits de l'homme et la démocratie* », le considère vrai.

L'aversion contre les Kurdes de cette catégorie ouvrière se distingue, dans une certaine mesure, de la façon dont l'ouvrier vieux et déçu déprécie les revendications kurdes. À la différence de ce dernier pour qui les Kurdes commettent une erreur en revendiquant la reconnaissance légale de leurs identités — car cela sert en vérité les « puissances impérialistes » tout ayant pour but de « miner l'État-nation turc » —, l'ouvrier hobbesien repose vraisemblablement son « hostilité » contre les Kurdes sur des vécus, avant tout, personnels. En d'autres termes, si les arguments contre les Kurdes avancés par l'ouvrier déçu peuvent être qualifiés de « sociotropique », ceux de l'ouvrier « plein d'espoir » hobbesien sont en général « égotropiques ».

Pour pouvoir mieux comprendre les caractéristiques de ceux qui pensent que « *la sérénité sociale qui existe dans les villes de l'ouest du pays est visiblement sous la menace de la migration kurde* », on peut regarder de plus près les résultats de l'enquête. Force est de constater que dans ce groupe, 76,2 % affirme qu'il subit « un stress lié au travail » et 63,6 % qu'il prévoit un changement radical professionnel dans quelques années. Mais étant donné que dans l'ensemble de l'échantillon 71,2 % déclare également avoir subi « un stress lié au travail » et 57,9 % craindre d'avoir à faire face à un changement radical

professionnel dans quelques années, malgré les niveaux proportionnellement élevés en la matière de ceux qui ont l'aversion contre les immigrants Kurdes, il ne serait pas en effet satisfaisant de rendre compte de ce phénomène en se contentant d'une étude du rapport au travail des ouvriers.

La répartition selon les entreprises des ouvriers qui ont du ressentiment envers les immigrants Kurdes fournit des données plus expressives : ce groupe représente 51,1 % des ouvriers interrogés de Petkim et 50,7 % de ceux d'Isdemir, tandis que la proportion reste relativement faible au sein des mineurs enquêtés de la TTK (40,6 %).

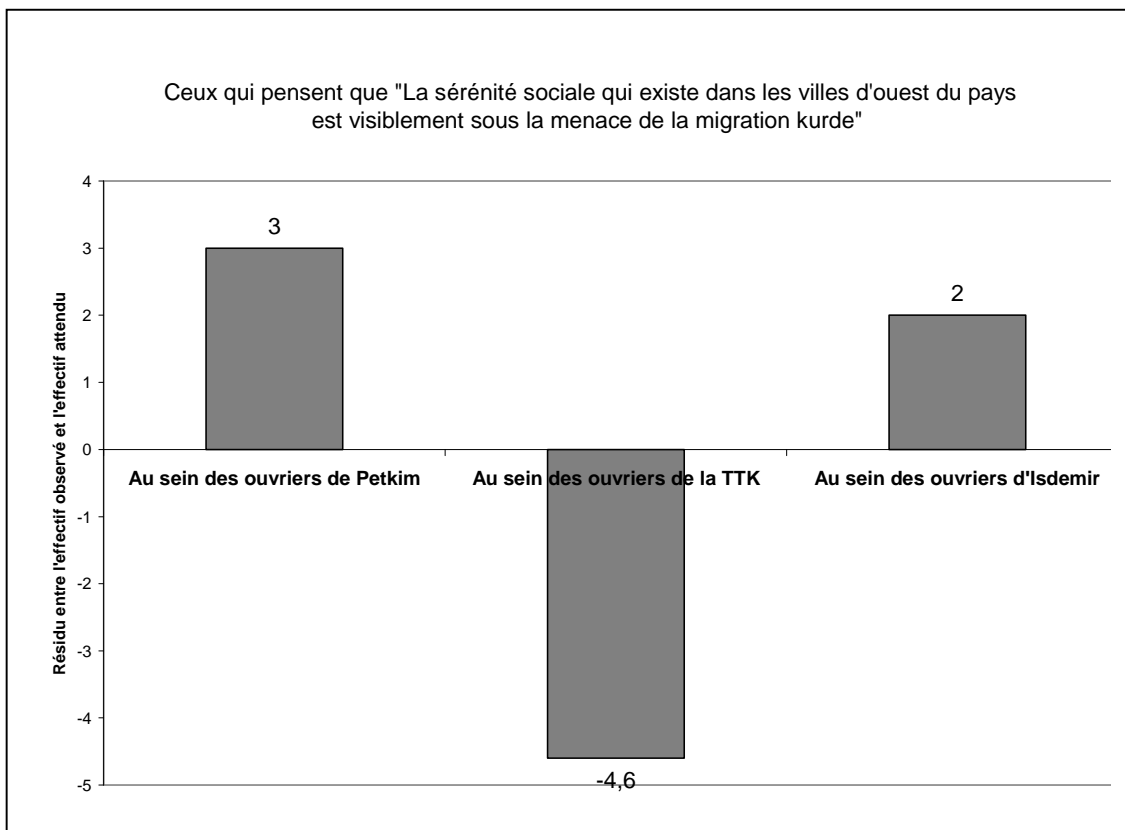


Figure XIII : La répartition des ouvriers ayant de l'aversion contre les immigrants Kurdes selon les entreprises

Cet écart proportionnel qui se manifeste entre les mineurs de la TTK et les ouvriers de deux autres lieux de travail provient vraisemblablement surtout des différences en termes d'histoire démographique et de climat idéologico-politique des villes accueillant sur leur territoire les entreprises en question.

Pour commencer par les différences démographiques, Zonguldak se démarque des deux autres villes à la fois par le mode de construction de sa population initiale et par sa position actuelle face aux nouveaux mouvements de population, notamment celui des Kurdes qui, ces derniers, sont déplacés — de force ou bien volontairement pour se débarrasser des effets destructifs de la guerre en cours — de leurs villages d'origine vers les métropoles de Turquie.

La construction de Zonguldak, comme on l'a déjà abordé au début de cette partie, remonte à la première moitié du XIX^e siècle et sa population s'y est développée tout au long du XX^e siècle, en général, conformément aux besoins d'emploi du secteur minier. Quant à la force de travail dont avait besoin l'entreprise des mines, elle est largement fournie par les villes et les villages voisins sans engendrer l'émergence d'une population, pour ainsi dire, « cosmopolite ».

En revanche, le mode de constitution des populations de la ville d'Aliaga et de Hatay (Iskenerun), est du aux politiques de peuplement dirigées par le pouvoir central. Considérées toujours comme stratégiques par l'élite fondatrice de la République, les régions où se situent ces deux villes portuaires, « vidées » dans de différents contextes de leur population autochtone, ont été construites par le biais d'une technique d'« ingénierie démographique » portant sur une l'idéologie sécuritaire de type nationaliste. Comme la majorité des autres villes ayant une histoire de construction similaire en Turquie, il n'est pas surprenant de constater que, dans une période où les identités jusqu'alors subalternes remettent désormais en cause l'identité nationale souveraine, les tendances nationalistes, état-nationalistes, xénophobes et racistes font plus facilement et plus efficacement surface à

Aliaga et à Hatay. Car les populations de telles villes ne pouvaient légitimer leur existence sur leur territoire actuel qu'en sublimant l'identité nationale souveraine à laquelle elles se sentent sans hésitation appartenir, ou en déniaient — ou au moins en « oubliant » — le passé malheureux et traumatique des terres sur lesquelles elles vivent.

Les conséquences du mouvement de migration à grande échelle depuis les villages kurdes vers les centres industriels tout au long des années 1990 entraînent vraisemblablement un effet de « l'après-coup » chez les habitants de ces villes. La présence en croissance des Kurdes aux alentours de leurs villes signifie pour eux non seulement l'aggravation de la concurrence dans le marché du travail mais, aussi, le symbole de la menace par excellence envers l'existence identitaire à laquelle ils s'identifient.

Selon les statistiques officielles Zonguldak – avec deux villes de sa proximité (Karabük et Bartın) – représentait, en proportion de sa population, la première zone de départ de migration (avec un taux de migration de - 69) en Turquie entre 2000 et 2005. Cette ville, que nombre de ses jeunes habitants ont tendance à quitter pour aller vivre ailleurs, ne représentait bien évidemment pas – et ne représente pas toujours — un pôle d'attraction important pour le mouvement migratoire dans le pays, ni non plus pour les migrants kurdes. En revanche, Aliaga avec son bassin d'emploi industriel et Hatay (Iskenderun) avec son industrie et avec ses terres fertiles pour la culture du citrus figurent toujours parmi les villes qui se situent sur la destination de la migration kurde.

Etant donné que l'ouvrier pragmatique « hobbesien » figure en grand nombre parmi les employés d'Isdemir, à ce stade de la recherche, il nous faut porter davantage notre intérêt sur l'étude du ressentiment envers les Kurdes, des citoyens de la ville de Hatay.

A défaut de statistiques démographiques détaillées, les votes DTP pendant les élections régionales de 2009 nous semblent significatifs pour illustrer la présence de la population kurde dans cette ville. Dans deux municipalités à proximité des installations d'Isdemir,

Erzin et à Dörtyol, (et parmi celles-ci plus particulièrement Dörtyol qui représente une zone d'habitation pour nombreux employés de l'entreprise sidérurgique) les votes DTP représentent respectivement 10,4 % et 10,0 % des suffrages. Si l'on tient compte des migrants démunis de cartes d'électeur, de ceux qui y viennent temporairement pour être employés en travail saisonnier et, enfin, de ceux qui ne votent pas pour le DTP, on peut supposer que la présence kurde dans ces deux localités est plus grande que ce que représente le taux de votes pour le DTP.

La raison capitale pour laquelle les migrants kurdes préfèrent s'installer notamment dans ces deux localités à l'intérieur des frontières de Hatay est, semble-t-il, qu'elles possèdent des terres vastes et fertiles favorables à la culture du citrus. Par exemple, la plus petite de ces deux localités, Erzin, dont la population est de 39 279 habitants selon les chiffres du recensement de 2008 ne vit que de l'agriculture.

Quant à Dörtyol qui abrite les installations sidérurgiques d'Isdemir et possède une population de 143 914 habitants, elle conserve, elle aussi, un réservoir de main-d'œuvre à la fois industriel (environ 40 % de la population active totale de la commune) et agricole (environ 25 % de sa population active). Malgré la présence relativement massive des Kurdes dans la population de Dörtyol — et que 40 % de la population active de la commune soit employé dans le secteur d'activité industrielle — je dois affirmer mon étonnement de ne pas avoir rencontré assez d'ouvriers kurdes – plus exactement qui affirment explicitement leur identité kurde - pendant la réalisation de l'enquête de terrain au sein d'Isdemir.

La seule exception fut Vahap. Après nous être entretenus de la condition ouvrière à Isdemir, quand je lui ai demandé s'il y avait des conduites discriminatives au sein des ouvriers, l'électricien de 36 ans m'a répondu ainsi : « *A vrai dire, nous nous sommes installés à Dörtyol en 1970. Le premier de ma famille à être venu dans cet endroit, c'était*

mon défunt père. Moi, je suis né à Mardin³²¹ mais j'ai passé toute mon enfance à Dörtyol. En tant que Kurde, moi je n'ai jamais souffert ni de la discrimination, ni de l'exclusion. Au contraire, j'ai fini par avoir tout ce que je voulais. Aujourd'hui la majorité des gens de mon âge ont envie de la place que j'occupe. Ma langue maternelle était kurde. Mais j'ai appris le turc sans peine. Maintenant je parle le turc plus couramment et plus correctement que le kurde. C'est pourquoi, plusieurs de mes amis ne croient même pas que je suis d'origine kurde. Non, je veux répéter encore une fois que je n'ai pas souffert dans la vie d'être Kurde ». Pour répondre à ma question sur l'emploi des Kurdes dans l'entreprise sidérurgique, « il y a beaucoup de Kurdes dans l'entreprise, dit Vahap. Il ajoute, peut-être un tiers des employés est d'origine Kurde. Mais cela ne pose pas de problème dans la boîte. Car, être collègue est le dénominateur commun à Isdemir ».

Après avoir réalisé cet entretien, ce qui me frappe le plus lors de la considération des questionnaires, c'est qu'il n'existait aucun ouvrier, y compris Vahap, à Isdemir qui répond « le kurde » à la question « quelle est votre langue maternelle ? » placée sur le questionnaire. Parmi les réponses au questionnaire, seul un ouvrier de sidérurgie indiqua que sa langue maternelle est, outre le turc, l'arabe. Mais si l'on tient compte de la population massive des alaouites à Hatay, on pourrait ainsi supposer que le taux des ouvriers dont la langue maternelle est l'arabe est plus élevé parmi tous les ouvriers d'Isdemir que les 1,4 %, obtenus selon les résultats du questionnaire.

Lors de la présentation préliminaire du terrain, j'avais déjà souligné que le réservoir de main d'œuvre de la région de Hatay est composé principalement des alaouites turquifiés

³²¹ Située dans la Région de l'Anatolie du Sud-est ou bien à l'intérieur des frontières du Haute-Mésopotamie, Mardin (Mêrdîn en kurde) fait partie des rares villes au monde où cohabitaient plusieurs religions telles que l'islam, le christianisme, le judaïsme, le yezidisme, etc. Depuis la baisse de la population arménienne – et chrétienne en générale — due aux politiques forcées de déportation suivies lors de la construction de l'État-nation, la ville est aujourd'hui majoritairement habitée par des Kurdes, des Turcs et des Arabes. Pendant les régionales de 2009, l'AKP a emporté la mairie de la ville avec 45 % des suffrages contre les votes de 36,3 % pour le DTP. Cependant, ce dernier, avec 44,2 % des votes, a obtenu la majorité au sein de l'Assemblée générale provinciale de Mardin.

« en apparence » - c'est-à-dire dans la sphère publique - soutenant tendanciellement les partis politiques Kémalistes, probablement afin de protéger leurs existences contre « la menace » de la majorité sunnite. On trouve aussi des « turcs », soit qu'ils y furent installés en conséquence des politiques de peuplement, menées en vue d'augmenter la population turque dans cette région dite stratégique, soit qu'ils en furent natifs, sans avoir été totalement assimilés par les politiques laïcistes/modernisatrice lancées « d'en haut » par les fondateurs de la république.

La manière « conventionnelle » de vivre – ou de survivre – des habitants de Hatay, pragmatique et toujours attentive à préserver un décalage entre leur « identité privée » et leur « identité publique », fut apparemment bousculée par la récente migration des Kurdes. Car les motivations des Kurdes nouveaux venus différaient remarquablement de celle de la génération du père de Vahap.

Ayant fait partie de la construction de l'identité Kurde et ayant constaté les effets dévastateurs d'une guerre violente sur leurs terres, ces nouveaux venus étaient remarquablement soucieux de la reconnaissance de leur identité dans la sphère publique. La tendance de la génération des migrants kurdes des années 1970 à s'« intégrer » le plus vite possible dans la société globale, et s'il est nécessaire, au prix du renoncement à son identité originaire, fut remplacée par une nouvelle tendance, propre à ceux qui vinrent sur la localité tout au long des années 1990. Ils se dotèrent d'une identité à part, souhaitant être « reconnu » le plus vite possible dans la sphère publique, et s'il est nécessaire, au prix à la fois du renoncement à l'intégration dans la société globale et à l'acceptation de la répression de l'Etat. Plus précisément, la priorité de ce qui est « culturel » se substituait désormais à la priorité de ce qui est « social » chez les nouveaux migrants Kurdes.

« Individualisé » et « isolé » depuis le tournant néolibéral du capitalisme et engagé dans une logique d'action de plus en plus « pragmatique », surtout depuis la deuxième moitié des années 1990, l'ouvrier « plein d'espoir » répugne vraisemblablement à faire face à ce

changement de la logique d'action des « nouveaux » Kurdes, à la fois rebelles contre le statu quo et solidaire entre eux.

À l'intérieur de la catégorie ouvrière « plein d'espoir », on peut constater que ceux qui se sentent plus à l'aise — ou bien plus proche du sentiment de « sécurité » — se persuadent plus facilement de la pertinence de la proposition « réaliste » de l'AKP pour substituer à l'identité nationale « négationniste » et « discriminatrice » qui était jusqu'alors en vigueur, et à la fois apparemment en échec, une nouvelle identité « religieuse » comme dénominateur commun apte à la fois à englober les Kurdes sunnites, mais sachant en même temps être tolérante envers les « autres » comme l'exige la « perspective impériale ».

En revanche, dans cette même catégorie ceux qui ressentent leur situation actuelle comme plus incertaine, tombent plus dans le sentiment de « crainte », — et deviennent plus « hobbesien » — et enfin se rapprochent de plus en plus de la ligne du MHP, qui perçoit la question kurde comme une « question de terreur » et propose de renforcer les mesures de sécurité pour la résoudre définitivement. Cette tendance se manifeste lorsqu'on tient compte des choix de parti politique autant des habitants « turcs » de Dörtyol que ceux des ouvriers « turcs » d'Isdemir.

A Dörtyol, malgré le vote DTP de 10 %, les régionales de 2009 sont emportées par le MHP avec un taux de vote de 46,5 %, tandis que l'AKP obtient 35,3 % des suffrages. En parallèle, les résultats des questionnaires remplis lors de l'enquête de terrain à Isdemir montrent que le poids de ceux qui ne sont pas contre le MHP est remarquablement élevé par rapport aux ouvriers enquêtés à Petkim et à TTK. Seuls 12,1 % des ouvriers enquêtés déclarent leur antipathie à l'égard du MHP, alors qu'ils sont de 42,4 % envers l'AKP, 54,5 % envers le CHP et enfin 81,8 % envers le DTP. Donc, en ce qui concerne le cas des ouvriers « turcs » d'Isdemir, on pourrait en conclure qu'il y a une corrélation positive

entre la croissance « réelle » de la « visibilité » des Kurdes dans la région et la tendance des ouvriers « turcs » à voter pour le MHP.

Cette dualité entre l'identité nationale en vigueur et l'identité Kurde peut être saisie aussi à travers le cas des ouvriers de pétrochimie de Petkim. La localité d'Aliaga qui abrite en son sein les installations de Petkim représente, elle aussi, un des pôles d'attraction pour les nouveaux migrants Kurdes. Mais dans cette ville égéenne et à son alentour, il est évident que la concentration de population des Kurdes reste relativement plus faible comparée aux villes de la Région méditerranéenne, possédant, elles, à la fois des terres riches et fertiles et se situant géographiquement plus proches des régions de départ de la migration kurde. Cette faiblesse se révèle suffisamment évidente dans le taux de votes du DTP. Lors des régionales de 2009, les votes DTP représentent 3,2 % des suffrages à Aliaga et 3,4 % dans toute la ville d'Izmir. Mais force est de constater que, malgré la visibilité relativement faible de la présence kurde, l'aversion envers les migrants Kurdes des ouvriers « smyrniotes » de pétrochimie, comme on l'avait déjà montré à travers le graphique XIII, n'est pas moins violente que celle des ouvriers d'« Alexandrette ». Autrement dit, la menace que les migrants Kurdes représentent aux yeux des ouvriers « moyennisés » de Petkim à l'égard de la « sérénité sociale » est moins « réelle » que « symbolique ». En créant la peur de perdre les valeurs fondamentales qui sont les leurs, les migrants Kurdes – de même que l'électorat de l'AKP - leur paraissent comme les « fossoyeurs » de l'Etat-nation et de ses institutions Républicaines auxquels ils s'identifiaient jusqu'alors. Si la présence Kurde sur « son territoire » représente pour l'ouvrier « plein d'espoir » « hobbesien », une figure de menace « réelle » envers ce qu'il « a » et à ce qu'il pourrait « avoir », elle désigne pour l'ouvrier déçu une menace « symbolique » à ce qu'il « est » et à ce qu'il pourrait « être ».

C'est pourquoi, la réaction envers les Kurdes de l'ouvrier « plein d'espoir » hobbesien pourrait se manifester, quand les circonstances le permettent, en recourant à la « violence physique » par la participation aux tentatives de lynchage, tandis que la méthode à

laquelle pourrait recourir l'ouvrier déçu serait de l'ordre de la « violence symbolique » telle que l'ornement de la sphère publique par le drapeau national turc, la participation aux « manifestations de la République », etc.

La diversité de « logiques d'action » « antikurde » de ces deux catégories est importante, car on peut prévoir qu'au fur et à mesure que le blocage de la question kurde s'approfondit de plus en plus, l'ouvrier pragmatique hobbesien pourrait se transformer en un « massacreur », alors qu'il pourrait également consentir sans difficulté à une « solution démocratique » en la matière, à condition que le *Léviathan* en décide définitivement. En revanche, au cas où se réaliserait la première hypothèse, l'ouvrier déçu, à son tour, avec son état d'esprit actuel, ne présenterait probablement pas une résistance réelle face à une possible guerre civile et au carnage qui s'ensuivrait même si cela ne lui plairait pas pour autant. Dans le cas inverse, il n'apportera pas non plus son soutien aux tentatives de « solution démocratique » à la question kurde qui fait sans doute partie, selon lui, de tel ou tel « plan impérialiste » des puissances occidentales.

Pour conclure, l'ouvrier jeune « plein d'espoir » se présente avant tout comme désireux d'être « en sécurité » tant dans le lieu de travail que dans la société globale. En vue d'y arriver, il n'a aucun doute sur la pertinence de l'idée de liquidation de la structure méritocratique et corporatiste de la société d'antan, qui fut toujours inaccessible pour lui. Il a donc salué avec plaisir la venue du moment « roll-out » du néolibéralisme et il a volontairement fait partie des processus de privatisation. Car, à la différence des relations sociales capitalistes bâties jusqu'alors selon les principes « abstraits » et « immoraux » du marché ou bien selon la volonté des élites « dirigistes », cette nouveauté lui promettait de tenir compte désormais de ses propres manières de faire et de penser, en bref de sa culture en tant que tel. Enfin, il s'intègre pleinement dans la logique de l'action qu'exige le nouveau dispositif économique de plus en plus « glocalisé ».

Mais, dans une ère qui est gouvernée substantiellement par l'imprévisible, les « craintes » ne le laissent pas trouver la paix. Face à l'aggravation de la concurrence dans le marché du travail, le choix qu'il fait d'une étroite collaboration avec son employeur, ne lui permet guère de supprimer les incertitudes sur son avenir professionnel. Le sentiment d'incertitude qu'il éprouve au sein de la société est pire encore : car, d'une part, la réaction sans fin des actuels « perdants », y compris l'ouvrier déçu, à la transformation en cours, et d'autre part, le défi de ceux qui veulent porter le changement « démesurément » jusqu'au bout, y compris les « nouveaux » kurdes, influent négativement, selon lui, sur la possibilité de réalisation de ses espoirs.

À ce point, la perception de la réalité de l'ouvrier pragmatique « plein d'espoir » se ramifie en deux « sous-univers » dont les frontières ne sont pas du tout infranchissables, mais en même temps aussi loin l'un de l'autre que, par analogie, le « sous-univers » pragmatique « obamien » et « bushien ».

Cet écart se révèle plus remarquablement concernant la question kurde : l'un considère les kurdes comme une des « victimes » du projet républicain qui nécessite d'être aidés [là je ne suis pas sûr d'avoir respecté ton idée] à condition qu'ils se démarquent de l'« organisation de terreur » ; tandis que l'autre les considère comme « des Turcs », égarés par l'« organisation de terreur », qui nécessitent d'en être affranchis. Mais, quoi qu'il en soit de leur différence idéologique en la matière, les Kurdes qui ne se séparent pas avec netteté du PKK leur paraissent, pareillement, comme une menace contre la réalisation de leurs espoirs.

En fin de compte, avec tous ses espoirs et toutes ses craintes, l'ouvrier de la nouvelle génération se distingue radicalement de l'ouvrier « vieux », non seulement du fait du fossé de génération et du fossé de niveau de vie, mais aussi du fait de ses valeurs et de ses manières de faire et de penser.

L'ouvrier « plein d'espoir » a un « sous-univers » à part. Formé progressivement depuis le tournant après 1990 du néolibéralisme et façonné selon les contraintes du phénomène de « glocalisation », ce « sous-univers » se base essentiellement sur une logique « pragmatique ». Si l'ouvrier de l'ancienne génération représente, malgré son europhobie, paradoxalement l'ouvrier « à la française », l'ouvrier de la nouvelle génération représente, à son tour, malgré son américanophobie, l'ouvrier « à l'américaine ». Il est individualiste, pragmatique, pieux et parfois « hobbesien ». Mais notamment en raison de ses efforts pour adapter ses propres valeurs morales aux contraintes matérielles du monde réel de plus en plus globalisé, il mérite autant qu'il faut d'être qualifié d'*ouvrier de la Glocalisation*.

Conclusion de l'enquête de terrain : une contrariété inévitable entre l'ouvrier de l'État-nation et l'ouvrier de la Glocalisation

Tout au long des deux derniers chapitres, en me reposant principalement sur les énoncés des ouvriers interviewés et sur les réponses recueillies lors de la réalisation des questionnaires, j'ai essayé de montrer comment les ouvriers apprécient à la fois leurs rapports au travail et leurs rapports à la société globale et pourquoi ils se distinguent les uns des autres concernant les affects qu'ils éprouvent face aux phénomènes relatifs à la phase « roll-out » du néolibéralisme. Étant donné que, les deux affects prépondérants éprouvés par les ouvriers interviewés sont successivement « la déception » et « l'espoir », ces derniers firent l'objet de ces deux chapitres.

« L'ouvrier déçu », en tant que premier idéal type de cette recherche, est représenté au sein de l'échantillon de l'enquête de terrain majoritairement par les ouvriers « vieux » de la pétrochimie de Petkim et dans une certaine mesure par les mineurs « vieux » de TTK. Employés dans leurs entreprises majoritairement depuis plus de 20 ans, ces ouvriers sont porteurs, jusqu'au tournant des années 1990, de l'héritage de l'esprit ouvrier des années 1970, façonné sous l'égide du corporatisme tripartite. Faisant partie des grandes

manifestations ouvrières dites du « printemps de 1989 », ils avaient su améliorer leur condition ouvrière à un niveau qui leur a permis d'avoir un mode vie, pour ainsi dire, de « classe moyenne ».

Mais comme on a essayé de montrer tout au long de ce chapitre, la raison principale pour laquelle l'affect qu'ils éprouvent est « la déception » n'a guère à voir avec la peur de perdre leur « avoir » du fait des conséquences de la transformation néolibérale, mais plutôt le dégoût d'avoir suivi l'effondrement d'un monde associé à leur « être ». Plus précisément, ils éprouvent une déception d'avoir constaté la corrosion d'un univers dont les « valeurs de référence » étaient aussi les leurs. Car même s'ils militaient contre ses aspects inégalitaires - surtout contre ceux qui concernaient la distribution des richesses -, les « valeurs de référence » de cet univers telles que le laïcisme, la méritocratie, le républicanisme, le progressisme, le scientisme, le développementisme, l'occidentalisme, etc. ne leur paraissaient jamais problématiques, au moins en principe. Sous la menace des dynamiques de globalisation et des critiques de la modernisation, l'Etat-nation, où prenaient jusqu'alors corps toutes ces « valeurs de référence », apparaît donc à leurs yeux comme un bastion prioritaire à défendre.

Dans cet esprit de défense, au moins jusqu'au tournant des années 2000, l'« ouvrier protégé », associé à une tradition syndicale « de contestation » continuait quand même à définir son « ennemi » en terme de classe : le « capital monopolistique transnational » et son collaborateur à l'intérieur du pays, le « capital monopolistique national », représentaient alors la cible contre qui le mouvement ouvrier, selon lui, devrait lutter.

Mais depuis 2000, comme on a essayé de montrer dans les chapitres précédents, l'image de l'ennemi que vise la critique de cette catégorie ouvrière est entièrement changée : les notions de classes sont progressivement remplacées par les notions nationales, voire nationalistes. En tant qu'un des piliers des politiques néolibérales, les privatisations ne sont désormais plus perçues comme une menace envers le bien-être ouvrier et

l'organisation syndicale des travailleurs, ni envers la « nation » tout entière. Même s'il est raisonnable de considérer cette transformation discursive comme le résultat d'un changement de tactique des syndicalistes en vue d'obtenir le soutien du peuple, une telle appréciation resterait insuffisante car elle négligerait les causes de la réémergence des sensibilités nationales et républicaines au sein du peuple, plus précisément, au sein de sa portion minoritaire composée principalement des classes moyennes urbaines et instruites.

En fait, après les années 2000, « *les privatisations étaient plus que les privatisations* » en Turquie. Ce phénomène est devenu un enjeu majeur aux yeux des acteurs économiques et politiques du pays. Autrement dit, il ne représentait plus seulement une « cause ouvrière », mais aussi une « cause nationale ». C'est dans cet état d'esprit que la question « *à qui céder les entreprises stratégiques à privatiser ?* » est devenue le corollaire de la réponse à la question, pour citer Hirschmann, « *qui mènera la Turquie, les passions ou les intérêts ?* », ou bien, pour s'inspirer de Sombart, « *qui sera le vainqueur de la lutte, les héros ou les marchands ?* ».

L'apparition à ses côtés d'une nouvelle génération ouvrière dont la logique d'action était façonnée substantiellement selon le « savoir pratique » bouleversa la perception de justice et de mérite de l'*ouvrier de l'État-nation*, fidèle toujours à l'idéal méritocratique républicain. Car cette nouvelle génération, majoritairement favorable aux privatisations des entreprises publiques et à la suppression de la conception de justice méritocratique en vigueur, paru aux yeux de l'*ouvrier de l'État-nation* comme potentiellement « fossoyeur » d'un monde auquel il se sent, malgré toutes ses objections, appartenir.

À la suite de la victoire électorale de l'AKP en 2002 avec 47 % des suffrages, y compris ceux d'une majorité signifiante des nouveaux prolétaires, l'*ouvrier de l'État-nation* n'hésita pas à se positionner dans le camp « anti-AKP ». Ce choix entraîna le rapprochement de l'*ouvrier de l'État-nation* avec les puissances de *statu quo* qui avaient atteint leur apogée notamment après le coup d'État militaire de 1960 sur la base des

relations économiques propre au modèle de l'ISI. Par conséquent, comme l'exigeait cette alliance, l'ouvrier de la nouvelle génération fit désormais partie des cibles de *l'ouvrier de l'État-nation*.

L'*Espoir* représente sans doute l'affect le plus fort éprouvé par les ouvriers de la nouvelle génération que l'on retrouve au sein de l'échantillon de l'enquête. Concentrés majoritairement au sein des employés d'Isdemir et au sein des ouvriers « jeunes » de TTK, ils construisent le second principal idéal type, qualifié d'« ouvrier plein d'espoir », de la recherche.

L'ouvrier de la nouvelle génération commença à sa carrière d'ouvrier suite à la fin de la « renaissance ouvrière » du tournant des 1990 et plus particulièrement pendant une période où le moment « roll-out » du néolibéralisme se substituait graduellement au moment « roll-back » du néolibéralisme. Le passage entre ces deux moments du néolibéralisme a eu pour conséquence de modifier en profondeur la structure du marché du travail ainsi que le modèle de recrutement des entreprises industrielles.

C'est pour cela, à la différence de l'itinéraire professionnel suivi par *l'ouvrier de l'État-nation*, qui avait été recruté par concours juste après être sorti diplômé de son lycée professionnel — et devenu titulaire dans l'entreprise publique après avoir terminé son service militaire —, l'ouvrier de la nouvelle génération a du entrer dans la vie active, pour la plupart, dans une entreprise privée, probablement, de petite taille. Après avoir vécu pas mal de temps dans la précarité, il a pu trouver un poste relativement stable dans une entreprise stable. Mais ce ne fut pas facile pour lui d'y arriver. Pour accéder à ce poste relativement sûr, il avait du se battre maintes fois individuellement, mais parfois avec l'appui de ses proches, et sans doute, avec l'aide de la chance, ou si l'on veut, avec

la grâce de Dieu. Mais tout au long de ce processus son niveau scolaire n'avait pas joué de grand rôle.

Son expérience personnelle lui avait plutôt appris que le savoir acquis dans l'école ne répond pas toujours aux vrais besoins de la production, au moins pour ceux qui concernent l'activité ouvrière. D'où, une « hiérarchie » établie en fonction du « savoir scolaire » entre ceux qui exercent pourtant la même tâche au travail, et qui représentait pour lui la pire des injustices. Il avait fait face à cette injustice, en tant que mineur « sans diplôme » à chaque fois qu'une tâche sous terre lui était déléguée, ou en tant qu'ouvrier de sidérurgie en sous-traitance lorsqu'il était rémunéré à peu près trois fois moins bien que les ouvriers titulaires.

Souvent employé dans l'entreprise publique, l'« ouvrier protégé » lui paraissait toujours « antipathique » et son « antipathie » provenait essentiellement de l'« injustice méritocratique » qu'il constata maintes fois tout au long de son expérience professionnelle.

C'est dans cet état d'esprit que le nouveau prolétaire a toujours accueilli avec plaisir la volonté des gouvernements de privatiser les entreprises publiques. Car il la considère, d'une part, comme un pas fait vers la suppression de l'*aristocratie ouvrière*, et d'autre part, comme un pas fait vers la construction d'un marché de travail plus équitable et accessible désormais à tous, envisageant la répartition des postes disponibles selon le principe « à chacun selon sa contribution réelle à la production des richesses ». C'est pour cela qu'il ne serait pas faux de constater que les privatisations ont joué un rôle crucial lors de la transformation de l'ouvrier défavorisé de la nouvelle génération vers l'ouvrier plein d'espoir.

L'*Espoir* de cet ouvrier prend sa source tout d'abord dans l'esprit de la « glocalisation » qui, d'une part, dénonce l'irréversibilité du processus de la globalisation libérale et le

déclin inévitable des État-nation avec leurs appareils bureaucratiques et avec leurs institutions, et d'autre part, promet une globalisation évitant néanmoins d'écraser les réalités culturelles locales. La première promesse de la « glocalisation » répondait tout à fait à l'ambition de l'ouvrier de la nouvelle génération de supprimer les privilèges de l'« aristocratie naturelle », prioritairement, celles de « l'aristocratie des lettres et de la culture » et celles de « l'aristocratie des armes », mais sans doute sans excepter celles de « l'aristocratie ouvrière ». Quant à la seconde promesse de la « glocalisation », elle aussi, était tout à fait conforme avec les attentes de l'ouvrier de la nouvelle génération dont les aïeux avaient beaucoup souffert des politiques de modernisation « occidentaliste » suivies à l'encontre de la volonté du peuple par une élite « jacobine ». Mais étant donné que l'affect d'*Espoir* ne peut jamais survivre chez les individus sans convoquer l'affect de *Crainte*, l'espoir de l'*ouvrier de la Glocalisation* était né avec ses propres sources de crainte.

Remettant en cause à la fois les valeurs fondatrices de la République et la légitimité de la bureaucratie civile et militaire, l'esprit de la « glocalisation » entraînait aussi le regain d'énergie des revendications identitaires accusant les ancêtres de l'*ouvrier de la Glocalisation* de complicité avec l'élite dirigeante. De la question arménienne à la question alevi, tous les problèmes de l'histoire récente du pays, masqués jusqu'alors, ont vu le jour l'un après l'autre dans cette période. Mais, parmi tous ces problèmes, la gravité de la question kurde était incomparable en termes d'immédiateté et a eu un impact plus grand et plus direct sur la vie quotidienne des citoyens du pays.

La variation de la perception concernant la question kurde constitue, dans ce climat, un point de distinction parmi les ouvriers de la « glocalisation ». En d'autres termes, les ouvriers de la « glocalisation » qui éprouvent une certaine crainte vis-à-vis de la question kurde, l'emportant sur leur espoir, adoptent une logique d'action plutôt « hobbesienne » et cela engendre une différenciation idéologico-politique au sein de cette catégorie.

Les ouvriers de la glocalisation ceux dont les sources d'espoir sont plus grandes que leurs sources de crainte adoptent, semble-t-il, une logique d'action pragmatique de type « optimiste » et par conséquent se positionnent aux côtés de l'AKP, parti politique par excellence de l'esprit de la glocalisation, tandis que ceux qui éprouvent plus vigoureusement la crainte, en adoptant une logique d'action pragmatique de type « pessimiste » et « hobbesienne », se rapprochent de plus en plus du MHP.

On peut présenter plus clairement les clivages « idéologico-politique » des ouvriers enquêtés en recourant au tableau suivant:

Catégories ouvrières		Transformation due au néolibéralisme glocaliste	Identité nationale en vigueur	Projet Républicain (méritocratique et « jacobin »)	Sentiment à l'égard des Kurdes	Parti politique le plus proche
Ouvrier « plein d'espoir »	« le pragmatique optimiste »	Soutien pragmatique	Objection pragmatique	Objection « de principe »	Sympathie pragmatique	AKP
	« le pragmatique pessimiste »	Soutien pragmatique	Soutien pragmatique	Objection pragmatique	Antipathie pragmatique	MHP
Ouvrier « déçu »		Objection « de principe »	Soutien « de principe »	Soutien « de principe »	Antipathie « de principe »	CHP

Tableau VI : Les points de clivages idéologico-politique dans l'espace ouvrier

Qu'ils soient « déçus » ou « pleins d'espoir », les ouvriers que j'ai rencontrés pendant la réalisation de l'enquête de terrain, étaient, tous, des gens conscients de leur propre réalité. Tous agissaient, plus ou moins, en tenant compte de leur « être » réel et sans doute de leur « avoir » réel. En fin de compte, tous s'efforçaient séparément de « persévérer dans leurs êtres ». Or, les désaccords entre eux résultaient, en fait, de leurs actions singulières qui sont menées dans un même but, mais ouvrent la voie à la diversification de leurs

manières de penser et de faire. En bref, leurs « consciences » diversifiées étaient le corollaire de leurs « êtres » hétérogénéisés.

Les uns étaient entrés dans la vie active à la veille des années 1980 et avaient adopté les manières de faire et de penser qu'exigeait l'esprit de l'époque ainsi que les contraintes des relations professionnelles alors en vigueur. Les autres se sont insérés dans la vie active au tournant des années 2000 où les règles de la vie professionnelle et aussi celles de la société globale étaient radicalement modifiées par rapport aux décennies précédentes. C'est pourquoi, quand j'ai rencontré les ouvriers lors de la réalisation de l'enquête, les uns et les autres étaient aussi antithétiques que peuvent être antithétiques les lignes directrices de l'économie keynésienne et celles de l'économie néolibérale.

Une telle contrariété pourrait être interprétée de diverses manières : par exemple, à suivre une approche « encoriste », on en conclurait probablement que sous l'effet de l'hégémonie de l'idéologie néolibérale, l'*ouvrier de la Glocalisation* s'est trompé de logique d'action en remplaçant la conduite « collectiviste » qu'exige, par sa nature, sa propre condition de travail, par une conduite « égocentrique », opposée, par sa nature même, à ses « vrais » intérêts de classe. Par conséquent, un tel genre d'approche essaierait, dans une croyance inébranlable à démontrer les repères d'une vraie conscience de classe qui existent au moins « en germe » même aujourd'hui chez ces ouvriers « individualistes ».

Quant à l'approche « ne-plus-iste », elle, à son tour, en déduirait sans doute que, comme toutes les études récemment réalisées le montrent, « la grammaire sociale » des conduites ouvrières contemporaines ne repose plus sur le principe collectiviste, mais au contraire sur le principe individualiste, présumé inapte au regroupement massif des ouvriers. C'est pourquoi, selon cette approche, l'attitude de l'*ouvrier de l'État-nation* serait considérée comme une réaction morose, déprimante et aussi désespérée des gens « vieux » dont les

logiques d'action, basées explicitement sur les méthodes et les moyens archaïques du passé, ne conviennent plus aux réalités présentes.

La conclusion que je tire de ce tableau se distingue, comme j'avais promis au début de la recherche, tant de celle de l'approche « encoriste » que de celle de l'approche « ne-plus-iste » et je la discuterai plus loin.

Conclusion générale

Les ouvriers représentent sans doute le groupe le plus déprécié de nos jours en termes de dégradation de la place « symbolique » qu'ils occupent vis-à-vis des sciences sociales. Après avoir donné, tout au long du XX^e siècle, une image idéalisée de leur réalité, la pensée sociale, surtout celle qui est européenne, a brusquement tourné le dos, plutôt symboliquement que pratiquement, aux ouvriers.

Depuis au moins deux décennies, les chercheurs et les chercheuses qui mènent des études empiriques sur le monde ouvrier, mais en se focalisant désormais sur les individus-ouvriers, en concluent souvent que les ouvriers contemporains n'agissent plus comme les ouvriers d'antan et qu'ils sont plus pragmatiques, plus individualistes, enfin qu'ils ressemblent plus au reste de la société en termes de logique d'action.

Il n'y a rien à objecter à la réalité solide que les ouvriers d'aujourd'hui sont plus pragmatiques et plus individualistes que jamais. Par contre, quant au constat qui veut que les logiques d'action de l'ouvrier et celle du reste de la société sont plus indifférenciées aujourd'hui, il faut s'y arrêter. Car cette réflexion, désireuse de démontrer le grand changement en cours, accepte toujours comme point de repère, semble-t-il, la justesse de l'image idéalisée de la réalité ouvrière d'antan. Plus précisément, elle suppose qu'autrefois, les ouvriers avaient des vies et des logiques d'action à part, dont les principes fondateurs étaient indépendants - voire antithétiques - vis-à-vis des principes fondateurs de la société globale qui les entourait.

Peut être à l'exception de la première moitié du XIX^e siècle où les ouvriers européens étaient attachés à la « condition prolétarienne » signifiant, selon la définition de Robert Castel, une « *quasi exclusion du corps social* »³²², une fois que les ouvriers acquièrent la

³²² CASTEL, *op. cit.*

« citoyenneté économique » et la « citoyenneté politique »³²³ après le tournant du XX^e siècle, pour reprendre les mots de Maurice Halbwachs, ils « *[obéissent] au plan de structure du corps dans lequel ils sont compris* »³²⁴. Cela ne revient bien évidemment pas à dire qu'ils deviennent soumis et fatalistes face à l'ordre en place, mais seulement que désormais ils respectent tendanciellement, même pendant les grands moments de mobilisation ouvrière, les « règles du jeu » déterminées selon les contraintes économiques du régime d'accumulation capitaliste – et par conséquent selon les principes de fonctionnement des institutions en vigueur remaniées toujours conformément à ce dernier – auquel leur existence sociale – recouvrant tant leur manière d' « avoir » que leur manière d' « être » – est intimement liée.

C'est pourquoi chaque changement de régime d'accumulation capitaliste à la suite de la crise de celui qui le précède produit un certain « effet de trauma » chez les ouvriers : les « plus vieux » de ces derniers éprouvent souvent l'affect de déception face au changement en cours, tandis qu'un éventuel changement de régime d'accumulation de capital engendre chez les ouvriers « plus jeunes », tendanciellement, un affect d'espoir.

Rappelons la littérature sociologique produite sur la « tristesse ouvrière » juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale lors de la mise en place du modèle économique keynésien : par exemple, l'effort fait par Richard Hoggart, tout au long de son livre intitulé *La Culture du Pauvre*, pour montrer, avec l'émergence des politiques keynésiennes « à l'anglaise » ou bien « beveridgienne » d'après-guerre, dans quelle mesure la culture ouvrière d'antan était menacée par la culture de masse en plein essor en Grande-Bretagne. On peut aussi évoquer les travaux menés, après guerre, par l'école française de sociologie du travail friedmanienne démontrant dans quelle mesure

³²³ Pour expliquer la variation de tradition syndicale entre les divers pays industrialisés avant la Première Guerre mondiale, Seymour Martin Lipset propose deux paramètres : l'état de la structure sociale avant l'industrialisation, et la façon dont les élites ont répondu à la volonté des travailleurs d'obtenir la possibilité de participer à la vie politique – droit de vote et liberté de créer des partis politiques – et économique : reconnaissance syndicale par l'État et les employeurs. Voir LIPSET, *op. cit.*

³²⁴ HALBWACHS M. *Les classes sociales*. Paris : Presses universitaires de France, 2008, p. 29.

l'autonomie ouvrière était menacée tant par la mise en usage des techniques tayloriennes que par l'automatisation de la production, en fonction du keynésianisme « à la française », pour qui la modernisation industrielle l'emportait toujours sur la consommation de masse.

Il est cependant évident que la déception qu'éprouve à présent l'ouvrier « vieux » vis-à-vis des effets sociaux de la substitution du néolibéralisme au keynésianisme est incomparablement plus grande et plus violente que celle qu'il éprouva lorsque le keynésianisme fut établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour remplacer le corporatisme des années 1930.

Pour commencer par les caractéristiques du passage du corporatisme des années 1930 au keynésianisme d'après-guerre, on dirait tout d'abord que les principes fondamentaux de la « structure de base » du modèle keynésien ne différaient guère de ceux de son prédécesseur : tous les deux proposaient l'interventionnisme d'État et l'industrialisation planifiée pour le développement indépendant de chaque État-nation souverain, tous les deux basaient leur société sur les organisations collectives des individus, tous les deux mettaient en œuvre une politique de recrutement méritocratique, etc. Plus précisément, le rapport entre ces deux régimes successifs d'accumulation était plutôt « complémentaire » que « contradictoire ».

Leur plus grande différence à l'égard de leurs influences sur le monde ouvrier était que, pendant la période keynésienne, *« par rapport au corporatisme s'ajoute toutefois l'acceptation du caractère potentiellement conflictuel de la relation entre classes. Cette complémentarité n'est pas organique, elle ne va pas de soi en sorte qu'une lutte entre classes est légitime à condition qu'elle s'opère par des moyens pacifiques et qu'elle soit*

*encadrée et contrôlée par l'État. L'État est l'arbitre de la lutte entre les classes, entre lesquelles il favorise une juste redistribution des gains de productivité ».*³²⁵

De toute façon, en ayant pour but d'augmenter la demande intérieure, le modèle keynésien élargissait la sphère d'action collective des ouvriers afin vue d'améliorer leurs niveaux d'« avoir », même si ce même modèle, dont le succès est lié à la modernisation de l'industrie nationale pour répondre à une demande intérieure en hausse, réduisait l'« autonomie » des ouvriers qualifiés dans le travail. En effet, « le deuil de la société d'antan » des ouvriers « qualifiés » et « vieux » des années 1950 n'a pas duré longtemps et leur déception fut soulagée par l'ampleur de l'« espoir » des ouvriers « jeunes » des années 1960.

Étant donné que ces deux régimes d'accumulation successifs étaient moins « contradictoires » que « complémentaires », la transformation du monde ouvrier due à la substitution du modèle keynésien au corporatisme des années 1930 a été conçue par « l'esprit de l'époque » comme une « évolution » à la fois qualitative et quantitative.

Il faut cependant ajouter que les effets de cette transformation sur les ouvriers furent plus particulièrement observés dans les pays industrialisés occidentaux. Quant aux pays tardivement industrialisés, y compris la Turquie, l'apparition d'un monde ouvrier inédit, plus revendicatif et plus organisé, en fonction de l'implantation du modèle de développement par substitution d'importations fut considérée comme la « naissance » tardive de la « classe ouvrière », mais bien entendu encline à « évoluer ».

Si le modèle keynésien en vigueur n'avait pas été confronté à une crise économique après les années 1970, cette présumée évolution de la « classe ouvrière » aurait possiblement duré plus longtemps, mais ce ne fut pas le cas. Pour le dire en se référant à la notion de « double mouvement » des sociétés capitalistes de Karl Polanyi, pendant la période

³²⁵ BOLTANSKI L. *Rendre la réalité inacceptable - A propos de "La production de l'idéologie dominante"*. Paris : Éditions Demopolis, 2008, p. 126.

keynésienne du capitalisme, le « mouvement d'épanouissement des marchés » avait été excessivement resserré par le « contre-mouvement protectionniste ». En d'autres termes, après avoir été confronté à la grande crise de 1929 les dynamiques de marchés furent obligées de tolérer l'« encadrement » toujours croissant du contre-mouvement protectionniste de la société capitaliste. Mais une fois que les politiques de reconstruction d'après-guerre atteignirent leurs objectifs au tournant des années 1970, l'encadrement en cours commença à exercer une influence étouffante sur les dynamiques de marché.

Il était évident que le processus de « ré-libéralisation » du capitalisme n'était pas si facile et « sans peine » qu'un éventuel processus de « dé-libéralisation ». Car le contre-mouvement « protectionniste » du capitalisme n'avait pas « encadré » seulement la sphère économique durant son « mandat », mais aussi toute la sphère sociale à travers ses institutions, y compris les syndicats et les usines, ainsi que les écoles, les casernes, les organismes d'État, etc. Ce faisant, il avait privilégié en premier chef l'un des principes fondateurs de la société capitaliste, qui est l'« égalité » — plus précisément l'« égalité des chances » — au détriment d'un autre, qui est la « liberté » — plus précisément, la « liberté marchande ».

Dans une société stratifiée, reposant par nature sur les inégalités réelles, pour pouvoir rendre « juste » ces dernières, le dirigisme protectionniste a eu besoin d'une notion de « mérite » prenant sa source dans une sphère hors de la portée des relations de marché. Pour cela, il fit d'abord sienne, à l'image des Lumières, « le logos » comme point de démarche de son propre « dispositif de la stratification » et utilisa « l'école publique » comme moyen principal de la mise en pratique de ce dispositif. La notoriété du diplôme commença à jouer le rôle premier dans la carrière professionnelle des gens, y compris celle des ouvriers. L'impact du diplôme fut désormais de plus en plus important, non seulement sur le processus d'embauche des salariés, mais aussi sur l'augmentation de salaire et sur les occasions de promotion qui étaient allouées.

Tout au long des années traversées sous la suprématie d'un capitalisme de type dirigiste protectionniste, c'est ainsi qu'ont vu le jour au sein du monde ouvrier d'abord une « communalisation » (*Vergemeinschaftung*) puis une « sociation » (*Vergesellschaftung*), au sens où Weber l'entendait. Mais ni les « valeurs » sur lesquelles se fondait la « communauté ouvrière » relativement homogène, ni non plus les « fins » - dans ses versions consentantes ou contestataires - propres aux organisations syndicales n'étaient, au sens vrai du terme, à l'extérieur de l'« encadrement », dominé par l'esprit protectionniste : le corps principal du monde ouvrier d'après-guerre n'objectait jamais aux principes fondateurs du régime en cours, avancés par les gouvernements de l'époque, tels que le développement national, la souveraineté de l'État-nation, l'interventionnisme d'État et l'industrialisation planifiée. Par ailleurs, il partageait intimement avec l'esprit dirigiste, l'idée de suprématie du « logos » comme forme de savoir par excellence et les politiques de renfort envers l'« école publique ». Quant à son opposition envers le régime, elle consistait principalement en la remise en cause du décalage entre l'égalité « promise » par l'État-arbitre du capitalisme dirigiste et les inégalités réelles en matière de redistribution des gains de productivité. Plus le mouvement ouvrier se perfectionna en la matière, plus il occupa une position centrale au sein de l'opposition « réformiste », surtout dans les pays industrialisés dont l'État Providence fut de grande envergure.

Mais à vrai dire, dans l'intervalle entre 1950 et 1980, les critiques faites par le mouvement ouvrier contre le capitalisme dirigiste ne furent jamais aussi « fondamentaliste » que celles du néolibéralisme après les années 1980. Bien plus, l'esprit du capitalisme dirigiste et celui de la communauté ouvrière, construite sous son égide, se donnaient la main dans l'hostilité contre l'esprit marchand.

Le néolibéralisme, quant à lui, se présenta, dès le début, essentiellement, avec les mots de Richard Peet, « *par son antipathie substantielle pour le keynésianisme — et pour le*

développementisme ». Cette antipathie substantielle pourrait être comprise, dans le sillage des dualités désignées séparément dans des contextes historiques différents par Werner Sombart et par Albert Hirschmann, comme une tentative de retour sur le devant de la scène des « intérêts » pour remplacer les « passions » qui menaient le monde depuis la grande crise de 1929 et aussi comme une ambition du « Marchand » pour prendre sa revanche sur le « Héros ». Ce retour désignait, toutefois, une réémergence du principe de « liberté » qui était remarquablement dévalorisé depuis pas mal de temps parmi les principes fondateurs de la société capitaliste, plus particulièrement face au principe d'« égalité ».

En fait, au commencement des années 1980, le néolibéralisme se mit en chemin avec une ardeur de néophyte. En faisant sien le credo « *plus de marché, moins d'État* », il tenta de supprimer, souvent sans tenir compte de leurs conséquences sociales, les institutions façonnées selon les besoins du modèle keynésien. Dans cet état d'esprit qui fut radicalement opposé au capitalisme dirigiste et à ses institutions, il faisait des ouvriers protégés son principal ennemi. Thatchérisme en Grande Bretagne, Reaganisme aux États-Unis et enfin Özalisme en Turquie figuraient parmi les expressions prééminentes de cette phase destructive et dérégulatrice, qui sera plus tard qualifiée par Jamie Peck et Adam Tickell de « moment 'roll-back' du néolibéralisme ».

Alors que, pendant son moment destructif, le néolibéralisme arriva à mener à bien certains de ses objectifs initiaux, notamment dans certains pays anglo-saxons en s'appuyant sur des « économies de marché » relativement établies, il entraînait un mécontentement envers lui-même à l'échelle mondiale. Non seulement, parce que les politiques néolibérales avaient des conséquences sociales rigoureuses car elles furent implantées, dans un premier temps, par des politiciens avant-gardistes investis d'une forte conviction idéologique pour le marché et menant des politiques excessivement programmatiques et rigides, mais bien plus encore parce que le moment « roll-back » du néolibéralisme manquait d'un discours moral apte à enthousiasmer les masses et à

transformer ces dernières en parties prenantes à son mouvement. Défendre la « liberté marchande » dans une perspective purement utilitariste et critiquer la « méritocratie » du dirigisme en avançant que la sélection des marchés n'a rien à voir avec l'instrument de mesure du mérite scolaire ne suffisait guère à gagner la sympathie de la majorité du peuple.

Malgré sa progression limitée, l'esprit hobbesien « guerre de tous contre tous » pénétra toutefois pendant le moment destructif du néolibéralisme dans la conscience sociale, y compris dans la conscience ouvrière de la nouvelle génération. Mais les ouvriers hobbesiens représentaient encore une petite minorité dans le monde ouvrier et, bien plus, l'esprit de guerre en vigueur permettait à l'ancienne génération ouvrière, ayant une expérience de combat, de résister avec détermination contre les attaques néolibérales. C'était l'ampleur de la résistance ouvrière pendant les derniers temps du néolibéralisme destructif et dérégulateur qui donnait l'impression de « renaissance » de la « classe ouvrière » même si certains de ces combats s'achevèrent au détriment des ouvriers protégés.

En fin de compte, outre qu'il donna lieu à l'ascension du mouvement ouvrier, pendant cette première période, le néolibéralisme avança au fond très peu dans son cheminement envers son but de supprimer les institutions keynésiennes et de faire décliner le pouvoir du Grand Corps d'État qui s'appuyait depuis les années 1930 sur une croissante « aristocratie naturelle », c'est-à-dire sur une « aristocratie des lettres et de la culture » — et comme c'était le cas dans certains pays « militocratiques », y compris la Turquie, sur une « aristocratie des armes ». Il était important pour le néolibéralisme d'affaiblir cette aristocratie naturelle, car celle-ci prit explicitement le relais de la noblesse de jadis dans son aversion pour l'esprit marchand. En bref, le « Marchand » était encore très loin d'avoir « réglé son compte » au « Héros ».

Si l'ouverture de l'ère de globalisation après la fin de la Guerre froide construisit la base matérielle pour que le néolibéralisme se refasse une santé, la pensée postmoderne, à son tour, lui offrit sans doute l'approvisionnement *idéal* dont il avait besoin pour mater son rival, armé de la pensée des Lumières. Il fut désormais possible de transformer la critique partielle de l'interventionnisme d'État sur l'économie en une critique substantielle de l'État-nation dans son ensemble. D'autre part, après avoir souffert des politiques menées sous la domination du capitalisme dirigiste pendant de longues années, le capital des petites et moyennes entreprises, apte désormais à être organisées en réseaux de dimension mondiale, fut avide de se substituer au grand capital qui était imbriqué largement avec l'État-nation, pour assumer l'avant-gardisme des idées néolibérales, en collaboration, sans doute, avec les cadres supérieurs compétitifs sur le marché global du travail.

En tirant des leçons de la pratique relativement vaine du néolibéralisme destructif, mais aussi en adaptant les prémisses néolibérales à l'ère de la globalisation, les porte-parole du néolibéralisme remanièrent leur stratégie et commencèrent, dès lors, à élaborer leurs politiques en se focalisant plus particulièrement sur le « changement institutionnel ». Cette nouvelle approche s'appuyait principalement sur des notions telles que « la bonne gouvernance », « l'intervention favorable au marché », « le capital social », etc. Autrement dit, le credo du moment « roll-back » du néolibéralisme « plus de marché, moins d'État » qui n'avait que très peu transformé les rapports entre le corps d'État et les marchés, fut remplacé par des pratiques « plus réalistes et plus pragmatiques ». Cette nouvelle phase constructive et re-régulatrice, qualifiée de « moment 'roll-out' du néolibéralisme », avait, avant tout, pour but de rendre le processus de néolibéralisation « institutionnellement encadré » dans la société. Ce faisant, à la différence des méthodes thatchérienne et reaganienne, elle envisageait de réformer graduellement le corps d'État et de poursuivre une stratégie de changement, pour ainsi dire, d'en bas et en collaboration avec les acteurs locaux de la société concernée.

La quête de partenaire local des institutions globales de la gouvernance n'était pas vaine, car, dans chaque société, il existait déjà de nombreux et larges groupes sociaux qui étaient parties prenantes des marchés compétitifs de l'économie globalisée et vivaient mal la présence d'un corps d'État dont ni le niveau de revenus ni les conditions de travail n'étaient assignés en fonction des règles du marché.

Parmi ces groupes sociaux mécontents, la proportion des ouvriers ne fut jamais négligeable. Peut être à côté des « salariés compétitifs » ayant une forte valeur ajoutée du travail et de la spécialité professionnelle, les ouvriers précaires présentaient, et présentent toujours, le groupe le plus large ayant un sentiment de frustration devant le décalage entre leur condition et de celle des « ouvriers protégés ». En parallèle, l'Etat dirigiste présumé coupable au premier rang de ce fossé inégalitaire est toujours l'objet de leur opposition. Plus précisément, la nouvelle génération ouvrière, récemment entrée dans la vie active au sein du secteur privé, employée dans des conditions précaires et plus ou moins exclue du régime de la couverture sociale, donc n'ayant aucun intérêt pratique à la survie des institutions du capitalisme dirigiste, construisit dans la plupart des pays un des piliers locaux du néolibéralisme réformé au tournant du XXI^e siècle.

Il serait cependant faux de penser que l'engagement des ouvriers de la nouvelle génération pour les politiques menées par le néolibéralisme constructiviste et ré-régulateur résultait d'une logique d'action purement égocentrique et utilitariste. Au contraire c'est plutôt l'attente d'un « changement institutionnel » qui leur fait éprouver l'affect d'espoir face aux réformes proposées par les défenseurs du néolibéralisme contemporain. Ils imaginaient, et imaginent encore, qu'ils vivraient, à la fin de ce processus de transformation auquel ils sont avides de participer, dans un monde plus libre, plus équitable, plus démocratique et plus conforme à leur propre système de valeurs.

En ce sens, leur situation affective évoque sensiblement celle des ouvriers « plein d'espoir » d'après-guerre qui imaginaient à l'époque qu'ils participeraient à la construction d'un nouveau monde plus égalitaire, plus prospère, plus éclairé et plus moderne. À l'instar de la croyance de l'*ouvrier de l'État-nation* du keynésianisme d'après-guerre, en l'irréversibilité du progrès de l'humanité universelle du fait des progrès de l'industrie et de l'éducation, l'ouvrier de la Globalisation du moment « roll-out » du néolibéralisme croit en l'irréversibilité du progrès des libertés individuelles – et communautaires - du fait de la globalisation et de la démocratisation. Autant le premier partageait avec l'esprit de son époque la suprématie du « logos », c'est-à-dire le savoir démonstratif, comme forme de savoir par excellence et comme point de repère assurant l'existence de son espoir, le second s'investit dans l'effort de son époque pour substituer le « mépris », c'est-à-dire le savoir pratique, au « logos ».

Enfin, autant les ouvriers « plein d'espoir » d'après-guerre s'exprimaient à travers leurs syndicats dont la fonction était indispensable pour la reproduction du capitalisme dirigiste de type keynésien, les ouvriers « plein d'espoir » de nos jours s'expriment, à leurs tours, à travers leurs votes, dont l'importance est vitale pour que se reproduise le néolibéralisme contemporain. C'est pourquoi on dirait que l'ouvrier de la Globalisation est autant « acteur » dans la société contemporaine que le fut, à l'époque, l'*ouvrier de l'État-nation*. On pourrait aussi dire que l'*ouvrier de l'État-nation* fut autant « spectateur » dans la société d'antan que l'ouvrier de la Globalisation l'est aujourd'hui.

Et, plus important encore à l'égard de cette recherche, de même que l'*Ouvrier de l'État-nation* et « le Héros », incarnés alors dans l'image « égalitaire » et « totalisante » du corps d'État-nation, se donnaient la main dans l'hostilité contre l'esprit « intéressé » du Marchand, aujourd'hui l'Ouvrier de la Globalisation et « le Marchand », personnifiés dans l'image « libertaire » et « autonomiste » du patronat des PME tourné vers l'exportation – et aussi dans celle des cadres compétitifs sur le marché global du travail -, à leurs tours, se solidarisent dans la lutte contre l'esprit « passionné » du Héros.

Cette recherche qui avait pour but de comprendre les clivages actuels du monde ouvrier en partant du cas de la Turquie, plus particulièrement du cas des ouvriers de sidérurgie d'Isdemir, des ouvriers de la pétrochimie de Petkim et des mineurs de TTK, fournit des données empiriques assez significatives, dira-t-on, pour montrer combien les « sous-univers » de diverses fractions ouvrières résultent de la concordance des principes fondateurs du régime d'accumulation du capital en vigueur, et les principes fondateurs du système de valeurs de chaque ouvrier.

Tout au long des deux dernières parties de ce travail, j'ai d'abord essayé de montrer, pourquoi et comment, s'est autant aggravé la tension entre le Héros et le Marchand durant le processus de privatisation en Turquie au tournant du XXI^e siècle. Ensuite, à la lumière des données de l'enquête de terrain réalisée, je suis passé à la discussion, pourquoi et comment, l'*ouvrier de l'État-nation*, représenté dans l'échantillon par un groupe d'ouvriers relativement « vieux » et plus à l'aise, éprouvent-il, vis-à-vis de la transformation néolibérale, une déception si violente qui les pousse aux côtés des puissances de statu quo, englobant toutes sortes de défenseurs du capitalisme « illibéral », y compris des acteurs « putschistes » et « racistes ». Par la suite, j'ai discuté, dans la même lignée d'interrogation, pourquoi et comment l'*ouvrier de la Glocalisation*, à son tour, éprouve-t-il un espoir face à ce même phénomène au point qu'il n'hésite pas à faire siens les principes du moment « roll-out » du néolibéralisme.

La *Déception* de l'ouvrier « vieux » de l'État-nation turc devant la transformation néolibérale résulte, semble-t-il, moins des pertes économiques qu'il constate que de la perte de « puissance d'agir » face aux attaques néolibérales visant non seulement son poste ou son statut, mais aussi son « être » en tant que tel. Car l'*ouvrier de l'État-nation*

appartenait, et appartient toujours, à un monde où le développement national, dont les piliers étaient le progrès dans l'industrie lourde et dans l'éducation séculière, fut prioritaire. Il dépendait également d'un monde dont l'enjeu principal était la question d'« égalité » définie en relation avec la « question sociale ».

Dans ce monde auquel il appartenait, il avait su à maintes reprises défendre et améliorer ses droits économiques et sociaux en participant aux combats syndicaux même durant la première phase destructive du néolibéralisme. Mais après les années 1990 les événements prirent une mauvaise tournure : les gouvernements cessèrent d'investir dans l'industrie lourde et commencèrent à privatiser les entreprises publiques ainsi que les écoles publiques. Les subventions publiques furent désormais accordées prioritairement aux PME tournées vers l'exportation au lieu des grands conglomérats du pays.

Par ailleurs, du fait du vaste exode rural dû aux conséquences des politiques agricoles du néolibéralisme, les grandes villes furent envahies par les nouveaux prolétaires qui n'étaient investis ni des « valeurs républicaines », ni non plus de la « conscience ouvrière ». En fait, l'*ouvrier de l'État-nation* n'avait pas, à priori, d'aversion envers les nouveaux venus. Il pensait qu'ils étaient seulement des « inconscients » et qu'ils s'intégreraient dans le temps au monde dont il faisait partie. Mais au fur et à mesure que ceux-ci commencèrent à soutenir les partis politiques qui étaient favorables au néolibéralisme et qui remettaient en cause les « principes fondamentaux de la République », notamment le laïcisme et l'étatisme, il se tint remarquablement à l'écart de ces nouveaux prolétaires.

Cette distance, entre lui et les « nouveaux venus », prit un caractère irréparable surtout après le tournant des années 2000, plus particulièrement après les élections de 2002 emportées très nettement par l'AKP, en obtenant 47 % des suffrages. L'électorat de l'AKP ne se composait plus des classes populaires et des gens conservateurs et pieux, mais, pour ce parti politique votèrent presque tous ceux qui avaient intérêt à la réduction

du corps d'État et aussi à l'épanouissement des marchés en lien avec les dynamiques globales. En d'autres termes, l'AKP devint le parti par excellence du « Marchand ». A partir de ce moment-là, il fallait à l'*ouvrier de l'État-nation* choisir, selon la distinction faite par Hirschmann, ou *la défection (exit)* progressive en insistant toujours sur la suprématie de la « question sociale » qui n'était plus à l'ordre du jour, ou bien *la prise de parole (voice)* en axant désormais son intérêt sur la « question politique », mais inéluctablement en collaboration avec tous ceux qui ressentaient une déception similaire devant le retour d'enfer du « Marchand ».

Une fois que l'*ouvrier de l'État-nation* rejoignit le front anti-marchand, il s'intégra, entièrement ou partiellement, au discours de « la patrie qui-est-en-danger », percevant les politiques néolibérales en tant que conspiration des « ennemis impérialistes occidentaux » et accusant le peuple pieux, les Kurdes, les minorités chrétiennes et les libéraux, sciemment ou non, de collaboration avec l'« ennemi étranger ». Ce qui est intéressant dans ce discours, c'est que tous les constituants du front anti-marchand, y compris l'*ouvrier de l'État-nation*, étaient enclins à chercher à l'extérieur d'eux-mêmes la raison de l'effondrement du monde dont ils crurent participer à la construction. Parce qu'il ne leur parut apparemment pas raisonnable que ce monde soit anéanti, malgré leur acharnement « en toute bonne foi », sans qu'il s'agisse d'une intervention extérieure. Une telle logique d'action évoquait sensiblement celles des élites dits « mandarins » prussiens qui éprouvèrent une déception progressive face à l'épanouissement des dynamiques de marché par la suite de la période wilhelminienne en Allemagne. Cette similarité fait même penser que les tendances racistes, xénophobes et discriminatoires ont souvent pour corollaire l'émergence de la déception du Héros.

L'espoir éprouvé par l'ouvrier « jeune » de la glocalisation vis-à-vis des politiques néolibérales provient de causes moins économiques que morales. Car, au fur et à mesure

que les effets des politiques néolibérales permettaient à l'ouvrier de la Glocalisation de briser le joug du sentiment de « désespoir » qu'il éprouvait devant les institutions keynésiennes, abandonnées à leurs sorts depuis les années 1980, il fit sans hésitation sien le discours du « changement institutionnel ». De plus, à la différence de la méthode procédant « du haut vers le bas » lors de la fondation des institutions républicaines, et aussi lors de la période de remaniement selon les contraintes du modèle dirigiste d'inspiration keynésienne, le nouveau discours du changement institutionnel lui promettait un changement « du bas vers le haut ». Plus précisément, il lui proposait de faire partie d'un processus de changement tenant compte à la fois des contraintes de la globalisation et de ses valeurs identitaires, pour ainsi dire, « authentiques ».

Cela signifiait à ses yeux, d'une part, une promesse de « liberté » en ce qui concerne ses valeurs identitaires authentiques, jusqu'alors blâmées, méprisées et parfois persécutées par l'ambition universaliste et totalisante de l'« aristocratie des lettres et de la culture » et plus particulièrement en Turquie par l'« aristocratie des armes », et d'autre part, une promesse de « prospérité » dont le succès sera fonction de la transformation des institutions en désuétude de l'État-nation en d'autres, plus adaptées à la réalité de l'évolution en cours.

Le discours pragmatique du globalisme néolibéral correspondait passablement aux conclusions que l'ouvrier de la Glocalisation tire de son expérience personnelle. Il était entré dans la vie active probablement dans une PME avec un salaire environ trois fois moins élevé que celui de l'ouvrier du secteur public. Mais plus important encore, à la différence de l'ouvrier du secteur public, la condition ouvrière qu'il subissait dépendait indirectement des règles du marché et par conséquent durant sa carrière professionnelle il vécut plusieurs expériences de licenciement.

Un poste stable dans une entreprise publique à grande échelle lui était effectivement inaccessible depuis que les gouvernements poursuivirent des politiques pour la réduction

de l'emploi public. La seule voie à suivre pour qu'il y accède était d'être recruté par un sous-traitant. Mais cela ne lui permettrait pas non plus de s'affranchir de la précarité et d'atteindre la sécurité de l'emploi et il continuerait à gagner remarquablement moins que l'ouvrier du secteur public même s'il exerçait les mêmes tâches que lui.

À la lumière de ses propres expériences qui l'inclinèrent à une manière pragmatique de faire et de penser, il était devenu impossible pour lui de donner raison sans condition aux cris contre les privatisations des ouvriers protégés du secteur public. Il n'était pas d'accord avec le discours des ouvriers protégés qui qualifiait les entreprises publiques de « patrimoines nationaux » et aussi qui identifiait les privatisations aux licenciements. Car il avait appris lors de son expérience professionnelle, en assistant à maintes reprises aux licenciements, aux faillites et aux fermetures d'entreprise, que ni l'ouvrier, ni l'entrepreneur, ni non plus l'entreprise, aucun facteur de production n'est indispensable dans le marché capitaliste à moins qu'il y soit compétitif. En plus, dans une période où les pays du monde suivent le cheminement de la globalisation, selon lui, il n'était plus raisonnable de catégoriser les entreprises selon la distinction privée / publique sans tenir compte de leurs rentabilités.

Quant à la crainte de licenciement des ouvriers du secteur public, l'ouvrier de la Glocalisation la comprenait mieux puisqu'il la vécut plusieurs fois et il en souffrit trop. Même s'il ne trouva jamais à ses côtés la solidarité des ouvriers du secteur public toutes les fois qu'il souffrait du licenciement, il n'était quand même pas enclin à se comporter comme un « revanchard ». Mais, après le tournant de 2002, alors que l'*ouvrier de l'État-nation* commença à attaquer rigoureusement ses valeurs identitaires, ses connaissances sur la réalité et ses préférences politiques, il apparut désormais aux yeux de l'ouvrier de la Glocalisation comme une « aristocratie ouvrière ». Il devint pour lui une « aristocratie ouvrière » non seulement parce qu'il gagnait plus mais aussi parce qu'il se comportait envers lui de façon aussi méprisante et insolente que les autres couches élitistes de la société. Malgré cette polarisation conjoncturellement antithétique du monde ouvrier en

Turquie, il faut toutefois noter que l'*ouvrier de l'État-nation* parut toujours, aux yeux de l'ouvrier de la Glocalisation, comme la composante du « front ennemi » ayant la conduite la plus naïve et la plus « donquichottesque ».

L'espoir ne peut jamais survivre à défaut de l'accompagnement de la crainte. Parce que l'espoir est le corollaire d'une promesse faite par autrui ou d'un objectif fixé par soi-même, dont la réalisation dépend toujours du franchissement de certains obstacles. De ce fait, pour atteindre une joie en toute sécurité l'espoir suggère toujours de traverser individuellement ou collectivement un chemin qui serait potentiellement dangereux.

Pour l'ouvrier de la Glocalisation qui éprouve de l'espoir depuis le déclenchement de l'ère de globalisation néolibérale – ou du néolibéralisme constructiviste - les menaces en tant que sources de crainte sont multiples. La résistance du front anti-Marchand des Héros représente sans doute la première et la plus importante menace devant lui. Mais puisqu'il la considère comme expression d'une réaction désespérée et anachronique en face du processus de globalisation « irréversible », cela ne lui donne guère de souci. Il fait aussi confiance en la suprématie de ses arguments pour réfuter ceux du Héros : car il pense par exemple qu'il pourrait facilement démontrer que le principe d'« égalité » - ou d'« égalité méritocratique des chances » - proposé et exercé tout au long du régime dominé par le Héros, avait, en réalité, pour conséquence d'approfondir les inégalités réelles en faveur d'une couche minoritaire élitiste, de surcroît, en entraînant les politiques répressives sur les libertés individuelles et identitaires. Mais, plus important encore, à moins d'un Coup d'État ou d'une intervention « anti-démocratique », il croit en la survivance de l'hégémonie de ses idées dans la société.

La seconde source de crainte pour l'ouvrier de la Glocalisation est représentée en Turquie par le mouvement kurde. Les revendications de ce dernier, à la différence de celles du

Héros, prennent leurs sources, conformément à l'esprit de l'ère de globalisation, dans le principe de liberté. Or, on observe notamment depuis le tournant des années 2000 que plus coïncident, au moins en principe, les promesses de « plus de démocratie, plus de liberté » du processus de globalisation néolibérale et les revendications formulées en la matière par le mouvement kurde, plus le peuple kurde éprouve de l'espoir pour ces revendications. Mais étant donné que les kurdes représentent une minorité dans la population totale du pays et que le mouvement kurde mène une lutte pacifique en parallèle à une lutte armée, la réalité kurde signifie pour la majorité turque de la population, d'une part, une menace envers la légitimité de l'« identité nationale turque » et aussi envers l'« unicité indivisible de l'État », et d'autre part, une menace « terroriste » envers la « sécurité nationale » et aussi envers la « sérénité sociale ».

Bien que l'ouvrier de la Glocalisation n'ait pas un point de vue homogène en la matière, la question kurde désigne, quand même, pour lui, une source de crainte qui menace au premier rang la possibilité de réalisation de ses espoirs.

Force est de constater que l'affect éprouvé par l'ouvrier de la Glocalisation en face de la réalité kurde se distingue explicitement de celui ressenti par l'*ouvrier de l'État-nation*. Ce dernier éprouve une déception face à l'épanouissement du mouvement kurde, dont les principes d'existence sont à ses yeux antagonistes à ceux du projet républicain aussi bien qu'à ceux d'une « société de classe ». Donc, l'aversion envers les kurdes de l'*ouvrier de l'État-nation* provient d'une logique plutôt logocentrique et normative. Par conséquent, un tel point de vue, dont l'exactitude est assurée par le « logos » entraîne des critiques remettant en cause, par la force des choses souvent l'existence même des kurdes en les accusant de résister consciemment à faire partie de la nation (et parfois à la « classe ouvrière ») ou bien de s'éloigner de la « juste voie ». Mais il faut noter que dans cette catégorie ceux qui favorisent, dans une logique logocentrique, le « discours de classe » sont entraînés, pour la plupart, vers un « défaitisme », tandis que ceux qui avancent le « discours état-nationiste » dérivent vers un « racisme », tantôt ouvert, tantôt tacite.

Quant à l'ouvrier de la Glocalisation qui éprouve de la crainte face à l'épanouissement du mouvement kurde, il le juge en tenant compte avant tout des effets pratiques qu'il entraîne à la fois sur sa vie quotidienne et sur la possibilité de réalisation de ses espoirs. On peut distinguer deux conduites différentes en la matière dans cette catégorie ouvrière : le premier groupe poursuit plutôt une conduite pragmatique de type « obamien » tandis que la conduite pragmatique de l'autre groupe est plutôt « bushienne ».

L'ouvrier de la Glocalisation dont la conduite pragmatique est plutôt « obamienne » devance les conséquences pratiques de la question kurde sur la possibilité de réalisation de ses espoirs. Il a une croyance établie sur le fait que la Turquie a saisi l'occasion inédite de devenir une grande puissance régionale – et peut être mondiale - avec l'arrivée de l'ère de la globalisation et qu'elle doit résoudre la question kurde rapidement pour ne pas manquer cette « grande chance ». Dans cet état d'affect « plein d'espoir » qui se donne sur le sentiment de sécurité, il n'hésite pas à reconnaître l'existence et la vitalité de la question kurde. Par ailleurs, selon lui, l'« organisation de terreur » profite des souffrances du peuple kurde dans la direction de ses propres buts idéologiques et lui aussi n'est pas en réalité pour la solution démocratique. Donc pour l'ouvrier de la Glocalisation « obamien », il faudrait distinguer la question kurde de la question de terreur et il faudrait, d'une part, lutter avec détermination contre l'organisation de terreur et d'autre part, régler la question kurde en collaboration avec les kurdes « bienveillants », c'est-à-dire avec ceux qui se démarquent explicitement du PKK et de ses organisations légales. En tout cas, malgré sa volonté de distinguer les kurdes « bienveillants » des kurdes « méchants », son pragmatisme « plein d'espoir » exige de lui de suivre de préférence une conduite « sociable » envers les kurdes.

L'ouvrier de la Glocalisation dont la conduite pragmatique est « bushienne » avance, à son tour, les conséquences pratiques de la question kurde sur sa propre vie quotidienne. D'une part, les funérailles des soldats tués lors de « la lutte contre la terreur », d'autre part, la présence croissante dans son environnement des migrants kurdes qui ne

camouflent plus leurs identités et qui deviennent à travers leurs réseaux identitaires de plus en plus efficaces dans l'économie locale, surtout dans l'économie locale informelle, représentent aux yeux de l'ouvrier de la Glocalisation « bushien » une grande source de menace non seulement pour la réalisation de ses espoirs, mais davantage sur son existence actuelle en tant que telle. Plus précisément, la crainte en la matière l'emporte sensiblement sur l'espoir chez lui. Dans un tel état d'affect, il penche vers une solution « hobbesienne » de la question et il appelle *Léviathan* à son secours pour « affranchir » les kurdes de la tutelle de l'« organisation de terreur » et de son « idéologie séparatrice » qui est néfaste à l'« unicité nationale ».

En fin de compte, la conduite de l'ouvrier de la Glocalisation en la matière, dont le pragmatisme est actuellement « bushien », fournit une idée sur un éventuel changement de conduite en cas d'un probable épuisement des espoirs de celui dont le pragmatisme est actuellement « obamien ».

Les débats épistémologiques et méthodologiques dans les sciences sociales n'étaient pas, et ne sont toujours pas, seulement des débats épistémologiques et méthodologiques : les distinctions en la matière correspondent allusivement aux tendances idéopolitiques des « scientifiques » et à leurs conceptions de « faire société » dans une spatiotemporalité précise. C'est la conclusion principale que j'ai tirée après avoir mené une longue discussion sur les moments de valorisation et de dévalorisation de la notion de classe dans la littérature sociologique³²⁶. Plus précisément, les principes fondateurs de la « théorie » de chaque sociologue qui déterminent son positionnement vis-à-vis de la notion de classe dépendaient des principes fondateurs de la société dans laquelle il ou elle vécut, à ceux dont dépendaient aussi les questions principales qui préoccupaient son esprit.

³²⁶ Voir, *Annexe I*.

Maintenant, je pense qu'on pourrait ajouter à cela encore un autre paramètre : la relation « affective » de chaque sociologue par rapport au cheminement de la société globale. C'est-à-dire l'affect éprouvé par chaque sociologue au cheminement actuel de la société capitaliste dans laquelle il vit.

Pour reprendre la distinction entre l'« encorisme » et le « ne-plus-isme » à l'égard de « la question de classe », et en insérant ce paramètre dans l'analyse, on dirait que les premiers sont représentés largement par ceux qui éprouvent de la déception par rapport à la société globale depuis le passage du keynésianisme au néolibéralisme et par conséquent sont à la recherche des signes chez les « ouvriers déçus » d'un éventuel retour à la société d'antan. Au contraire, les seconds sont représentés par ceux qui éprouvent de l'espoir depuis la même transition et qui sont aussi avides de montrer l'image de la société future en partant des logiques d'action actuelles des « ouvriers plein d'espoir ».

Quant à moi, en tant qu'auteur de cette modeste recherche sur les clivages du monde ouvrier en Turquie, je n'ai en aucun cas la prétention d'avoir démarqué des questions préoccupant l'esprit de l'époque qui m'est contemporain. Sans ignorer cette réalité solide qui ne me gêne pas du tout, j'ai cherché à comprendre les subjectivités multiples du monde ouvrier en profitant du raisonnement marxiste qui est critique à l'égard du capitalisme quelque soit son régime d'accumulation capitaliste. C'est peut être grâce à ce raisonnement critique du capitalisme que j'ai tenté de concevoir les présentes subjectivités des ouvriers sans être entraîné dans un affect précis qui l'emporte sur un autre.

En d'autres termes, je pense avoir évité d'éprouver de la déception pour le cheminement de la société qui est fréquemment exprimée par la tendance « encoriste » comme deuil du capitalisme dirigiste – et inévitablement comme deuil pour les stratifications méritocratiques de ce dernier, pour ses « classes sociales » corollaires de son corporatisme tripartite et enfin pour ses sociologies dont la priorité fut accordée à l'étude

de tous ceux-ci. Et d'autre part, je pense ne pas non plus avoir été entraîné dans un espoir, à l'instar de la tendance « ne-plus-iste », en l'« irréversibilité » du « changement institutionnel » en cours et enfin en la « durabilité » des « nouvelles » logiques d'action des personnes morales – c'est-à-dire des institutions — et physiques – c'est-à-dire des individus — qui restent à l'heure actuelle largement attachées à ce processus de changement « constructiviste » et / ou « pragmatique ».

Après m'être entretenu avec les ouvriers lors de la réalisation de l'enquête, et tout en essayant de conserver la perspective décrite ci-dessus, j'ai vu que le monde ouvrier n'est ni seulement l'ensemble des victimes « déçus » attaquées impitoyablement par le néolibéralisme, ni seulement l'ensemble des acteurs « plein d'espoir » désormais débarrassés de leurs chaînes et faisant partie du processus de « (re)faire société ». On dirait, dans une optique plus descriptive, que les deux cohabitent et que leurs valeurs, leurs intérêts, leurs manières d'« avoir » et enfin leurs manières d'« être » s'opposent à mesure que le néolibéralisme s'oppose au keynésianisme. Toutefois, une interprétation plus analytique permettrait de dépasser cette opposition : la déception, éprouvée actuellement par les uns suite à la dégradation du keynésianisme et des principes fondateurs qui furent les siens ne ferait que montrer aux autres l'image de l'affect qu'ils pourraient éprouver à l'avenir, suite à un probable anéantissement du néolibéralisme « glocaliste » et « pragmatique », privilégiant à l'heure actuelle la « culture » et la « morale » des « individus ».

ANNEXE I : Sociologues et sociologies, ouvriers et classes

A) Les classes : de Marx aux fondateurs de la sociologie – L’histoire d’un malentendu sur une notion *maudite* mais à la fois *sine qua non*

a) Marx, inventeur de « la théorie des classes sociales » ?

Il n’est pas inédit de préciser que Marx n’a pas inventé le terme de classe³²⁷, mais même si cette évidence est confirmée par maints intellectuels du XX^e siècle, cela n’a pas empêché qu’il soit considéré l’inventeur de la théorie des classes sociales. Toute parole énoncée sur les classes a dû inévitablement se référer, de manière favorable ou non, à son utilisation du terme, et a dû se positionner « dans son sens » ou « en opposition ». On a aussi, à tort, fait de cet intellectuel prolifique mû par une ambition révolutionnaire, le fondateur de la « théorie des classes sociales ».

Bien entendu, il est impossible de nier l’usage répandu de la notion chez Marx. Mais cela ne contredit en aucun cas le fait qu’il n’existe pas chez lui de définition « systématique » des classes³²⁸. On peut rappeler que Marx avait déjà clairement affirmé en 1852 que ce n’est pas à lui *que* revenait « *le mérite d’avoir découvert ni l’existence des classes dans la société, ni leurs luttes entre elles* »³²⁹.

De plus, on sait de toute évidence que dès la deuxième moitié du XVIII^e siècle, et plus encore dès le début du XIX^e siècle, le terme de classe avait déjà été mis en usage par bien

³²⁷ Le terme de « classe », comme on le sait, est courant depuis le droit public romain qui distinguait les citoyens en plusieurs classes censitaires. De plus, bien avant Marx, l’économie politique classique, l’historiographie, la science politique ainsi que les socialistes utopiques se sont servi du terme classe en rapport avec la propriété, le travail, les revenus, les droits, les intérêts politiques, etc. Voir BALIBAR E. « Classes ». *Dictionnaire critique du Marxisme* / ed. par G. LABICA, G. BENSUSSAN. Paris : Presses Universitaires de France, 2^e édition, 1985, p. 170.

³²⁸ Ce manque est exprimé à maintes reprises par des auteurs de diverses tendances. Par exemple, voir ARON R. *Les étapes de la pensée sociologique*. Paris : Gallimard, 1967, p. 189-193 ; OLLMAN B. Marx’s Use of ‘Class’. *The American Journal of Sociology*, 1968, Vol. 73, n° 5, p. 573-580 ; WRIGHT E. O. Varieties of Marxist Conceptions of Class Structure. *Politics & Society*, 1980, Vol 9, n° 3, p. 25 ; CHAUVEL L. Le retour des classes sociales. *Revue de l’OFCE*, 2001, n° 79, p. 316.

³²⁹ MARX K. Marx à Weydemeyer - 5 mars 1852. *Œuvres / Politique I*, Paris : Gallimard, 1994, p. 1680.

des auteurs autres que Marx : les physiocrates d'abord, les historiens de la Restauration³³⁰ après. Dès le XIX^e siècle, très peu d'analyses sociales paraissaient sans renvoyer à la notion de classe. Ces lignes concernant la condition paysanne, rédigées en 1856 par Alexis de Tocqueville, historien et défenseur de la démocratie libérale dont le point de vue n'avait rien à voir avec celui de Marx, montrent l'emploi courant du terme à l'époque : « *On peut m'opposer sans doute des individus ; je parle de classes, elles seules doivent occuper l'histoire* »³³¹.

Dans une époque où le terme de classe était de plus en plus un terme de référence, si l'on veut, un terme à la mode, pourquoi alors, à défaut d'une systématisation théorique, séparer Marx de ses contemporains et le qualifier de théoricien des « classes sociales » ?

Pour pouvoir répondre à cette question, il faut tout d'abord regarder de plus près l'emploi diversifié du terme chez Marx en le comparant avec celui des autres auteurs qui lui étaient contemporains.

Comme tout théoricien ayant un programme ambitieux, Marx élaborait sa pensée en entrant en résonance et en débat avec l'esprit dominant de son époque : Hegel, Feuerbach, Proudhon, Smith, Guizot et Thierry sont quelques-uns des auteurs que Marx a consacré un grand effort à critiquer.

Son premier adversaire était sans doute Hegel à qui emprunta, en plus d'autres concepts, son premier usage du terme de classe. Ayant pour but de critiquer l'absence de solution raisonnable chez Hegel³³² à la question de la *populace* – dont les membres sont censés

³³⁰ F. Quesnay et ses successeurs qui appartiennent à l'école Physiocratique ont élaboré une théorie de la société qui comprend une stratification en fonction des critères économiques en la définissant en termes de 'classe'. Par ailleurs, les historiens libéraux comme A. Thierry et F. Guizot ont raconté l'histoire de la France comme celle d'une 'lutte de classes'. Les classes selon Thierry sont les héritiers de deux races, les Francs vainqueurs et les Gallo-Romains, et selon Guizot les classes sont les ordres, et les luttes des classes des luttes des ordres ou internes aux ordres. Voir BENETON P. *Les Classes Sociales*, Paris : Presses Universitaires de France, 1991.

³³¹ TOCQUEVILLE A. de. *L'Ancien Régime et la Révolution Tome II*. Paris : Gallimard, 1952, p. 179.

³³² Bien avant que Marx ne mette en question la question de classe, cette notion était déjà apparue en 1821 sous la plume de Hegel. Au paragraphe 245 de sa dernière grande œuvre intitulée *Principes de la philosophie du droit* « ... malgré son excès de richesse (*Übermasse des Reichthums*), disait Hegel, la société civile n'est pas assez riche, c'est-à-dire n'a pas, dans ce qu'elle possède en propre, assez de ressources pour empêcher l'excès de pauvreté et la production de la populace (*Erzeugung des Pöbels*) ». L'existence de la populace, dont l'origine étymologique vient du terme latin « plebs », résultait de la contradiction

être exclus de la société civile – Marx se réfère pour la première fois à la notion du *prolétariat*, comme Raymond Aron le souligne, bien avant de connaître les prolétaires réels³³³.

Ambitieux « jeune hégélien », Marx exprimait alors le besoin de former, dans la société bourgeoise, une classe – ou bien un ordre³³⁴ – qui serait la dissolution de toutes les classes³³⁵. Dans ce contexte, on peut constater volontiers que le *prolétariat* de Marx et la *populace* de Hegel faisait allusion à peu près à la même réalité de la société industrielle, déjà en progression à l'époque. Ce qui différencie Marx de Hegel n'est que le rôle émancipateur, au sens du dépassement de la société de classe, que Marx attribue à cette même catégorie sociale. Mais cela ne contredit pas le fait que l'emploi du terme de classe dans les textes « de jeunesse » de Marx qui fut purement philosophique et imprégné remarquablement d'un finalisme hégélien correspondait, sur le plan épistémologique, à « un explicanda ».

Dans un deuxième temps, l'emploi du terme apparaît chez Marx dans un autre contexte historique où le mouvement ouvrier était désormais sur le devant de la scène surtout en France et en Angleterre³³⁶. Au cours de cette période, c'est-à-dire entre les années 1845 et

principale de la société civile entre particularité et universalité ou entre intérêt privé et ordre public. La populace, selon Hegel, « désigne le peuple en révolte contre la situation misérable à la quelle il est condamné » mais « ce n'est jamais la pauvreté en elle-même qui fait appartenir quelqu'un à la populace. Celle-ci n'est définie et déterminée comme telle que par la mentalité qui s'attache à la pauvreté ». Voir VIEILLARD-BARON J.-L. Notes. in : HEGEL F. *Principes de la philosophie du droit*. Paris : Flammarion, 1999 ; LEFEBVRE J.-P., MACHEREY P. *Hegel et la société*. Paris : Presses universitaires de France, 1987.

³³³ ARON R. *Le Marxisme de Marx*. Paris : Éditions de Fallois, 2002, p. 93-93.

³³⁴ Selon Aron, contrairement à la traduction de Molitor, Marx ne se sert pas ici du terme de classe : « Il n'emploie pas le terme de « classe », qui se dit en allemand Klasse, comme en français, mais il emploie le terme de Stand, qui est l'équivalent de ce que nous appelons « ordre » ou « état », car un ständischer Staat, un état d'ordres, n'est pas la même chose qu'un État de classes et s'il dit « la décomposition de la société » en tant que Stand, ce n'est pas la même chose que de dire en tant que « classe », car il retrouve l'idée de la différence des États de l'Ancien Régime, à la suite de cette analyse polémique et éloquente à propos du prolétariat considéré comme la décomposition de toutes les classes ». *ibid.* p. 93.

³³⁵ Après avoir posé la question « Où donc est la possibilité positive de l'émancipation allemande ? », Marx y répond ainsi : « Il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier (...) La décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat » MARX K. Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. *Œuvres complètes de Karl Marx - Œuvres philosophiques I* / trad. par J. MOLITOR. Paris : Alfred Costes, 1927, p. 102.

³³⁶ Force est de constater qu'à ce contexte historique, le terme de prolétariat, au fur et à mesure que Marx tire de nouveaux résultats de ses études sur l'économie politique de la société civile, ne se conçoit plus

1850, l'on repère sous la plume de Marx deux manières différentes d'employer le terme. La première apparaît dans le *Manifeste du parti communiste* (1848) où Marx et Engels se servent du terme, d'une part pour qualifier les parties prenantes des rapports antagonistes historiquement établis au sein de la structure économique – et non comme des catégories ou des strates sociales – d'autre part, pour indiquer le dynamisme historique qu'entraîne cet antagonisme ou cette lutte³³⁷. Le second emploi du terme de « classe » se trouve dans ses travaux en majorité dits historiques³³⁸, mais à bien des égards politiques, tels que *Les luttes des Classes en France* (1850) et *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* (1851) et désigne une diversité de classes (on peut se rappeler que dans ses travaux Marx définit une douzaine de classes) pour interpréter les événements survenus dans les années 1848-1949 en France. Il faut se rappeler que cette période, dont parle Marx dans ces analyses, correspond à une conjoncture inédite, au moins depuis la Révolution française, où, sous le coup d'une crise économique influençant la paysannerie ainsi que les prolétaires, les courants politiques conservateurs, réformistes, réactionnaires, révolutionnaires, et par ailleurs des événements tels que les insurrections prolétariennes, l'action réactionnaire des paysans, le changement de main du pouvoir politique entre les différentes fractions de la bourgeoisie, le coup d'État de Bonaparte, tous étaient présents sur le devant de la scène et tout se déroulait dans un climat politique totalement instable.

Dans ces études plutôt descriptives sur cette période flottante, plus Marx s'intéresse à interpréter et à décrire les vécus concrets – autrement dit la réalité immédiate dans un cadre spatio-temporel délimité –, plus son emploi du terme de « classe » est diversifié et

désormais comme un concept de la négation de la bourgeoisie en soi, mais plutôt comme un concept renvoyant à la contradiction matérielle historiquement établie qui trouve ses origines dans les rapports de production.

³³⁷ La notion de lutte de classes –ou antagonisme de classes– désignant le fond dynamique de la locomotion de l'histoire humaine, se traduit, selon l'énoncé de Marx, par « une guerre interrompue, tantôt ouverte et tantôt dissimulée » menée entre « oppresseurs et opprimés ». Voir MARX K., ENGELS F. *Manifeste du parti communiste*. Paris : Librio, 2004.

³³⁸ L'objection avancée par Hobsbawm sur la qualification d'« historique » de ces œuvres est judicieux : « Ce que nous considérons comme les écrits historiques de Marx est presque entièrement constitué d'analyses politiques de l'actualité et de commentaires journalistiques, combinés à un certain degré de contexte historique. Ses analyses politiques de l'actualité, comme *Les Luttes de classe en France* et *Le Dix-Huit-Brumaire de Louis Bonaparte*, sont réellement remarquables. (...) Mais ils n'étaient pas écrits comme de l'histoire, dans le sens où l'entendent ceux qui se livrent à l'étude du passé » voir HOBBSAWM E. *Marx et l'histoire - Textes inédits*. Paris : Demopolis, 2008, p. 62-63. Mais la raison pour laquelle ces travaux sont considérés comme « historiques » résulte, d'après moi, du fait que les critiques qui s'y trouvent, s'adressaient prioritairement aux arguments des historiens libéraux de l'époque.

son utilisation du terme devient, si l'on veut, sociologique, au sens large du mot. Mais dire que l'utilisation du terme classe y est plus sociologique, ce n'est pas dire qu'elle est plus théorique ou plus systématique. Marx, dans ces travaux, avait cherché à analyser les événements sociaux en les reliant à leurs causes économiques. Son effort consistait, comme Slovaj Žižek le souligne, à décoder la grille des luttes politiques en posant « *la lutte de classes 'politique' au cœur de l'économie* »³³⁹. Mais en ce faisant systématiquement, l'utilisation de la notion de classe devint de plus en plus descriptive. On peut même prétendre qu'il s'agit là de l'utilisation du terme la plus descriptive chez Marx, mais aussi la plus marginale dans l'ensemble de son édifice théorique.

Ces deux emplois du terme, c'est-à-dire l'un fondé sur la perception d'une structure de classe « binaire » dans l'évolution historique et l'autre sur la proposition d'une présence « plurielle » des « classes » dans la réalité immédiate, possèdent un dénominateur commun plus essentiel que les problèmes liés à la confusion de la définition du terme. Marx et Engels cherchaient à argumenter théoriquement l'inévitable décadence de la société bourgeoise et à repérer, au niveau politique, la naissance du mouvement ouvrier du milieu du XIX^e siècle alors en progression, comme « fossoyeur » de ce régime en place. Cela différait donc, de la pensée hégélienne qui bénissait déjà l'État-nation comme occasion de la réalisation de l'émancipation humaine et, aussi des interprétations des historiens libéraux français de la Restauration qui étaient tout, comme Hobsbawm l'a bien montré, conscients de l'existence de la lutte de classes, mais aussi avides de la modération, de la pondération et du *statu quo* politique³⁴⁰.

Plus exactement, dans cette période, le travail théorique de Marx, plutôt que de construire une théorie des classes sociales inédite, consistait en la démonstration de l'inconséquence de l'emploi du terme de classe par les faiseurs d'opinions de son époque et aussi à s'en servir d'une manière plus pertinente à la fois à sa conception d'histoire et à son ambition révolutionnaire. Il est évident toutefois que le terme de classe à cette époque, en dépit de l'absence d'une définition systématique, était apparu sous la plume de Marx – à condition

³³⁹ ŽIŽEK S. *Lenin Üzerine* / traduit de l'anglais par N. ARAS [*Repeating Lenin*, Arkzin, Zagreb, 2002], Istanbul : Encore, 2004, p. 62.

³⁴⁰ HOBBSAWM E. Faire une 'révolution bourgeoise'. *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2006/5, n° 53, p. 51-68.

d'excepter *Les luttes des Classes en France* (1850) et *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* (1851) – en tant que « *explicandum et explicanda* » et, comme François Dubet le souligne, en tant que « *objet total... ce qu'il faut expliquer et ce qui explique ce qu'il faut expliquer.* »³⁴¹.

Enfin, quant à son *magnum opus* *Le Capital*, cette fois-ci, on constate que Marx se rapproche de plus en plus de l'emploi du terme des économistes classiques tels que Adam Smith ou John Stuart Mills pour qui les classes sont définies selon « *la forme particulière du revenu des hommes dans une société précise* ». Dans ce cas, la critique de Smith par Marx en matière des classes consiste à démontrer théoriquement que ne sont jamais dissociables les revenus des groupes sociaux et leurs positions dans les rapports sociaux de la production³⁴². On remarque donc encore une fois que Marx met en usage le terme de classe, sans précisément le définir, pour attirer plutôt l'attention vers les relations sociales de la production et plus particulièrement vers sa propre conception matérialiste de l'histoire. Ce n'est pas autre chose qu'une « critique gnoséologique » qu'il avait jadis mis en œuvre en critiquant Hegel ou les historiens libéraux français de la Restauration.

C'est pourquoi Jacques Bidet paraît raisonnable quand il constate que tout l'édifice théorique construit par Marx correspondait en même temps à « *sa critique de l'idéologie* »³⁴³. D'où le fait que sa préoccupation vis-à-vis du terme de classe consistait à critiquer l'usage idéologique de ce terme – au sens où l'idéologie s'appuie sur des présupposés de l'esprit dominant de l'époque – qu'en faisaient divers auteurs contemporains. Cette préoccupation critique permettait à Marx d'approfondir ses travaux théoriques et enfin d'élaborer sa propre « conception matérialiste de l'histoire ». Mais

³⁴¹ DUBET F. Que faire des classes sociales ?. *Op. cit.*, p. 73-74.

³⁴² La similarité presque mot à mot de la définition de Smith et de celle de Marx est indéniable. Smith désigne trois grandes classes (ceux qui vivent de rentes, ceux qui vivent de salaires et ceux qui vivent de profits) dans *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Voir SMITH A. *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations / Livres I- II*. Paris : Presses Universitaires de France, 1995, p. 295-298. Quant à Marx, rappelons-nous que ce dernier, dans *Le Capital*, répond aux questions i) « *qu'est-ce qui constitue une classe ?* » et ii) « *comment les travailleurs salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers viennent-ils de trois grandes classes de la société ?* », ainsi : « *À première vue, c'est à cause de l'identité de leurs revenus et des sources de leurs revenus : voici trois grands groupes sociaux dont les membres individuels vivent respectivement du salaire, du profit et de la rente, c'est-à-dire de la mise en valeur de leur force de travail, de leur capital, de leur terre* ». Voir MARX K. *Œuvres – Économie II* / ed. par M. RUBEL. Paris : Gallimard, 1968, p. 1485.

³⁴³ BIDEET J. Court traité des idéologies. *Actuel Marx*, 2008, Vol. 2, n° 44, p. 129.

force est de constater que la notion de classe, accomplissant au début une fonction pragmatique essentielle chez Marx, aurait perdu dans le temps cette fonction initiale.

Cette perte de fonction du terme peut être facilement saisie dans la *Préface* à la *Contribution à la critique de l'économie politique* en 1859. Dans les énoncés qualifiés par Marx de « *résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois obtenu, me servit de fil conducteur dans mes études* »³⁴⁴, comme Aron le souligne avec raison, « *ni la notion de classes ni le concept de lutte de classes n'y figurent explicitement* »³⁴⁵. Même, la perte de fonction théorique de la notion est tellement signifiante que, par exemple, si l'on rejetait le chapitre inachevé du *Capital* à propos des classes³⁴⁶, cette œuvre y compris ses autres passages impliquant la notion de classe ne perdrait guère de sa valeur théorique³⁴⁷. Mais bien évidemment ce constat ne serait certainement pas valable pour ses propres concepts tels que « rapports de production », « force de travail », « plus-value » qui appartiennent, au sens lakatosien du terme, au « noyau théorique dur » de la pensée de Marx.

Tout cela ne vise en aucun cas à prétendre que la notion de « classe » est abandonnée par Marx à un quelconque moment de sa vie intellectuelle, mais seulement à indiquer qu'elle s'est transformée au cours de la construction de sa théorie, d'abord de l'« explicanda » à l'« explicanda et explicandum » – de 1843 à 1848 – et enfin à l'« explicandum » – de 1848 à 1859 et pendant la période qui la suit.

La transformation gnoséologique de la notion de « classe » chez Marx ne fut guère prise en considération ni par ses « amis » ni non plus par ses « ennemis » : en effet, le mouvement communiste s'était mis en branle depuis longtemps, faisant du *Manifeste* un credo, conformément à l'ambition du théoricien révolutionnaire allemand de

³⁴⁴ MARX K. Préface à l'Introduction à la critique de l'économie politique. MARX K. *Œuvres – Économie I* / ed. par M. RUBEL. Paris : Gallimard, 1968.

³⁴⁵ ARON. *Le Marxisme...*, op. cit. p. 47.

³⁴⁶ Étienne Balibar insiste, à juste titre, sur le paradoxe crucial de l'inachèvement de ce chapitre : « *Le fait même que ces formules inachevées ne figurent qu'in extremis dans le grand œuvre de Marx est en soi un problème. 2 500 pages sur la lutte de classes sans les avoir définies !* ». BALIBAR, op. cit. p.174.

³⁴⁷ En 2008, surtout après le début de la crise économique, l'augmentation remarquable de la vente du *Capital* – par exemple, trois fois plus d'exemplaires par rapport aux années précédentes rien qu'en Allemagne –, n'est-elle pas une indicative de l'actualité de la critique du capitalisme de la part de Marx ? Si l'on accepte, pour un instant, l'épuisement de la validité analytique du terme de classe, il est clair que ce n'est guère le cas concernant son analyse — et sa critique— théorique de la structure économique du capitalisme.

« transformer le monde au lieu de l'interpréter » et dès lors, inéluctablement, le marxisme ne consistait plus en une théorie élaborée par lui-même et son collaborateur Engels.

Essentiellement sous l'influence de l'ascension politique pratique du mouvement marxiste, plus le *Manifeste* de Marx et Engels devint le livre le plus lu à l'échelle mondiale parmi tous leurs travaux, voire le plus populaire de toutes les œuvres parues en Occident à la même époque, plus on attribue à Marx le titre du théoricien des classes et de la lutte des classes. Mais ces notions appartenaient, en vérité, à l'intellect collectif des XVIII^e et surtout XIX^e siècles, époque à laquelle avait eu lieu le passage drastique du féodalisme au capitalisme.

S'il faut interpréter l'originalité de l'ère en empruntant certains énoncés de Marx : cette « époque de révolution sociale » où « le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure », força les individus à « envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés ». La lutte des classes qui se déroulait comme une « guerre interrompue, tantôt ouverte et tantôt dissimulée » sur le plan historique, y est devenue temporairement, au moins jusqu'à la fin de cette époque, visible : de Hegel à Quesnay, de Smith ou de Sismondi à Guizot, de Saint-Simon à Tocqueville et enfin de tous ces penseurs à Marx, en un mot tout l'intellect collectif de l'époque, avait compris l'existence des classes et de la lutte des classes³⁴⁸.

³⁴⁸ Ce qui distinguait Marx de ses contemporains, s'il faut le répéter une dernière fois, ce n'était que, d'une part, son effort théorique minutieux pour démontrer les dynamiques matérielles historiquement déterminées de l'antagonisme de classes, et d'autre part, son ambition politique pour tracer une ligne révolutionnaire en faveur des opprimés et apte à ouvrir la voie pour mettre fin à l'existence de la société de classes. Mais c'est à la suite de la défaite de la Commune de Paris, que chez Marx, l'idée de « mettre fin à la société de classes » a devancé pas à pas l'idée que « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». En raison du déclin du révolutionnarisme du mouvement ouvrier européen, surtout – selon les termes d'Engels – de « l'embourgeoisement » du mouvement chartiste en Angleterre et de la défaite de la Commune de Paris, comme Kevin Anderson le souligne, Marx avait montré un grand effort à étudier des sociétés non occidentales et de diverses dynamiques sociales et politiques. Voir ANDERSON K. B. *Marx's Late Writings on Non-Western and Pre-Capitalist Societies and Gender. Rethinking Marxism*, 2002, Vol. 14, n° 4, p. 84-96. Sa correspondance, notamment avec les révolutionnaires russes tels que Mikhailovski (la lettre datée 1877) et Vera Zassoulitch (la lettre datée 1881) sur la possibilité d'une révolution basée sur la paysannerie en Russie, en sont exemplaires. Voir MARX K. Letter to Otechestvenniye Zapiski. *Marx-Engels Collected Works* 24 (May 1874-May 1883), Londres : Lawrence & Wishart, 1989, p. 196-201 et MARX K. Letter to Vera Zasoulich., *ibid.*, p. 370-371.

Cependant, force est de constater que ni la définition du terme de classe de Hegel comme catégorie philosophique, ni celle de Quesnay, de Sismondi ou de Smith comme notion économique, ni celle de Guizot ou de Tocqueville comme concept historiographique et ni enfin celle de Saint-Simon comme notion philosophico-politique ne permettaient d'être adoptée par la sociologie qui fut constituée essentiellement à partir du dernier quart du XIX^e siècle.

Quant à Marx, on peut interroger son positionnement relatif à cette question deux manières. Concernant le plan épistémologique d'abord, dans l'ensemble de sa théorie, autant le terme de classe devient un *explicandum*, autant ce terme s'éloigne d'un *explicanda* pour n'importe quel domaine de l'exploration sociale y compris la sociologie. Ensuite, pour ce qui est du plan ontologique, dans l'ensemble de la vocation politique de Marx, sans qu'un groupe social, dont les positions correspondent à une classe commune théoriquement déterminée, ne soit pas en mouvement, et bien plus ne soit pas en mouvement ostentatoirement révolutionnaire, alors l'ensemble des membres réels de cette classe serait conjonctuellement – *et* politiquement – considéré comme insignifiant et cela n'entraînerait pas la remise en cause de l'existence « théorique » de cette classe.³⁴⁹ Le mouvement ouvrier occidental du milieu du XIX^e siècle était apparu dans un premier temps aux yeux de Marx comme la représentation collective spontanée de la « classe ouvrière » – autrement dit, la matérialisation du rapport antagoniste historiquement déterminé des rapports de production auprès du mouvement ouvrier³⁵⁰. Mais autant le

³⁴⁹ Rappelons la lettre d'Engels envoyée à Marx en 1857 : « *Après cette histoire on peut vraiment conclure que le mouvement prolétarien anglais, sous sa vieille forme traditionnelle chartiste doit sombrer définitivement avant de pouvoir évoluer en une forme vivace nouvelle. (...) Le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus et cette nation, la plus bourgeoise de toutes, veut donc apparemment en venir à posséder une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois à côté de la bourgeoisie. Il va sans dire que pour une nation qui exploite le monde entier c'est assez normal. Seules quelques années très mauvaises pourraient y remédier, mais il ne faut pas trop compter dessus depuis la découverte des terrains aurifères* ». Voir MARX K., ENGELS F. *Correspondance – Tome V*. op. cit. p. 222. On sait d'ailleurs que l'idée que le « centre de la révolution se déplace de l'Occident à l'Orient » est devenue de plus en plus hégémonique chez Marx et Engels surtout après la défaite de la Commune de Paris. Peut-être que la plus grande originalité de la pratique théorique et politique de Marx était d'essayer de se tenir toujours à l'écart de l'univers de la pensée métaphysique. Autrement dit, c'est bien évidemment en profitant de la dialectique dont la nature ne permet pas de définir des concepts métaphysiques renvoyant aux questions ontologiques que Marx saurait réaliser un changement de cap concernant le mouvement ouvrier sans contredire sa propre théorie.

³⁵⁰ Il est clair que cette interprétation contredit la méthode proposée par Marx. Parce que ce dernier écrit, lors de la présentation de sa propre méthode dans l'introduction de *Grundrisse*, que « *Le concret est le concret, parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, c'est l'unité de la diversité. Pour la*

mouvement ouvrier s'éloignait de la pratique révolutionnaire autant les centres d'intérêt de Marx s'orientaient vers les nouvelles dynamiques sociales émergeant surtout hors du contexte occidental.

En fait, le mouvement ouvrier révolutionnaire de Marx prenait sa source, si l'on se réfère à Robert Castel, d'une forme précise des rapports de travail et d'une modalité spécifique des relations qu'entretient le monde du travail avec la société globale propre au XIX^e siècle, c'est-à-dire de la condition prolétarienne qui représentait une situation de « quasi exclusion du corps social »³⁵¹. Cette phrase de l'historien Louis Chevalier sur les prolétaires parisiens du récent XIX^e siècle décrit explicitement l'originalité de leur situation : « *Ils sont ce que l'on veut qu'ils soient : à l'écart de la civilisation parisienne, exclus de cette civilisation, par cette condamnation morale qui les isole et qu'eux-mêmes s'approprient* »³⁵². L'ouvrier de condition prolétarienne apparaissait aux yeux de l'esprit dominant de l'époque comme barbare, sauvage ou apache, en un mot comme un étranger dangereux³⁵³. À la lumière de ces constats on peut à nouveau réfléchir à la réponse de cette question : la puissance d'action subversive de ce prolétariat « exploité » et à la fois « quasi exclu » provenait-elle de sa propre position au sein des rapports de production ou bien de ses relations avec la société globale ?

La sociologie d'après la Seconde Guerre mondiale, comme on le sait, pour se référer à Marx, privilégia le rapport au travail ou la qualité productive de l'ouvrier qui représentait son principal objet d'étude pendant de longues années. *A contrario*, avec l'avantage de prendre en compte l'évolution subséquente de la condition ouvrière et ainsi du

pensée, il est un processus de synthèse et un résultat, et non un point de départ. (...) La méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret est, pour la pensée, la manière de s'approprier le concret, de le reproduire sous la forme du concret pensé. Mais ce n'est, en aucune manière, le procès de genèse du concret lui-même. » MARX K. *Grundrisse* / trad. par R. Dangeville. Paris : Editions Anthropos, 1968, p. 60. Si le terme de classe est un concept de la pensée pour s'approprier le concret, autrement dit, s'il est un concret pensé, selon les termes de Marx, il ne sera en aucun cas « le procès de genèse du concret lui-même ». C'est pourquoi dans la pensée de Marx, il serait erroné de parler d'un processus de matérialisation du concept dans la réalité ou bien d'un processus de construction entre « le concept du concret » et « le concret réel ». Mais cependant sa manière d'exposer la question des classes dans le *Manifeste*, et surtout dans la *Misère de la Philosophie* où il trace une distinction entre la « classe en soi » et la « classe pour soi », est sans conteste chargée de connotations rigoureusement « constructiviste », et contradictoire avec la méthodologie qu'il proposa plus tard.

³⁵¹ CASTEL, *op. cit.*, p. 323.

³⁵² CHEVALIER, *op. cit.*, p. 110.

³⁵³ ROSANVALLON P. *La question syndicale*. Paris : Hachette, [1988] 1998, p. 151-154.

mouvement ouvrier, un regard critique jeté aujourd'hui répondrait inversement à cette question. Sans remettre en cause la continuité de la lutte des classes, on peut constater empiriquement que la modalité révolutionnaire spontanée du mouvement ouvrier occidental de l'époque, selon le point de vue de Marx, était déjà « mort » en réalité avant la fin du XIX^e siècle en fonction de la législation des règlements concernant les relations professionnelles qui permettaient aux masses laborieuses de se libérer, du moins graduellement de la condition prolétarienne et par conséquent de s'émanciper de l'affect d'être exclu et méprisé par le reste des citoyens. Mais probablement, puisque l'ambition de Marx n'était ni d'interpréter la réalité immédiate du monde ni de construire une discipline dont l'objet est le phénomène social, au lieu de repenser le rapport entre la notion de classes et le mouvement ouvrier, il se fut contenté d'orienter son intérêt hors d'Europe, surtout vers la Russie où se déroulait une révolution anti-autocratique et où un mouvement paysan révolutionnaire avait déjà vu le jour.

En effet, la manière de conceptualiser le terme par la pensée du XIX^e siècle dont Marx lui-même aussi faisait partie n'avait guère à voir avec le sens qui fut attribué plus tard à la notion, notamment par la pensée sociologique. Constituée comme une discipline autonome ayant pour but de comprendre et d'expliquer la réalité sociale concrète – parfois en la classifiant et la stratifiant – cette nouvelle discipline se devait de remanier la notion de classe de manière propice à l'exploration sociologique qui s'était d'abord inscrite dans la *raison expérimentale* (Durkheim) et par la suite dans la *raison interprétative* (Weber) mais toujours ancrée dans la démarche empirique³⁵⁴. Autrement dit, cela nécessitait d'abord la reconsidération critique (cela correspondait à l'opération effectuée par la sociologie classique) et après la reconceptualisation (comme l'a réalisé la sociologie d'après-guerre) du terme dont les connotations étaient devenues convenables à l'exploration sociologique. Pour ce faire, il était inéluctable de porter son analyse sur une lecture sélective de la littérature produite au siècle dernier et à bien des égards de les réinterpréter selon le besoin de l'époque. C'est ainsi que vit le jour l'« empirisation » du terme.

³⁵⁴ Pour cette catégorisation, voir BERTHELOT J.-M. Les sciences du social. *Épistémologie des sciences sociales*, / sous la direction de J.-M. BERTHELOT. Paris : PUF, 2001, p. 217-219.

b) À la recherche d'une « troisième voie » : la dévalorisation de la notion de classe sous la plume des fondateurs de « la sociologie classique »

C'est aujourd'hui une banalité de rappeler que la sociologie a été fondée dans un contexte historique où le monde occidental avait souffert depuis presque un siècle d'une instabilité interminable : d'une part, les luttes intenses de partage des richesses économiques et du pouvoir politique parmi diverses couches et strates sociales, d'autre part une tension rigoureuse entre l'éthos aristocratique et l'éthos marchand, corrélative au processus de modernisation et de rationalisation des rapports sociaux. Tout cela constitua une base pertinente pour le développement de nouvelles pensées sociales, parfois critiques.

Il me semble qu'il ne serait pas erroné de définir la question principale sur laquelle se reposait la pensée critique de l'époque comme telle : est-ce possible d'établir une forme de vivre ensemble au-delà de l'ancienne domination aristocratique, mais sans plier devant le système sauvage et « matérialiste » de « laissez-faire » proposé par la jeune bourgeoisie avide de conquérir « argent » et « pouvoir » ? Il est aussi possible de formuler cette problématique en se référant à Albert Hirschmann qui pose ainsi la même question : « Lesquels mèneront le monde : les passions ou les intérêts ? ». Dans le même sens, si l'on poursuit la conceptualisation précoce de Werner Sombart, cette question serait devenue : qui sera le vainqueur de la lutte, « les héros ou les marchands » ?

Contrairement aux courants de pensée communiste et anarchiste de l'époque pour qui la société bourgeoise, en tant que source des nouveaux rapports de domination, devait être détruite et dépassée par l'action politique révolutionnaire, les précurseurs de la pensée sociologique, partaient d'un autre point commun, semble-t-il, pragmatique : le besoin d'explorer la possibilité d'une « morale universelle » ou d'une « éthique rationnelle » qui manquait apparemment depuis le « désenchantement du monde ».

L'ambition principale de la pensée sociologique fut donc toujours de trouver ou de construire « une troisième voie » autant par rapport à la dualité entre les révolutionnaires et les conservateurs, que par rapport à celle des libéraux du « laissez-faire » et des étatistes totalitaires.

Bryan S. Turner et Chris Rojek pour qui la sociologie était au mieux quand elle avait cherché à comprendre le changement social et à produire des solutions éthiques et politiques à ses conséquences négatives, exposent avec clarté la vocation initiale et principale de la discipline³⁵⁵. C'était sûrement cette caractéristique immanente de la sociologie qui jalonna par la suite sa manière d'aborder la question de classes : il lui a fallu, d'une part, se distancier des tenants de la « lutte des classes » qui ne se confondait guère avec sa propre démarche pragmatique³⁵⁶. D'autre part, il a fallu constituer un fondement épistémologique bien distinct de celui de la théorie économique classique qui s'était alors fondée sur le modèle abstrait d'un *homo œconomicus* égoïste. Par ailleurs, dans les dernières années du XIX^e siècle, les faits tels que le déclin graduel du mouvement révolutionnaire en fonction de la régulation des relations professionnelles en Occident et les crises économiques ayant lieu l'une après l'autre sans que « la main invisible » du marché ne puisse stabiliser la situation, fournissaient à la sociologie un milieu idéologique légitime pour la quête des normes d'un nouveau modèle de vivre ensemble.

Dans ce contexte, la notion de lutte des classes dont la connotation évoquait à l'époque des conflits interminables entre révolutionnaires et conservateurs sur la scène politique, à savoir le monde conflictuel des « passions », et des contradictions économiques émergées dans les rapports de marché et de production, à savoir le monde concurrentiel des « intérêts », fut considérée par la sociologie classique comme l'un des thèmes centraux à aborder.

L'approche qui correspondait le mieux aux exigences immédiates et donc à l'esprit général de l'époque en France, était sans conteste celle de Durkheim pour qui la notion de lutte des classes devrait être nécessairement remplacée par de nouvelles notions concordantes avec le but de constituer un nouvel ordre³⁵⁷.

³⁵⁵ TURNER B. S., ROJEK C. *Society and Culture : Principles of Scarcity and Solidarity*. Londres : Sage Publications, 2001. p. vii.

³⁵⁶ Là, on peut se souvenir de la note autobiographique de George Homans pour légitimer son rapprochement avec Pareto que « *la sociologie moderne est davantage un effort pour répondre aux arguments des révolutionnaires* ». HOMANS G. C. *Sentiments and Activities –Essays in Social Science*. New Brunswick ; N.J. : Transaction, 1988, p. 4.

³⁵⁷ Il faut noter qu'en 1893, la bourgeoisie française avait résolument et définitivement liquidé toutes les forces féodales récalcitrantes. Voir THERBORN G. *Science, Class and Society*. Londres : Verso, 1980, p. 248.

La vocation d'Emile Durkheim à élaborer un point de départ métaphysique sur le principe d'« ordre »³⁵⁸ n'était pas un hasard, de même qu'il ne soit pas un hasard qu'il fut glorifié comme « père fondateur » de la sociologie française à la place de Gabriel Tarde, dont l'approche n'envisageait pas de solutions intégrées aux questions sociales et morales qui étaient à l'ordre du jour.

Durkheim avait élaboré ses arguments à une période où la « question sociale » occupait une bonne partie de l'activité législative de la Troisième République. De nombreuses lois destinées à la protection de la main-d'œuvre furent alors adoptées : « *La loi de 1884 sur les syndicats a le même objectif que le suffrage universel : noyer la petite minorité extrémiste dans le flot des ouvriers « pacifiques » qui ne se préoccupent pas du pouvoir, mais simplement de trouver des instruments capables de les défendre sur le terrain purement corporatif* »³⁵⁹.

Tout cela ne confirme bien évidemment pas que Durkheim soit l'idéologue par excellence du pouvoir en place, mais attire seulement l'attention sur le fait qu'il a développé ses approches en interaction avec les préoccupations réelles de son époque : dans une telle conjoncture, la proposition de solution « de la troisième voie » de Durkheim fut un corporatisme solidariste.

Par conséquent, la notion de lutte des classes contredisait explicitement le cadre proposé par Durkheim selon lequel c'est par l'organisation que doivent se résoudre les conflits entre ouvriers et patrons et non par la lutte sociale³⁶⁰. Inspiré dans une certaine mesure par les approches critiques envers l'économie politique classique de l'école historique allemande, (de Gustav Schmoller, d'Adolf Wagner et plus particulièrement d'Albert Schäffle), Durkheim avait fondé son point de départ concernant la recherche sociologique en fonction de l'exploration de la morale : « *Ce sont ces faits concrets qui forment la matière de la morale. Le moraliste ne peut donc ni les inventer ni les construire ; mais il*

³⁵⁸ En ce point, faut-il rappeler l'énoncé éminemment distinctif de Durkheim qui se trouve dans la préface à la deuxième édition de *La division du travail social* dont la date de parution est 1902 : « *il n'est pas bon pour l'homme de vivre ainsi sur le pied de guerre au milieu de ses compagnons immédiats* ».

³⁵⁹ NOIRIEL G. *Les ouvriers dans la société française*. Paris : Seuil, 1986, p. 115.

³⁶⁰ ANTONINI B. Jaurès face à la sociologie de son temps et au syndicalisme révolutionnaire : entre décalage et mutisme. *Cahiers Jaurès*, 2002/3-4, n° 165-166, p. 66.

doit les observer là où ils existent, puis en chercher dans la société les causes et les conditions »³⁶¹. Mais à défaut de découvrir empiriquement une morale distincte comme attribut ontologique de l'être humain dans les rapports de marché de son époque il a dû tourner son regard, comme on le sait, vers les sociétés archaïques³⁶². Mais il faudrait encore approuver l'existence d'une morale non-utilitariste et solidariste dans les rapports interpersonnels et surtout dans les relations industrielles qui étaient considérées jusqu'alors par le sens commun comme la source fondamentale des conflits sociaux. Cette tâche serait assumée dans la période subséquente par Maurice Halbwachs qui, à la différence de Durkheim, pensait que certaines formes de la représentation collective subsistent même dans les sociétés où prédominent les motifs de la solidarité organique.

« Certes, il y a des moments de revendication, de protestation », disait Halbwachs, « où l'ouvrier prend conscience en effet qu'il est exploité – et il l'est toujours dans une certaine mesure. Mais, dans le reste de son existence, pendant qu'il travaille normalement, tant que l'industrie fonctionne avec la collaboration des directeurs et des ouvriers, comment cette idée pourrait-elle passer au premier plan de sa conscience ? »³⁶³. Sur la même ligne que Durkheim, réduisant le contenu du concept de « lutte des classes » aux relations professionnelles conflictuelles, Halbwachs argumenterait son objection en disant que : « En somme, on peut songer à la comparaison que l'on a faite de la société à un organisme, et dire que les classes sont comme des organes qu'on peut distinguer dans beaucoup d'organismes. Seulement, ces organes sont dominés et lentement modifiés par l'organisme dans lequel ils se trouvent ; ils obéissent au plan de structure du corps dans lequel ils sont compris »³⁶⁴.

En bref, pour l'auteur, les conflits industriels – et les luttes sociales en général – ne sont pensés que comme les symptômes anomiques du dysfonctionnement provisoire des

³⁶¹ DURKHEIM E. La science positive de la morale en Allemagne (1887), *Textes I*. Paris : Minuit, 1971.

³⁶² On peut se souvenir que Steven Lukes qualifie ce changement comme un « glissement paradigmatique important » entre le « jeune Durkheim » et « vieux Durkheim ». Voir. LUKES S. *Emile Durkheim : His Life and Work - A Historical and Critical Study*. Londres : Allen and Lane, 1973. Sur ce nouvel itinéraire ethnographique, son neveu et collaborateur Marcel Mauss découvrirait plus tard un ethos économique de type solidariste dont l'école durkheimienne avait eu besoin depuis le début : l'esprit du don. Voir MAUSS M. *Essai sur le don - Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Paris : Presses universitaires de France, [1923-24] 2007.

³⁶³ HALBWACHS M. *op. cit.*, p. 57.

³⁶⁴ *ibid.* p. 29.

organes – c'est-à-dire des institutions – d'un même organisme, à savoir de la société. D'après le point de vue d'Halbwachs, une lutte ne saurait être perpétuelle qu'à condition qu'elle prenne sa source de l'extérieur de l'organisme concerné : « *Des groupes perpétuellement et systématiquement opprimés par d'autres, nous en avons rencontré : ce sont les populations assujetties, violentées par les chefs qui sont les conquérants : c'est l'état d'une population conquise par rapport à une autre. C'est une relation qui existe entre des peuples, mais pas entre des classes* »³⁶⁵.

Le refus de considérer la lutte des classes comme un concept clé relatif aux relations sociales impliquait ainsi un argument méthodologique qui va dans le même sens que la critique durkheimienne envers l'économie politique classique. De même que les lois économiques de la pensée de l'économie politique classique ne sont pas élaborées par induction et par l'observation de la société donnée et dépendent donc d'une définition abstraite de l'individu, la conception de « classes » et plus précisément de « lutte des classes » dans la pensée du XIX^e siècle était en parallèle dépourvue des arguments positifs.

Il fallait alors les définir. Halbwachs proposa de faire des classes l'objet d'étude de l'exploration sociologique en les définissant ainsi : « *C'est l'idée, l'opinion que les hommes se font des classes. Ce sont des représentations collectives que nous voulons étudier* »³⁶⁶. Peu importe, selon son point de vue, d'étudier l'appartenance de tel ou tel groupe à une classe théoriquement définie selon les critères, tels que ressources économiques ou position dans l'organisation de production, car la représentation collective de classes, pour Halbwachs, repose essentiellement sur un fond de croyances et de coutumes : ceci ne saurait être saisi par le sociologue qu'à travers l'étude empirique.

De cette manière, à la fin d'une opération d'« empirisation » effectuée sur les termes de « classe » et de « lutte des classes », l'école durkheimienne classique déduit principalement deux résultats corrélatifs : 1) puisqu'il s'agit d'une collaboration et d'un lien réciproque empiriquement saisissable entre les employeurs et les employés dans les relations industrielles concrètes, il est vain d'y supposer *a priori* un antagonisme entre les

³⁶⁵ *ibidem*, p. 58.

³⁶⁶ *ibid.* p. 32.

parties du processus de production à l'exception des périodes provisoires de dysfonctionnement des institutions régulatrices, 2) s'il existe des classes dans les sociétés modernes que l'on puisse confirmer qu'elles existent depuis que les gens se sentent appartenir à telle ou telle classe, il faut approuver leurs existences et déployer leurs caractéristiques, non en partant des théories déductives, mais à travers des études empiriques sur les représentations collectives c'est-à-dire sur les croyances, les sentiments et les coutumes communs *sui generis* des groupes sociaux distincts.

À ce point, force est de constater que Durkheim et ses successeurs n'ont jamais été considérés comme les protagonistes de la « sociologie des classes sociales » ou de la stratification sociale bien qu'ils proposent un cadre épistémologique et méthodologique assez adapté pour saisir les représentations collectives des membres de telle ou telle « classe ». Ce cadre servirait même à la mise en œuvre pratique de nombreuses études empiriques ultérieures.

Au contraire, c'est à Max Weber que sera attribué plus tard le titre de « fondateur de la sociologie de la stratification sociale » en le concevant comme critiqueur, ou au moins comme correcteur de la « théorie de classes » attribuée jusqu'alors à Marx.

J'ai déjà essayé de montrer que chez Marx il n'existe pas de théorie des classes qui lui soit propre, ni d'approche visant à stratifier – et inévitablement, à fixer – la réalité concrète à cause de son approche épistémologique : pour lui, le concret fut toujours « *synthèse de nombreuses déterminations, c'est l'unité de la diversité* » et il faudrait le changer au lieu de l'interpréter. Même si Weber, à la différence de Marx, a dépensé tout son effort intellectuel dans l'intention d'interpréter le mieux possible la réalité concrète, je chercherai plus bas à argumenter qu'il n'existe pas non plus chez lui de sociologie de la stratification sociale, ni le recours au terme de classe pour classifier au sens sociologique du terme les personnes concrètes.

Max Weber, le promoteur de la sociologie compréhensive, a mis sur pied sa propre approche en cherchant « une troisième voie » comme le faisait Durkheim, mais en

parvenant à des résultats incontestablement différents³⁶⁷. La similarité de leurs points de départ n'a pas engendré une compréhension sociologique commune : deux sociologues développent leurs approches sur des fondements épistémologiques et méthodologiques différents dans lesquelles la question de classe sera considérée différemment. Mais il ne faut pas penser que les distinctions entre ces deux sociologues soient dissociées de la des conjonctures sociopolitiques différentes auxquelles chacun fait face. Autrement dit, les tensions politiques et sociales qui subsistaient en Allemagne où Weber a fait ses premières démarches intellectuelles étaient à bien des égards dissemblables de celles de la Troisième République en France.

En effet, les spécificités de la transition du féodalisme au capitalisme en Allemagne a eu des conséquences spécifiques sur la formation du système politique ainsi que sur l'esprit général des intellectuels du pays. Ce qui nous importe pour notre sujet, c'est surtout la dimension considérable de l'intérêt de la plupart des intellectuels allemands pour le processus de modernisation et surtout pour la bourgeoisie elle-même.

Dans l'Allemagne du « Deuxième Reich », une élite, selon la qualification de Fritz Ringer, de « mandarins » dont la doctrine était *Kulturstaad* (État de culture ou État culturel)³⁶⁸, jalonnait l'espace intellectuel du pays³⁶⁹. Composée de hauts fonctionnaires, d'enseignants, d'ecclésiastiques et de membres des professions libérales, dont les porte-parole étaient professeurs d'université, cette élite légitimait son statut social à travers sa formation intellectuelle et se positionnait autant face à la noblesse en déclin que face à la bourgeoisie en progression. Même si privilégier la *Bildung* (Éducation) en tant que source de l'estime de soi constituait un point commun entre les élites intellectuelles de divers pays de l'Europe occidentale – peut-être à l'exception de la Grande Bretagne – les « mandarins » du Deuxième Reich possédaient aussi une caractéristique distinctive : ils

³⁶⁷ Si Durkheim avait élaboré son approche à travers une critique entièrement éthico-politique et à la fois épistémologique de la pensée utilitariste et des politiques préconisées par l'économie politique libérale, Weber, pour sa part, fit sa démarche en ne remettant en cause que la base épistémologique de l'économie politique classique, mais bien évidemment sans recourir à une principe morale ou à une critique politique. Parce que la question principale pour ce dernier était plutôt, au lieu d'attaquer directement les présupposés de la théorie économique libérale, après une exploration pragmatique, de les adapter à la réalité concrète des relations sociales qui l'entourent.

³⁶⁸ La doctrine de *Kulturstaad* reposait sur le principe que le gouvernement tire sa légitimité non en favorisant les intérêts des gouvernés, mais en soutenant la vie intellectuelle et culturelle de la nation.

³⁶⁹ RINGER F. *Max Weber. An Intellectual Biography*. Chicago : The University of Chicago Press, 2004.

devaient leur statut privilégié à la spécificité du développement du capitalisme en Allemagne. Plus précisément, à la différence des intellectuels des autres pays occidentaux, ils dépendaient directement de l'État sous l'égide duquel ils avaient acquis tout ce qu'ils possédaient.

Surtout pendant la période wilhelminienne³⁷⁰, la doctrine de *Kulturstaat* qui se basait sur l'esprit de *Bildung* changea de sens au fur et à mesure que se généralisaient les rapports capitalistes et les relations de marché. Le *Bildung* qui représentait au début du XIX^e siècle une démarche progressiste et à la fois « utopique », il gagna un sens plutôt défensif dans les dernières années du siècle³⁷¹. Les élites dites « mandarins » se sentaient désormais comme une minorité sous la menace des dynamiques de marché et appréciaient donc de plus en plus le régime en place, c'est-à-dire la monarchie bureaucratique comme défenseur désintéressé de *Kulturstaat* et de la culture nationale. La plupart d'entre eux montraient un fort attachement à la monarchie bureaucratique, qui selon leur conviction protégeait leur statut privilégié et leur donnait le droit de parler au nom de la nation³⁷².

On pourrait se rappeler que Luc Boltanski et Eve Chiapello indiquaient dans *Le Nouvel Esprit du Capitalisme* qu'à cette époque, « la figure du bourgeois et la morale bourgeoise apportent les éléments de sécurité dans une combinaison originale associant à des dispositions économiques novatrices (avarice ou parcimonie, esprit d'épargne, tendance à rationaliser la vie quotidienne dans tous ses aspects, développement des capacités à la comptabilité, au calcul, à la prévision) des dispositions domestiques traditionnelles »³⁷³. Cette description peut être sans doute valable surtout pour les pays anglo-saxons, et dans une certaine mesure pour la France, mais ne l'était guère pour le cas de l'Allemagne où un climat romantique et non moins défensif prospérait précisément sur une base culturaliste³⁷⁴.

³⁷⁰ La période wilhelminienne coïncide avec le règne de l'empereur Guillaume II (Wilhelm) de 1888 à 1918.

³⁷¹ RINGER, *ibid.*, p. 11-12.

³⁷² *ibid.*

³⁷³ BOLTANSKI L., CHIAPELLO E. *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*. Paris : Gallimard, 1999, p. 54-55.

³⁷⁴ Dans leur même travail, Boltanski et Chiapello citent les paroles de W. Sombart « chevalier d'industrie, du conquérant » pour argumenter l'héroïsation de la figure bourgeoise à l'époque. Mais on sait très bien que Sombart identifiait « le Héros » à la figure allemande « romantique » et « le Marchand » à la figure anglaise « utilitariste », se positionnant toujours aux côtés des « Héros ». C'était Max Weber lui-même, à

Dans ces conditions, l'itinéraire de la recherche de « la troisième voie » de Weber différencierait fondamentalement de celui de Durkheim. Le sociologue français essayait d'élaborer d'abord les instruments d'une nouvelle morale afin de résoudre « la question sociale » dans une conjoncture où les forces de l'Ancien Régime – avec leurs valeurs religieuses et nobiliaires jadis ancrées dans les relations sociales – étaient pratiquement supprimées de la scène politique. Weber, par contre, faisait face à une réalité sociale plus complexe. La « révolution bourgeoise » d'en haut, autrement dit une révolution réalisée par la main de l'État, donnait lieu à des tensions internes parmi les strates dominantes³⁷⁵. Bien plus, la bureaucratie, effectivement alliée à l'élite des « mandarins », avait gardé des valeurs en apparence précapitalistes³⁷⁶, mais en réalité en faveur du *statu quo* politique, qui se transforma dans le temps en un discours nationaliste lié aux circonstances internationales qui mettaient l'Empire allemand en difficulté.

En bref, les questions qui jalonnaient inévitablement les préoccupations intellectuelles de Weber concernaient plutôt la politique que le social. Sans se positionner parmi les défenseurs fanatiques du « laissez-faire », Weber n'omettait jamais d'attaquer avec véhémence : « *la tendance à la 'féodalisation du capital bourgeois' et le 'dogme du marché intérieur', qui, selon lui, conduiraient l'un et l'autre à un capitalisme 'intérieur conservateur' et mettraient un terme au 'développement social utile' ainsi qu'à l'affirmation de la liberté politique en Allemagne* »³⁷⁷. L'élite des mandarins qui se

l'encontre du courant dominant, ce qui héroïsa l'esprit bourgeois en le reliant à l'ascétisme protestant. Pour une réflexion plus adéquate du contexte historique, voir LOADER C. Puritans and Jews : Weber, Sombart and the Transvaluators of Modern Society. *Canadian Journal of Sociology*, 2001, Vol. 26, n° 4, p. 635-653.

³⁷⁵ Comme le souligne Wolfgang J. Mommsen, Max Weber avait dû élaborer ses travaux dans une société dont les bases étaient plutôt fragiles et où un esprit de frustration pesait de plus en plus sur le climat intellectuel. MOMMSEN W. J. *The Age of Bureaucracy - Perspectives on the Political Sociology of Max Weber*. Oxford : Basil Blackwell, 1974, p. 95.

³⁷⁶ En effet, l'Allemagne était déjà devenue un pays hautement industrialisé. Entre 1870 et 1904, ce pays est passé, de manière décisive, d'une économie dominée par l'agriculture et la petite entreprise à une économie marquée par la prédominance de la grande industrie. C'est pourquoi, Weber a utilisé l'expression de « capitalisme développé » (*Hochkapitalismus*) pour désigner la situation économique du pays. Donc l'Allemagne n'était plus un pays précapitaliste, mais plutôt un pays dont le processus du développement capitaliste était distinct par rapport aux autres pays industrialisés. Voir OUEDRAOGO J. M. Georg Jellinek, Max Weber, le politique et la tâche de la sociologie des religions. *Archives de Sciences Sociales des Religions* [En ligne], 127, 2004, mis en ligne le 25 juin 2007. Disponible sur : <http://assr.revues.org/index1056.html>. [Consulté le 2 février 2009].

³⁷⁷ KAESLER D. *Max Weber – sa vie, son œuvre, son influence* / Trad. de l'allemand par P. FRITSCH. Paris : Fayard, 1996, p. 84-85.

comportaient de façon *affectuelle* et en partie *traditionnelle* représentaient sans conteste, pour Weber, l'un des deux principaux courants de pensée à affronter.

L'autre axe de pensée contre lequel Weber dirigea ses critiques fut basé sur la défense d'une réforme sociale. Sur les traces du Parti social-démocrate d'Allemagne (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), dans les milieux religieux protestants – comme *Evangelisch-sozialen Kongresses* – et dans les associations académiques – comme *Verein für Sozialpolitik* – dont Weber lui-même aussi faisait partie, il existait une tendance à élaborer des projets sociaux afin de résoudre les questions qui résultaient de la transformation capitaliste en Allemagne.

Max Weber se positionna toujours à l'encontre de telles tendances. Les questions sociales dont Weber n'a jamais nié l'existence n'étaient pas à son avis des questions à considérer d'un point de vue strictement social : « *J'ai considéré ici la 'question des ouvriers agricoles' exclusivement du point de vue de la raison d'État ; pour moi la question n'est en fait pas celle des ouvriers agricoles, et la question n'est pas : vont-ils bien ou mal, ou comment les aider ?* »³⁷⁸, disait Weber en 1893 lors de la présentation à l'Assemblée de l'Association pour la politique sociale (*Verein für Sozialpolitik*) du compte-rendu de l'enquête sur la situation des ouvriers agricoles allemands. Il renforcerait son approche un an plus tard en 1894, au cours du Cinquième congrès de l'Association protestante sociale (*Evangelisch-sozialen Kongresses*) en affirmant que : « *la lutte des classes existe et elle est une composante de l'ordre social actuel* »³⁷⁹. Il est évident qu'à la différence des courants socialistes, la lutte des classes devrait selon lui être conçue comme une donnée réelle de la société actuelle au lieu de remettre en cause ses conséquences sociales. En fin de compte, lors de ce même congrès, en critiquant les politiques en vigueur des sociaux-démocrates, articulées objectivement à la réaction anti-capitaliste des classes féodales, Weber traçait la contradiction déterminante de la scène politique de l'Allemagne wilhelminienne qui peut se résumer ainsi : soutenir la classe bourgeoise ou bien les grands propriétaires fonciers³⁸⁰.

³⁷⁸ Voir KAESLER, *ibid.* p. 78.

³⁷⁹ *ibid.*, p. 81.

³⁸⁰ Voir THERBORN, *op. cit.*, p. 270.

Comme on a essayé de le montrer ci-dessus, Max Weber se positionnait, quel qu'en soit son discours, à l'encontre des tendances conservatrices, mais aussi critiquait les discours des tendances dissidentes (ultralibérales, socialistes, etc.) dépourvues, selon son point de vue, d'une compréhension réaliste des rapports de domination domestiques et internationaux. C'est pourquoi la question des classes et surtout de la lutte des classes fut abordée par Weber de manière radicalement différente de celle Marx et de l'école durkheimienne.

Au préalable, il faut noter qu'il s'agit, chez Weber, d'un concept de fond ontologique, – et à bien des égards métaphysique – qui marqua toute son œuvre intellectuelle et d'où provient sa manière d'aborder la question des classes : c'est le concept de lutte. Sous l'influence de l'ontologie nietzschéenne, Weber a défini dans *Économie et Société*, « la lutte » ou « la sélection » comme un attribut « éternel » des relations interhumaines, parce que d'après lui, « on ne peut imaginer aucun moyen susceptible de la supprimer totalement »³⁸¹. Cette façon de définir le concept de « lutte », l'éloignait autant de Marx pour qui « la lutte », plus exactement « la lutte de classes », n'était abordée qu'en tenant compte du processus historique de l'émergence de la propriété privée – et non d'un questionnement ontologique de l'être humain – que de Durkheim dont le point de départ était désigné à travers un autre concept *a priori* métaphysique : « la solidarité »³⁸².

Il n'est pas question de mener ici une discussion autour des fondements métaphysiques de la sociologie classique, mais il est évident que pour Weber ce qui est significatif, c'est la prédominance de la lutte, à vrai dire, de la lutte « pacifique » : « La lutte « pacifique » s'appellera 'concurrence' quand on la mène au sens d'une recherche de chances que d'autres sollicitent également »³⁸³. Comme on l'observe dans cet énoncé, Weber cherche avant tout à conceptualiser la notion ontologique nietzschéenne de lutte dans un cadre propre au courant économique marginaliste. Et enfin, pour Weber, la concurrence ne serait susceptible de faire l'objet de l'étude sociologique que si elle est « une

³⁸¹ WEBER M. *Économie et Société*. Paris : Librairie Plon, 1971, p. 39.

³⁸² Pour cette raison, si le fil conducteur de la pensée de Durkheim fut la recherche d'une morale spontanément « inexistante » dont l'existence exigeait l'intervention de l'« extérieur » des institutions, celui de Weber était d'extraire une éthique des relations sociales existantes « ici et là », c'est-à-dire dans les relations de marché du capitalisme.

³⁸³ *ibid.*, p. 38.

‘concurrence réglementée’ pour autant qu’elle s’oriente d’après un règlement, aussi bien en ce qui concerne son but que ses moyens ».

Fortement inspiré des thèses économiques néo-classiques et surtout de celles des marginalistes autrichiens qui privilégient le facteur subjectif dans l’explication des événements économiques, Max Weber essaie d’adapter minutieusement cette approche à l’analyse des relations sociales et des institutions sociales. C’est-à-dire, à la différence de l’analyse économique pour qui les intérêts matériels comptent le plus, il était question pour Weber de trouver des précisions relatives à tout genre d’activité sociale : comment les individus maîtrisent-ils leurs intérêts matériels en poursuivant apparemment leurs intérêts idéaux ? Que se passe-t-il au moment où les deux types d’intérêts se heurtent ? De quelle façon les intérêts idéaux renforceraient-ils ou entraveraient-ils les intérêts matériels ?³⁸⁴

En bref, toutes les activités sociales, politiques, religieuses ou culturelles, peuvent être interprétées selon Weber, en premier lieu, en acceptant tout d’abord, l’existence d’une lutte et d’une « sélection éternelle » en ce qui concerne les relations interhumaines. En deuxième lieu, cette lutte ne peut être que sociale au cas où elle correspondrait à une « concurrence réglementée » et serait donc pacifique. Enfin les individus s’engageraient dans ces concurrences en poursuivant leurs propres intérêts à la fois matériels et idéaux. Alors pour le sociologue allemand, la notion de « lutte des classes » ne renvoie explicitement qu’aux rapports concurrentiels en cours concernant les relations économiques. Mais, la reconnaissance de l’existence de « lutte des classes » ou bien la concurrence des intérêts au cœur des relations économiques par Weber ne revient pas à dire qu’il définit ces relations concurrentielles comme des « relations sociales ».

À ce propos, l’interprétation de Nicholas Gane selon laquelle la notion de classe ne se rapporte pas à une forme sociale chez Weber, est assez lumineuse³⁸⁵. Après avoir rappelé les deux formes de « relations sociales » webériennes, la « communalisation » (*Vergemeinschaftung*) et la « sociation » (*Vergesselschaftung*), Gane soutient

³⁸⁴ NAU H. H. Institutional, evolutionary and cultural aspects in Max Weber’s social economics. *Cahiers d’économie politique*, 2005, Vol 2, n° 49, p. 130.

³⁸⁵ GANE N. Max Weber as Social Theorist ‘Class, Status, Party’. *European Journal of Social Theory*, 2005, Vol. 8, n° 2, p. 211–226.

principalement deux idées : 1) Les rapports de classe ne correspondent pas aux relations sociales liées à la « communalisation » qui se fonde fondamentalement sur le sentiment subjectif (traditionnel ou affectif) des participants de la communauté concernée. A *contrario*, les activités économiques qui donnent lieu aux diverses situations de classe selon la conception de Weber sont substantiellement rationnelles en finalité. Or, l'appartenance d'un individu à une classe, plus exactement la situation de classe d'un individu, ne saurait donc engendrer uniquement en elle-même l'adjonction ni à une communauté ni à un groupe de statut ; 2) La distinction tracée par Weber entre ce qui est relations politiques et ce qui est relations économiques représente un deuxième obstacle pour que les classes puissent devenir des groupes séparés des relations liées à la « sociation ». Parce qu'aux yeux de Weber, le pouvoir politique ou le pouvoir social ne sont pas réductibles au pouvoir économique, même si ces trois formes de pouvoir s'influencent réciproquement. De plus, étant donné que la lutte pour prendre le pouvoir exige, selon la conception de Weber, des activités « *de type instrumental et rationnel en valeur* », elles ne se superposent guère aux activités économiques prioritairement « *de type rationnel en finalité* » dont dépendent les situations de classe des individus.

À la lumière de ces remarques, on peut saisir plus clairement pourquoi Weber a devancé la notion de « situation de classe » en tant que l'un des facteurs ayant un effet, bien évidemment en proportion variée, sur les conduites sociales, mais sans signifier un échelon de la stratification sociale.

En fait, ses observations et ses explorations sur la situation complexe de l'Allemagne wilhelminienne fournissaient à Weber l'occasion de comprendre les relations sociales dans une perspective pluridimensionnelle. Il conclut que l'Allemagne avait été en cours de transformation d'une forme traditionnelle à une forme rationnelle où la polarisation politique ne s'est guère formée en fonction des situations de classes, mais plutôt de la lutte dont l'enjeu était de maintenir le pouvoir, entre les puissances de transformation et celles de *statu quo*. C'est pourquoi l'espace politique où les diverses volontés politiques entrent en compétition pour « *faire triompher [leur] volonté dans une situation donnée* »³⁸⁶ ne lui est pas apparu comme unique lieu de résoudre de la question sociale. Donc, Weber ne se

³⁸⁶ WEBER, *op. cit.* p. 95.

sert pas de classes ou de situations de classes afin d'en faire une stratification des individus, mais afin d'en disposer pour prendre en compte les bases économiques des luttes politiques et sociales singulières.

Pour conclure, on peut constater que les sociologies dites classiques ont développées leurs conceptualisations dans une période où la vague révolutionnaire du XIX^e siècle s'était affaiblie et où le mouvement ouvrier était désormais inscrit dans le cadre politique et juridique de l'ordre établi en obtenant ses droits principaux, au moins dans des pays occidentaux tels que la France et l'Allemagne. Or, la question principale fut alors pour les sociologues classiques de définir les principes des relations sociales à travers lesquelles il serait possible de reconstruire la stabilité politique et économique. Durkheim et Weber, en élaborant leurs propres principes censés être adéquats à l'investigation sociologique, considéraient la notion à la mode du siècle précédent, c'est-à-dire la notion de classes, inféconde.

Mais force est de constater que la dévalorisation du terme de classe n'était pas le seul fait des précurseurs français et allemand de la sociologie classique. Une situation semblable était valable en pour le cas de Grande-Bretagne : avec l'avantage d'être industrialisé plus tôt et d'avoir réglé relativement la question de la stabilité politique intérieure, une sociologie britannique *sui generis* n'avait pas vu le jour simultanément avec d'autres pays occidentaux, dans ce pays où le besoin n'était pas de définir immédiatement une « troisième voie ». Le commentaire d'Anthony King sur le retard de la sociologie britannique par rapport en France et en Allemagne – et en revanche la prépondérance de l'anthropologie sociale anglaise – durant la période d'avant-guerre paraît assez judicieux : les préoccupations de la sociologie étaient moins cohérentes que celles de l'anthropologie sociale avec les besoins impérialistes de la Grande-Bretagne, mais aussi les intérêts et les méthodes de la sociologie classique contredisaient le consensus libéral et l'approche hégémonique du « laissez-faire » de l'État britannique³⁸⁷. Autrement dit, l'orientation collectiviste de la théorie sociologique surtout celle à la française – contrastait explicitement avec l'individualisme instrumentaliste dominant de l'époque.

³⁸⁷ KING A. The Sociology of the sociology. *Philosophy of the Social Sciences*, 2007, Vol. 37, n° 4, p. 504-505.

De plus, le cadre sociologique dit « évolutionnisme social » de Herbert Spencer était plus adéquat aux orientations impérialistes de l'État britannique et aux ambitions de l'anthropologie sociale en plein développement. Donc, ni l'usage du concept sociologique de classe, ni la sociologie elle-même n'ont trouvé avant-guerre de conditions favorables à leur essor en Grande-Bretagne.

Le cas d'un autre pays anglo-saxon, celui des États-Unis, n'était pas très différent. Dans ce pays, bien que la sociologie existait au sein du corps universitaire depuis 1892 avec quelques départements de sociologie tels que ceux de Chicago et de Columbia menant des recherches sociologiques éminentes, cette discipline n'avait pas pris son élan véritable avant la seconde guerre mondiale. Selon Jonathan H. Turner ce retard résultait avant tout des difficultés de la discipline à ne pas pouvoir définir son objet d'étude spécifique³⁸⁸. Cependant, il serait plus mesuré d'interpréter ce retard par le climat idéologique en pleine euphorie dans le pays qui ne s'accordait pas avec la vocation critique et les points de vue pessimistes de la sociologie classique. Ce n'est pas par hasard que l'émergence notoire de l'approche sociologique de Talcott Parsons correspond aux années postérieures à la grande crise économique de 1929.

Quant à l'Empire ottoman, la situation était exactement contraire à celle des États-Unis : les intellectuels américains éprouvaient de l'espoir face à l'ascension encourageante des États-Unis tandis que l'intelligentsia ottomane fut tombée dans le sentiment de déception en face du déclin apparemment irrémédiable de l'Empire ottoman. Face à l'imminence de la chute, les intellectuels de l'Empire se mirent à chercher des solutions aptes à empêcher « cette fin attendue ». Les premières réflexions sociologiques y sont nées dans ce climat. Si le prince Sabahaddin, attaché à l'école de Le Play et défenseur des principes de libre entreprise en économie et de décentralisation de l'État en politique, était le précurseur du premier axe sociologique dans l'empire, l'autre axe était représenté par Ziya Gökalp, inspiré essentiellement de Durkheim et dans une certaine mesure du culturalisme allemand. Gökalp proposait la construction d'un État-nation modernisateur dont le programme économique serait de type corporatiste. Après la prise du pouvoir par le

³⁸⁸ TURNER J. H., *Sociology in the United States : its Growth and Contemporary Profile. National Traditions in Sociology* / ed. par N. GENOV. Londres : Sage, 1989, p. 221-222.

comité Union et Progrès, il n'est pas étonnant que Ziya Gökalp ait été nommé à la première chaire sociologique du pays créée en 1914 au sein de l'université d'Istanbul. Le prince Sabahaddin, quant à lui, a été accusé, avec les autres libéraux ottomans, de complicité dans l'assassinat de Mahmud Sevket Pacha et condamné à mort par contumace³⁸⁹. Par la suite de l'effondrement de l'Empire, la sociologie de la République serait développée dans le sillage des thèses corporatistes de Gökalp, comme attendu, sans faire référence ni au terme de classe ni à la lutte des classes, du moins jusqu'aux années 1970 où ces notions furent utilisées par le mouvement de gauche.

En bref, on peut constater que la sociologie classique s'est contentée de critiquer d'un point de vue empirique les notions de « classe » et de « lutte des classes », toutefois sans jamais en faire des concepts clés. Pour cela, il a fallu attendre la période qui suit la seconde guerre mondiale où le terme de classe fut repris et reconceptualisé dans le domaine sociologique plutôt comme un concept-outil des études de la stratification sociale.

B) Les va-et-vient de la sociologie vis-à-vis des classes : du stratificationnisme keynésien au « tournant culturel » pragmatique

a) La réinvention de la notion selon les besoins de nomenclatures de l'époque keynésienne

Deux sociologues américains, Kingsley Davis et Wilbert E. Moore, constataient en 1945 avec une confiance inébranlable que chaque société, en tant que « dispositif de fonctionnement », est tenue de distribuer ses membres, d'une façon ou d'une autre, en plusieurs positions sociales et de les entraîner à accomplir les fonctions correspondant à ces positions³⁹⁰. C'était incontestablement cette approche, dénommée dans les années suivantes *The Davis-Moore Theory*, qui introduisait de manière systématique le thème de stratification sociale dans l'exploration sociologique. Même si dans la période d'avant-

³⁸⁹ BOZARSLAN H. Le Prince Sabahaddin (1879-1948), *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, 2002, Vol. 52, p. 289.

³⁹⁰ DAVIS K., MOORE W. E. Some Principles of Stratification. *The American Sociological Review*, 1945, Vol. 10, n° 2, p. 242.

guerre il y avait des efforts à user de la notion de classe aux États-Unis³⁹¹, c'est surtout après 1944, date à laquelle Keynes présenta sa fameuse conférence de Bretton Woods, que le thème de la stratification sociale devint l'un des thèmes centraux de la sociologie d'après-guerre.

Cette superposition d'un keynésianisme économique et d'un stratificationnisme sociologique n'est pas un hasard : avant tout, le capitalisme, en tant que mode de production, avait gagné pour la première fois dans cette période une existence robuste et efficace dans des pays occidentaux sous forme d'une accumulation régulière du capital et de rapports professionnels stables et harmonieux. Pour se persuader de cela, il est sans doute suffisant de se rappeler les chiffres du revenu par personne des pays industrialisés qui augmentent trois fois plus rapidement entre les années 1950 et 1973 que dans les 130 années précédentes³⁹². Les aspects principaux de cet « âge d'or » du capitalisme, en ce qui concerne notre propos, étaient d'une part la transformation keynésienne des relations du marché de l'emploi et celles du marché des biens et des services, d'autre part la réorganisation de la production sur les principes tayloristes.

John Maynard Keynes était un libéral convaincu qui n'hésitait pas à exprimer nettement « *la lutte des classes me trouvera du côté de la bourgeoisie instruite* »³⁹³. Pourtant, il se distinguait nettement des libéraux du « laissez-faire » et de la doctrine de la « main invisible ». Selon lui, « *le problème politique de l'humanité consiste à combiner trois choses : l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté politique* »³⁹⁴. Pour la mise en œuvre de cette combinaison, il proposa « une troisième voie » en remaniant les présuppositions de l'économie politique classique. Adoptées d'une manière ou d'une autre par des pays occidentaux, les politiques keynésiennes permettaient de mettre en œuvre une variété des dispositifs en ce qui concerne la gestion de la demande : ou

³⁹¹ Par exemple les recherches ethnologiques sur les habitants de Newburyport (Yankee City) menées entre les années 1930 et 1935 par William Lloyd Warner et son équipe étaient exemplaire de tels efforts, c'est-à-dire de stratifier les citoyens selon leurs conditions économiques autant que selon leurs positions statutaires. Dans le même cadre, on peut se rappeler ainsi les travaux socio-anthropologiques sur la communauté américaine du Middletown menés en 1929 par des Lynd se servant aussi d'une conception de classe.

³⁹² MUNCK R. *Emegin Yeni Dunyasi-Kuresel Mucadele, Kuresel Dayanisma* / trad. de l'anglais par M. TEKÇE [*Globalization and Labour, The New 'Great Transformation'*]. Istanbul: Kitap Yayinlari, 2003, p. 40.

³⁹³ KEYNES, *op. cit.*, p. 297.

³⁹⁴ *ibid.*, p. 311.

directement, à travers les dépenses d'infrastructure, de défense, de services publics, ou indirectement, à travers la redistribution des revenus par le biais de l'imposition, de la gestion des taux d'intérêt et de l'emploi massif dans le secteur public. Toutes ces politiques « systémiques » exigeaient une « main visible » apte à planifier le fonctionnement de l'économie en ayant recours aux données empiriques : le résultat fut le développement des institutions publiques de statistiques³⁹⁵. En d'autres termes, pour pouvoir gérer surtout le niveau de demande des acteurs économiques, « la main visible » de l'« État-providence » des pays industrialisés d'après-guerre avait besoin de mieux connaître la situation réelle de leurs citoyens et, bien plus, de reconnaître les inégalités concrètes qui existent parmi eux.

Luc Boltanski est raisonnable quand il décrit le regard de l'État-providence envers les distinctions sociales : « (...) *l'État Providence emprunte au corporatisme des années 1930 l'idée selon laquelle la société est divisée en classes complémentaires et que cette division doit être reconnue par l'État. Par rapport au corporatisme s'ajoute toutefois l'acceptation du caractère potentiellement conflictuel de la relation entre classes. Cette complémentarité n'est pas organique, elle ne va pas de soi en sorte qu'une lutte entre classes est légitime à condition qu'elle s'opère par des moyens pacifiques et qu'elle soit encadrée et contrôlée par l'État. L'État est l'arbitre de la lutte entre les classes, entre lesquelles il favorise une juste redistribution des gains de productivité.* »³⁹⁶

Dans un climat idéologique où l'État lui-même reconnaissait l'existence d'une stratification due aux inégalités sociales dans la société, il aurait été incohérent que la sociologie occidentale d'après-guerre reste indifférente à cette thématique dont la substance concernait directement les relations interpersonnelles. D'autre part, l'État

³⁹⁵ PEREZ C. Structural change and assimilation of new technologies in the economic and social systems. *Futures*, 1983, Vol. 15, n° 5, p. 357-375.

³⁹⁶ BOLTANSKI L., *Rendre la réalité inacceptable ...*, op. cit. , p. 126. La constatation de François Vatin et Thierry Pillon renforce l'argument de Boltanski concernant l'influence de l'héritage corporatiste sur la conception stratifiée de la société : « Si la notion de 'classe ouvrière' a été élaborée dès le début du XIX^e siècle, la stabilisation effective du groupe ouvrier comme espace social relativement homogène et statistiquement identifiable ne date que de la première moitié du XX^e siècle. On peut la dater des années 1930-1950, période par ailleurs caractérisée par une assez grande stabilité du système productif, en raison de la grande crise des années 1930 et de la guerre qui l'a suivie. (...) C'est dans les années 1930 qu'apparaît l'ouvrier-masse ou l'ouvrier 'fordien' concentré dans ces 'forteresses ouvrières' que les usines automobiles emblématisent. » PILLON, VATIN. *op. cit.* , p. 309.

s'intéressait aussi à la réorganisation du processus de production en série et à la régulation des relations professionnelles : « *Parallèlement, en prenant en charge de nouvelles fonctions, les appareils d'État, surtout à partir de la Première Guerre mondiale, se renforcent. On entre dans 'l'ère de l'organisation'. Les administrations privées comme les administrations publiques doivent gérer des groupements organisationnels complexes occupant des milliers ou des dizaines de milliers de salariés. L'organisation fonctionnelle et la rationalisation des activités deviennent un impératif.* »³⁹⁷ Toutes ces thématiques qui concernent le fonctionnement du modèle économique keynésien sont aussi les objets d'études sur lesquels s'est opérée la renaissance ou la refondation de la sociologie dans la période d'après-guerre.

Cependant, l'intersection du keynésianisme économique et du stratificationnisme sociologique ne fonctionnait pas seulement au niveau thématique, mais aussi au niveau institutionnel. À ce titre, le cas de la France fut exemplaire. Selon les énoncés de Claude Durand, « *le processus d'orientation de la recherche par les institutions politiques date de l'après-guerre. Dans les années 1950, la recherche empirique s'est développée au détriment de la recherche académique grâce à cette procédure. Les jeunes laboratoires de la « rive gauche » (Institut de Science Sociale du Travail, Centre de Sociologie des Organisations, Laboratoire de Sociologie Industrielle) ont dû leur rapide expansion à une forte participation à des contrats de recherches directement financés par les ministères et les Institutions internationales* »³⁹⁸.

Tandis qu'en France la sociologie faisait son parcours pendant la période d'après-guerre en adaptant son axe de recherche aux besoins de la planification du développement industriel, en Grande-Bretagne elle était constituée en interaction avec les besoins du gouvernement pour qui la tâche principale fut de reconstruire un système efficace de redistribution des revenus et de négociation entre les parties du lieu de travail³⁹⁹. En d'autres termes, si le processus de travail et le lieu de production (l'atelier) constituaient

³⁹⁷ BOSCH S. *Stratification et Classes Sociales – La société française en mutation*. Paris : Armand Colin, 6ème éd., 2008, p. 38.

³⁹⁸ DURAND C. La recherche sociologique et la demande sociale. *Le travail et sa sociologie : Essais critiques* / ed. par C. DURAND et al. Paris : L'Harmattan, 1985, p. 54-55.

³⁹⁹ ALMOND P. Industrial Relations as a Discipline and Field in France and the UK. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 2004, Vol. 59, n° 2, p. 324.

l'objet de recherche privilégié pour la sociologie française d'après-guerre – qui fut représentée par la tradition de la sociologie du travail implantée particulièrement autour de G. Friedmann –, pour la sociologie britannique, le processus de négociation dans son extension la plus vaste, les relations du marché (il s'agit ici des relations du marché des biens et des services ainsi que celles du marché de l'emploi), en était le thème principal.

Cette distinction est importante. C'est en effet essentiellement cette distinction elle-même qui a déterminé la façon dont a été remaniée la notion de classe par les sociologies de ces deux pays dans la période ultérieure⁴⁰⁰. D'une part en France, cet état d'esprit se matérialise dans les propos, datant de 1952, de Jean Monnet, premier commissaire général au plan français : « *Modernisation ou décadence, tel était (...) le dilemme il y a six ans. Tel il est encore aujourd'hui et tel il restera toujours. La modernisation n'est rien d'autre, en réalité, qu'une façon d'exprimer l'incessante adaptation que requiert, pour subsister, la vie de chaque homme, de chaque entreprise, de chaque nation* »⁴⁰¹. D'autre part, la vision britannique apparaît, à son tour, dans les énoncés de Lord Beveridge en 1945 : « *la fin matérielle de toute activité humaine est la consommation ; l'emploi est recherché comme un moyen d'accroître la consommation ou augmenter les loisirs* »⁴⁰².

⁴⁰⁰ À la différence de ces deux pays européens, aux États-Unis, la notion de classe, du moins jusqu'aux années 1970, ne serait pas un concept clé au sein des modèles de stratification. En privilégiant le thème de « *la continuité du tissu social excluant l'idée d'oppositions tranchées entre groupes sociaux et favorisant la fluidité* », les modèles de stratification de la sociologie américaine furent basés essentiellement sur la notion de « mobilité sociale ». Voir, BOSCH, *op. cit.* p. 40. Quant aux sociologies des pays démunis d'industries avancées, ni la notion de classe, ni la notion de stratification sociale n'étaient des thèmes centraux jusqu'aux années 1970. L'interprétation ci-après de Cecilia Montero Casassus et de Laís Abramo sur le cas de l'Amérique latine est valable pour la plupart des pays dont le niveau d'industrialisation est similaire : « *L'industrialisation sous le signe de la modernisation : cette première période qui va du milieu des années 1950 à la fin des années 1960 voit à la fois les débuts de la discipline et, comme thème central, le passage d'une société rurale à une société urbaine et industrielle. Les esprits sont marqués par les théories de la croissance et du développement.* » Voir CASASSUS C. M., ABRAMO L. La sociologie du travail en Amérique latine : un essai de périodisation. *Sociologie du travail*, 2004, Vol. 46, p. 14. C'est pourquoi des travaux les plus remarquables de la période d'après-guerre sur le monde ouvrier problématisant aussi la notion de classe apparurent particulièrement en France et en Grande-Bretagne.

⁴⁰¹ Citée dans CAZES B., MIOCHE P. *Modernisation ou décadence. Contribution à l'histoire du plan Monnet et de la planification en France*. Aix-en-Provence : Publications de l'Université de Provence, 1990.

⁴⁰² Citée par LALIVE D'EPINAY C. Significations et valeurs du travail, de la société industrielle à nos jours. *Traité de sociologie du travail* / ed. par M. de COSTER et F. PICHAULT. Bruxelles : De Boeck, 1994.

Il ne serait pas erroné de proposer que la distinction entre les esprits – et aussi entre les priorités stratégiques pour la reconstruction économique d’après-guerre – de ces deux pays auxquels les sociologues français et britanniques font face différemment, entraîne une diversification en matière de mise en question du monde ouvrier. La question ouvrière est étudiée en France à travers le concept, dans son extension la plus large, d’« autonomie » en se focalisant avant tout sur le processus de production⁴⁰³, tandis qu’en Grande-Bretagne la question d’« embourgeoisement », dont les paramètres centraux sont le mode de vie et le niveau de consommation des ouvriers, constitue le concept clé. De cette façon, je contredis considération répandue qui porte généralement sur l’hypothèse que la sociologie du travail française fut jalonnée sous l’inspiration marxiste et c’est pourquoi elle favorisa la définition des classes sociales en se référant au processus de production alors que la sociologie britannique privilégie la conception wébérienne des classes sociales. Au contraire, c’est en fonction de la divergence des esprits dominants de ces deux pays et en parallèle à leurs stratégies distinctes de reconstruction économique, se sont séparées l’un de l’autre sur la manière de problématiser la question ouvrière.

À ce propos notamment, les travaux d’Alain Touraine (*La conscience ouvrière*, 1966) et de John H. Goldthorpe et ses collègues (*The Affluent Worker in The Class Structure*, 1969) constituent sans doute les exemples les plus raffinés pour montrer les principaux axes d’étude de la question de classe dans l’étude sociologique à l’époque.

Alain Touraine, après avoir mené une étude sur les ouvriers des usines Renault, dans le sillage de la problématique friedmannienne, en s’interrogeant avant tout sur la possibilité

⁴⁰³ À propos de la situation privilégiée de « l’homme en production » dans l’étude sociologique, l’interprétation critique ci-après de F. Dubet est judicieuse à condition qu’elle ne se réfère qu’à l’originalité du cas français et – dans une certaine mesure au cas d’allemand –, mais en mettant à l’écart nécessairement le reste du monde : « *C’est là une véritable anthropologie affirmant que l’homme se reconnaît et se réalise dans ses œuvres et, par conséquent, à travers les relations tissées avec les autres et avec la nature dans la production. Qu’il s’agisse là d’une doctrine désacralisée du salut ou d’une idéologie bourgeoise importe peu, car cette croyance a été au cœur de la culture des sociétés industrielles, imposée par les dirigeants et réappropriée par le mouvement ouvrier qui a opposé le travail authentique, expressif et personnel, au travail mécanique, déshumanisé et « abstrait » de la production industrielle* ». DUBET F. Propositions pour une syntaxe des sentiments de justice dans l’expérience de travail. *Revue française de sociologie*, 2005, Vol. 46, n° 3. Il est évident que cette interprétation n’est valable ni pour les sociologies des pays anglo-saxons où ce sont l’« individu » ou le « mode de vie » qui représentaient les thèmes privilégiés, ni pour celles des pays du « tiers-monde » pour qui les thèmes tels que la « croissance » et le « développement » étaient essentiels dans une optique fonctionnaliste ou structuraliste, mais définitivement sans se baser sur une telle conception anthropologique de l’homme.

que les réalités techniques du travail déterminent les réalités professionnelles des ouvriers⁴⁰⁴, chercha à problématiser, dans son travail suivant intitulé *La Conscience ouvrière*, « l'étude de la conscience ouvrière, c'est-à-dire des transformations de sens du rapport de l'ouvrier et de son travail. »⁴⁰⁵. Se distinguant de Halbwachs pour qui l'ouvrier est défini comme « consommateur de biens sociaux, de représentations collectives », Alain Touraine cherche à comprendre l'ouvrier avant tout comme « producteur ». Le sociologue français résumerait son effort, vingt-huit ans après de la parution de *La Conscience ouvrière* dans ces termes : « ... la sociologie du travail classique correspond surtout à ce que j'ai analysé comme le moment central de l'histoire de la conscience ouvrière, celui où l'autonomie ouvrière a été attaquée et détruite par les méthodes de la rationalisation et a réagi en donnant à la conscience de classe sa force la plus grande »⁴⁰⁶. Donc, pour Touraine, la « classe ouvrière » en tant que « sujet historique » de la « société industrielle » agissait essentiellement à l'époque pour maintenir son « autonomie » d'antan.

Puisqu'il ne fut jamais influencé par le mouvement politique marxiste dont l'idéologie est généralement déterminée par le rôle « émancipateur universel » du mouvement ouvrier, Alain Touraine, avec le déclenchement de la période postkeynésienne, surtout à partir des dernières années 1970, dénonça sans hésitation la fin de la société industrielle et par conséquent renonça, néanmoins, à attribuer un rôle *historique* à la « classe ouvrière »⁴⁰⁷. Mais, soit la centralité de la notion d'autonomie dans le travail soit l'ambition productiviste propre à la sociologie du travail « traditionnelle » continueraient durant de longues années à préoccuper les esprits des continuateurs de cette sous discipline sociologique en France⁴⁰⁸. Malgré la critique sérieuse de Pierre Rolle, en 1971, avançant

⁴⁰⁴ TOURAINE A. *L'Évolution du travail aux usines Renault*. Paris : Centre National de la Recherche Scientifique, 1955.

⁴⁰⁵ TOURAINE A. *La Conscience ouvrière*. Paris : Editions du Seuil, 1966, p. 24.

⁴⁰⁶ TOURAINE A. « Préface » à *Traité de sociologie du travail* / ed. par M. de COSTER et F. PICHAULT. Bruxelles : De Boeck, 1994.

⁴⁰⁷ Le changement de position de Touraine peut être interprété de la meilleure façon en empruntant à la classification tracée par Alain Bihr et Roland Pfefferkorn le passage d'un positionnement pour lequel « les classes sociales sont tout » à un autre positionnement pour lequel « les classes sociales ne sont rien ». Voir BIHR A., PFEFFERKORN R. Du système d'inégalités aux classes sociales. *Le retour des classes sociales - Inégalités, dominations, conflits* / ed. par P. BOUFFARTIGUE. Paris : La Dispute, 2004, p. 39-45.

⁴⁰⁸ Comme l'indiquent Alain Desrosières et Laurent Thévenot, il s'agissait, en France, d'un « fort courant industrialiste et productiviste que les ingénieurs français, fêrus d'efficacité, incarnaient, depuis Saint-

l'idée que « *l'autonomie, en tant qu'elle désigne la base de toute réaction et de toute revendication ouvrière est une tautologie* »⁴⁰⁹, la notion d'autonomie continua longtemps à être utilisée comme concept-outil clé pour les études dont l'objet était l'attitude des ouvriers. Mais au-delà de l'évidence du terme d'« autonomie » pour comprendre l'attitude ouvrière, ce qui importe ici c'est l'accent mis par Touraine sur le processus de travail: il aborda la question de classe en s'appuyant sur les rapports de production, sans se référer littéralement ni à Marx, ni à la problématique fondamentale marxiste – c'est-à-dire l'effondrement du système capitaliste. Au contraire, ce prodigieux sociologue français qui se disait appartenir à la sociologie d'inspiration wébérienne à l'époque, fut à la recherche d'un sujet « réformateur » apte à progresser les libertés en agissant au sein des règles démocratiques.

À partir des années 1970, en raison de la substitution du modèle néolibéral au modèle keynésien dans les pays occidentaux, le « travail » ne présenterait plus un élément central dans le discours idéologique hégémonique et la « demande » ne serait plus le point de démarche de la nouvelle stratégie de l'accumulation du capital. Les dominants ont entièrement renoncé au rôle qu'ils avaient naguère attribué au mouvement syndical et aux efforts qu'ils dépensaient pour l'amélioration de la condition ouvrière. Ce changement radical, et nécessaire à l'accumulation de capital, ne put être affronté ni par les syndicats conventionnels ni par « la classe ouvrière » de la période keynésienne qui réglaient jusqu'alors les problèmes, en dernier recours, autour de la table de négociation.

Par conséquent, si le révolutionnarisme du mouvement ouvrier occidental avait été épuisé par le passage de la « condition prolétarienne » à la « condition ouvrière », son réformisme aurait disparu en résultat de la liquidation graduelle de la « condition ouvrière » dans la période néolibérale. Et de même que Marx, après la défaite de la Commune de Paris et la transformation réformiste du mouvement chartiste, avait détourné son attention du mouvement ouvrier occidental pour le porter vers les mouvements révolutionnaires hors du monde occidental, Touraine, en tant que

Simon, au début du XIX^e siècle ». DESROSIERES A., THEVENOT L., *Les catégories socioprofessionnelles - Un instrument de travail indispensable*. Paris : La Découverte / Repères, [1988] 2002, p. 21-22.

⁴⁰⁹ ROLLE P. *Introduction à la sociologie du travail*. Paris : Larousse, 1971, p. 24.

réformiste, avait lui-même orienté son intérêt depuis le mouvement ouvrier keynésien jusqu'aux dynamiques réformatrices inédites. Il découvrit ainsi les nouveaux mouvements sociaux. Il faut noter qu'Alain Touraine, loin des approches stratificationnistes dominantes de son époque, s'est toujours focalisé sur l'action des êtres humains, lui attribuant la priorité sur le plan épistémologique comme méthodologique.

Quant au sociologue britannique wébérien John Goldthorpe et à ses collaborateurs David Lockwood, Frank Bechhofer et Jennifer Platt, ils avaient privilégié à leur tour, comme on le sait, la mise en épreuve de l'évidence des thèses d'embourgeoisement de la « classe ouvrière » presque à la même période que l'enquête sur la conscience ouvrière menée par Alain Touraine.

Dans la période d'après-guerre, la sociologie britannique, sous l'impulsion des nouveaux diplômés des écoles publiques dont Thomas Marshall est l'un des précurseurs les plus importants, constituait déjà une arme intellectuelle de la stratégie beveridgienne. L'auteur de *Social Insurance and Allied Services* (1942), William Beveridge, préconisait clairement de s'inspirer des analyses de Keynes qui font de l'État le régulateur du marché de l'emploi. Selon cette perspective, tenue par le gouvernement travailliste d'après-guerre, la visée de plein emploi ne pouvait être atteinte que par les interventions de l'État dans l'économie et c'est donc sur ce postulat que se construisait la théorie du *Welfare State*. Dans cet état d'esprit, la sociologie britannique apporta tout d'abord la notion de « classe ouvrière » à l'ordre du jour du monde académique et elle établit des rapports intimes avec le gouvernement. De cette façon, en accomplissant un rôle de médiateur entre le capital, le travail, et l'État lui-même, les nouveaux sociologues britanniques devinrent les acteurs indispensables du consensus beveridgien⁴¹⁰.

Dans un tel climat, le thème de la nouvelle culture ouvrière d'après-guerre avait fait l'objet d'une série d'études de qualité ethnosociologiques en Grande-Bretagne : *Family and Kinship in East London* (1957) et *Family and Class in a London Suburb* (1960) de Michael Young et Peter Willmott⁴¹¹, *The Uses of Literacy* (1957) de Richard Hoggart⁴¹²

⁴¹⁰ KING. *op. cit.*, p. 507-508.

⁴¹¹ On peut se souvenir que dans ces études comparatives menées dans les anciens et nouveaux habitats des familles ouvrières londoniennes, les auteurs essayaient de montrer comment se défaisaient les relations

et *The Worker in an Affluent Society. Family Life and Industry* (1961) de Ferdinand Zweig⁴¹³ étaient quelques-uns de ces travaux les plus remarquables. Leur problématique commune – l’embourgeoisement de la classe ouvrière et le déclin d’une culture ouvrière à part, en un mot le mode de vie des ouvriers de l’époque – serait plus tard reprise dans l’étude de cas sur les ouvriers de Luton menée par Goldthorpe et ses collègues.

Dans leurs grandes lignes, les résultats de l’étude de Luton ont ainsi été interprétés par ses auteurs : 1) employés dans les usines dont le processus de production était rationalisé, *les ouvriers de l’abondance* interviewés dépréciaient remarquablement les règles du travail du fait qu’elles impliquaient une division du travail injuste et une rémunération inéquitable ; 2) ces mêmes ouvriers, même s’ils critiquaient les conditions de travail, continuaient quand même à travailler dans leurs lieux de travail pour ne pas renoncer aux gains économiques relativement élevés qu’ils obtiennent. Donc, leurs motivations par rapport au travail, loin d’être « essentiellistes », furent effectivement instrumentalistes ; 3) caractérisée par le dilemme entre la dépréciation du travail et l’importance accordée au salaire, la situation des ouvriers de l’abondance ne correspondait guère aux présupposés des tenants de la thèse d’embourgeoisement de la classe ouvrière. Parce que, selon les interprétations de Goldthorpe et ses de collègues, les ouvriers de l’abondance britanniques continuaient encore à sauvegarder certaines des conduites collectives des ouvriers dits traditionnels surtout en ce qui concernait le mode de vie.

Au-delà des interprétations sur l’étude de Luton, ce qui importe pour l’investigation sur le terme de classe est le fait que Goldthorpe, à la différence de Touraine, aborde l’attitude

familiales et sociales naguère présentes parmi les classes populaires et dans quelle mesure elles étaient remplacées par des relations propres aux classes moyennes. Voir YOUNG M., WILLMOTT P. *Family and Kinship in East London*. Harmondsworth; Middlesex : Penguin, [1957] 1962 et WILLMOTT P., YOUNG M. *Family and class in a London suburb*. Londres : Routledge and Kegan Paul, 1960.

⁴¹² On sait que Hoggart, sociologue anglais issu de la classe populaire, avait cherché, dans son fameux travail sur la culture ouvrière, à montrer dans quelle mesure la culture ouvrière d’antan était menacée par la culture de masse en plein essor, en démystifiant les présupposés idéologiques (favorables ou non) sur la réalité ouvrière. Voir HOGGART R. *The Uses of Literacy: Aspects of Working Class Life*. Londres : Chatto and Windus, 1957.

⁴¹³ Selon Ferdinand Zweig, les politiques du plein emploi mises en vigueur par l’État-providence d’après-guerre et l’arrivée des femmes sur le marché du travail avaient complètement transformé la classe ouvrière anglaise. Les ouvriers s’adaptaient à la nouvelle période qui leur fournissait plus de sécurité sociale, en se tournant vers l’avenir. Ils se distinguaient des ouvriers d’antan par leurs motivations à la consommation et par leur mode de vie de plus en plus proche de celui des couches moyennes. Voir ZWEIG F. *The Worker in an Affluent Society*. Londres : Heinemann, 1961.

ouvrière en axant son intérêt sur « le marché de l'emploi » et sur l'étude des modes de vie. Pour faire une comparaison, l'ouvrier avait été conçu par Touraine comme un « héros » qui lutte essentiellement pour défendre ses « valeurs existentielles » (son autonomie et ses libertés), tandis que la représentation de l'ouvrier par Goldthorpe ressemblait plutôt à une description de « marchand » qui agit principalement pour défendre ses « intérêts ». En bref, cette distinction correspondait à la divergence des deux auteurs face au choix du principe fondamental régissant un « autre monde » et une « troisième voie » : alors que Touraine s'appuyait principalement sur le principe de « liberté », le sociologue britannique privilégiait celui d'« égalité ».

Cette différence correspondait sans doute autant aux différentes traditions intellectuelles – et idéologiques – historiquement établies dans les deux pays dont sont issus Touraine et Goldthorpe, qu'aux écarts des politiques économiques française et britannique de l'époque. On peut facilement saisir les raisons pour lesquelles Touraine en particulier, et la sociologie française en général, préfèrent centrer leur attention sur le processus de production et sur les professions alors que Goldthorpe et la sociologie anglaise favorisent les rapports de marché et les inégalités qui en résultent.

On peut se rappeler que les études récentes sur la variation des régimes d'État-providence keynésiens désignent coutumièrement trois types d'idéaux : libéral, corporatiste et social-démocrate. Les régimes libéraux, qui correspondent plutôt au cas britannique, sont décrits par l'octroi des prestations en fonction des besoins des personnes, sous conditions de ressources, tandis que les types corporatistes concordent plutôt avec le cas français, par l'octroi des prestations en fonction de droits ouverts par l'activité professionnelle⁴¹⁴. Il est évident que cette distinction entraîne une divergence de préoccupations intellectuelles dans ces deux pays. Elles se manifestent soit dans la manière d'aborder la question des inégalités et des libertés, soit dans la façon de construire des nomenclatures économiques et sociales⁴¹⁵, soit enfin dans les outils d'analyse de la question de classe.

⁴¹⁴ GOODIN R. E. Les mondes du *Welfare*. *Raisons politiques*, 2002, n° 6, p. 95.

⁴¹⁵ Les nomenclatures mises en usage dans ces deux pays ne peuvent sans doute pas être abordées sans tenir compte des différences réciproques concernant les politiques économiques de *Welfare*. On peut se rappeler que la nomenclature adoptée à l'époque en France était celle des *catégories socioprofessionnelles* tandis qu'en Grande-Bretagne était favorisée celle de « *social classes* » se basant plutôt sur les diversifications de modes de vie et de statuts des citoyens britanniques. Pour une étude comparative sur la diversification des

Pour renforcer cette hypothèse qui suggère une correspondance entre le régime d'accumulation de capital en vigueur et la manière d'aborder la question de classe dans des milieux académiques, la Turquie de l'époque, de son côté, fournit aussi des données assez intéressantes. J'ai déjà insisté plus tôt sur le fait que dans les pays du « tiers-monde », les thèmes tels que les classes et les théories de la stratification sociale n'étaient pas l'objet privilégié des questionnements en sciences sociales, au moins jusqu'aux années 1970⁴¹⁶. Si le keynésianisme occidental se préoccupait avant tout d'établir une économie équilibrée en réduisant les inégalités sociales et économiques à travers l'intervention de l'État dans l'économie – dans le but de redistribuer les revenus –, le modèle de l'industrialisation par la substitution d'importations (ISI), dominante dans la plupart des pays du « tiers-monde » entre les années 1930 et 1970, y compris en Turquie à partir du milieu des années 1950, prenait pour objet privilégié le thème de la « croissance nationale » qui contredisait les discours stratificationnistes ou de classe.

Sur le fond de cette contradiction, des événements significatifs surviennent en 1968 en Turquie. Oya Sencer, alors assistante de recherche dans le département de sociologie à l'Université d'Istanbul, écrivit une thèse de doctorat dont l'intitulé est *Türkiye İşçi Sinifi (Dogusu – Yapisi)* soit *La classe ouvrière de Turquie – Sa genèse et sa structure*. Après avoir été soutenue par son auteur, cette thèse, l'un des rares travaux académiques en Turquie moderne prenant pour objet l'histoire sociale récente des ouvriers ottomans, fut rejetée deux fois par le Comité des professeurs de l'Université, malgré l'avis favorable des membres de jury. Oya Sencer décida donc de démissionner de son poste ; cette décision engendra une grande mobilisation étudiante jusqu'à l'occupation du siège du rectorat de l'université. Même si elle échoua à faire renoncer le Comité des professeurs de l'Université à son rejet de la thèse de Sencer et à empêcher la démission de cette assistante⁴¹⁷, cette mobilisation fut l'étincelle du mouvement contestataire et révolutionnaire des années 1970.

nomenclatures : voir DURIEZ B. *et al.* Institutions statistiques et nomenclatures socio-professionnelles – Essai comparatif : Royaume-Uni, Espagne, France. *Revue française de Sociologie*, 1991, Vol. 32, p. 29-59.

⁴¹⁶ Voir notes 398 et 401.

⁴¹⁷ Un an après la démission d'Oya Sencer, sa thèse est publiée par la librairie Habora sous forme d'un livre. Voir SENCER O. *Türkiye'de İşçi Sinifi : Dogusu Yapisi*. Istanbul : Habora, 1969.

Il est évident que cette attitude intolérante du Comité des professeurs de l'Université ne fut pas indépendante de la politique économique poursuivie par l'État. Pour celui-ci, la société turque ne signifiait qu'« une totalité unifiée et harmonisée » dont la visée consistait en le développement national.

Il faut ainsi noter que le modèle de développement par l'ISI mis en vigueur en Turquie montrait certaines distinctions par rapport aux autres pays, par exemple vis-à-vis des pays d'Amérique latine. À la différence des pays latino-américains, dans le cas de Turquie, d'une part, il ne s'agissait guère des investissements des entreprises transnationales, et d'autre part, la présence de l'État turc dans les secteurs d'activité industrielle dits stratégiques s'élevait à un taux d'environ 40 % en 1960 et 50 % en 1970⁴¹⁸.

Accordant un rôle prépondérant à l'État dans l'industrie lourde, ce régime d'accumulation du capital manquait, d'autre part, d'une politique sociale fondée sur l'intervention formalisée et réglementée de l'autorité publique comme les États-providence occidentaux. Plus précisément, les outils tels que l'indemnisation de chômage ou les législations assurant la protection du travail étaient remplacés en Turquie par des postes créés dans des entreprises publiques et attribués aux citoyens souvent par le biais de relations clientélistes ou de relations de proximité (parentales ou régionales). Dans le même sens, on observe en Turquie que les politiques sociales propres aux États-providence occidentaux d'offrir des logements sociaux ou de crédits immobiliers à taux réduit sont remplacées en Turquie par la politique de « laissez-faire » qui s'est traduite dans la pratique par l'indifférence de l'État envers le pillage des terrains publics, d'abord par les nouveaux venus puis par le capital après le passage à l'époque néolibérale⁴¹⁹. C'est ainsi que, surtout dans les grandes villes, l'État turc a su régler la question du logement des nouveaux venus issus de l'exode rural. D'une part, la spécificité du régime de l'ISI en Turquie engendrait l'expansion rapide de la présence de l'État dans toutes les sphères de la vie sociale, y compris dans la sphère politique ; d'autre part, la mise en œuvre de ce même régime d'accumulation permettait de réduire dans une large mesure le

⁴¹⁸ BORATAV K. Import Substitution and Income Distribution Under a Populist Regime: The Case of Turkey. *Development Policy Review*. 1986, Vol. 4, n° 2, p. 125.

⁴¹⁹ BUGRA A. Ekonomik kriz karsısında Turkiye'nin geleneksel refah rejimi. *Toplum ve Bilim*, 2001, n° 89, p. 24-26.

volume du système de prestations sociales de l'État. Il est évident que la transition au modèle de l'ISI pendant la période suivant le coup d'État militaire de 1960 représente un tournant pour l'élaboration du paternalisme comme attribut intrinsèque de l'État moderne de Turquie.

Par conséquent, si la nomenclature sociale et économique était, comme le soulignent Desrosières et Thévenot, « *étroitement liée aux opérations de représentation d'une société* »⁴²⁰, les dirigeants de l'État paternaliste ne voulaient guère représenter la société turque comme une « société de classe » ou comme une « société stratifiée » à l'époque et leur priorité était réservée à la mise en œuvre de la stratégie nationale du développement industriel, bien évidemment dans un esprit solidariste. De ce fait, la manière de concevoir la société « sans classe », ou de voir les faits liés aux « contradictions de classes » comme secondaires, était devenue dominante, non seulement dans le discours officiel de l'État, mais même dans les milieux de gauche pour qui le discours de « subordination du pays à l'impérialisme » devançait significativement celui de « classe contre classe ».

En fin de compte, tout au long des années 1960, la conception d'une société composée de classes n'était propre qu'aux sociologies des pays occidentaux. Dans le reste du monde, la sociologie, à quelques exceptions près, n'avait guère disposé du terme de classe pour comprendre ou pour expliquer les rapports sociaux, en se reposant sur le postulat que le sous-développement retardait aussi l'émergence d'une « société de classe ».

Par ailleurs, comme j'ai essayé de le montrer en comparant Touraine et Goldthorpe, il existe, dans les sociologies des pays occidentaux, plusieurs manières d'utiliser le terme de classe. Les spécificités de chaque régime d'État-providence, et les effets de ces spécificités sur les relations concrètes des personnes morales et physiques, avaient influencé les sociologues et leurs manières d'aborder la question de classe. C'est pourquoi, les distinctions épistémologiques ou méthodologiques, bref les démarcations théoriques, n'étaient jamais sans rapport avec la conjoncture particulière dans laquelle un sociologue singulier cherche à son tour à établir sa propre théorie. Cette constatation est

⁴²⁰ DESROSIERES, THEVENOT, *op. cit.* p. 7.

non moins valable, selon moi, en ce qui concerne le développement de la sociologie dite marxiste.

b) Le « tournant culturaliste » et la malédiction de la notion de classe comme expression des totalitarismes

Les sociologues occidentaux d'après-guerre avaient souvent fait allusion à Marx – de manière critique ou non – et à ses manières de disposer du terme de classe. Mais pour une « renaissance marxiste » dans le domaine sociologique, il fallait attendre la dernière période des années 1960 lorsque le modèle keynésien et ses États-providence s'affrontaient à la crise. Cela n'est pas un hasard. Tandis que l'émergence de la critique sociologique coïncidait avec l'esprit de la recherche d'une « troisième voie » face aux dysfonctionnements partiels de l'ordre en place, la critique marxiste, dont la visée était un changement radical et total des rapports de domination, avait besoin d'une conjoncture de crise pour s'épanouir.

D'où le fait que, au sens vrai du terme, la sociologisation ou l'empirisation de la théorie marxiste a vu le jour sur le fond de cette conjoncture de crise et en interaction avec une nouvelle sociologie dite radicale. À partir de la fin des années 1960, on avait déjà commencé à parler de l'émergence, d'abord en Grande-Bretagne et en France et ensuite aux États-Unis, d'un « marxisme empirique » qui se formaient en s'éloignant des cercles philosophiques marxistes de la période d'antan⁴²¹.

La sociologisation ou l'empirisation de la pensée de Marx s'est réalisée de deux sortes : une première approche proposait de tester « *des modèles marxistes et [de] rendre opérationnels les concepts formulés par des marxistes* », tandis que la seconde favorisait le dégagement « *de la théorie marxiste des propositions susceptibles d'être testées* »⁴²². Dans les deux tentatives, le terme de classe opérait comme une notion clé apte à réconcilier les dimensions « objective » (théorique) et « subjective » (pratique) de la pensée marxiste.

⁴²¹ BIRNBAUM N. *Toward a Critical sociology*. New York: Oxford University Press, 1971, p. 113.

⁴²² VAILLANCOURT P. Le marxisme empirique dans les pays de l'ouest. *Les Cahiers du Socialisme*, 1979, n° 4, p. 108-179.

Dans le sillage du dualisme cartésien, la pensée sociologique conventionnelle avait conçu la réalité à « double ontologie » c'est-à-dire divisée en deux entre la « société » et l'« individu », entre la « structure » et l'« agent », entre le « système » et l'« acteur » et enfin entre l'« être » et la « conscience » puis a dépensé tout son effort pour surmonter ce dilemme hypothétiquement créé. De même, le marxisme empirique des dernières années de la décennie 1970, aborda, lui aussi, la question de classe de la même sorte : il ne serait pas erroné de dire que toute préoccupation du marxisme empirique consiste à résoudre le dilemme inventé par lui-même entre la classe – ou la lutte des classes – comme concept et la classe – ou la lutte des classes – comme représentation. En d'autres termes, l'effort du marxisme empirique se basait essentiellement sur la quête d'une réponse efficace à la pensée sociologique d'après-guerre qui avait à maintes reprises proclamé l'incompatibilité de la définition marxiste de classe avec l'évidence sociale. Alors selon le point de vue du marxisme empirique, pour affronter la critique empirique envers le marxisme, il faudrait « empiriciser » le marxisme lui-même.

Mais le marxisme empirique, formée principalement autour de la notion de classe, fit face avant longtemps à la percée d'une pensée sociale inédite dénonçant d'abord « la fin du travail » et la fin de « la société industrielle », ensuite « la crise de la modernité » et les inconvénients de penser le social par le biais des notions propres à la modernité, y compris *la classe* ou *la classe sociale*.

Désormais, ce n'était pas seulement la définition du terme de « classe » attribuée à Marx fut visée par la critique sociologique dominante de l'époque, mais aussi la définition dite wébérienne elle-même. Au fur et à mesure que le capitalisme surmontait sa crise structurelle des années 1970 en substituant au keynésianisme le nouveau régime dit néolibéralisme, apparaissait une « désorganisation » des relations sociales de l'après-guerre en parallèle avec une réorganisation conformément aux vocations du nouveau programme. Les conséquences sociales de cette transformation, liées autant au rejet des dispositifs propres aux régimes d'État-providence qu'à l'introduction dans le processus de production des techniques de l'informatique et de la communication, deviennent de plus en plus évidentes. Autrement dit, la dévalorisation de la notion de classe

« keynésienne » par la pensée sociologique de l'époque néolibérale n'était pas sans appui empirique⁴²³.

Notamment à partir des années 1980, à une époque où la vague du mouvement dissident des années 1970 avait été décliné, la tendance d'« anti-classe » apparut sous la plume de nombreux sociologues occidentaux, tels que Alain Touraine⁴²⁴, Zygmunt Bauman⁴²⁵, Claus Offe⁴²⁶, Anthony Giddens⁴²⁷, Terry Nicholls Clark et Seymour Martin Lipset⁴²⁸, Ulrich Beck⁴²⁹, Jan Pakulski et Malcolm Waters⁴³⁰, etc. Par contre, pour faire face à cette tendance d'« anti-classe » en plein essor, un front fut tacitement établi par certains sociologues notamment d'origine anglo-saxonne qui se disaient néo-marxistes et néo-wébériens, pour défendre la notion de classe et la validité des approches stratificationnistes. John Goldthorpe restait en tête de l'aile néo-wébérienne, tandis qu'Eric Olin Wright représenterait le parrain de l'aile néo-marxistes à partir des années 1980. Quant à la sociologie durkheimienne, elle participa à cette alliance à travers, pour ainsi dire, l'œuvre de Pierre Bourdieu, connu comme l'auteur synthétisant à sa propre manière le fonctionnalisme de Durkheim et la sociologie de la domination de Weber⁴³¹. Enfin, la dernière composante de ce front fut représentée par des chercheurs s'associant

⁴²³ Roland Pfefferkorn interprète ainsi le recul du discours de classe dans les sciences sociales : « *En somme ce ne sont pas tant les résultats des enquêtes statistiques ou ethnographiques qui conduisent à l'abandon d'un discours de classe en sociologie, c'est plutôt la rhétorique métasociologique qui change sous l'effet de la fois des transformations objectives des structures sociales, mais aussi des conditions sociopolitiques d'ensemble, et des changements qui interviennent aussi sur le plan subjectif.* » Voir PFEFFERKORN R. *Inégalités et rapports sociaux*. Paris : La Dispute, 2007, p. 105.

⁴²⁴ TOURAINE A. *La voix et le regard*. Paris : Seuil, 1978.

⁴²⁵ BAUMAN Z. *Memories of Class : The Pre-History and After-Life of Class*. Londres : Routledge / Kegan Paul, 1982.

⁴²⁶ OFFE C. *Work : The Key Sociological Category ?*. *Disorganized Capitalism Contemporary Transformations of Work and Politics* / ed. par C. OFFE. Cambridge : Polity Press, 1985.

⁴²⁷ GIDDENS A. *Modernity and Self-Identity*. Cambridge : Polity Press, 1991.

⁴²⁸ CLARK T. N., LIPSET S. M. Are Social Class Dying ? *International Sociology*, 1991, Vol. 6, n° 4, p. 397-410.

⁴²⁹ BECK U. *Risk Society*. Londres : Sage, 1992.

⁴³⁰ PAKULSKI J., WATERS M. The Reshaping and Dissolution of Class in Advanced Societies. *Theory and Society*, 1996, Vol. 25 n° 5, p. 667-691.

⁴³¹ Comme on l'observe dans chaque rapport d'alliance, il ne manquait jamais des controverses internes au sein même de ce front hétérogène. Les controverses se développant particulièrement autour de la « définition de la notion de classe » s'étaient multipliées au moment de cartographier le social : dans ce contexte, on peut se rappeler les divers cartes de classes de Wright et de Goldthorpe et la manière de représenter l'espace social de Bourdieu.

autour du thème des « nouvelles études internationales sur le travail »⁴³². Pour eux « la classe ouvrière » en tant que « sujet émancipateur universel » n'est pas morte, mais elle est devenue, avec l'entrée dans l'ère de la globalisation, de plus en plus mondialisée : elle se concentre désormais surtout dans des pays du « tiers-monde » et exige donc d'être étudiée dans une perspective « internationaliste »⁴³³.

Il faut noter que ni l'axe d'« anti-classe » ni le « front » tacite construit pour la défense de la notion de classe ne représentaient – et ne représentent encore aujourd'hui – des entités homogènes et statiques. Sans nier les diversifications internes de ces deux tendances, il me paraît toutefois convenable de les qualifier respectivement de « ne-plus-istes » et d'« encoristes ». Leur point de distinction majeure se manifeste lors du choix de la question centrale de l'étude, à savoir les dispositifs sociétaux pour les approches dites « holistes » ou les logiques d'action des personnes pour les approches dites « individualistes ». « La question sociale » continue à représenter le paramètre prépondérant – même de nos jours – pour les « encoristes », tandis que les « ne-plus-istes » donnent la priorité à « la question culturelle », impliquant une pluralité de paramètres. Enfin, il faut noter que dans cette confrontation, ce sont les « ne-plus-istes » qui se voient gagner le pari au moins jusqu'aux années 2000 alors qu'au sein même du camp « encoriste », les études stratificationnistes propres à l'époque keynésienne se déclinent en face des études culturelles (*cultural studies*) ou des recherches ethnosociologiques⁴³⁴ menées sur le monde ouvrier⁴³⁵.

⁴³² Pour une définition du thème conducteur de ce courant de recherche : voir COHEN R. *The "New" International Labour Studies : A Definition*. Montreal : Centre for Developing-Area Studies, McGill University, 1980.

⁴³³ Un bilan précoce des travaux sur le thème en question fut présenté en 1988 par Ronaldo Munck de la définition marxiste de classe : voir MUNCK R. *The New International Labour Studies : An Introduction*. Londres : Zed Books, 1988.

⁴³⁴ Pour la France, voir : WEBER F. *Le Travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*. Paris : INRA/EHESS, 1989 ; SCHWARTZ O. *le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Paris : Presses universitaires de France, 1990 ; TERRAIL J.-P. *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?* Paris : Presses universitaires de France, 1990.

⁴³⁵ Claude Durand avait jadis constaté cette évidence sur un ton réprobateur en disant que « la nouvelle mode fin 70-début 80 est au retour au concret, au particulier, aux biographies personnelles, aux histoires de vie qui restituent la mémoire ouvrière ou la vie quotidienne. Jusqu'alors les historiens enviaient aux sociologues leurs méthodes systématiques, leurs ambitions explicatives. On voit alors les sociologues revenir à l'histoire, à la tranche de vie. Cette orientation nouvelle privilégie les méthodes ethnographiques et monographiques, qu'elles soient monographies de grève, de localité ou d'entreprise. La reproduction fidèle de la mémoire ouvrière se substitue à l'analyse de classe. On ne s'intéresse plus au rôle de l'État et de la classe ouvrière, au jeu des institutions et des forces sociales. Les conflits sortent de l'entreprise et

On observe ainsi depuis presque une décennie un mouvement remarquable dans la sphère des études sociologiques, vers la revalorisation de la notion de classe tout en l'adaptant aux exigences de l'actualité néolibérale – dont les thèmes idéologiques dominants sont essentiellement la « liberté individuelle » en économie et en politique et le « multiculturalisme » dans l'organisation de la vie interpersonnelle. L'augmentation du nombre de livres qui collectent des articles d'auteurs occidentaux en quête de revalorisation de la notion de classe et de sa continuité dans la recherche sociale est sans conteste remarquable : *Reworking Class*⁴³⁶ (1997) de Patrick Joyce et John R. Hall, *Renewing Class Analysis*⁴³⁷ (2000) de Rosemary Crompton, Fiona Devine et Mike Savage, *Classes sociales : retour ou renouveau ?* (2003) d'Alain Bertho, Joachim Bischoff, Catherine Bidou-Zachariassen et Paul Boccara, *Le retour des classes sociales*⁴³⁸ (2004) de Paul Bouffartigue, *What's Class Got to Do With It ?*⁴³⁹ (2004) de Michael Zweig, *New Working-Class Studies*⁴⁴⁰ (2005) de John Russo et Sherry Lee Linkon, *Considering Class : Essays on the Discourse of the American Dream*⁴⁴¹ (2007) de Kevin Cahill et Lene Johannessen. Tous ces travaux prétendent avoir recueilli des articles censés remanier l'usage de la notion.

On peut classifier ces travaux selon leurs axes de recherches en deux catégories : l'axe des analyses de classe (*Class Analysis*) et l'axe des études ouvrières (*Working-Class Studies*). Le remaniement de la notion de classe dans le premier axe, pour qui l'ambition stratificationniste garde encore toute son importance, s'opère de façon à adapter la notion de classe aux conséquences sociales du néolibéralisme. Les apports théoriques d'Eric Olin Wright et de John Goldthorpe qui combinent l'analyse de classe et la théorie du choix rationnel peuvent être intégrés à cette tendance. Tandis que Wright qui avait construit son approche en s'appuyant sur la reconceptualisation de la notion

des institutions et se cherchent des références communautaires, sexuelles, ethniques et régionales ». Voir DURAND, *op. cit.* p. 57.

⁴³⁶ *Reworking Class* / ed. par P. JOYCE, J. R. HALL. Ithaca – New York : Cornell University Press, 1997.

⁴³⁷ *Renewing Class Analysis* / ed. par R. CROMPTON *et al.* Oxford : Blackwell, 2000.

⁴³⁸ BOUFFARTIGUE, *op. cit.*

⁴³⁹ *What's Class Got to Do With It ? : American Society in the Twenty-First Century* / ed. par M.ZWEIG. Ithaca New York ; London : ILR Press, 2004.

⁴⁴⁰ *New Working-Class Studies* / ed. par J. RUSSO, S. LEE LINKON. New York : Cornell University Press, 2005.

⁴⁴¹ *Considering class : Essays on the Discourse of the American Dream* / ed. par K. CAHILL, L. JOHANNESSEN. Berlin : Lit Verlag, 2007.

d'exploitation marxiste à travers les outils néo-classiques de Roemer dès la deuxième moitié des années 1980⁴⁴², le remaniement de Goldthorpe sur sa propre théorie s'est opéré plutôt dans ses travaux menés après les années 1996.

Après avoir élaboré sa « théorie de l'action rationnelle » (*Rational Action Theory*), en tant que forme modérée de la théorie du choix rationnel, Goldthorpe minimisa le rôle des valeurs et des normes dans sa nouvelle définition de la classe et diminua, de cette manière, la portée de l'analyse de classe pour comprendre le phénomène social dans son ensemble. Il a ainsi proposé de concevoir les facteurs qui influencent la conduite humaine. Chez Goldthorpe, les facteurs culturels sont définis comme « les effets primaires » et pourraient déterminer la formation des ressources individuelles, tandis que les choix individuels sont considérés comme « les effets secondaires » et plutôt déterminés par le dispositif de la prise de décision rationnelle que par l'influence des valeurs et des normes. Ce faisant, à l'opposé de ses anciens travaux où les classes sociales étaient abordées comme des entités réelles et concrètes décisives sur toute la division sociale et le paramètre principal de toute lutte politique, il crée désormais une dualité entre la culture et l'économie, entre le statut et la classe et enfin entre les distinctions culturelles et les stratifications sociales. De plus, il remplace sa définition de classe « réaliste » par une définition « nominaliste » délimitée par la sphère économique⁴⁴³.

En bref, Wright et Goldthorpe réorientent leurs intérêts pour adapter leurs analyses de classe aux règles économiques dites néolibérales en s'appuyant sur la métaphysique de la théorie néo-classique, plus précisément sur la métaphysique du marginalisme pour qui l'équilibre général ne pourrait être établi qu'au point de la formation de l'utilité marginale sur les marchés où se rencontrent les individus rationnels.

⁴⁴² WRIGHT E.O. *Classes*. Londres : Verso, 1985. Pour l'influence de l'économie politique néoclassique sur le marxisme analytique dont font partie à la fois Wright et Roemer, voir TARRIT F. Le marxisme analytique américain, un oxymore ? *Nouvelle Fondation*, 2006, Vol. 1, n° 1, p. 116-133.

⁴⁴³ Pour suivre le changement de Goldthorpe : voir GOLDTHORPE J. H. Class Analysis and the Reorientation of Class Theory : The Case of Persisting Differentials in Educational Attainment. *British Journal of Sociology*, 1996, Vol. 47, n° 3, p. 481-505 ; CHAN T.W., GOLDTHORPE J.H. Is There a Status Order in Contemporary British Society ? Evidence from the Occupational Structure of Friendship. *European Sociological Review*, n° 20, 2004, p. 383-401 ; CHAN T. W., GOLDTHORPE J. H. Class and Status : The Conceptual Distinction and its Empirical Relevance. *American Sociological Review*, 2007, Vol. 72, n° 4, p. 512-532.

D'un autre côté, les chercheurs qui travaillent plutôt dans l'axe des études ouvrières, considèrent que l'analyse de classe « traditionnelle » qui, délimitant la portée de l'étude dans les relations économiques (ou dans les relations de production, ou dans les relations de marché) et privilégiant la stratification des individus en leur attribuant *a priori* un esprit utilitariste, montre des handicaps méthodologiques et épistémologiques. Donc pour ces derniers, ce sont les motifs culturels propres aux ouvriers qui permettent de parler d'une « vraie » existence de la « classe ouvrière ». Cet axe de recherche, dont les premières œuvres sont parues à l'après-guerre sous la plume de Richard Hoggart, d'Edward P. Thompson et de Raymond Williams, mais sont restées longtemps marginales dans la sphère des recherches sociales, a trouvé soudainement la chance de se développer dans les années qui suivent le tournant néo-institutionniste du néolibéralisme. Comme John Russo et Sherry Lee Linkon le démontrent, cet axe de recherche est amélioré au cours des années 1990 notamment dans les pays anglo-saxons et particulièrement aux États-Unis où la vogue du « multiculturalisme » a créé, si ce n'est directement, une impulsion pour travailler sur la culture ouvrière en tenant compte également des facteurs tels que la race, le genre, l'ethnicité et l'espace⁴⁴⁴.

Cet axe de recherche qui propose de « *comprendre l'expérience de la « classe ouvrière » dans son vécu complexe en tentant de saisir le processus de classe* »⁴⁴⁵, s'est formé au croisement des différentes disciplines telles que l'histoire sociale, l'éducation ouvrière, l'ethnographie ouvrière, les études féminines et les études raciales et ethniques. En proposant de rejeter les définitions conventionnelles de classe et les cartes hiérarchiques de classe qui empêchent à comprendre la diversité et la richesse interne de la culture ouvrière, l'approche culturaliste vise plutôt à répondre à ces questions : comment le processus culturel s'est-il implanté dans les diverses pratiques socio-économiques, et de quelle façon les inégalités se sont-elles reproduites régulièrement à travers les pratiques économiques et culturelles ?⁴⁴⁶ Autrement dit, à la différence de l'axe de l'« analyse de

⁴⁴⁴ RUSSO, LINKON, *op. cit.* p. 4-6.

⁴⁴⁵ STRANGLEMAN T. Sociology, Social Class and New Working Class Studies. *Antipode*, 2008, Vol. 40, N° 1, p. 15-19.

⁴⁴⁶ DEVINE F., SAVAGE M. Conclusion : Renewing Class Analysis. *Renewing Class Analysis* / ed. par R. CROMPTON *et al.* Oxford : Blackwell, 2000, p. 184-199.

classe », cet axe de recherche se centre particulièrement sur les aspects subjectifs des classes en tenant compte des thèmes tels que l'identité, l'attitude et la morale⁴⁴⁷.

Cette distinction ne concerne pas seulement les différences de centres d'intérêt, mais elle correspond ainsi à un écart dans la définition du terme. Pour Wright et Goldthorpe, la notion de classe, en tant que « nom » dont le contenu est déterminé par le « savant », est avant tout utile pour comprendre les rapports d'inégalité entre les individus « concrets » et pour construire une nomenclature plus propre à représenter la société. En revanche, selon l'approche culturaliste, la classe est le nom d'un « être » social collectif *sui generis* et hétérogène dans son ensemble, portant aussi des traits distinctifs par rapport au reste de la société. Donc, il s'agit, pour cette deuxième interprétation, d'une reconnaissance *a priori* de l'existence concrète de la « classe ouvrière » qui impulse le besoin au chercheur ou à la chercheuse de descendre sur le terrain et à interroger les membres supposés de cette classe.

Ce qui est nouveau dans le programme des « nouvelles études ouvrières », au lieu de concevoir les identités ouvrières comme des représentations collectives, c'est d'interroger en priorité comment les identités individuelles se sont configurées ou ont été affectées par le processus de classe. Autrement dit, il s'agit d'un déplacement de l'axe de la recherche des identités collectives de classe vers des identités individuelles « classées »⁴⁴⁸.

Lors de cette controverse qui se déroule actuellement entre l'axe d'*analyse de classe* et l'axe des *études ouvrières* ; en obtenant le soutien de Wright⁴⁴⁹, Goldthorpe continue à

⁴⁴⁷ LE ROUX B. *et al.* Class and Cultural Division in the UK. *Sociology*, 2008, Vol. 42, p. 1049-1050.

⁴⁴⁸ LE GRAND E. After the Cultural Turn : Is Class Theory in a Cul-de-Sac ? [En ligne]. Intervention présentée lors de la *12th annual Aage Sørensen Memorial Conference* tenue à l'Université de Harvard, les 10-11 avril 2008. Disponible sur : <http://www.wjh.harvard.edu/~hos/papers/EliasLeGrand.pdf>. [Consulté le 5 mars 2009].

⁴⁴⁹ Comme Eric Olin Wright, un autre analyste de classe, Aage B. Sørensen, essayant de définir les classes sociales selon le critère de la « production de rente », elle aussi a contribué à cet axe de recherche dit nominaliste jusqu'à son décès. Voir SØRENSEN A. B. Toward a Sounder Basis for Class Analysis. *The American Journal of Sociology*, 2000, Vol. 105, n° 6, p. 1523-1558. En se situant dans la tradition d'analyse de classe, seulement David B. Grusky et ses collaborateurs Jesper B. Sorensen et Kim A. Weeden, insistent jusque-là sur la continuité de la dimension « réelle » de l'objet de recherche des analyses de classe. Selon leur propre conceptualisation, les modèles conventionnels de classe, cherchant toujours à construire des « *big class* », ont dû nécessairement demeurer nominalistes en raison de la grandeur de leurs échelles. À la différence des analyses des « *big class* », ils prétendent avoir élaboré une théorie de classe à « *micro-level* », en élaborant un modèle capable de tenir compte des clivages internes de la classe ouvrière en fonction des distinctions professionnelles. Cette théorie d'une part reflète la structure de classe

occuper une position importante avec sa conception, pour ainsi dire, d'« ouvrier marchand ». Mais de l'autre côté, l'« ouvrier héros » n'est plus défendu par Touraine, ni non plus le critère heuristique de l'« héroïsme » n'est plus défini par la vocation autoémancipatrice de l'ouvrier contre les contraintes du machinisme. Cette fois-ci, l'« ouvrier héros » est censé être doté d'une culture et d'une morale qui lui sont propres et qui résultent de sa pratique quotidienne à travers laquelle il est capable de se distinguer du monde des dominants. De plus, par le biais de sa propre culture désormais hétérogène, il participe à la construction d'une « autre société ».

À travers la polarisation décrite ci-dessus dans ses grandes lignes, font surface certaines des caractéristiques du débat global actuel sur la définition de la sociologie en général et le cadre épistémologique et méthodologique du sociologue en particulier. Ce débat fut interprété par Philippe Corcuff dans son court ouvrage intitulé *Les nouvelles sociologies*. L'auteur distingue tacitement, de la sociologie « ancienne » ou « classique », les sociologies dites « nouvelles » pour lesquelles les thèmes tels que l'« action située », les manières plurielles d'éprouver les actions des acteurs observés – ou des sujets, des individus, ou encore des actants – et enfin le processus de « construction de la réalité sociale » désignent désormais l'objet spécifique de la recherche sociologique. Prétendant avoir surmonté les dualités inventées par la sociologie conventionnelle, ce point de vue recommande au sociologue, au lieu de s'appropriier à l'avance des catégories sur papier propres à la sociologie d'antan telles que la classe sociale, les rôles, les statuts, la société etc., d'aller voir comment les personnes concrètes confectionnent du sens pour représenter la réalité qu'elles vivent.

Les nouvelles études ouvrières ayant pour but de se baser sur cette sphère « constructiviste » pourraient être considérées en deux catégories selon le programme de recherche poursuivie. D'une part, il y a celles qui impliquent de descendre sur le terrain pour interroger les personnes censées appartenir à la classe ouvrière et mettent les propos

désagrégée des sociétés contemporaines et d'autre part correspond à la perception subjective des membres de la classe en question. Voir GRUSKY D. B., SØRENSEN J. B. Can Class Analysis Be Salvaged ? *The American Journal of Sociology*, 1998, Vol. 103, p. 1187-1234 ; GRUSKY D. B., WEEDEN K. A. Decomposition without Death : A Research Agenda for the New Class Analysis. *Acta Sociologica*, 2001, Vol. 44, n° 3, p. 203-218 ; GRUSKY D. B., WEEDEN K. A. The Case for a New Class Map. *The American Journal of Sociology*, 2005, Vol. 111, n° 1, p. 141-212.

recueillis à l'épreuve de la notion de « capitaux » – et particulièrement la notion de « capital culturel » empruntée à Bourdieu – et de cette manière cherchent à décrire la « classe ouvrière » en tant que réalité ou être social en s'appuyant sur les dimensions à la fois « objective » et « subjective » des classes⁴⁵⁰. D'autre part, l'autre catégorie d'études rejette toute échelle de catégorisation inventée théoriquement par le « savant » avant de mener la recherche. Elle se centre donc particulièrement sur les énoncés des personnes interrogées afin de produire une connaissance réaliste du processus de construction de la réalité sociale dont sont issues toute sorte de catégories, y compris les classes⁴⁵¹.

C'est sans doute cette dernière tendance ce qui s'adapte le mieux à l'esprit dominant de l'époque. Mais avant d'être persuadé du bien-fondé de cette manière de faire de la sociologie, il faut se soucier de ses prémisses. Et pour cela, il faut d'abord répondre à certaines questions qui sont celles que j'interroge depuis le début de ce chapitre concernant les changements d'usage du terme de classe en les situant dans leurs propres conjonctures historiques.

Par exemple, j'ai essayé de présenter pourquoi les Occidentaux du XIX^e siècle pensaient la sphère sociale comme une scène où se confrontent les classes en chair et en os, et j'ai également cherché des réponses à la question suivante : pourquoi les descendants de ces mêmes gens ont ambitionné de diminuer les inégalités sociales et pour cela ils ont essayé de se référer au terme de classe et aux schèmes de stratification pendant la période d'après-guerre. En ce faisant, j'ai tenu compte des différences et des décalages, spatiaux tant que temporels. Il faut donc aussi mettre à l'épreuve la situation actuelle en se référant aux mêmes critères.

Pourquoi un déplacement des études de classe « nominalistes » vers les études culturelles, même parmi les tenants de la validité de la notion de classe, a-t-il vu le jour ? En d'autres

⁴⁵⁰ Pour les études menées dans la lignée de ce programme de recherche surtout au sein de la sociologie britannique, voir SAVAGE M. *Class Analysis and Social Transformation*. Buckingham : Open University Press, 2000 ; SKEGGS B. *Formations of Class and Gender*. Londres : Sage, 1997 ; SKEGGS B. *Class, Self, Culture*. Londres : Routledge, 2004 ; DEVINE F. *et al. Rethinking Class: Culture, Identities and Lifestyle*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2005; LAWLER S. Disgusted Subjects: The Making of Middle-Class Identities. *The Sociological Review*, 2005, Vol. 53, n° 3, p. 429-446.

⁴⁵¹ Par exemple, voir LAMONT M. *The Dignity of Working Men*. New York : Russel Sage Foundation, 2000.

termes, pourquoi la prémisse métaphysique, partagée autant par Wright que par Goldthorpe, qui considère l'action sociale comme résultat des « choix rationnels » des « individus » à travers desquels les catégories sociales sont construites par le « savant » a-t-elle perdu son efficacité contre la tendance constructiviste mettant en avant une matrice métaphysique « multidimensionnelle »⁴⁵² ?

Un raisonnement fondé sur le progrès de la raison répondrait à cette question en insistant sur le perfectionnement de l'intellect humain qui se dégage de plus en plus des préjugés idéologico-politiques ou *idéologico-scientificistes* immanentes au discours moderniste de l'époque d'antan. Donc pour une telle perception cette transformation représenterait une révolution ou une émancipation cognitive. En revanche, comme je l'ai présenté plus tôt, de même que la validité de chaque paradigme sociologique, prépondérant dans son époque, est encadrée par le cheminement du régime d'accumulation de capital en vigueur et par l'organisation des relations sociales corollaires de ce même régime, « les nouvelles sociologies » elles-mêmes ne sont pas exemptées de cette régularité. Autrement dit, de même que l'apogée du modèle du « choix rationnel » et son déclin ne peuvent pas être considérés sans tenir compte de l'épanouissement du néolibéralisme « dur » sur les principes du modèle néoclassique d'abord et ensuite de la perte de légitimité de ce même modèle en face d'un autre paradigme dit néo-institutionnaliste ou néo-pragmatiste, la reprise de ce dernier n'est pas sans rapport non plus avec l'apparition des signes de crise économique et sociale du régime d'accumulation néolibéral néoclassique. Et de même, le fait que les deux principaux paradigmes qui se concurrencent aujourd'hui concernant l'attribut « essentiel » de l'« action humaine », c'est-à-dire le modèle du « choix rationnel » et le modèle pragmatique, n'est pas non plus un hasard. Or, ces deux paradigmes tiennent leurs prémisses théoriques de deux approches différentes d'économie politique du capitalisme chères aux périodes de libéralisation. La première, le

⁴⁵² Luc Boltanski décrit le tournant constructiviste de la sociologie : « C'est bien, très généralement, par le truchement d'un constructivisme que la question des valeurs morales a été réintroduites en sociologie, bien que par des voies assez différentes (...), qu'il s'agisse, par exemple, d'une attention à la phénoménologie avec, notamment, la redécouverte de Schütz, d'un renouveau d'intérêt pour la tradition herméneutique, d'une influence grandissante de la philosophie anglo-saxonne du langage ordinaire, de l'introduction en sociologie de méthodes développées par l'anthropologie dans le domaine de l'ethnoscience, ou encore, en France, de l'importation directe de l'ethnométhodologie qui était née elle-même au confluent de ces différents courants, aux États-Unis, dans les années 1960 ». BOLTANSKI L. Nécessité et Justification. *Revue économique*, 2002, Vol. 53, n° 2, p. 282.

modèle néo-classique, construite sur la critique de l'économie politique « classique » en raison de son hypothèse « darwiniste » de « sélection » dans le marché, prétendait qu'un « équilibre » était possible dans le marché du moment où s'établirait l'« utilité marginale ». La seconde, le modèle néoinstitutionnaliste, elle aussi construite sur les critiques des hypothèses classiques mais aussi sur celles des néoclassiques en leur reprochant d'avoir élaboré leurs hypothèses sur le marché à partir d'un point de vue abstrait, et donc inefficace, face aux particularités de chaque marché.

Apparue pour la première fois au tournant des XIX^e et XX^e siècles, l'école institutionnaliste – issue surtout de la pensée américaine qui mettait en valeur la nécessité d'une nouvelle approche en économie – n'est pas une « nouvelle philosophie » puisque ses prémisses sont tirées essentiellement de la philosophie pragmatiste. Le pragmatisme dit classique, dont le fondateur est Charles Sanders Peirce et les deux autres figures marquantes sont William James et John Dewey, proposait un point de vue selon lequel n'est vrai que ce qui fonctionne réellement. Autrement dit, au cœur de la philosophie pragmatiste qui est indissociable de la rupture darwinienne mettant en valeur « *l'investigation permanente et l'expérimentation (...) d'un monde de changement incertain sans prédestination* », se trouve une conception des processus cognitifs fondamentalement liés à l'action et l'expérience. D'où le fait que la conception pragmatiste de la pensée liée à l'action soit valable en ce qui concerne à la fois la pensée de « l'homme de science » et celle de « l'homme commun ». C'est pourquoi, selon ce point de vue, la « connaissance » ne peut être étudiée sans se rapporter aux outils de la « théorie de l'action », pas plus que « l'action » ne peut l'être sans se référer à la « théorie de la connaissance ».⁴⁵³

En ce sens, le paradigme pragmatique fut considérée longtemps comme une critique radicale envers le paradigme positiviste selon lequel il s'agit d'une distinction « ontologique » entre la connaissance « savante » et la connaissance « ordinaire ». Ainsi cette critique traduisait-elle dans la politique un soutien intellectuel pour des principes « démocratiques », et non « élitistes ».

⁴⁵³ BAZZOLI L., DUTRAIVE V. Fondements pragmatistes de l'institutionnalisme en économie : Théorie de la connaissance et théorie de l'action chez Veblen et Commons. *Revue de philosophie économique*, 2006, n° 13, p. 123-153.

Surtout après l'éclatement de la grande crise économique de 1929 qui fut auprès des intellectuels la preuve de l'incompétence de la « main invisible » du marché pour établir un « équilibre général », le pragmatisme et l'institutionnalisme ont acquis une position relativement prédominante dans les sciences humaines, notamment aux États-Unis. Dans ce contexte, pouvait se développer l'approche institutionnaliste commonsienne dont les postulats se basaient sur le travail intitulé *Institutional Economics* (1934) de John Roger Commons. Pour cet auteur, « un capitalisme effectivement raisonnable » doit tendre, pour garantir sa propre survie, à « sécuriser » les statuts d'acteurs trop vulnérables, et cela, tant au sein de l'activité productive (relation d'emploi) que dans le domaine de la protection sociale (sécurité sociale) et, plus généralement, dans tous les secteurs de l'activité économique et sociale (consommation, crédit, etc.). S'appuyant sur une approche non naturaliste de l'économie, l'approche commonsienne préconisait de concevoir le marché comme construction sociale et donc ayant besoin d'être régulé par un droit et par une éthique construite conformément aux conduites des actants de chaque marché.

Mais étant donné que le keynésianisme fut choisi comme solution pour stimuler l'État à intervenir sur le marché afin de soigner les économies victimes des déséquilibres de la seconde guerre mondiale, l'institutionnalisme ainsi que le pragmatisme perdirent leurs positions majeures pendant l'après-guerre. À cette époque, si l'on en se réfère à la catégorisation des formes de savoir de Marilia Amorim, « le logos » en tant que « savoir démonstratif » prévalait sur « le métis », c'est-à-dire sur le « savoir pratique », de l'urgence, construit « sur la route » ou « en action »⁴⁵⁴. Pour que « le métis » revienne à l'ordre du jour en tant que forme de savoir dominant auprès de l'esprit général, y compris de l'esprit « scientifique », il fallut attendre une quarantaine d'années.

Avec l'apparition de certains syndromes d'une crise du néolibéralisme néo-classique, le pragmatisme et l'institutionnalisme réapparurent sur le devant de la scène en tant que théories critiques se servant du préfixe « néo ». C'est pourquoi, on ne peut considérer que les changements contemporains de paradigmes épistémologique et méthodologique en

⁴⁵⁴ AMORIM M. *Raconter, démontrer, ... survivre : Formes de savoirs et de discours dans la culture contemporaine*. Ramonville Saint Agne : Erès, 2007. Rappelons que dans la mythologie grecque archaïque, Métis est une Océanide, fille d'Océan et de Téthys. Elle est la personnification de la sagesse et de l'intelligence rusée.

sciences sociales soient le résultat d'un processus linéaire relatif à l'épanouissement de la « raison humaine ». Au contraire, comme le retour du néo-pragmatisme le démontre, le mouvement des idées sociales poursuit plutôt une trajectoire cyclique, et non répétitive, simultanément avec le mouvement du corps social.

De même que le développement des approches pragmatiques et institutionnalistes dans les premières décennies du XX^e siècle avait été relié aux dysfonctionnements du capitalisme de « laissez-faire » et aux principes philosophiques inclus par ce modèle, le retour du pragmatisme – et aussi institutionnalisme- correspondait similairement à la crise du néolibéralisme néo-classique. Les politiques menées depuis le milieu de la décennie des années 1970 afin de déréguler les marchés ne se conculaient pas par l'établissement d'un équilibre général comme cela était envisagé par les défenseurs du néolibéralisme néo-classique. Le précurseur de ce mouvement était sans doute Milton Friedman, l'auteur de *The Methodology of Positive Economics*. Friedman était, comme on le sait, un tenant rigoureux d'un modèle économique néoclassique supposant que « la concurrence pure et parfaite » serait la garantie de l'équilibre économique en faisant obstacle à l'émergence de la concurrence monopolistique⁴⁵⁵.

L'hypothèse heuristique sur laquelle s'appuyait l'attente de l'équilibre économique de Friedman et autour de laquelle se sont élaborées les politiques néolibérales fut « *le comportement rationnel et maximisateur de l'agent économique* ». Cette hypothèse fut tenue d'un point de vue théorique (formel) ou empirique (réel), dans une optique individualiste ou holiste par de nombreux sociologues tout au long des années 1980, y compris les analystes de classe tels que Wright, Goldthorpe et d'une certaine façon Bourdieu. Il n'y avait peu d'études sociologiques à l'époque qui ne traduisait les conflits sociaux en luttes d'intérêt matériel, censées être mis en œuvre par des individus « rationnels » et « maximisateurs ». Nous savons que cette approche est traduite par excellence en sociologie à travers l'« individualisme méthodologique ». Ce dernier fut plu tard remis en question par divers programmes de recherches parce qu'il réduisait le dispositif du comportement humain à celui d'une « calculatrice ». Selon moi, toutes ces

⁴⁵⁵ MENARD C., Du 'Comme si...' au 'Peut-être...'. De Milton Friedman à la Nouvelle Économie Institutionnelle. *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2005, n° 12, p. 164.

critiques sont, dans une certaine mesure, mutilées puisqu'elles ne tiennent pas en compte la conjoncture spécifique dans laquelle s'épanouissait cette approche. Ces sociologues exerçaient leur « métier » à une époque où les luttes d'intérêt matériel se déroulaient dans une conjoncture où les gouvernements thatchériens et reaganiens essayaient de supprimer rigoureusement les institutions publiques keynésiennes par le biais d'un discours purement utilitariste et, pour ainsi dire, amoral. Peut-être à l'exception de la France où un gouvernement socialiste était au pouvoir, cette période est marquée par les attaques austères des gouvernements contre les droits socio-économiques des classes laborieuses qui étaient, jusqu'au tournant néolibéral, sous garantie de l'État. L'enjeu principal des conflits sociaux, dans cette période charnière, était clairement « matériel » (par exemple les privatisations et la délocalisation des installations industrielles ou les limitations des droits syndicaux et ceux de la protection sociale, etc.) et les parties prenantes argumentaient leurs revendications en se centrant essentiellement sur les principes élaborés par le modèle « néoclassique » tels que l'efficacité et la rentabilité.

Une fois que ces luttes d'intérêt matériel se sont achevées conformément aux espérances des « capitaines » de la transformation néolibérale néo-classique et que les dysfonctionnements de ce modèle ont rapidement vu le jour, les premières critiques à s'être fait entendre, parmi toutes les critiques anti-néolibérales, comme lors de toute crise économique – et nécessairement idéologiques – du capitalisme, furent la critique (néo)pragmatiste en philosophie, (néo)institutionnaliste en économie et enfin constructiviste – ou « constructionniste » – dans diverses disciplines des sciences sociales.

L'une des grandes figures de l'école pragmatiste, William James, synthétise ainsi l'objectif de ce programme de recherche : « *Nous n'avons pas à chercher d'où provient l'idée mais où elle conduit* »⁴⁵⁶. Conformément à ce point de démarche, le néopragmatiste lui-même, comme Grégoire Biyogo le souligne, en face des événements, « *n'est ni résigné ni activiste, ni pessimiste ni optimiste, mais cherche une troisième voie, celle d'accorder du prix à nos choix individuels et à la manière dont nous dirigeons notre vie face à son aspect fondamentalement incalculable. Exclure l'incalculable, l'imprévisible,*

⁴⁵⁶ Cité par DEBAISE D. Un pragmatisme des puissances. *Multitudes*, 2005, Vol. 22 N° 3, p. 105.

n'est pas raisonnable, mais s'adapter à la réalité imprévisible du monde est le défi de la pensée, de la science comme de l'économie »⁴⁵⁷.

Ce défi est affronté dans la discipline économique à travers les hypothèses néo-institutionnalistes : l'hypothèse heuristique avancée par l'école néoclassique en général et par Milton Friedman en particulier, « *rationalité étendue et comportement maximisateur* », est rejetée par des néo-institutionnalistes en faveur de l'hypothèse « *rationalité limitée et comportement pragmatique* ». De plus, à la différence du modèle de Friedman portant sur la « *concurrence pure et parfaite* », les promoteurs du néo-institutionnalisme élaborent un modèle s'appuyant sur « *les coûts de transaction positifs* ». Si pour Friedman l'économie pouvait parvenir à un équilibre idéal en fonction du perfectionnement de la concurrence, il faudrait pour les néo-institutionnalistes adapter les modes d'organisation –et les institutions – aux caractéristiques des transactions⁴⁵⁸. Comme Isabelle Stengers et Philippe Pignarre le soulignent dans *La Sorcellerie capitaliste*, « *Nous ne dirons jamais que le capitalisme est "pragmatique". C'est plutôt l'antipragmatique par excellence, car l'entreprise de redéfinition systématique qui lui est associée n'est pas obligée par une quelconque vérification, ni par une pensée soucieuse des conséquences. Le capitalisme est ce qui ne cesse d'inventer les moyens de soumettre à ses propres exigences ce à quoi il a affaire –et les conséquences ne le regardent pas ; il les externalise (à d'autres de payer), ou les définit comme matières potentielles à de nouvelles opérations* »⁴⁵⁹.

Au sein de cette vague critique, la sociologie assumait à son tour la tâche d'investiguer les trajectoires sociales des individus pour constater les conditions réelles d'une réadaptation possible. La crise du néolibéralisme formulée en tant que décalage entre le cadre institutionnel en place et les transactions en cours, ne concernait pas seulement la sphère économique, mais toute la sphère sociale. Étant donné que les institutions de toutes sortes étaient en crise, les sociologies dites « nouvelles » devaient avant tout problématiser les inconvénients du cadre institutionnel et en envisager une autre plus convenable.

⁴⁵⁷ BIYOGO G. *Histoire de la philosophie africaine / Livre IV – Entre la postmodernité et le néo-pragmatisme*. Paris : L'Harmattan, p. 52

⁴⁵⁸ Voir MENARD, *op. cit.*

⁴⁵⁹ PIGNARRE P., STENGERS I. *La sorcellerie capitaliste - Pratiques de désenchantement*. Paris : La Découverte, 2005.

Ce projet se conformait à première vue à la vocation sociologique de Durkheim selon qui la condition initiale du vivre ensemble dans une société est « la morale » opérant comme médiation entre les institutions et les individus. Mais ce projet s'en distinguait aussi radicalement en termes d'épistémologie et de méthodologie. À la différence de Durkheim, qui s'engagea à la « construction de la société » à titre de « scientifique », pour ainsi dire, d'« en haut », les tenants des nouvelles sociologies privilégiaient un modèle d'« en bas ». C'est-à-dire que, au lieu de donner la priorité aux institutions en tant qu'émetteur des principes « moraux », les nouvelles sociologies formulaient cette matrice à partir d'un point de vue totalement inverse : ce sont les institutions qui doivent s'adapter aux principes moraux ou aux logiques d'action « réellement » investis par les acteurs ou les actants. Puisque seuls les acteurs réels ont la capacité de construire et de reconstruire, de former et de transformer les institutions, alors la tâche du sociologue consistait désormais à produire des savoirs qui aident les « citoyens ordinaires » à réfléchir de manière critique sur leurs projets civiques et les rendent sensibles à l'écart entre les aspirations et les pratiques⁴⁶⁰.

Conformément à ce changement d'axe, le sociologue devait désormais se centrer sur l'exploration des principes moraux, des logiques et des principes d'action, des « manières de faire » et des « manières de pensée » des acteurs. C'est ainsi que « la culture » des groupes et des groupuscules, y compris celle des communautés de classe, supposée être en voie de « construire la réalité sociale » ou bien de « faire société d'en bas » est devenue l'objet de recherche privilégié de la sociologie contemporaine. Ainsi s'est développé le fameux « tournant culturel » dont les prémisses sont inscrites directement dans le cadre épistémologique et méthodologique des recherches menées sur le monde ouvrier.

⁴⁶⁰ LICHTERMAN P. Repenser la « critique » dans la sociologie culturelle états-unienne : une alternative pragmatique à la « démythification ». *Tracés*, 2007, Vol. 13, n° 2, p. 73-89.

Annexe II : Questionnaire de l'enquête

Dans quel secteur d'activité travaille votre entreprise ?

Sidérurgie	1
Pétrochimie	2
Mine de charbon	3

Nom de
l'entreprise

--

Indiquez le statut légal de
votre entreprise

Public	1
Privé	2

Indiquez votre statut légal dans
l'entreprise

Ouvrier (public)	1
Fonctionnaire	2
Ouvrier (privé)	3
Personnel contractuel	4

1. Quelle est votre position dans l'entreprise ?
2. Depuis quand travaillez-vous dans cette entreprise ?

Complétez par l'expression qui vous semble la plus correcte

3. Mes jours...

se ressemblent : boîte, maison, amis.	1
varient selon ma charge de travail dans la journée.	2
changent selon mes activités sociales hors du temps travail.	3

4. Penser à demain...

ne sert à rien. Parce que je ne sais pas jusqu'à quand il me sera possible de travailler dans cette entreprise, ni comment subsister avec ce salaire de misère.	1
est obligatoire. Pour l'instant j'ai du travail, mais les années à venir pourraient être moins favorables. Donc, il me faut épargner pour demain afin de ne pas tomber dans le besoin.	2
est obligatoire. Car bien que je sois à l'aise aujourd'hui, pour bien me préparer à demain je dois gérer mes épargnes de façon optimale.	3

5. Le tournant dans ma vie...

est d'avoir été embauché dans cette entreprise.	1
est d'avoir rencontré mon épouse.	2
est de m'être syndicalisé.	3
Autre (précisez)	4

6. Travailler dans cette entreprise...

me rend fier. C'est un grand privilège de travailler dans une entreprise dont tout le monde envie la place et qui en même temps contribue fortement à l'économie nationale.	1
ne me rend pas fier. Pourquoi avoir de la fierté à recevoir un salaire plus élevé que celui des autres travailleurs ?	2

7. Après le travail je ...

pense souvent à ma boîte. Je suis toujours curieux de savoir ce qu'il se passe dans mon entreprise.	1
ne pense à ma boîte que s'il y a un événement extraordinaire.	2
ne pense presque jamais à ma boîte. Je crois penser au boulot pendant les horaires de travail.	3

8. En travaillant

je me sens utile à mon pays, à mon entreprise et à ma famille.	1
je ne me sens pas du tout utile. Si j'étais dirigeant dans l'entreprise je me sentrais plus utile.	2
je ne me sens en aucun cas utile. Car personne ne peut profiter du résultat de mon travail, à part le patronat.	3

9. Pour les affirmations suivantes veuillez indiquer « oui » pour celles qui vous conviennent, « non » pour celles qui ne vous conviennent pas.

	Oui	Non
Ma vie professionnelle pourrait être changée radicalement dans quelques années.	1	2
J'attends la retraite avec impatience.	1	2
Je voudrais travailler dans cette entreprise si je venais au monde à nouveau.	1	2
J'ai un organisateur pour planifier ma journée de travail.	1	2
Le fait de changer souvent de travail reflète l'échec de la personne.	1	2
Je trouve mon salaire satisfaisant.	1	2
Je trouve que les droits sociaux que me fournit mon entreprise sont satisfaisants.	1	2
Je me sens angoissé les premiers jours de la semaine de travail.	1	2
Les dirigeants de mon entreprise ne se rendent pas compte de la production.	1	2

	Oui	Non
Le pouvoir des ouvriers sur la production devrait être augmenté.	1	2
Je subis un stress lié au travail.	1	2
Les machines que nous utilisons dans l'entreprise sont très anciennes et représentent de véritables pièces de musée.	1	2
Il faut recruter plus de travailleurs dans l'entreprise pour qu'on puisse travailler avec une meilleure rentabilité.	1	2
Les conditions de travail dans mon entreprise ont une influence négative sur ma santé.	1	2

10. Pour les affirmations suivantes, veuillez indiquer « oui » pour celles qui sont exactes, « non » pour celles qui ne le sont pas.

	Oui	Non
J'ai mon propre domicile.	1	2
Je renouvelle souvent mon mobile.	1	2
J'ai un ordinateur chez moi.	1	2
Je fréquente souvent les supermarchés pour faire mes achats.	1	2
Je pars régulièrement en vacances.	1	2
Je rénove souvent l'intérieur (les meubles, la décoration, etc.) de mon domicile.	1	2
J'ai une voiture.	1	2
J'utilise la carte de crédit pour régler mes achats.	1	2
J'ai souscrit à un régime d'assurance privée (pour moi ou pour ma famille)	1	2

11. Parmi les expressions ci-dessous laquelle décrit la pire menace pour votre travail et pour votre bien-être ? Cochez la case qui vous convient le plus.

La plus grande menace pour le bien-être ouvrier, ce sont les nouveaux immigrants issus des régions les plus pauvres du pays qui diminuent le niveau des salaires.	1
La plus grande menace pour le bien-être ouvrier c'est le programme néolibéral et les privatisations menées par les gouvernements.	2
La plus grande menace pour les ouvriers c'est la volonté des patrons de diminuer les salaires pour augmenter leur marge bénéficiaire.	3

12. Pour les expressions suivantes, veuillez indiquer « oui » pour celles qui vous conviennent, « non » pour celles qui ne vous conviennent pas.

	Oui	Non
Les droits syndicaux pourraient être gagnés non pas à force de luttes et de manifestations, mais à travers la négociation et le dialogue.	1	2
Chacun est l'architecte de sa propre destinée.	1	2
Pour le développement du pays, l'État doit se retirer de l'économie.	1	2
L'une des raisons les plus importantes du sous-développement de notre pays, c'est le fait que nos citoyens ne sont pas assez durs à la tâche.	1	2
La sérénité sociale qui existe dans les villes de l'ouest du pays est visiblement sous la menace de l'immigration kurde.	1	2
Le fait que la situation économique et sociale des ouvriers d'antan soit plus avantageuse que celle d'aujourd'hui résulte de la combativité des syndicats et des ouvriers à l'époque.	1	2
La patrie de l'homme ne se trouve pas où il est né, mais où il gagne son pain et où il se sent libre.	1	2
La survie de l'État précède les droits de l'homme et la démocratie.	1	2

13. Est-ce que vous vous êtes déjà solidarisé avec les combats revendicatifs des ouvriers des autres entreprises ?

Non, je ne me suis jamais solidarisé avec les ouvriers des autres entreprises.	1
Je me suis quelquefois solidarisé avec les ouvriers des autres entreprises.	2
Oui, je me solidarise toujours avec les combats revendicatifs des ouvriers des autres entreprises.	3

14. Pour les expressions suivantes concernant l'endroit où votre entreprise est installée, veuillez indiquer « oui » pour celles qui vous conviennent, « non » pour celles ne vous conviennent pas.

	Oui	Non
Quand on me demande d'où je viens, je dis l'endroit où mon entreprise est installée.	1	2
Le parti politique qui obtient les votes de mes collègues emporte toujours les élections à l'endroit où mon entreprise est installée.	1	2
Mon syndicat est un acteur important dans le gouvernement local de l'endroit où mon entreprise est installée.	1	2
	Oui	Non

Je n'ai pas de relations ni avec l'endroit où mon entreprise est installée ni avec ses habitants. Après le travail, je me rends chez moi, en dehors de cet endroit.	1	2
Il y a des lieux que je fréquente régulièrement pour me retrouver avec les amis dans l'endroit où mon entreprise est installée.	1	2
Les habitants de l'endroit où mon entreprise est installée ne se solidarisent jamais avec nos luttes revendicatives.	1	2

15. Appréciez-vous les slogans lancés par les ouvriers en cas de privatisation tels que « On n'a ni la terre nationale à céder, ni l'usine à vendre » ou « Cette usine est la patrie, la patrie n'est pas à vendre » ?

Oui, je les apprécie. Un point de vue nationaliste est indispensable pour résister aux privatisations puisque ce sont les mêmes puissances impérialistes qui envisagent de privatiser les entreprises publiques et de diviser le pays selon les identités ethniques et religieuses.	1
Non, je ne les trouve pas corrects. Selon moi, ceux qui arguent les intérêts nationaux pour s'opposer aux privatisations défendent en vérité leurs propres intérêts et privilèges.	2
Non, bien que je sois contre les privatisations je n'apprécie en aucun cas d'utiliser des slogans nationalistes.	3

16. Indiquez les partis politiques, quel que soit son leader, contre lesquels vous voterez et auxquels vous n'adhérez jamais...

ANAP (Parti de la Mère Patrie)	AKP (Parti de la justice et du développement)	CHP (Parti républicain du peuple)	DEHAP (Parti populaire démocratique)	DSP (Parti de la gauche démocratique)
1	2	3	4	5
DYP (Parti de la Juste Voie)	İşçi Partisi (Parti des ouvriers)	MHP (Parti du mouvement nationaliste)	Türkiye Komünist Partisi (Parti Communiste de Turquie)	Si je fais confiance à son leader et à son programme, je pourrai voter pour tous les partis.
6	7	8	9	10

17. Considérez-vous que vous avez atteint la position que vous méritez dans la vie ?

Oui	Non
1	2

Complétez par l'expression qui vous semble la plus correcte

18. Afin de parvenir à la position que l'on mérite dans la vie....

C'est l'effort personnel de l'individu qui détermine la position qu'il mérite dans la vie.	1
C'est la famille et l'environnement qui déterminent la position que la personne mérite.	2
C'est grâce à l'égalité des chances que l'individu peut accéder à la position qu'il mérite dans la vie.	3
C'est à la grâce de Dieu que se détermine la position que la personne mérite.	4

19. L'ascension de la délinquance dans la société résulte de...

l'affaiblissement des valeurs morales et religieuses.	1
la corruption gouvernementale : « c'est par la tête que pue le poisson ».	2
l'aggravation des inégalités sociales et de la pauvreté.	3
des restrictions limitant l'exercice du pouvoir de la police.	4

20. Du fait de travailler dans une entreprise à grande échelle...

	Oui	Non
Je me sens fort.	1	2
Je me sens en sécurité.	1	2
Je me sens serin.	1	2
Je me sens inutile.	1	2
Je me sens comme un mouton qui suit le troupeau.	1	2
Je me sens raté.	1	2

21. Pour les expressions suivantes veuillez indiquer « oui » à celles avec lesquelles vous êtes d'accord, et « non » aux autres.

	Oui	Non
Que la terre de votre patrie est grande, que votre pays est plus puissant.	1	2
La personne qui travaille dans une entreprise à petite échelle se sent impuissante.	1	2
La grande industrie est la garantie de l'indépendance de la Turquie.	1	2
L'armée est la garantie de l'indépendance de la Turquie.	1	2

	Oui	Non
Notre économie pourrait se développer plus vite si l'on avait beaucoup plus d'entreprises à petite échelle, plus rentables que les installations grandes et maladroites.	1	2
Les ouvriers employés dans les petites entreprises sont généralement inconstants et inconsistants.	1	2

22. Au cas où vous receviez une proposition d'aller travailler à l'étranger pour un salaire trois fois plus élevé qu'ici et avec tous les droits sociaux, y compris le droit au logement, l'accepteriez-vous ?

Certes oui. J'accepterais sans aucune hésitation cette proposition qui m'assurerait un avenir plus stable et plus confortable.	1
Certes non. Je la refuserais car je suis satisfait de mon niveau de vie actuel et je ne pense pas le remettre au cause pour gagner quelques sous de plus.	2
Probablement non. Bien que je ne sois pas satisfait de mon niveau de vie actuel, je ne voudrais quitter ni mon entreprise ni mon pays.	3

23. Quel est votre âge ?
24. Quel est votre sexe ?
25. Quelle est votre situation maritale ?
26. Quel est votre dernier diplôme ?
27. (Pour les hommes) Avez-vous fait votre service militaire ?
28. Quelle est votre langue maternelle ?
29. D'où venez-vous ?
30. À quel endroit êtes-vous né ?
31. Comment avez-vous été recruté dans cette entreprise ?
32. Quel est le métier de votre père ?
33. Quel est le métier de votre mère ?
34. Combien gagnez-vous par mois ?
- ~~34-35.~~ Précisez le nom du syndicat dont vous êtes membre :
- ~~35-36.~~ Quelle est votre position dans le syndicat ?

FIN DU QUESTIONNAIRE

Annexe III : Liste des tableaux et des figures

A. Liste des tableaux

Tableau I : Comparaison des transitions néolibérales : p. 35.

Tableau II : *Roll-Back* et *Roll-Out* moments du néolibéralisme : Traits stylisés : p. 39.

Tableau III : Tendances de la globalisation au XXI^e siècle : p. 57.

Tableau IV : Variables dépendantes et indépendantes retenues dans l'étude des clivages ouvrières : p. 178.

Tableau V : La variation des puissances d'agir des ouvriers : p. 194.

Tableau VI : Les points de clivages idéologico-politique dans l'espace ouvrier : p. 281.

B. Liste des figures

Figure I : Privatisations en Turquie (1985-2009) : p. 65.

Figure II: L'espace ouvrier dans le processus de néolibéralisation : p. 181.

Figure III : Estimation des ouvriers à propos de la solidarité de la communauté locale avec la cause ouvrière : p. 202.

Figure IV : Croissance de la population d'Aliaga : p. 205.

Figure V: Estimation des enquêtés sur le facteur prééminent pour parvenir à la position qu'on mérite dans la vie : p. 210.

Figure VI : Logique d'action individuel et ancienneté de l'ouvrier : p. 211.

Figure VII : Estime de soi en termes de mérite et ancienneté de l'ouvrier : p. 214.

Figure VIII : Etat-nationisme et ancienneté de l'ouvrier : p. 234.

Figure IX : « Ouvrier de dialogue » et le facteur de la réussite individuelle dans la vie : p. 250.

Figure X : « Ouvrier natif » et le facteur de la réussite individuelle dans la vie : p. 254.

Figure XI : Aversion contre l'AKP et l'ancienneté de l'ouvrier : p. 259.

Figure XII : Qui ne vote en aucun cas pour qui ? : p. 262.

Figure XIII : La répartition des ouvriers ayant de l'aversion contre les immigrants Kurdes selon les entreprises : p. 265.

Annexe IV : Liste des sigles et abréviations

AKP	Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkinma Partisi)
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANAP	Parti de la mère patrie (Anavatan Partisi)
APEC	Coopération économique pour l'Asie-Pacifique
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
Basın-Is	Syndicat des métiers graphiques
Çelik-Is	Syndicat des ouvriers de fer, d'acier, de métal et des produits métalliques (Demir, Çelik, Metal ve Metal Mamulleri İşçileri Sendikası)
CHP	Parti républicain du peuple (Cumhuriyet Halk Partisi)
DISK	Confédération des Syndicats Ouvriers Révolutionnaires (Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu)
DP	Parti démocrate (Demokrat Parti)
DTP	Parti de la société démocratique (Demokratik Toplum Partisi)
DYP	Parti de la juste voie (Doğru Yol Partisi)
EBK	Institution pour la production et la distribution de la viande et du poisson (Et Balık Kurumu)
EMO	Chambre d'ingénieurs en électricité (Elektrik Mühendisleri Odası)
Erdemir	Société anonyme des usines de fer et d'acier d'Eregli (Eregli Demir Çelik Fabrikaları A.Ş.)
FIOM	Fédération internationale des organisations

	de travailleurs de la métallurgie
FMI	Fonds Monétaire International
Gıda-Is	Syndicat des ouvriers de l'alimentation (Gıda İşçileri Sendikası)
GMIS	Syndicat général des ouvriers miniers (Genel Maden İşçileri Sendikası)
GP	Parti jeune (Genç Parti)
Hak-Is	Confédération des syndicats authentiques de Turquie
IDE	Investissements directs à l'étranger
IFPW	Fédération internationale des ouvriers du pétrole (International Federation of Petroleum Workers)
ISI	Industrialisation par substitution d'importations
ISO	Chambre d'Industrie d'Istanbul (Istanbul Sanayi Odası)
Kamu-Is	Syndicat de l'entrepreneur public (Kamu İşletmeleri İşverenleri Sendikası)
Kardemir	Société Anonyme des usines de fer et d'acier de Karabük (Karabük Demir Çelik Fabrikaları A.S.)
KESK	Confédération des syndicats de la fonction publique (Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu)
Kristal-Is	Syndicat des travailleurs du verre, du ciment, de la céramique et du sol (Cam, Çimento, Seramik ve Toprak Sanayi İşçileri Sendikası)
Lastik-Is	Syndicat des ouvriers du caoutchouc (Lastik İşçileri Sendikası)
Maden-Is	Syndicat des ouvriers de la métallurgie (Madeni Eşya İşçileri Sendikası)
MDP	Parti de la démocratie nationaliste

	(Milliyetçi Demokrasi Partisi)
MERCOSUR	Communauté économique des pays de l'Amérique du Sud
MESS	Syndicat d'employeurs de la métallurgie (Türkiye Metal Sanayicileri Sendikası)
MGK	Conseil National de Sécurité (Milli Güvenlik Kurulu)
MHP	Parti d'action nationaliste (Milliyetçi Hareket Partisi)
MIT	Organisation du renseignement national (Milli Istihbarat Teskilati)
MMO	Chambre d'ingénieurs en mécanique (Makine Mühendisleri Odasi)
MSP	Parti du Salut National
MTA	Administration générale de recherche en exploration minérale (Maden Tetkik ve Arama Genel Müdürlüğü)
MÜSIAD	Association des industriels et des hommes d'affaires indépendants (Müstakil Sanayici ve Isadamlari Dernegi)
NIE	Economies nouvellement industrialisées
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
OIB	Administration de privatisation (Özelleştirme İdaresi Başkanlığı)
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OYAK	Fonds de solidarité et d'aide mutuelle des forces armées (Ordu Yardımlaşma Kurumu)
Öz Çelik-İs	Syndicat des ouvriers de la métallurgie et

	de l'industrie d'automobile (Madeni Esya ve Oto Sanayii İşçileri Sendikası)
Öz Demir-Is	Syndicat authentique des ouvriers de la sidérurgie, de la métallurgie et de l'industrie de l'automobile (Öz Demir, Çelik Madeni Esya ve Oto Sanayii İşçileri Sendikası)
Petkim	La Société anonyme pétrochimique de Petkim (Petkim Petrokimya Holding A. S.)
Petrol-Is	Syndicat des ouvriers des industries pétrolières, chimiques et de caoutchouc (Türkiye Petrol, Kimya, Lastik İşçileri Sendikası)
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan)
PME	Petites et moyennes entreprises
PO	Société de distribution de produits pétroliers de Petrol Ofisi (Petrol Ofisi A.S.)
PUIS	Syndicat des employeurs du secteur des produits pétroliers (Petrol Ürünleri İşverenler Sendikası)
RP	Parti de la prospérité (Refah Partisi)
SP	Parti de la félicité (Saadet Partisi)
SPD	Parti social-démocrate d'Allemagne (Sozialdemokratische Partei Deutschlands)
SSK	Institution de l'assurance sociale (Sosyal Sigortalar Kurumu)
TAYAD	Association d'entraide et de solidarité entre les familles de détenus (Tutuklu Aileleri Yardımlaşma ve Dayanışma Derneği)
TBMM	Grande assemblée nationale de Turquie (Türkiye Büyük Millet Meclisi)
TDI	Entreprises sidérurgiques de Turquie (Türkiye Demir Çelik İşletmeleri)

TESK	Confédération des commerçants et artisans de Turquie (Türkiye Esnaf ve Sanatkarları Konfederasyonu)
TIM	Assemblée des exportateurs de Turquie (Türkiye İhracatçılar Meclisi)
TKI	Entreprise de charbon de Turquie (Türkiye Kömür İşletmesi)
TMSF	Fonds d'assurance des dépôts d'épargne (Tasarruf Mevduatı Sigorta Fonu)
TOBB	Union des chambres de commerce, d'industrie, de commerce maritime et des bourses de marchandises de Turquie (Türkiye Odalar ve Borsalar Birliği)
TSEKP	Parti socialiste des travailleurs et des paysans de Turquie (Türkiye Sosyalist Emekçi ve Köylü Partisi)
TSP	Parti socialiste de Turquie (Türkiye Sosyalist Partisi)
TTK	Institution des mines de charbon de Turquie (Türkiye Taşkömürü Kurumu)
TÜDEF	Fédération d'associations de consommateurs (Tüketici Dernekleri Federasyonu)
TÜİK	Institut de statistiques de Turquie (Türkiye İstatistik Kurumu)
TÜPRAS	Compagnie de raffinage du pétrole de Turquie (Türkiye Petrol Rafinerileri A.S.)
Türk Haber-Sen	Syndicat des employés de la fonction publique des branches de services de communications, presse et publication de Turquie (Türkiye Haberleşme, Kağıt ve Basın-Yayın Hizmet Kolu Kamu Çalışanları Sendikası)
Türk Metal	Syndicat turc de la métallurgie (Türk Metal Sendikası)

Türk-Is	Confédération des syndicats ouvriers de Turquie (Türkiye Isci Sendikaları Konfederasyonu)
TUSAM	Centre de recherches sur la sécurité nationale de Turquie (Türkiye Ulusal Güvenlik Stratejileri Arastirma Merkezi)
TÜSIAD	Association des industriels et des entrepreneurs turcs (Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği)
UE	Union européenne
VKGB	Union des forces patriotiques (Vatansever Kuvvetler Güç Birliği)
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques

INDEX

- abondance*, 341
Abramo, Laís, 336
Abromeit, Heidrun, 66, 144
âge d'or du charbon, 159
Akça, İsmet, 52
Akkaya, Yüksel, 109, 110, 112, 123
Aktar, Cengiz, 187
alaouites (noseïris), 163, 164, 269
Allende, Salvador, 32, 36
Alexandrette, 162, 163, 272
Amorim, Marília, 208, 358
Anderson, Kevin, 313
Andreski, Stanislav, 59, 60
approche de la *tradition d'État fort* (en Turquie), 93
Aristocratie naturelle, 226, 280, 291
- *aristocratie des lettres et de la culture*, 226, 258, 280, 291, 298
- *aristocratie des armes*, 258, 280, 291, 298
- *aristocratie ouvrière*, 194, 279, 280, 299
Aron, Raymond, 306, 308, 312
Atatürk, Mustafa Kemal, 44, 68, 69, 70, 87, 158, 170, 215
Avcioglu, Dogan, 49, 86, 87

Barbier, Dominique, 258
Bataille, Philippe, 187
Baudelot, Christian, 183
Bauman, Zygmunt, 348
Beaud, Stéphane, 3, 184
Beck, Ulrich, 348
Bertho, Alain, 350
Beveridge, Lord William, 336, 340
Bidet, Jacques, 311
Bidou-Zachariassen, Catherine, 350
Bihr, Alain, 338
Bischoff, Joachim, 350
Biyogo, Grégoire, 360, 361
Blair, Tony, 37
Boccaro, Paul, 350
Boltanski, Luc, 287, 324, 334, 356
Bora, Tanil, 188
Bouffartigue, Paul, 338, 350
Bourdieu, Pierre, 348, 355, 359
Bugra, Ayse, 51, 92, 200, 344

Cahill, Kevin, 350
capitalisme illibéral, 23, 49
- en Russie, 23, 49, 56, 57, 58, 59, 61, 62
- *siloviki*, 59
- *state-managed, network capitalism*, 59
- en Chine, 23, 29, 55, 56, 57, 61, 84
Casassus, Cecilia Montero, 336
Castel, Robert, 9, 284, 315
Castells, Manuel, 38
Çelik, Aziz, 110
Çelik, Necati, 133
cercle de la Tat (en Allemagne), 49
Çetik, Mete, 109, 110, 123
changement institutionnel, 38, 252, 292, 293, 298, 305
Chevalier, Louis, 7, 315

Chiapello, Eve, 324
Choix Rationnel, 5, 89, 244, 350, 351, 356
Chicago Boys, 37
Christias, Panagiotis, 257
Çiller, Tansu, 41, 69, 112, 113, 128, 231
Clark, Terry Nicholls, 348
classe industrielle, 8, 14
classe ouvrière
- comme *classe dangereuse*, 7, 9
- comme *sujet émancipateur universel*, 349
- comme *sujet historique*, 338
- fin de la, 338, 348, 349
- actualité de la, 350-355
- embourgeoisement de la, 313, 337, 341
Clinton, Bill, 37
Commons, John Roger, 357, 358
Corcuff, Philippe, 354
Cornu, Roger, 6
corporatismes
- *corporatisme inégalitaire* (du modèle de l'ISI), 18, 110, 128, 141, 148, 191, 198, 251
- *corporatisme autoritaire*, 104, 112
- *corporatisme tripartite*, 16, 110, 148, 228, 235, 275, 304
Coup d'État militaire
- de 1973 en Chili, 32
- de 1960 en Turquie, 46, 47
- *les forces sociales intéressées au*, 53
- *et la fondation de l'OYAK*, 70
- *et le dirigisme*, 86, 87
- *et Türk-Is*, 107
- de 1971 en Turquie,
- *et Türk-Is*, 107
- de 1980 en Turquie, 36, 37, 53
- *et la refonte de l'historiographie de la République*, 93, 94
- *et la substitution de la stratégie de développement vers l'exportation à la stratégie de l'ISI*, 37
- *et Türk-Is*, 108
- *et Türk-Metal*, 111
- *et DISK*, 121
- *et Petrol-Is*, 121
Crompton, Rosemary, 350, 352
Crouch, Colin, 126, 127
Cumhuriyet (Quotidien), 76, 95, 97, 99, 105, 114, 124

Dansereau, Suzanne, 160
Davis, Kingsley, 332
Davis, Nancy J., 90
Démarchandisation (théorie de la), 127, 128, 149
Demirel, Süleyman, 41, 69, 122
Denizer, İbrahim, 108
Denizer, Semsî, 224, 225
Desrosières, Alain, 338, 339, 345
deuil de la société d'antan, 184, 287
Devine, Fiona, 350, 352, 355
Dewey, John, 357
Dink, Hrant, 86, 97

- Douguine, Alexandre, 62
 Dubar, Claude, 186
 Dubet, François, 19, 195, 206, 208, 209, 311, 337
 Durand, Claude, 335, 349
 Durkheim, Emile, 316, 318, 319, 320, 322, 323, 325, 327, 330, 331, 348, 362
- Ecevit, Bülent, 120
échange de populations entre la Grèce et la Turquie, 170, 171
encorisme, 5, 6, 22, 23, 282, 283, 304, 349
 Engels, Friedrich, 9, 309, 310, 313, 314, 377
 Erbakan, Necmettin, 41, 42, 43, 128, 133, 238
 Erdogan, Necmi, 212
 Erdogan, Tayyip, 43, 78, 86, 92, 97, 98
état-nationisme, 22, 228, 231, 232
État profond en Turquie
 - *accident de Susurluk (1996)*, 42, 68, 69
 - *Affaire Ergenekon (2007)*, 60, 62, 84, 88, 95, 97, 99, 111, 150
 éthos du travail islamique, 37, 40, 89
 - *calvinisme islamique en Turquie*, 88
 - *homo islamicus*, 40, 89, 91
 - *Marché de Médine*, 89, 92
eurasisme (néo-eurasisme), 32, 53, 62, 113
 Evren, Kenan, 36, 115
- famille Baltazzi*, 170
 Fischbach, Frank, 22
 flexibilisation, 91, 227
 Formes de savoir
 - *logos*, 209, 236, 257, 288, 289, 294, 301, 358
 - *métis*, 209, 236, 294, 358
 Fourcade-Gourinchas, Marion, 33, 34, 35
 Friedman, Milton, 37, 359, 361
 Friedmann, Georges, 336
 Fukuyama, Francis, 189
- Gallissot, René, 10
 Gane, Nicholas, 328
 Gelman, Vladimir, 58, 59
 Giddens, Anthony, 348
 Goffman, Erving, 222
 Gökalp, Ziya, 331, 332
 Goldthorpe, John H., 197, 337, 340, 341, 342, 345, 348, 350, 351, 353, 356, 359
 Göle, Nilüfer, 217
 Gollac, Michel, 183
 Grusky, David B., 353, 354
 Guizot, François, 307, 313, 314
 Gülen, Fethullah, 217
 Gurr, Ted, 197
 Güzel, Sehmus, 104
- Halbwachs, Maurice, 11, 285, 320, 321, 338
 Hall, John R., 350
 Harribey, Jean-Marie, 128
 Hayek, Frederich, 208
 Hegel, Friedrich, 8, 9, 307, 308, 311, 313, 314
 Hirschmann, Albert, 19, 117, 213, 277, 290, 297, 317
 Hirschon, Renée, 170, 171
 Hobbes, Thomas, 58, 263
 Hobsbawm, Eric, 309, 310
- Hoggart, Richard, 285, 340, 341, 352
 Homans, George, 318
 Huntington, Samuel, 189
- Inönü, Ismet, 46, 120, 128
 Insel, Ahmet, 48, 200
- James, William, 257, 357, 360
 Johannessen, Lene, 350
 Joyce, Patrick, 350
- Kahveci, Erol, 157
 Karayel, Ayfer, 141, 142
 Kay, John, 73
 Kentel, Ferhat, 190
 Keyder, Çağlar, 103, 171
 Keynes, John Maynard, 15, 16, 17, 228, 333, 340
 King, Anthony, 330, 340
 Koç, Haluk, 80
 Koç, Yildirim, 31, 106, 107, 108, 109, 113, 122, 134, 137
 Koç, Vehbi, 77
 Kramer, Martin, 163
 Kryshtanovskaya, Olga, 59
 Küçük, Yalçın, 87, 88, 95
 Kuper, Simon, 144
- Le Play, Frédéric, 331
 Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov, 11
Levantins (en Turquie), 87, 170
Léviathan, 58, 59, 263, 273, 303
 Linkon, Sherry Lee, 350, 352
 Lipovetsky, Gilles, 198, 235
 Lipset, Seymour Martin, 9, 285, 348, 377
 Lockwood, David, 197, 340
logos, 209, 236, 257, 288, 294, 301, 358
 Lordoglu, Kuvvet, 110
 Lukes, Steven, 320
 Luxembourg, Rosa, 11
- Marshall, Thomas, 340
 Marx, Karl, 9, 17, 22, 128, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 322, 327, 339, 346, 347, 377
 Math, Antoine, 142
 Mauss, Marcel, 320
 McCarthy, Daniel J., 59
 Meehl, Paul Everett, 232
 Menderes, Adnan, 46, 47, 107
- méritocratie
 - définition de la notion, 207
 - comme valeur fondatrice de l'*aristocratie naturelle*, 202, 226, 245
 - critiques du dispositif méritocratique, 207, 208, 291
 - *égalité méritocratique des chances*, 19, 209, 212, 213, 216, 218, 300
 - sélection méritocratique, 13, 191, 202, 203, 209, 218, 253, 286
 - victimes du dispositif méritocratique, 191, 216, 255, 279
mesures économiques du 24 janvier 1980 (en Turquie), 122, 124, 125

militocratie, 59, 60
 Mills, John Stuart, 311
 mobilisations syndicales en Turquie
 - *actions de printemps de 1989*, 123, 173
 - *grande marche des mineurs de 1991*, 157
 - *grève d'Isdemir (en 1989)*, 167, 240, 241
 - *grève de Pasabahçe (en 1966)*, 118, 119
 Mommsen, Wolfgang J., 325
 Monnet, Jean, 336
 Moore, Wilbert E., 332
 Munck, Ronaldo, 333, 349

néo-ottomanisme, 190
ne-plus-isme, 5, 6, 22, 23, 282, 283, 305
 Nichols, Theo, 157

 Offe, Claus, 348
 Özal, Turgut, 36, 41, 108, 122, 123, 124, 128, 166, 225
 Özbek, Mustafa, 111, 112, 113, 114, 115
 Öztaskin, Mustafa 151

 Pamuk, Orhan, 85, 86
 Pareto, 318
 Parla, Taha, 53
 Parsons, Talcott, 331
 Paugam, Serge, 195
 Peck, Jamie, 33, 38, 39, 290, 377
 Peet, Richard, 37, 289
 Peirce, Charles Sanders, 357
 Pérez, Carlota, 164, 165
 Perrot, Danielle, 258
 Pfefferkorn, Roland, 338, 348
 Pialoux, Michel, 3, 184
 Pieterse, Jan Nederveen, 54, 56, 57
 Pignarre, Philippe, 361
 Pillon, Thierry, 13, 334
 Pinochet, Augusto, 36, 37, 124
 Piore, Michael, 91
 Polanyi, Karl, 23, 145, 287
 Poutine, Vladimir, 62
prétorianisme, 48
 Prince Sabahaddin, 331, 332
 Puffer, Sheila M., 59

 Quataert, Donald, 156, 157

 Rawls, John, 207, 208
 Reagan, Ronald, 32
 Reich, Robert, 191
 revue de *Yön* (en Turquie), 49
 revue mensuelle *Kadro* (en Turquie), 49
 - *cercle du Kadro*, 49
 Ringer, Fritz, 323, 324
 Robertson, Roland, 134
 Robinson, Robert V., 90
 Roemer, John, 208, 351
 Rolle, Pierre, 338, 339
 Röpke, Wilhelm, 49
 Rorty, Richard, 235
 Russo, John, 350, 352

sabbatéens, 87

 Sabel, Charles, 91
 Saint-Simon, comte Henri de, 8, 313, 314, 339, 377
 Savage, Mike, 350, 352, 355
 Schäffle, Albert, 319
 Schmitt, Carl, 189
 Schmoller, Gustav, 319
 Schütz, Alfred, 257
 Schwartz, Olivier, 349
 Seekings, Jeremy, 110
 Sencer, Oya, 343
 Smith, Adam, 307, 311, 313, 314
 Sombart, Werner, 12, 16, 19, 87, 277, 290, 317, 324, 325
 Sorensen, Jesper B., 353
 Spencer, Herbert, 331
 Spinoza, Baruch, 7, 182, 184, 191, 237
 Stengers, Isabelle, 361
 Sugur, Nadir, 157
 Sunalp, Turgut, 36, 166

 Tarde, Gabriel, 319
 Thatcher, Margaret, 32, 161
The Davis-Moore Theory, 332
 Thévenot, Laurent, 338, 339, 345
 Thompson, Edward P., 352
 Tickell, Adam, 33, 38, 290
 Tocqueville, Alexis de, 197, 307, 313, 314
 Touraine, Alain, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 345, 348, 354
 Türk, Ahmet, 86
 Turner, Jonathan H., 189, 318, 331

 Ünsaldi, Levent, 49
 Uslu, Salim, 135

 Vaner, Semih, 164
 Vatin, François, 13, 334

 Wagner, Adolf, 319
 Warde, Ibrahim, 89
 Warner, William Lloyd, 333
 Waters, Malcolm, 348
 Weber, Florence, 349
 Weber, Max, 10, 11, 88, 93, 289, 316, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 348
 Weeden, Kim A., 353
 Whelan, Carolyn, 55
 White, Stephen, 59
 Williams, Raymond, 352
 Willmott, Peter, 340, 341
 Wright, Eric Olin, 306, 348, 350, 351, 353, 356, 359
 Yalman, Galip, 94
 Yilmaz, Mesut, 41, 68, 75, 108, 163
 Young, Michael, 207, 340, 341

 Zarcone, Thierry, 180
 Žižek, Slavoj, 310
 Zweig, Ferdinand, 341, 350
 Zweig, Michael, 350

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages, chapitre d'un ouvrage collectif

- AGAOGULLARI Mehmet Ali. *Asiri Milliyetçi Sag - Geçis Sürecinde Türkiye* / ed. par Irvin SCHICK, Ahmet TONAK. Istanbul : Belge Yayinlari, 1990, p. 189-212.
- AMABLE Bruno. *Les cinq capitalismes : diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*. Paris : Ed. du Seuil, 2005, 373 p.
- AMORIM Marilia. *Raconter, démontrer,... survivre : Formes de savoirs et de discours dans la culture contemporaine*. Ramonville Saint Agne : Erès, 2007, 287 p.
- ANDRESKI Stanislav. *Military Organization and Society*. Berkeley, Los Angeles : University of California Press, 1968. 195 p.
- *Wars, Revolutions and Dictatorships - Studies of Historical and Contemporary Problems from a Comparative Viewpoint*. Londres : Routledge, 1992, 232 p.
- ARON Raymond. *Le Marxisme de Marx*. Paris : Éditions de Fallois, 2002, 767 p.
- *Les étapes de la pensée sociologique*. Paris : Gallimard, 1967, 659 p.
- BACKHAUS Jurgen Georg, DRECHSLER Wolfgang (ed. par). *Friedrich Nietzsche: Economy, and Society*. Springer, 2006, 272 p.
- BALCI Bayram. *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale : les écoles turques de Fethullah Gülen*. Paris : Maisonneuve et Larose ; Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2003, 301 p.
- BATAILLE Philippe. *Le racisme au travail*. Paris : La Découverte, 1997, 266 p.
- BAUDELLOT Christian, GOLLAC Michel ... [et al]. *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*. Paris : Fayard, 2003, 351 p.
- BAUMAN Zygmunt. *Memories of Class : The Pre-History and After-Life of Class*. Londres : Routledge Kegan Paul, 1982, 209 p.
- BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel. *Retour sur la condition ouvrière*. Paris : Fayard, 1999, 468 p.
- BECK Ulrich. *Risk Society: towards a new modernity*. Londres ; Newbury Park : Sage Publications, 1992, 260 p.
- BENETON Philippe. *Les Classes Sociales*. Paris : Presses Universitaires de France, 1991, 125 p.
- BERTHELOT Jean-Michel (dir.). *Épistémologie des sciences sociales*. Paris : Presses universitaires de France, 2001, 593 p.
- BESIKÇI Ismail. *Türk Tarih Tezi, Günes Dil Teorisi ve Kürt Sorunu*. Ankara : Çağlar Matbaası, 1977, 257 p.

BIRNBAUM Norman. *Toward a Critical sociology*. New York: Oxford University Press, 1971, 451 p.

BIYOGO Grégoire. *Histoire de la philosophie africaine / Livre IV – Entre la postmodernité et le néo-pragmatisme*. Paris : L'Harmattan, 2006, 252 p.

BODEI Remo. *Géométrie des passions – Peur, espoir, bonheur: de la philosophie à l'usage politique*. Paris : Presses universitaires de France, 560 p.

BOLTANSKI Luc, *Rendre la réalité inacceptable. A propos de « La production de l'idéologie dominante »*. Paris : Démopolis - Raison d'agir, 2008, 187 p.

BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve. *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*. Paris : Gallimard, 1999, 843 p.

BORA Tanil. *Devlet ve Kuzgun – 1990'lardan 2000'lere MHP*. Istanbul : İletişim Yayınları, 2007, 559 p.

BORATAV Korkut. *Istanbul ve Anadolu'dan Sınıf Profilleri*. Ankara : İmge Kitabevi Yayınları, 2^e ed., 2004, 168 p.

— *Türkiye İktisat Tarihi : 1908-2002*. Ankara : İmge Kitabevi Yayınları, 2003, 230 p.

BOSC Serge. *Stratification et Classes Sociales – La société française en mutation*. Paris : Armand Colin, 6^{ème} éd., 2008, 213 p.

BOUFFARTIGUE Paul (dir.) *Le retour des classes sociales : inégalités, dominations, conflits*. Paris : La Dispute, 2004, 285 p.

BUGRA Ayse. *State and Business in Modern Turkey: A comparative study*. New York : State University of New York Press, Albany, 1994, 328 p.

CAHILL Kevin, JOHANNESSEN Lene (ed. par). *Considering class : Essays on the Discourse of the American Dream*. Berlin: Lit Verlag, 2007, 213 p.

CASTEL Robert. *Les métamorphoses de la question sociale – Une chronique du salariat*, Paris : Fayard, 1995, 490 p.

CASTELLS Manuel, *L'ère de l'information (I) - La société en réseaux*. Paris : Fayard, 1998, 671 p.

CAZES Bernard, MIOCHE Philippe (ed. par). *Modernisation ou décadence : études, témoignages et documents sur la planification française*. Aix-en-Provence : Publications de l'Université de Provence, 1990, 414 p.

ÇETİK Mete, AKKAYA Yüksel. *1990'li Yillarda Türkiye'de Endüstri İlişkileri – Araştırma Raporu*. Istanbul : Tarih Vakfı, 1999, 271 p.

CHEVALIER Louis. *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris, pendant la première moitié du XIX^e siècle*. Paris : Hachette, 1984 [1958], 729 p.

CORCUFF Philippe. *Les nouvelles sociologies : constructions de la réalité sociale*. Paris : A. Colin, 2004, 126 p.

- CORNU Roger. Nostalgie du sociologue : 'La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle n'a jamais été'. *Métamorphoses ouvrières* / ed. par J. DENIOT et C. DUTHEIL. Paris : L'Harmattan, 1995, p. 345-353.
- COSTER Michel de, PICHAULT François (ed. par). *Traité de sociologie du travail*. Bruxelles : De Boeck, 1994, 596 p.
- CROMPTON Rosemary ... [et al] (ed. par). *Renewing Class Analysis*. Oxford : Blackwell, 2000, 207 p.
- DAHL Robert A. *Democracy in the United States: Promises and Performance*. Chicago : Rand McNally, 1967, 323 p.
- DENIOT Joëlle, DUTHEIL PESSIN Catherine (ed. par). *Métamorphoses ouvrières*. Paris : L'Harmattan, 1995, 750 p.
- DESROSIERES Alain, THEVENOT Laurent. *Les catégories socio-professionnelles*. Paris : Editions la Découverte, [1988] 2002, 121 p.
- DEVINE Fiona ... [et al] (ed. par). *Rethinking Class: Culture, Identities and Lifestyle*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2005, 229 p.
- DEVINE Fiona, SAVAGE Mike. Conclusion : Renewing Class Analysis. *Renewing Class Analysis* / ed. par Rosemary CROMPTON ... [et al]. Oxford : Blackwell, 2000, p. 184-200.
- DOUGUINE Alexandre. *Le prophète de l'eurasisme*. Lucan, Paris : Avatar, 2006, 349 p.
- DUBAR Claude. *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*. Paris : Presses universitaires de France, 2000, 239 p.
- DUBET François ... [et al]. *Injustices – l'expérience des inégalités au travail*. Paris : Seuil, 2006, 490 p.
- DUBET François. *L'Expérience sociologique*. Paris : La Découverte, 2007, 120 p.
- *Les inégalités multipliées*. La Tour d'Aigues : Ed. de l'Aube, 2004, 74 p.
- *Le déclin de l'institution*. Paris : Ed. du Seuil, 2002, 421 p.
- *Sociologie de l'expérience*. Paris : Ed. du Seuil, 1994, 272 p.
- DÜNDAR Fuat. The settlement policy of the Committee of Union and Progress 1913-1918. *Turkey Beyond Nationalism: Towards Post-Nationalist Identities* / ed. par Hans-Lukas KIESER. Londres : I. B. Tauris, 2006, p. 37-42.
- DURAND Claude... [et al] (ed. par). *Le travail et sa sociologie : Essais critiques*. Paris : L'Harmattan, 1985, 303 p.
- DURAND Jean-Pierre. *La Sociologie de Marx*. Editions la Découverte, 1995, 123 p.
- DURKHEIM Emile. *Textes I. Elements d'une théorie sociale*. Paris : Ed. de Minuit, 1975, 512 p.
- ENGELS Friedrich. *La Situation de la Classe Laborieuse en Angleterre*. Paris : Editions Sociales, 1973, 411 p.
- ERBAS Hayriye (ed. par). *Fark Kimlik Sinif*. Ankara : Eos Yayinevi, 2007, 346 p.

- ERDOGAN Necmi (ed. par). *Yoksulluk hâlleri : Türkiye'de kent yoksulluğunun toplumsal görünüşleri*. İstanbul : Demokrasi Kitaplığı, 2002, 631 p.
- GALISSOT René, BOUMAZA Nadir, CLEMENT Ghislaine (ed. par). *Ces migrants qui font le prolétariat*. Paris : Méridiens-Klincksieck, 1994, 257 p.
- GIDDENS Anthony. *Modernity and Self-Identity*. Cambridge : Polity Press, 1991, 256 p.
- GOFFMAN Erving. *Asiles – Etudes sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*. Paris : Les Éditions de Minuit, 1968, 452 p.
- GOLDTHORPE John H. ... [et al.]. *The affluent worker : political attitudes and behaviour*. Londres : Cambridge U.P., 1968, 94 p.
- GURR Ted. *Why Men Rebel?* Princeton ; NJ : Princeton University Press, 1970, 421 p.
- GÜLALP Haldun. *Kapitalizm Sınıflar ve Devlet*. İstanbul : Belge Yayinlari, 1993, 148 p.
- GÜLMEZ Mesut. *Meclislerde İşçi Sorunu ve Sendikal Haklar (1909-1961)*. Ankara : Öteki Yayınevi, 1995, 334 p.
- GÜZEL M. Sehmus. *İşçi Tarihine Bakmak*. İstanbul : Sosyal Tarih Yayinlari, 2007, 176 p.
- *Türkiye'de İşçi Hareketi*. İstanbul : Sosyalist Yayınlar, 1993, 358 p.
- HALBWACHS Maurice. *Les classes sociales*. Paris : Presses universitaires de France, 2008, 320 p.
- HALL Stuart, DU GAY Paul. *Questions of cultural identity*. Londres : Sage Publication, 1997, 198 p.
- HALSEY, Andrew H. *A History of Sociology in Britain: Science, Literature and Society*. Oxford: Oxford University Press, 2004, 279 p.
- HEGEL Georg Wilhelm Friedrich. *Principes de la philosophie du droit / Trad. par Jean-Louis VIEILLARD-BARON*. Paris : Flammarion, 1999. 444 p.
- HEPER Metin. The 'Strong State' and Democracy: The Turkish Case in Comparative and Historical Perspective. *Democracy and Modernity / ed. par Shmuel Noah EISENSTADT*. Leiden : E. J. Brill, 1992, p. 142-163.
- *The State Tradition*. Walkington : The Eothen Press, 1985, 218 p.
- HIRSCHMAN, Albert O. *The passions and the interests : political arguments for capitalism before its triumph*. Princeton : Princeton University Press, 1981, 152 p.
- *Exit, voice, and loyalty : responses to decline in firms, organizations, and states*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, [1970] 1981, 162 p.
- HIRSCHON Renée, 'Unmixing Peoples' in the Aegean Region. *Crossing the Aegean : an appraisal of the 1923 compulsory population exchange between Greece and Turkey / ed. par Renée HIRSCHON*. New York, Oxford : Bregahn, 2004, p. 3-13.
- HOBBSAWM Eric. *Marx et l'histoire - Textes inédits / Trad. par Christophe MAGNY*. Paris : Demopolis, 2008, 203 p.

- HOGGART Richard. *The Uses of Literacy: Aspects of Working Class Life*. Londres : Chatto, Windus, 1957, 319 p.
- HOMANS George Caspar. *Sentiments and Activities – Essays in Social Science*. Londres : Routledge, Kegan Paul, 1962. 326 p.
- INSEL Ahmet (ed. par). *La Turquie et le développement*. Paris : l'Harmattan : Université Galatasaray, 2003, 258 p.
- JOHNSON John J. (ed. par) *The Role of the Military in Underdeveloped Countries*. New Jersey : Princeton University Press, 1962, 427 p.
- JOYCE Patrick, HALL John R. (ed. par). *Reworking Class*. Ithaca – New York : Cornell University Press, 1997, 408 p.
- KAESLER Dirk. *Max Weber – sa vie, son œuvre, son influence / Trad. de l'allemand par Philippe FRITSCH*. Paris : Fayard, 1996, 300 p.
- KAHVECI Erol, SUGUR Nadir, NICHOLS Theo (ed. par). *Work and Occupation in Modern Turkey*. Londres : Mansell Publishing, 1996, 211 p.
- KARAKAS Sevkuthan N. *Eylem Günlüğü Zonguldak Maden Grevi ve Yürüyüşü*. İstanbul : Metis, 1992, 258 p.
- KAZGAN Gülten. *Tanzimat'tan XXI. Yüzyıla Türkiye Ekonomisi*. İstanbul : Altın Kitaplar, 1999, 495 p.
- KEYDER Çağlar. *Ulusal Kalkınmacılığın İflası*. İstanbul : Metis, [1993] 2004, 176 p.
- The Consequences of the Exchange of Populations for Turkey. *Crossing the Aegean: an appraisal of the 1923 compulsory population exchange between Greece and Turkey / ed. par Renée HIRSCHON*. New York, Oxford : Bregahn, 2004, p. 39-52.
- *Dünya Ekonomisi İçinde Türkiye (1923-1929)*. Ankara : Yurt Yayinlari, 1982, 192 p.
- KEYNES John Maynard. *The Collected Writings of John Maynard Keynes – IX*. Cambridge: Cambridge University Press, 1972, 470 p.
- KIELY Ray. *The Clash of Globalisations: Neo-Liberalism, The Third Way And Anti-Globalisation (Historical Materialism)*. Leiden, Boston : Brill, 2005, 324 p.
- KOÇ Yildirim (ed. par). *Belgelerle Türk-İs Tarihi (1980-1992) Vol. 3*. Ankara : Türk-İs Yayinlari, 2002, 616 p.
- KOÇ Yildirim, *Türkiye'de İşçiler ve Sendikalar (Tarihten Sayfalar)*. Ankara : Yol-İs Yayini, 2000, 400 p.
- *Türk-İs Tarihinden Portreler*. Ankara : Türk-İs Yayinlari, 1999, 280 p.
- *Türkiye İsci Sinifi ve Sendikacilik Tarihi*. İstanbul : Kaynak Yayinlari, 1998, 464 p.
- *Seriataçılar İşçi Haklari ve Hak-İs*. Ankara : Öteki Yayınevi, 1995, 184 p.

- *Teslimiyetten Mücadeleye Türk-Is (1980-1992)*. Ankara : Öteki Yayınevi, 1995, 262 p.
- KRAMER Martin. Syria's Alawis and Shi'ism. *Shi'ism, Resistance, and Revolution* / ed. par Martin KRAMER. Colorado : Westview Press, 1987, 324 p.
- KUPER Simon. *Football Against the Enemy*. Londres : Orion, 1996, 256 p.
- LABICA Georges, BENSUSSAN Gérard (ed. par). *Dictionnaire critique du Marxisme*. Paris : Presses Universitaires de France, 2e édition, 1985, 1240 p.
- LALIVE D'EPINAY Christian. Significations et valeurs du travail, de la société industrielle à nos jours. *Traité de sociologie du travail* / ed. par Michel de COSTER et François PICHAULT. Bruxelles : De Boeck, 1994, p. 55-82.
- LAMONT Michèle. *The Dignity of Working Men: morality and the boundaries of race, class and immigration*. New York : Russel Sage Foundation, 2000, 391 p.
- LAPLANCHE Jean, PONTALIS Jean-Bertrand. *Vocabulaire de la psychanalyse*. Paris : PUF, 2004, 523 p.
- LEFEBVRE Jean-Pierre, MACHEREY Pierre. *Hegel et la société*. Paris : Presses universitaires de France, 1987, 128 p.
- LEITNER Helga, PECK Jamie , SHEPPARD Eric S (ed. par). *Contesting neoliberalism : urban frontiers*. New York : Guilford Press, 2007, 340 p.
- LIPOVETSKY Gilles. *La société de déception*. Paris : Editions Textuel, 2006, 110 p.
- LIPSET Seymour Martin. *Consensus and conflict : essays in political sociology*. New Brunswick : Transaction Books, 1985, 375 p.
- LUKES Steven. *Emile Durkheim : His Life and Work - A Historical and Critical Study*. Londres : Allen and Lane, 1973, 676 p.
- MAKAL Ahmet. Cumhuriyet'ten 21. Yüzyıla Türkiye'de Çalışma İlişkileri. *Güncel Sosyal Politika Tartismalari – Cahit Talas Anisina* / ed. par. Berrin CEYLAN-ATAMAN). Ankara : Ankara Üniversitesi SBF Yayinlari, 2007, p. 511-543.
- MARX Karl. *Grundrisse. Fondements de la critique de l'économie politique* / trad. par Roger DANGEVILLE. Paris : Editions Anthropos, 1968, 445 p.
- *Œuvres - Politique I*. Paris : Gallimard, 1994, 1829 p.
- *Œuvres – Économie I*. Paris : Gallimard, 1963, 1818 p.
- *Œuvres – Économie II*. Paris : Gallimard, 1968, 1970 p.
- *Œuvres complètes de Karl Marx - Œuvres philosophiques Vol. I*. Paris : Alfred Costes, 1927, 216 p.
- MARX Karl, ENGELS Frederick. *Manifeste du parti communiste*. Paris : Librio, 2004, 90 p.
- *Correspondance – Tome V*. Paris : Editions sociales, 1975, 539 p.
- *Marx-Engels Collected Works 24 (May 1874-May 1883)*, Londres : Lawrence & Wishart, 1989, 743 p.

- MASSIGNON Louis. Nusayriler. *Islam Ansiklopedisi*, Vol. 9. Istanbul : MEB, p. 365-370.
- MAUSS Marcel. *Essai sur le don - Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Paris : Presses universitaires de France, [1923-24] 2007, 248 p.
- MEDA Dominique. *Le travail – Une Valeur en voie de disparition*. Paris : Aubier, 1995, 360 p.
- MERÇİL Ipek (ed. par). *Les faces multiples de la modernité turque*. Paris : L'Harmattan, 2008, 172 p.
- MICHEL Albert. *Capitalisme contre capitalisme*. Paris : Ed. du Seuil, [1991] 1998, 315 p.
- MICHEL Tomas. Fethullah Gülen as Educator. *Turkish Islam and the secular state: The Gülen movement* / ed. par M. Hakan YAVUZ. Syracuse ; N.Y. : Syracuse University Press, 2003, p. 69-84.
- MOMMSEN Wolfgang J. *The Age of Bureaucracy - Perspectives on the Political Sociology of Max Weber*. Oxford : Basil Blackwell ; New York : Harper Row, 1974, 124 p.
- MUNCK Ronaldo. *Emegin Yeni Dnyası-Kuresel Mucadele, Kuresel Dayanisma* / trad. de l'anglais par M. TEKÇE [*Globalization and Labour, The New 'Great Transformation'*]. Istanbul: Kitap Yayinlari, 2003, 248 p.
- *The New International Labour Studies : An Introduction*. Londres : Zed Books, 1988, 190 p.
- NOIRIEL Gérard. *Les ouvriers dans la société française*. Paris : Ed. du Seuil, 1986, 317 p.
- OFFE Claus, KEANE John. *Disorganized Capitalism Contemporary Transformations of Work and Politics*. Cambridge : Polity Press, 1985, 366 p.
- PARETTI-WATEL Patrick. *Sociologie du risque*. Paris : Armand Colin, 2000, 286 p.
- PAUGAM Serge. *Le salarié de la précarité : les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*. Paris : Presses universitaires de France, 2007, 437 p.
- PEKESEN Berna. The exodus of Armenians from the Sanjak of Alexandretta in the 1930s. *Turkey Beyond Nationalism: Towards Post-Nationalist Identities* / ed. par Hans-Lukas KIESER. Londres : I. B. Tauris, 2006, p. 57-66.
- PEREZ Carlota. *Technological Revolutions and Financial Capital the dynamics of bubbles and golden ages*. Cheltenham, Northampton : Edward Elgar, 2002. 198 p.
- PFEFFERKORN Roland. *Inégalités et rapports sociaux : rapports de classes, rapports de sexes*. Paris : La Dispute, 2007, 412 p.
- PIGNARRE Philippe, STENGERS Isabelle. *La sorcellerie capitaliste : Pratiques de désenvoûtement*. Paris : La Découverte, 2005, 226 p.
- PILLON Thierry, VATIN François. *Traité de sociologie du travail*. Toulouse : Ed. Octares, 2003, 501 p.

- PIORE Michael, SABEL Charles. *The Second Industrial Divide : Possibilities for Prosperity*. New York : Basic Books, 1984, 355 p.
- POLANYI Karl. *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps* / Trad. de l'anglais par Catherine MALAMOUD, Maurice ANGENO. Paris : Gallimard, 2009, 467 p.
- QUATAERT Donald. *Miners and the State in The Ottoman Empire The Zonguldak Coalfield 1822-1920*. New York, Oxford : Berghahn Books, 2006, 257 p.
- RAMOND Charles. *Dictionnaire Spinoza*. Paris : Ellipses, 2007, 187 p.
- RAWLS John. *A Theory of Justice*. Cambridge : Harvard University Press, 1971, 607 p.
- REICH Robert. *L'économie mondialisée*. Paris : Dunod, 1993, 336 p.
- RINGER Fritz K. *The Decline of the German Mandarins - The German Academic Community, 1890–1933*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press, 1969, 528 p.
- *Max Weber. An Intellectual Biography*. Chicago : The University of Chicago Press, 2004, 307 p.
- ROBERTSON Roland. *Globalization : social theory and global culture*. Londres : Sage, 1992, 211 p.
- ROLLE Pierre. *Introduction à la sociologie du travail*. Paris : Larousse, 1971, 275 p.
- ROSANVALLON Pierre. *La question syndicale*. Paris : Hachette, [1988] 1998, 273 p.
- RUSSO John, LEE LINKON Sherry (ed. par). *New Working-Class Studies*. New York : Cornell University Press, 2005, 292 p.
- SAINT-SIMON Claude-Henri de Rouvroy. *La physiologie sociale – Œuvres choisies*. Paris : Presses universitaires de France, 1965, 160 p.
- SAVAGE Mike. *Class Analysis and Social Transformation*. Buckingham : Open University Press, 2000, 185 p.
- SCHMITT Carl. *La notion de politique*. Paris : Flammarion, [1932] 1999, 323 p.
- SCHWARTZ Olivier. *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Paris : Presses universitaires de France, 1990, 531 p.
- SENCER Oya. *Türkiye'de İşçi Sınıfı : Dogusu Yapısı*. Istanbul : Habora, 1969, 314 p.
- SKEGGS Beverley. *Class, Self, Culture*. Londres : Routledge, 2004, 226 p.
- *Formations of Class and Gender: becoming respectable*. Londres : Sage, 1997, 192 p.
- SÖNMEZ Mustafa. *Türkiye Ekonomisinde Bunalım*. Istanbul : Belge Yayinlari, 3^e éd.1985, 122 p.
- SÖNMEZSOY Refik. *Türk İşçi Hareketinin Lokomotifi Türk Metal Sendikası Tarihi*. Ankara : Türk Metal Sendikası Yayını, 1992, 63 p.

- SPINOZA Baruch. *Éthique* / trad. par Robert MISRAHI. Paris ; Tel Aviv : Editions de l'Éclat, 2005, 502 p.
- TERRAIL Jean-Pierre. *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?* Paris : Presses universitaires de France, 1990, 275 p.
- THERBORN Göran. *Science, Class and Society*. Londres : Verso, 1980, 461 p.
- THOMPSON Edward Palmer. *The Making of the english working class*. Harmondsworth : Penguin Books, 1972, 958 p.
- TOCQUEVILLE Alexis de. *L'Ancien Régime et la Révolution Tome II*. Paris : Gallimard, 1952, 358 p.
- TOURAINÉ Alain. *La voix et le regard*. Paris : Éditions du Seuil, 1978, 309 p.
- *La Conscience ouvrière*. Paris : Editions du Seuil, 1966, 397 p.
- *L'Évolution du travail aux usines Renault*. Paris : Centre National de la Recherche Scientifique, 1955, 202 p.
- TURNER Bryan S., ROJEK Chris. *Society and Culture : Principles of Scarcity and Solidarity*. Londres : Sage Publications, 2001, 249 p.
- TURNER Jonathan H. *Sociology in the United States : its Growth and Contemporary Profile. National Traditions in Sociology* / ed. par N. GENOV. Londres : Sage, 1989, p. 220-242.
- VANER Semih. *La Turquie entre l'Occident-Patron et le 'Grand Voisin du Nord'. L'URSS vue du tiers monde* / ed. par Zaki LAIDI. Paris : Karthala, 1984, p. 95-120.
- VATIN François. *Le Travail et ses valeurs*. Paris : Ed. Albin Michel, 2008, 220 p.
- WARDE Ibrahim. *Islamic Finance in the Global Economy*. Edinburgh : Edinburgh University Press, 2000, 252 p.
- WEBER Florence. *Le Travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*. Paris : INRA/EHESS, 1989, 212 p.
- WEBER Max. *Économie et Société*. Paris : Librairie Plon, 1971, 650 p.
- WILLMOTT Peter, YOUNG Michael. *Family and class in a London suburb*. Londres : Routledge and Kegan Paul, 1960, 187 p.
- *Family and Kinship in East London*. Harmondsworth, Middlesex : Penguin, 1962, 221 p.
- WRIGHT Erik Olin. *Classes*. Londres : Verso, 1985, 344 p.
- YAZICI Erdinç. *Osmanli'dan Günümüze Türk İşçi Hareketi*. Ankara : Aktif Yayınevi, 1996, 222 p.
- YOUNG Michael. *The rise of the meritocracy, 1870-2033 : an essay on education and equality*. Harmondsworth, England ; New York : Penguin Books, [1958] 1961, 189 p.
- ZWEIG Michael (ed. par). *What's Class Got to Do With It ? : American Society in the Twenty-First Century*. Ithaca New York ; London : ILR Press, 2004, 211 p.

ZARCONE Thierry. *La Turquie moderne et l'Islam*. Paris : Flammarion, 2004, 362 p.

ŽIZEK Slavoj. *Lenin Üzerine* / traduit de l'anglais par N. ARAS [Repeating Lenin, Arkzin, Zagreb, 2002], Istanbul : Encore, 2004, 150 p.

ZWEIG Ferdinand. *The Worker in an Affluent Society*. Londres : Heinemann, 1961, 268 p.

Articles de périodiques

ABROMEIT Heidrun, Privatisation in Great Britain, *Annals of Public and Cooperative Economics*, 1986, Vol. 57, n° 2, p. 153-180.

ADAMAN Fikret, BUGRA Ayse, INSEL Ahmet. Societal Context of Labor Union Strategy – The Case of Turkey. *Labor Studies Journal*, Vol. 34, n° 2, p. 168-188.

AHMAD Feroz. Military intervention and the Crisis in Turkey. *MERIP Reports*, 1981, n° 93, p. 5-24.

AKKAYA Yüksel. Milliyetçi Hareket Partisi ve Sendikacılık, *Özgür Üniversite Forumu*, 2001, n° 13, p. 123-182.

ALMOND Philip. Industrial Relations as a Discipline and Field in France and the UK. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 2004, Vol. 59, n° 2, p. 321-344.

ALTIOK Metin. Yeni Liberal İstikrar ve Yapısal Uyum Programları : Türkiye Ekonomisinde Sermaye Birikimi ve Kriz , *Praksis*. 2002, n° 5, p. 77-130.

ANDERSON Kevin B. Marx's Late Writings on Non-Western and Pre-Capitalist Societies and Gender. *Rethinking Marxism*, 2002, Vol. 14, n° 4, p. 84-96.

ANTONINI Bruno. Jaurès face à la sociologie de son temps et au syndicalisme révolutionnaire : entre décalage et mutisme. *Cahiers Jaurès*, 2002, n° 165-166, p. 63-79.

ATILGAN Gökhan. Karpiç'te 'Kandırılan' İhtilalci. *Praksis*, 2002, n° 5, p. 257-275.

BACON Nicolas, BLYTON Paul. Militant and moderate trade union orientations : what are the effects on workplace trade unionism, union–management relations and employee gains? *International Journal of Human Resource Management*, 2002, Vol. 13, n° 2, p. 302–319.

BAZZOLI Laure, DUTRAIVE Véronique. Fondements pragmatistes de l'institutionnalisme en économie : Théorie de la connaissance et théorie de l'action chez Veblen et Commons. *Revue de philosophie économique*, 2006, n° 13, p. 123-153.

BIDET Jacques. Court traité des idéologies. *Actuel Marx*, 2008, Vol. 2, n° 44, p. 129-146.

BIETRY Franck. Les syndicats à l'heure des réseaux. *Revue française de gestion*, 2005/4, n° 157, p. 79-102.

BIHR Alain, PFEFFERKORN Roland. Du système d'inégalités aux classes sociales. *Le retour des classes sociales - Inégalités, dominations, conflits* / sous la direction de Paul BOUFFARTIGUE. Paris : La Dispute, 2004, p. 37-53.

BLIND Peride Kaleaasi. A New Actor in Turkish Democratization: Labor Unions. *Turkish Studies*, 2007, Vol. 8, n° 2, p. 289-311.

- BREMMER Ian, CHARAP Samuel. The Siloviki in Putin's Russia: Who They Are and What They Want, *The Washington Quarterly*, 2006-2007, Vol. 30, n° 1, p. 83-92.
- BOLTANSKI Luc. Nécessité et Justification. *Revue économique*, 2002, Vol. 53, n° 2, p. 275-290.
- BORATAV Korkut. Import Substitution and Income Distribution Under a Populist Regime: The Case of Turkey. *Development Policy Review*. 1986, Vol. 4, n° 2, p. 117-139.
- BOZARSLAN Hamit. Le Prince Sabahaddin (1879-1948), *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, 2002, Vol. 52, n° 3, p. 287-302.
- BUGRA Ayse. Labour, Capital and Religion: Harmony and Conflict among Constituency of Political Islam in Turkey. *Middle Eastern Studies*, 2002, Vol. 38, n° 2, p. 187-204.
- Ekonomik kriz karsısında Türkiye'nin geleneksel refah rejimi. *Toplum ve Bilim*, 2001, n° 89, p. 22-31.
- CABANES Robert. Le syndicalisme entre corporatisme, clientélisme, paternalisme et mondialisation, *Tiers-Monde*, 2002, Vol. 43, n° 2, p. 601-616.
- CASASSUS Cecilia Montero, ABRAMO Laís. La sociologie du travail en Amérique latine : un essai de périodisation. *Sociologie du Travail*. 2004, Vol. 45, n° 1, p. 12-26.
- ÇELİK Aziz, LORDOĞLU Kuvvet. Türkiye'de Resmi Sendikalar İstatistiklerinin Sorunları Üzerine, *Çalışma ve Toplum*, 2006, Vol. 2. p. 11-30.
- CHAN Tak Wing, GOLDTHORPE John H. Class and Status : The Conceptual Distinction and its Empirical Relevance. *American Sociological Review*, 2007, Vol. 72, n° 4, p. 512-532.
- Is There a Status Order in Contemporary British Society ? Evidence from the Occupational Structure of Friendship. *European Sociological Review*, n° 20, 2004, p. 383-401.
- CHAUVEL Louis. Le retour des classes sociales. *Revue de l'OFCE*, 2001, Vol. 79, n° 4, p. 315-359.
- CHRISTIAS Panagiotis. La 'Grammaire Sociale' et le sens de la réalité - Le Don Quichotte d'Alfred Schütz. *Sociétés*, 2005, Vol. 89, n° 3, p. 75-81.
- CLARK Terry Nichols, LIPSET Seymour Martin. Are Social Class Dying ? *International Sociology*, 1991, Vol. 6, n° 4, p. 397-410.
- COMETTI Jean-Pierre. Le pluralisme pragmatiste et la question du relativisme. *Archives de Philosophie*, Vol. 61, n° 1, 2001, p. 21-39.
- CONRAD Christian A. Taking Stock: The History of European Steel Crisis Policy. *The Journal of European Economic History*. 2005, Vol. 34, n° 1, p. 283-306.
- CONSTANTINIDES Stephanos. Turkey : The Emergence of a New Foreign Policy The Neo-Ottoman Imperial Model, *Journal of Political and Military Sociology*, 1996, Vol. 24, n° 2, p. 323-334.
- CROUCH Colin. The Snakes and Ladders of Twenty-First-Century Trade Unionism, *Oxford Review of Economic Policy*, 2000, Vol. 16, n° 1, p. 70-83.

DANSEREAU Suzanne. Globalization and Mining Labour : Wages, Skills and Mobility, *Minerals & Energy – Raw Materials Report*, 2006, Vol. 21, n° 2, p. 8-22.

DAVIS Kingsley, MOORE Wilbert E. Some Principles of Stratification. *American Sociological Review*, 1945, Vol. 10, n° 2, p. 242-249.

DAVIS Nancy J., ROBINSON Robert V. The Egalitarian Face of Islamic Orthodoxy: Support for Islamic Law and Economic Justice in Seven Muslim-Majority Nations. *American Sociological Review*. Vol. 71, n° 2, 2006. p. 167-190.

DEBAISE Didier. Un pragmatisme des puissances. *Multitudes*, 2005, Vol. 22, n° 3, p. 103-110.

DOGAN Ali Ekber, Siyasal Yansimalariyla Islami Sermayenin Gelisme Dinamikleri, *Mülkiye Dergisi*, 2006, Vol. 30, n° 252, p. 47-68.

DUBET François. Propositions pour une syntaxe des sentiments de justice dans l'expérience de travail. *Revue française de sociologie*, 2005, Vol. 46, n° 3, p. 495-528.

— Que faire des classes sociales? *Lien social et Politiques – RIAC*, 2003, n° 49, p. 71-80.

DURAN Burhanettin, YILDIRIM Engin. Islamism, Trade Unionism and Civil Society: The Case of Hak- Labour Confederation in Turkey. *Middle Eastern Studies*, 2005, Vol. 41, n° 2, p. 227 — 247.

DURIEZ Bruno ... [et al]. Institutions statistiques et nomenclatures socio-professionnelles – Essai comparatif : Royaume-Uni, Espagne, France. *Revue française de Sociologie*, 1991, Vol. 32, n° 1, p. 29-59.

ERAYDIN Ayda, ERENDIL Asuman. The role of female labour in industrial restructuring : new production processes and labour market relations in the Istanbul clothing industry. *Gender, Place and Culture*. 1999, Vol.6, n° 3, p. 259-272.

ERCAN Fuat. Çeliskili Bir Süreklilik Olarak Sermaye Birikimi – 1. *Praksis*, 2002, n° 5, p. 25-75.

ERCAN Metin, ÖNIS Ziya. Turkish Privatization: Institutions and Dilemmas. *Turkish Studies*, 2001, Vol. 2, n° 1, p. 109-134.

ERDOGAN Necmi. Garibanların dünyası : Türkiye’de yoksulların kültürel temsilleri üzerine ilk notlar. *Toplum ve Bilim*, 2001, n° 89, p. 22-30.

ERSÖZ Halis Yunus. Özelleştirmede Çalışanların Mülkiyet Sahipliği : Kardemir Örneği. *ÇMIS*, 2001, Vol. 15, n° 5, p. 13-26.

ERTUGRUL N. Iltar. T'nin Öyküsü. *Mülkiye Dergisi*, 2001, Vol. 25, n° 228, p. 83-132.

FISCHBACH Franck. L'idéologie chez Marx : de la « vie étriquée » aux représentations « imaginaires ». *Actuel Marx*, 2008/1, n° 43, p. 12-28.

FOURCADE-GOURINCHAS Marion, BABB Sarah L. The Rebirth of the Liberal Creed: Paths to Neoliberalism in Four Countries. *American Journal of Sociology*, 2002, Vol. 108, n° 3. p. 533-579.

- GAGNON Mona-Josée. Syndicalisme et classe ouvrière. Histoire et évolution d'un malentendu, *Lien social et Politiques*, 2003, n° 49, p. 15-33.
- GALLIN Dan. Propositions on Trade Unions and Informal Employment in Times of Globalisation. *Antipode*, 2001, Vol. 33, no 3, p. 531-549.
- GAMBETTI Zeynep. Linç girişimleri, neoliberalizm ve güvenlik devleti. *Toplum ve Bilim*, 2007, n° 109. p. 7-34.
- GANE Nicholas. Max Weber as Social Theorist 'Class, Status, Party'. *European Journal of Social Theory*, 2005, Vol. 8, n° 2, p. 211-226.
- GELMAN Vladimir. Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000. *Critiques internationales*, 2007, Vol. 1, n° 34, p. 103-125.
- GOLDTHORPE John. H., LOCKWOOD David. Affluence and the British class structure. *Sociological Review*, Vol. 11, n° 2, 1963, p. 133-163.
- GOLDTHORPE John H. Class Analysis and the Reorientation of Class Theory : The Case of Persisting Differentials in Educational Attainment. *British Journal of Sociology*, 1996, Vol. 47, n° 3, p. 481-505.
- GÖLE Nilüfer. Snapshots of Islamic Modernities. *Daedalus*, 2000, Vol. 129, No. 1, p. 91-117.
- La laïcité républicaine et l'islam public, *Pouvoirs*, 2005, Vol. 4, n° 115, p. 73-86.
- GOODIN Robert Edward. Les mondes du Welfare. *Raisons Politiques*, 2002, n° 6, 93-107.
- GRUSKY David B., SØRENSEN Jesper B. Can Class Analysis Be Salvaged ? *The American Journal of Sociology*, 1998, Vol. 103, p. 1187-1234.
- GRUSKY David B., WEEDEN Kim A. The Case for a New Class Map. *The American Journal of Sociology*, 2005, Vol. 111, n° 1, p. 141-212.
- Decomposition without Death : A Research Agenda for the New Class Analysis. *Acta Sociologica*, 2001, Vol. 44, n° 3, p. 203-218.
- HALL David. Privatisation, multinationals, and corruption. *Development in Practice*, 1999, Vol. 9, n° 5, p. 539-556.
- HARRIBEY Jean-Marie. Economie politique de la démarchandisation de la société, *Actuel Marx*, 2008, Vol. 2, n° 44, p. 76-91.
- HOBSBAWM Eric. Faire une « révolution bourgeoise ». *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2006, Vol. 53, n° 5, p. 51-68.
- ILGEN Abdülkadir. Bati Anadolu'nun Dünya Ekonomisiyle Bütünleşme Sancıları ve Azinliklerin Rolü (1876-1908), *Avrasya Dosyası*, 2007, Vol. 9, n° 3, p. 99-159.
- ISIK Sevket. The Population Features in Izmir-Aliaga District, *Aegean Geographical Journal*, 2005, Vol. 14, p. 29-44.
- JOSHUA Isaac, Une grille de lecture de la crise financière. *Savoir/Agir*. 2008, n° 3. Disponible sur : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article9114>

- KAHRAMAN Mehmet. Fonksiyonlari Itbariyle Türkiye'de Cumhurbaşkanlığı ve Cumhurbaşkanlığı Seçimi Tartışmaları. *Dumlupınar Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*, 2007, n° 19, p. 149-166.
- KARAYEL Ayfer, MATH Antoine. Le système des retraites en Turquie : vers un processus de réformes sans fin ? *Chronique internationale de l'IRES*, 2007, n° 108, p. 40-60.
- KENTEL Ferhat. Recompositions du religieux en Turquie : pluralisme et individualisation. *Cemoti*, N° 26 [En ligne], mis en ligne le 29 mars 2004. Disponible sur : <http://cemoti.revues.org/document132.html> . [consulté le 15 juillet 2008].
- KING Anthony. The Sociology of the sociology. *Philosophy of the Social Sciences*, 2007, Vol. 37, n° 4, p. 501-524.
- KOÇ Yildirim. Özelleştirme ve Sendikaların Alternatif Yaratma Çabaları, *Mülkiyeliler Birliği Dergisi*, 1995, Vol. 20, n° 177, p. 30-37.
- KRYSHANOVSKAYA Olga, WHITE Stephen. Putin's Militocracy. *Post-Soviet Affairs*, 2003, Vol. 19, n° 4, p. 289-306.
- LAÇINER Sedat, Özalism (Neo-Ottomanism) : An Alternative in Turkish Foreign Policy ?, *Journal of Administrative Sciences*. 2003, Vol 1, n° 1-2, p. 161-202.
- LAWLER S. Disgusted Subjects: The Making of Middle-Class Identities. *The Sociological Review*, 2005, Vol. 53, n° 3, p. 429-446.
- LE ROUX Brigitte ... [et al]. Class and Cultural Division in the UK. *Sociology*, 2008, Vol. 42, p. 1049-1071.
- LICHTERMAN Paul. Repenser la « critique » dans la sociologie culturelle états-unienne : une alternative pragmatique à la « démythification ». *Tracés*, 2007, Vol. 13, n° 2, p. 73-89.
- LIPSET Seymour Martin. Radicalism or Reformism : The Sources of Working-Class Politics. *The American Political Science Review*, 1983, Vol. 77, p. 1-19.
- LOADER Colin. Puritans and Jews : Weber, Sombart and the Transvaluators of Modern Society. *Canadian Journal of Sociology*, 2001, Vol. 26, n° 4, p. 635-653.
- MEEHL Paul Everett. The Selfish Voter Paradox and the Thrown-Away Vote Argument. *American Political Science Review*, Vol. 71, n° 1, 1977, p. 11-30.
- MENARD Claude. Du 'Comme si...' au 'Peut-être...' : De Milton Friedman à la Nouvelle Économie Institutionnelle. *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2005, n° 12, p. 163-172.
- MICHEL Joël. Les réactions syndicales à la régression charbonnière en Europe occidentale : France, Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne Fédérale de 1958 à 1974. *BTNG-RBHC*, 1988, Vol. 19, n° 1-2, p. 131-146.
- NAU Heino Heinrich. Institutional, evolutionary and cultural aspects in Max Weber's social economics. *Cahiers d'économie politique*, 2005, Vol 2, n° 49, p. 127-142.
- NEDERVEEN PIETERSE Jan. Globalization the next round: Sociological perspectives. *Futures*, 2008, Vol. 40, p. 707-720.

NICHOLS Theo, SUGUR Nadir, DEMIR Erol. Beyond cheap labour: Trade unions and development in the Turkish metal industry. *The Sociological Review*, 2002, Vol. 50, n° 1, p. 23-47.

OBAN ÇAKICIOĞLU Raziye. Levanten Kavramı ve Levantenler Üzerine Bir İnceleme. *Türkiyat Araştırmaları Dergisi*. 2007, n° 22, p. 337-355.

ÖGRETEN Ahmet. Ereğli Kömür Havzasında Bahriye Nezareti Döneminde Madenler ve Madencilik (1865-1908). *ZKÜ Sosyal Bilimler Dergisi*, 2007, Vol. 3, n° 5, p. 139-178.

OLLMAN Bertell. Marx's Use of 'Class'. *The American Journal of Sociology*, 1968, Vol. 73, n° 5, p. 573-580.

OUEDRAOGO J. M. Georg Jellinek. Max Weber, le politique et la tâche de la sociologie des religions. *Archives de Sciences Sociales des Religions* [En ligne], 2004, n° 127, mis en ligne le 25 juin 2007. Disponible sur : <http://assr.revues.org/index1056.html>. [Consulté le 2 février 2009].

PAKULSKI Jan, WATERS Malcom. The Reshaping and Dissolution of Class in Advanced Societies. *Theory and Society*, 1996, Vol. 25, n° 5, p. 667-691.

PARLA Taha. Mercantile militarism in Turkey 1960 – 1998. *New Perspectives on Turkey*, 1998, n° 19, p. 29-52.

PEREZ Carlota. Changement technologique et opportunités de développement, une cible mouvante. *Revista de la Cepal*, 2005, n° Extra 85, p. 165-187.

PLUNKERT Lois M. The 1980's: a decade of job growth and industry shifts. *Monthly Labor Review*. 1990, Vol. 113, n° 9, p. 3-16.

PUFFER Sheila M., MCCARTHY Daniel J. Can Russia's state-managed, network capitalism be competitive? Institutional pull versus institutional push. *Journal of World Business*, 2007, Vol. 42, p. 1-13.

QUATAERT Donald, DUMAN Yüksel. A Coal Miner's Life during the Late Ottoman Empire. *International Labor and Working-Class History*, 2001, n° 60, p. 153-179.

QUATAERT Donald. Zonguldak Maden İşçilerinin Hayatı, 1870-1920. *Toplum ve Bilim*, 1999-2000, n° 83, p. 80-90.

REINERT Hugo, REINERT Erik S. Creative Destruction in Economics: Nietzsche, Sombart, Schumpeter. *Friedrich Nietzsche: Economy, and Society* / ed. par J.G. BACKHAUS, W. DRECHSLER. Springer, 2006. 272 p.

SAHINKAYA Serdar. XIX. Yüzyıl Osmanlı İmparatorluğu'nun İktisadi Yapısı: Sanayileşme ve Bankacılık Özelinde Değinmeler. *Mülkiye Dergisi*, 1999, Vol. 23, n° 218, p. 86-111.

SCHÜTZ Alfred. Don Quichotte et le problème de la réalité. *Sociétés*, 2005, n° 89, p. 9-27.

SØRENSEN Aage B. Toward a Sounder Basis for Class Analysis. *The American Journal of Sociology*, 2000, Vol. 105, n° 6, p. 1523-1558.

STRANGLEMAN Tim. Sociology, Social Class and New Working Class Studies. *Antipode*, 2008, Vol. 40, n° 1, p. 15-19.

TARRIT Fabien. Le marxisme analytique américain, un oxymore ? *Nouvelle Fondation*, 2006, Vol. 1, n° 1, p. 116-133.

THORNTON William H. Cold War II : Islamic Terrorism as Power Politics. *Antipode*, 2003, Vol. 35, n° 2, p. 205-211.

TURNER Bryne S. Sovereignty and Emergency Political Theology : Islam and American Conservatism. *Theory Culture Society*, 2002, Vol. 19, n° 4, p. 103-119.

ÜLKER Erol. Assimilation of the Muslim communities in the first decade of the Turkish Republic (1923-1934). *European Journal of Turkish Studies* [En ligne].2007. Disponible sur: <http://www.ejts.org/document822.html>

ÜNSALDI Levent. Le système de valeurs de l'armée turque. *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 2004, n° 37, p. 177-208.

USLU Salim. Türk Sendikalarina ne mi oldu ? *Hak-Is Dergisi*, 1994, n° 27.

VAILLANCOURT Pauline. Le marxisme empirique dans les pays de l'ouest. *Les Cahiers du Socialisme*, 1979, n° 4, p. 108-179.

WALKER Joshua W. Turkey's Imperial Legacy : Understanding Contemporary Turkey through its Ottoman Past. *Perspectives on Global Development and Technology*, 2009, Vol. 8, no 2-3, p. 494-508.

WRIGHT Eric Olin. Varieties of Marxist Conceptions of Class Structure. *Politics & Society*, 1980, Vol. 9, n° 3, p. 323-370.

YALMAN Galip L. Tarihsel Bir Perspektiften Türkiye'de Devlet ve Burjuvazi: Rölativist Bir Paradigma mi Hegemonya Stratejisi mi? *Praksis*, 2002, n° 5, p. 7-23.

YAVUZ M. Hakan. Turkish identity and foreign policy in flux : The rise of Neo-Ottomanism. *Middle East Critique*. Vol. 7, n° 12, 1998, p. 19-41.

YERASIMOS Stéphane. Les politiques balkaniques de la Grèce et de la Turquie depuis la fin de la guerre Froide. *Turkish Review of Balkan Studies*, 2002, Vol. 7, p. 35-78.

YILMAZ Richard. Le sandjak d'Alexandrette, baromètre des relations entre la Turquie et la Syrie. *Outre-Terre*, 2006, Vol. 14, n° 1, p. 109-116.

Articles de journaux

« Özellestirmede yerli sermaye damgasi » [En ligne]. *NTVMSNBC* (2005, le 7 novembre). Disponible sur: <http://arsiv.ntvmsnbc.com/news/348333.asp>. [Consulté le 12 novembre 2008]

« Geleceğimiz satılıyor » [En ligne]. *Evrensel* (2005, le 31 mai). Disponible sur : <http://www.evrensel.net/arsiv.php>. [Consulté le 18 décembre 2008]

« Erdemir Oyak'ın » [En ligne]. *Star* (2005, le 5 octobre). Disponible sur: <http://www.stargazete.com/ekonomi/erdemir-oyakin-40799.htm> [Consulté le 18 décembre 2008]

« İtalya'da Telekom bayramı » [En ligne]. *Aksam* (2005, le 3 juillet) <http://arsiv.aksam.com.tr/arsiv/aksam/2005/07/03/ekonomi/ekonomiprn1.html>. [Consulté le 5 janvier 2009]

« Oyak bizi teselli etti, yüregimize su serpti » [En ligne]. *Kdz. Eregli Demokrat* (2005, le 7 octobre). Disponible sur : http://www.ereglidtv.net/arsivsite/haber/haber_ayrinti.asp?haber_no=11079. [Consulté le 18 décembre 2008]

« Oyak’i Kaptırmayacak ». *Cumhuriyet*, (2005, le 8 septembre), p. 1.

« Telekom’a iptal davası » [En ligne], *Hürriyet* (2005, le 5 juillet). Disponible sur : <http://arama.hurriyet.com.tr/arsivnews.aspx?id=332434>. [Consulté le 5 janvier 2009]

« Kırmızı beyaz tisört sadece spor için » [En ligne]. *Yeni Safak* (2007, le 22 juin) Disponible sur : <http://yenisafak.com.tr/ekonomi/?t=22.06.2007&c=3&i=51742&K%FDrm%FDz%FD/beraz/ti%FE%F6rt/sadece/spor/i%E7in>. [Consulté le 18 décembre 2008]

« Mesut Yılmaz 5.5 saat anlattı » [en ligne]. *Radikal*, (2003, le 14 juin), Disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=78300>. [Consulté le 18 décembre 2008]

« 2002’den 2008’e ISDEMİR AS’nin geldiği durumun son özeti » [En ligne]. *Evrensel* (2008, le 11 avril). Disponible sur : http://www.evrensel.net/haber.php?haber_id=28780. [Consulté le 30 octobre 2008].

AKKAS Cumali, SEZER Mustafa. Şampiyonluktan İşçiye yüzde 35 ücret indirimi kaldı [En ligne]. *Evrensel* (2009, le 2 juillet). Disponible sur : http://www.evrensel.net/ekonomi.php?txt_arsiv_tarihi=20090704. [Consulté le 30 décembre 2009].

BAYRAMOĞLU Ali, « Üst kurullar meselesi » [En ligne], *Yeni Safak*, (2003, le 13 septembre). Disponible sur : <http://yenisafak.com.tr/arsiv/2003/eylul/13/abayramoglu.html>. [Consulté le 30 octobre 2008].

ERK Nurten, « Çörtük: Yasalara uyduk Petrol Ofisi’ni Aldık » [En ligne]. *Hürriyet*, (1998 le 23 juillet).Disponible sur : <http://webarsiv.hurriyet.com.tr/1998/07/23/57039.asp> [Consulté le 7 novembre 2008].

HÜR Ayşe, Oyak Holding ve TSK [en ligne], *Yeni Safak* (2007, le 21 juin), Disponible sur : <http://www.yenisafak.com.tr/yorum/?i=51484> [Consulté le 11 octobre 2008].

INSEL Ahmet. Pretoryen güçler ve rejim [en ligne]. *Radikal İki*, (2007, le 25 février) Disponible sur : http://www.radikal.com.tr/ek_haber.php?ek=r2&haberno=6776 [Consulté le 7 juin 2009]

« İşçinin Kardemir Mucizesi », *Hürriyet* (1996, le 14 aout).

KAY John. Look and learn from Enron [En ligne]. *Financial Times* (2002 le 9 avril). Disponible sur : <http://www.johnkay.com/2002/04/09/look-and-learn-from-enron/>

KAYA Medet. Milli Sendikanın Milli Görevleri [En ligne]. *Radikal*, (2009, le 28 juillet). Disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalHaberDetay&Date=28.7.2009&ArticleID=946959>

LEVENTOGLU Ömer, TEMIZKAN Sabiha. En büyük satis [En ligne]. *Birgün*, (2005, le 13 septembre). Disponible sur:

http://www.birgun.net/worker_index.php?news_code=1126561077&year=2005&month=09&day=13

« Oyak, askere iki anahtari garantiledi, 3 milyar dolarla dünyada maden avına çıktı » [En ligne], *Hürriyet*, (2009 le 16 juin). Disponible sur :

<http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/11873618.asp>

« Özbek Erdemir'in satisini alkislamis » [En ligne]. *Evrensel*, (2005, le 22 octobre).

Disponible sur : <http://www.evrensel.net/05/10/22/sendika.html#2>

SANYER Ruhi. Özelleştirmeler ondan sorulur [En ligne]. *Radikal*, (2005 le 21 mars).

Disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=147127>

SEVINÇ Saban. Petrol Ofisi'ni alanlar parayı denklestiremiyor [En ligne]. *Hürriyet* (1998, le 8 octobre). Disponible sur :

<http://webarsiv.hurriyet.com.tr/1998/10/08/70782.asp>

« Sömürünün Devleri » [En ligne]. *Evrensel*, (2009, le 23 juillet). Disponible sur :

http://www.evrensel.net/haber.php?haber_id=54977

URAS Güngör. Oyak yönetimi bankayı mecburiyetten sattı [En ligne]. *Milliyet* (2007, le 20 juin). Disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/2007/06/20/yazar/uras.html>

WHELAN Carolyn. Developing countries' economic clout grows. *International Herald Tribune*. (2004, le 10 juillet). Disponible sur:

<http://virtual2002.tau.ac.il/users/www/61641/Reading%20Material/Economics/Developing%20countries.doc>

Thèses, documents de travail, interventions aux congrès

AKÇA İsmet. *Putting the Military in its place in Turkey*, 459 p. Thèse [non publiée] : Sciences politiques et relations internationales : Université du Bosphore – Istanbul : 2006.

ALBAYRAK Levent. *1980'den Günümüze Sendika-Siyaset İlişkisi, Türk-İs Orneği*, 216 p. Mémoire [non publié] : Histoire de la République : Université de Gazi - Ankara : 2006.

BAYART Jean-François. *L'Islam républicain* [En ligne]. L'intervention présentée lors du 10^e Congrès de l'Association française de science politique tenue à Grenoble, les 7-9 septembre 2009. Disponible sur :

<http://www.congresafsp2009.fr/sectionsthematiques/st9/st9bayart.pdf>

COHEN Robin. *The "New" International Labour Studies : A Definition*, 26 p. Document de travail, n° 27. Montreal : Centre for Developing-Area Studies, McGill University, 1980.

FAROOQ Mohammad Omar. *Self-Interest, Homo Islamicus and Some Behavioral Assumptions in Islamic Economics and Finance* [En ligne]. Septembre 2006, Disponible sur : http://www.globalwebpost.com/farooqm/writings/islamic/i_econ_fin/homo-islamicus.doc

GÜRBOGA Nursen. *Mine Workers, The State and War : The Ereğli-Zonguldak Coal Basin as The Site of Contest, 1920-1947*, 518 p. Thèse [non publiée] : Histoire moderne turque : Université du Bosphore – Istanbul, 2005

JACOBY Tim. *Class and State in Turkey's First Republic*. [En ligne] Intervention présentée lors de Annual Meeting of the American Political Science Association, tenue à Philadelphie, le 27 août 2003. 28 pages. Disponible sur : http://www.allacademic.com/meta/p63379_index.html [Consulté le 6 juin 2009]

LE GRAND E. *After the Cultural Turn : Is Class Theory in a Cul-de-Sac ?* [En ligne]. Intervention présentée lors de la 12th annual Aage Sørensen Memorial Conference tenue à l'Université de Harvard, les 10-11 avril 2008. Disponible sur : <http://www.wjh.harvard.edu/~hos/papers/EliasLeGrand.pdf>. [Consulté le 5 mars 2009].

ÖZTÜRK Osman. *The Labor Unionism of 1946*, 141 p. Mémoire [non publié] : Histoire moderne turque : Université du Bosphore – Istanbul : 2006.

SAPIR Jacques. *La crise financière russe d'août 1998, tournant de la transition en Russie?* [En ligne] 67 p. Document de travail, n° 01-1 CEMI (EHESS), 2001. Disponible sur : <http://cemi.ehess.fr/docannexe.php?id=966>

SEEKINGS Jeremy. *Prospects for Basic Income in Developing Countries : A Comparative Analysis of Welfare Regimes in the South* [En ligne]. 54 p. Document de travail, n° 104, CSSR , 2005. Disponible sur : http://www.sarpn.org.za/documents/d0001202/P1333-CSSR_Seekings_Febr2005.pdf

TARTANOGLU Safak. *1980 Sonrası Türk Sendikacılığı ve Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, 161 p. Mémoire [non publié] : Economie du travail et relations industrielles : Université d'Ankara - Ankara : 2007

Rapports de commissions et rapports institutionnels

ALTINAY M. Hakan. *Les Calvinistes islamiques. Changements et conservatisme en Anatolie centrale*. Berlin, Bruxelles, Istanbul : European Stability Initiative, Disponible sur : http://www.esiweb.org/index.php?lang=fr&id=156&document_ID=72. 2005. 35 p.

ECONOMIC COMMISSION FOR LATIN AMERICA & THE CARIBBEAN. *Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 1999-2000*. New York : United Nations Publications, 2000. 330 p.

ÇALISMA VE SOSYAL GÜVENLİK BAKANLIĞI. 2821 Sayılı Sendikalar Kanunu Gereğince İşkollarındaki İşçi Sayıları ve Sendikaların Üye Sayılarına İlişkin 2009 Temmuz Ayı İstatistikleri Hakkında Tebliğ , *Resmî Gazete*, (2009, le 17 juillet) n° 27291.

HAK-IS. 8. *Olagan Genel Kurul Çalışma Raporu*. Ankara :Hak-Is Yayını, 1995, 526 p.

KOCAMAN Tuncer. *Türkiye'de İç Göçler ve Göç Edenlerin Nitelikleri (1965-2000)*. Ankara : DPT, Disponible sur : <http://ekutup.dpt.gov.tr/nufus/kocaman/icgoc.pdf> , 2008. 120 p.

MISSION ECONOMIQUE D'ISTANBUL TURQUIE. *Raffinage et pétrochimie en Turquie*, Fiche de Synthèse, (mai 2008). Disponible sur : http://www.missioneco.org/turquie/documents_new.asp?V=7_PDF_146352

MÜSIAD. *Is Hayatında İslam İnsanı (Homo Islamicus)*, Arastırma Raporu, n° 9, İstanbul, 1994, 187 p.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. *L'évolution de l'emploi, du temps de travail et de la formation dans les industries extractives*. Genève : Bureau International du Travail, 2002, 8942 p.

PETROL-IS ALIAGA. Aliaga'da Memleket Nöbeti Basladı [En ligne], Communiqué de presse publié le 8 septembre 2005. Disponible sur : http://www.petrol-is.org.tr/subeler/aliaga/basin/eylem/aliaga_eylem_2005/aliaga_eylem_080905.htm

TÜİK. *2008 Nüfus Sayımı Sonuçları*. Türkiye İstatistik Kurumu Haber Bülteni, n° 14, 2009.

TÜRK METAL. *Uluslararası Avrasya Metal İşçileri Federasyonu Tarihçesi* [En ligne], Disponible sur: <http://www.turkmetal.org.tr/page.php?ID=5> [Consulté le 10 juin 2009]

TÜRK-IS. *9. Genel Kurul Çalışma Raporu*. Ankara : Türk-İs Yayınları, 1973, 778 p.

TÜRK-IS. *10. Genel Kurula Sunulan Çalışma Raporu*. Ankara : Türk-İs Yayını, 1976, 315 p.

WACQUEZ Bernard, GRAY Thomas. *Les petites et moyennes entreprises en Turquie – Problématique et politiques*. Paris : OCDE, 2004.

Encyclopédies consultées

Türkiye Sendikacılık Ansiklopedisi (3 volumes). İstanbul : Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, 1996, 1699 p.